



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Janvier 2021

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Projet ANR ARMY, Initiative, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 15\)](#)

Chine, Soft Power

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 16\)](#)



VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Research Paper 101 – 11 janvier.

« [Iraqi militias used as a strategic asset : the sequence of events at the turn of 2019-2020](#) », by COL Olivier PASSOT, 21 p. (traduction de la Note de recherche parue le 9 juin 2020).

During the fall of 2019, major demonstrations broke out in the largest Iraqi cities, challenging both the Iraqi government and Iran. Meanwhile, several militias strove to counter the popular movement by heightening tensions against American interests. They conducted a wide range of operations: show of force, repression campaign, harassment of US military camps, etc. They proved extensive irregular warfare capabilities. Gradually, their actions scaled up and ended up prompting a massive reaction from Washington (elimination of General Soleimani). Against any odds, the assassination had favorable consequences for Iran: demonstrations lost their popular support and weake-

ned, while Western military forces started pulling out. This huge strategic benefit may be a hint that these militias have been activated to carry out a sophisticated operation plan. Eventually, they engineered considerable outcomes from a rather weak initial investment. As such, they appear as a powerful tool of strategic leverage that can be activated remotely.



Research Paper 99 – 12 janvier.

« [Russian Strategies of Influence in the South Caucasus Region](#) », by Régis GENTÉ, 16 p. (traduction de la Note de recherche parue le 25 mai 2020).

Russia uses a variety of methods to influence its former Soviet republics of Armenia, Azerbaijan, and Georgia. Since its conquest of the region in the 19th Century, Russia considers Transcaucasia particularly important for its geopolitical standing. No longer able to persuade or attract South Caucasus populations, Russia's strategy of influence is largely based on military power (hard power). It struggles to develop its soft power in this region, resorting finally to more coercive methods like exploiting: conflicts in the secessionist regions of Nagorno-Karabakh, Abkhazia, and South Ossetia; Kremlin-affiliated oligarchs; and energy

prices. This traps Russia in a vicious cycle: to retain its influence in the South Caucasus, it becomes increasingly coercive and aggressive, appearing malevolent to local populations. The Kremlin relies on well-known and established strategies in the South Caucasus, making it an important case study in the analysis of Russian foreign policy in general.



Étude n° 77 – 14 janvier.

« [Balles perdues. Une introduction à la prévention et à la lutte contre les trafics d'armes classiques](#) », par Édouard JOLLY, Lucile ROBIN et Alexis CARROUGET, 164 p.

Les conflits armés du XXI^e siècle sont, pour le moment, majoritairement des guerres insurrectionnelles. Elles s'entendent comme de la « petite guerre » ou de la guérilla. Leur finalité politique consiste à s'opposer à des États et à leurs forces armées régulières, voire à d'autres groupes insurgés. La question des moyens permet de leur trouver un point commun : l'arme utilisée est de faible intensité, parce que la puissance morale d'une attaque insurrectionnelle est inversement proportionnelle à la puissance de feu employée. Une simple arme remilitarisée suffit à produire un massacre de civils accompagné de sa sidération dont les effets politiques, recherchés par l'ennemi, peuvent être désastreux. Les petites guerres se mènent avec de petites armes parce qu'elles ont de grands effets.

Se pose donc la question de l'usage des moyens à la fois les plus faibles et les plus courants, en particulier, les armes légères et de petit calibre (ALPC), catégorie majeure d'armes classiques. Le commerce illicite de ces armements alimente de nombreux conflits régionaux, tout autant qu'il favorise le crime organisé et encourage le terrorisme. En ce sens, le trafic d'armes classiques constitue un facteur majeur de déstabilisation des États. Les défis posés par le commerce illicite des ALPC requièrent des actions spécifiques, notamment sur les stocks et leur sécurité, la réglementation des transferts, la gestion des frontières, la réactivation illicite, le traçage et le marquage ou encore la résolution des conflits. Cette étude vise ainsi à présenter une vue d'ensemble de la problématique stratégique des moyens de nos « petites guerres » contemporaines.



Research Paper No. 75 – 19 janvier.

« [The Red Sea: New Spaces of Interdependent Security Issues between Countries of the Gulf and of the Horn of Africa](#) », by Fatiha DAZI-HÉNI et Sonia LE GOURIELLEC, 20 p. (traduction mise à jour de la Note de recherche parue le 29 avril 2019).

Historically, “Arabia Felix” was a continuum of diverse intertwined influences in the Horn of Africa. This region is at a crossroad for the empire-like appetites and conquest endeavors of global powers (China, India, the United States and Europe) and regional ones (Saudi Arabia / United Arab Emirates, allied to Egypt, vs Qatar, allied to Turkey). The Gulf countries have recently been involved in the region – for religious reasons for the Saudis initially (1980s), but later to block the emerging influence of Qatar in the Horn (2000s). The War in Yemen and the political rivalries between the monarchies of the Peninsula, especially when the Gulf Crisis broke out in June 2017, enhanced the region’s strategic interest for Gulf countries. Moreover, those events have had direct consequences on the stability of the countries of the Horn. The purpose of this research paper is to analyze the growing entanglement of Horn/Peninsula/Gulf security issues and economic interests in the Horn of Africa.



Research Paper No. 107 – 20 janvier.

« [COVID-19 and the Mobilization of the Armed Forces in Europe and in the United States](#) », by François DELERUE, Édouard JOLLY, Léa MICHELIS, Anne MUXEL, Florian OPILLARD et Angélique PALLE (traduction de la Note de recherche parue le 5 novembre

2020).
The mobilization of armed forces in the management of the health crisis linked to Covid-19 is part of the fight against the pandemic. In Europe, the States requested them mainly for logistical and medical support, but in some countries, they also participated in public security tasks, such as maintenance of order or border control. This note presents an initial overview of the missions they have undertaken among civilian populations by comparing the nature of the interventions carried out, the number of personnel deployed, and the scale of operations in France, Germany, Switzerland, Italy and the United States. In recent times, the scope of missions carried out by the

armed forces has undeniably widened and they must regularly provide their support and skills in situations of natural, humanitarian and health disasters, in support of civilian resources. The Covid-19 pandemic is a new illustration of this evolution.



Brève stratégique n° 15 – 20 janvier.

« [Politique de coercition économique chinoise contre l'Australie : quels enseignements pour les Européens ?](#) », par Nicolas REGAUD, 2 p.

L'Australie est la cible de nombreuses mesures de coercition économique de la part de la Chine depuis le printemps 2020. Les Européens ne sont pas à l'abri de cette instrumentalisation politique de la puissance économique et technologique chinoise et devraient s'engager dans l'élaboration d'une stratégie de sécurité économique.



Étude n° 78 – 21 janvier.

« [Le monument OPEX et la mémoire de la 4^e génération du feu](#) », par CRP Marie-Capucine VAUZANGES, 88 p.

Pourquoi construire aujourd'hui un monument aux morts pour la France en opérations extérieures ? Quelle est cette 4^e génération du feu, à laquelle font de plus en plus souvent référence les documents médiatiques ou officiels mais dont un militaire sur deux n'a jamais entendu parler ? Pourquoi regrouper près de 250 opérations extérieures échelonnées sur plus de 50 ans, depuis la fin de la guerre d'Algérie ?

À partir de l'inauguration du monument OPEX le 11 novembre 2019 et de son observation, cette étude interroge la pertinence de l'expression de 4^e génération du feu, en la mettant en perspective avec les trois générations précédentes. Si le concept peut paraître sur de nombreux points artificiel, il n'en demeure pas moins indispensable pour donner corps à cette partie de notre histoire militaire et permettre ainsi l'émergence d'une mémoire des OPEX. Étape importante de ce processus, le monument OPEX a offert un support matériel à cette mémoire et l'a inscrite dans notre paysage. Il conviendra désormais de la faire vivre, d'en faire témoigner les acteurs vivants et de la sortir du domaine uniquement mortifère en célébrant aussi les héros et les faits glorieux, pour que la mémoire des opérations extérieures devienne à son tour histoire.



Brève stratégique n° 16 - 22 janvier.

« [Militarisation et communautarisation de la pandémie de Covid-19 au Sri Lanka](#) », par Lola GUYOT, 2 p.

La gestion de la pandémie de Covid-19 au Sri Lanka s'est inscrite dans la continuité du revirement autoritaire amorcé par le gouvernement de Gotabaya Rajapakse depuis 2019. Les autorités ont pris appui sur la crise sanitaire pour renforcer les prérogatives de l'armée, affaiblir les contre-pouvoirs et accentuer la stigmatisation des minorités.



Research Paper No. 111 – 25 janvier.

« [Covid-19 as an opportunity for European armament cooperation?](#) », by Lucie BÉRAUD-SUDREAU, 11 p.

The Covid-19 health and related economic crises did not leave any sector of the economy untouched. Although it may not be the first in line, the defence industry has also been impacted. This paper sets out to explore the various impacts of the Covid-19 on the defence industry in Europe, both on the short and long-term dimensions. After exploring the immediate and longer-term impacts of the crisis for the defence industry, the paper concludes by discussing whether the crisis could be an opportunity for further European armament cooperation. This IRSEM publication is based on Dr Béraud-Sudreau's personal research and does not relate to the SIPRI databases or annual data launches.



Strategic Brief No. 15 – 27 janvier.

« [China's policy of economic coercion against Australia: what can Europeans learn from it?](#) », by Nicolas REGAUD, 2 p. (Traduction de la Brève stratégique parue le 20 janvier 2021).

Australia has been the target of numerous measures of economic coercion implemented by China since the Spring of 2020. Europeans are not immune to the political instrumentalization of the Chinese economic and technological power and should engage in the development of an economic security strategy.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 86 – 5 janvier.

« [Vers l'Élysée et ses coulisses](#) », avec le général BENTÉGEAT, ancien CEMA, et Alexandre JUBELIN (1/2), 1 h 03.

Pour le premier épisode de l'année 2021, « Le Collimateur » reçoit le général Henri Bentégeat, ancien chef d'état-major des armées et chef d'état-major particulier du président de la République, à l'occasion de la sortie du récit de ses années à l'Élysée, intitulé *Les Ors de la République* (Perrin).

En compagnie d'Alexandre Jubelin, le général Bentégeat retrace d'abord l'origine de sa vocation militaire, sa scolarité à Saint-Cyr et son orientation ; il revient sur son passage à l'École de guerre et ses impressions sur l'enseignement, puis aborde la problématique de l'interarmes, ses années à la tête du RICM et la problématique de l'identité et des traditions des différentes unités. Ils détaillent ensuite la structure de l'état-major particulier du président de la République et ses dynamiques par rapport à la personne du président, avant de parler de la présence de l'élément militaire dans l'espace de l'Élysée.



Dans le viseur #21 – 8 janvier.

« [Allô Toulouse, on a un problème](#) », avec Alexandre JUBELIN, 20 mn.

Le capitaine Frédéric de l'armée de l'air et de l'espace raconte une manœuvre imprévue de satellite militaire, face à un danger de collision orbitale.



Épisode 87 – 12 janvier.

« [Les années Chirac](#) », avec le général BENTÉGEAT, ancien CEMA, et Alexandre JUBELIN (2/2), 57 mn.

Dans la seconde partie de l'enregistrement avec le général Bentégeat, ancien chef d'état-major particulier du président de la République et ancien chef d'état-major des armées, il évoque cette fois ses années aux côtés de Jacques Chirac, comme CEMP puis comme CEMA.



Têtes chercheuses #8 – 15 janvier

« [Entendre les mutins de 1917](#) », avec André LOEZ, 35 mn.

Les « Têtes chercheuses » sont consacrées à un épisode croisé avec un nouveau podcast, qui décline le concept d'une discussion autour d'un article scientifique dans tous les domaines de l'histoire, « Le Rétroviseur », en partenariat avec la revue *Entre-temps*, rattachée à la chaire d'histoire de Patrick Boucheron du Collège de France.

Au carrefour des questions de défense et des études historiques, l'historien André Loez, animateur du podcast « Paroles d'histoire » et spécialiste de la Première Guerre mondiale, parle de son article « Mots et cultures de l'indiscipline : les graffiti des mutins de 1917 » paru dans la revue *Genèses* en 2005.



Épisode 88 – 19 janvier.

« [Diplomatie et maîtrise des armements](#) », avec Alexandre JUBELIN et Philippe BERTOUX, 1 h 13.

Dans « Le Collimateur », Philippe Bertoux, directeur des affaires stratégiques de sécurité et du désarmement du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, un diplomate en charge de bien des enjeux militaires.

Après une présentation des activités du département ASD et de son fonctionnement au sein du Quai d'Orsay, il détaille avec Alexandre Jubelin les modes d'action de la diplomatie en temps de Covid. Ils discutent ensuite de la conférence de réexamen du traité de non-prolifération des armes nucléaires, notamment à la lumière des initiatives du Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) et dans le cadre d'un contexte assez défavorable pour les traités de désarmement, et des incertitudes d'un changement d'administration aux États-Unis. Puis ils abordent les problématiques de non-prolifération, autour des gros dossiers de l'Iran, de la Corée du Nord, et de l'utilisation des armes chimiques en Syrie et ailleurs.



Dans le viseur #22 – 22 janvier.

« [Raid nocturne en Libye](#) », avec Alexandre JUBELIN, 30 mn

Dans ce nouvel épisode de « Dans le viseur », en partenariat avec l'École de guerre-terre, le commandant Damien raconte ses souvenirs de l'opération Harmattan en Libye, aux commandes

d'une Gazelle de l'ALAT opérant depuis un porte-hélicoptères croisant au large de la Libye.



Épisode 89 – 26 janvier.

« [Faire la guerre par l'information](#) », avec Alexandre JUBELIN, Maud QUESSARD et Maxime AUDINET, 1 H 17.

Alexandre Jubelin a reçu, à l'occasion de la parution du livre *Les guerres de l'information à l'ère numérique* (PUF), l'une des éditrices scientifiques de l'ouvrage, [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Espace euratlantique-Russie » à l'IRSEM, ainsi que l'un des auteurs, [Maxime Audinet](#), chercheur Stratégies d'influence et de désinformation à l'IRSEM.

Après avoir retracé l'émergence de ces luttes d'influence dans la sphère informationnelle depuis la guerre du Golfe et l'émergence de CNN, ils détaillent plusieurs exemples précis d'utilisations stratégiques de la sphère informationnelle à différentes échelles. Ils discutent ensuite des cas de la Russie et des États-Unis, puis envisagent l'éventail de mesures défensives prises par les États contre les attaques extérieures dans la sphère informationnelle.



Dans le bunker #36 – 29 janvier.

« [Space force](#) » (2020), par Joseph HENROTIN, 16 mn.

Dans ce nouvel épisode de « Dans le bunker », Joseph Henrotin, rédacteur en chef du magazine *DSI*, vient parler de la série Netflix *Space force*, sortie en 2020, avec notamment à l'affiche Steve Carrel et John Malkovich, représentation presque immédiate du mouvement de création d'une nouvelle branche de l'armée américaine par Donald Trump.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

**OUVRAGES PUBLIÉS
PAR LES CHERCHEURS**



Céline MARANGÉ et Maud QUESSARD (dir.), *Les Guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 450 p.

Depuis la révolution numérique, les conflits géopolitiques se déploient dans des espaces virtuels dont la nature est en constante évolution. Qu'ils soient démocratiques ou autoritaires, les États adaptent leur stratégie de puis-

sance de façon à mieux maîtriser les effets de la propagation instantanée de l'information, ainsi que ses nouvelles possibilités de manipulation. Certains utilisent le cyber et les médias pour porter atteinte à la souveraineté de leurs adversaires et perturber le fonctionnement de leur société et de leurs infrastructures de défense.

Cet ouvrage étudie les trois dimensions qui caractérisent les guerres de l'information. Il explore le fonctionnement technique des conflits informationnels (couches basses de l'Internet, ciblage et amplification). Il examine ensuite les stratégies de plusieurs acteurs-clés de la scène internationale (Chine, Russie, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Japon), mais aussi d'États pivots (Iran, Israël) et de pays relativement isolés (Corée du Nord, Qatar).

Enfin, il s'interroge sur les réponses juridiques et institutionnelles apportées pour répondre à la désinformation et réguler ces nouveaux espaces de conflictualité.

Outre les deux éditrices scientifiques, [Céline Marangé](#) (ancienne chercheuse à l'IRSEM, actuellement chercheuse au Service historique de la défense) et [Maud Quessard](#) (directrice du domaine « Espace euratlantique - Russie »), plusieurs chercheurs de l'IRSEM ont contribué à cet ouvrage :

[Maxime Audinet](#) (chercheur Stratégies d'influence et de désinformation) et Céline Marangé : « La Russie : "l'espace informationnel" comme terrain de conflictualité ».

[Paul Charon](#) (directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » à l'IRSEM) : focus « Taïwan : laboratoire des manipulations de l'information chinoise ».

[Fatiha Dazi-Héni](#) (chercheuse Golfe – Moyen-Orient) : « Les monarchies du Golfe : les guerres de l'information dans la crise de juin 2017 ».

[François Delerue](#) (chercheur Cyberdéfense et droit international) : « Menaces numériques en période électorale ».

[Amélie Férey](#) (chercheuse postdoctorale sur la philosophie et l'éthique de la guerre) : « Israël : de la hasbara à la guerre cognitive ».

[Éric Gomez](#) (chercheur associé IRSEM) : 2 focus : « Le ciblage dans le militaire » et « La guerre électronique ».

[Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#) (directeur de l'IRSEM) : préface et « Panorama des mesures prises contre les manipulations de l'information ».

[Marianne Péron-Doise](#) (chercheuse Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes) : « Corée du Nord : la stratégie informationnelle de Kim Jong-un ».

PROJET ANR ARMY



ARMY – Analyse de la gestion militaire de la crise du coronavirus.

L'équipe du projet ANR sur la mobilisation des forces armées

dans la crise sanitaire a été sollicitée par le Service de santé des armées pour une étude de prospective stratégique, qu'elle mènera parallèlement au projet, sur les impacts de la crise sanitaire de la Covid-19 sur les aspirations professionnelles du personnel soignant militaire avec une méthodologie par focus groupes (janvier à juin 2021).

Deux des chercheurs de l'équipe participeront aux travaux, lancés en janvier, du Centre euro-maghrébin de recherches et études stratégiques (CEMRES) sur la Covid-19 dans l'espace méditerranéen.

La phase d'entretiens avec les acteurs clés de la gestion de crise se poursuit ainsi que la finalisation du questionnaire sur la perception de l'action des forces armées dans la crise sanitaire et la manière dont la Covid-19 modifie la perception des missions militaires.

Deux des chercheurs du projet ont suivi le séminaire de l'École de guerre-terre sur la MEDOT pour se familiariser avec les méthodes de planification et de prise de décision de l'armée de terre française en situation de crise ou de conflit.

Le programme de recherche, Site web : <https://anrarmy.hypotheses.org>

Adresse email : anrarmy@sciencespo.fr

Twitter : [@ANR_Army](https://twitter.com/ANR_Army)

INITIATIVE

Organisation d'un séminaire autour de la thèse par et pour les doctorants.

Carine Monteiro Da Silva et Louis Perez, doctorants à l'université Paris II et associés à l'IRSEM, lancent une initiative : ils ont pour projet d'organiser un séminaire sur les aspects pratiques et concrets de la thèse (débouchés, équilibre vie personnelle/vie professionnelle, méthodologie, etc.), au cours duquel des chercheurs de différents profils (jeunes docteurs comme professeurs) viendraient répondre aux questions des doctorants, partager conseils et bonnes pratiques, faire part des difficultés qu'ils ont rencontrées dans leur parcours, etc. Ces échanges sont très importants pour les chercheurs en début de carrière, d'autant plus que le contexte actuel ne facilite pas l'insertion dans les réseaux.

Ce séminaire, créé par des doctorants, pour des doctorants, se tiendra exclusivement en ligne (sur Zoom). Cela permettra d'inclure un maximum de personnes.

Afin de l'optimiser, Carine Monteiro Da Silva et Louis Perez ont préparé un questionnaire général pour identifier les sujets qui intéressent le plus les doctorants et construire un séminaire sur-mesure.

Retrouvez le questionnaire en cliquant [ici](#).

Pour plus d'informations :

carine.monteirodasilva@irse.fr

perezlouis14@gmail.com

ÉVÉNEMENTS

13 janvier : Webinar « Joe Biden, the new US administration and Alliances in Northeast Asia: perspectives from Japan and the Korean peninsula ».



Le 13 janvier 2021, l'IRSEM a organisé une table ronde en ligne pour échanger sur les enjeux des nouvelles dynamiques sécuritaires et diplomatiques entre les États-Unis et les pays de l'Asie du Nord-Est, en particulier le Japon, la Corée du Sud et la Corée du Nord. L'ambassadeur Takamizawa, l'invité principal, a présenté les positions japonaises. Les débats ont été présidés par [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Espace euratlantique-Russie » de l'IRSEM, tandis que les caractéristiques de la politique étrangère de Corée du Sud et de Corée du Nord ont été présentées respectivement par [Marianne Péron-Doise](#), chercheuse Asie du Nord à l'IRSEM et le Dr Théo Clément, chercheur à l'EHESS.

En préambule, Maud Quessard a rappelé que dans le contexte actuel de retour à la compétition de puissances et au terme des quatre années de présidence Trump, les États-Unis ne sont plus considérés comme un allié fiable par leurs partenaires stratégiques en Asie. La nouvelle administration américaine conduite par Joe Biden pour favoriser la résilience des Alliances ne pourrait désormais plus agir seule en Asie et aurait besoin du soutien de ses alliés européens pour renforcer ses alliances stratégiques dans l'ensemble de la zone Indo-Pacifique. D'autant que le renforcement de l'engagement militaire américain risque d'être empêché par les priorités à donner aux crises de politique intérieure.

Perspectives vues du Japon. – S'exprimant sur la situation du Japon, l'ambassadeur Takamizawa a présenté les changements et continuités au sein de l'administration américaine, vis-à-vis de ses partenariats avec les pays asiatiques. L'ancien Premier ministre japonais Shinzo Abe n'a pas ménagé ses efforts pour s'adapter à la politique

étrangère de Donald Trump. Le gouvernement japonais espère observer une constance dans l'articulation de la politique étrangère de la nouvelle administration Biden, notamment en termes de sécurité.

Les priorités japonaises ont changé, et de nouveaux impératifs sécuritaires ont été élaborés afin de promouvoir les partenariats. Pour l'ambassadeur, il semble y avoir plusieurs approches à prendre en compte pour maintenir la stabilité régionale. Il est important de renforcer les capacités militaires des États afin que les forces armées nationales puissent jouer un rôle dans la promotion de la sécurité. Il est également indispensable de se confronter aux enjeux locaux et transnationaux (comme les risques migratoires) tout en considérant le changement climatique comme une priorité.

Par ailleurs, l'ambassadeur a rappelé que le gouvernement japonais souhaitait en priorité valoriser ses relations avec les États-Unis et l'Europe, afin de renforcer les alliances diplomatiques et militaires. Les moyens dont disposent les États devraient être réorientés vers la résolution de défis majeurs : les catastrophes naturelles et les capacités de nuisance stratégiques d'autres États (parmi celles-ci : la menace nucléaire mais aussi la cybersécurité, ainsi que la course à l'espace).

Perspectives vues de Corée du Sud. – Marianne Péron-Doise a analysé la nouvelle politique de défense et la stratégie de la Corée du Sud vis-à-vis de l'alliance avec l'arrivée de l'administration Biden. En effet, le président Moon Jae-in s'est régulièrement adressé à la nation afin d'évoquer le rôle des forces armées sud-coréennes ainsi que les enjeux stratégiques auxquels doit faire face le pays. La modernisation de ces forces, via le plan de réformes 2.0 lancé en 2018, est ambitieuse et représente un objectif majeur du gouvernement Moon. Ce dernier souhaite créer une armée forte, autonome, prête à prendre des initiatives et à combattre les menaces sécuritaires. Il aimerait davantage « civilianiser » la communauté et la culture militaires en renforçant notamment l'expertise du personnel civil dans certains domaines, et en augmentant le nombre de civils à des postes de direction au sein du ministère de la Défense. Le président Moon souhaite utiliser les avancées scientifiques et technologiques du milieu militaire pour séduire l'opinion publique afin de lui faire accepter la modernisation des forces. Cette évolution militaire sud-coréenne permet de questionner l'engagement de la Corée du Sud envers son allié américain. Où en est leur niveau de confiance mutuelle pour faire face à la menace nord-coréenne et à l'expansion chinoise ? La défense sud-coréenne a des projets d'acquisition de matériels et d'équipements coûteux (avions américains

F35, système Global Hawk) et souhaiterait développer des capacités de défense antimissiles nationales. Cependant, à cause de la pandémie, les forces armées ont dû s'adapter et accepter des réductions budgétaires.

La stratégie de sécurité nationale sud-coréenne est consacrée à la résolution pacifique de la division de la péninsule coréenne et à l'établissement d'une paix permanente. Cette stratégie insiste également sur la contribution des armées sud-coréennes, en faveur de la paix et de la prospérité de l'espace nord-est asiatique. Enfin, la mise en œuvre de partenariats avec les voisins régionaux, les États de l'ASEAN ainsi que l'Inde est jugée indispensable à l'élaboration d'une paix globale.

L'alliance entre les États-Unis et la Corée du Sud est essentielle pour Séoul. Cependant, il y a plusieurs défis à relever. Les coûts du déploiement et de l'entretien des forces américaines en Corée du Sud, installées depuis la fin de la guerre de Corée, représentent un fardeau pour les États-Unis. Le transfert du contrôle opérationnel en temps de guerre (OPCON), d'un général américain à un général sud-coréen, est une priorité pour le président Moon ainsi que la question de l'autonomie militaire stratégique de Séoul. L'imprévisibilité de Donald Trump a entamé la confiance de ses partenaires asiatiques et la Corée du Sud déplore la baisse de crédibilité de l'engagement militaire américain. L'administration du président Biden aura pour tâche de revigorer les Alliances asiatiques et de contribuer à renforcer la stabilité de l'architecture de sécurité régionale non seulement en Asie du Nord-Est mais dans l'ensemble de l'Indo-Pacifique.

Perspectives vues de Corée du Nord. – Le Dr Théo Clément a présenté les conséquences de la mise en œuvre de la nouvelle administration Biden pour la relation bilatérale entre les États-Unis et la Corée du Nord. L'enjeu majeur du nucléaire nord-coréen pourrait être résolu grâce à des pourparlers diplomatiques avec les États-Unis (Donald Trump ayant ouvert la voie aux négociations).

Le gouvernement nord-coréen dispose d'une grande capacité de résilience car il est capable de fonctionner en quasi-autarcie ; malgré les sanctions et son isolement, il a poursuivi son programme militaire et ses essais balistiques et nucléaires. Il envisagerait de se doter bientôt de sous-marins nucléaires et maîtrise la puissance nucléaire notamment à la suite de l'essai apparemment réussi d'une bombe H. Les débats ont souligné que le retrait de l'administration Trump de l'Accord sur le nucléaire iranien a été bénéfique pour la Corée du Nord car cela a permis à Kim Jong-un d'argumenter que, par ce geste, les États-Unis n'étaient pas ouverts au dialogue. La politique de patience stratégique mise en place

sous la présidence Obama s'est avérée contre-productive pour l'État nord-coréen. Depuis le début de la pandémie, Pyongyang a fermé ses frontières aériennes et terrestres et suspendu toutes activités commerciales, celles-ci étant de toute façon limitées par les sanctions.

Les nominations d'Antony Blinken comme secrétaire d'État et de William Burns comme directeur de la CIA sont peu encourageantes pour ceux qui envisagent une reprise du dialogue (car tous deux sont fermes vis-à-vis du régime nord-coréen). Cependant, un espoir subsiste avec la nomination de Wendy Sherman au poste de sous-secrétaire d'État, car elle a auparavant participé à des négociations productives et à l'élaboration de l'accord du Cadre agréé, signé entre le régime nord-coréen et les États-Unis pendant l'administration Clinton.

Philippine RAPHANAUD
Assistante de recherche

19 janvier : Séminaire Jeunes Chercheurs [en ligne].



Mardi 19 janvier 2021, s'est tenu, virtuellement, le premier séminaire Jeunes Chercheurs de l'année.

Dans un premier temps, Lucien Lagarde, doctorant en droit international à l'université Paris 2 Panthéon-Assas, a présenté ses recherches doctorales sur la pression économique au regard du droit international.

La pression économique est une pratique courante sur la scène internationale. Au travers de celle-ci, les États cherchent à exercer une pression sur un ou plusieurs de leurs pairs ou à distordre, à leur avantage, les relations économiques internationales. Les États disposent pour ce faire de divers moyens parmi lesquels l'espionnage économique, l'extraterritorialité du droit et différents types de politiques économiques non coopératives. Pratique particulièrement disruptive, la pression économique est source d'importantes tensions entre les États.

Son encadrement apparaît ainsi comme un enjeu juridique majeur.

La pression économique ne fait cependant l'objet d'aucune règle dédiée en droit international. La liberté des États en la matière apparaît en revanche limitée par les règles spécifiques à certains moyens de pression économique et certains principes du droit international. Ce cadre juridique est néanmoins souvent imprécis et inadapté ; et les États se livrent régulièrement à des actes de pression économique illicites. Cette situation n'est pas uniquement imputable au manque de précision et à l'obsolescence du cadre juridique de la pression économique. En effet, les conséquences négatives d'une violation du droit international dans ce domaine apparaissent souvent inférieures aux bénéfices économiques ou diplomatiques escomptés. Les États affectés par des actes de pression économique illicites sont souvent impuissants face à cette pratique, tandis que les auteurs de ce type de comportements disposent de diverses stratégies leur permettant de réduire les risques juridiques qu'ils encourent.

Ensuite [François Delerue](#), chercheur cybersécurité et droit international à l'IRSEM, a discuté cette présentation.

**François DELERUE (IRSEM)
et Lucien LAGARDE**

21 janvier : Séminaire « Conflits et économie de défense » [en ligne], avec Lavinia Pietmontese.



Nouvelle séance du séminaire « Conflits et économie de défense » dans une version virtuelle avec la présentation de Lavinia Pietmontese (ENS Lyon) d'un travail de recherche intitulé « The economic costs of conflict: a production network approach ». Cette recherche a été réalisée en collaboration avec Mathieu Couttenier et Nathalie Monnet et traite des effets des conflits sur l'économie à travers l'analyse du réseau de production des entreprises. Les auteurs cherchent à structurellement estimer et quan-

tifier les coûts indirects de la violence. En utilisant des micro-données sur les usines de fabrication indiennes et des informations géocodées sur l'insurrection maoïste, les auteurs étudient comment un conflit affecte les entreprises à travers le réseau de production des consommations intermédiaires. En estimant structurellement un modèle d'équilibre général du réseau de production, ils constatent que l'insurrection maoïste a entraîné une baisse de 0,4 à 0,7 % de la production globale du secteur manufacturier indien et seuls les 20 % de cette perte sont dus à l'exposition directe au conflit, tandis que les 80 % restants s'expliquent par l'exposition indirecte au conflit par le biais de la production en réseau. La discussion a été réalisée par Petros Sekeris (Université de Montpellier) et a été suivie par un dialogue avec le public virtuellement présent.

**Cécile FAUCONNET
Chercheuse Économie de défense**

26 janvier : Séminaire de recherche « Pour une approche descriptive du lawfare. Le cas du conflit israélo-palestinien » [en ligne].

Lors de la séance du 26 janvier 2021 du séminaire de recherche de l'IRSEM, le [Dr Amélie Férey](#) a présenté ses réflexions autour de la mobilisation discursive du concept de *lawfare* dans le cadre du conflit-israélo palestinien. Elle a d'abord situé le contexte de ses réflexions en rappelant la journée d'étude intitulée « Lawfare et conflictualités » du 20 octobre 2020, organisée par l'IRSEM et l'université de Bordeaux en partenariat avec le Centre de recherche français de Jérusalem (CRFJ). Cette journée d'étude a donné lieu à la proposition d'un numéro spécial sur cette question pour la revue de théorie politique *Raisons politiques*, coordonné par le Dr Férey et le Dr Julien Ancelin. Elle est ensuite revenue sur l'histoire de ce concept, en identifiant quatre contextes hétérogènes d'emploi : un premier cercle d'emploi militaire, une récupération politique par les juristes conservateurs américains pour penser les relations entre souveraineté et juridictions pénales internationales, un emploi dans les études critiques de sécurité et dans le domaine de l'anthropologie pour analyser les mécanismes légaux de légitimation de la violence, notamment dans un contexte postcolonial. Elle a ainsi souligné que le concept est davantage stratégique qu'académique. Son emploi au sens normatif pour désigner une utilisation illégitime du droit est critiquable pour trois raisons : sa non-spécificité – le droit est instrumentalisé du fait de sa plasticité et participe du répertoire de l'action politique ; sa partialité – les critères de la théorie

de la légitimité sous-tendant l'emploi du terme n'étant pas clairement énoncés, la faiblesse de la notion d'intention. Elle a cependant souligné les mérites descriptifs du concept lorsqu'il est employé pour rendre compte d'une utilisation stratégique du droit dans le cadre du conflit israélo-palestinien, en analysant les stratégies juridiques palestiniennes et israélienne.

Son intervention a été discutée par le [Dr Maxime Audinet](#) qui a soulevé trois points majeurs : les rapports entre dimensions normative et descriptive dans les concepts stratégiques, les similarités entre les problèmes heuristiques posés par la notion de *lawfare* et celle de propagande, le questionnement du *lawfare* sous le prisme des opérations d'influence.

Les deux présentations ont ensuite donné lieu à un échange de questions avec la salle.

Amélie FÉREY
Chercheuse postdoctorale

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Chapitre : avec Céline Marangé : « La Russie : "l'espace informationnel" comme terrain de conflictualité » dans Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021, p. 115-136.

- Discutant d'Amélie Férey pour la présentation de son article « Pour une approche descriptive du *lawfare* », Séminaire de recherche, IRSEM, 26 janvier 2021.

- Podcast : avec Maud Quessard, « [Faire la guerre par l'information](#) », « Le Collimateur » de l'IRSEM, 26 janvier 2021.



Flavien BOURRAT

- Intervention par vidéoconférence à la présentation du n° 114 de *Confluence Méditerranée*, « Jeux de pouvoirs au Maghreb », IREMMO, 27 janvier 2021.



Tiphaine de CHAMPCHESEL

- Présentation « Les enjeux de la dissuasion » au comité dissuasion de l'École de guerre, 5 janvier 2021.

- Participation au débat sur l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, « Forum », Radio Télévision Suisse, 21 janvier 2021.



Paul CHARON

- Chapitre : « Taïwan : laboratoire des manipulations de l'information chinoise » dans Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021, p. 159-166.

- Interview par Didier Lauras, « La DGSE (renseignement) renforce ses moyens face à la montée des dangers », *Capital*, 18 janvier 2021.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Intervention sur les monarchies du Golfe à l'aune de la nouvelle administration Biden, au webinaire « La politique étrangère de Joe Biden au Moyen-Orient et l'héritage encombrant de Donald Trump : *premières tendances* », organisé par l'Université de Genève dans le cadre du Master Moyen-Orient : Géopolitique du Moyen-Orient de Hasni Abdi, avec Henry Laurens, Moulay Hicham Alaoui, Nadine Abdalla, Joseph Bahout, Fatiha Dazi-Héni, Sümbül Kaya, Jean Marcou, Louisa D. Hamadouche, Luis Martinez, Clément Therme, Akram Belkaïd, 14 décembre 2020. (Les Actes du webinaire seront publiés dans *Global Studies Institute*, 1^{er} trimestre 2021.)
- Interviewée par Stéphane Aubouard, « Émirats arabes unis : moins de Charia... pour plus de chalands », *Marianne*, 19 décembre 2020.
- Chapitre : « La Nation saoudienne rêvée de Mohammed Bin Salman : un nationalisme exacerbé pour en finir avec l'héritage wahhabite », dans Olivier Da Lage (dir.), *Nationalismes religieux – Moyen-Orient*, L'Harmattan, décembre 2020, 112 p.
- Chapitre : « Les monarchies du Golfe : les guerres de l'information dans la crise de juin 2017 » dans Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021, p. 203-227.
- Interviewée par Bénédicte Hoffner, « [Dans le Golfe, une réconciliation dictée par la raison](#) », *La Croix*, 3 janvier 2021.
- Interviewée sur la tenue du sommet du CCG à al-Ula, Arabie saoudite, [journal du soir](#), *Radio Orient*, 5 janvier 2021.
- Interviewée par Armin Arefi, « [Pourquoi l'Arabie saoudite et le Qatar enterrent la hache de guerre](#) », *Le Point*, 5 janvier 2021.
- Interview : « [États du Golfe : une vraie réconciliation ?](#) », émission « Enjeux internationaux » animée par Julie Gacon, France Culture, 6 janvier 2021.
- Intervention au webinaire, « Les États du Golfe dans le jeu de compétition en Méditerranée », FMES, 7 janvier 2021.
- Entretien avec Pierre-Louis Pages, « Les pays du Golfe très actifs en Méditerranée », *Nice-Matin* et *Var-Matin*, 15 janvier 2021.

- Publication : avec Sonia Le Gouriellec, « [The Red Sea: New Spaces of Interdependent Security Issues between Countries of the Gulf and of the Horn of Africa](#) », Research Paper No. 75, IRSEM, 19 p. (traduction mise à jour de la Note de recherche parue le 29 avril 2019), 19 janvier 2021.
- Intervention au webinaire « Crise du Golfe : un nouveau chapitre », modéré par Hasni Abdi, Les débats du CERMAM, Université de Genève, 26 janvier 2021.
- Invitée à l'émission « Le dessous des cartes » animée par Émilie Aubry, « [L'actualité géopolitique : Les relations entre l'Arabie saoudite et la nouvelle administration Biden](#) », Arte, 27 janvier 2021.



François DELERUE

- Chapitre : « Menaces numériques en période électorale » dans Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021, p. 347-363.
- Publication : avec Édouard JOLLY, Léa MICHELIS, Anne MUXEL, Florian OPILLARD et Angélique PALLE, « [COVID-19 and the Mobilization of the Armed Forces in Europe and in the United States](#) », Research Paper No. 107 (traduction de la Note de recherche parue le 5 novembre 2020), 20 janvier 2021.
- Nommé *Non-Resident Research Fellow* du Hague Program on Cyber Norms, Université de Leyde, Pays-Bas.
- Participation à l'émission « Culture Monde » sur le thème « [Hackers, sous-traitants de la cyber-guerre](#) », France Culture, 18 janvier 2021.
- Discussion des travaux de Lucien Lagarde sur « La pression économique au regard du droit international », séminaire Jeunes Chercheurs, IRSEM, 19 janvier 2021.
- Participation [en ligne] à la table ronde « Digital technology and the changing character of conflict » organisée par le département du maintien de la paix des Nations unies, 22 janvier 2021.



Emmanuel DREYFUS

- Podcast : « [Mythes et réalités de la doctrine Guérassimov et de la guerre hybride russe](#) », « Le Collimateur » de l'IRSEM, Têtes chercheuses #7, 11 décembre 2020.



Cécile FAUCONNET

- Organisation du séminaire « Conflits et économie de défense » [en ligne], IRSEM, 21 janvier 2021.



Amélie FÉREY

- Chapitre : « Israël : de la *hasbara* à la guerre cognitive » dans Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021, p. 283-297.

- Plateau sur la passation de pouvoir aux États-Unis, i24 news, 6 janvier 2021.

- Présentation d'un article de recherche : « Pour une approche descriptive du *lawfare*. Le cas du conflit israélo-palestinien », Séminaire de recherche, IRSEM, 26 janvier 2021.

- Modération de la table ronde n° 1 : « Le ciblage dans les opérations modernes », avec le général Sabéné, le général Delion, le contre-amiral Petit et Emmanuel Dreyfus, séminaire « 20 ans du Centre national de ciblage », 27 janvier 2021.



Juliette GENEVAZ

- Conférence [en ligne] : « Les acteurs chinois transnationaux dans le système international de normalisation », dans le cadre du colloque « Acteurs économiques privés transnationaux : des divisions aux conflits », Université de Lille, 15 janvier 2021.

- Participation à la table ronde [en ligne] « Rivalité Chine/États-Unis : le retour d'un monde bipolaire ? », Fabrique du Festival de géopolitique, Grenoble, 28 janvier 2021.



Pierre HAROCHE

- Chapitre : « L'avenir du partenariat transatlantique dans un monde redevenu bipolaire », dans Véronique Molinari, Philippe Greciano et Delphine Deschaux-Dutard (dir.), *L'Europe et le monde anglophone. Une*

relation ambiguë ?, Paris, Mare et Martin, 2020, p. 135-149, janvier 2021.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article « [Peace without freedom in Eritrea: causes and consequences of the Ethio-Eritrean rapprochement](#) », *Journal of Eastern African Studies*, 11 janvier 2021.

- Préface au livre de Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Paris, PUF, 2021, p. 7-10.

- Chapitre « Panorama des mesures prises contre les manipulations de l'information », dans Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Paris, PUF, 2021, p. 365-388.



Édouard JOLLY

- Publication : avec Lucile Robin et Alexis Carrouget, « [Balles perdues. Une introduction à la prévention et à la lutte contre les trafics d'armes classiques](#) », Étude n° 77, IRSEM, 164 p.

- Publication : avec François DELERUE, Léa MICHELIS, Anne MUXEL, Florian OPILLARD et Angélique PALLE, « [COVID-19 and the Mobilization of the Armed Forces in Europe and in the United States](#) », Research Paper No. 107 (traduction de la Note de recherche parue le 5 novembre 2020), 20 janvier 2021.



Anne-Laure MAHÉ

- Entretien : « [De l'Égypte au Soudan, l'armée aux manettes](#) », *Cultures Monde*, 12 janvier 2021.



Anne MUXEL

- Direction du numéro spécial « Protest, Extremism and Political Radicalization », *Youth and Globalization*, 2:2, décembre 2020 ; introduction « Political Radicalism among the Younger Generations »

et, avec Olivier Galland, « The Temptation of Radicalism among the Adolescents ».

- Publication : avec François DELERUE, Édouard JOLLY, Léa MICHELIS, Florian OPILLARD et Angélique PALLE, « [COVID-19 and the Mobilization of the Armed Forces in Europe and in the United States](#) », Research Paper No. 107 (traduction de la Note de recherche parue le 5 novembre 2020), 20 janvier 2021.

- Invitée par Guillaume Erner à la Matinale de France Culture sur le thème de la jeunesse face aux conséquences de la pandémie, 22 janvier 2020.



Florian OPILLARD

- Publication : avec François DELERUE, Édouard JOLLY, Léa MICHELIS, Anne MUXEL et Angélique PALLE, « [COVID-19 and the Mobilization of the Armed Forces in Europe and in the United States](#) », Research Paper No. 107 (traduction de la Note de recherche parue le 5 novembre 2020), 20 janvier 2021.

le 5 novembre 2020), 20 janvier 2021.



Angélique PALLE

- Publication : avec François DELERUE, Édouard JOLLY, Léa MICHELIS, Anne MUXEL et Florian OPILLARD, « [COVID-19 and the Mobilization of the Armed Forces in Europe and in the United States](#) », Research Paper No. 107 (traduction de la Note de recherche parue le 5 novembre 2020), 20 janvier 2021.

le 5 novembre 2020), 20 janvier 2021.

- Coorganisation du séminaire trimestriel [en visioconférence] du groupe des jeunes chercheurs sur les ressources, thème sur la notion de territorialité, 15 janvier 2021.

- Séminaire [en visioconférence] : Centre euro-maghrébin de recherches et études stratégiques (CEMRES), séminaire annuel de recherche, coordination d'un groupe de travail avec Florian Opillard, 25 janvier 2021.

- Expertise pour le Comité européen des régions, sur la politique climatique européenne en vue de la COP26.



Marianne PÉRON-DOISE

- Chapitre : « Corée du Nord : la stratégie informationnelle de Kim Jong-un » dans Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021, p. 167-179.

- Article : « [Did Donald Trump ease tensions with North Korea?](#) », *The Conversation*, 5 janvier 2021.

- Organisation et participation au webinar de l'IRSEM présidé par Maud Quessard, « Joe Biden, the new US administration and Alliances in Northeast Asia: perspectives from Japan and Korean peninsula », IRSEM, 13 janvier 2021.

- Participation au webinar « [L'Asie face au Covid 19](#) », présidé par Barthélemy Courmont, IRIS, 14 janvier 2021.



Maud QUESSARD

- Publication : avec Céline Marangé (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Paris, PUF, janvier 2021, 450 p.

- Entretien « La Question du jour » avec Guillaume Erner, « Trump face aux réseaux sociaux : les plateformes, censure ou régulation ? », France Culture, 11 janvier 2021.

- Entretien avec Jérôme Pilleyre, « [Fallait-il que Twitter et Facebook réduisent au silence Donald Trump ?](#) », *La Montagne*, 12 janvier 2021.

- Présidence de la table ronde « Joe Biden, the new US administration and Alliances in Northeast Asia: perspectives from Japan and Korean peninsula », 13 janvier 2021.

- Entretien avec Caroline Vinet, « [États-Unis : quel dispositif sécuritaire pour l'investiture de Joe Biden ?](#) », *La Croix*, 13 janvier 2021.

- Tribune : « [En suspendant les comptes de Trump, les réseaux sociaux endossent un rôle de contre-pouvoir](#) », *Le Monde*, 19 janvier 2021.

- Entretien avec Pauline Hofmann, « [Unité nationale : des divisions trop profondes pour être comblées en 100 jours](#) », *Le Soir* (Belgique), 20 janvier 2020.

- Invitée à l'émission « Cultures Mondes » de Florian Delorme, « [Réseaux sociaux, nouveaux censeurs du web, épisode 4, Pirates 2.0](#) », France Culture, 21 janvier 2021.

- Podcast : avec Maxime Audinet, « [Faire la guerre par l'information](#) », « Le Collimateur » de l'IRSEM, 26 janvier 2021.



Nicolas REGAUD

- « [Politique de coercition économique chinoise contre l'Australie : quels enseignements pour les Européens ?](#) », Brève stratégique n° 15, IRSEM, 20 janvier 2021 / « [China's policy of economic coercion against Australia: what can Europeans learn from it?](#) », Strategic

Brief No. 15, IRSEM, 26 janvier 2021.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Entretien à propos de [la chute du maire de Hanoï, Nguyễn Duc Chung](#), journal en vietnamien de RFI, 18 janvier 2021.

- Entretien dans le journal en vietnamien de RFI : « [Congrès XIII du Vietnam : tirer pleinement parti du "succès" en 2020 pour maintenir la légitimité du Parti](#) », 25 janvier 2021.

- Cité dans « [Le double visage du Vietnam](#) », *Les Échos*, 25 janvier 2021.

- Cité dans « Le Vietnam, entre ouverture économique et répression intérieure », *Les Échos*, 26 janvier 2021.

- Cité dans « Vietnam : cette cyberarmée au service du parti communiste », *Le Point*, 28 janvier-3 février 2021.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



LCL Éric GOMEZ

- Chapitres : « Le ciblage dans le militaire » et « La guerre électronique » dans Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021, p. 55-61 et 79-85.



Christophe LAFAYE

- Entretien avec Nicolas Roquejeoffre, « Comment mieux protéger les soldats des bombes artisanales », *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 16 janvier 2021.

- Article : « L'artillerie française dans la bataille de Mossoul », *Défense Expert*, n° 4, janvier 2021.



Yvan LLEDO-FERRER

- Conférence : « OTAN et multilatéralisme », Institut de préparation à l'Administration générale de Paris VI, 22 janvier 2021.



Léa MICHELIS

- Publication : avec François DELERUE, Édouard JOLLY, Anne MUXEL, Florian OPILLARD et Angélique PALLE, « [COVID-19 and the Mobilization of the Armed Forces in Europe and in the United States](#) », Research Paper No. 107 (traduction de la Note de recherche parue le 5 novembre 2020), 20 janvier 2021.



COL Olivier PASSOT

- Publication : « [Iraqi militias used as a strategic asset : the sequence of events at the turn of 2019-2020](#) », Research Paper No. 101 (traduction de la Note de recherche parue le 9 juin 2020), IRSEM, 11 janvier 2021.

VEILLE SCIENTIFIQUE

SOFT POWER

CHINE

China Institute of Contemporary International Relations (CICIR), « [How Does the World View the US President Election?](#) », décembre 2020.

À la suite de l'élection de Joe Biden aux États-Unis, un des think-tanks chinois les plus en vue, le China Institute of Contemporary International Relations (CICIR), a publié un éditorial en anglais sur son site internet. Écrit par les différents « directeurs zone » de l'institut de recherche, cet éditorial fait un tour d'horizon des perceptions de l'élection du nouveau président américain par chaque grande zone géographique mondiale, et des perspectives de coopération de chacune avec les États-Unis, à l'exception de la Chine.

La rédaction de cet éditorial, au-delà de l'analyse intéressante qu'il donne de l'élection de Joe Biden, est symptomatique de la volonté du Parti communiste chinois d'imposer un autre discours, en l'occurrence celui de ses chercheurs sur la scène internationale. Le CICIR a en effet été choisi par le Parti communiste chinois pour être un des chefs de file de la construction de think-tanks chinois sur le modèle des think-tanks influents américains comme la Brookings Institution, le Council of Foreign Relations ou encore le Carnegie. Le choix de l'anglais pour cette publication du CICIR est particulièrement révélateur à cet égard et la mise en ligne de cet écrit sur la version anglaise de leur site internet, est un exemple intéressant de cette nouvelle pratique.

Camille BRUGIER
Chercheuse Chine

Christine Ockrent, « Affaires étrangères », France Culture : « Cinéma et géopolitique », 26 décembre 2020. Avec [Némésis Srouf](#), docteure au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud ; [Ludovic Tournès](#), professeur d'histoire internationale à l'Université de Genève, [Laurent Creton](#), professeur à Paris 3 en économie du cinéma ; [Emmanuel Lincot](#), professeur à l'Institut Catholique de Paris, chercheur associé à l'IRIS.

Cette émission interroge la pérennité et les modalités du *soft power* lié aux productions audiovisuelles. La transformation des modes de consommation, accélérée par la crise sanitaire, et la progressive domination du marché par les plateformes modifient les rapports de force. Outre le cinéma américain, vecteur de l'*American way of life*, trois autres acteurs émergent : la Chine, l'Inde et la Turquie, dont les productions accompagnent les ambitions politiques de ces pays.

Amélie FÉREY
Chercheuse postdoctorale

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Christine OCKRENT, *La guerre des récits*, Éditions de l'Observatoire, 2020.

Dans cet ouvrage, Christine Ockrent détaille les mises en récit nationales de la gestion de la pandémie de Covid-19 de quatre « fronts » : la Chine, les États-Unis, la Russie et l'Union européenne. Elle montre comment les exécutifs de ces États élaborent à travers cette crise un discours sur leur pouvoir, conçu comme un outil de persuasion destiné – avec plus ou moins de succès – à renforcer leur position sur les plans intérieur et international par la mise en scène de leurs qualités politiques réelles ou supposées (leadership, réactivité, responsabilité, autorité, maîtrise). Bien que l'on puisse regretter l'absence d'une définition plus poussée du concept de « récit », qui se veut une traduction de l'anglais *narrative*, ainsi que d'une analyse élargie à d'autres blocs – *quid* de l'Afrique et du Moyen-Orient ? – ce premier tour d'horizon de la crise sanitaire permet un recul critique sur une histoire politique en cours d'élaboration.

Amélie FÉREY
Chercheuse postdoctorale



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Février 2021

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Projet ANR ARMY, Initiative, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 13\)](#)

Arabie saoudite

[À VENIR \(p. 14\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Brève stratégique n° 17 – 17 février.

« [Montée des tensions dans le détroit de Taïwan : quels enjeux pour l'Europe ?](#) », par Nicolas REGAUD, 2 p.

La Chine a haussé le niveau de pression sur Taïwan, notamment sur le plan militaire, au point que l'hypothèse d'une crise ouverte de grande

ampleur ne peut être écartée, éventuellement à court terme. Celle-ci aurait des conséquences mondiales et il est improbable que les Européens puissent rester des spectateurs distants. Ce scénario est déterminant pour la stratégie européenne en Indo-Pacifique et les relations transatlantiques.



Brève stratégique n° 18 – 24 février.

« [“Oui à Iron Man, non à Spiderman !” – Un nouveau cadre pour le soldat augmenté avec l'avis du Comité d'éthique de la défense en France](#) », par Pierre BOURGOIS, 2 p.

Le Comité d'éthique de la défense a publié, en décembre 2020, son premier avis portant sur le soldat augmenté dans le contexte français. Celui-ci constitue une étape fondamentale dans la compréhension des enjeux ainsi que pour l'évolution même du phénomène d'augmentation du soldat, et fait de la France une puissance à l'avant-garde sur ces questions.



Strategic Brief No. 17 – 25 février.

« [Rising tensions in the Taiwan Strait: what are the stakes for Europe?](#) », by Nicolas REGAUD, 2 p. (traduction de la Brève stratégique parue le 17 février 2021).

From a military perspective, China has increased its pressure on Taiwan, to the point that the hypothesis of a large-scale open crisis cannot be ruled out, possibly in the short term. If this were to

happen, it would have global consequences and it is unlikely that Europeans remain distant bystanders. This scenario is key to the European Indo-Pacific strategy and is of great importance for transatlantic relations.

de la chaîne de soins au sein de la médecine de guerre et concluent par l'implication du SSA lors de la première crise de Covid-19.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 90 – 2 février.

« [Le bon marché des armes du Moyen-Orient](#) », avec Alexandre JUBELIN et Emma SOUBRIER, 55 mn.

« Le Collimateur » se penche sur un sujet encore inédit dans le podcast : les exportations d'armes – notamment dans la région très particulière du Moyen-Orient, moteur dans la croissance globale des ventes d'armements –, en compagnie d'Emma Soubrier, chercheuse invitée à l'Arab Gulf States Institute à Washington et chercheuse associée au centre Michel de l'Hospital de l'Université de Clermont.



Dans le viseur #23 – 5 février.

« [Attaque sur un convoi au Mali](#) », avec Alexandre JUBELIN, 39 mn.

Le chef d'escadron Fabien, d'un régiment du train, revient sur une attaque d'IED sur un convoi logistique au Mali, et sur la gestion d'une pareille situation, depuis l'incident jusqu'au retour en France.



Épisode 91 – 9 février.

« [Dans l'univers de la médecine de guerre](#) », avec Alexandre JUBELIN et le médecin-chef Pierre PASQUIER, 54 mn.

« Le Collimateur » s'intéresse à une catégorie de personnels essentielle des armées, à savoir les soignants au service des militaires mais aussi plus généralement des civils, en compagnie du médecin-chef Pierre Pasquier, adjoint du service réanimation de l'hôpital d'instruction des Armées Percy.

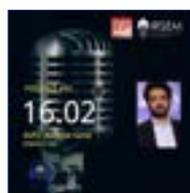
Avec Alexandre Jubelin, il parle d'abord des parcours qui mènent à la médecine militaire, puis de la proximité du SSA avec les opérations, avant de décrire son propre parcours de médecin. Ils abordent ensuite la composition



Têtes chercheuses #9 – 12 février.

« [Les armes françaises apportent-elles la paix dans le monde ?](#) », avec Julien MALIZARD et Cécile FAUCONNET, 24 mn.

Nouvel épisode des « Têtes chercheuses », en compagnie de Julien Malizard, titulaire adjoint de la chaire d'économie de défense de l'IHEDN, et Cécile Fauconnet, chercheuse Économie de défense à l'IRSEM, autour d'un article écrit avec Antoine Pietri, paru dans la revue *Defence and Peace Economics* en 2018, « French Arms Exports and Intrastate Conflicts: An Empirical Investigation ».



Épisode 92 – 16 février.

« [Le groupe État islamique, de l'émergence aux relocalisations](#) », avec Alexandre JUBELIN et Wassim NASR, 1 h 28.

« Le Collimateur » étudie l'histoire et les dynamiques actuelles de Daech dans le monde, en revenant sur le temps long de l'histoire de l'organisation, de sa naissance et ses causes profondes jusqu'à sa diversification géographique contemporaine, en compagnie de Wassim Nasr, journaliste à France 24, spécialiste des mouvements jihadistes, et auteur de *L'État islamique, le fait accompli*, (Plon, 2016).

Avec Alexandre Jubelin, il dresse le panorama de l'organisation. Après un retour sur les origines et l'évolution de l'islam politique en Irak sous Saddam Hussein, et l'arrivée des jihadistes en Irak, en provenance d'Afghanistan, après 2001, ils discutent de l'implantation d'Al-Zarqaoui en Irak et de l'évolution de ses relations avec Al-Qaeda. Puis ils évoquent la montée de la lutte contre la présence américaine jusqu'au retournement des clans sunnites contre Al-Qaïda et de la réémergence de l'EI à partir de 2011, profitant de la guerre civile syrienne, qui culmine avec la prise de Mossoul. Ils détaillent ensuite les diverses exportations du groupe État islamique hors du Levant, dès les débuts du califat, en Afrique du Nord, au Sinaï, au Sahel, au Nigéria et en Asie du Sud-Est. Enfin, ils abordent les restes de la présence de l'EI en Irak, avant de terminer par le Sahel, et l'évolution de la situation entre AQMI et l'EI depuis l'élimination d'Abdelmalek Droukdel, et le [dernier passage de Wassim Nasr](#) dans « Le Collimateur », le 16 juin 2020.



Dans le viseur #24 – 19 février.

« [Prise d'otages par des pirates dans le golfe de Guinée](#) », avec Alexandre JUBELIN, 33 mn.

Pour cet épisode de « Dans le viseur », premier d'une série en partenariat avec l'École navale, le capitaine de corvette Sébastien raconte une libération d'otages dans le golfe de Guinée, après la capture d'un pétrolier français par des pirates nigériens.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

les méandres des terribles services intérieurs tchadiens, voyage dans le Tibesti avec les négociateurs de l'affaire Claustre, analyse la défiance franco-américaine d'alors, combat avec les Tchadiens et les mercenaires en zone désertique.

Si le renseignement français est rarement étudié en France, il est pourtant crucial pour comprendre les enjeux sécuritaires actuels. Les témoignages et les archives permettent de dresser une perspective historique sur les renseignements politiques et militaires français et leur évolution. Le renseignement militaire s'est structuré et optimisé, pour développer les conditions favorables à la création de la DRM en 1992. Le renseignement de nature politique, mis en œuvre par le SDECE puis la DGSE, a lui aussi changé de paradigme face à une réalité africaine qu'il maîtrisait mal et qu'il subissait en réaction.

Damien MIREVAL
Chercheur associé

**OUVRAGES PUBLIÉS
PAR LES CHERCHEURS**

Damien MIREVAL, Tchad, les guerres secrètes de la France. Les arcanes du renseignement français (1969-1990), VA Éditions, 340 p.



La refonte complète de l'outil de renseignement militaire français à l'orée des années 1990 a largement hérité des combats politico-militaires sur le sol africain. À cet égard, le Tchad s'est avéré être le véritable laboratoire du renseignement français.

Cette étude inédite analyse les arcanes du renseignement moderne qui trouve ses sources sur des territoires d'Afrique subsaharienne disputés hier comme aujourd'hui, au cœur des intérêts mêlés des hommes du bassin du lac Tchad et de la Libye, qui se confrontent dans les années 1970 et 1990 aux Français, aux Américains, et à d'autres nationaux, tous intéressés par ce pays – pivot d'Afrique centrale.

Pour la première fois, une étude scientifique analyse les interactions entre ces acteurs, apporte des clés de compréhension de la situation actuelle dans toute la région subsaharienne et décrit le lent cheminement du monde du renseignement français.

L'auteur décrit les rapports de force entre ministères et au cœur des services de renseignement, les restructurations progressives des armées, plonge le lecteur dans

PROJET ANR ARMY



ARMY – Analyse de la gestion militaire de la crise du coronavirus.

Le 23 février 2021, l'équipe de recherche de l'ANR ARMY a organisé un séminaire international fermé sur le rôle des forces armées dans la gestion de la crise de la Covid-19, auquel ont participé des chercheurs du US Naval War College, de l'Institut allemand d'Études stratégiques et de défense et de l'Université LUISS de Rome. L'objectif de ce séminaire était de comparer les différentes méthodes adoptées et les premiers résultats de projets de recherche similaires sur la question du rôle des forces armées dans la gestion de la crise de la Covid-19, dans la perspective d'établir un des canaux de collaboration et d'échange de données entre ces différents projets.

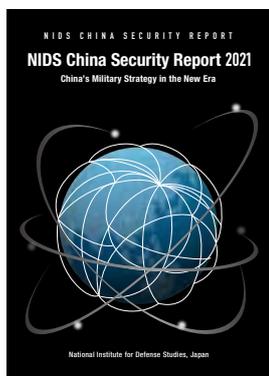
Le programme de recherche, Site web : <https://anrarmy.hypotheses.org>

Adresse email : anrarmy@sciencespo.fr

Twitter : [@ANR_Army](https://twitter.com/ANR_Army)

ÉVÉNEMENTS

5 février : Workshop NIDS/IRSEM.



Le Dialogue annuel IRSEM/NIDS, illustrant avec l'envoi occasionnel de chercheurs, la vitalité du partenariat académique établi entre les deux instituts depuis 2017, a été organisé à l'initiative du NIDS sous forme d'un webinar fermé, le 5 février 2021. Il a été présidé par Tomonori Yoshizaki, directeur du bureau Simulation Policy pour le NIDS, et [Maud Quessard](#), directrice du

domaine « Espace euratlantique et Russie », pour l'IRSEM. Ce séminaire a été l'occasion de discussions stimulantes et approfondies autour de la présentation par les chercheurs japonais de l'édition 2021 du Rapport sur la Chine, [China Report 2021](#), en présence du coordinateur de l'ouvrage, Masaaki Yatsuzaka et de deux ateliers thématiques. Le premier a été consacré aux questions de cybersécurité et de guerre de l'information qui ont été débattues par [Maxime Audinet](#) et [François Delerue](#) (IRSEM). Le second consacré à la sécurité maritime en mer de Chine du Sud et au concept d'Indo-Pacifique a permis des échanges entre Hu Harada (NIDS) et [Marianne Péron-Doise](#) (IRSEM).

Marianne PÉRON-DOISE
*Chercheuse Asie du Nord,
stratégie et sécurité maritimes*

9 février : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Le séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, qui a eu lieu par visioconférence, le 9 février, sous la direction de [Jean-Vincent Holeindre](#), s'est déroulé en deux parties.

En première partie, Iris Marjolet, doctorante à l'INALCO, a présenté sa thèse « L'outil de défense et de sécurité dans la politique étrangère chinoise : le cas de l'Amérique latine ».

Dans un premier temps, elle a exposé brièvement les contours des échanges en matière de défense et de sécurité entre Pékin et ses partenaires en Amérique latine. Ce rapprochement croissant mais discret contraste avec l'engagement de Washington au niveau militaire avec ses partenaires en Amérique latine. La thèse interroge donc l'utilisation de ressources militaires traditionnellement considérées comme des outils de *hard power* par Pékin au service de sa diplomatie d'influence.

La doctorante a présenté quelques concepts utiles à la réflexion sur les motivations derrière ce que Pékin appelle de la « diplomatie militaire » ou de la « coopération militaire et de sécurité ». Dans un premier temps, le *soft balancing* éclaire les raisons derrière l'absence de conflits, et est intéressant dans le sens où il englobe différentes stratégies, notamment indirectes, qui ne font pas forcément appel aux ressources purement militaires. Dans un deuxième temps, si l'on prend en compte les motivations moins matérielles des acteurs comme la recherche de statut ou de prestige, on comprend que les échanges en matière de défense et de sécurité ne font pas uniquement sens en termes d'efficacité militaire ou économique.

Iris Marjolet a terminé son exposé par la méthodologie qui s'appuie sur la conduite d'entretiens avec les attachés de défense latino-américains à Pékin et les chercheurs chinois travaillant sur les relations sino-latino-américaines. Elle a mis en avant la spécificité du terrain de recherche chinois en présentant les difficultés liées à son

accès. Enfin, l'exploitation de sources primaires et secondaires en chinois constituent un apport important dans la compréhension de l'utilisation « soft » du *hard power* en politique étrangère.

Camille Brugier, chercheuse Chine et monde chinois à l'IRSEM, a ensuite discuté le travail présenté. Elle a commencé par souligner l'importance de l'articulation entre le terrain et le cadre théorique, et de la nécessité d'argumenter le choix des sources utilisées pour répondre à la question que pose la thèse. Puis, elle a commenté le choix des concepts et des écoles de pensée utilisés ainsi que les écueils à éviter pour éclairer les motivations de Pékin. Enfin, Camille Brugier a également mis en avant la nécessité d'une réflexion sur la production scientifique chinoise autour du concept de *soft power*, afin de déterminer les convergences ou divergences possibles avec les définitions classiques de ces notions. Enfin, Jean-Vincent Holeindre a insisté sur la nécessité de ne pas être paradigmatique étant donné que les actions de la Chine sont sujet à débat.

En deuxième partie, Aurélien Landon (Université de Strasbourg) a présenté son sujet de thèse intitulé « Les commandants de l'armée romaine de la seconde moitié du IV^e siècle à la fin du I^{er} siècle avant notre ère. Approche prosopographique ». Il porte sur l'analyse des détenteurs de l'*imperium* (pouvoir de commander) et de son exercice dans le cadre militaire. Si le commandement militaire romain sous la République a été particulièrement étudié, encore récemment, sous l'angle institutionnel, il n'existe pas d'étude des commandants romains républicains dans leur ensemble.

Un premier temps de la présentation a été consacré à l'analyse des problèmes de définition du terme « commandant » et à la méthode prosopographique utilisée dans la thèse. L'Antiquité romaine républicaine ne dissociant pas le domaine civilo-politique du domaine militaire, l'étude des commandants a nécessité une nouvelle définition. Cette dernière s'appuie sur la mise en application de l'*imperium* et non pas sur son unique détention. On distingue ainsi un commandement de principe attribué à un magistrat à son entrée en fonction et l'exercice par ce dernier de ce commandement. Ensuite, la présentation s'est axée sur la méthode prosopographique qui constitue la colonne vertébrale de la thèse. Cette méthode permet à la fois de mettre en lumière les dynamiques de groupe comme les faits particuliers plus personnels. Par ailleurs, l'étude des commandants républicains s'inscrit sur une période d'environ 300 ans ce qui nécessite un travail sur l'évolution des pratiques de commandement.

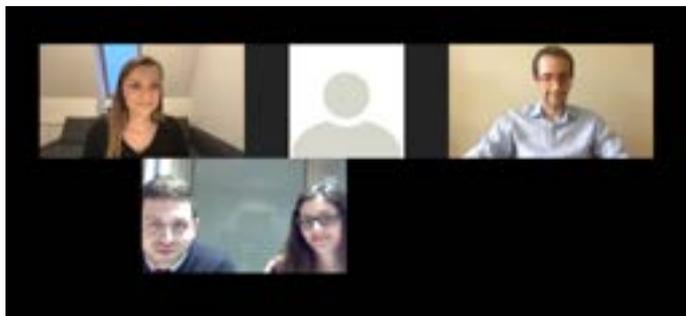
Dans un second temps, la présentation a été orientée sur l'état actuel des travaux et du corpus. Ainsi, après étude des sources, une base de données comprenant plus de 250 commandants a été élaborée. L'ajout d'un commandant à la base de données se fait sur le critère de la mise en application de son *imperium* au-delà du simple hivernage des troupes et des opérations de maintien de l'ordre. Dès lors, c'est clairement l'affrontement (campagne militaire, bataille, siège ou encore escarmouche) qui constitue une norme d'intégration au corpus. Par ailleurs, la constitution de la base de données a mis en évidence ce qui semble être l'apparition de pratiques militaires à des *gentes* spécifiques. Cet aspect de culture familiale de la guerre semble s'estomper progressivement au profit d'une culture personnelle du commandement. Enfin, l'apparente autonomie des commandants est complètement remise en cause puisqu'il apparaît que les commandants sont fréquemment dans une dynamique de rapport de force avec les soldats et le Sénat.

Un troisième temps a permis de développer quelques cas particuliers montrant certains enjeux autour de l'étude des commandants républicains romains. Ainsi, au travers d'exemples tirés de Salluste ou encore Tite-Live, il est possible d'apercevoir les problématiques sur la gestion du commandement des légions lorsque plusieurs commandants sont présents au même endroit ou encore sur la reconnaissance par les troupes de la compétence ou non d'un général.

Après la présentation, Christophe Burgeon de l'Université catholique de Louvain a joué le rôle de discutant. Dans ses remarques, il est revenu sur la complexité de définition du commandement militaire romain et l'intérêt de l'approche par la distinction du commandement de principe et du commandement effectif défendue dans la thèse. Il a également souligné l'importance des *exempla* et la difficulté de les retrouver dans les sources. Enfin, la discussion s'est terminée autour du cas concret d'un commandant et de son apport réel à la stratégie militaire romaine au-delà de la campagne militaire à laquelle il participe.

Iris MARJOLET et Aurélien LANDON
Doctorants

10 février : Border Seminar [Online] « [The border question in the Arctic – “The border issue in an environment to be governed”](#) », IRSEM/INALCO.



La première séance du cycle de séminaire « Managing borders in Eurasia » (IRSEM/INALCO), organisée autour de Katarina Kertysova (Policy Fellow, European Leadership Network) et de Mathieu Boulègue (Russia Research Fellow, Chatham House) était consacrée aux enjeux frontaliers en Arctique. K. Kertysova est d'abord revenue sur les différentes définitions communément entendues de l'Arctique, avant d'expliquer les mécanismes de gouvernance multinationaux existant dans cette région, notamment en charge de résoudre les différents litiges frontaliers, dont l'arbitrage est parfois rendu plus complexe du fait qu'il s'agisse principalement de frontières maritimes. K. Kertysova a ensuite évoqué les différents outils de coopération existant entre les différents États frontaliers de l'Arctique, avant de s'interroger sur une possible fin de l'« exceptionnalisme » qui caractérisait jusque-là la zone arctique, dans un contexte mondial marqué par le retour des compétitions de puissance. K. Kertysova a conclu son propos en énonçant les priorités de la présidence russe du Conseil de l'Arctique (2021-2023). La présentation de Mathieu Boulègue portait essentiellement sur les questions de *hard security* en Arctique, et plus précisément la militarisation de la zone. Énonçant les différents objets de tensions dans la zone – présence croissante de la Chine, activités militaires russes, passage du GIUP, M. Boulègue est ensuite revenu sur l'implication de l'OTAN dans la région. Il a souligné la nécessité de ne pas nourrir le narratif sur la compétition de puissance dans la zone, de multiplier les mesures de confiance et de promouvoir le dialogue avec la Russie à propos de l'Arctique.

Emmanuel DREYFUS
Chercheur Russie

16 février : Conférence hybride – Présentation du livre « [Avec ou sans l'Europe. Le dilemme de la politique française d'armement](#) » de Samuel B. H. Faure.



Mardi 16 février à 14 heures a eu lieu dans l'amphithéâtre Moore de l'École militaire la présentation du livre *Avec ou sans l'Europe. Le dilemme de la politique française d'armement* paru en juin 2020 aux éditions de l'université de Bruxelles. Son auteur, Samuel Faure, est maître de conférences en science politique à Sciences Po Saint-Germain. La conférence était également retransmise en direct sur Zoom et sera bientôt consultable sur la chaîne YouTube de l'IRSEM.

Dans un exposé aussi pédagogique que dynamique, Samuel Faure a présenté les différentes étapes de son enquête, les enjeux propres à son sujet et les clarifications qu'il y apporte. En termes d'armement, la France peut coopérer avec l'Europe, comme il peut lui arriver de ne pas le faire, se tournant alors vers d'autres pays, ou vers le *made in France*. Que doit-on déduire de cette variabilité ? Faure tord le cou à plusieurs représentations communes des liens entre différentes élites, notamment celle de « complexe militaro-industriel » et propose une classification en termes de configurations. Si la collusion des élites, quant à elle, peut exister, Faure propose d'analyser ces enjeux à travers le concept plus pertinent de « clash des élites » qui qualifie une situation inverse.

Ces trente minutes de présentation ont donné lieu à une discussion assurée par [Cécile Fauconnet](#), chercheuse Économie de défense à l'IRSEM (domaine « Armement et économie de défense »). Ses questions claires et pointues ont suscité une discussion stimulante, complétée par les interventions de l'auditoire, tant physique que virtuel.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

16 février 2021 : Séminaire des doctorants : Atelier méthodologique « Introduction philosophique à l'épistémologie des sciences sociales ».



Le 16 février s'est tenue la première séance du séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en SHS » organisé sur Zoom par deux doctorants du Centre Thucydide de l'université Paris II Panthéon-Assas et associés à l'IRSEM, Carine Monteiro Da Silva et Louis Perez. Ce séminaire propose trois formats avec intervenants : atelier méthodologique, RETEX de thèse et présentation de parcours professionnels. Cette première séance était un atelier méthodologique intitulé « Introduction philosophique à l'épistémologie des sciences sociales » et animé par [Édouard Jolly](#), docteur en philosophie et chercheur en théorie des conflits armés à l'IRSEM. Cette séance a permis d'interroger la méthode des sciences humaines et sociales en prenant l'exemple de la théorie politique et des problèmes relatifs à sa scientificité, ainsi que partager des références bibliographiques fondamentales en philosophie des sciences sociales.

Ce séminaire propose également un format entre doctorants, dont la première séance s'est tenue le vendredi 26 février autour des thèmes « être doctorant pendant la Covid-19 » et « gestion du temps et organisation ». Pour [en savoir plus](#) sur le séminaire ou pour s'inscrire à la liste de diffusion, il suffit d'écrire à carine.monteirodasilva@irsem.fr et perezlouis14@gmail.com.

Carine MONTEIRO DA SILVA
Doctorante associée

23 février : Séminaire de recherche « L'enjeu stratégique du soldat augmenté ».



[Pierre Bourgois](#), chercheur postdoctoral à l'IRSEM (domaine « Espace euratlantique – Russie ») et à l'Institut de recherche Montesquieu (IRM-CMRP) de l'Université de Bordeaux, a eu l'occasion de présenter ses recherches lors du séminaire interne du 23 février 2021. Portant sur l'enjeu stratégique du soldat augmenté, sa présentation visait à exposer, dans sa complexité, la problématique du phénomène d'*enhancement* (augmentation) en matière militaire.

Après une introduction du directeur scientifique de l'IRSEM, [Jean-Vincent Holeindre](#), Pierre Bourgois a démarré son exposé en présentant le cadre de réflexion du sujet, notamment sous l'angle du champ fictionnel ou à travers la place de l'augmentation au cours de l'histoire militaire. La présentation s'est ensuite focalisée sur la définition même du soldat augmenté et sur ce point, Pierre Bourgois a montré la complexité de définir précisément ce concept du fait des nombreuses variations qui l'entourent. Il a aussi été question de la réalité du « super soldat », que ce soit à travers son développement, son usage ou certains projets voire perspectives pour l'instant encore futuristes.

Pierre Bourgois a ensuite mis en lumière les différents enjeux entourant le soldat augmenté, tant sur les plans juridique, social, stratégique qu'éthique. À ce titre, il a plus particulièrement analysé cette problématique à travers le prisme de la théorie de la guerre juste, et des concepts de *jus ad bellum*, *jus in bello* et *jus post bellum*.

Enfin, il a été question des réponses apportées par les principales puissances démocratiques contemporaines. Pierre Bourgois a en particulier comparé la France qui, avec l'avis du Comité d'éthique de la défense, rendu en septembre 2020 à la ministre des Armées, Florence Parly, et communiqué publiquement en décembre 2020, dispose désormais d'un premier cadre éthique entourant l'augmentation en matière militaire, avec les États-Unis,

qui n'ont pour l'instant pas exposé une ligne éthique claire sur la question. La conclusion de la présentation s'est ainsi attachée à rappeler la complexité du phénomène d'*enhancement* du soldat et, de fait, la nécessité de poursuivre les réflexions à son égard – notamment sur le plan éthique.

L'exposé de Pierre Bourgois a été suivi d'une discussion menée par [Océane Zubeldia](#), chercheuse au sein du domaine « Armement et économie de défense », au cours de laquelle de nombreuses questions et remarques ont permis d'alimenter les réflexions sur le sujet.

Pierre BOURGOIS
Chercheur postdoctoral

24 février : Border Seminar [Online] « [The borders in South Caucasus – “The new regional dynamics after the ceasefire agreement in Nagorno-Karabakh”](#) », IRSEM/INALCO.



La seconde séance du séminaire « Managing Borders in Eurasia » (IRSEM/INALCO) s'est tenue le 24 février, en présence d'Olesya Vartanyan, Senior Expert sur le Caucase du Sud à l'International Crisis Group, et de Sergey Markedonov, directeur de programme à l'Institut des études internationales de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO).

Olesya Vartanyan est d'abord revenu sur les conséquences des récentes hostilités au Haut-Karabagh et de l'accord du 10 novembre 2020 signé à Moscou entre Erevan et Bakou sur les frontières du Haut-Karabagh, puis sur les implications régionales de cet accord pour le Caucase du Sud, en soulignant les différents projets de développement économique et d'infrastructures qui pourraient être mis en œuvre dans les années à venir. Répondant à plusieurs questions à ce propos, O. Vartanyan a indiqué que si une certaine volonté existait, il était difficile de se prononcer pour le moment sur la façon dont certains de

ses projets pourraient être concrètement mis en œuvre. S. Markedonov, après avoir rappelé les différentes causes de la reprise du conflit à l'automne 2020, a ensuite consacré son intervention au rôle des acteurs extérieurs, ceux du groupe de Minsk (Russie, France, États-Unis), mais aussi Iran et surtout Turquie. Lors de la discussion, de nombreuses questions portaient d'ailleurs sur l'influence de la Turquie dans le Caucase du Sud, et sur l'évolution des relations entre Moscou et Ankara, à la lumière notamment des événements au Haut-Karabagh.

Emmanuel DREYFUS
Chercheur Russie

25 février : Webinaire « [L'Éthiopie sous tensions, la stabilité régionale en question ?](#) », IRSEM/IFRI.



Le 25 février 2021 s'est tenu le webinaire « L'Éthiopie sous tensions, la stabilité régionale en question ? » organisé en partenariat par l'IRSEM et le Centre Afrique subsaharienne de l'IFRI. Prenant la forme d'une table ronde, ce webinaire avait pour but d'éclairer le conflit toujours en cours dans la région du Tigré en Éthiopie, ses dynamiques et ses impacts sur la politique éthiopienne et la stabilité de la Corne de l'Afrique. Quatre experts sont intervenus : William Davison – analyste senior pour l'Éthiopie à l'International Crisis Group –, Sonia Le Gouriellec – maîtresse de conférences à l'Université Catholique de Lille –, Jean-Philippe Rémy – chef du bureau Afrique au journal *Le Monde* –, et Caroline Rivery, analyste et conseillère politique. Sina Schlimmer, chercheuse au Centre Afrique subsaharienne de l'IFRI, et [Anne-Laure Mahé](#), chercheuse Afrique de l'Est à l'IRSEM, ont présidé les débats.

William Davison est revenu sur les origines et le déroulement du conflit, en insistant sur la relative surprise qu'a été le succès fulgurant du gouvernement fédéral, qui a destitué les dirigeants du Tigré dès le mois de novembre 2020 et d'ores et déjà arrêté une grande partie de ceux

qu'il juge responsables des affrontements. La résistance locale ne semble toutefois pas avoir été totalement vaincue, comme le démontrent les témoignages de combattants affirmant qu'il y a eu une augmentation des incidents en janvier et février. La population paraît d'ailleurs soutenir massivement la résistance armée tigréenne, d'autant plus que le conflit est vu par certains comme une stratégie permettant au gouvernement central de conquérir des terres tigréennes. Les signalements d'exactions commises par les forces fédérales mais également par des forces érythréennes sur des civils contribuent à renforcer ce soutien. Dans ce contexte, malgré une apparente victoire rapide du gouvernement éthiopien, le conflit risque de perdurer dans les mois à venir, voire de s'enliser, alors même que la situation humanitaire se dégrade et que la famine menace le Tigré.

Dans son intervention, Sonia Le Gouriellec a, quant à elle, mis l'accent sur les réactions internationales au conflit et la stratégie de communication mise en place par le gouvernement éthiopien alors que les affrontements ont particulièrement terni l'image du Premier ministre Abiy Ahmed à l'international. Elle a noté que les réactions internationales ont évolué au cours des cent premiers jours du conflit : dans un premier temps, les puissances non africaines sont restées silencieuses, tandis qu'au niveau continental ainsi qu'à celui de l'ONU des propositions de médiation étaient faites. Celles-ci sont restées lettre morte, ne recevant pas de réponses favorables de la part d'un gouvernement éthiopien qui lançait par ailleurs une politique visant à s'assurer un soutien régional, notamment de la part de Djibouti, de l'Ouganda, du Rwanda et de la Somalie, ainsi qu'à diffuser son récit du conflit. Celui-ci conteste en particulier toute dimension ethnique et le présente comme une opération de maintien de l'ordre. Un récit alternatif est proposé par le Tigray People's Liberation Front (TPLF), diffusé notamment à travers la diaspora. Cependant, dans un contexte où de nombreuses rumeurs circulent et où l'accès au terrain est difficile y compris pour les médias, il est difficile de distinguer la rumeur des faits avérés.

L'intervention de Jean-Philippe Rémy s'est concentrée sur la personne du Premier ministre, qui a été vu à son arrivée au pouvoir en avril 2018 comme artisan d'une ouverture démocratique ainsi que de la paix avec l'Érythrée, un accord historique entre les deux pays ayant été signé en septembre 2018 et lui ayant valu de recevoir le Prix Nobel de la Paix en 2019. Le Premier ministre considère qu'il a pour mission de sauver l'Éthiopie de la crise existentielle qu'elle traverserait depuis plusieurs années, une façon de penser dans laquelle transparaît sa foi pentecôtiste. Jean-

Philippe Rémy termine son intervention en rappelant que des élections législatives doivent avoir lieu en juin 2021, alors même que la situation est loin d'être sous contrôle et que le conflit vient de clore dramatiquement la période de grâce dont avait bénéficié le Premier ministre depuis son arrivée au pouvoir.

Enfin, Caroline Rivery a présenté trois scénarios d'évolution possibles : la stabilisation, la stagnation et l'effondrement. Dans le premier cas, l'autorité de l'État est rétablie sur tout le territoire, un processus de réconciliation nationale est mis en place ainsi qu'un agenda de bonne gouvernance. Ceci requiert potentiellement une re-fermeture du régime. Le scénario de la stagnation est celui d'une contestation continue de la part de la population ou de certains groupes ethniques faisant émerger des revendications sécessionnistes. À terme, celles-ci pourraient conduire au scénario de l'effondrement de l'État. Caroline Rivery rappelle cependant que l'Éthiopie est un partenaire indispensable au niveau régional et international : le pays a joué un rôle important dans la résolution des conflits du Soudan, il contribue aux opérations de paix des Nations unies en fournissant des troupes, et enfin il s'agit d'un partenaire important dans la lutte contre le terrorisme. Dans ce contexte, le rôle des puissances internationales et notamment occidentales est central pour orienter le scénario suivi, ces dernières devant trouver un équilibre entre la défense des droits humains et la nécessité de la stabilité.

Omowumi ALAO
Assistante de recherche, IFRI

Anne-Laure MAHÉ
Chercheuse Afrique de l'Est, IRSEM

Sina SCHLIMMER
Chercheuse, Centre Afrique subsaharienne de l'IFRI

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Communication : « Russian information warfare » (Panel cyber), séminaire conjoint IRSEM/NIDS, 5 février 2021.
- Invité à l'émission « Géopolitique : le débat » de Marie-France Chatin, « [Comment la révolution numérique redistribue la puissance](#) », avec Maud Quessard et Frédéric Douzet, RFI, 50 mn, 20 février 2021.
- Nommé membre associé du Centre de recherches pluridisciplinaires multilingues (CRPM) de l'Université Paris Nanterre (UFR Langues et cultures étrangères).



Pierre BOURGOIS

- Présentation : « L'enjeu stratégique du soldat augmenté », séminaire de recherche, IRSEM, 23 février 2021.
- Publication : « ["Oui à Iron Man, non à Spiderman !" – Un nouveau cadre pour le soldat augmenté avec l'avis du Comité d'éthique de la défense en France](#) », Brève stratégique n° 18, IRSEM, 24 février 2021.
- Communication : « Les changements induits par le soldat augmenté », séminaire « Penser le changement », Institut de recherche Montesquieu (IRM) de l'Université de Bordeaux, 25 février 2021.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Présentation : « Prolifération et dissuasion nucléaires », master NRBC, École du Val-de-Grâce, 5 février 2021.



Paul CHARON

- Intervention : « Épistémologie et méthodes de l'analyse du renseignement » au profit des auditeurs du diplôme Renseignement et menaces globales de Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye, 3 et 4 février 2021.

- Intervention : « Les opérations de manipulations de l'information de la Chine : le cas de la Covid-19 », au profit des officiers et auditeurs du mastère spécialisé Opérations et gestion des crises en cybersécurité de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, Saint-Cyr Coëtquidan Guer, 8 février 2021.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Article : « [Golfe. L'Arabie saoudite et le Qatar se rapprochent, les Émirats renâclent](#) », *Orient XXI*, 11 février 2021.
- Conférence : « [L'apparente stabilité des pays du Golfe](#) », Université d'hiver IreMMO, 16 février 2021.
- Participation à la conférence « [Pays du Golfe, quelle normalisation avec Israël ?](#) », Les jeudi de l'Institut du Monde arabe, 18 février 2021.
- Participation à la conférence « Le Yémen : vers un désengagement saoudien », Institut catholique de Paris, 23 février 2021.
- Podcast : « [L'Arabie saoudite de MBS](#) », « La boussole stratégique », FMES, 17 février 2021.
- Interview : [Journal de 8 h](#), Radio Télévision suisse, 11 février 2021.
- Interview par Léa Pernelle, « [Pourquoi les États-Unis se désengagent de la guerre au Yémen ?](#) », *La Croix*, 5 février 2021.
- Interview par Armin Arefi, « [Comment Joe Biden bouscule l'Arabie saoudite](#) », *Le Point*, 18 février 2021.



François DELERUE

- Publication : avec J. Kulesza, « Cybersecurity in the Year of the Plague: Due Diligence as a Remedy to Malicious Activities », *Tecnologie e diritto*, 2020, p. 404-419.
- Recension : Russell Buchan, *Cyber Espionage and International Law* (Oxford, Hart, 2019, 219 + xxviii p.), [German Yearbook of International Law](#), 62, 2019, p. 664-667.
- Participation à la table ronde « Turbulence in the cyber politics » du séminaire en ligne NIDS/IRSEM, 5 février 2021.

- Participation à la table ronde « The role of NATO and EU: crisis management in cyberspace – expertise and excellence », Cyex Camp Talks, Budapest (en ligne), Hongrie, 26 février 2021.

- Participation au workshop fermé international ANR ARMY (via Zoom) : « Mobilisation des forces armées dans la lutte contre la COVID-19 », organisé par ANR ARMY, 23 février 2021.



Emmanuel DREYFUS

- Organisation et participation au séminaire [en ligne] INALCO/IRSEM, « [The border question in the Arctic – “The border issue in an environment to be governed”](#) », 10 février 2021.

- Organisation et participation au séminaire [en ligne] INALCO/IRSEM, « [The borders in South Caucasus – “The new regional dynamics after the ceasefire agreement in Nagorno-Karabakh”](#) », 24 février 2021.



Anne-Laure MAHÉ

- Organisation de la visioconférence « L'Éthiopie sous tensions, la stabilité régionale en question ? » en partenariat avec le Centre Afrique subsaharienne de l'IFRI, 25 février 2021.



Anne MUXEL

- Entretien : « Les Français se sont réfugiés dans des micro-appartenances », *Le Bilan du Monde*, « 2020, une année qui a changé le monde », Le Monde Hors-Série, édition 2021, janvier 2021.

- Entretien : « Ces jeunes ont confiance en eux, dans leur capacité à s'en sortir », *Le Monde*, 9 février 2021.

- Entretien : « Il y a cette idée que l'on peut se défendre par soi-même », *L'Opinion*, 23 février 2021.



Amélie FÉREY

- Participation à l'émission « Culture Monde » de Florian Delorme, « [La justice au chevet du monde \(2\). De la Syrie à la Palestine : punir les crimes de guerre](#) », France culture, 23 février 2021.



Angélique PALLE

- Interview par Emmanuel Laurentin pour l'émission « Le temps du débat », « [Coronavirus, une convergence mondiale : l'art de la guerre du Covid-19](#) », France Culture, 19 février 2021.

- Workshop : co-organisation, avec l'équipe de ANR Army, du séminaire international fermé sur le rôle des forces armées dans la gestion de la crise de la Covid-19, 23 février 2021.



Pierre HAROCHE

- Conférence sur « L'autonomie stratégique européenne », devant le Comité Europe de l'École de guerre, 2 février 2021.



Édouard JOLLY

- Présentation de l'IRSEM (en ligne) dans le cadre du séminaire « Arms, Business and Politics in the 21st Century », organisé par S. Faure, Sciences Po Saint-Germain, 10 février 2021.

- Conférence : « Introduction philosophique à l'épistémologie des sciences sociales », séminaire des doctorants, organisé par Carine Monteiro et Louis Perez, IRSEM, École militaire, 16 février 2021.



Marianne PÉRON-DOISE

- Interview : « [La Chine arme ses garde-côtes, suscitant la crainte de ses voisins](#) », *Le Monde*, 4 février 2021.

- Organisation et participation au Dialogue annuel IRSEM/NIDS autour de la publication de l'édition 2021 du Rapport sur la Chine, [China Report 2021](#), avec la présenta-

tion d'un papier sur « The South China Sea and international diplomacy via Note Verbale », 5 février 2021.

- Interview : « [Chine-Japon, regain de tensions autour des Senkaku](#) », *Le Figaro*, 8 février 2021.

- Présentation : « France's Indo-Pacific Strategy and perspective for France-UK cooperation » dans le cadre du webinar de Chatham House sur le thème « Franco-British strategic cooperation in the Indo-Pacific », 19 février 2021.

- Article : « [La loi chinoise sur les garde-côtes va-t-elle provoquer de nouvelles tensions sur les mers d'Asie ?](#) », *The Conversation*, 26 février 2021.

- Article : « [Le Moyen-Orient, espace privilégié de l'internationalisation de la Corée du Sud](#) », *Orients stratégiques*, n° 11, février 2021.



Maud QUESSARD

- Entretien avec Hugo Boursier et Céline Marangé, « [Les guerres de l'information à l'ère numérique](#) », *Politis*, 4 février 2021.

- Présidence du séminaire fermé de présentation du *China Report 2021*, IRSEM/NIDS, 5 février 2021.

- Invitée à l'émission « La valeur de l'homme » de Emmanuel Taïeb, « [Le numérique comme arme de guerre](#) », *Fréquence protestante*, 45 mn, 6 février 2021.

- Interview par Pierre-Louis Pagès, « [La Méditerranée espace stratégique pour les USA ?](#) », *Var Matin*, 11 février 2021.

- Débat vidéo avec Jonathan Paquin, « [États-Unis, la difficile tâche de rebâtir les alliances](#) », animé par Frédéric Légaré-Tremblay, Capsule du Réseau d'analyse stratégique, 35 mn, 12 février 2021.

- Intervention au débat « Les États-Unis de Joe Biden face à l'Iran », *France Info*, 10 mn, 19 février 2021.

- Invitée à l'émission « Géopolitiques : le débat » de Marie-France Chatin, « [Comment la révolution numérique redistribue la puissance](#) », avec Frédéric Douzet et Maxime Audinet, *RFI*, 50 mn, 20 février 2021.



Nicolas REGAUD

- « [Montée des tensions dans le détroit de Taïwan : quels enjeux pour l'Europe ?](#) », *Brève stratégique* n° 17, 17 février 2021 / « [Rising tensions in the Taiwan Strait: what are the stakes for Europe?](#) », *Strategic Brief* No. 17, IRSEM, 25 février 2021.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Conférence (en présentiel) : « Les forces armées vietnamiennes et le dilemme sécuritaire du Viêt Nam », Paris, École de guerre – terre, 3 février 2021.

- Conférence (en ligne) : « Le 13^e Congrès du PCV. Recherche universitaire et politique au Viêt Nam », DU Tremplin pour le Viêt Nam de l'université Paul Valéry Montpellier 3, 10 février 2021.

- Interview : « Au Vietnam, quel pacte lie le PC à la société ? », émission « Enjeux internationaux » animée par Julie Gacon, *France Culture*, 4 février 2021.

- Cité dans « Au Vietnam, le parti communiste utilise le Covid pour asseoir sa reprise en main », *Le Figaro*, 12 février 2021.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Christophe LAFAYE

- Chapitre : « La préservation de l'expérience combattante des XX^e et XXI^e siècles au sein de l'armée française. L'importance des archivistes de terrain » dans V. Fillieux, A. François, F. Hiraux, *Archiver le temps présent*, Presses universitaires de Louvain, février 2021, p. 93-112.

- Article : « Faire surgir une armée du néant : l'armée française et la formation de l'armée afghane (2002-2012) – 1^{re} partie », *Opérations spéciales*, 47, février 2021, p. 64-68.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Organisation et modération, avec Louis Perez, de la séance « Atelier méthodologique : introduction philosophique à l'épistémologie des sciences sociales » du séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en sciences sociales »

sur Zoom ; intervenant: Édouard Jolly, 16 février 2021.

- Organisation et modération, avec Louis Perez et Léa Michelis, d'une séance « Entre doctorants » du séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en sciences sociales » sur Zoom, 26 février 2021.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ARABIE SAOUDITE

Romain ABY, « Analyse géopolitique des relations bilatérales entre l'Arabie saoudite et la Chine (1990-2017) », École doctorale de sciences sociales – Université de Paris-8, thèse soutenue le 20 septembre 2019, 552 p.

La thèse de R. Aby vient combler un angle mort de la recherche francophone en décortiquant l'un des piliers de l'engagement chinois au Moyen-Orient. L'auteur reprend à Yves Lacoste sa définition de la géopolitique en articulant son analyse « diatopique » de la relation sino-saoudienne selon trois niveaux : mondial, régional et national. Ses recherches se nourrissent d'une centaine d'entretiens organisés durant seize mois de terrain en Arabie saoudite. Au niveau mondial, la relation diplomatique sino-saoudienne naît de la rupture de la relation avec Taïwan en 1990. Elle est postérieure à des échanges liés au contrat d'armement sur la vente de missiles balistiques SS2 engagée en 1986 et réalisée en 1988, à la suite du refus de l'administration Reagan de vendre du matériel militaire sensible. Des visites politiques de haut niveau s'engagent à partir de 1999 et s'accroissent sous l'impulsion du roi Abdallah dans les années 2000, avec sa visite en 2006 qui marque la densification des relations économiques. La phase actuelle de consolidation de la relation bilatérale date du lancement des Nouvelles routes de la soie d'une part, et de la Vision 2030 d'autre part. En plus du pétrole, un deuxième vecteur d'influence pour le Royaume est l'enseignement wahhabite de l'islam auprès des communautés Hui, dont l'histoire longue en terre chinoise retient l'attention. Le sort des Ouïghours, dont le gouvernement saoudien ne fait jamais officiellement mention, atteste d'une séparation nette entre la solidarité islamique et la raison d'État où dominent les intérêts économiques et énergétiques. Au niveau régional, s'il existe une volonté côté saoudien de voir Pékin s'investir dans les enjeux sécuritaires, la Chine est parvenue à ne pas s'impliquer dans les rapports de force régionaux. Deux dossiers alimentent les espérances saoudiennes : les capacités navales accrues de Pékin depuis les missions anti-pirateries de 2008 dans le golfe d'Aden et la constitution de la Route maritime de la soie, au sein de laquelle les Saoudiens se représentent eux-mêmes comme le moyeu incontournable au risque, selon R. Aby, de l'autosuggestion. Néanmoins, trois questions politiques ont refroidi cet enthousiasme : la fermeté chinoise à ne pas dévier de sa loi de l'équilibre, en mainte-

nant une relation parallèle en voie d'approfondissement avec l'Iran, le risque d'une satellisation d'Islamabad par Pékin et les veto chinois successifs aux résolutions du CSNU dans le conflit syrien. La relation saoudo-américaine est ainsi pour l'heure loin d'être concurrencée par le rapprochement saoudo-chinois. Néanmoins, Riyad trouve avec Pékin le moyen de diversifier ses partenariats afin de moins dépendre des desiderata de Washington – notamment quant à son armement. Comme le dit [le prince Turki al-Faisal](#) : « la Chine n'est pas nécessairement un meilleur ami que les États-Unis, mais c'est un ami moins compliqué ». Au niveau local, la relation saoudo-chinoise s'inscrit dans le double cadre du Forum de coopération sino-arabe fondée en 2004 et du Dialogue stratégique Chine-CCG lancé en 2010. Arabisant et fort de son enquête de terrain, R. Aby fait une cartographie précise de la présence économique chinoise dans le Royaume. Il parvient aussi à retracer les trajectoires et la relation qui se crée au sein des milieux d'affaires sino-saoudiens. Enfin, les rapports de peuple à peuple sur le terrain qui naissent de par les migrations de travailleurs ou les échanges d'étudiants sont traités rigoureusement. Exhaustive, cette recherche constitue un apport précieux. Quoique la relation sino-saoudienne s'avère essentiellement pétro-centrée, les coopérations notamment sécuritaires – un [exercice naval conjoint](#) en 2019 – et culturelles – [l'apprentissage du mandarin](#) en voie de généralisation dans l'enseignement public saoudien – s'accumulent. Ce sujet recèle tous les ingrédients pour scruter plus avant le caractère plus étroit de la relation sino-saoudienne, et plus largement sino-golfienne, dans le contexte du face-à-face sino-américain du XXI^e siècle.

Mehdi OULDELHKIM
Assistant de recherche

À VENIR

11 mars : « [Coopérations régionales et rivalités stratégiques](#) » en partenariat avec l'Institut des Amériques, 16h-18h. [Inscription obligatoire](#).



Dans la dernière décennie, les alliances diplomatiques ou coopérations régionales ont été profondément bouleversées, autant en raison de facteurs internes qu'externes. Cette séance a vocation à creuser les vecteurs externes et notamment les éléments relatifs aux rivalités stratégiques qui se sont intensifiées dans le continent entre États-Unis, Chine et Russie. Les transformations de leurs influences respectives sont à analyser à la lumière d'une remise en question plus générale de l'ordre international libéral. Dans cette optique, la transformation des leaderships régionaux, exercés antérieurement par le Venezuela et le Brésil, constitue un enjeu central. Par ailleurs, face à la multiplication des déstabilisations internes, les coopérations régionales voient leur rôle et place redéfinis. Dans ce sens, elles font l'objet d'une attention renouvelée de la part des acteurs majeurs des relations internationales.

Intervenant : Thomas Legler (Université Ibéro-Américaine, Mexique).

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), À paraître, Projet ANR ARMY, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 16\)](#)

Chine, États-Unis/Moyen-Orient, Sociologie militaire, Intelligence économique

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 19\)](#)



[À VENIR \(p. 23\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE



Départ de Flavien Bourrat.

Après trente-quatre années à scruter et à voyager dans le monde arabe, Flavien Bourrat, chercheur sur le Maghreb et le Moyen-Orient à l'IRSEM, a décidé de clore ce mois-ci cette longue période de vie, « avec un petit temps d'avance parce je souhaite me consacrer à une nouvelle aventure », par la publication d'une belle [note de recherche sur le fait national dans le monde arabe](#).

Géographe de formation, Flavien Bourrat a fait de cette région du monde un terrain de passion et d'observation au fil de ses postes pour le ministère. Neuf ans durant, il a dirigé le bureau Maghreb, Proche et Moyen-Orient de la Délégation des affaires stratégiques, l'ancêtre de la DGRIS, de retour en France après deux séjours de plusieurs années au Maroc et en Tunisie.

Spécialiste reconnu, Flavien s'est inlassablement intéressé dans ses notes et travaux à étudier la place des armées et des appareils de sécurité dans les États et dans les sociétés arabes. Son regard sur cette partie du monde si proche de nous, Flavien a voulu tout au long de sa carrière le nourrir d'un constant va-et-vient entre analyse politico-sécuritaire et recherche académique.

Parallèlement à son travail à l'IRSEM, il enseignait aux Langues O' (INALCO) et travaillait avec le Centre euromaghrébin de recherches et d'études stratégiques (CEMRES) dans le cadre de l'initiative 5+5 défense en Méditerranée occidentale. Sa vie d'après l'IRSEM s'annonce tout aussi prometteuse.

Benoît de TRÉGLODÉ
Directeur du domaine
« Afrique, Asie, Moyen-Orient »

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Note de recherche n° 112 – 12 mars.

« [Les boucliers humains dans les conflits contemporains](#) », par Romain DOUILLARD, 10 p.

Expression de la fragilisation croissante de la frontière entre civils et combattants dans les guerres asymétriques, les boucliers humains sont devenus des acteurs clefs du paysage stratégique mondial, dans les conflits opposant les États à des groupes rebelles ou terroristes. Leur utilisation pose un ensemble de problèmes stratégiques, politiques, juridiques et éthiques aux armées qui y sont confrontées.



Brève stratégique n° 19 – 15 mars.

« [La Cour pénale internationale, nouvelle arène du conflit israélo-palestinien ?](#) » par Amélie Férey, 2 p.

La décision de la procureure de la CPI de lancer une enquête sur les violations du droit international commises sur le territoire palestinien marque une nouvelle étape dans la judiciarisation du conflit israélo-palestinien dont l'issue demeure incertaine.



Strategic Brief No. 18 – 17 mars.

« [“Yes to Iron Man, No to Spiderman!” A New Framework for the Enhanced Soldier brought by the Report from the Defense Ethics Committee in France](#) », by Pierre Bourgois, 2 p. (Traduction de la Brève stratégique n° 18 parue le 24 février 2021.)

In December 2020, the Ministry for the Armed Forces made public the first report of the Defense Ethics Committee on the enhanced soldier. This constitutes a fundamental step in understanding the issues of the soldier enhancement phenomenon as well as for its very evolution, and makes France an avant-garde power on these questions.



Note de recherche n° 113 – 29 mars.

« [Le fait national : un paramètre incontournable dans le nouveau contexte politico-stratégique maghrébin et moyen-oriental](#) », par Flavien BOURRAT, 13 p.

Le Maghreb et le Moyen-Orient sont touchés, dans un contexte stratégique régional tendu et instable, par le retour ou l'émergence du fait national comme élément central et structurant du fonctionnement des États et des sociétés. Ce phénomène, qui s'est amplifié à la faveur des soulèvements observés dans le monde arabe et en Iran depuis une dizaine d'années, révèle la priorité désormais accordée au cadre national dans la conduite politique interne comme extérieure des pays, en même temps que le rejet des ingérences étrangères et des utopies transnationales. Ce retour global du national interroge sur les dynamiques dont il est porteur, mais aussi sur les contradictions et les résistances qu'il rencontre au gré des situations et des crises affectant l'ensemble de la région. Il fait ainsi ressortir les tensions entre nationalisme étatique et internationalisme islamiste, mais aussi la difficulté pour plusieurs pays d'accéder au statut d'État-nation viable, et enfin la question du retour éventuel à un ou plusieurs hégémons régionaux.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 93 – 2 mars.

« [Donner la mort depuis les airs](#) », avec Alexandre JUBELIN et le lieutenant-colonel Florian MORILHAT, 1 h 14.

« Le Collimateur » se penche sur l'arme aérienne, et les implications éthiques qu'implique une telle arme dissymétrique, au très large potentiel de destruction tout en restant relativement protégée des feux ennemis, en compagnie du lieutenant-colonel Florian Morilhat de l'armée de l'air et de l'espace, auteur de *Éthique et puissance aérienne* (Economica, 2020).

Avec Alexandre Jubelin, ils évoquent les raisons de l'écriture de cet ouvrage, puis discutent de l'image de l'arme aérienne, des dégâts qu'elle peut commettre ainsi que des différentes approches et stratégies mobilisées pour l'arme aérienne depuis son apparition. Ils détaillent ensuite le développement des armements de précision depuis une

trentaine d'années et les dilemmes éthiques et moraux qui se développent à partir de cette situation. Pour cela ils s'intéressent notamment à l'usage des drones et aux peurs que génèrent les systèmes d'armes létaux autonomes, parfois vus comme des « robots-tueurs ». Ils exposent enfin les cadres juridiques de l'arme aérienne.



Dans le bunker #37 – 5 mars.

« [1917](#) » de Sam Mendes (2019), par QUENTIN, 29 mn.

Nouvel épisode de « Dans le bunker », avec Quentin de la chaîne YouTube « Sur le champ », consacrée à l'analyse tactique et stratégique, avec lequel on s'attaque à un blockbuster récent, très annoncé et qui a parfois déçu : *1917* de Sam Mendes.



Épisode 94 – 9 mars.

« [L'arme informatique dans la guerre moderne](#) », avec Alexandre JUBELIN et le capitaine de frégate Jean-Baptiste FLORANT, 1 h 04.

À l'occasion de la parution du 100^e numéro des « Focus stratégique » de l'IFRI (Institut français des relations internationales), « Le Collimateur » en reçoit l'auteur, le capitaine de frégate Jean-Baptiste Florant, membre du Laboratoire de recherches sur la Défense de l'IFRI, pour parler des versants cyber des opérations militaires contemporaines.

En compagnie d'Alexandre Jubelin, il revient sur les principales étapes du développement de l'informatique dans les armées, puis ils discutent des vulnérabilités qu'impose cette informatisation ainsi que celle de la société au sens large, des contre-mesures pour y remédier, de l'intégration de la lutte informatique dans l'institution militaire.

Ils abordent les trois grandes opérations de lutte informatique offensive que sont Stuxnet (2010), Orchard (2007) et Glowing symphony (2016), avant de poser la question des risques que présente la numérisation des armées, d'imaginer à quoi pourrait ressembler une guerre ouverte avec une dimension cyber et d'interroger la familiarité des militaires avec ces problématiques.



Dans le viseur #25 – 12 mars.

« [Premier décollage en OPEX](#) », avec Alexandre JUBELIN, 27 mn.

Pour le premier épisode d'une série consacrée à l'aviation de chasse et à des « premières fois », le colonel David de l'armée de l'air et de l'espace raconte son premier déploiement extérieur sur Mirage F1, mais aussi son premier décollage et son premier ravitaillement au sein de l'opération Épervier, depuis le Tchad.



Épisodes 95 et 96 – 16 mars.

« [Embarquement à l'École navale \(1/2\) : Balade sonore "À la recherche de Borda"](#) », 33 mn, et « [Embarquement à l'École navale \(2/2\) : Futurs officiers et anciennes traditions](#) », avec Alexandre

JUBELIN et le contre-amiral BAUDONNIÈRE, 1 h 06.

« Le Collimateur » diffuse deux épisodes en immersion au sein de l'École navale, où sont formés les officiers de la Marine nationale. En première partie, Alexandre Jubelin et l'équipe de l'IRSEM présentent un nouveau format de documentaire (ou balade sonore) dans les locaux de l'École, afin de se représenter à quoi ressemble le site, et à quel point il imprègne la formation des officiers.

En deuxième partie, Alexandre Jubelin s'entretient selon un format plus habituel avec le contre-amiral Baudonnière, directeur de l'École, sur le rôle de l'institution, la philosophie et les évolutions de l'École, et les défis soulevés par la Covid-19. Puis, afin d'envisager la chose également du côté des élèves, il s'entretient avec l'élève-officier Hubert et les aspirants Aubin, Chanelle et Mickaël, qui parlent de leurs parcours, de leurs ambitions dans la Marine et de leur ressenti de l'École.

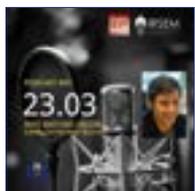


Têtes chercheuses #10 – 19 mars.

« [Étudier le renseignement chinois, au-delà des idées reçues](#) », avec Paul CHARON, 30 mn.

Pour le dixième épisode des « Têtes chercheuses », Alexandre Jubelin reçoit [Paul Charon](#), spécialiste du renseignement et directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » de l'IRSEM, pour évoquer un article de 2012 de Peter Mattis, qui ouvrait alors la voie à une nouvelle appréhension et une nouvelle étude des opérations de renseignement

et d'espionnage chinois, intitulé « Assessing Western Perspectives on Chinese Intelligence », paru dans *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*.



Épisode 97 – 23 mars.

« [La guerre contre le terrorisme en actes : force et violence des démocraties libérales](#) », avec Alexandre JUBELIN et Mathias DELORI, 1 h 31.

Les interventions militaires extérieures des démocraties libérales passent dans « Le Collimateur » de l'IRSEM, dans une discussion d'Alexandre Jubelin avec Mathias Delori, chargé de recherche CNRS au Centre Marc Bloch de Berlin, chercheur attaché au centre Émile Durkheim de Sciences Po Bordeaux, et auteur récemment de *Ce que vaut une vie. Théorie de la violence libérale* aux éditions Amsterdam.

Après une première mise au point sur les études critiques et ce qu'il faut en attendre en termes de réflexion stratégique et sur le champ d'étude de l'ouvrage sur les pays « libéraux », ils envisagent les justifications des interventions occidentales par la lutte contre le terrorisme et leurs biais éventuels ainsi que les piliers intellectuels légitimant les formes de cette violence, et les mécanismes idéologiques et psychologiques qui les permettent.



Dans le viseur #26 – 26 mars.

« [Premiers combats pour Serval au Nord-Mali](#) », avec Alexandre JUBELIN, 37 mn.

Dans cet épisode de « Dans le viseur », le chef de bataillon Guillaume raconte les premiers combats de l'opération Serval au Nord-Mali, au sein de l'Adrar des Ifoghas, en 2013.



Épisode 98 – 30 mars.

« [L'Arabie saoudite, entre conflits de famille et grande stratégie au Moyen-Orient](#) », avec Alexandre JUBELIN et Fatiha DAZI-HÉNI, 1 h 35.

« Le Collimateur » se tourne vers la péninsule Arabique et la dynastie Séoud qui dirige l'Arabie saoudite, à l'occasion des remous récents entre le pays et son grand allié américain depuis l'investiture de Joe Biden, en compagnie de [Fatiha Dazi-Héni](#), chercheuse Golfe – Moyen-Orient à l'IRSEM, et auteur de *L'Arabie saoudite en 100 questions* (Taillandier).

Avec Alexandre Jubelin, elle revient sur l'émergence d'une Arabie indépendante depuis le pacte passé entre la dynastie Séoud et la mouvance wahabbite au XVIII^e siècle, puis l'occupation ottomane et l'unification du royaume par Ibn Séoud avec l'aide des Britanniques après la Première Guerre mondiale, les débuts de l'exploitation pétrolière puis l'alliance préférentielle avec les États-Unis et les premiers conflits de succession. Puis ils discutent du dernier chapitre de la monarchie saoudienne à partir de la montée sur le trône du roi Salman en 2005 et le choix de son fils Mohamed Ben Salman pour lui succéder, puis de la place de l'Arabie saoudite au Moyen-Orient face à ses rivaux que sont l'Iran, les Frères musulmans et Al-Qaeda, notamment dans le contexte des printemps arabes à partir de 2011 et de la guerre au Yémen en 2015. Enfin, ils abordent l'évolution de la relation avec les États-Unis, notamment dans le contexte de l'assassinat de Jamal Kashoggi en 2018.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS !](#)

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

À PARAÎTRE



Numéro spécial *Diplomatie* « Les nouveaux enjeux stratégiques américains », en partenariat avec l'IRSEM, avril-mai 2021. En kiosque à la mi-avril.

Alors que la crise de la Covid-19 entame un peu plus la réputation de compétence et d'excellence de l'État américain, les avis divergent à Washington quant au devenir de l'hégémonie américaine, chacun campant sur ses positions. Pour les uns, l'avenir de la puissance est à repenser en fonction de la capacité des États-Unis à lutter contre les changements climatiques et à fédérer les autres États autour de cet objectif. C'est d'ailleurs le pari du président Joe Biden depuis son arrivée à la Maison-Blanche le 20 janvier 2021. Pour les autres, le maintien du dollar comme devise de référence pour les échanges internationaux demeure un déterminant de la puissance et de la capacité d'influence des États-Unis sur ses alliés et partenaires. Mais c'est une nouvelle fois sur le plan intérieur, et

notamment au Congrès, que se jouent les arbitrages budgétaires et les choix de société de l'ère Biden, en faveur d'une démocratie sociale ou d'une défense renforcée.

L'élection présidentielle américaine de novembre 2020 a été qualifiée à de nombreux égards comme un tournant historique pour les États-Unis et leurs partenaires ou compétiteurs stratégiques. Elle a révélé comme jamais les profondes divisions à l'œuvre au sein de la société américaine et a porté à son paroxysme la balkanisation des opinions publiques en annonçant une nouvelle ère pour les guerres de l'information exacerbées par les facteurs endogènes. Elle a cristallisé les *culture wars* et l'extrême polarisation entre l'Amérique des côtes et la *Middle America*, l'Amérique de la dé-mondialisation et l'Amérique mondialiste, entre progressistes et conservateurs, avocats du multiculturalisme et suprémacistes blancs, tenants du libre-échange et défenseurs du protectionnisme économique – autant de lignes de failles qui divisent les États-Unis, paralysent la société et les institutions à un point tel que Washington a semblé, au terme de l'ère Trump, trop préoccupée par les dysfonctionnements nationaux américains pour pouvoir assumer les responsabilités internationales qui avaient fait la réputation des États-Unis depuis 1945.

Le modèle américain est donc en crise et ne fait plus figure de modèle. Une alternative partisane est-elle néanmoins possible en politique étrangère ? Ou bien le conservatisme et le nationalisme sont-ils amenés à demeurer une ligne de force, quand le nationalisme technologique tend à s'imposer dans les relations internationales ? La question du déclin est-elle pour autant tranchée, comme se plaisent à l'avancer les principaux rivaux stratégiques des États-Unis ? Et l'Amérique peut-elle se permettre de laisser la place au vide stratégique tant convoité par ses compétiteurs, au premier rang desquels la Chine de Xi Jinping, avide de supplanter le « rêve américain » par le « rêve chinois » ? En rejetant le multilatéralisme et en fragilisant un de ses principaux atouts, les alliances, les États-Unis de Donald Trump ont-ils été le fossoyeur de l'ordre international libéral ? Le nouveau locataire de la Maison-Blanche sera-t-il capable de relever le défi des nouveaux enjeux stratégiques imposés par l'ère multi-polaire et enfin dans quelle mesure « le retour de l'Amérique » et la diplomatie des valeurs prônée par Joe Biden pourraient-ils être mis en œuvre ?

Voici quelques-unes des questions auxquelles les auteurs de ce numéro apportent des éléments de réponse. Treize d'entre eux sont chercheurs ou directeurs de domaine à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) à Paris. Le magazine *Diplomatie* et l'IRSEM sont

fiers d'avoir pu collaborer avec quelques-uns des meilleurs experts français et canadiens de la politique américaine, dont les éclairages pourront permettre aux lecteurs de mieux comprendre les défis contemporains auxquels sont confrontés les États-Unis de Joe Biden.

Maud QUESSARD

Directrice du domaine « Espace euratlantique - Russie »

PROJET ANR ARMY



ARMY – Analyse de la gestion militaire de la crise du coronavirus.

L'équipe ANR ARMY, pour la troisième séance de son séminaire (fermé), a assisté à une présentation du CBA J.-B. sur le thème « Les armées face à une menace biologique sur le territoire national, répondre aux épidémies et aux attaques ».

Poursuite du projet : Les entretiens qualitatifs auprès des acteurs militaires se poursuivent et le questionnaire qualitatif à destination d'un panel représentatif de la population (3 000 personnes) sur les représentations de la crise sanitaire et du rôle des armées est en cours d'administration.

Le programme de recherche, Site web : <https://anrarmy.hypotheses.org>

Adresse email : anrarmy@sciencespo.fr

Twitter : [@ANR_Army](https://twitter.com/ANR_Army)

ÉVÉNEMENTS

10 mars 2021 : Séminaire des doctorants : RETEX de thèse « Fin de thèse, de la rédaction à la soutenance ».



Mercredi 10 mars, [Julie Deschepper](#), docteure en histoire et Academic Assistant au Kunsthistorisches Institut à Florence, [Quentin Ramond](#), docteur en sociologie et Assistant Professor au Center for Social Conflict and Cohesion Studies, ainsi que [Maxime Audinet](#), docteur en science politique et en études slaves, et chercheur à l'IRSEM, sont revenus sur leur expérience de fin de thèse pour répondre aux questions des doctorants dans le cadre du séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en sciences sociales ». Ils ont notamment répondu à nos questions sur la phase de rédaction, la préparation et le déroulement de la soutenance, la gestion du stress et l'équilibre avec la vie privée, ainsi que les réflexions à avoir pour l'après-thèse.

Organisé sur Zoom par Louis Perez et Carine Monteiro Da Silva, doctorants au Centre Thucydide et associés à l'IRSEM, ce séminaire se décline en trois formats avec intervenants : atelier méthodologique, RETEX de thèse et présentation de parcours professionnels. Chaque mois, le séminaire propose également un format entre doctorants : la séance du 22 mars a permis de discuter des outils utiles pour la thèse.

[Pour en savoir plus](#) sur le séminaire ou pour s'inscrire à la liste de diffusion, il suffit d'écrire à carine.monteiroda-silva@irsem.fr et perezlouis14@gmail.com.

Carine MONTEIRO DA SILVA
Doctorante associée

11 mars : Séminaire « Enjeux stratégiques dans les Amériques – Coopérations régionales et rivalités stratégiques », IRSEM/Institut des Amériques.



Jeudi 11 mars s'est tenu un séminaire conjointement organisé par l'IRSEM et l'IDA sur les coopérations régionales et les rivalités stratégiques dans les Amériques avec Thomas Legler en tant qu'invité d'honneur de la séance. Thomas Legler est docteur de l'université de York au Canada et spécialiste des relations internationales, de la politique comparée latino-américaine et du multilatéralisme. Il a été directeur de recherche de l'université ibéro-américaine au Mexique et publie régulièrement des articles en lien avec les enjeux de démocratie à l'échelle continentale, les modes de gouvernance régionale du continent, le multilatéralisme et les rivalités géostratégiques.

Thomas Legler a structuré sa présentation autour du concept de « bouleversement de l'ordre régional » (*hemispheric order upheaval*) depuis la fin du siècle dernier ainsi que l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les gouvernements du sud du continent. Après avoir été confrontée à des difficultés d'ordre politique et économique, l'Amérique latine a subi une série de chocs externes. La polarisation idéologique s'est intensifiée, tandis que les crises vénézuélienne et brésilienne sont venues déstabiliser un peu plus la région. La pandémie a également accentué les fractures internes des sociétés nationales. L'hémisphère américain traverse ainsi une phase de transition prolongée, lente et incertaine qui s'inscrit dans le processus de « slowbalisation » (*slow* et *globalisation*) et se traduit par un affaiblissement de la gouvernance régionale.

Les attentats du 11 septembre 2001, les tensions idéologiques, l'inconstance des tendances du système électoral, la fluctuation des cours mondiaux des matières premières, la vague de protestations populaires qui a ébranlé l'Amérique latine en 2019, la rivalité sino-américaine ainsi que la pandémie sont autant d'exemples de chocs aux répercussions déstabilisatrices. Le nouveau millénaire a accentué

le déclin hégémonique des États-Unis ainsi que la multi-polarisation, avec les aspirations du Brésil ou encore du Venezuela pendant la première décennie du XXI^e siècle. Les tentatives de construire un ordre régional latino-américain autonome ont échoué. La stabilité du sud du continent s'est érodée par ailleurs sous le coup de la présence croissante de puissances extrarégionales (Chine, Russie, Union européenne, Inde, Iran, Turquie). Le déficit de leadership post-Lula et Chavez a favorisé l'émergence d'un vide stratégique, comblé par une focalisation sur d'autres sujets de tensions, comme la gestion de la crise vénézuélienne.

En l'absence de leadership politique et idéologique, l'émergence de normes propres à l'Amérique latine en matière de santé, de sécurité nationale, etc. a échoué et la promotion de la démocratie sur le sous-continent a décliné. Les droits de l'homme ainsi que les principes propres au Consensus de Washington (corpus de mesures d'inspiration libérale) ne sont plus respectés ou pris en compte. Les tensions persistent entre intégration économique et intégration de projets politiques ou sociaux. Les expériences de coopération latino-américaine ont failli. Pourtant, la prolifération institutionnelle a permis un nouvel équilibre multilatéral compétitif et l'approfondissement de nouvelles alliances, comme nous le démontre le développement de PROSUR qui a remplacé l'UNASUR.

Cependant, la coopération politique et diplomatique peut engendrer des revers dont l'atomisation de partenariats préexistants. La pandémie a altéré les impératifs et processus d'intégration régionale ; on constate de nouvelles formes indirectes de gouvernance qui orchestrent les activités des réseaux d'organisations régionales. Ces altérations sont en partie liées au phénomène d'« inter-présidentialisme pathologique », un concept que Thomas Legler a défini de la manière suivante : les dynamiques géostratégiques ont été jusque-là axées sur la projection régionale de l'autorité présidentielle. Les institutions étatiques étaient faibles, et cette faiblesse a été éprouvée pendant l'épidémie. La pandémie a affecté le rôle des institutions présidentielles latino-américaines et a ainsi favorisé l'émergence de nouvelles formes de coopération, qui pourraient à l'avenir se prouver efficaces. Des acteurs paraétatiques jouent désormais un rôle considérable et les négociations pouvant impliquer un changement de régime ou une promotion de la démocratie ne sont plus forcément menées par les mêmes protagonistes. La crise actuelle a donc eu un impact stratégique considérable en Amérique latine. L'absence de leadership régional, exacerbée par les actions de Donald Trump et Jair Bolsonaro, a laissé place à de nouveaux acteurs, comme le Chili et la Colombie, ou encore l'alliance stratégique entre le

Mexique et l'Argentine grâce à la promotion de l'axe autonome lié à la CELAC (Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes).

Dans ce contexte et dans le prolongement de la politique d'Obama, Joe Biden compte organiser un forum avec tous les partenaires du continent, cependant les États-Unis disposent de ressources limitées, notamment vis-à-vis du géant chinois, pour réaffirmer leur hégémonie. L'administration Biden se concentrera probablement sur les États du Triangle nord de l'Amérique centrale, ainsi que sur le Mexique afin de régler les problématiques liées à l'immigration. La course aux vaccins ou encore la compétition technologique exacerbent les incertitudes de cet ordre régional en transition et la présence accrue actuelle d'acteurs comme la Chine pourrait davantage bouleverser l'Amérique latine.

Philippe RAPHANAUD
Assistante de recherche

16 mars : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Le mardi 16 a eu lieu le séminaire Jeunes Chercheurs de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire, sous la direction de [Jean-Vincent Holeindre](#), regroupant des intervenants autour de thématiques propres à l'histoire militaire.

La première présentation, d'Arthur Servier (Université Paul Valéry de Montpellier), a d'abord donné lieu à une définition et une contextualisation de son sujet de thèse, « Les militaires français internés en Suisse durant la Seconde Guerre mondiale ». L'objet de sa recherche concerne les troupes françaises du 4^e corps d'armée du Jura, internées en Suisse de juin 1940 à janvier 1941. Il s'agit d'un sujet n'étant que très peu traité dans la littérature. Plusieurs méthodes de prospection des sources ont été mobilisées par l'intervenant, en raison de leur dis-

person : les archives de la presse, les ressources du service historique de la Défense (notamment les rapports et carnets de marche), celles des services diplomatiques, ou encore, et principalement, celles des archives fédérales suisses (regroupant des éléments du commissariat à l'internement, des sources militaires et policières).

La présentation a été discutée par Hervé de Weck, historien et rédacteur en chef de la *Revue militaire suisse* (1991-2006). Le Pr de Weck a fait part d'éléments pouvant enrichir le corpus de sources, comme la consultation des documents des troupes chargées de l'internement (la 2nd Brigade légère suisse), les journaux des douaniers, les sources allemandes ainsi que les titres de presse des cantons concernés. Les questions de la perception des troupes internées, par les populations suisses, ainsi que de la mémoire, ont été abordées, comme la question des troupes coloniales du 4^e corps, en particulier des Spahis.

La seconde présentation, de Margarita Rudkovskaya (Université de Nice Sophia Antipolis), a débuté par une délimitation chronologique de son sujet « Les traumatismes de guerre dans les écrits des marins émigrés russes : vivre et surmonter », à l'entre-deux-guerres, plus précisément dès 1920, période durant laquelle les populations russes blanches quittent la Crimée pour s'embarquer en direction de Constantinople (novembre-décembre 1920). La chercheuse propose l'étude du phénomène mémoriel chez ces populations, en particulier des marins de la flotte impériale de la mer Noire, qui rejoignent alors principalement Nice, Toulon et Bizerte. Margarita Rudkovskaya distingue trois temporalités dans cet exil : la *dispersion*, l'*installation* et la *mémorialisation*. Le corpus documentaire est conséquent et aux sources nombreuses (documents du SHD, les archives paroissiales, municipales et départementales de Toulon, des documents privés, des mémoires, des carnets et rapports de marine, des ressources épistolaires notamment). La persistance de comportements et de pratiques issues de la marine impériale est au cœur de son étude, dont le sujet suscite en Russie beaucoup d'intérêt depuis la fin de la décennie 1990.

À la suite de cette présentation, Céline Marangé, chercheuse spécialiste de la Russie et de l'histoire militaire au Service historique de la Défense, a souligné l'importance quantitative et qualitative du corpus de sources mobilisé pour cette thèse. L'approche anthropologique a été saluée, ainsi que l'importance accordée par la doctorante aux trajectoires individuelles, toujours replacées dans le contexte plus général de l'exil des Russes blancs.

Andrea BONADONNA
Assistant de recherche

22 mars : Visite de Ahmad Massoud.



Le 22 mars 2021, Ahmad Massoud – fils du commandant Ahmad Châh Massoud – a participé à une réunion à l'IRSEM, dans le cadre de son séjour en France soutenu par le Programme d'invitation des personnalités d'avenir (PIPA) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). En présence de [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM, de Foudil Bouregba du MEAE, d'Olivier Schmitt, directeur des études de l'IHEDN, d'[Emmanuel Dreyfus](#), chercheur Russie à l'IRSEM, et de Mélanie Sadozaï, doctorante à l'INALCO, Ahmad Massoud a partagé ses ambitions pour l'Afghanistan et son analyse de la politique régionale. Sous forme d'échange avec les participants, il a notamment abordé la question des relations de l'Afghanistan avec le Pakistan et le Tadjikistan, l'implication de la Russie dans les négociations de paix, et les problèmes d'insécurité et de trafic de drogue que connaît le pays. Tout au long de la réunion, il a insisté sur le besoin de réformer le système politique et la constitution dans le but de décentraliser le pouvoir. Pour Ahmad Massoud, la décentralisation, fondée sur le renforcement des compétences locales, ouvrira la voie à une plus grande confiance de la population en son gouvernement, et à la stabilisation de l'Afghanistan.

Mélanie SADOZAÏ
Doctorante à l'INALCO

22 mars : Table ronde « La Russie au Sahel ».

La table ronde a réuni des chercheurs, russologues et africanistes, ainsi que des analystes et des représentants du ministère des Armées. La réunion visait à croiser leurs différentes perspectives pour discuter des mutations récentes et de l'étendue effective de la présence

de la Russie en Afrique subsaharienne francophone. Plus spécifiquement, les participants se sont penchés sur les acteurs, les pratiques et les relais de l'influence russe au Sahel, en particulier dans les champs sécuritaire et informationnel.

Maxime AUDINET
Chercheur Stratégies d'influence

25 mars : Séminaire Conflits et économie de défense.



Nouvelle séance du séminaire « Conflits et économie de défense » dans une version virtuelle avec la présentation de Sylvain Moura (Observatoire économique de la défense) d'un travail intitulé « La fragmentation mondiale des chaînes de production en biens militaires de la France ». Cet article analyse les échanges extérieurs de la France pour la fourniture de biens militaires. Plus précisément, l'auteur utilise les données de douane pour étudier les flux de produits militaires, finaux ou intermédiaires. Dans un contexte mondial de fragmentation internationale de la chaîne de production, l'auteur met en avant que la production d'armement française ne fait pas exception. Cependant, cette fragmentation est majoritairement au profit de l'Union européenne et des États-Unis et traduit une logique industrielle cohérente avec les dynamiques d'alliances et de coopération de la France. Une riche discussion a été engagée par Julien Malizard (Chaire économie défense) et a été suivie par un dialogue avec le public virtuellement présent.

Cécile FAUCONNET
Chercheuse Économie de défense

25 mars : Séminaire « Femmes, paix et sécurité : quels dispositifs de mise en œuvre ? », IRSEM/Avec les femmes de la défense.



Organisé conjointement par le domaine « Défense et société » de l'IRSEM et l'association Avec les femmes de la défense (Af1d2), ce webinaire avait pour objectif d'établir un état des lieux des connaissances portant sur l'agenda Femmes, paix et sécurité (FPS) au sein des armées. Introduit par [Jean-Vincent Holeindre](#), directeur scientifique de l'IRSEM, et le Gal Anne-Cécile Ortemann, directrice adjointe de la DICOD et présidente de l'association Af1D2, l'événement réunissait quatre militaires officiers servant à différents postes : le GCA Laurent Kolodziej, commandant du Corps de réaction rapide européen, la LCL Camille, actuellement affectée à l'European Military Staff, et les CDT Karine et Lauranne, actuelle et future conseillères pour les questions de genre au Commandement allié Transformation (ACT) de l'OTAN (Norfolk). Les échanges étaient modérés par [Camille Boutron](#), chercheuse du domaine « Défense et société » de l'IRSEM.

Un premier tour de question a concerné l'agenda FPS en tant que tel et ses différents domaines d'intervention. La CDT Lauranne a commencé par rappeler le contexte dans lequel il a été élaboré, pour ensuite montrer qu'il concernait les armées à plusieurs titres, en les invitant notamment à mieux mobiliser la perspective de genre dans le champ opérationnel. La CDT Karine a surenchéri en insistant sur la différence entre sexe et genre et sur la dimension construite, et sans cesse évolutive, des rôles et identités liés au genre dans différentes sociétés : mieux les connaître et mieux les comprendre représente un véritable multiplicateur de l'efficacité opérationnelle. Le GCA Kolodziej a quant à lui souligné que s'il n'avait pas eu à mobiliser l'agenda FPS en tant que tel lorsqu'il se trouvait lui-même en opération extérieure, il n'en reconnaissait pas moins le rôle fondamental que pouvaient jouer les femmes au sein des contingents militaires, et la néces-

sité d'en accroître le nombre et la visibilité à des postes de commandement. Enfin la LCL Camille a rappelé que l'agenda FPS proposait un ensemble d'outils concrets pour la résolution des conflits et la gestion de sortie de crise, et en a évoqué les différents usages dans le cadre de l'action extérieure de l'Union européenne.

Une deuxième série de questions portait plus précisément sur les mécanismes de mise en œuvre de l'agenda au sein des armées, mais aussi des organisations internationales de défense et sécurité. La CDT Karine a exposé les différentes directives élaborées par l'OTAN afin d'intégrer la perspective de genre au niveau stratégique mais aussi opérationnel. À ce titre, la création de la figure du « conseiller genre » et la mise en place d'un bureau permanent pour la représentante spéciale du secrétaire général de l'OTAN pour les femmes, la paix et la sécurité apparaissent comme des avancées significatives. Mais si les textes et directives existent, leur mise en œuvre reste incomplète. La LCL Camille a notamment souligné que, bien que la mixité soit présentée comme une valeur centrale de la politique commune de sécurité et de défense européenne (CSPD), elle restait difficile à atteindre, notamment concernant les contingents militaires. Le GCA Kolodziej a insisté de son côté sur la nécessité pour le haut commandement de se saisir de la question et d'investir l'agenda FPS, et ce afin de donner un exemple positif permettant d'aller vers la concrétisation d'idées qui restent encore trop souvent sur le papier. La CDT Bureau a en effet mentionné le manque de formation spécifique sur ces questions dans les armées françaises et plaidé pour qu'un effort puisse être mené en ce sens. Elle a aussi rappelé que les enjeux soulevés par l'agenda FPS ne concernaient pas seulement la mixité des armées et qu'il était nécessaire de travailler plus en profondeur sur ces questions.

La séance s'est poursuivie par un échange entre les intervenants et le public, au cours duquel plusieurs points ont été soulevés, concernant notamment les mesures à mettre en œuvre afin de mieux faire connaître l'agenda FPS en France en général et dans les armées en particulier. Au-delà de son aspect prescriptif et éventuellement contraignant, l'agenda FPS présente en effet une véritable opportunité de rayonnement et d'innovation stratégique. Autant de pistes à continuer d'explorer.

Camille BOUTRON

Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

30 mars : Séminaire de recherche « Les violences de guerre ».

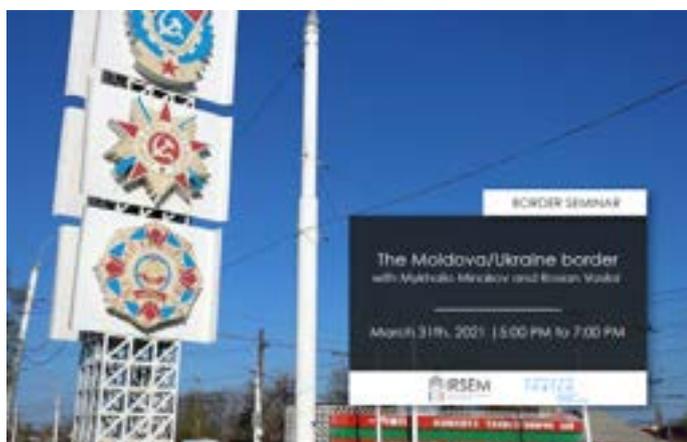


La séance était consacrée à la présentation d'un texte de philosophie sur les violences de guerre. Dès lors qu'il est question de penser cette violence, comme élément décisif du rapport entre groupes sociaux et politiques qu'est la guerre, il semble difficile de s'extraire d'oppositions classiques. Selon son origine, la violence sera tantôt oppressive, tantôt libératrice. Elle exprimera spontanément un débordement incontrôlé d'affects, tout comme elle pourra être instrumentale. Une violence publique, politique, dont l'État se fait le monopole, sera dite légitime, alors qu'une violence privée, criminelle, n'aura de sens qu'à devoir disparaître du corps social. Plus généralement encore, on la dira tour à tour propre à la nature humaine et à ses passions tumultueuses, ou bien déterminée par des causes objectives, telle une chose parmi les choses. Mais il n'y a pas *la* violence, seulement des événements et des actions qualifiés de *violents*. La présentation visait à penser les violences de guerre, à partir de leur *sens*, sans leur causalité, sans leur légitimité, sans leur concept. Les violences de guerre furent ainsi thématiques suivant cinq modalités constitutives : corporéité, authenticité, historicité, responsabilité et, enfin, liberté.

Édouard JOLLY

Chercheur Théorie des conflits armés

31 mars : Seminar [online] « The Moldova / Ukraine border – “Europeanizing a post-Soviet border: EU’s actions at the Moldova/Ukraine border” », IRSEM/INALCO.



Le mercredi 31 mars a été organisé par [Emmanuel Dreyfus](#) et Mélanie Sadozaï, dans le cadre du séminaire mensuel « Managing Borders in Eurasia » une séance intitulée « Europeanizing a post-Soviet border: EU’s actions at the Moldova/Ukraine border ». [Mykhailo Minakov](#), philosophe politique et chercheur senior au Kennan du Wilson Center a présenté, sous la règle de Chatham House, son point de vue concernant les complexités liées aux États *de facto*.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l’ordre international a permis l’émergence de quatre types d’États : les États « noyaux » (*core states*), les États semi-périphériques, les États périphériques et les États non reconnus. Au sein des États non reconnus, à l’extrême périphérie du système mondial, il existe des États *de facto*. La dissolution de l’URSS en 1991 a laissé place à quatre États *de facto* : la Transnistrie, l’Abkhazie, l’Ossétie du Sud et le Nagorno-Karabakh. Les frontières de ces territoires sont poreuses et les tensions visibles. Ce modèle étatique a pourtant proliféré, c’est un modèle au sein duquel le gouvernement tente de survivre tout en remplissant des fonctions internes relatives au monopole du pouvoir, au besoin de répondre aux demandes de l’État sponsor et au besoin de répondre aux menaces faites par l’État « parent » (État auquel le territoire sécessionniste est originellement lié).

Les contestations antérieures non résolues, associées à la dissolution de l’Union soviétique, ont causé une vague de conflits ethniques qui ont provoqué l’émergence de mouvements pro-indépendantistes au sein de certaines républiques post-soviétiques, notamment en Ukraine, en Moldavie, en Géorgie, en Azerbaïdjan et en Arménie. Parmi les États post-soviétiques, seule la Biélorussie n’est

pas contrainte à des défis sécessionnistes sur son territoire. La fragilité de cette « ceinture » territoriale est due aux divisions internes et à la désintégration politique de l’Europe de l’Est, contrairement à l’Europe de l’Ouest, où des peuples souverains se sont intégrés au sein d’appareils étatiques reconnus. Selon Mykhailo Minakov, il existe un réseau informel entre la Russie et les États *de facto*, aussi bien au niveau économique que social. D’autres États semi-périphériques influencent ces territoires, comme la Turquie, grâce à des aides financières et sanitaires. Il existe également des « points chauds » (*hot spots*) dans la région qui pourraient devenir des États *de facto*.

Philippine RAPHANAUD
Assistante de recherche

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Intervention : « La fin de thèse » dans le séminaire des doctorants « RETEX de thèse », organisé par Carine Monteiro Da Silva et Louis Perez, 10 mars 2021.

- Intervention : « Manufacturing Influence: The Case of Russia's Public Diplomacy in the Post-Soviet Era » dans le cours de G. Prelz Oltramonti, ESPOL, 17 mars 2021.

- Organisation et participation à la table ronde « La Russie au Sahel », IRSEM, 22 mars 2021.



Élie BARANETS

- Intervention : « Évolution de la conflictualité : quelles reconfigurations stratégiques au XXI^e siècle ? », IHEDN, 22 mars 2021.



Flavien BOURRAT

- Publication : « [Le fait national : un paramètre incontournable dans le nouveau contexte politico-stratégique maghrébin et moyen-oriental](#) », Note de recherche n° 113, IRSEM, 29 mars 2021.



Pierre BOURGOIS

- Publication : « [“Yes to Iron Man, No to Spiderman!” A New Framework for the Enhanced Soldier brought by the Report from the Defense Ethics Committee in France](#) », Strategic Brief No. 18, IRSEM, 17 mars 2021.

- Communication : « “Yes to Iron Man, No to Spiderman!”: Reflections about the French Defence Ethics Committee's report on the enhanced soldier », CGPACS Colloquium Series, Center for Global Peace and Conflict Studies (CGPACS), University of California, Irvine, 4 mars 2021.



Camille BOUTRON

- Publication : « Faire entendre sa voix. Solidarités combattantes et interventions féministes dans le processus de paix colombien », *Négociations*, 34, 2020, p. 63-78.

- Participation à la conférence « [La féminisation des armées : progrès sociétal ou enjeu opérationnel](#) », organisée par l'IRIS et la mutuelle UNEO, 8 mars 2021.

- Animation du webinaire « Les armées face à l'agenda Femmes, paix et sécurité, quels dispositifs de mise en œuvre ? », IRSEM, 25 mars 2021.

- Tribune : « La mixité en question, les femmes militaires, un atout majeur pour la modernisation des armées », *Défense Expert Magazine*, n° 5, avril-mai-juin 2021, p. 8-9.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Présentation « Interdire les armes nucléaires ? » dans le cadre de l'atelier d'actualité sur les questions stratégiques du CIENS, 4 mars 2021.



Paul CHARON

- Intervention : « Les enjeux de la guerre de l'information à l'horizon de 15 ans : le cas de la Chine », présentation devant des cadres du centre de doctrine et d'enseignement du commandement de l'armée de terre (CDEC), École militaire, 3 mars 2021.

- Publication : *Strategic foresight in China. The other missing dimension*, Foresight Series, European Union Institute for Security Studies, 11 mars 2021.

- Intervention : « Épistémologie et méthodes d'analyse d'anticipation », au profit des auditeurs de la formation sécurité économique et protection du patrimoine de l'IHEDN, École militaire, 12 mars 2021.

Podcast : « Étudier le renseignement chinois, au-delà des idées reçues », « Têtes chercheuses #10 : Le Collimateur », IRSEM, 19 mars 2021.



Fatima DAZI-HÉNI

- Participation à l'émission « Cultures Monde » de Florian Delorme, série « Femmes en lutte », épisode 2, « [Conduire, voyager, divorcer : le désir d'émancipation des femmes du Golfe](#) », France Culture, 9 mars 2021.

- Audition aux côtés de Stéphane Lacroix et Denis Bauchard, [Table ronde sur la géopolitique du golfe Persique](#), Commission des affaires étrangères, 10 mars 2021.

- Visioconférence dans le cadre du séminaire Géopolitique du Moyen-Orient dirigé par Jean Marcou, « Le leadership saoudien dans la région MENA sous le roi Salman et le prince héritier Mohammed Bin Salman », IEP de Grenoble, 15 mars 2021.

- Entretien « [L'affaire Khashoggi : Quel avenir pour les relations entre les États-Unis et l'Arabie saoudite](#) », blog de l'institut-ega.org, 22 mars 2021.

- Podcast : « [L'Arabie saoudite, entre conflits de famille et grande stratégie au Moyen-Orient](#) », « Le Collimateur », IRSEM, 30 mars 2021.



François DELERUE

- Audition parlementaire : table ronde sur la cybersécurité [en ligne], [mission d'information sur « les géants du numérique »](#), Commission des Affaires étrangères, Assemblée nationale, Paris, 30 mars 2021.

- Publication : *Cyber Operations and International Law* (CUP 2020), édition brochée.

- Présentation [en ligne] de *Cyber Operations and International Law* (CUP 2020) à la faculté de droit de l'Université Nova de Lisbonne, Portugal, 3 mars 2021.

- Présentation [en ligne] d'un article co-écrit avec Joanna Kulesza (Université de Lodz, Pologne), « National Sovereignty in Cyberspace – scope, limits and definitions », dans le cadre de la [10th Annual Cambridge International Law Conference](#), Université de Cambridge, Royaume-Uni, 20 mars 2021.

- Participation [en ligne] à la table ronde « Alliance Strategy in Cyberspace », dans le cadre de la conférence « NATO Cyber Defence – ready for the future? », OTAN, Bruxelles, Belgique, 25 mars 2021.



Emmanuel DREYFUS

- Organisation et participation au séminaire [en ligne] INALCO/IRSEM, « The Moldova/Ukraine Border », 31 mars 2021.



Cécile FAUCONNET

- Publication : « [Les graphes de cooccurrences technologiques pour l'analyse de l'innovation/Technological co-occurrence graphs for innovation analysis](#) », ISTE OpenScience, 12 mars 2021.



Amélie FÉREY

- Citée par Margot Davier, « Cargo attaqué. Israël accuse l'Iran et dose sa riposte », *Libération*, 1^{er} mars 2021.

- Citée par Joseph Confavreux, « [Une justice politique ? Retour sur l'itinéraire théorique du "lawfare"](#) », *Médiapart*,

6 mars 2021.

- Publication : « [La Cour pénale internationale, nouvelle arène du conflit israélo-palestinien ?](#) », Brève stratégique n° 19, IRSEM, 15 mars 2021.

- Citée par Stéphanie Khouri « [L'union politique des Palestiniens d'Israël : un pari perdu d'avance ?](#) », *L'Orient Le Jour*, 20 mars 2021.

- Participation à « [Qu'est devenue la gauche israélienne](#) », « Les enjeux internationaux », de Julie Gacon, France Culture, 25 mars 2021.



Pierre HAROCHE

- Présentation sur la coopération européenne en matière de défense pour le Centre d'enseignement militaire supérieur Air, 12 mars 2021 (avec Maud Quessard et Marianne Péron-Doise).



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Chapitre de livre : « La guerre, le droit et la justice », in Louis Gautier (dir.), *Mondes en guerre. Tome IV. Guerre sans frontières. 1945 à nos jours*, Paris, Passés/Composés, 2021, p. 453-515.

- Interview sur l'éthique du soldat augmenté, *Philosophie magazine*, 10 mars 2020.

- Auditionné sur les drones armés par la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, Paris, 16 mars 2021.



Édouard JOLLY

- Conférence : « L'environnement comme problème stratégique. Transition énergétique et changement climatique au sein des forces françaises », avec Angélique Palle, dans le cadre du Séminaire interarmées des grandes écoles militaires (SIGEM), École militaire [retransmis en direct], 16 mars 2021.

- Intervention : « Violences de guerre », séminaire de recherche [en ligne], IRSEM, École militaire, 30 mars 2021.



Anne-Laure MAHÉ

- Animation de l'émission « Cosmo-Politique » : entretien avec Hager Ben Jaffel sur les relations anglo-européennes en matière de renseignement, Fréquence Protestante, 11 mars 2021.



Anne MUXEL

- Grand entretien : « L'expérience de cette pandémie inaugure pour la jeunesse un retour du tragique », *Le 1*, 10 mars 2021.

- Intervention : « L'Engagement des jeunes » lors du Comité stratégique du service civique, 4 mars 2021.

- Séminaire « Les jeunes générations et la crise sanitaire », débat avec Frédéric Worms, ENS, 16 mars 2021.

- Invitée à l'émission « Nous sommes la génération 2021 » consacrée à la jeunesse, France 2, 18 mars 2021.



Maud QUESSARD

- Présidence du séminaire « Coopérations régionales et rivalités stratégiques dans les Amériques » avec Thomas Legler, Kevin Parthenay et Jean-Baptiste Velut, IRSEM-IDA, 11 mars 2021.

- Conférence : « Les relations États-Unis-Russie-Chine », colloque CESA, École militaire, 12 mars 2021.

- Invitée par Christine Ockrent à l'émission « Affaires étrangères », « Espace numérique : la géopolitique à l'heure cyber », France Culture, 13 mars 2021.

- Intervention dans « Chine, Japon, Corée, Inde... l'Asie, priorité de la diplomatie américaine » avec Christophe Pager, RFI, 16 mars 2021.

- Intervention dans « L'Occident provoque-t-il la Russie ? » avec Emmanuel Laurentin, France Culture, 25 mars 2021.

- Conférence : « Les États-Unis et les compétitions stratégiques », avec Philippe Gros, IHEDN, 73^e SN, Poldef, via Zoom, 27 mars 2021.

- Conférence : « Stratégies d'influence, soft power, guerres et manipulations de l'information », IHEDN, via Livestorm, 30 mars 2021.



Nicolas REGAUD

- Cité dans « European navies hold stronger China deterrent than first appears Long-term engagement in Indo-Pacific changes Beijing's military calculus », par Hiroyuki Akita, *Nikkei Asia*, 5 mars 2021.

- Article : « ADMM-Plus: More European Engagement? », RSIS, Singapour, 12 mars 2021.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Podcast : « La place du Vietnam en mer de Chine méridionale », « Écho », CESM (Centre d'études stratégiques de la marine), 17 mars 2021.

- Cité dans « Pour le régime communiste vietnamien, l'épidémie de Covid-19 est une aubaine », *L'Express*, 25-31 mars 2021.

- Entretien à propos des relations de défense entre Israël et le Viêt Nam, journal en vietnamien de RFI, 29 mars 2021.



Océane ZUBELDIA

- Communication : « L'ère des drones, source de conflictualité ou de stabilité (2000-2020) ? », journée d'étude « Du bouclier au drone : les technologies de guerre de l'Antiquité à nos jours », Centre de recherches en histoire internationale et Atlantique (CRHIA), Université de Nantes, 18 mars 2021.

Université de Nantes, 18 mars 2021.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Jordan BECKER

- Publication : avec Luis Simón et Linde Desmaele, « [Europe as a Secondary Theater? Competition with China and the Future of America's European Strategy](#) », *Strategic Studies Quarterly*, 15:1, 2021, p. 90-115.



Christophe LAFAYE

- Article : « Marie-Danielle Demélas : l'histoire des parachutistes est riche et passionnante », *Opérations spéciales*, n° 48, mars-avril 2021, p. 72-73.

- Article : « Faire surgir une armée du néant : l'armée française et la formation de l'armée afghane (2002-2012) – 2^e partie », *Opérations spéciales*, n° 48, mars-avril 2021, p. 64-68.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Conférence : « La Chine dans les relations internationales : stratégies et influence », pour l'association du Master 2 Droit et politiques de défense et de sécurité nationale de l'université de Lille, 4 mars 2021.

- Organisation, avec Louis Perez, de la séance « RETEX de thèse : Fin de thèse, de la rédaction à la soutenance » du séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en sciences sociales » sur Zoom ; intervenants : Julie Deschepper, Quentin Ramond, Maxime Audinet, 10 mars 2021.

- Organisation, avec Louis Perez et Léa Michelis, d'une séance « Entre doctorants » du séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en sciences sociales » sur Zoom, 22 mars 2021.



Benjamin OUDET

- Prix de l'Académie du renseignement dans la mention « essai » pour l'ouvrage co-écrit avec Olivier Chopin, *Renseignement et sécurité*, Armand Colin, 2^e éd., 2019, février 2021.



COL Olivier PASSOT

- Conférence : « [Le rôle des armées françaises dans la libération du Koweït](#) », Université Gulf University for Science and Technology, 24 mars 2021.

VEILLE SCIENTIFIQUE

CHINE

Conférence « [China's Middle East Policy: What's Next?](#) » par le Cambridge Middle East and North Africa Forum ; intervenants : Alessandro ARDUINO, SUN Degang, Jonathan FULTON, Anoush EHTESHAMI, 26 février 2021.

Le 26 février s'est tenue en ligne la conférence « China's Middle East Policy: What's Next? » organisée par le Forum Afrique du Nord et Moyen-Orient de l'Université de Cambridge. L'interrogation principale de cette rencontre portait sur la façon dont la présence chinoise au Moyen-Orient pourrait déborder du champ économique pour intervenir plus directement dans les affaires stratégiques de la région. La continuation du [Pivot américain vers l'Asie](#) d'une part et de la [Marche chinoise vers l'Ouest](#) d'autre part semblent en effet promettre à Pékin un rôle remodelé et renforcé sur la scène moyen-orientale. Quatre experts des relations Chine et Moyen-Orient sont intervenus : Alessandro Arduino – chargé principal de recherche à l'Institut du Moyen-Orient de l'Université nationale de Singapour –, Sun Degang – professeur de science politique à l'Institut des Études internationales de l'Université Fudan de Shanghai –, Jonathan Fulton – professeur assistant de science politique à l'Université Zayed d'Abou Dhabi –, et Anoush Ehteshami – directeur de l'Institut des études islamiques et moyen-orientales de l'Université de Durham.

Alessandro Arduino a commencé par rappeler que le pivot asiatique de Washington ne signifie aucunement son retrait total du Moyen-Orient. Il s'agit d'un retour à une approche plus distanciée qui fut la norme avant son implication de plus en plus coûteuse, depuis la première guerre du Golfe et l'énonciation de la doctrine Carter en 1980 jusqu'à l'invasion de l'Irak en 2003-2011. Durant cette période, la Chine a pu intensifier ses relations économiques à l'abri du parapluie sécuritaire américain. Désormais, elle compte dans la région des investissements toujours plus nombreux à mesure que les Nouvelles routes de la soie (NRS) se concrétisent, et doit se préoccuper de deux intérêts essentiels : la sécurisation de son approvisionnement énergétique, et l'évacuation et/ou la protection de ses ressortissants et de ses entreprises en cas d'urgence. À cet égard, [l'évacuation en 2011 hors de la Libye de plus de 35 000 citoyens chinois a servi d'électrochoc](#). Les avertissements répétés de Pékin à la prudence [semblent n'avoir aucun effet sur des entreprises chinoises](#)

[moins réticentes au risque que leur gouvernement](#), lui ménageant ainsi de nombreux ulcères futurs.

L'intervention de Sun Degang a permis de réinsérer la discussion dans le cadre de [la politique arabe de la Chine](#). Celle-ci se déroule suivant le plan 1+2+3 : le noyau (1) étant les hydrocarbures, les ailes (2) étant le commerce et les infrastructures, et les avancées (3) étant l'énergie nucléaire, la coopération spatiale et les énergies renouvelables. En relation avec l'ambition chinoise de figurer parmi les leaders de la quatrième révolution industrielle, le Pr Sun a envisagé l'extension de cette formule aux domaines de hautes technologies tels que les drones, la 5G, l'IA, la biomédecine, etc. La redéfinition du partenariat sino-arabe comme 1+2+3+4 permettraient pour les pays arabes en particulier, mais du Moyen-Orient en général, d'avoir accès à des transferts de technologie [inaccessibles dans leurs échanges avec les États-Unis](#).

Quant à la stature de ceux-ci dans la région, Jonathan Fulton a souligné que lors de la pandémie en cours, pour la première fois les pays arabes n'ont pas trouvé en Washington un leader naturel mais ont été livrés à eux-mêmes. La réputation de la Chine, qui en début de crise subissait de graves atteintes, en est sorti finalement renforcée dans des États autocratiques compréhensifs, voire admiratifs de la gouvernance chinoise. En outre, loin d'être un argument dissuasif, le potentiel intrusif des technologies chinoises intéresse des gouvernements volontiers préparés à accroître les moyens de surveillance à leur disposition. Enfin, [la lassitude à l'égard de l'instabilité moyen-orientale qui semble répandue dans la société américaine](#) rend les protégés de la Maison Blanche sceptiques quant à la constance du protecteur. Cette inquiétude grandissante nourrit certainement la sinophilie récente des États moyen-orientaux concernés.

Anoush Ehteshami est revenu sur l'ampleur du programme des NRS et la rapidité de sa mise en œuvre. À l'heure actuelle, cette initiative qui n'a pas dix ans cumule déjà 300 000 projets labellisés « Belt & Road » – quoique nombre d'entre eux précédaient son lancement et n'ont fait que se voir attribuer une nouvelle étiquette – et ce sont au total 400 milliards de dollars qui seraient sinon dépensés, en tout cas engagés dans la constitution de cette politique concernant 60 % du PIB mondial. Économiquement, les NRS devraient favoriser le développement des régions occidentales de Chine à l'intérieur, et lui permettre de [trouver de nouveaux marchés pour les gigantesques surplus de son industrie](#) à l'extérieur. Politiquement, les NRS devraient enclencher sa Marche vers l'Ouest loin de son encerclement en Asie-Pacifique. L'enjeu pour la Chine est

d'éviter que naissent des politiques d'endiguement par la Russie en Asie centrale, par l'Inde en Asie du Sud, et par les États-Unis en Asie de l'Ouest. Diplomatiquement, les NRS apparaissent d'ores et déjà comme un succès du *soft power* chinois dans la mesure où celui-ci se compose non seulement de l'attractivité culturelle (*attraction*) et de la capacité d'entraînement (*co-opt*) mais aussi de l'élaboration de l'ordre du jour (*agenda-setting*). Ainsi, au Moyen-Orient, la plupart des États ont reformulé leurs projets de développement nationaux en y faisant figurer avec engouement les terminologies diplomatiques de Zhongnanhai.

Sur la question de la déclinaison de la rivalité sino-américaine au Moyen-Orient, Sun Degang et Jonathan Fulton ont exprimé une vision relativement optimiste dans la mesure où les intérêts de Pékin et de Washington en matière de stabilité sont essentiellement similaires. S'il y a lieu d'espérer davantage de partenariats constructifs dans cette région qu'ailleurs dans le monde, Anoush Ehteshami a nuancé cette vision de par le soutien chinois au régime iranien. Sur ce dossier, Washington, en tant qu'allié indéfectible d'Israël, pourrait se montrer particulièrement inflexible. En renversant la question, Alessandro Arduino conclut cet échange en rappelant qu'aucun pays de la région ne souhaite, en dernière instance, avoir à choisir entre Washington et Pékin.

Mehdi OULDELHKIM
Assistant de recherche

ÉTATS-UNIS / MOYEN-ORIENT

COMMENT S'ARTICULE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE JOE BIDEN AU MOYEN-ORIENT ?

Bonnie KRISTIAN, « [The Biden administration is taking steps to stay in Iraq Forever](#) », *Defense One*, 22 février 2021.

Selon le site *Defense One*, un récent briefing des Nations unies révèle la volonté de prolonger indéfiniment la participation américaine en Irak. Selon leur ambassadeur aux Nations unies, aider l'Irak à affirmer sa souveraineté face à la résurgence de l'État islamique représente une des priorités principales de l'administration Biden. Ils souhaitent continuer à rester un partenaire fiable afin d'œuvrer à la stabilité du régime et du pays. Malgré la détermination de Joe Biden à réduire les « *boots on the ground* » en référence à l'administration Obama (les

soldats américains présents sur le territoire irakien), il ne faut pas s'attendre à un revirement de situation drastique. L'administration privilégie l'aide humanitaire ainsi que le soutien civil. Selon un rapport des services de recherche du Congrès des États-Unis (CRS, « Iraq and U.S. Policy », décembre 2020), Washington est le premier État à prodiguer une aide humanitaire en Irak. Le Congrès y a investi plus de 345 millions de dollars au cours de l'année fiscale 2020. Grâce à cette stratégie « d'empreinte légère » annoncée, l'engagement américain ne devrait donc pas décliner sur ce plan. Cependant, la journaliste Bonnie Kristian conclut que la présence militaire doit, elle, être impérativement réduite, sous peine de voir s'intensifier le conflit avec l'Iran. Cet investissement dans les « guerres sans fin » demeure impopulaire pour une majorité d'Américains.

Aaron Y. ZELIN et Oula A. ALRIFAI, « [Assad is giving Biden every reason to prioritize Syria](#) », *The Washington Institute for Near East Policy*, mars 2021.

Cet article du Washington Institute, *think tank* bipartisan, dénonce la négligence, l'illégitimité et la criminalité continue du régime syrien à l'aube des dix ans du début de la guerre civile. La Syrie est toujours dévastée, et la situation humanitaire reste particulièrement préoccupante. Géopolitiquement, cet État joue pourtant un rôle central au sein de l'arc chiite iranien (Iran-Irak-Syrie-Liban), et il est donc crucial, selon les auteurs de cet article, de faire acte de présence américaine en Syrie. Washington ne semble cependant pas vouloir négocier avec Damas, mais selon A. Zelin et O. Alrifai, la politique étrangère américaine en Syrie ne peut ni ne doit être sacrifiée. Ce qui n'est pas un point de vue forcément majoritaire au sein de la communauté politique américaine. La Maison Blanche devrait considérer la Syrie comme l'État pivot de la politique régionale de l'Iran. Sans le régime syrien dans son viseur, l'ensemble de la stratégie d'influence régionale iraniennne est compromis. Il est donc primordial de prendre part à la question de la reconstruction syrienne afin de pouvoir faire effet de levier sur le régime de Rohani.

Sanam VAKIL, « [Stability in the Middle East requires more than a deal with Iran: How the United States can be part of a regional solution](#) », *Foreign Affairs*, février 2021.

Selon *Foreign Affairs*, magazine bimensuel non partisan, la stabilité du Moyen-Orient nécessite plus qu'un simple accord avec les Iraniens, et les États-Unis peuvent faire

partie intégrante d'une solution régionale. De juillet à novembre 2020, le journaliste Sanam Vakil s'est entretenu avec deux cent dix responsables et experts politiques de quinze pays différents, tous ayant pris part à l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA). La quasi-totalité a affirmé qu'un compromis autour de la question iranienne ne réglerait pas pour autant les conflits régionaux dramatiques qui se jouent au Yémen ou en Syrie. Beaucoup pensent que Téhéran ne cessera pas son programme de missiles balistiques ni son soutien à ses alliés chiites. La solution n'est donc pas d'isoler l'Iran, mais au contraire, de promouvoir des discussions multilatérales par enjeu régional en impliquant chaque acteur concerné. La stabilité de la région est dans l'intérêt américain et dans celui des puissances régionales. Pour ces auteurs, retirer les soldats américains risquerait de déstabiliser encore davantage l'ordre régional. Washington a donc davantage d'efforts à faire, concernant l'accord iranien ainsi que d'autres de ses engagements, avant de pouvoir définitivement voir partir ses troupes. Sans une nouvelle stratégie régionale, l'agenda iranien et moyen-oriental de l'administration Biden est vulnérable, soumis aux pressions de l'opposition américaine et des partenaires du Golfe.

Hung TRAN, « [Three implications of the US-China confrontation in Anchorage](#) », Atlantic Council, mars 2021.

Selon le *think tank* pro-otarien Atlantic Council, le sommet de l'Alaska, qui a eu lieu entre la délégation chinoise et celle des États-Unis le 18 mars dernier, a permis d'exposer les priorités nationales de chaque pays présent. Y ont pris part le secrétaire d'État Antony Blinken ainsi que le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan, deux représentants incontournables de l'administration Biden. Les intérêts de Pékin et ceux de Washington ont semblé diamétralement opposés, et ce rendez-vous, qui à l'origine devait permettre d'apaiser les tensions, a démontré que la relation sino-américaine s'est embourbée dans une crise qui va durer. Les possibilités de coopération ont été remplacées par le choix d'une compétition ouverte et d'une concurrence vive, dans des domaines devenus prioritaires, tels que la technologie, la cybersécurité ou la compétition commerciale. De nombreux sujets de discorde accentuent les différences de points de vue entre les deux États comme le respect des droits de l'homme ou encore les tensions liées à la mer de Chine du Sud. Selon l'Atlantic Council, l'administration Biden et le régime de Xi Jinping sont entrés dans une nouvelle forme de guerre froide qui se manifeste par une guerre des mots exacerbée. Cependant, si la politique étrangère de Joe Biden à l'égard de la Chine est reconnue comme suffisamment

stricte par le Congrès, alors cela pourrait donner une certaine marge de manœuvre, afin de proposer des coopérations sur le changement climatique, lors de la tenue de la COP 26, en novembre prochain, à Glasgow.

Philippine RAPHANAUD
Assistante de recherche

SOCIOLOGIE MILITAIRE

Carnet de sociologie militaire.

Le blog [Sociologie militaire](#) reprend ses activités. Dans un objectif de mise à jour coopérative et efficace des informations, ce carnet répond à la nécessité toujours actuelle de créer un espace centralisé de diffusion des savoirs, de mise à disposition des ressources numériques, de communication des événements scientifiques, et de débats de la sociologie militaire.

De nouveaux outils ont été mis en place pour valoriser les travaux scientifiques dans, sur, avec l'institution militaire et les forces de sécurité. Le lecteur peut ainsi retrouver toute l'actualité de la sociologie du militaire et de ses réseaux français et francophones sur [Twitter](#) et [Lindekln](#).

L'équipe d'animation, constituée de Sébastien Jakubowski (Université de Lille), de Christophe Pajon (Centre de recherche de l'École de l'air) et de la lieutenant Camille Trotoux (IRSEM), restent à la disposition de tous ceux et de toutes celles qui auraient des questions ou souhaiteraient participer à la vie du carnet et, plus généralement, aux activités de la sociologie militaire. Vous pouvez les contacter [ici](#).

Camille TROTOUX
Chercheuse Sociologie militaire

INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

Conférence « L'intelligence économique, le nerf de la guerre ? » avec Alain JUILLET, association Sciences Po Défense & Stratégie, 11 mars 2021.

Le jeudi 11 mars se tenait en ligne une conférence organisée par l'association Sciences Po Défense & Stratégie, avec la participation d'Alain Juillet. L'ancien directeur du renseignement (2002-2003) de la DGSE a répondu aux questions de l'auditoire et développé sur le thème de l'intelligence économique durant près de deux heures. Avec une actualité riche en événements, les nombreuses questions se concentrent rapidement vers les thématiques de

souveraineté industrielle française et européenne. On comprend que l'élément-cléf de la recherche d'informations, à des fins d'anticipation pour le politique, est au centre des enjeux contemporains d'intelligence économique. À ce recueil d'informations, Alain Juillet distingue deux *praxis* de l'intelligence économique, une de sécurisation de ses activités et une autre de communication d'influence. D'une actualité frappante, la conscience des enjeux propres à l'intelligence économique se développe en France dès la décennie 1990, avec le rapport Martre de février 1994, puis le rapport Carayon en 2003 et les ventes des entreprises GM+ et Péchiney sous le gouvernement Raffarin.

La question de la politique de promotion et de développement d'une industrie franco-allemande de la défense est abordée, en particulier à propos du projet SCAF. Cette nécessité d'une politique de coopération européenne est avancée bien qu'elle puisse rentrer, selon des modalités d'intérêts stratégiques propres, en contradiction avec les lignes gouvernementales des États membres de l'Union européenne, selon l'intervenant. Alain Juillet propose une lecture critique de la réalité des rapports de force dans le domaine de la stratégie d'entreprise et de la compétition technologique. La conception réaliste, au sens de la théorie des relations internationales, domine selon lui, par une recherche de maximisation des intérêts propres de chaque puissance.

Il est également question de la politique actuelle de Bercy, et de la prise de conscience au sein de l'appareil d'État que désormais une nouvelle affaire Alstom n'est pas envisageable, à l'image des prises de position quant à la vente de Photonis ou encore de Carrefour.

Cet événement montre une diffusion de cette thématique parmi les jeunes universitaires et élèves de grandes écoles. On peut noter l'importance des réseaux sociaux dans cette dynamique, comme relais de cette conférence mais surtout comme moyen de promotion auprès du public de ce champ d'étude qu'est l'intelligence économique.

Andrea BONADONNA
Assistant de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Patrick FACON, *L'armée de l'air en quête de son identité*, Paris, La documentation française, 2020, 487 p.

Préfacé par le général Lavigne, introduit par Marie-Catherine et Paul Villatoux, l'ouvrage est un hommage à Patrick Facon qui a passé sa vie à étudier l'armée de l'air française. Le volume, constitué du mémoire d'habilitation à

diriger des recherches (HDR) de l'historien et d'un recueil de 32 de ses articles, retrace la quête identitaire de la composante aérienne entre 1900 et 1960.

La démonstration s'articule autour d'une « trilogie identitaire ». Ainsi, après avoir rappelé les fondements stratégiques et les étapes-clés de la construction identitaire de l'armée de l'air, l'auteur développe tour à tour les discours doctrinal, technique et symbolique qui se sont déployés durant le processus d'institutionnalisation de l'arme aérienne.

Dès les débuts de l'aéronautique militaire, les aviateurs cherchent à valoriser les spécificités de l'avion et notamment ses avantages stratégiques. En défendant une indépendance de ce domaine d'action ils se dotent d'une puissante justification à l'autonomie institutionnelle. Néanmoins, la naissance de l'armée de l'air en 1934 constitue moins un aboutissement qu'une étape dans « une véritable errance » identitaire. Éminemment stratégique, le discours doctrinal forme l'expression la plus visible et la plus significative de cette quête. Il évolue en fonction des époques et des intérêts des aviateurs. Tour à tour défensif, intégriste, assagi, il varie également de niveaux et glisse de l'opératif au stratégique. Adossé à ce premier discours, on retrouve une rhétorique technique qui se veut l'antithèse de la stagnation intellectuelle en ce que l'arme aérienne est génératrice de progrès. L'idée d'un esprit professionnel et technique propre aux aviateurs y est largement développée. Les enjeux sont majeurs et concernent les luttes interarmées pour le contrôle des armes nouvelles ou pour la répartition des missions. Enfin, le discours mythique vient clore cette « trilogie identitaire » avec l'invention du mythe des chevaliers du ciel et de nouveaux symboles. L'armée de l'air poursuit sa dynamique performative de différenciation.

Si l'auteur cloisonne chaque discours – par chapitre puis par thématique pour organiser ses articles – il s'agit d'une commodité à destination du lecteur. Il est fondamental

d'appréhender la construction identitaire de l'armée de l'air selon une intrication étroite des discours. Ainsi la technique vient soutenir le discours doctrinal qui trouve une part de justification dans le mythe, lui-même largement abreuvé par le discours technicien. Le tout constituant un discours politique global de la différenciation au profit de l'institutionnalisation.

Cet ouvrage posthume fera date pour qui souhaite comprendre la place qu'occupe aujourd'hui l'armée de l'air dans le système de forces français. Particulièrement pertinent dans le cadre de travaux sociologiques, il permet de mettre en lumière les ressorts historiques des dynamiques actuelles de représentations et d'interactions de la composante aérienne.

Camille TROTOUX
Chercheuse Sociologie militaire



Jonathan FULTON, *China's Relations with the Gulf Monarchies*, Routledge, 2018, 175 p.

Dans son important [ouvrage](#) publié en 2013, David Shambaugh analysait la Chine comme étant encore une puissance partielle – c'est-à-dire dont les relations internationales en dehors de la sinosphère n'étaient entretenues

qu'au nom d'intérêts commerciaux bien compris – sans profonde influence au-delà de ce champ transactionnel, et ce, contrairement à la puissance globale américaine. La thèse avancée par Jonathan Fulton dans ce récent précis des relations sino-golffiennes cherche à mettre en évidence la moindre pertinence de ce diagnostic dans le Golfe en seulement quelques années. Pour ce faire, il périodise en cinq temps le développement des interactions entre Pékin et les six monarchies : à une époque d'indifférence (1949-1965) succède celle d'hostilité (1965-1971), puis de transition (1971-1990) et d'interdépendance (1990-2013) avant l'entrée dans l'ère actuelle des nouvelles routes de la soie (2013-présent). Il s'attelle à rendre compte de l'intensification et de la diversification de leurs échanges à travers ces cinq phases par l'adoption d'un cadre conceptuel issu du réalisme néoclassique. En premier lieu, il étudie les variables systémiques qui déterminent la puissance matérielle et la marge de manœuvre stratégique des États en question. Ensuite, il traite des variables domestiques, matérielles comme idéelles, qui expliquent le passage de ces divers déterminants à une politique étrangère articulée aux différents défis nationaux mettant potentiellement en péril la conservation du pouvoir par le parti commu-

niste d'une part, et par les différentes dynasties royales de l'autre. L'usage répété de ce cadrage et de ce séquençage lui permet d'analyser d'abord du cas de la Chine, de son insertion au sein de la société internationale en général et de son engagement dans le Golfe en particulier. Il fait de même pour celui-ci, avant d'affiner l'analyse au niveau bilatéral en traitant les relations sino-saoudienne, sino-émiratienne et sino-omanaise. Les trois micro-États qatari, koweïti et bahreïni ne font pas l'objet de chapitres dédiés mais sont examinés dans l'élan de la conclusion.

La translation fulgurante de la Chine depuis la périphérie du système international jusqu'en son centre a alimenté deux controverses. La première, constructiviste, s'interroge sur l'existence d'une spécificité humaniste et pacifique de la civilisation chinoise dans ses rapports avec l'étranger héritée de la tradition confucéenne. S'appuyant sur les [travaux](#) d'Alastair Iain Johnston, J. Fulton tranche en faveur d'une vision moins irénique qui banalise les moteurs effectifs de la diplomatie chinoise aussi bien dans le passé – l'imposition de la *pax sinica* là comme ailleurs s'appuyait sur la force brute en dernier ressort – que dans le présent – la *realpolitik* sert en effet de centre de gravité aux débats internes à Zhongnanhai. La seconde, réaliste, cherche à évaluer l'ambition révisionniste de Pékin vis-à-vis de l'actuel ordre international sous conduite américaine, et les risques d'une montée aux extrêmes. Dans un pays qui comptait 400 manifestations par jour en 2011 et dans lequel un point de croissance représente un million d'emplois (p. 33), il convient cependant de garder à l'esprit que [la politique extérieure reste un moyen au service de fins intérieures](#). C'est pourquoi, selon J. Fulton, dans la mesure où l'ordre libéral international favorisait son développement économique et son rattrapage technoscientifique, l'ouverture pragmatique de l'ère Deng Xiaoping a établi la Chine comme soutien rationnel du statu quo, quoique arc-bouté non sans mal sur les principes westphaliens de non-ingérence. La poursuite de ces deux impératifs, avec un profil de moins en moins bas, a fait de la Chine, devenue importatrice net de pétrole en 1993, le plus important client du Golfe puisqu'elle absorbe désormais [un cinquième de sa production pétrolière](#). De plus, aux yeux des cheikhs, elle commence à disposer de technologies compétitives aptes à rivaliser avec les offres américaines telles que la 5G.

Outre son éminent rôle de station-service, [trois autres raisons](#) confèrent au golfe Persique une importance cruciale dans le système international : la compétition féroce pour l'hégémonie régionale qui s'y déroule, l'activisme transnationale des mouvements islamistes qui s'y entremêlent, et les alliances entretenues avec des puissances externes

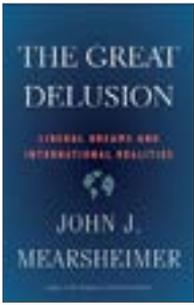
qui s'y bousculent. Malgré ces turbulences, les six monarchies peuvent se targuer d'une longévité plus grande que tout autre régime dans le monde arabe, tandis que le Golfe semble pour Pékin un sous-système remarquablement stable au sein d'une « Asie de l'Ouest » morcelée. Leur longévité s'explique non seulement par la redistribution de la rente énergétique, mais aussi par une solidarité intra-dynastique qu'il s'agit de pérenniser grâce aux programmes de transition vers des économies post-hydrocarbures. Avec une consommation de pétrole qui pourrait devenir le double de celle des États-Unis d'ici 2040 (p. 65 : [15,8 millions de barils par jour](#), soit [deux millions de plus que la totalité des exportations quotidiennes du Golfe en 2020](#)), la Chine garantit une rentrée d'argent nécessaire à leur bonne conduite. De plus, ses investissements dans d'autres domaines de haute technologie aident à leur diversification industrielle. Les deux constituants de la stabilité relative du Golfe résultent des menaces existentielles ressenties lors de la guerre Irak-Iran, avec la création en 1981 du Conseil de coopération du Golfe mais surtout la mise en pratique de la doctrine Carter et l'implantation de l'impressionnante présence militaire des États-Unis dans la zone. À l'heure où les aléas des tensions intra-golffiennes sont fragilement réglés et où Washington cherche à réduire son empreinte sécuritaire au Moyen-Orient, les potentats du Golfe spéculent sur les avantages d'une possible implication politique plus profonde de la Chine, tout en gardant à l'esprit que celle-ci n'en montre pour l'heure aucune envie, ni n'en possède encore les capacités navales. Il n'en demeure pas moins que la Marche vers l'Ouest de Pékin d'une part et les projets de sortie de la dépendance aux hydrocarbures dans le Golfe de l'autre ont accouché d'une conjecture particulièrement favorable à des synergies sino-golffiennes sans précédent.

Une période d'indifférence chacun dans son bloc a laissé place au zèle révolutionnaire d'une Chine maoïste soutenant – modestement – le Front populaire de libération du Golfe arabe occupé durant la guerre du Dhofar. Par la suite, l'établissement des relations bilatérales s'est échelonné de 1971 (Koweït) à 1990 (Arabie saoudite). Dès lors, l'interdépendance s'est cristallisée autour de la demande énergétique croissante de Pékin tout en s'ouvrant à d'autres champs, jusqu'à se systématiser dans le cadre extensible de la « Belt & Road Initiative » (BRI). Riyad est le pilier de l'engagement chinois dans le Golfe – Téhéran mis à part – avec une dimension sécuritaire (par exemple, un exercice naval conjoint s'est tenu en 2019) et culturelle (l'apprentissage du mandarin comme deuxième langue étrangère est actuellement en voie de généralisation dans le secondaire saoudien) plus mature, bien que très loin de prétendre remettre en cause le pacte du Quincy. En 2016, la Chine est deve-

nue le premier partenaire commercial de Riyad en même temps que la relation se trouvait promue au rang ultime de partenariat stratégique global. La rapide mise en valeur de leur lien bilatéral s'accompagne d'une absolue non-ingérence et de livraisons d'infrastructures considérables, telles que les extensions du métro mecquois. Sans grande transparence, Pékin peut vendre ce que Washington refuse de fournir – drones et missiles balistiques – voire semble s'engager dans un partage de savoir-faire dans l'un comme dans l'autre. Également, la plus grande participation des compagnies chinoises dans le programme nucléaire civil saoudien alimente les craintes récurrentes d'un éventuel début de militarisation. Les Émirats sont les seuls à se situer au même niveau de partenariat depuis 2019, avec la spécificité d'une relation commerciale extra-énergétique plus musclée notamment dans la réexportation et la haute technologie : 4 200 entreprises et 200 000 ressortissants chinois y travaillent (p. 156). Les projets émiratis dans les nouvelles technologies, notamment les biotechniques et l'intelligence artificielle, sans compter la coopération dans le domaine spatial, retiennent l'attention. De nos jours, les investissements du magnat de l'IA Kai-fu Lee rapprochent Group 42 de son projet de constituer un « Palantir arabe », tandis que G42 s'est aussi illustré durant la pandémie grâce à son partenariat avec le Beijing Genomics Institute, reconnu comme « le Huawei de la génomique ». En comparaison, Mascate et Pékin ont une relation moins dense, mais le contournement d'Ormuz par le port de Duqm et la situation de [quasi-monopsonne chinois](#) sur le pétrole omanais la rend précieuse aux deux. Quant aux trois plus petits États, le gaz qatari fonde depuis 2014 un partenariat stratégique avec Doha cependant moins divers et moins développé, de même pour le pétrole koweïti malgré la place non négligeable du projet « Silk City » au sein de la BRI. Enfin, Manama n'occupe qu'un rang mineur, non seulement de par le manque de ressources bahreïnies mais par l'absence d'investissements chinois d'ampleur dans le BTP.

Tout au long de l'ouvrage, l'embrigadement d'une théorie attrape-tout permet de n'oblitérer aucune variable digne de figurer dans les études de cas successives, mais donne quelquefois l'impression d'une schématisation artificiellement plaquée sur des données qui n'en avaient pas grand besoin. Cependant, ce bémol n'affecte en rien le fait que le thème de la relation sino-golffienne s'avère particulièrement riche et dynamique pour attester de l'enracinement d'une Chine à la puissance de moins en moins partielle.

Mehdi OULDELHKIM
Assistant de recherche



John MEARSHEIMER, *The Great Delusion: Liberal Dreams and International Realities*, Yale University Press, 2019, 328 p.

John Mearsheimer propose un ouvrage critique de la politique extérieure américaine de ces dernières décennies. La question centrale traitée consiste en une appréciation des avantages et inconvénients du libéralisme, dans ses différentes acceptions telles que l'auteur les développe, comparativement à toute autre conception politique des relations internationales. John Mearsheimer se questionne sur les causes des échecs de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient et dans les relations bilatérales de cette dernière avec la Russie (chap. 1). Ce constat d'échec le conduit à s'intéresser aux relations et divergences entre libéralisme et nationalisme. Il s'interroge également sur la rationalité des acteurs, influencée par les identités et cultures propres à chaque nation (chap. 2). Les politiques des États libéraux occidentaux contemporains reposent donc à la fois sur les notions de préservation de la sûreté et des libertés individuelles, le *modus vivendi liberalism*, et de progressisme sociétal, le *progressive liberalism*. Cette dichotomie induit, selon lui, un paradoxe libéral, conduisant l'État garant des libertés individuelles à protéger également les droits de ses sujets hostiles à son propre modèle politique (chap. 3).

Ces éléments à la base des États occidentaux sont remis en question aujourd'hui, au sein de ces mêmes États, par l'émergence d'un renouveau des nationalismes dont le mandat de Donald Trump serait l'une des expressions (chap. 4). Il propose par la suite une étude de l'application de la doctrine libérale en politique extérieure (chap. 5), en particulier sous les mandats de Bill Clinton et de G. W. Bush, dont ils déplorent l'esprit de croisade. Les conséquences matérielles de ces politiques militaristes successives induisent à ces dernières un caractère excessif et velléitaire, aussi bien en termes de coûts humains et matériels pour le pays qui les mène, que du peu de résultats (dans le cas de l'Afghanistan notamment) au prix de conséquences humanitaires lourdes (chap. 6). Une mise en place généralisée des valeurs libérales ne signifierait pas une pacification globale des relations internationales, au contraire des théories de la *pax democratica*, de l'interdépendance économique et de l'institutionnalisme libéral, en raison de la recherche perpétuelle de sécurité de l'État, pour lui-même (chap. 7). John Mearsheimer conclut en donnant ses projections de la politique extérieure américaine à venir (chap. 8).

Le point de vue adopté demeure critique et nourri de références nombreuses, classiques (Hobbes, Locke, Machiavel) comme contemporaines (Michael Walzer, Michael Doyle, John Rawls). John Mearsheimer fait une lecture fortement néoréaliste des relations internationales et donne des clés de lecture à la compréhension des enjeux doctrinaux contemporains de la politique étrangère étatsunienne. Sa pensée systémique des relations internationales est au cœur du propos de son ouvrage, qui s'insère pleinement à la fois dans le débat universitaire internationaliste, et dans le contexte plus général du débat intellectuel américain.

Andrea BONADONNA
Assistant de recherche



Caroline MORICOT, *Agir à distance, Enquête sur la délocalisation du geste technique*, Classiques Garnier, « Histoire des Techniques » n° 19, 2020, 259 p.

Maître de conférences en sociologie à l'Université Paris-Panthéon-Sorbonne et membre du Centre d'étude des techniques, des connaissances et des pratiques (CETCOPRA), Caroline Moricot propose dans l'ouvrage *Agir à distance, Enquête sur la délocalisation du geste technique*, une réflexion originale fondée sur la plasticité des usages de l'homme à la machine autour des notions matérielles et immatérielles de la distance. Il est le résultat d'importants travaux menés dans le cadre de deux études de terrain dédiées à la robotique chirurgicale et aux drones militaires. À cet effet, les technologies de la guerre et de la chirurgie se font écho, dans les sept principaux chapitres, au prisme de l'aptitude humaine à s'approprier leur mise en œuvre. L'objet de cette déclinaison n'a pas pour finalité de déterminer le bien-fondé ou la légitimité de l'utilisation d'appareils dirigés à distance, comme le propose en grande partie la littérature anglo-saxonne, mais ambitieuse, comme le souligne Caroline Moricot, d'éclairer de l'intérieur. Le questionnement porte sur le processus d'appropriation et d'organisation de l'homme, dans le sens individuel et collectif, à se montrer résilient face à des techniques inédites et, en définitive, à utiliser différemment ses propres capacités cognitives.

Quel est l'engagement du corps dans l'action à distance ? De l'automatisation de l'avion et de la place faite au pilote dès 1930, en passant par la réalisation de tâches en milieu hostile via des robots dans le cadre de l'industrie nucléaire française à partir des années 1980, à la mon-

tée en puissance de l'informatique et de l'association de la robotique à l'intelligence artificielle (IA) viennent ouvrir le débat sur l'autonomie pour rejoindre les années 2000 où les technologies télé-opérées augmentent de manière exponentielle au point de s'étendre à de nombreux milieux professionnels. Qu'elles soient civiles ou militaires, le fonctionnement de ces technologies, composées d'un degré d'autonomie plus ou moins élevé, nécessitent en sus du geste expert de l'homme et de ses facultés visuelles et cognitives des liaisons de données (réseau) qui synchronisent l'action à distance. Ces procédés de télé-opération sont mus par la contraction des ères spatiales qui paradoxalement permettent le partage d'une même temporalité tout en donnant l'illusion d'être dans une dimension locale commune. De nouveaux « territoires » professionnels s'ouvrent ainsi qu'une réorganisation sociale du travail impliquant une redistribution des rôles, des responsabilités, et un changement des perceptions.

Les trois dispositifs, systèmes de drone, de télé-chirurgie et de biopsie optique, étudiés spécifiquement par l'auteur en termes de chaînes technique et humaine, permettent de s'interroger sur la contribution qualitative de l'homme et de la machine. À cet effet, comment les distinguer ? Leurs actions respectives sont fortement imbriquées l'une dans l'autre du fait de l'interaction constante, mais n'impliquent pas nécessairement un déterminisme des techniques sur l'homme dans le sens organisationnel. Les activités et opérations à distance engendrent d'une certaine manière la distillation du corps venant pousser la réflexion sur la notion de présence, de responsabilité et de confiance. La maîtrise de tels outils engage une implication personnelle de l'individu et renvoie au sentiment de donner du sens à son action. Par extension, les champs d'applications technologiques à distance viennent confronter deux mondes, les utilisateurs et les non-utilisateurs, portant la discussion sur l'activité la plus adaptée à généraliser. Au-delà des aspects d'acceptabilité sociale, la machine exige d'être entretenue et ajustée pour garantir son bon fonctionnement, part dans laquelle l'homme est essentiel.

En conclusion, l'essence même de l'homme ne peut être évincée de la technique et appelle à être pensée dans un ensemble.

Océane ZUBELDIA

Chercheuse Drones, industries et innovation

À VENIR

1^{er} avril : Séminaire [en ligne] « [Nouvelles technologies, sécurité et puissances démocratiques – Le soldat augmenté et ses enjeux pour les puissances démocratiques à partir du cas français](#) », avec Gérard de Boisboissel, ingénieur de recherche, directeur de l'Observatoire « Enjeux des nouvelles technologies pour les forces », CREC Saint-Cyr. [Inscription obligatoire](#).



Depuis peu, la convergence des nouvelles technologies émergentes que sont le numérique (informatique, numérisation de l'espace de bataille) et les sciences du vivant (biotechnologies, neurosciences) – lesquelles se fertilisent mutuellement tout en se miniaturisant – ouvrent de nouvelles perspectives pour le combattant en opération.

Elles peuvent en effet lui permettre de dépasser ses propres limites afin d'être plus efficace dans l'exécution de sa mission, de durer sur les théâtres souvent longs (fatigue, stress), en vue de conserver une supériorité tactique sur l'ennemi. Elles peuvent aussi lui permettre de ne pas être déclassé face à l'hyper-précision et l'hyper-réactivité des systèmes d'armes de demain qui pourraient faire apparaître l'homme comme le maillon faible des systèmes du futur. Mais l'homme n'est pas une machine et les opportunités que peuvent offrir ces nouvelles technologies posent des questions fondamentales qu'il convient d'aborder sous les aspects éthiques, juridiques, sociologiques, métaphysiques et tactiques, afin d'anticiper leurs effets. Quelles limites doit-on imposer aux techniques d'augmentation ayant effet sur l'homme afin de respecter la dignité du soldat ? Peut-on envisager des augmentations invasives, voire irréversibles, dans le seul but de l'efficacité militaire ? Quelle place pour le consentement ? Quelle place pour le corps médical dans l'accompagnement des augmentations ? Quelle place pour le chef ? Le

combattant peut-il devenir une simple composante des systèmes d'armes perfectionnés de demain ?

Cette intervention vous propose d'entrer dans ce nouvel univers des possibles, tout en cherchant à évacuer les fantasmes ou les mythes qui peuvent accompagner cette réflexion prospective. Elle se placera dans le cadre d'une recherche entamée au niveau national dès 2015, avant d'aborder la question majeure de l'accompagnement politique et démocratique des enjeux que pose l'augmentation, puis de l'ouvrir à sa dimension internationale.

1^{er} avril : Seminar [online] « [Strategic issues in the Americas – Geopolitical new normal: \(dis\)continuities of the Chinese and Russian presence in Latin America](#) », with Víctor M. Mijares (Universidad de los Andes, Colombia). [Inscription obligatoire.](#)



In the 21st century, China and Russia have approached Latin America in parallel, but with different approaches and rates. The first and main explanation has been geostrategic, presuming that it is due to a policy of balancing against the US. However, a complementary explanation is that both Eurasian powers are trying to obtain material advantages beyond the strategic positioning in the Americas. This double motivation for rapprochement is combined with the increasingly open invitations from Latin American governments. But others, differences are perceived in how Beijing and Moscow look and act in the region, motivated by domestic political logic. On the one hand, China's policy towards Latin America has been subject to leadership changes. On the other, Russia's policy has been linked to the dynamics of the selectorate that supports Putin's power group. The only apparent constant is that the Chinese and Russian presence is now part of the Latin American landscape. Additionally, both great powers have become models for the incursion of other Eurasian powers, with the risk of greater authoritarian learning and cooperation.



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Avril 2021

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Arrêté du 14 avril 2021, Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Nouvelle collection, Projet ANR ARMY, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 17\)](#)

Chine, États-Unis, Femmes et conflits armés, Manipulations électorales

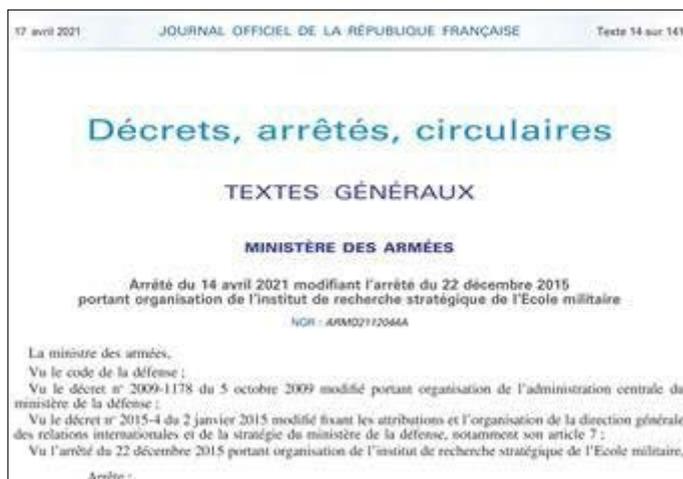
[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 21\)](#)



[À VENIR \(p. 23\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ARRÊTÉ DU 14 AVRIL 2021



L'arrêté du 14 avril 2021 modifie l'arrêté du 22 décembre 2015 portant organisation de l'IRSEM sur deux points : d'une part, l'ouverture d'un poste de « directeur adjoint ». Une campagne publique de recrutement a été lancée le 19 avril, pour un poste à pourvoir au 1^{er} septembre. Numéro 2 de l'institut, le directeur adjoint seconde et supplée le directeur dans toutes ses missions. Le profil recherché est le suivant : soit un officier général d'active, soit un fonctionnaire civil de niveau au moins équivalent à celui d'administrateur civil, soit un contractuel ayant des qualifications similaires ; disposant d'une expérience de management, de la recherche, des relations internationales et des questions de défense ; parlant couramment anglais ; de préférence titulaire d'un doctorat. D'autre part, la réforme du Conseil scientifique. Désormais composé de 10 scientifiques au lieu de 8, et clairement distingué de son pendant ministériel, le CCRP, le conseil devient vraiment et exclusivement scientifique. Plusieurs nouveaux membres seront nommés.

ÉQUIPE



L'IRSEM souhaite la bienvenue à Maxime RICARD, chercheur Afrique de l'Ouest.

Titulaire d'un doctorat en science politique (2020) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Maxime Ricard a été coordonnateur du Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand à l'UQAM de 2016 à 2021. Avant d'intégrer la recherche académique, il a exercé pendant deux années dans le domaine de la résolution des conflits en Côte d'Ivoire.

Spécialiste paix et sécurité ainsi qu'en études africaines, ses recherches de thèse ont porté sur les pratiques sécuritaires d'acteurs non étatiques dans le post-conflit en Côte d'Ivoire, en particulier les cas du vigilantisme urbain à Abidjan, des chasseurs dozos à l'ouest, et des entreprises de sécurité privée à Abidjan.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Note de recherche n° 114 – 12 avril.

« [La diplomatie des "lousps guerriers" ou la nouvelle politique de légitimation du Parti communiste chinois](#) », par Camille BRUGIER, 14 p.

Depuis quelques années et *a fortiori* depuis le début de la crise sanitaire, certains diplomates chinois, communément appelés « lousps guerriers » par les médias occidentaux, ont adopté un ton belliqueux dans les médias et sur les réseaux sociaux. Alors que cette nouvelle pratique, très décriée au sein des opinions publiques occidentales et asiatiques, conforte la perception de la Chine comme une menace, cette note s'interroge sur les motivations qui poussent le Parti communiste chinois (PCC) à la perpétuer. Ce paradoxe tient à ce que les véritables destinataires de cette politique extérieure chinoise sont les Chinois eux-mêmes, qu'ils vivent dans le pays ou à l'étranger. Cette politique extérieure à usage interne a pour but principal de légitimer le PCC aux yeux de ses propres citoyens, dans la continuité des précédents leaders chinois. Ainsi, cette diplomatie des « lousps guerriers » n'affecte pas les objectifs de la politique étrangère chinoise. Trois éléments étayaient cette hypothèse : la visibilité des « lousps

guerriers » en Chine, les références subtiles au « siècle d'humiliation » et enfin l'instrumentalisation de la fracture culturelle pour mettre à distance les régimes démocratiques.



Brève stratégique n° 20 – 15 avril.

« [L'ambition japonaise d'une stratégie de sécurité économique : une voie à suivre](#) », par Nicolas REGAUD, 2 p.

Un comité d'étude du Parti libéral démocrate japonais a remis un rapport en décembre 2020 demandant la mise en œuvre d'une stratégie nationale de sécurité économique visant à préserver l'autonomie stratégique du pays. Nous pourrions utilement nous en inspirer et élaborer un Livre blanc de la sécurité économique, tant au niveau national qu'europpéen, et engager des échanges et des coopérations avec nos partenaires d'Indo-Pacifique notamment.



Strategic Brief No. 20 – 19 avril.

« [Japan's ambition for an economic security strategy: a way forward](#) », by Nicolas REGAUD, 2 p.

A Japanese Liberal Democratic Party study committee issued a report in December 2020 calling for the implementation of a national economic security strategy aimed at preserving the country's strategic autonomy. We could usefully draw inspiration from it and draw up a White Paper on economic security, both at national and European level, and initiate exchanges and cooperation with our Indo-Pacific partners in particular.



Note de recherche n° 115 – 27 avril.

« [L'habilitation des entreprises, un parcours d'obstacles](#) », par CRP Jonathan COHEN, 18 p.

En octobre 2019, l'attentat commis au sein de la préfecture de police de Paris par un personnel habilité soulevait la question de l'efficacité des habilitations au secret de la défense nationale. Cette note a pour objet de traiter des habilitations des personnes morales, à savoir principalement les entreprises. L'habilitation des entreprises soulève de nombreuses questions. Elle vient se heurter aux principes de fluidité des affaires, d'égalité

de traitement entre les candidats et de liberté d'accès à la commande publique, de transparence des procédures... Il convient aussi d'interroger la dimension nécessaire et suffisante de l'habilitation. La note décrit ainsi les différents acteurs et les différentes étapes du processus d'habilitation (justification du besoin, choix du bon guichet d'entrée, constitution du dossier, désignation d'un officier de sécurité, enquête...), y compris après la décision. Il s'agit également de saisir les enjeux sous-jacents et, outre les évolutions réglementaires attendues à partir du 1er juillet 2021, de proposer des pistes d'amélioration, tant sur le fond que la forme.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Dans le bunker #38 – 2 avril.

« [Capitaine Conan](#) » de Bertrand TAVERNIER (1996) avec le colonel (R) Jean-Luc COTARD et Nicolas BEAUPRÉ, 38 mn.

À l'occasion du décès récent de Bertrand Tavernier, « Dans le bunker » s'intéresse au versant de son œuvre consacré à la Première Guerre mondiale, et en particulier à son *Capitaine Conan*, en compagnie de deux invités aux profils différents : le colonel (R) Jean-Luc Cotard, du comité de rédaction de la revue *Inflexions*, et l'historien de la Première guerre mondiale Nicolas Beaupré, maître de conférences à l'université de Clermont-Auvergne.



Épisode 99 – 6 avril.

« [Insuffisances et suffisances d'une grande armée : le cas britannique](#) », avec Alexandre JUBELIN et Simon AKAM, 1 h 10.

« Le Collimateur » se tourne vers l'autre côté de la Manche, sur les tensions et les faiblesses de l'armée britannique qui se révèlent depuis le début du cycle d'opérations extérieures entamé en 2001.

Alexandre Jubelin s'entretient avec Simon Akam, journaliste et écrivain, auteur de *The Changing of the Guard. The British Army since 9/11*. Après avoir évoqué le passé militaire de Simon et la genèse de l'enquête, ils discutent de l'identité de l'armée britannique pour ceux qui y servent, des défauts de l'entraînement et de l'image de l'armée dans l'opinion publique britannique. Ils abordent ensuite

le révélateur pour l'armée britannique que représentent les déploiements en Afghanistan et en Irak, notamment sous l'angle de la démonstration de force ou d'impuissance face à l'allié américain, les problèmes disciplinaires qui apparaissent sur le long terme. Enfin, ils évoquent la récente Defense Review britannique, les coupes budgétaires et capacitaires à venir, et leurs conséquences possibles.



Dans le viseur #27 – 9 avril.

« [Frappe de drone dans le désert malien](#) », avec Alexandre JUBELIN, 26 mn.

Le lieutenant-colonel Romain vient « Dans le viseur », en partenariat avec l'École de guerre, pour parler du pilotage des drones ainsi que du processus de ciblage.



Épisode 100 – 13 avril.

« [L'armée russe, des décombres de l'URSS au renouveau capacitaire](#) », avec Alexandre JUBELIN et Isabelle FACON, 1 h 36.

« Le Collimateur » fête son centième épisode en s'intéressant à la nouvelle Russie et à ses capacités militaires, en compagnie d'Isabelle Facon, directrice adjointe de la FRS et auteur de *La nouvelle armée russe* (Carnets de l'Observatoire).

Avec Alexandre Jubelin, ils commencent leur tour d'horizon en revenant sur la période de crise qui s'ouvre pour l'armée ex-soviétique à partir de 1991, notamment autour de la guerre de Tchétchénie de 1994 malgré des capacités nucléaires persistantes ; ils discutent du nouveau chapitre qui débute avec l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine en 1999, notamment à partir des réformes Serdioukov qui commencent à la suite de la guerre de Géorgie de 2008. Ils décrivent ensuite la structure de l'armée russe, en particulier l'émergence de forces « grises » comme le groupe Wagner, avant d'évoquer l'inflexion stratégique russe à partir de 2014 et de l'intervention en Ukraine puis en Syrie et leur relation plus générale à l'OTAN, par exemple dans le contexte de mouvements de troupes actuels aux frontières ukrainiennes. Ils détaillent enfin la coopération entre la Russie et la Chine, avant de faire un tour d'horizon des points forts et des faiblesses de l'armée russe, telle la Marine.



Dans le bunker #39 – 16 avril.

« [Le vol de l'Intruder](#) », de John MILIUS (1991), avec « ATÉ », 25 mn.

Pierre-Henri Chuet, dit « Até », ancien pilote de chasse dans l'aéronavale, vient « Dans le bunker » pour évoquer un film relativement méconnu de John Milius, presque contemporain de *Top Gun*, dont l'action spectaculaire se situe en pleine guerre du Vietnam.



Épisode 101 – 27 avril.

« [Jihadisme et contre-terrorisme \(1\) : Les premières décennies du jihadisme contemporain](#) », avec Alexandre JUBELIN, Marc HECKER et Élie TENENBAUM, 1 h 01.

« Le Collimateur » propose la première partie d'un long entretien avec Marc Hecker et Élie Tenenbaum, chercheurs à l'IFRI, à propos de leur livre qui vient de paraître, *La Guerre de vingt ans. Jihadisme et contre-terrorisme au XXI^e siècle* (Robert Laffont).

Avec Alexandre Jubelin, ils commencent par discuter du projet et des termes de leur enquête, puis ils réfléchissent autour de dates clés et de pivots de l'histoire du jihadisme contemporain : 1979 avec le triple événement de la révolution iranienne, du siège de La Mecque et de l'invasion soviétique en Afghanistan où émerge la figure d'Oussama Ben Laden ; le début des années 1990 et la montée en puissance de la mouvance djihadiste jusqu'au 11 septembre 2001.



Dans le viseur #28 – 30 avril.

« [Essai du missile balistique M51, vu depuis le SNLE](#) », avec Alexandre JUBELIN, 19 mn.

Dans ce nouvel épisode de « Dans le viseur » en partenariat avec l'École navale, quelques jours après un nouvel essai de missile balistique M51 depuis la terre, le lieutenant de vaisseau David donne un retour sur un des premiers essais de ce missile, à partir d'un SNLE, en 2020.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie : « Les nouveaux enjeux stratégiques américains », en partenariat avec l'IRSEM, avril-mai 2021. En kiosque.

Alors que la crise de la Covid-19 entame un peu plus la réputation de compétence et d'excellence de l'État américain, les avis divergent à Washington quant au devenir de l'hégémonie américaine, chacun campant sur ses positions. Pour les uns, l'avenir de la puissance est à repenser en fonction de la capacité des États-Unis à lutter contre les changements climatiques et à fédérer les autres États autour de cet objectif. C'est d'ailleurs le pari du président Joe Biden depuis son arrivée à la Maison-Blanche le 20 janvier 2021. Pour les autres, le maintien du dollar comme devise de référence pour les échanges internationaux demeure un déterminant de la puissance et de la capacité d'influence des États-Unis sur ses alliés et partenaires. Mais c'est une nouvelle fois sur le plan intérieur, et notamment au Congrès, que se jouent les arbitrages budgétaires et les choix de société de l'ère Biden, en faveur d'une démocratie sociale ou d'une défense renforcée.

L'élection présidentielle américaine de novembre 2020 a été qualifiée à de nombreux égards comme un tournant historique pour les États-Unis et leurs partenaires ou compétiteurs stratégiques. Elle a révélé comme jamais les profondes divisions à l'œuvre au sein de la société américaine et a porté à son paroxysme la balkanisation des opinions publiques en annonçant une nouvelle ère pour les guerres de l'information exacerbées par les facteurs endogènes. Elle a cristallisé les *culture wars* et l'extrême polarisation entre l'Amérique des côtes et la *Middle America*, l'Amérique de la dé-mondialisation et l'Amérique mondialiste, entre progressistes et conservateurs, avocats du multiculturalisme et suprémacistes blancs, tenants du libre-échange et défenseurs du protectionnisme économique – autant de lignes de faille qui divisent les États-Unis, paralysent la société et les institutions à un point tel que Washington a semblé, au terme de l'ère Trump, trop préoccupé par les dysfonctionnements nationaux américains pour pouvoir assumer les responsabilités internationales qui avaient fait la réputation des États-Unis depuis 1945.

Le modèle américain est donc en crise et ne fait plus figure de modèle. Une alternative partisane est-elle néanmoins

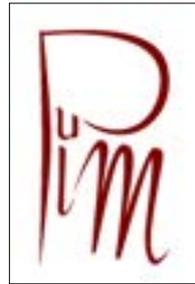
possible en politique étrangère ? Ou bien le conservatisme et le nationalisme sont-ils amenés à demeurer une ligne de force, quand le nationalisme technologique tend à s'imposer dans les relations internationales ? La question du déclin est-elle pour autant tranchée, comme se plaisent à l'avancer les principaux rivaux stratégiques des États-Unis ? Et l'Amérique peut-elle se permettre de laisser la place au vide stratégique tant convoité par ses compétiteurs, au premier rang desquels la Chine de Xi Jinping, avide de supplanter le « rêve américain » par le « rêve chinois » ? En rejetant le multilatéralisme et en fragilisant un de ses principaux atouts, les alliances, les États-Unis de Donald Trump ont-ils été le fossoyeur de l'ordre international libéral ? Le nouveau locataire de la Maison-Blanche sera-t-il capable de relever le défi des nouveaux enjeux stratégiques imposés par l'ère multi-polaire et enfin dans quelle mesure « le retour de l'Amérique » et la diplomatie des valeurs prônée par Joe Biden pourraient-ils être mis en œuvre ?

Voici quelques-unes des questions auxquelles les auteurs de ce numéro apportent des éléments de réponse. Douze d'entre eux sont chercheurs ou directeurs de domaine à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) à Paris. Le magazine *Diplomatie* et l'IRSEM sont fiers d'avoir pu collaborer avec quelques-uns des meilleurs experts français et canadiens de la politique américaine, dont les éclairages pourront permettre aux lecteurs de mieux comprendre les défis contemporains auxquels sont confrontés les États-Unis de Joe Biden.

Maud QUESSARD

Directrice du domaine « Espace euratlantique - Russie »

NOUVELLE COLLECTION



Benoît de TRÉGLODÉ (IRSEM) et Pierre JOURNOUD (université Paul Valéry-Montpellier 3) lancent une nouvelle collection intitulée « Asies contemporaines » aux Presses universitaires de la Méditerranée (PULM).

La collection « Asies contemporaines » vise à mieux faire comprendre et connaître l'extraordinaire diversité des mondes asiatiques, leur rapport à eux-mêmes et au reste du monde, leurs dynamiques internes marquées autant par des divergences, des chocs et des affrontements, que par des compromis, des affinités et des rapprochements. Ses directeurs, Pierre Journoud (professeur d'histoire contemporaine, chercheur à CRISES et directeur du D.U. « Tremplin pour le Vietnam » à l'université Paul-Valéry Montpellier 3 et chercheur associé à l'IRSEM) et Benoît de Tréglodé (directeur du domaine « Afrique – Asie – Moyen-Orient » à l'IRSEM, chercheur titulaire au Centre Asie du Sud-Est de l'EHESS), souhaitent promouvoir des publications reflétant la richesse des passés et de leurs représentations, des populations, des systèmes politiques et militaires, des langues, des cultures et des religions, des territoires et des environnements, des niveaux de développement économique, social et éducatif, etc. Ouverte à toutes les sciences humaines et sociales aussi bien qu'à l'interdisciplinarité, cette nouvelle collection veut offrir une lecture contemporaine des principaux sous-espaces asiatiques : Asie centrale, Asie méridionale, Asie orientale et du Sud-Est, mais aussi territoires et mers du Pacifique, des côtes nippones à la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Elle valorise les travaux issus de recherches de terrain et nourries de sources de première main, qui permettent de replacer les ponctualités trop courtes du présent dans leur contexte historique, pour mieux cerner les enjeux fondamentaux de cet espace riche et fragmenté. Elle propose des analyses inédites et rigoureuses, ouvertes aux chercheurs d'ici et d'Asie, écrites dans une langue claire, et soucieuses d'offrir une lecture décentrée sur les Asies contemporaines.

Benoît de TRÉGLODÉ

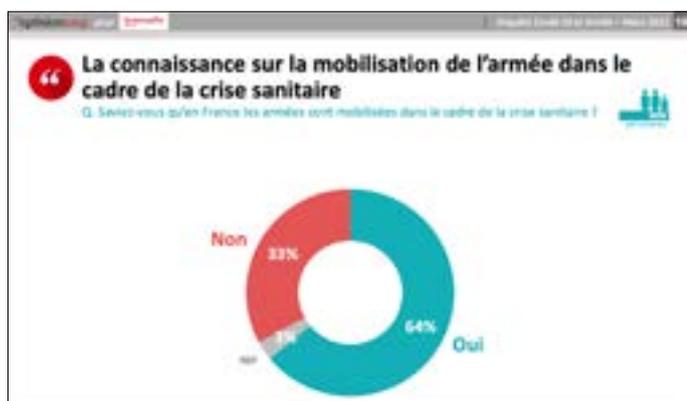
Directeur du domaine « Afrique – Asie – Moyen-Orient »

PROJET ANR ARMY



ARMY – Analyse de la gestion militaire de la crise du coronavirus.

Le programme de recherche ANR sur la mobilisation des forces armées dans la crise sanitaire (ANR ARMY) a reçu les résultats de son enquête quantitative auprès d'un panel représentatif de la population française. Menée auprès de 3 020 personnes par l'institut OpinionWay, l'enquête va permettre notamment de préciser la perception du rôle de l'armée dans la gestion de crise. Une phase de traitement de ces données commence, qui aboutira à une mise en forme dans une première note de recherche de l'IRSEM publiée avant l'été 2021.



Le programme de recherche, Site web : <https://anrarmy.hypotheses.org>

Adresse email : anrarmy@sciencespo.fr

Twitter : [@ANR_Army](https://twitter.com/ANR_Army)

ÉVÉNEMENTS

1^{er} avril : Séminaire « [Le soldat augmenté et ses enjeux pour les puissances démocratiques à partir du cas français](#) », avec Gérard de BOISBOISSEL.



Le 1^{er} avril, dans le cadre du séminaire mensuel « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques », organisé par Pierre Bourgois et Océane Zubeldia, Gérard de Boisboissel (ingénieur de recherche, directeur de l'Observatoire « Enjeux des nouvelles technologies pour les forces », CREC Saint-Cyr) a fait une présentation sur « Le soldat augmenté et ses enjeux pour les puissances démocratiques à partir du cas français ».

Depuis peu, la convergence des nouvelles technologies émergentes que sont le numérique (informatique, numérisation de l'espace de bataille) et les sciences du vivant (biotechnologies, neurosciences) – lesquelles se fertilisent mutuellement tout en se miniaturisant – ouvrent de nouvelles perspectives pour le combattant en opération. Elles peuvent en effet lui permettre de dépasser ses propres limites afin d'être plus efficient dans l'exécution de sa mission, de durer sur les théâtres souvent longs (fatigue, stress), en vue de conserver une supériorité tactique sur l'ennemi. Elles peuvent aussi lui permettre de ne pas être déclassé face à l'hyperprécision et l'hypperréactivité des systèmes d'armes de demain qui pourraient faire apparaître l'homme comme le maillon faible des systèmes du futur. Mais l'homme n'est pas une machine et les opportunités que peuvent offrir ces nouvelles technologies posent des questions fondamentales qu'il convient d'aborder sous les aspects éthiques, juridiques, sociologiques, métaphysiques et tactiques, afin d'anticiper leurs effets. Quelles limites doit-on imposer aux techniques d'augmentation ayant effet sur l'homme afin de respecter la dignité du soldat ? Peut-on envisager des augmentations invasives, voire irréversibles, dans le seul but de l'efficacité militaire ? Quelle place pour le consentement ?

Quelle place pour le corps médical dans l'accompagnement des augmentations ? Quelle place pour le chef ? Le combattant peut-il devenir une simple composante des systèmes d'armes perfectionnés de demain ?

L'intervention se proposait d'entrer dans ce nouvel univers des possibles, tout en cherchant à évacuer les fantasmes ou les mythes qui peuvent accompagner cette réflexion prospective. Elle s'est placée dans le cadre d'une recherche entamée au niveau national dès 2015, avant d'aborder la question majeure de l'accompagnement politique et démocratique des enjeux que pose l'augmentation, puis de l'ouvrir à sa dimension internationale.

L'intervention de Gérard de Boisboissel a ainsi permis de mettre en avant la complexité du concept de soldat augmenté et les divers enjeux qu'il suscite (au niveau interne comme externe), notamment pour les puissances démocratiques. La présentation a été suivie par de nombreuses questions de la part du public et a donné lieu à des échanges permettant de revenir sur plusieurs aspects fondamentaux du sujet. La prochaine séance du séminaire aura lieu le 6 mai 2021, à 11 h, avec le LCL Seward Matwick de l'US Air Force.

Pierre BOURGOIS
Chercheur postdoctoral

Océane ZUBELDIA
Chercheuse Drones, industries et innovation

1^{er} avril : Seminar « Strategic issues in the Americas » : « Geopolitical new normal: (dis)continuities of the Chinese and Russian presence in Latin America », Institut des Amériques/IRSEM.



Le 1^{er} avril, le séminaire anglophone organisé conjointement par l'IDA et l'IRSEM, portait sur les enjeux stratégiques dans les Amériques au regard de la présence de plus en plus marquée des États chinois et russe. Était

invité Victor Mijares, vice-doyen de l'Université de Los Andes en Colombie, politologue et spécialiste des relations internationales. Les discutants [Emmanuel Dreyfus](#), [Maxime Audinet](#) et Antoine Bondaz ont posé leurs questions en fin de séminaire.

Les échanges ont permis d'aborder les nouvelles dynamiques à l'œuvre en Amérique latine. Selon l'orateur, grâce à diverses stratégies économiques et politiques, les géants chinois et russe se sont rapprochés des pays latino-américains. Ils sont devenus des alliés et parfois même des modèles pour certains régimes de la région, essayant d'offrir une alternative à l'hégémonie états-unienne. Moscou et Pékin tentent de parvenir à un rééquilibrage des puissances (*balance of power*) afin de rester durablement et stratégiquement sur le sous-continent sud-américain. Si, en raison de la proximité géographique de l'Amérique latine, le territoire a pendant longtemps servi les intérêts de Washington, l'hémisphère sud-américain n'est plus la priorité des États-Unis. Désormais, des États comme le Brésil, la Colombie ou le Venezuela bénéficient davantage des opportunités russo-chinoises que du soutien américain. La Chine, grâce à son système de parti unique, offre une certaine continuité et stabilité diplomatique aux États sud-américains. Aujourd'hui, le Parti communiste chinois (PCC) en est à sa cinquième génération de leadership politique et cette constance rassure et met en confiance les responsables de la zone. D'un point de vue économique et commercial, la Chine tente de s'assurer le monopole de la puissance : Pékin permet des taux d'endettement élevés afin de disposer d'un levier de pression pour imposer ses règles aux banques sud-américaines. Depuis 2013, le président Xi Jinping se substitue progressivement au marché financier américain.

Quant à la Russie, elle a su habilement tirer profit des nouveaux gisements pétroliers et gaziers découverts en Amérique latine fin XX^e, début XXI^e siècle. Grâce à son statut de puissance internationale héritée du temps de l'Union soviétique, à ses capacités matérielles et à ses infrastructures développées, le Kremlin a continué à exploiter et à diversifier ses modes d'action. Ainsi, Moscou est devenu le premier fournisseur d'armes du Venezuela. À Caracas, la Chine et la Russie sont les principaux alliés du régime de Nicolas Maduro, sous sanctions internationales. En Amérique latine, Xi Jinping et Vladimir Poutine semblent avoir des velléités communes : imposer leur puissance commerciale, culturelle, économique et militaire.

La présentation de Victor Mijares a permis de conclure que Moscou et Pékin avaient investi l'Amérique du Sud pour y rester. L'appétit chinois pour les matières premières de la région est considérable et le rôle militaire de la Russie sur zone est

conséquent. Selon Victor Mijares, l'Amérique du Sud suscite l'intérêt, d'où la présence d'autres acteurs incontournables, tels que la Turquie, l'Iran et l'Inde. Pour lui, nous sommes confrontés à un paradoxe ; celui de voir la Chine et la Russie prendre le dessus en Amérique latine, en exportant leurs discours autoritaires auprès des figures politiques locales. Il s'agit d'un défi pour les États-Unis et pour les pays occidentaux qui se voient obligés de repenser les dynamiques régionales de ce territoire géostratégique important.

Les discutants ont questionné la possibilité d'une compétition de puissance entre Moscou et Pékin dans la zone. Les chercheurs se sont demandé si l'influence de la « diplomatie de défense » russe pouvait s'aligner sur les ambitions géoéconomiques du régime chinois. D'après Victor Mijares, l'influence sino-russe semble complémentaire. La Russie a des motivations centrées sur des intérêts précis comme la vente d'armes, alors que la Chine a une vision plus globale. Son engagement est moins ciblé et s'opère de manière plus multilatérale. En parallèle de l'expansion russo-chinoise, avec l'émergence accrue des Turcs et des Iraniens dans la région, les États-Unis de Joe Biden vont-ils garder leur position de première puissance sur ce territoire si proche du leur ?

Philippine RAPHANAUD
Assistante de recherche

1^{er} avril : Séminaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? ».



Le domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » de l'IRSEM a organisé la première séance du séminaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? » en ligne, le jeudi 1^{er} avril 2021. Depuis la fin

des années 2000, et à plus forte raison depuis la crise ukrainienne, l'OTAN s'efforce de populariser le concept de « menaces hybrides » pour désigner des actions de type militaire et non militaire, à découvert ou clandestines, conduites par des acteurs étatiques et non étatiques et menaçant la cohésion de l'alliance atlantique et la stabilité des démocraties libérales. Également adopté par l'Union européenne, ce nouveau cadre sémantique vise en outre à relégitimer l'agenda sécuritaire des deux organisations, dans un contexte de profonde détérioration de l'architecture de sécurité en Europe au cours des années 2010. L'opportunité d'intégrer cette notion dans leur production doctrinale se pose enfin pour plusieurs États-membres de l'UE, dont la France. Une définition plus fine et restrictive assimile les « menaces hybrides » au spectre d'actions situées « sous le seuil » de la guerre. Cette dimension est d'ailleurs soulignée par la [Commission européenne](#), pour qui cette notion vise à « exprimer le mélange d'activités coercitives et subversives [...] susceptibles d'être utilisées de façon coordonnée par des acteurs étatiques ou non étatiques en vue d'atteindre certains objectifs, sans que le seuil d'une guerre déclarée officiellement ne soit dépassé ».

Pourtant, malgré son institutionnalisation dans les milieux militaro-stratégiques occidentaux, la notion de « menaces hybrides » continue d'être fortement critiquée au sein des études stratégiques, pour son caractère trop englobant, son flou conceptuel ou sa charge normative. Cette situation nous invite à l'interroger sous ses différentes facettes, afin de définir les pratiques auxquelles elle renvoie et comprendre les représentations et les objectifs des acteurs qui la mobilisent. Il est d'autant plus nécessaire de s'atteler à ce travail d'éclaircissement que le contexte actuel est marqué par une inflation de termes destinés à qualifier ces différentes pratiques : « lutte informationnelle », « guerre des récits », « opération informationnelle », *sharp power*, « guerre douce » (*soft war*), *lawfare*, sans parler des expressions et néologismes liés aux « manipulations de l'information » : *fake news*, *infox*, *infodémie*, ère post-vérité ou post-factuelle, etc.

La démarche consiste à étudier les principaux concepts associés aux opérations menées sous le seuil, à examiner leur genèse, à interroger leur circulation puis, enfin, à les faire dialoguer avec des cas d'études originaux. Plus précisément, la notion de « menaces hybrides » – entendue dans sa conception restrictive – est confrontée à deux autres concepts proches, associés à des contextes stratégiques déterminés : celui de « mesures actives » (en russe, *aktivnyye meropriatia*), qui renvoie aux « opérations d'influence » manipulatoires et subversives menées par le

Service A de la première direction générale (PGU) du KGB durant la guerre froide, et celui de « guerre politique », utilisé par les Britanniques, les Américains et les Chinois (*zhengzhi zhan*).

Ce séminaire est préparé par un groupe de travail restreint composé des membres du domaine, [Paul Charon](#), [Maxime Audinet](#), [Carine Monteiro](#) et [Clément Renault](#), ainsi qu'[Amélie Férey](#) et [Colin Gérard](#). Pour cette première séance, [Jean-Vincent Holeindre](#) et [Olivier Schmitt](#) ont été invités à participer à la discussion. La séance a permis de souligner que la notion de « menaces hybrides » avait largement dépassé son contexte de création, et qu'elle en disait davantage sur les postures stratégiques des acteurs qui l'emploient qu'elle ne permettait de circonscrire de manière satisfaisante les pratiques qu'elle entend englober.

Maxime AUDINET
Chercheur Russie

Carine MONTEIRO DA SILVA
Doctorante associée

Marcello PUTORTI
Assistant de recherche

9 avril 2021 : Séminaire des doctorants : les débouchés académiques après une thèse.



Vendredi 9 avril, le séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche » recevait Julian Fernandez, professeur de droit à l'université Paris II et directeur du Centre Thucydide, [Jean-Vincent Holeindre](#), professeur de science politique à l'université Paris II et directeur scientifique de l'IRSEM, Marième N'Diaye, sociologue et chargée de recherche au CNRS au laboratoire Les Afriques dans le Monde à Sciences Po Bordeaux, et Olivier Schmitt, professeur de science politique à l'université du Sud-Danemark et directeur des études et de la recherche à l'IHEDN. La séance

était dédiée à la présentation des logiques de recrutement des marchés académiques français et à l'international.

Organisé sur Zoom par Louis Perez et Carine Monteiro Da Silva, doctorants au Centre Thucydide et associés à l'IRSEM, ce séminaire se décline en trois formats avec intervenants : atelier méthodologique, RETEX de thèse et présentation de parcours professionnels. Chaque mois, le séminaire propose également un format entre doctorants : la séance du 30 avril était dédiée à la question de l'enseignement pendant la thèse.

[Pour en savoir plus](#) sur le séminaire ou pour s'inscrire à la liste de diffusion, il suffit d'écrire à carine.monteiroda-silva@irsem.fr et perezlouis14@gmail.com.

13 avril : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Mardi 13 avril a eu lieu le séminaire Jeunes Chercheurs, modéré par le directeur scientifique [Jean-Vincent Holeindre](#). Cette séance était portée par la dynamique de collaboration entre l'IRSEM et le Service historique de la Défense (SHD), matérialisant le partenariat étroit entre historiens et stratégestes de l'IRSEM.

Tout d'abord, Walter Bruyère-Ostells, professeur d'Histoire contemporaine à Sciences Po Aix, a présenté le Service historique de la Défense, dont il est le nouveau directeur scientifique depuis le 1^{er} avril 2021. Il a exposé les différentes missions du SHD, en particulier la mise à disposition des archives pour la recherche, le rayonnement de la recherche historique, la production de notes par la Division recherche, études et enseignements, ainsi que les activités pédagogiques pour le public scolaire.

Puis, Pape Sarr a présenté ses travaux sur « La construction de l'armée nationale sénégalaise : une histoire politique et sociale d'une institution républicaine (1958-1998) », dans le cadre de son doctorat à la Sorbonne. Il propose l'analyse d'une décolonisation réussie, sous le spectre de

la construction de l'armée sénégalaise, dont le processus d'institutionnalisation est au cœur de son travail. Il a montré que les élites sénégalaises, dans les premières décennies à la suite de l'indépendance, mettent à profit une certaine marge de manœuvre afin de mener une stratégie nationale propre et de se défaire de l'emprise coloniale, tout en gardant une proximité et une relation privilégiée avec la France dans le cadre de traités bilatéraux de coopération. Les sources mobilisées sont, entre autres, les archives du SHD, les archives nationales sénégalaises, le fonds Foccart du ministère des Affaires africaines et malgaches, ainsi que les archives du Prytanée militaire de Saint Louis et des entretiens avec des officiers sénégalais.

Le phénomène de création d'une culture militaire propre au sein des forces sénégalaises est avancé, révélant la persistance d'éléments issus de l'histoire coloniale mais également des ruptures avec cette dernière par de nouveaux chants et de nouvelles traditions, qui s'inscrivent dans une dynamique nationale de décolonisation.

Le doctorant a tempéré la réputation d'efficacité et de fidélité de l'armée sénégalaise démontrée lors de ses interventions dans l'Ouest africain, par une réalité davantage complexe, en particulier quant à la politisation de ses officiers. Pape Sarr fait une histoire sociale de cette institution sénégalaise, au regard de la dynamique de décolonisation et d'un jeu politique propre, de 1958 à la fin des années 1990.

Camille Evrard, historienne associée au laboratoire FRAMESPA et au CRITERES, a souligné l'intérêt d'une prosopographie du corps des officiers sénégalais, dans la démarche d'histoire sociale qu'est celle de Pape Sarr. L'importance de la déconstruction du discours propre à l'armée sénégalaise est montrée, dans l'intérêt de mettre en exergue la spécificité de cette institution dans son contexte. [Maxime Ricard](#) a souligné la pertinence d'aborder la question de l'influence des opérations de maintien de la paix sur l'armée sénégalaise, ainsi que de traiter de la gendarmerie sénégalaise dans le cadre de ce sujet.

Andrea BONADONNA
Assistant de recherche

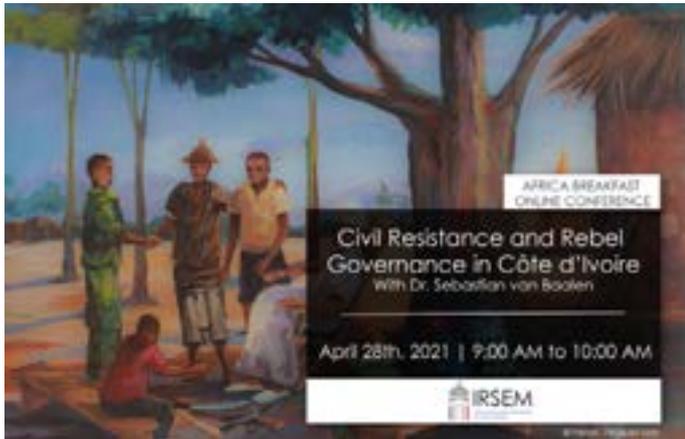
28 avril : Border Seminar : « The Tajikistan / Kirghizstan border ».



La quatrième session du cycle de séminaires « Borders in Eurasia », organisée le 28 avril par [Emmanuel Dreyfus](#) (IRSEM) et Mélanie Sadozai (INALCO), était consacrée à la frontière entre le Tadjikistan et le Kirghizstan, autour de deux intervenants, Bruce Pannier, journaliste à Radio Free Europe Radio Liberty et Steve Swerdlow, *associate professor* spécialisé sur les questions de droits de l'homme au département de science politique et de relations internationales de l'University of Southern California, à Los Angeles. Bruce Pannier a d'abord proposé une vision d'ensemble de la problématique, en soulignant les tensions entre Douchanbé et Bishkek engendrées par les problèmes des ressources agricoles et hydrauliques dans la région de la Ferghana. Steve Swerdlow est ensuite revenu sur les nombreuses atteintes aux droits de l'homme par les autorités tadjikistanaises et kirghizes dans la région, liées aux difficultés de délimitation de la frontière. Les deux hommes ont insisté sur une plus grande prise en compte des besoins et des revendications des populations locales. Le séminaire a été suivi par plus de 70 personnes et a suscité de nombreuses questions sur le processus de démarcation de la frontière, sur le rôle des acteurs étrangers, en premier lieu la Russie, ainsi que sur la nécessité de promouvoir une approche décentralisée du problème, impliquant davantage les autorités locales de part et d'autre de la frontière.

Emmanuel DREYFUS
Chercheur Russie

28 avril : Petit-déjeuner Afrique : « Résistance civile et gouvernance rebelle en Côte d'Ivoire », avec le Dr Sebastian van Baalen.



Le nombre de personnes vivant dans des zones de conflit a augmenté depuis les années 1990, et en 2016, on estimait qu'environ 840 millions de personnes étaient concernées par ces situations. Une part importante de ces populations civiles vit en présence ou sous le contrôle de groupes rebelles.

Organisé par [Maxime Ricard](#) et [Anne-Laure Mahé](#), le « petit-déjeuner Afrique » du 28 avril, en ligne et en anglais, portait sur les relations entre résistance civile et gouvernance rebelle. Les recherches du Dr Sebastian van Baalen, professeur adjoint au département de recherche sur la paix et les conflits de l'Université d'Uppsala en Suède, s'intéresse ainsi notamment aux variations locales de la gouvernance rebelle des populations civiles pendant un conflit. L'étude se concentre sur le cas de la gouvernance rebelle des Forces nouvelles en Côte d'Ivoire entre 2002 et 2010. Le chercheur s'appuie sur des recherches approfondies sur le terrain via des entretiens et sur un ensemble original de données sur la résistance civile dans les zones contrôlées par les rebelles ivoiriens pendant cette période, en particulier via une vaste base de données d'articles de journaux.

La principale conclusion de l'étude est que la gouvernance des rebelles était plus attentive aux besoins des populations dans les zones où les élites locales étaient fortes et capables de construire une résistance civile contre les rebelles, comparativement à des zones où les élites locales étaient faibles. Lorsque les réseaux clientélistes sont forts, les élites locales contrôlent les ressources et sont intégrées dans les structures de l'autorité locale d'une manière qui leur permet de mobiliser les citoyens. Cette capacité de mobilisation détermine le pouvoir de négociation des élites locales pour la gouvernance locale. Cette

recherche remet notamment en cause le présupposé souvent admis que les relations clientélistes perdent de leur importance en cas de guerre civile. Cette étude montre au contraire que les liens clientélistes entre les élites locales et les citoyens peuvent perdurer et permettre aux élites de prendre la position de courtier dans la relation rébellion-population. Bien qu'il soit important de reconnaître que les civils sont victimes de nombreux abus pendant une guerre civile, cette étude souligne cependant que ces derniers peuvent également fortement influencer le comportement des rebelles. Les résultats de cette étude ont des implications importantes concernant les pratiques de protection des populations civiles dans les conflits armés.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

29 avril : Séminaire « Enjeux stratégiques dans les Amériques / Le "système garimpeiro" : orpillage clandestin en Amazonie et en Guyane française », Institut des Amériques/IRSEM.



Dans le cadre d'un cycle de séminaires organisés conjointement par l'Institut des Amériques (IDA) et l'IRSEM, une conférence en ligne s'est déroulée le jeudi 29 avril sur le « système garimpeiro » : l'orpillage clandestin en Amazonie et en Guyane française. François-Michel Le Tourneau, géographe français, directeur de recherche au CNRS et auteur de nombreux ouvrages concernant l'Amazonie brésilienne et guyanaise, ainsi que le colonel Emmanuel Durville, ancien chef d'état-major des forces armées en Guyane, auditeur du CHEM et de l'IHEDN, ont exposé leurs points de vue sur l'orpillage illégal. Au cours d'une présentation conjointe, François-Michel Le Tourneau a, dans un premier temps, abordé les enjeux liés à l'économie illicite du système *garimpeiro*. Dans un second temps, le colonel Durville a précisé les objectifs ainsi que

les contraintes relatives à l'opération Harpie, menée depuis 2008 sur le sol guyanais.

Au cours de son exposé, François-Michel Le Tourneau est revenu sur les principaux aspects de l'organisation des *garimpeiros* afin de montrer que l'orpaillage illégal en Amazonie et en Guyane française n'est pas qu'un réseau de bandes criminelles mais, au contraire, un véritable système de résilience économique, sociale et culturelle. Selon lui, cette société « en marge », dont les racines historiques datent de l'époque coloniale, est assez unique en son genre. Comparable à l'organisation des FARC en Colombie, les *garimpeiros* ne revendiquent cependant aucun territoire, chaque espace est considéré comme une zone de prospection. D'où leur résilience : opérant en plein cœur de l'Amazonie, dans une région où routes et villages ne semblent être qu'une illusion, cette forêt impénétrable cache un incontestable écosystème. Les orpailleurs ne se considèrent pas comme des clandestins. Ils explorent jusqu'à trouver le bon filon qui, une fois exploité, leur permettra de regagner leur région d'origine, souvent au Brésil ou au Suriname, afin de reprendre une vie « normale » (d'ouvrier, de chauffeur, d'agriculteur).

François-Michel Le Tourneau a succinctement expliqué les dynamiques liées à l'orpaillage : la recherche et l'exploitation de l'or (grâce à diverses techniques et méthodes), l'organisation relative à l'extraction, les modes de communication utilisés, les campements, l'acheminement du matériel, l'approvisionnement en équipements, le rôle des commerces ainsi que l'enjeu des barrages ou patrouilles militaires. Ce monde, organisé de manière cyclique, dépend de l'abondance et des possibilités d'exploitation des ressources aurifères. La polyvalence, l'autonomie, l'adaptabilité et la solidarité des *garimpeiros* font de ce système efficace et cohérent un rouage de l'économie régionale.

Le colonel Durville a livré une analyse complémentaire en présentant l'opération Harpie qu'il a supervisée de 2018 à 2020. Deux mille deux cents militaires sont stationnés en Guyane dont environ 550 déployés en permanence pour lutter contre l'orpaillage clandestin. L'opération Harpie est militaire dans la forme mais policière sur le fond. Elle est gérée dans un cadre et un contexte particulier, loin des standards de la métropole. Pour le colonel Durville, cette lutte ne nécessite pas les mêmes moyens techniques que la lutte contre d'autres types d'organisations illégales, la densité de la zone ne permettant pas de couverture informationnelle stable. Le but de l'opération Harpie est de diminuer l'attractivité de l'orpaillage, en détruisant le matériel de production des orpailleurs et en contraignant

les flux logistiques. Les moyens engagés par l'armée française sont multiples : hélicoptères, pirogues, plongeurs, explosifs, la zone est en permanence quadrillée par les forces en présence. La lutte est globale et, selon le colonel Durville, elle comporte plusieurs volets : répression, coopération entre police, gendarmerie et institution militaire ainsi qu'un volet judiciaire et un volet diplomatique lié aux enjeux transfrontaliers. Malgré les nombreux modes d'action mis en œuvre, la situation n'est pas sans obstacles. Il est souvent compliqué de condamner les orpailleurs, faute de preuves. De plus, les peines sont difficiles à imposer dans une majorité de cas.

Le Tourneau et Durville ont insisté sur le fait que l'orpaillage illégal reste sous surveillance mais qu'il n'est pas totalement éradiqué. En effet, toute une partie de la Guyane française dispose d'un statut où l'orpaillage est encore légal. Par rapport au contexte actuel d'instabilité géopolitique dans les pays voisins, l'orpaillage est au cœur des enjeux et dynamiques de sécurité régionale.

Philippine RAPHANAUD
Assistante de recherche

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Organisation et participation à la première séance du séminaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? », IRSEM, 1^{er} avril 2021.

- Discussion sur l'influence informationnelle de la Russie en Amérique latine dans le cadre du séminaire « Strategic issues in the Americas », séance « Geopolitical new normal: (dis)continuities of the Chinese and Russian presence in Latin America », IRSEM, 1^{er} avril 2021.

- Intervention : « Les modes de communication de l'influence informationnelle de la Russie » à la conférence : « Parlez-vous Turfu ? Penser les communications de demain », Comité Culture et Influences et Comité Armée du Futur, Semaine du Turfu, IHEDN, 9 avril 2021.



Pierre BOURGOIS

- Publication : « Regard sur la tech-guerre américaine : nouveaux outils, nouveaux pouvoirs ? », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 78-79.

- Co-organisation, avec Océane Zubeldia, de la séance 1 du séminaire mensuel « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques », avec une présentation de Gérard de Boisboissel intitulée « Le soldat augmenté et ses enjeux pour les puissances démocratiques à partir du cas français », IRSEM, 1^{er} avril 2021.



Camille BOUTRON

- Interview et portrait réalisé par Christina Mackenzie, [blog Wombat-Women in Combat](#), consultable en [français](#) et en [anglais](#), avril 2021.



Camille BRUGIER

- Publication : « [La diplomatie des "loups guerriers" ou la nouvelle politique de légitimation du Parti communiste chinois](#) », Note de recherche n° 114, IRSEM, 12 avril 2021, 14 p.

- Intervention à la table ronde « Les relations diplomatiques sino-françaises sur la question de la démocratie », dans le cadre de la Journée de la Diplomatie organisée par l'association des politistes de la Sorbonne, 15 avril 2021.



Damien CARRIÈRE

- Publication : « Washington/New Delhi : une relation complexe », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 56-57.



Paul CHARON

- Participation au séminaire fermé du domaine Renseignement, anticipation et menaces hybrides : « Menaces hybrides : un concept heuristique ? », IRSEM, 1^{er} avril 2021.

- Intervention : « Intelligence Studies: an Introduction », présentation dans le cadre du cours de Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *War Studies*, Master International Security, Sciences Po (PSIA), 22 avril 2021.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Publication : « Le "reset" des relations Washington-Riyad replace les États-Unis au centre du jeu moyen-oriental », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 64-65.

- Publication : « Que peuvent attendre les États du CCG de l'administration Biden », dans Hasni Abidi (dir.), *Le Moyen-Orient selon Joe Biden*, Genève, CERMAM, Erik Bonnier, 15 avril 2021.

- Intervention : « CCG : Une réconciliation en trompe-l'œil ? », webinaire « Club de réflexion sur les enjeux économiques, énergétiques et politiques dans les pays du

Moyen-Orient et d'Afrique du Nord », dirigé par Dorothee Schmid, IFRI, 7 avril 2021.

- Participation au séminaire « The Gulf and the Maghreb in uncertain times: Global Players, Reshaped Regions and Transnational Trends », dirigé par Karim Hauser, Casa Arabe, Fundación Alternativas, 12 avril 2021.

- Participation à la table ronde n° 1 « Les relations entre les États du Golfe arabo-persique et les pays du sous-continent indien » avec Hasan el Hasan en direct de Bahreïn, J.L. Samaan d'Abou Dhabi, dirigé par Stéphane Lacroix (Sciences Po Paris), Observatoire Golfe DGRIS, 20 avril 2021.



François DELERUE

- Publication : « Compétition de puissance dans la gouvernance du cyberspace », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 92-93.

- Participation [en ligne] comme modérateur de la table ronde « Perspectives on key issues in EU-Africa cyber cooperation », « Regionalised multilateralism: EU-Africa cooperation in cyberspace », EU Cyber Direct, 13 avril 2021.

- Intervention [en ligne] sur la géopolitique de la cyberdéfense, cycle de rencontres Innovation et société, Conférence des évêques de France, 16 avril 2021.



Emmanuel DREYFUS

- Organisation et participation au séminaire [en ligne] « The Tajikistan / Kirghizstan border », INALCO/IRSEM, 28 avril 2021.

- Publication : « Quelles perspectives pour les relations entre Washington et Moscou ? », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 35-37.



Amélie FÉREY

- Publication : « Les enjeux de l'élection américaine pour la cause palestinienne », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 61.

- Intervention : « Le sionisme à l'écran. Our Boys, Fauda », séminaire « Israël dans son temps contemporain », organisé par Sylvaine Bulle et Yann Scioldo-Zürcher, EHESS, 12 avril 2021.

- Intervention : « La juridictionnalisation du conflit israélo-palestinien », Les jeunes de l'IHEDN, 22 avril 2021.

- Intervention : « [Les séries israéliennes, nouvelle arène démocratique, entre critique et intégration](#) », séminaire Demoseries « Éthique et politique des séries télévisées », Projet ECRC, 27 avril 2021.

- Participation à l'émission « Culture Monde », « [Israël et l'Iran : un ennemi sur mesure](#) », France Culture, 27 avril 2021.



Pierre HAROCHE

- Publication : « L'avenir du partenariat transatlantique : le point de vue de Bruxelles », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 40-41.



Anne-Laure MAHÉ

- Participation (en ligne) à la table ronde « Du doctorat au marché du travail » organisée par le département de science politique de l'Université de Montréal, 6 avril 2021.

- Animation de l'émission « [Cosmo-Politique](#) », entretien avec Lora Verheecke sur la politique commerciale européenne, Fréquence Protestante, 8 avril 2021.

- Présentation [en ligne] de l'article « Intermédiaires du système : Les "acteurs politiques non identifiés de l'autoritarisme au Rwanda et au Soudan" », co-écrit avec Marie-Ève Desrosiers, 9^e Congrès international des associations francophones de science politique, 9 avril 2021.

- Intervention dans l'émission « Un jour dans le monde », « [Révolution au Soudan : 2 ans après la chute d'Omar el-Béchir](#) », France Inter, 12 avril 2021.

- Présentation [en ligne] : « Quelques outils pour se motiver, s'organiser et dédramatiser l'écriture de sa thèse/son article » dans le cadre de l'atelier des doctorants de l'Institut des mondes africains, 21 avril 2021.



Anne MUXEL

- Chapitre d'ouvrage : « La politique a-t-elle sa place dans le couple ? », dans Piero Ignazi et Dominique Reynié (dir.), *La vie politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021.
- Interview : « Marine Le Pen ne fait plus figure de repoussoir », *Le Monde*, 4-5-6 avril 2021.
- Interview : « La pandémie est l'occasion pour les jeunes d'une quête de sens », par Laetitia Kaci, *Courrier de l'Unesco*, « Grand angle : 20 ans, le plus bel âge vraiment ? », avril-juin 2021.



Marianne PÉRON-DOISE

- Publication : « Les États-Unis et l'Indopacifique, une vision qui reste à faire partager », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 48-50.



Maud QUESSARD

- Publication : direction et éditorial du numéro spécial IRSEM-*Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Les nouveaux enjeux stratégiques américains », n° 61, avril-mai 2021.
- Publication : « Les GAFAM, atouts ou vulnérabilités dans les nouvelles guerres de l'information ? », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 94-95.
- Présidence du séminaire « Strategic issues in the Americas. Geopolitical new normal: (dis)continuities of the Chinese and Russian presence in Latin America », avec Víctor M. Mijares, discutants Emmanuel Dreyfus, Antoine Bondaz et Maxime Audinet, IRSEM/IDA, 1^{er} avril 2021.
- Responsable du séminaire « Enjeux stratégiques dans les Amériques. Le "système garimpeiro" : orpaillage clandestin en Amazonie et en Guyane française », avec Camille Boutron, Kevin Parthenay et Jean-Baptiste Velut, IRSEM/IDA, 29 avril 2021.
- Conférence : « Où vont les États-Unis de Joe Biden ? », FMES, via Teams, 15 avril 2021.

- Membre du jury du comité de sélection poste MCF Civilisation nord-américaine contemporaine, Université de Rouen, 15 avril 2021.
- Invitée à l'émission « Le Livre international », par Sylvie Noël, « [Les guerres de l'information à l'ère numérique](#) », RFI, 17 avril 2021.
- Invitée à l'émission « Géopolitiques », par Marie-France Chatin, « [Les 100 jours de Joe Biden](#) », RFI, 30 avril 2021.



Nicolas REGAUD

- Publication : « [L'ambition japonaise d'une stratégie de sécurité économique : une voie à suivre](#) », Brève stratégique n° 20 / « [Japan's ambition for an economic security strategy: a way forward](#) », Strategic Brief No. 20, IRSEM, 15 avril 2021, 2 p.
- Publication : « Le réengagement économique et climatique des États-Unis en Indopacifique : un enjeu stratégique », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 52-53.



Maxime RICARD

- Participation au séminaire en ligne Jeunes Chercheurs de l'IRSEM sur la construction de l'armée nationale sénégalaise, 13 avril 2021.
- Participation au séminaire en ligne du groupe de recherche Travail de l'ordre, police et organisations répressives (TOPOR), sur le thème des mobilisations des commerçants à Karachi contre l'extorsion, CERI Sciences Po, 23 avril 2021.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Publication : « Vietnam et États-Unis, des alliés de circonstance ? », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 54-55.
- Publication : « [Vietnam, un tournant sécuritaire pour la nouvelle équipe dirigeante](#) », Institut Montaigne, 7 avril 2021 / (publié en anglais le 14 avril sous le titre : « [Vietnam's New Leadership : The Rise of the Security Apparatus](#) »).

- Visioconférence : « Le ministère de la Sécurité publique et la société vietnamienne », dans le cadre du séminaire Metis – Le renseignement et les sociétés démocratiques (saison 26 – L'Asie), Sciences Po, 12 avril 2021.

- Cité par Arnaud Vaulerin, « Le "meurtrier en chef" convié à l'ASEAN », *Libération*, 22 avril 2021.



Océane ZUBELDIA

- Co-organisation avec Pierre Bourgois de la séance 1 du séminaire mensuel « Nouvelles technologies, sécurité et puissances démocratiques » avec l'intervention de Gérard de Boisboissel, « Le soldat augmenté et ses enjeux pour les puissances démocratiques à partir du cas français », IRSEM, 1^{er} avril 2021.

- Conférence : « Le rôle des drones dans le renseignement militaire », Trinôme académique de Grenoble, 6 avril 2021.

- Publication : « Regard sur la tech-guerre américaine : nouveaux outils, nouveaux pouvoirs ? », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 74-77.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Raphaëlle KHAN

- Publication : « L'Inde, une grande puissance militaire ? », *Questions internationales*, « L'Inde, une puissance singulière », n° 106, La Documentation française, avril 2021.

- Intervention radio : « Sri Lanka, théâtre de la rivalité Inde/Chine », émission « Enjeux Internationaux », France Culture, 1^{er} avril 2021.

- Intervention radio : « L'Inde, contrepoids essentiel à la Chine », émission « Fréquence Asie », RFI, 4 avril 2021.

- Intervention radio : « Indo-Pacifique : Une nouvelle zone d'influence pour contrer la Chine ? », émission « Focus », RFI, 13 avril 2021.



Christophe LAFAYE

- Article : « 19^e régiment de génie. Actualité d'un régiment d'appui divisionnaire », *Défense Expert*, n° 5, avril-mai-juin 2021, p. 28-35.

- Intervention : « [Le chercheur et l'enquête de terrain en milieu militaire : enjeux éthiques et déontologiques de la relation d'enquête](#) », colloque « Les chercheurs face au terrain : être mis à l'épreuve, éprouver et faire ses preuves » [en ligne], Université de Rouen, 7 avril 2021.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Organisation, avec Maxime Audinet, et participation au webinaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? », IRSEM, 1^{er} avril 2021.

- Organisation, avec Louis Perez, de la séance « Les débouchés académiques après une thèse » du séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en sciences sociales » sur Zoom ; intervenants : Julian Fernandez, Jean-Vincent Holeindre, Marième N'Diaye, Olivier Schmitt, IRSEM, 9 avril 2021.

- Organisation, avec Louis Perez, d'une séance « Entre doctorants » du séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en sciences sociales » sur Zoom, IRSEM, 30 avril 2021.



Benjamin OUDET

- Prix de l'International Studies Association (ISA), Lynne Rienner Publisher Best Student Paper Award de l'Intelligence Studies Section pour l'article « Bridging the Gap Between Intelligence and the Administration: The Normalization of French Intelligence Through the Case of Counterproliferation », présenté lors du Congrès de l'International Studies Association à Toronto en 2019, 2 avril 2021.

- Article : « Un regard sur le bureau des légendes », *Saison*, la revue des séries, Classique Garnier, n° 1, 7 avril 2021.

- Article : « Un regard sur le bureau des légendes », *Saison*, la revue des séries, Classique Garnier, n° 1, 7 avril 2021.

- Publication : avec Olivier Chopin, « Le renseignement américain de Donald Trump à Joe Biden », *Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie* « Géopolitiques des États-Unis », n° 61, avril 2021, p. 80-82.

VEILLE SCIENTIFIQUE

CHINE

Kristen A. CORDELL, « [Chinese Development Assistance: A New Approach or More of the Same?](#) », *Canergie-Tsinghua*, 23 mars 2021.

S'il est encore difficile d'évaluer les sommes versées par la Chine en termes d'aide publique au développement (APD), elle devient inexorablement un acteur de premier plan et un concurrent du modèle occidental. À l'occasion de la publication du dernier Livre blanc chinois sur l'aide au développement en janvier 2021, la chercheuse en relations internationales Kristen A. Cordell signe un article important sur le sujet.

Ce travail replace ce Livre blanc dans l'évolution de l'APD chinoise au cours des dernières années marquée par la publication de deux Livres blancs publiés respectivement en 2011 et 2014, et la création en 2018 de la CIDCA (China International Development Cooperation Agency). Pour l'auteur, le Livre blanc de 2021 constitue une nouvelle étape dans la réforme de l'aide chinoise avec l'introduction de nouveaux concepts et l'accent porté sur multilatéralisme. Néanmoins, il laisse en suspens plusieurs questions majeures, notamment le rôle des BRI dans cette politique.

Sur le plan conceptuel, l'aide publique au développement chinoise était jusqu'ici gouvernée par huit principes énoncés par Zhou Enlai en 1968, parmi lesquels on retrouve les notions de « bénéfice mutuel » et la « non-conditionnalité de l'assistance ». Si le Livre blanc de 2021 reprend ces principes, il en énonce également de nouveaux : « l'apprentissage mutuel », la « soutenabilité », la notion d'« effet durable » et « de nouveaux terrains de coopération ». Au-delà de la portée rhétorique, ces nouveaux concepts réorientent l'approche chinoise et tentent de faire taire les accusations étrangères au sujet des effets négatifs de l'aide chinoise, aussi bien sur le plan environnemental et social qu'au sujet de l'autonomie nationale des bénéficiaires (piège de la dette). Ainsi, Kristen Cordell montre que l'APD chinoise semble prendre un tournant normatif, Pékin souhaitant clairement avoir un rôle dans la définition des pratiques et des normes de développement à l'avenir. Pour Cordell, cette évolution est risquée pour l'ordre libéral puisque que les valeurs promues par l'Occident risquent d'être mises de côté par la Chine.

Contrairement à la pratique habituelle de la Chine qui privilégiait l'aide bilatérale, le Livre blanc de 2021 mentionne à de nombreuses reprises le multilatéralisme et relie pour la première fois les objectifs de l'APD chinoise à l'agenda 2030 de l'ONU (ODD), ce qui s'inscrit, selon l'auteure, dans un processus par lequel Pékin tente de s'affirmer dans le système international existant et de le façonner. À ce sujet, l'auteure n'hésite pas à rappeler que des ressortissants chinois occupent des postes de direction dans quatre des dix-sept agences onusiennes. Sans aucune coïncidence, le Livre blanc mentionne également la volonté chinoise d'« améliorer la gouvernance globale dans le domaine du développement, dont l'ONU est au cœur ». L'intérêt de la Chine à leur égard ne doit pas être négligé car ce sont ces organismes qui structurent aujourd'hui l'aide au développement confiée par de nombreux pays développés.

Enfin, Kristen Cordell démontre que si ce nouveau Livre blanc évoque par exemple des partenariats précis avec les agences onusiennes dans le domaine des infrastructures de transport ou d'énergie, il laisse plusieurs questions en suspens. Tout d'abord, le Livre blanc promet de mettre en place des indicateurs statistiques afin d'évaluer l'aide chinoise, une annonce qui permet à fois à la Chine de ne pas appliquer les indicateurs existants tout en répondant aux critiques d'opacité, ce qui amène les chercheurs à s'interroger sur les raisons pour lesquelles la Chine ne souhaite pas se soumettre au système d'évaluation existant (OCDE). Enfin le texte suggère une aide « au-delà et en dehors des BRI », alors même que les BRI sont un des composants centraux de l'aide chinoise. Ainsi, Kristen Cordell s'interroge : la Chine compte-t-elle s'éloigner de la marque des BRI pour échapper aux critiques ou créer un BRI+ avec l'introduction d'un nouveau projet complémentaire ?

En définitive, pour l'auteure, la publication du Livre blanc chinois sur l'aide au développement est dans une large mesure orientée afin de répondre aux accusations occidentales et est largement tournée vers le rôle croissant de la Chine dans ce domaine à l'avenir. Néanmoins, la dernière inconnue est la question de l'application réelle de ce document public par ceux qui mettent en œuvre l'APD chinoise en Afrique et en Asie.

Agathe ROY
Assistante de recherche

ÉTATS-UNIS

LES 100 JOURS DE JOE BIDEN À LA MAISON BLANCHE CHOIX STRATÉGIQUES

CHINE/MOYEN-ORIENT/USA

Ashley RHOADES et Dalia DASSA KAYE, « [China Does Not Have To Be America's Enemy In The Middle East](#) », *War on the Rocks*, 19 avril 2021.

Selon les analystes de la Rand Corporation Ashley Rhoades et Dalia Dassa Kaye, la Chine et l'Iran ont récemment signé un partenariat de coopération stratégique qui va permettre à Pékin d'investir de manière massive en Iran, en échange d'un approvisionnement régulier en pétrole pour une période de 25 ans. Pour *War on the Rocks*, magazine en ligne dédié aux questions stratégiques américaines, la présence chinoise ne représente pas actuellement une menace pour les intérêts américains au Moyen-Orient. Celle-ci pourrait même être au contraire source d'opportunités. La relation sino-iranienne présente des limites qui pourraient être exploitées par la nouvelle administration américaine. En effet, l'Iran ne représente pas une priorité pour les Chinois, l'État persan n'étant qu'un maillon de la stratégie chinoise. De plus, l'approfondissement des relations israélo-chinoises ne facilite pas la coopération sino-iranienne. Selon les deux analystes, Téhéran n'est pas un partenaire économique de premier rang dans la région. Au contraire Pékin vend davantage d'armes aux alliés américains du Golfe, comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. La société iranienne n'est pas toujours favorable à l'importation de produits chinois ni à une coopération irano-chinoise renforcée. Afin de permettre un approvisionnement continu et régulier en pétrole, Xi Jinping et Joe Biden ont tous deux besoin d'un Moyen-Orient stable. Pour les deux analystes, les États-Unis et la Chine pourraient coopérer dans la région, de manière à imposer leurs objectifs de non-prolifération nucléaire et l'endigement du terrorisme. Afin de préserver leurs intérêts stratégiques, les gouvernements chinois et américains n'ont pas intérêt à voir se prolonger les guerres civiles et conflits dans le Golfe. Contre toute attente, un partenariat sino-américain pourrait même s'avérer bien utile.

RUSSIE-CHINE/OTAN

Frederick KEMPE, « [Why growing Chinese-Russian common cause poses Biden's nightmare](#) », *Atlantic Council*, 18 avril 2021.

Selon le *think tank* otanien Atlantic Council, depuis son investiture, le président Joe Biden voit malgré lui la coopération stratégique sino-russe s'accroître. Celle-ci vise à saper l'influence américaine et à contrarier les efforts de restauration des alliances, notamment japonaises et sud-coréennes. Pour Frederick Kempe, directeur de l'Atlantic Council, cette nouvelle logique de bloc sino-russe s'impose comme le défi de politique étrangère le plus pressant de la présidence Biden à ce jour. Les menaces d'escalade militaire de la part de la Russie en Ukraine et de la Chine à Taïwan sont une préoccupation des alliés des États-Unis en Europe comme en Asie. Selon Frederick Kempe, les responsables politiques américains ne sont pas sans ignorer que le rapprochement sino-russe s'effectue sur plusieurs points : avec le partage de renseignements et des actions militaires coordonnées dans la zone eurasiatique. Or face à ce défi, l'administration Biden et ses alliés ne semblent pas avoir de stratégie encore bien établie. En Amérique latine, Afrique, dans le Caucase ou encore au Moyen-Orient, où ces deux puissances mondiales jouent un rôle économique, militaire ou politique croissant, les stratégies de contre-offensive sont minimales. Les influences russe et chinoise paraissent se compléter sur ces théâtres. Pour Kempe, ce rapprochement sino-russe est une véritable pierre d'achoppement pour le renouvellement du leadership américain mené par l'administration Biden. Ces compétitions de puissance reposent la question de la transition de la puissance américaine.

AFGHANISTAN

Stephen M. WALT, « [Biden's War at Home Over Afghanistan Is Just Beginning](#) », *Belfer Center*, 16 avril 2021.

Selon Stephen M. Walt, célèbre politologue américain, professeur en relations internationales à l'Université d'Harvard, Joe Biden est entré dans une nouvelle forme de guerre depuis son annonce du retrait définitif des troupes américaines d'Afghanistan. Selon cet article repris par le Belfer Center, centre de recherche de l'université d'Harvard, la décision du président de quitter l'Afghanistan est à la fois courageuse et pertinente. La Maison Blanche essuie cependant une salve de critiques de la part de responsables politiques au Congrès convaincus, pour certains républicains, que la guerre aurait pu être gagnée. Selon Stephen

M. Walt, les responsables du Pentagone mettent en garde, depuis 2011, contre l'enlèvement des troupes américaines dans une guerre sans fin. Ce retrait est à risques pour la stabilisation du régime afghan et de la région ; le gouvernement pourrait s'effondrer, les talibans reprendre le contrôle de Kaboul et plusieurs groupes djihadistes d'obédiences diverses, tels que al-Qaïda et l'État islamique, devenir plus actifs. Cependant, ces risques ne semblent pas être d'intérêt national pour la sécurité américaine au regard des priorités politiques intérieures. Selon Stephen M. Walt, le danger que l'Afghanistan redevienne un « refuge » pour les terroristes du monde entier serait exagéré. Par ailleurs, les responsables américains, conscients des risques, ont renforcé les infrastructures critiques sur le territoire national. Pour ce spécialiste de la politique étrangère américaine, le départ des troupes est un point positif : il va permettre un rééquilibrage de l'attention de Washington sur l'Asie du Nord et Sud-Est ainsi que sur les activités actuelles de Moscou en Ukraine et en Amérique latine.

AFGHANISTAN-USA/PAKISTAN

M. Ashraf Haidari, « [Afghanistan Will Know No Peace Without Pressure on Pakistan](#) », *Defense One*, 19 avril 2021.

Vinay Kaura, « [Failing to learn from past mistakes, Pakistan caves to the TLP](#) », *The Washington Institute*, 22 avril 2021.

Selon Ashraf Haidari, ambassadeur afghan au Sri Lanka, l'indifférence des puissances mondiales face aux aides données aux talibans par le Pakistan gâche les efforts de paix. Selon les services de renseignement américains, les talibans disposent d'une base arrière au Pakistan, où ils reçoivent armes, conseils de nature stratégique, entraînements opérationnels et endoctrinements idéologiques. Il est donc temps pour les Américains de se confronter à Islamabad afin de mettre en place une nouvelle stratégie qui servirait les intérêts du gouvernement intérimaire afghan. Comme relayé par *Defense One*, magazine en ligne dédié aux problématiques de défense américaines, l'Afghanistan ne connaîtra pas la paix si les États-Unis ne font pas pression sur le régime pakistanais pour lutter contre les talibans. De la même manière, le professeur indien Vinay Kaura, dans un article publié par le Washington Institute (*think tank* américain pro-israélien), écrit que les tensions au Pakistan, entre le régime et les groupes radicaux islamistes, sont de plus en plus marquées. Les récentes échauffourées entre le TLP (Tehreek-e-Labbaik Pakistan), parti politique islamiste ultra-conservateur, et le gouvernement confirment la menace que représente le radica-

lisme islamiste pour la stabilité interne du pays. Le retour possible des talibans au pouvoir en Afghanistan, couplé à l'instabilité et l'impuissance du régime pakistanais, ne présage rien de bon quant à la capacité américaine d'endiguer l'islam radical dans la région.

RELATION TRANSATLANTIQUE/EUROPE

A. WESS MITCHELL, « [Biden Team's Embrace of Europe Falls Short on Content](#) » *Foreign Policy*, 31 mars 2021.

Selon A. Wess Mitchell, expert en politique étrangère américaine et ancien secrétaire d'État adjoint pour l'Europe et l'Eurasie sous l'administration Trump, l'équipe Biden n'impose pas assez ses priorités stratégiques aux alliés européens. Toutes les alliances devraient être, selon l'article de *Foreign Policy*, un moyen de préserver ou de faire avancer les intérêts nationaux américains. Les États-Unis ont besoin de voir des résultats concrets chez leurs alliés transatlantiques, notamment le renforcement de la position européenne contre la Chine. La venue du secrétaire d'État Antony Blinken en Europe en mars dernier a été perçue comme le signe d'une volonté de restauration des relations euro-atlantiques. En effet, plusieurs signes portés par l'administration Biden ont manifesté des gages d'une alliance restaurée : le retour dans l'accord de Paris, la renégociation avec les Iraniens et, entre autres, l'abaissement des tarifs douaniers sur les produits européens. La Maison Blanche souhaite que les Européens défendent eux-mêmes leurs intérêts, que ce soit dans le cadre de l'Union européenne ou de l'OTAN, en repoussant les potentielles menaces technologiques et militaires. Selon Wess Mitchell, sur le plan diplomatique, les États-Unis attendent des pays européens qu'ils repoussent toute influence russo-chinoise en Europe du Sud et Centrale, afin que les intérêts américains soient, dans cette zone alliée, préservés.

CHINE

Ian Bremmer, « [Why Action Against Climate Change Is Unlikely to Improve U.S.-China Relations](#) », *Time*, 24 avril 2021.

Selon Ian Bremmer, politologue américain, pour les États-Unis comme pour la Chine, les bouleversements liés au changement climatique représentent des opportunités pour renouveler le leadership international. En effet, selon le politologue, le climat est un sujet propice à la compétition entre grandes nations. Dans le cadre de la relation entre Pékin et Washington par exemple, la question du climat est un sujet inévitable. Le réchauffement

climatique est un moyen comme un autre de démontrer sa supériorité dans des domaines clés, comme celui de l'exportation d'énergies renouvelables. Toute réussite des États-Unis, en particulier dans le secteur de la lutte environnementale, se fera au détriment de l'influence chinoise à l'étranger. Pour Ian Bremmer, l'urgence climatique est un outil politique que peut mettre à profit Washington pour contrer l'émergence de Pékin. D'ailleurs, le sommet sur le climat du mois d'avril, organisé par l'administration Biden, a permis de faire avancer la coopération interétatique. Selon *Time*, contre toute attente, Chine et États-Unis semblent, au travers de discussions tenues lors de ce sommet, avoir trouvé un début de convergence à leurs intérêts stratégiques respectifs.

Philippine RAPHANAUD
Assistante de recherche

FEMMES ET CONFLITS ARMÉS

Evelyn PAULS, « [Female Figthers Shooting Back: Representation and Filmmaking in Post-conflict Societies](#) », *International Feminist Journal of Politics*, 22:5, 2020, p. 697-719.

Malgré la fascination des médias internationaux pour les femmes combattantes, on sait encore peu de choses sur la façon dont elles se perçoivent elles-mêmes et de la façon dont leur vie a été façonnée par leur expérience de la guerre. La participation des femmes aux conflits armés est souvent marginalisée et dépolitisée, ce qui met l'accent sur leur rôle de victimes ou de pacificatrices. Cet article contribue à un corpus de littérature qui met en avant la diversité de l'expérience combattante féminine, les anciennes combattantes représentant un groupe ayant remis en question les normes traditionnelles en matière de genre pendant les conflits. Leurs récits défient les représentations simplistes et limitées des femmes combattantes et révèlent plutôt un compte rendu complexe de la façon dont les communautés d'ex-combattantes situent leurs expériences de guerre dans leur vie quotidienne d'aujourd'hui. L'article relate la réalisation participative d'un film documentaire prise comme méthode féministe pour rendre visibles les expériences des combattantes dans les conflits sans en extraire des connaissances ou parler en leur nom. Le fait de travailler avec deux femmes ex-combattantes de mouvements armés non étatiques à Aceh (Indonésie) et au Burundi en tant que co-chercheuses qui ont recueilli et conservé les histoires de leurs anciens camarades devant la caméra, a

permis de faire émerger une image plus diversifiée et plus personnelle. Cet article souligne les défis, les complexités et les possibilités de la réalisation de films participatifs comme une approche qui peut enrichir la boîte à outils méthodologique des chercheurs qui étudient les femmes dans les conflits.

Nicolle JENNE & Fiorella Ulloa BISSHOPP, « [Female Peacekeepers: UNSC Resolution 1325 and the Persistence of Gender Stereotypes in the Chilean Armed Forces](#) », *International Peacekeeping*, 28:1, 2021, p. 134-159.

La résolution 1325 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies sur les Femmes, la paix et la sécurité en octobre 2000 a reconnu l'urgence d'intégrer une perspective de genre dans les opérations de maintien de la paix afin de parvenir à l'égalité des sexes. Les États membres des Nations unies ont été invités à mettre en œuvre la résolution par le biais de plans d'action nationaux. Près de deux décennies après son adoption, les recherches indiquent que les progrès vers les objectifs fixés par la résolution 1325 sont lents. Cet article s'appuie sur le cas de l'armée chilienne pour évaluer si et dans quelle mesure une perspective de genre a été intégrée dans la pratique du maintien de la paix. Les auteurs soutiennent que les stéréotypes de genre ont persisté malgré le statut du Chili en tant que pionnier régional dans la promotion de l'égalité des sexes dans sa politique de défense. Paradoxalement, les nouvelles opportunités offertes par le maintien de la paix aux femmes dans l'armée ont été légitimées par un discours conforme aux stéréotypes de genre traditionnels, selon lequel les femmes représentent le « visage pacifique et amical » du maintien de la paix.

James J. DO & Steven S. SAMUELS, « [I Am a Warrior: An Analysis of the Military Masculine-Warrior Narrative Among US Air Force](#) », *Armed Forces & Society*, 47:1, 2020, p. 25-47.

Cette étude qualitative examine la façon dont les élèves officiers de l'Académie de l'armée de l'air américaine donnent un sens à leurs expériences, adoptent des attitudes et croyances, construisent des identités, et comment une minorité bruyante d'hommes crée et perpétue une norme de genre biaisée. Malgré une volonté institutionnelle d'égalitarisme, les élèves officiers reproduisent une culture hautement masculinisée. Les analyses des groupes de discussion et des entretiens montrent comment les élèves officiers perpétuent le récit militaire masculin-guerrier dans la construction des sens et des différences de genre. Les auteurs affirment que ces récits

deviennent un moyen acceptable d'exprimer les préjugés sexistes, en passant outre la raison réelle de l'existence des tests de condition physique. Ils concluent en abordant la contradiction entre les politiques promouvant l'inclusion des femmes dans l'armée et le sexisme décrit ci-dessus. La reconnaissance de l'expérience vécue par le personnel militaire permettrait de mieux percevoir l'égalité des sexes et suggère des orientations potentielles pour les politiques, les pratiques et les recherches futures.

Camille BOUTRON

Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

MANIPULATIONS ÉLECTORALES

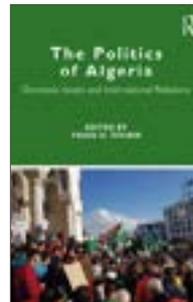
Ora John REUTER et David SZAKONYI, « [Electoral Manipulation and Regime Support: Survey Evidence from Russia](#) », *World Politics*, 73:2, mars 2021, p. 275-314.

Dans un article publié au mois de mars 2021 dans la revue *World Politics*, Ora John Reuter et David Szakonyi tentent d'évaluer les effets de la fraude électorale sur la stabilité du régime en place. Ils ont conduit pour cela une étude expérimentale à la suite des élections qui se sont tenues en 2016, en Russie. Il apparaît que la manière dont les électeurs apprécient l'honnêteté des candidats est centrale ; plus précisément, les premiers retirent leur soutien aux seconds lorsqu'ils sont considérés comme ayant participé à une fraude électorale. L'un des intérêts des conclusions de l'enquête est que cette tendance s'observe de manière particulièrement prononcée chez ceux qui soutiennent fortement le régime. En effet, la déception de ces derniers est d'autant plus grande qu'ils ont, plus que d'autres, tendance à croire dans le caractère équitable et libre du processus de sélection des dirigeants politiques. La révélation d'irrégularités provoque ainsi un effet important chez eux, qui implique la baisse de soutien envers le régime. Ce n'est donc pas simplement parce qu'elle sera à l'origine de protestations que la fraude est préjudiciable aux dirigeants de pays autoritaires, mais aussi parce qu'elle affecte le soutien envers le régime tout entier. Il s'ensuit que, contrairement à ce que l'on pourrait attendre, l'intérêt des dirigeants politiques de pays non démocratiques est de ne pas recourir massivement à la fraude électorale ; ou bien, s'ils y recourent, d'être en mesure de le dissimuler.

Élie BARANETS

Chercheur Sécurité internationale

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Yahia H. Zoubir (ed.), *The Politics of Algeria: Domestic Issues and International Relations*, Routledge, 2019, 314 p.

Dans cet ouvrage collectif, Yahia H. Zoubir réunit les forces de plusieurs chercheurs algériens, de nationalité ou d'origine, dont les expertises propres viennent nourrir une analyse diversifiée de la situation intérieure et extérieure de l'Algérie pré-Hirak. Depuis le 22 février 2019 en effet, Y. Zoubir rappelle en son chapitre introductif l'immixtion imprévue de ce raz-de-marée populaire sur la scène nationale. Son ampleur a rebattu les cartes au point d'imposer la démission du président Bouteflika, voire, selon l'auteur, d'amorcer une possible transition vers une Deuxième République. La première partie est dévolue aux questions portant sur les différentes facettes sociales, économiques, politiques et culturelles de la « transition perpétuelle » à l'œuvre notamment durant l'ère Bouteflika (1999-2019) qui toutes ont participé de la présente crise. La seconde se concentre sur la façon dont l'Algérie s'insère dans son voisinage proche (France, Sahara occidental, Sahel, Méditerranée) et lointain (Golfe), ainsi que sa relation nouvelle avec la Chine.

Sur le plan domestique, les trois premiers chapitres analysent les problèmes liés au système rentier, tandis que les deux chapitres suivants dressent le tableau de l'intelligentsia algérienne d'une part, de l'État « boutéflikien » de l'autre. Les six derniers chapitres traitent par la suite de sujets sociaux et sociétaux. Concernant la base rentière du contrat social en Algérie, N. Safir rappelle qu'elle est double : énergétique de par les richesses en hydrocarbures du pays, ainsi que politique du fait de la captation par le pouvoir de l'héritage indépendantiste. Ces deux sources de stabilité relative s'épuisant par définition avec le temps, elles constituent le défi le plus urgent et le plus délicat à résoudre pour la société algérienne. Dans cette perspective, M. Akacem dénonce dans son article tout fatalisme lié à un syndrome hollandais qui empêcherait les pays riches en ressources de se développer, en soulignant *a contrario* les exemples norvégien et singapourien. Sa contribution retient l'attention du fait d'une proposition radicale mais concrète, à savoir la redistribution directe vers la population des dividendes de l'exploitation énergétique sur le modèle alaskien. S. Abado et S. Khennas

font quant à eux le diagnostic d'un dilemme en cours qui enferme l'Algérie entre les plus grands besoins en énergie de sa démographie croissante et ses exportations lucratives qui permettent de faire fonctionner l'économie, alors que les réserves à partager se tarissent. Prudemment, ils suggèrent d'en sortir en trois temps : d'abord, sur le court terme, par la baisse des subsides à la consommation, puis, sur le moyen terme, par l'augmentation de la part des renouvelables dans le mix énergétique, enfin, sur le long terme, par l'exploration des possibilités offertes par le gaz de schiste. Si A. Kadri développe la responsabilité des élites intellectuelles algériennes dans la sclérose et l'immobilisme du système, R. Tlemçani livre une très intéressante rétrospective de l'histoire politique algérienne depuis la Décennie noire jusqu'aux années Bouteflika, qui éclaire quelques-uns des arcanes d'un appareil étatique opaque. Par la suite, les études conclusives permettent en quelque sorte de jauger de l'actualité des trois courants traditionnels de pensée : islamisme, libéralisme, et nationalisme. Concernant l'islamisme dans sa forme quiétiste, M. Farid Azzi apporte une nuance importante par son analyse algéro-centrée des données du Baromètre arabe. En effet, à propos de la réislamisation supposée des comportements et des opinions de la jeunesse, il montre notamment que si la piété religieuse est en hausse, l'on assiste pourtant à une polarisation des opinions conservatrices et libérales entre deux groupes numériquement presque égaux. Quant au djihadisme, D. Ghanem revient sur la tragique expérience algérienne en la matière et la façon dont Alger, en maniant adroitement le bâton de la répression et la carotte de l'amnistie, est parvenu à rendre la menace d'un renversement qaïdiste tout à fait illusoire. Cela, sans compter l'auto-sabotage des djihadistes dont les talents managériaux furent inversement proportionnels à leur férocité pénale. Le terrain légal est par ailleurs un champ de bataille pour l'opinion libérale : F. Oussedik décrit le combat du féminisme algérien pour imposer l'égalité homme-femme dans la loi et modifier en profondeur le Code de la famille de 1984, tandis que C. Dris revient sur la relation complexe entre médias, pouvoir et droits fondamentaux, malgré le pluralisme introduit par les lois sur l'information de 1990 et 2012. Enfin, la question identitaire est soulevée sous l'angle linguistique ; d'une part le berbériste M. Tilmatine déconstruit le mythe d'une Algérie exclusivement arabo-musulmane pour rendre particulièrement justice aux composantes amazighs de Kabylie et ibadites du Mزاب, d'autre part H. Messekher et M. Miliani soupèsent le bien-fondé d'une politique éducative tentant de remplacer le français comme première langue étrangère par l'anglais.

Sur le plan géopolitique, sans être un carrefour stratégique l'Algérie n'en demeure pas moins un trait d'union entre la Méditerranée et le Sahel. Concernant la première, A. Mahiou revient sur la position et la politique méditerranéenne du pays, dont sa participation et/ou son inclusion au sein de l'Union européenne, de l'OTAN et de la Ligue arabe. Quant à la bande sahélo-saharienne, malgré sa doctrine non interventionniste et sa réputation de « mollesse », A. Abderrahmane montre qu'Alger est activement engagé pour la sûreté de ce qu'elle considère son « ventre mou », militairement à l'intérieur et diplomatiquement à l'extérieur. Également, cette partie s'avère instructive grâce au traitement des relations algériennes avec la France par le prisme de la normalisation, et avec le Maroc par celui du conflit sahraoui. Les relations franco-algériennes revêtent une dimension symbolique écrasante qu'aucun président français n'est parvenu à normaliser. « Divorce impossible, normalisation improbable » demeure à l'ordre du jour selon A. Baghzouz, puisqu'en bout de course la repentance est une ligne rouge pour l'un, un prérequis pour l'autre. L'Algérie n'est à ce point aux antipodes d'un État qu'avec Rabat sur la question du Sahara occidental. Si deux lectures de cet antagonisme coexistent, l'une réaliste le replaçant dans une ambition concurrentielle pour l'hégémonie maghrébine, l'autre idéaliste soulignant la défense consubstantielle à l'Algérie du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, S. Lagdaf et N. Flici argumentent en faveur de cette dernière interprétation. Les monarchies du Golfe n'en soutiennent pas moins Rabat contre Alger sur cette question, ce qui n'a guère favorisé l'aménité des relations algéro-golffiennes. Celles-ci, rarement analysées, sont présentées par [F. Dazi-Héni](#), chercheuse à l'IRSEM, depuis l'ère Boumédiène (1965-1978) jusqu'à la crise ouverte par l'ostracisation du Qatar en juin 2017 et ses répercussions sur le Maghreb. Notamment, durant la Décennie noire, il ressort que malgré leurs affinités tiers-mondistes l'Iran et l'Algérie n'ont pas été de si bons partenaires – Alger accusant Téhéran d'ingérence et de soutien à l'insurrection islamiste jusqu'à la rupture des liens diplomatiques en mars 1993 – tandis que les réseaux wahhabites et saoudiens n'ont pas joué de rôle décisif dans la radicalisation des islamistes algériens, qui avaient leur propre histoire. De nos jours, la communauté algérienne d'entrepreneurs opérant à Dubaï est représentative de l'analyse portée par S. Belguidoum sur les nouveaux réseaux transnationaux d'affaires. Ceux-ci révèlent le dynamisme d'une nouvelle génération s'étant non seulement affranchie de l'héritage post-colonial, mais qui a remonté les routes commerciales jusqu'à s'installer à Yiwu, premier marché de gros en Chine. De son côté, et de façon plus médiatique, Pékin s'engage également davantage en Algérie. Les deux pays

ont forgé un partenariat stratégique global depuis 2014, dont Y. Zoubir et Y. Hamitouche font état en restant mesurés sur son aspect véritablement « stratégique ». L'Algérie ne parvient pas à convaincre la Chine de la soutenir dans le dossier sahraoui, et celle-ci est encore loin de remplacer la Russie dans les importations d'armes algériennes (66 % pour Moscou, 15 % pour Pékin). De plus, le pétrole algérien et libyen ne représente que 2 % des importations chinoises. Néanmoins, leur relation économique a connu une croissance exponentielle durant les années 2000 – dans les infrastructures et les télécommunications notamment –, raison pour laquelle la Chine a désormais remplacé la France comme premier partenaire commercial de l'Algérie.

Cette collection d'articles sur les transformations de l'Algérie est une contribution originale aux études maghrébines, qui éclaire nombre de processus en pleine ébullition dans cet État central de la Méditerranée occidentale. Les étudiants ou les chercheurs intéressés par le monde arabo-berbère trouveront sûrement dans l'un des sujets traités de quoi approfondir leurs réflexions.

Mehdi OULDELHKIM
Assistant de recherche

À VENIR

6 mai : Séminaire « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques » / « [L'intelligence artificielle et les drones aériens : potentialités et limites](#) », organisé par Pierre Bourgois et Océane Zubeldia. [Inscription obligatoire](#).



L'intelligence artificielle (IA) est une technologie offrant l'opportunité de démultiplier les forces, c'est-à-dire en augmentant la vitesse et la capacité ainsi que la formation. Grâce à des progrès inédits en matière de capacité de calcul, de traitement des données et des algorithmes, son application à la flotte de drones de l'armée de l'air américaine (USAF) semble évidente, mais de nombreuses limites subsistent. À court terme, les progrès de l'IA peuvent offrir des gains d'efficacité (réduction des besoins en main-d'œuvre et flexibilité opérationnelle) tandis qu'à moyen terme ils mettent en perspective la réduction et l'accélération de la boucle Observer, Orienter, Décider, Agir (OODA). Elle permet d'accéder à la fois aux zones grises et aux environnements hautement contestés. À cet effet, les États-Unis ont réorienté leur stratégie en s'éloignant des capacités à forte intensité de main-d'œuvre conçues pendant la guerre froide pour faire face à de nouveaux besoins opérationnels.

Toutefois, l'IA est source d'appréhensions tant dans les sphères civile que militaire. En ce sens l'homme pourrait être le principal obstacle à sa mise en œuvre. Ainsi, la résilience viendra de la capacité humaine à se renouveler au regard de ses organisations et de poursuivre les efforts en matière d'innovation tout en ne craignant pas l'échec. Quels seront les outils nécessaires aux changements ? Une stratégie fondée sur l'expérience et le savoir-faire appliquée à l'ensemble d'une structure peut créer non seulement des aviateurs qui ne sont pas intimidés par

l'IA et d'être pleinement capables de l'utiliser. La capacité doit être testée davantage avant son acceptation opérationnelle. Dans le cas spécifique de l'USAF, l'anticipation nécessaire des changements organisationnels et d'adaptation pourrait être son test le plus critique.

Au-delà des aspects techniques, des enjeux de taille subsistent aussi bien organisationnel que d'acceptabilité sociale et engageant inéluctablement le débat autour de la place réelle de l'homme.

19 mai : Colloque en ligne « Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques – Le détournement d'armes : contrôle, objets, acteurs », IRSEM/DGRIS. Inscription obligatoire.



Les trafics d'armes classiques constituent une menace pour la paix, la sécurité et la stabilité internationales. L'une des sources majeures de ce trafic provient du détournement d'armes légalement transférées à destination d'utilisateurs finaux non autorisés. Cette problématique sera au cœur des discussions menées dans le cadre de la septième Réunion biennale des États du Programme d'action des Nations unies sur les armes légères (PoA) qui a été reportée à juillet 2021. Elle fait également l'objet d'échanges nourris au sein du groupe de travail « mise en œuvre » du Traité sur le commerce des armes.

Le présent séminaire vise à élaborer des propositions d'actions en vue de prévenir et combattre ces détournements. Il sera organisé en trois tables rondes dédiées à des aspects spécifiques de cette problématique : rôle de certains acteurs clés en matière de prévention, d'interception et d'assistance/coopération ; contrôle de la chaîne de transfert ; contrôle de certains biens « sensibles ».

APPEL À CANDIDATURE

POUR LE PRIX D'HISTOIRE MILITAIRE 2021

Le ministère des Armées lance l'appel à candidature pour l'édition 2021 du Prix d'histoire militaire qui comporte deux catégories :

- thèse de doctorat
- master de 2^e année

Sont éligibles les mémoires de master 2^e année soutenus lors de l'année universitaire 2019-2020 et les thèses de doctorat soutenues au cours de l'année civile 2020.

Seuls les mémoires de master 2^e année ayant obtenu la mention « très bien » et les thèses de doctorat accompagnées impérativement d'une lettre de recommandation de leur(s) directeur(s) peuvent postuler au prix.

Les candidats étrangers et/ou titulaires d'un doctorat d'une université étrangère peuvent également présenter leur candidature. Les travaux sont obligatoirement rédigés en français.

Les dossiers de candidature sont soumis à l'évaluation du conseil scientifique de la recherche historique de la défense (CSRHD) qui décide de l'attribution des prix.

La date de clôture des candidatures est fixée au vendredi 11 juin 2021 (23h59).

Pour plus d'informations :

<https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/article.php?leref=2145&titre=lancement-du-prix-d-histoire-militaire-2021>



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Mai 2021

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 17\)](#)

États-Unis

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 21\)](#)



[À VENIR \(p. 25\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Brève stratégique n° 21 – 4 mai.

« [Changement climatique, défense et sécurité : nouvelle dynamique internationale et enjeux pour la France](#) », par Nicolas REGAUD, 2 p.

Après une longue éclipse, les États-Unis et le Royaume-Uni se réengagent en matière de sécurité climatique.

L'UE et l'OTAN s'organisent également, tant dans le domaine de la transition énergétique que de l'adaptation des forces armées. La France est apparue ces dernières années comme un pays leader dans ce domaine ; elle peut le rester si elle élabore une vision prospective des enjeux sécuritaires du changement climatique, une gouvernance et une stratégie, aux niveaux ministériel et interministériel.



Brève stratégique n° 22 – 18 mai.

« [Peut-on évaluer la politique publique de renseignement ?](#) », par Benjamin OUDET, 2 p.

Le renseignement semble réunir les critères d'une véritable politique publique. Se pose désormais la question de son évaluation. Deux propositions sont formulées : une évaluation à partir des orientations de la communauté du renseignement ; une évaluation de la contribution des services aux politiques publiques pour lesquelles ils sont spécifiquement mobilisés.



Étude n° 79 – 21 mai.

« [L'entrée en vigueur du TIAN : un tournant pour la campagne d'interdiction des armes nucléaires ?](#) », par Tiphaine de CHAMPCHESNEL, 72 p.

Les armes nucléaires sont-elles prohibées depuis l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) intervenue le 22 janvier 2021 ? Sur le plan juridique, la portée du traité ne s'étend pas au-delà

de ses membres, tous déjà engagés à ne pas se doter de l'arme nucléaire depuis des années à travers le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Pourtant, la campagne internationale menée par un ensemble d'acteurs, dont le plus visible est certainement l'International Campaign to Abolish Nuclear weapons (ICAN) proclame que les armes nucléaires sont « hors la loi ». L'ICAN en particulier prend appui sur cette évolution pour légitimer son action et opérer un tournant sans doute nécessaire à sa pérennisation et à l'amélioration de l'image du TIAN. En parallèle, cette ONG poursuit une stratégie de délégitimation de l'arme nucléaire et de stigmatisation d'une sélection d'États parmi ceux qui ont choisi de faire reposer leur sécurité sur la dissuasion nucléaire. Cette étude vise à exposer les enjeux de la mise en œuvre du TIAN et les mécanismes impliqués dans son utilisation par l'ICAN.



Étude n° 80 – 27 mai.

« [Arabie saoudite : Le pari sur la jeunesse de Mohammed Bin Salman](#) », par Fatiha DAZI-HÉNI, 120 p.

Cette étude analyse la manière dont le prince saoudien Mohammed Bin Salman (MBS), désigné héritier du trône en 2017, met la jeunesse du royaume au cœur de son programme de transformation économique et sociale, la « vision 2030 ». À défaut de bénéficier du soutien de sa famille, hormis celui de son père, le roi Salman, qui lui confère une partie de sa légitimité, le prince choisit de s'appuyer sur le socle majoritaire de la population, la jeunesse. Il utilise l'enthousiasme que suscitent chez les jeunes urbains ses projets de réforme pour raffermir son pouvoir, grâce à une stratégie de communication fondée sur les nouvelles technologies. En prétendant incarner les aspirations de la jeunesse, MBS pose les jalons d'une nouvelle gouvernance, que nous étudions ici parallèlement aux perceptions et attentes d'une partie de la jeunesse urbaine saoudienne, les Riyadotes.

Au-delà de l'approche autoritaire ultra-répressive qui caractérise la gouvernance du prince, cette étude montre qu'en pariant sur la jeunesse urbaine connectée, MBS se projette sur le long terme. En réformant les programmes scolaires et les orientations professionnelles prioritaires et en promouvant un narratif nationaliste et un islam de la « juste voie », il se détourne du wahhabisme afin de formater la jeunesse à sa « vision 2030 ».

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 102 – 4 mai.

« [Jihadisme et contre-terrorisme \(2\) : Vingt ans de guerre, et après ?](#) », avec Alexandre JUBELIN, Marc HECKER et Élie TENENBAUM, 1 h 26.

« Le Collimateur » se penche à nouveau sur la guerre contre le terrorisme des deux dernières décennies, pour la seconde partie de l'entretien avec Marc Hecker et Élie Tenenbaum autour de leur ouvrage *La Guerre de vingt ans. Jihadisme et contre-terrorisme au XXI^e siècle* (Robert Laffont).

En compagnie d'Alexandre Jubelin, ils exposent dans un premier temps les évolutions de la doctrine contre-terroriste américaine après l'invasion de l'Afghanistan, mais aussi de la réflexion stratégique des forces jihadistes. Puis ils reviennent sur les jeux de réaction entre forces occidentales et jihadistes, notamment au début de la décennie 2000, ainsi que sur l'enlisement des interventions militaires occidentales contre-terroristes et les inquiétudes sur le tour que prennent les opérations de contre-insurrection. Ils évoquent ensuite les printemps arabes de 2011 et leurs liens avec la réémergence de la mouvance jihadiste, notamment avec le départ en masse de ressortissants occidentaux vers la Syrie en guerre, et les conséquences sur la vague d'attentats terroristes en France. Ils abordent l'arsenal répressif et préventif mis en place en France et son bilan, avant de discuter des dynamiques de re-sanctuarisation de la galaxie jihadiste et des conséquences potentielles, ainsi que des effets de la pandémie sur les groupes jihadistes.



Dans le bunker #40 – 7 mai.

« [Forces spéciales](#) » de Stéphane RYBOJAD (2011), avec Bénédicte CHÉRON, 24 mn.

« Le Collimateur » revient sur *Forces spéciales* de Stéphane Rybojad, un film très ambitieux et novateur dans la représentation des armées françaises au cinéma au début des années 2010, avec Bénédicte Chéron, historienne et maîtresse de conférences à l'Institut catholique de Paris, spécialiste de la représentation de l'armée française dans les médias.



Épisode 103 – 11 mai.

« [Le Tchad, au carrefour des conflits du continent africain](#) », avec Alexandre JUBELIN et Michael SHURKIN, 1 h 13.

À la lumière de la mort récente du président Idriss Déby, « Le Collimateur » s'intéresse au Tchad et à l'une des plus anciennes présences de l'armée française hors de ses frontières, en compagnie de Michael Shurkin, analyste chez 14° North Strategies, spécialiste du Sahel et des interventions militaires françaises à l'étranger, jusqu'à récemment chercheur à la RAND Corporation.

En compagnie d'Alexandre Jubelin, il commence par dresser un tableau du pays et de ses problèmes au moment de l'indépendance en 1960, avant de parler de la guerre civile à la fin des années 1980 et de la figure d'Hissène Habré puis de celle d'Idriss Déby. Ils abordent ensuite le fonctionnement autoritaire du régime de Déby dès les années 1990. Ils détaillent l'importance stratégique du Tchad pour le positionnement de la France dans la région et son soutien dans des moments cruciaux comme en 2013, avant d'envisager les perspectives après la mort de Déby.



Dans le viseur #29 – 14 mai.

« [Construire une base militaire, mode d'emploi](#) », avec l'ingénieur en chef MARCO, 33 mn.

Dans cet épisode de « Dans le viseur », l'ingénieur en chef Marco, du Service des infrastructures de la Défense (SID), décrit le fonctionnement du chantier d'une base militaire au Mali, construite en quelques mois pour accueillir la taskforce Takuba.



Épisode 104 – 18 mai.

« [Les archives, le secret défense et l'histoire](#) », avec Alexandre JUBELIN, André LOEZ, Hervé GRANDJEAN, Céline GUYON et Thomas VAISSET, 58 mn.

« Le Collimateur » se penche sur le blocage depuis plusieurs mois de la communication des archives classées « secret défense », en organisant avec André Loez « Paroles d'histoire », le premier débat public sur la question entre les pouvoirs publics, représentés par le porte-parole du ministère des Armées Hervé Grandjean, et les différents collectifs mobilisés contre ces blocages

et à l'origine des recours contre ces modifications réglementaires, représentés par Céline Guyon (Association des Archivistes de France) et Thomas Vaisset (collectif « Archives ça dé-bloque »).

Après avoir dressé un tableau de la question des délais de communication de certaines archives, Hervé Grandjean expose les raisons qui ont amené les pouvoirs publics à restreindre cet accès depuis 2011, Thomas Vaisset en décrit les conséquences concrètes sur la recherche historique et Hervé Grandjean énonce les modifications récentes dans les procédures de communication. Ils envisagent ensuite des alternatives possibles au système actuel, avant de réfléchir aux échéances et péremptions du secret défense ainsi qu'aux logiques de classification. Enfin Thomas Vaisset et Céline Guyon formulent des souhaits sur les procédures qui pourraient être mises en place à l'avenir.



Têtes chercheuses #11 – 21 mai.

« [L'énergie, le climat et la guerre](#) » avec Alexandre JUBELIN et Angélique PALLE, 18 mn.

« Le Collimateur » se tourne vers la problématique énergétique et environnementale pour les armées en compagnie d'Angélique Palle, chercheuse énergie et matières premières à l'IRSEM, autour d'un article, co-écrit avec Édouard Jolly (chercheur en théorie des conflits armés à l'IRSEM), intitulé « L'environnement comme problème stratégique. Transition énergétique et changement climatique dans les armées françaises », à paraître dans la revue *Les Champs de Mars*.



Épisode 105 – 25 mai.

« [Gaza, les impasses de la troisième dimension](#) », avec Alexandre JUBELIN, Joseph HENROTIN et Michel GOYA, 1 h 04.

« Le Collimateur » se réessaie à l'exercice du débriefing à chaud d'un conflit ouvert : après la guerre dans le Haut-Karabagh (« [Une guerre des drones ? Analyse du conflit au Haut-Karabagh](#) », 20 octobre 2020) et s'intéresse aux récents affrontements entre Israël et le Hamas autour de la bande de Gaza, en compagnie de Joseph Henrotin, rédacteur en chef du magazine *DSI*, et Michel Goya, colonel des troupes de marine à la retraite, historien et auteur notamment de *Sous le feu. La mort comme hypothèse de*

travail (Taillandier, 2015) et *Israël contre le Hezbollah. Histoire d'une défaite annoncée* (avec Marc-Antoine Brillant, Éditions du Rocher, 2013).



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



Anne MUXEL, Barbara JANKOWSKI et Mathias THURA (dir.), *La Sociologie militaire, Héritages et nouvelles perspectives*, Peter Lang, 2021, 468 p.

Les contributions réunies dans cet ouvrage montrent les nombreuses évolutions qui ont touché les armées au cours de la dernière décennie en France, notamment depuis leur professionnalisation. Nombre de transformations récentes redéfinissent en effet leurs périmètres d'action, leurs liens au pouvoir politique, leurs modalités de recrutement, leurs moyens opérationnels, ainsi que le théâtre de leurs interventions dans le monde.

L'ouvrage actualise et renouvelle les approches comme les outils de connaissance du monde militaire. Il revient sur les enjeux classiques du champ d'étude de la sociologie militaire afin d'entretenir l'héritage intellectuel et scientifique constitué jusqu'ici, et montre les problématiques sociales et politiques actuelles qui la concernent au vu de toutes les transformations et adaptations de l'institution militaire dans la période récente. Il ouvre la voie à des pistes de recherche originales s'appuyant sur les récents acquis des sciences sociales et politiques.

ÉVÉNEMENTS

4 mai : Séminaire de recherche « Acteurs, pratiques et contenus de l'influence informationnelle de la Russie en Afrique subsaharienne francophone ».

Le séminaire a porté sur un travail de recherche en cours analysant les acteurs, les pratiques et les contenus de l'influence informationnelle de la Russie en Afrique subsaharienne francophone. Alors que la présidence française a dénoncé fin 2020 la manière dont Moscou et Ankara dénigrent la présence française au Sahel en « jou[ant] sur le ressentiment post-colonial », il s'est agi d'interroger la nature et l'ampleur des activités informationnelles (diplomatie publique et propagande médiatiques, opérations d'influence et désinformation en ligne) conduites par la Russie pour influencer les opinions locales et internationales, ainsi que de mettre en évidence les récits produits et les registres convoqués par ses acteurs dans leur couverture des présences russe et française en Afrique subsaharienne.

Maxime AUDINET
Chercheur Stratégies d'influence et lutte informationnelle

6 mai : Séminaire « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques – L'intelligence artificielle et les drones aériens : potentialités et limites », avec le colonel Seward Matwick.



L'intelligence artificielle (IA) offre de nouvelles potentialités aux drones aériens. Cette manière inédite d'utilisation nécessite un effort d'appropriation qui vient placer le débat autour du rapport fondamental homme-machine, voire au-delà. En effet, son acceptabilité que cela soit au sein des forces et de l'opinion publique nécessite un effort de compréhension et d'appropriation. Dans cette perspec-

tive, quels éléments pourraient faire la différence ? Dans le domaine militaire une fois le stade organisationnel et la formation intégrée au sein du personnel, l'IA associée aux drones aura un important rôle à jouer. Elle représente un fort potentiel dans le sens de la boucle OODA (Observation, Orientation, Décision et Action) ou dit cycle de Boyd : simplification et rationalisation des capacités, amélioration de la concentration sur la gestion de la mission ou l'exécution d'une liste de contrôle d'urgence, lutte contre la saturation croissante des tâches et gestion des capteurs de l'équipage, amélioration de la sécurité et du taux de réussite des missions, réduction de la charge de travail. Les progrès technologiques constants, en termes d'algorithmes, permettent de nombreuses améliorations et accélérations. En plus de cette sophistication exponentielle, l'évolution de l'IA viendra de la société civile. La donnée développée à travers l'utilisation quotidienne et répétée d'Internet représente un fort processus de généralisation. Dans cette perspective, tout utilisateur a une action créatrice (en nombre et en diversité) qui vient parallèlement renforcer la généralisation de l'IA et la diversité de ses applications. L'IA est au cœur des stratégies, même si elle diffère en fonction des pays et des financements alloués, au regard de l'élaboration de normes et de la recherche d'une coopération internationale.

Le colonel Seward Matwick (armée de l'air américaine et stagiaire à l'École de guerre) a proposé une réflexion empirique sur l'IA appliquée aux drones afin d'en démontrer les contours et les défis futurs. Cette présentation rythmée par trois principales parties dont chacune s'est finie par une séance de questions riches et nombreuses (l'adaptabilité de l'IA dans la guerre contre le terrorisme, le développement des essaims de drones, les défis techniques et humains, les vulnérabilités, etc.). Il a été souligné que les drones sont des vecteurs particulièrement adaptés pour profiter des progrès de l'apprentissage machine et de l'automatisation. À l'avenir, l'IA pourrait être envisagée plus comme un partenaire qu'un outil entre l'équilibre des règles programmées par l'homme et celles développées à partir de l'ensemble des données également élaborées par ce dernier.

La prochaine séance du séminaire aura lieu via Zoom le jeudi 3 juin 2021 à 11 h, avec le professeur Daniel Brunstetter (Université de Californie, Irvine), sur la thématique « Drones et souveraineté : quels enjeux éthiques pour les démocraties ? ».

Pierre BOURGOIS
Chercheur postdoctoral

Océane ZUBELDIA
Chercheuse Drones, industries et innovation

11 mai : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Mardi 11 mai s'est tenu le séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, modéré par le directeur scientifique de l'institut, [Jean-Vincent Holeindre](#). Les nouveaux doctorants arrivant à l'IRSEM ont pu se présenter : Yvan Burel (université de Lille, sa thèse porte sur « La répression de l'insurrection en France, au Royaume-Uni et au Royaume des Pays-Bas de 1815 à 1871 »), Charlotte Escorne (Paris VIII et Paris II, sa thèse porte sur « Les enjeux du déploiement de la 5G en Afrique francophone : étude des cas du Sénégal et du Gabon »), Cne Timothé Le Berre (référént adjoint au patrimoine de l'armée de terre, université de Newcastle, sa thèse porte sur les opérations militaires françaises et la protection du patrimoine, de 1800 à aujourd'hui), David Legrand (université Paris-Est, ses travaux portent sur la fidélisation et le processus de recrutement au sein du service de santé des armées) ainsi que Jérónimo Barbin (université Helmut-Schmidt de Hambourg, ses travaux portent sur l'émulation de doctrines contre-insurrectionnelles par les forces françaises et par l'armée allemande).

Carla Granados (université Sorbonne Nouvelle) a présenté sa thèse portant sur la « Mémoire et culture politique des ex-combattants soldats des troupes de l'armée, autres "victimes" de la "guerre contreterroriste" au Pérou, 1980 ». La doctorante propose l'étude mémorielle du conflit des décennies 1980 et 1990 au Pérou, et la traduction de cette mémoire dans le champ politique péruvien contemporain. Les manifestations du 12 septembre à Lima, des anciens combattants des forces gouvernementales, révèlent la prégnance de ce passé, touchant à une reconnaissance juridique du statut de vétéran comme élément identitaire. Cette mobilisation politique montre la persistance de ce conflit dans la mémoire collective péruvienne, en partie par son extrême violence, son caractère fratricide et la jeunesse des troupes gouvernementales levées, d'origine modeste, andine ou amazonienne. Cette étude permet également de toucher à l'endoctrinement de ces

jeunes troupes, à leur enrôlement de force (la *lleva*) et au caractère dual de ces combattants, à la fois victimes et bourreaux. [Camille Boutron](#), chercheuse à l'IRSEM, a discuté la présentation de Carla Granados en soulignant l'apport important de ce travail touchant l'aspect mémoriel et identitaire, qui comble un manque dans la littérature actuelle quant au conflit armé péruvien. Ce sujet permet de rendre visibles des acteurs invisibilisés. Des questions sont soulevées également : la question du genre dans ces troupes gouvernementales, leur relation avec les comités d'autodéfense, la levée d'enfants soldats, la nécessité de davantage définir la subjectivisation politique dans ce processus mémoriel ainsi que la notion d'héritage d'une culture de la guerre et de la violence. Géraud Létang (professeur agrégé d'histoire, au service DREE au SHD) pose la question de la sortie de guerre et de la déprise de la violence au Pérou. David Billeau évoque également la question des violences psychologiques.

Étienne Dignat (Sciences Po) a présenté sa thèse intitulée « Payer les "terroristes" ? Le dilemme des rançons ». Il propose d'étudier la réponse des États de droit occidentaux face aux demandes de rançons d'otages ressortissants. Il distingue pour cela en plusieurs catégories les prises d'otages fermées, les enlèvements de civils, de militaires et de personnels politiques, à l'étranger, par des groupes terroristes ou criminels. Le cœur de son travail touche au dilemme des otages ou dilemme des rançons, c'est-à-dire à l'opposition entre le choix de secourir l'otage et le fait de ne pas renforcer le ravisseur (en le finançant ou en lui accordant de la légitimité par exemple), au profit du bien collectif. Son étude repose sur des éléments théoriques, conceptuels mais aussi empiriques, qui visent à voir l'articulation de l'intérêt de l'individu dans l'État de droit, l'exercice de l'assistance consulaire et la mise en place de la négociation, dérégulée. Deux approches se différencient : l'approche solidaire, pratiquée par la France, l'Espagne et l'Italie par exemple, et l'approche sacrificielle (États-Unis, Grande-Bretagne, Canada). Ces deux approches ont leurs effets pervers, respectivement une hausse des rançons et une multiplication des cas pour l'approche solidaire, une perte de la vie de l'otage sans endiguer le phénomène dans le cas de l'approche sacrificielle. Le doctorant propose une déconstruction des approches actuelles, par une dépénalisation du paiement des rançons, et un recours au marché assurantiel (jusqu'alors tenu à l'écart). Il poursuit les intuitions d'Anja Shortland, en y incluant des ancrages empiriques forts, et critique l'approche sacrificielle. Étienne Dignat développe une approche solidaire, sur le moteur de l'*appartenance communautaire* (Michael Walzer), le rachat renfor-

çant l'appartenance des otages à la communauté, rattachant l'État à la place du *secours contractuel* (Benedict Anderson). Son approche rejette l'approche coordinative globale, trop peu efficiente empiriquement, ainsi que l'approche sacrificielle. [Amélie Férey](#), chercheuse à l'IRSEM, souligne la pertinence de cette thèse, à travers la mobilisation faite des différentes littératures autour de la question des otages : aussi bien la théorie politique, que la philosophie normative, l'économie comportementale et la psychologie analytique. Elle pose la question de la définition du terrorisme, et de la nécessité de trouver une cohérence à ce cadre conceptuel mobilisé. Les différences de valeurs induites par les nationalités et par le genre sont aussi à aborder. Jean-Vincent Holeindre a salué ce travail dont la construction théorique et empirique est très convaincante, tout en rappelant la place nécessaire qui doit être laissée aux sentiments dans la gestion des prises d'otages aussi bien, dans les faits, du côté de l'État que du ravisseur.

Andrea BONADONNA
Assistant de recherche

12 mai 2021 : Séminaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? »



Le domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » de l'IRSEM a organisé la deuxième séance du séminaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? » en ligne, le mercredi 12 mai 2021. Elle a réuni le groupe de travail restreint composé des membres du domaine, [Paul Charon](#), [Maxime Audinet](#), [Carine Monteiro](#), [Clément Renault](#) et [Damien Van Puyvelde](#), ainsi que d'[Amélie Férey](#) (IRSEM) et de [Colin Gérard](#) (Paris-VIII, Géode).

La démarche de ce séminaire consiste à étudier les principaux concepts associés aux opérations menées sous le seuil, à examiner leur genèse, à interroger leur circulation puis, enfin, à les faire dialoguer avec des cas d'études

originaux. Plus précisément, la notion de « menaces hybrides » est confrontée à deux autres notions proches, associées à des contextes stratégiques déterminés : celle de « mesures actives » (en russe, *aktivnye meropriatia*), et celle de « guerre politique », utilisée par les Britanniques, les Américains et les Chinois (*zhengzhi zhan*).

Cette deuxième séance était dédiée à l'étude de la notion de « mesures actives », une dénomination administrative utilisée en Union soviétique à partir des années 1950 par le département D, puis par le Service A de la Première direction générale (espionnage et renseignement extérieure) du Comité pour la sécurité d'État (KGB). La notion circule, puisqu'elle est employée à partir du début des années 1960 par les autres services de renseignement du bloc socialiste pour qualifier leurs propres opérations d'influence. Dans le dictionnaire du renseignement publié par l'Institut du drapeau rouge du KGB dans les années 1970, les mesures actives sont définies comme des « opérations destinées à exercer une influence utile sur les aspects dignes d'intérêt de la vie politique d'un pays cible, sur sa politique étrangère, sur la résolution de problèmes internationaux, [mais aussi] à induire l'adversaire en erreur, à saper et à affaiblir ses positions, à perturber ses plans hostiles et à atteindre d'autres objectifs ». Si la désinformation (notamment par la fabrication de faux documents) apparaît comme le mode d'action dominant des mesures actives, celles-ci reposaient aussi sur d'autres pratiques, comme l'action clandestine et les opérations de subversion. Cette notion a été réinvestie depuis la crise ukrainienne dans le discours politique anglo-américain pour qualifier certaines opérations menées par la Russie, à commencer par ses ingérences informationnelles dans les élections américaines de 2016.

Maxime AUDINET

Chercheur Stratégies d'influence et lutte informationnelle

Carine MONTEIRO DA SILVA

Doctorante

19 mai : Colloque « Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques – Le détournement d'armes : contrôle, objets, acteurs ».



Ce webinaire organisé par l'IRSEM était la 9^e édition d'un forum annuel d'échanges mis en place par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) et regroupant des experts de tous horizons : chercheurs et universitaires, représentants de la société civile, acteurs privés, membres des organisations internationales et régionales, douaniers, policiers, militaires, diplomates. Compte tenu de la situation sanitaire, il s'agissait de la première édition entièrement dématérialisée. Le public a néanmoins été très nombreux : la limite de 100 participants au Zoom ayant été dépassée dès l'ouverture du webinaire le matin, une partie des internautes a suivi l'événement retransmis en direct sur YouTube.

L'introduction prononcée par Alice Guitton (directrice générale, DGRIS) a rappelé immédiatement en quoi les trafics d'armes classiques constituent une menace pour la paix, la sécurité et la stabilité internationales. L'une des sources majeures de ce trafic provient du détournement d'armes légalement transférées à destination d'utilisateurs finaux non autorisés. Cette problématique sera au cœur des discussions menées dans le cadre de la septième Réunion biennale des États du Programme d'action des Nations unies sur les armes légères (PoA) qui a été reportée à juillet 2021. Elle fait également l'objet d'échanges nourris au sein du groupe de travail « mise en œuvre » du Traité sur le commerce des armes (TCA).

Le présent séminaire visait à élaborer des propositions d'actions, en vue de prévenir et combattre ces détournements, susceptibles d'être portés par la France dans ces deux enceintes. Il était organisé en trois tables rondes dédiées à des aspects spécifiques de cette probléma-

tique : rôle de certains acteurs clés en matière de prévention, d'interception et d'assistance/coopération ; contrôle de la chaîne de transfert ; contrôle de certains biens « sensibles ».

La première table ronde, modérée par le [colonel Samaran](#) (IRSEM) s'intéressait à la question des acteurs clés de la lutte contre le détournement. Différents acteurs peuvent œuvrer à la lutte contre le détournement. Stéphane Audrand (consultant indépendant) a montré ainsi que le secteur bancaire qui finance le commerce légal a un rôle à jouer dans la détection de possibles détournements. Le colonel Voillot (chef d'état-major du commandement de la gendarmerie outremer) a présenté le contexte et les problématiques spécifiques au Mali où les forces armées des opérations militaires extérieures sont les premiers acteurs de terrain pour l'interception du trafic. Claudio Gramizzi (CAR), ayant dû partir en mission la veille de l'événement, n'a malheureusement pas été en mesure de participer aux discussions.

La deuxième table ronde, modérée par l'IGA Paris (DGRIS) a porté sur le détournement de l'arme qui peut s'opérer sur plusieurs étapes de son transfert. Les exportateurs et importateurs légaux peuvent le prévenir au moyen de certificats d'utilisation finale dûment remplis et vérifiés : le renforcement des systèmes de contrôle était ainsi l'objet de l'intervention de Hardy Giezendanner (UNIDIR). Le risque de détournement des armes est particulièrement élevé lors de leur acheminement d'un État à un autre. Le contrôle du transit, bien que complexe, est fondamental, en particulier pour les inspections sur site lors des livraisons, comme l'a montré Lucile Robin (SIPRI). Le détournement est aussi permis par l'opacité de certains transferts. Meredith Horne (CAR) a ainsi présenté à ce titre tous les défis des opérations de traçage.

Enfin, certaines armes échappent aux moyens de lutte traditionnels. Elles diffèrent des autres armes conventionnelles par leur production. Prévenir le détournement des biens sensibles, et la troisième table ronde, modérée par Stéphanie Laverny (MEAE) l'a démontré, reste un enjeu majeur en particulier dans les zones de conflits armés. Les armes artisanales ne sont pas marquées et donc non contrôlées et non traçables. L'intervention de Nic R. Jenzen-Jones (ARES) a clairement montré que ces armes tendaient à gagner en qualité et en durabilité, en particulier les armes issues de l'impression 3D. Les engins explosifs improvisés sont fabriqués artisanalement au moyen de composants qui sont des biens à double usage dont le contrôle reste un défi, point qui a été traité par David Lockheed et Élodie Hainard (SAS), à l'aide de leurs

recherches menées en Afrique de l'Ouest. Les munitions, si elles sont marquées et contrôlées nationalement, échappent aux mesures internationales de la lutte contre le détournement. Cette dernière table ronde s'est achevée avec l'intervention d'Alfredo Malaret Baldo (UNIDIR) qui a démontré en quoi le profilage des munitions des armes légères est un outil de prévention à développer. La journée a été ensuite conclue par [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#) (directeur, IRSEM) qui a synthétisé les différentes propositions d'action et remercié l'ensemble des intervenants pour la richesse et la qualité de leurs présentations.

Édouard JOLLY

Chercheur Théorie des conflits armés

20 mai : Table ronde « La Chine au Sahel ».

La table ronde a réuni des chercheurs, pour la plupart sinologues et africanistes, ainsi que des analystes et des représentants du ministère des Armées et du ministère des Affaires étrangères. La réunion visait à croiser leurs différentes perspectives pour discuter des domaines de prédilection et de l'étendue de la présence chinoise au Sahel. La discussion s'est plus généralement concentrée sur les acteurs et les pratiques de l'influence chinoise en Afrique subsaharienne francophone, en particulier dans les champs économique et médiatique, ainsi que sur le degré de contrôle des autorités chinoises sur les processus à l'œuvre dans la région.

Maxime AUDINET

Chercheur Stratégies d'influence et lutte informationnelle

20 mai : Seminar « Strategic issues in the Americas – New propaganda networks in the age of great power competition », avec Nicholas CULL.



Le 20 mai, le séminaire anglophone organisé conjointement par l'IRSEM et l'Institut des Amériques a porté sur les nouveaux réseaux de propagande à l'heure où les compétitions de puissances se mesurent également dans l'espace informationnel. L'intervenant, le professeur Nicholas Cull de l'université USC (University Southern California), historien spécialiste mondial de la diplomatie publique américaine, s'est entretenu après sa présentation avec [Maxime Audinet](#), chercheur au sein du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » et [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM.

L'intervention du professeur Cull a porté sur le concept de « sécurité réputationnelle » (*reputational security*) et sur sa place dans la diplomatie publique américaine à l'aube de l'ère post-COVID. Ainsi, selon l'intervenant, les États-Unis se situent à un moment charnière où, après la pandémie ayant ébranlé les institutions et la confiance des citoyens en l'État, la réputation d'un gouvernement, tant au niveau national qu'international, revêt un intérêt stratégique. Les États-Unis doivent prendre la mesure d'un futur dans lequel les formats de communication seront de plus en plus hybrides, en s'adaptant aux nouvelles plateformes digitales, qu'elles soient médiatiques ou relatives aux réseaux sociaux, qui sont devenues les armes privilégiées de la lutte informationnelle.

Pour cela, Nicholas Cull a souligné la nécessité d'ancrer la diplomatie publique et les questions informationnelles dans la réalité et non selon une vision idéaliste, en communiquant directement avec le public ciblé. Des réponses face à la désinformation des grandes puissances étrangères doivent être adoptées, telle la mise en place de plateformes de *fact-checking*, comme StopFake en Ukraine et la construction de relations solides avec les acteurs locaux. Ces réseaux locaux permettront également, selon le pro-

fesseur Cull, de renouer avec la diplomatie culturelle, en développant les liens sociaux et humains, souvent effacés derrière les intérêts diplomatiques. À terme, les échanges de personnes, notamment les bourses Fulbright, devront être redéfinis pour répondre conjointement aux grandes problématiques sociétales, comme l'environnement.

L'un des points abordés a été le renouvellement des médias étatiques, relatifs à l'agence américaine des médias internationaux (USAGM). L'intervenant a souligné leur rôle dans la production de contenus visant à améliorer le caractère réputationnel de la diplomatie publique américaine, tout en contrant les médias producteurs de désinformation. Ces médias, qui traversent aujourd'hui une crise, doivent trouver un nouveau souffle ; si le secrétaire d'État Antony Blinken s'est emparé de la question, c'est bien une impulsion au niveau présidentiel qui sera déterminante pour le futur de la diplomatie publique américaine et la lutte contre les différents écosystèmes de propagande.

Les discussions et questions posées par l'auditoire ont permis de mettre en lumière plusieurs enjeux. Ainsi, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer a échangé avec Nicholas Cull sur le rôle du département d'État, notamment via le Global Engagement Center, dans la lutte contre la désinformation et les possibilités de réponses apportées dans le cadre d'organisations multilatérales de sécurité comme l'OTAN. Maxime Audinet a soulevé l'enjeu de la compatibilité de la diplomatie publique avec l'autoritarisme russe et le futur rôle des médias publics internationaux en tant que producteurs ou non de narratifs visant à contrer la désinformation. Les questions de l'auditoire ont notamment porté sur le rôle des GAFAM et la privatisation de la diplomatie publique et sur les mouvances endogènes conspirationnistes et leur propagation hors des frontières américaines, particulièrement au Brésil, en France et en Allemagne.

Gabriel PORC
Assistant de recherche

26 mai : Séminaire « Borders in Eurasia » : « The Russia/China Border », avec Sergei IVANOV, Natalia RYZHOVA et Steven PARHAM.



La cinquième session du cycle de séminaires « Borders in Eurasia », organisée le 26 mai par [Emmanuel Dreyfus](#) (IRSEM, domaine « Euratlantique-Russie ») et Mélanie Sadozai (INALCO), était consacrée à la frontière sino-russe. Trois chercheurs sont intervenus pour discuter de cette question : Sergei Ivanov et Natalia Ryzhova, chercheurs à la Palacký University, et Steven Parham de l'université de Bernes.

Sergei Ivanov a d'abord proposé une approche conceptuelle du sujet, au prisme des configurations post-socialistes et néo-impériales, pour aborder la frontière à différentes échelles, mettre en lumière sa porosité dans l'espace post-soviétique ainsi que les enjeux de domination économique et d'exploitation des ressources présentes en Extrême-Orient. Natalia Ryzhova a ensuite évoqué, par une approche historique, le sujet de la sécurisation des frontières. Enfin, Steven Parham a offert un éclairage sur les relations entre Russie, Asie centrale et Xinjiang comme cœur de l'Eurasie, en présentant la construction, par les populations locales notamment, de réseaux frontaliers moteurs des échanges entre ces régions.

Les présentations ont soulevé de nombreuses questions de la part de l'auditoire, notamment relatives à la coopération au sein des organisations multilatérales pour sécuriser les frontières, particulièrement par l'OCS et l'OSCE, le rôle du Japon dans le développement économique de l'Extrême-Orient russe ou encore le commerce transfrontalier de produits illégaux.

Gabriel PORC
Assistant de recherche

27 mai : Séminaire « Enjeux stratégiques dans les Amériques – La crise politique en Colombie : vers un retour à l'autoritarisme ? », Institut des Amériques/IRSEM.



Le 27 mai, dans le cadre du séminaire « Enjeux stratégiques dans les Amériques » coordonné conjointement par l'IRSEM et [l'Institut des Amériques](#), une table ronde a été organisée portant sur les enjeux de la crise politique traversée actuellement par la Colombie. Depuis le 28 avril en effet, de nombreuses manifestations violemment réprimées par les forces de l'ordre ont lieu sur l'ensemble du territoire national. Initialement provoquées par le projet d'une loi de réforme fiscale, ces mobilisations ont progressivement fait entendre d'autres revendications issues de multiples secteurs de la société colombienne. La table ronde avait ainsi pour objectif de faire le point sur la crise politique extrême actuellement observable en Colombie, et de proposer un éclairage sur ses différents enjeux et évolutions possibles. Modérée par [Camille Boutron](#) (IRSEM) et Kévin Parthenay (IDA – Université de Tours), elle a pu compter avec la participation de Mathilde Allain (Institut des hautes études sur l'Amérique latine), John Harold Cordoba Aldana (Universidad Pedagógica Nacional) et Jacobo Grajales (Université de Lille), tous trois spécialistes de la Colombie.

La discussion a ainsi porté dans un premier temps sur le contexte de la crise et ses différents acteurs. Les intervenants ont souligné l'importance de resituer les événements actuels en continuité avec les nombreuses mobilisations sociales ayant marqué l'histoire récente en Colombie, tout en tombant d'accord sur le fait que les manifestations actuelles différaient quelque peu des précédentes : d'une part, parce qu'elles avaient lieu sur une grande partie du territoire national, notamment dans des petites et moyennes villes, mais aussi en zone rurale ; et d'autre part, parce qu'elles comptaient avec la participation de populations, jusque-là peu mobilisées, comme les jeunes issus des quartiers populaires situés en

périphérie des grands centres urbains. La discussion s'est ensuite orientée vers la réponse du gouvernement face à ces mobilisations, qui s'est traduite par un surenchérissement de la violence étatique illustrée par des faits avérés de violence policière et la mort de près de quarante personnes (en date du 28 avril). Les chercheurs invités ont discuté des formes prises par cette violence et des différents types de discours qui l'accompagnent. Les échanges se sont finalement orientés vers les impacts de cette crise sur la politique colombienne en se demandant de quelle façon elle pouvait renforcer les pratiques autoritaires des institutions gouvernantes. Alors qu'un accord de paix historique avec la puissante guérilla des FARC a été signé en novembre 2016, la question a été posée de ses possibilités de mise en œuvre dans un contexte rendu de plus en plus incertain, et alors que la sécurité reste une problématique centrale, tant au niveau économique, social que politique. La table ronde s'est conclue par des échanges avec le public, qui ont permis d'approfondir les différents questionnements soulevés par les intervenants.

Camille BOUTRON

Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

27 mai : séminaire « Conflits et économie de défense », avec Mahdi FAWAZ.



Séance spéciale PimpMyPhd du séminaire « Conflits et économie de défense » dans une version virtuelle avec la présentation de Mahdi Fawaz (doctorant à l'Université de Bordeaux) d'un travail intitulé « Rivalités "indirectes" et guerres civiles : une évidence empirique ». Ce format spécial du séminaire vise à offrir à un doctorant en fin de thèse une discussion approfondie d'un de ses articles par deux discutants académiques. Cet article, co-écrit avec Erwan Le Quellec propose une évaluation des effets des rivalités indirectes sur les conflits civils. À l'aide d'un jeu de données original sur les rivalités « indirectes » entre États à partir de différents calculs matriciels, les auteurs

démontrent l'importance de ce type de relation dans l'explication des guerres civiles. Plus précisément, en contrôlant par les distances spatiales entre pays rivaux pour un échantillon de 154 pays entre 1970 et 2012, les auteurs mettent en avant que la présence de rivaux directs et indirects exerce bien un effet positif et significatif sur le risque de guerre civile ainsi que des niveaux décroissants de capacité militaire de l'État focal par rapport aux rivaux (directs et indirects) influencent aussi la probabilité de conflit interne. Une riche discussion a été réalisée par Marion Mercier (CNRS) et Antoine Pietri (Université de Montpellier) et a été suivie par un dialogue avec le public virtuellement présent.

Cécile FAUCONNET

Chercheuse Économie de défense

31 mai : Petit-déjeuner Afrique : « Protection de l'environnement, réserves naturelles et conflits armés en Afrique de l'Ouest », avec Nicolas HUBERT.



Dans le cadre des « Petit-déjeuner Afrique » organisés par [Anne-Laure Mahé](#) et [Maxime Ricard](#), l'IRSEM a reçu le Dr Nicolas Hubert, chercheur associé à la Chaire de recherche en francophonie internationale sur les aspirations et mouvements politiques en Afrique francophone de l'Université d'Ottawa. La présentation portait sur les liens entre conflits armés et protection de l'environnement en Afrique de l'Ouest et soulevait la place centrale qu'occupent les réserves naturelles dans la localisation et les dynamiques conflictuelles. La focale était placée en particulier sur la réserve de chasse de Pama au Burkina Faso et sur le complexe transfrontalier formé par les parcs W, Arly et Pendjari situé entre le Burkina Faso, le Niger et le Bénin.

Depuis plusieurs années, ces sites touristiques sont devenus le théâtre d'enlèvements et de violences armées touchant particulièrement les agents des Eaux et Forêts,

en charge de la surveillance et de la gestion des réserves naturelles et donc en première ligne face à l'expansion de groupes armés. Mais ces agents sont également impliqués dans diverses formes de violence à l'encontre des populations locales qui sont de fait exclues des réserves naturelles et des zones de chasse réservées aux touristes aisés. Elles perdent alors l'accès aux ressources nécessaires à leur subsistance, à la construction des habitations, à la pharmacopée ou encore à des lieux de culte. À cet égard, Nicolas Hubert souligne la continuité qui existe au niveau de la gestion de ces espaces entre la période coloniale et la période actuelle, la constante restant l'exclusion des populations autochtones non seulement de ces zones mais également de leur gestion, puisque celle-ci est menée de façon « top-down » par l'État.

Cette situation ainsi que les pratiques de prédation et l'exercice d'une répression extrêmement brutale sur ces populations de la part des agents des Eaux et Forêt, qui sont souvent les seuls représentants de l'État dans ces zones, contribuent aux dynamiques conflictuelles. En effet, en alimentant la frustration et la colère des populations, elles peuvent faciliter le recrutement des groupes armés terroristes (GAT) qui vont se faire garants d'un accès retrouvé à ces espaces protégés, tout en mettant en place leurs propres pratiques de prédation. Pour ces groupes, ces réserves naturelles denses sont par ailleurs un espace refuge idéal. La question centrale est donc celle de la (re)construction de la légitimité locale de l'État, mais aussi de formes de concurrences entre des ordres normatifs représentés par les GAT et les agents locaux de l'État. Pour les programmes de protection de l'environnement en lien avec la résolution des conflits, cette recherche souligne l'importance de prendre en compte le « rapport au lieu », c'est-à-dire l'intégration sociale des populations.

Le travail de Nicolas Hubert met ainsi en évidence les liens complexes entre dynamiques micro et macro des conflits dans ces espaces géographiques où de multiples formes de violence entrent en interaction, et où les motivations des différents acteurs à prendre les armes ne peuvent être comprises uniquement en termes d'adhésion à des idéologies radicales.

Anne-Laure MAHÉ
Chercheuse Afrique de l'Est

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Intervention sur l'influence informationnelle de la Russie en Afrique subsaharienne francophone, séminaire de recherche de l'IRSEM, 4 mai 2021.
- Conférence : « L'influence informationnelle de la Russie post-soviétique en Afrique francophone : acteurs, pratiques et récits russes sur la présence française », Séminaire du Centre de recherches pluridisciplinaires multilingues (CRPM) de l'Université Paris Nanterre, 7 mai 2021.
- Organisation et participation à la 2^e séance du séminaire « "Menaces hybrides" : un concept heuristique » consacrée à la notion de « mesures actives », IRSEM, 12 mai 2021.
- Organisation du séminaire « La Chine au Sahel », IRSEM, 20 mai 2021.
- Discussion de la présentation de Nicholas Cull « New propaganda networks in the age of great power competition », Séminaire « Strategic Issues in the Americas », IRSEM/IDA, 20 mai 2021.



Pierre BOURGOIS

- Co-organisation avec Océane Zubeldia de la séance 2 du séminaire mensuel « Nouvelles technologies, sécurité et puissances démocratiques » : « L'intelligence artificielle et les drones aériens : potentialités et limites », IRSEM, 6 mai 2021.



Camille BRUGIER

- Interview : « [Accord UE-Chine : pourquoi a-t-il été suspendu ?](#) », *Koi Magazine*, 7 mai 2021.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Intervention sur les enjeux et l'avenir de la dissuasion, 222^e session régionale de l'IHEDN, 7 mai 2021.

- Publication : « [L'entrée en vigueur du TIAN : un tournant pour la campagne d'interdiction des armes nucléaires ?](#) »,

Étude n° 79, IRSEM, 21 mai 2021, 72 p.



Damien CARRIÈRE

- Publication : « [Garde-à-vous à Manesar. Une observation participante parmi les gardiens de sécurité en Inde](#) », Carnets de terrain, *Carnets de géographes*, 15/2021, mai 2021.



Paul CHARON

- Participation au séminaire fermé du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » : « Menaces hybrides : un concept heuristique ? », séance 2 consacrée aux mesures actives, 12 mai 2021.

- Participation au séminaire « La Chine au Sahel », IRSEM, 20 mai 2021.

- Participation, à l'invitation de la mission sécurité défense d'INRIA, à une simulation d'analyse du renseignement en situation de crise sur la plateforme développée par l'INRIA, Intel LAB, Rocquencourt, 18 mai 2021.

- Intervention : « Anticipating Strategic Surprises: approaches, issues, and methods », dans le cadre du Máster Interuniversitario en Analista de Inteligencia de l'université Rey Juan Carlos de Madrid, 28 et 29 mai 2021.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Membre du jury de thèse de doctorat de Laure Masson, « Créer la ville de Dubaï : pouvoir tribal et aménagement urbain face au défi de la mondialisation » sous la direction de Fabrice Balanche, Université Lumière LYON II, 6 mai 2021.

- Conférence : « Islam, islamisme et islam radical : le nouveau narratif en péninsule Arabique (cas saoudien, qatari et émirati) », École nationale de la magistrature (PACT, Parcours approfondi de contre-terrorisme), 12 mai 2021.

- Conférence : « Rôle et place des Émirats arabes unis dans la géopolitique du Moyen-Orient », IHEDN, Session nationale Armement et économie de la Défense, 17 mai 2021.

- Invitée avec Leïla Seurat, Denis Charbit et Vincent Lemire à l'émission « Affaires étrangères » de Christine Ockrent, « [Israël-Palestine : l'engrenage](#) », France Culture, 15 mai 2021.

- Publication : « [Arabie saoudite : Le pari sur la jeunesse de Mohammed Bin Salman](#) », Étude 80, IRSEM, 27 mai 2021, 120 p.



François DELERUE

- Participation [en ligne] à la table ronde « [Can We Avoid Arms Race in Cyberspace ?](#) », Community Talk #5 on Cyber Diplomacy, organisé par Kaspersky, Moscou, Russie, 5 mai 2021. Compte rendu disponible [en ligne](#).

- Intervention [en ligne] sur la « [Géopolitique de la paix et la stabilité du cyberspace](#) », cycle « Comprendre le monde », École de guerre, 7 mai 2021.

- Enseignement invité [en ligne] au sein du cours de droit des conflits armés du Pr Athina Sachoulidou, Nova Law School, Université Nova, Lisbonne, Portugal, 12 mai 2021.

- Participation au projet « Furthering digital sovereignty », coordonnée par UNU-CRIS et la Vrije Universiteit Brussel, mai 2021.

- Organisation d'un séminaire d'auteurs [en ligne] sur le projet d'ouvrage « Artificial intelligence and international conflict in cyberspace », Université de Leyde, Pays-Bas, 18 mai 2021.

- Présentation [en ligne] d'un article intitulé « Covid-19 and the Cyber Pandemic: A Plea for International Law and the Rule of Sovereignty in Cyberspace » à la [13ème Conférence internationale sur les cyber conflits](#) du Centre d'excellence de cyberdéfense coopérative de l'OTAN, 25-28 mai 2021, Tallinn, Estonie.

- Publication : « Covid-19 and the Cyber Pandemic: A Plea for International Law and the Rule of Sovereignty in Cyberspace », in Taťána Jančárková, Lauri Lindström, Gábor Visky & Philippe Zotz (eds.), 13th International Conference on Cyber Conflict: Going Viral, Tallinn,

NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence Publications, juin 2021.



Emmanuel DREYFUS

- Organisation et participation au séminaire [en ligne] « Borders in Eurasia : The Russia/China Border », INALCO/IRSEM, 26 mai 2021.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Auditionné sur « la guerre des drones » par la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, Paris, 6 mai 2021.

- Conclusion du colloque international « [Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques. Le détournement d'armes : contrôle, objets, acteurs](#) », organisé par l'IRSEM et la DGRIS, Paris, 19 mai 2021.

- Discutant de Nicholas Cull (USC California) lors du séminaire « [New propaganda networks in the age of great power competition](#) », organisé par l'IRSEM et l'Institut des Amériques (IDA), Paris, 20 mai 2021.

- Intervention « The French Defense Ethics Committee's Opinion on the Integration of Autonomy Into Lethal Weapon Systems », 4th informal session of the « Strategic EU Process on Responsible Military Use of New Technologies », Service européen pour l'action extérieure, Bruxelles (par visioconférence), 27 mai 2021.

- Auditionné sur les enseignements du conflit du Haut-Karabagh par la Commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, Paris, par écrit, 28 mai 2021.



Édouard JOLLY

- Publication : « Faire mourir et laisser vivre : du principe de discrimination dans les guerres insurrectionnelles », dans Anne Muxel, Barbara Jankowski et Mathias Thura (dir.), *La Sociologie militaire*, Peter Lang, 2021, p. 223-240.

- Intervention : « Phénoménologie de la violence », séminaire « Interactions socio-philosophiques : les appli-

cations de la méthode phénoménologique », Paris I Panthéon-Sorbonne [en ligne] (organisation : A. Aulanier et L. Ascarate), 7 mai 2021.

- Organisation du colloque international [en ligne] : « [Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques. Le détournement d'armes : contrôle, objets, acteurs](#) », IRSEM/DGRIS, 19 mai 2021.



Anne-Laure MAHÉ

- Co-organisation, avec Maxime Ricard, du séminaire en ligne « [Protection de l'environnement, réserves naturelles et conflits armés en Afrique de l'Ouest](#) », IRSEM, 31 mai 2021.



Anne MUXEL

- Publication : avec Barbara Jankowski et Mathias Thura (dir.), *La Sociologie militaire, Héritages et nouvelles perspectives*, Peter Lang, 2021, 468 p.

- Article : « [Retours d'expériences](#) », *Revue Défense nationale*, n° 840, mai 2021, p. 40-43.



Angélique PALLE

- Intervention : « [Nord Stream 2 : projet toxique pour l'Europe](#) », Cultures Monde, France Culture 10 mai 2021.

- Podcast : « [L'énergie, le climat et la guerre](#) », « Têtes chercheuses » #11, « Le Collimateur », IRSEM, 21 mai 2021.



Maud QUESSARD

- Membre du jury Comité de sélection Maître de conférences, Rouen, 7 mai 2021.

- Organisation et présidence séminaire « Enjeux stratégiques dans les Amériques : New Propaganda Networks in the Age of Great Powers Competition » avec Nicholas Cull (University of Southern California), IRSEM-IDA, 20 mai 2021.

- Participation au séminaire « Enjeux stratégiques dans les Amériques : La crise politique en Colombie : vers un retour à l'autoritarisme ? », IRSEM-IDA, 27 mai 2021.
- Entretien : « Que peut-on attendre de la *Global Posture Review* initiée par la nouvelle administration américaine ? », Institut Montaigne Blog, 30 mai 2021.



Marianne PÉRON-DOISE

- Intervention : « La montée en puissance des marines asiatiques (Singapour, Inde, Japon, Chine) », dans le cadre du cours du professeur Frédéric Charillon, « Géopolitique des questions de Défense », DESS de l'ES-SEC, 5 mai 2021.

- Intervention : « L'Indopacifique » dans le cadre de la Journée du Marin, Marine nationale, 19 mai 2021.



Nicolas REGAUD

- Publication : « [Changement climatique, défense et sécurité : nouvelle dynamique internationale et enjeux pour la France](#) », Brève stratégique n° 21, IRSEM, 4 mai 2021.

- Communication au webinar « Outweighting the CCP: The Role of European Allies in US-China Strategic Competition », Project 2049 Institute, 5 mai 2021.

- Communication au colloque « Les enjeux des armées face au changement climatique », CICDE, École militaire, 20 mai 2021.



Maxime RICARD

- Co-organisation, avec Anne-Laure Mahé, du séminaire en ligne « [Protection de l'environnement, réserves naturelles et conflits armés en Afrique de l'Ouest](#) », IRSEM, 31 mai 2021.



Camille TROTOUX

- Article : « Militaire et chercheuse : les enjeux du retour du terrain sensible », *Revue Défense nationale*, mai 2021, n° 840, p. 16-20.

- Chapitre : avec Christophe Pajon, « Officiers dans l'armée de l'air : segmentation d'une profession et espace interarmées », dans Barbara Jankowski, Anne Muxel, Mathias Thura, *La Sociologie militaire. Héritages et nouvelles perspectives*, Peter Lang, 2021.



Océane ZUBELDIA

- Co-organisation avec Pierre Bourgois de la séance 2 du séminaire mensuel « Nouvelles technologies, sécurité et puissances démocratiques » : « L'intelligence artificielle et les drones aériens : potentialités et limites », IRSEM, 6 mai 2021.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Julien FRAGON

- Publication : avec William Leday, « La guerre au terrorisme depuis 2015 : entre opportunité politique et consécration stratégique », dans Barbara Jankowski, Anne Muxel et Mathias Thura (dir.), *La Sociologie militaire. Héritages et nouvelles perspectives*, Peter Lang, 2021, p. 317-330.



Barbara JANKOWSKI

- Publication : avec Anne Muxel et Mathias Thura (dir.), *La Sociologie militaire, Héritages et nouvelles perspectives*, Peter Lang, 2021, 468 p.



Christophe LAFAYE

- Chapitre : « Garder les traces de l'expérience des combattants », dans Barbara Jankowski, Anne Muxel et Mathias Thura, *La Sociologie militaire. Héritages et nouvelles perspectives*, Peter Lang, 2021, p. 207-225.

- Coordination et introduction : « Confronter les expériences pour saisir les enjeux du retour », *Revue Défense nationale*, « Revenir du combat. Revenir du terrain sensible », n° 840, mai 2021, p. 7-45.

- Article : « [Opération Pamir en Afghanistan \(2001-2014\)](#) », *Soldats de France*, n° 16, mai 2021, p. 10-12.

- Article : avec Benjamin Massieu, « L'île de Walcheren était le point le plus fortifié d'Europe. Se dire qu'elle a été prise en à peine une semaine est assez incroyable », *Opérations spéciales*, n° 49, mai-juin 2021, p. 78-80.

- Article : « Faire surgir une armée du néant : l'armée française et la formation de l'armée afghane (2002-2012) – 3^e partie : quels enseignements opérationnels ? », *Opérations spéciales*, n° 49, mai-juin 2021, p. 58-62.



Yvan LLEDO-FERRER

- Intervention : « Techniques d'analyse structurée, une approche pratique » au master d'analyse du renseignement de l'Universidad Rey Juan Carlos (Madrid), 7 et 8 mai 2021.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Organisation, avec Maxime Audinet, et participation à la 2^e séance du séminaire « "Menaces hybrides" : un concept heuristique » consacrée à la notion de « mesures actives », IRSEM, 12 mai 2021.

- Organisation, avec Louis Perez, d'une séance « Entre doctorants » du séminaire [en ligne] des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en SHS », 27 mai 2021.



Léa MICHELIS

- Participation au séminaire fermé de présentation des travaux de Jack Harding sur la culture stratégique et la lutte contre le terrorisme, IRSEM, domaine Défense et société, 5 mai 2021.

- Participation au séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, 11 mai 2021.

- Participation au séminaire « Le néolibéralisme et ses critiques – Présentation de l'ouvrage *Libres d'obéir* de Johann Chapoutot », Université de Rennes 1, 20 mai 2021.



Benjamin OUDET

- Publication : « [Peut-on évaluer la politique publique de renseignement ?](#) », *Brève stratégique* n° 22, IRSEM, 18 mai 2021.



Mathias THURA

- Publication : avec Anne Muxel et Barbara Jankowski (dir.), *La Sociologie militaire, Héritages et nouvelles perspectives*, Peter Lang, 2021, 468 p.



Damien VAN PUYVELDE

- Article : avec Rory Cormac et Calder Walton, « [What constitutes successful covert action? Evaluating unacknowledged interventionism in foreign affairs](#) », *Review of International Studies*, 2021.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ÉTATS-UNIS

RUSSIE

Alexander BAUNOV, « [Ukraine, Russia, and United States Make Use of Donbas Tension](#) », Carnegie Moscow Center, 21 avril 2021.

Dans cet article du Carnegie Moscow Center, antenne moscovite du think tank bipartisan Carnegie Endowment for International Peace situé à Washington, le journaliste spécialiste de la politique étrangère russe Alexander Baunov revient sur le second appel téléphonique entre Joe Biden et Vladimir Poutine et la proposition de rencontre en territoire neutre. L'événement s'apparentait à une tâche complexe pour la nouvelle administration américaine. L'escalade des tensions dans le Donbass est restée au centre de la conversation, tout particulièrement concernant le mouvement des troupes au niveau de la ligne de front. L'auteur dresse un parallèle de la situation ukrainienne avec celle de la Géorgie lors de la guerre de cinq jours avec la Russie à propos de l'Ossétie du Sud. En effet, pour l'Ukraine, si les premières mobilisations et montées de violences s'apparentaient à une guerre civile entre pro-Ukrainiens et pro-Russes, les différentes manœuvres et stratégies de conflits armés ont fait basculer le Donbass dans une dimension militaire plus classique, à savoir celle d'une opposition entre deux armées nationales. Avec l'arrivée d'une administration américaine plus favorable à l'Ukraine, Alexander Baunov s'interroge sur les futures actions de l'Ukraine dans le Donbass, les attaques frontales apparaissant plus populaires que les tentatives d'instauration des accords Minsk 2. L'Ukraine semble s'enliser dans une situation délicate : l'image novatrice du président Zelensky s'estompée du fait du manque de résultats dans la région ; et le soutien américain, qui plus est dorénavant sous l'administration Biden, est de plus en plus considéré comme une forme d'ingérence par Moscou. À l'heure où les cessez-le-feu vacillent et où les tensions évoluent vers des conflits cinétiques se réactivent, Alexander Baunov conclut à la nécessité pour Joe Biden de s'imposer face à Vladimir Poutine, qui possède les forces armées nécessaires et un soutien de la population du Donbass. L'Ukraine devient ainsi une forme de *proxy war* (guerre par procuration), dans laquelle les intérêts des nations directement engagées dans le conflit s'accompagnent de l'intérêt des États-Unis en tant que grande puissance qui continue de soutenir l'Ukraine dans son ancrage européen tout en réamorçant un dialogue avec Moscou.

Steven PIFER, « [The First 100 Days: Breaking With Trump on Russia](#) », The Brookings Institution, 26 avril 2021.

Dans ce papier publié par le think tank bipartisan américain Brookings, Steven Pifer – ancien ambassadeur pour les États-Unis en Ukraine de 1998 à 2000 – souligne l'absence de politique de *reset* de l'administration Biden vis-à-vis de la Russie, qui présente déjà une rupture profonde avec la diplomatie de l'administration Trump. L'expert met en exergue les questions présentant des intérêts communs à Washington et Moscou, intérêts notamment illustrés par la prolongation des accords du traité New START sur la réduction de l'armement et de l'arsenal nucléaire. De plus, Steven Pifer souligne la vision commune des deux pays sur les ambitions nucléaires de l'Iran, au moment où les États-Unis s'approprient à quitter l'Afghanistan. Néanmoins, sur des aspects de politique intérieure, le nouveau président américain n'a pas hésité à confier des enquêtes, notamment au Comité sur le renseignement de la Chambre des représentants, sur les questions d'ingérences russes dans l'élection présidentielle de 2020. Par ailleurs, les sanctions économiques imposées par les États-Unis contre la Russie se poursuivent. La politique étrangère de l'administration Biden vis-à-vis du Kremlin semble désormais fortement liée à la vision atlantiste du nouveau président, qui a réaffirmé son soutien à l'OTAN. Au cours de leurs deux appels au mois de janvier et d'avril, les discussions entre Joe Biden et Vladimir Poutine sur l'accord New START se sont accompagnées de débats concernant le Donbass et l'emprisonnement de l'opposant russe Alexeï Navalny, soulignant le retour de la diplomatie des valeurs et des droits de l'homme portée par Joe Biden. Ainsi, si Alexeï Navalny venait à mourir, les relations entre les deux pays pourraient se détériorer davantage ; encore plus si une offensive russe était lancée dans le Donbass, de par le non-respect de la souveraineté de l'Ukraine. Le futur des relations américano-russes repose donc en grande partie sur les actions du Kremlin.

EUROPE

Rachel ELLEHUSS (ed.), « [Security in Northern Europe in the Biden Era](#) », Center for Strategic and International Studies (CSIS), 29 avril 2021.

Cette étude compilant quatre articles publiés au sein du think tank américain bipartisan CSIS revient sur le caractère pro-otanien du début de l'administration Biden, en rupture avec son prédécesseur, et plus particulièrement sur les enjeux du multilatéralisme dans le domaine de la sécurité nord-européenne. Les experts soulignent le redémarrage de la relation transatlantique, dont le retour

des États-Unis dans l'Accord sur le climat. Néanmoins, certaines pommes de discorde restent sur la table, notamment la question du gazoduc Nord Stream 2 et les rapports entretenus avec l'Allemagne. Concernant la sécurité nord-européenne, la Russie apparaît comme le défi majeur. Son activité militaire accrue en Arctique – ses patrouilles de bombardiers – et ses cyberattaques visant à la fois l'Europe et les États-Unis (SolarWinds) nécessitent une coopération durable entre les deux continents.

Le caractère atlantiste de la nouvelle administration américaine et son impact sur la coopération européenne est le point d'étude du deuxième article, qui insiste sur la relation américano-norvégienne en matière de sécurité dans la région Arctique. Elle est décrite comme un théâtre de compétition des grandes puissances (États-Unis/Russie/Chine) mais aussi des puissances moyennes (pays d'Europe du Nord). De manière moins directe, la Chine et ses atouts économiques et technologiques – notamment par sa capacité d'innovation – posent également un défi pour l'Europe du Nord. Enfin, les actions en faveur du climat constituent le dernier enjeu majeur de la région. Les auteurs soulignent toutefois le risque que pourrait constituer une plus grande autonomie de l'Europe dans cette région, du fait du manque d'impulsion politique comparé aux États-Unis.

Sur un autre théâtre, le troisième article s'intéresse au concept de *Global Britain* soutenu par le Royaume-Uni dans la [Revue intégrée](#) de mars 2021, vitrine des ambitions internationales du pays et d'un retour idéologique à l'âge élisabéthain fondé sur l'expansion maritime de la nation et son rôle de maintien de l'ordre. Dans une perspective de « pivot » (terme mentionné dans la revue, p. 66) vers l'Indo-Pacifique, il est fort probable que le Royaume-Uni cherche à redéfinir ses relations avec les États-Unis et l'OTAN. Notons que cette redéfinition est une réelle impulsion du Royaume-Uni pour jouer sa carte d'acteur international et non une invitation de la part des États-Unis, qui ont déjà amorcé ce pivot dans la région. Le multilatéralisme européen présente donc des enjeux qui dépassent son aire géographique et qui possèdent des implications internationales.

Le point de contrainte à l'élaboration de ce multilatéralisme européen est présenté dans le dernier article, relatif au secteur de la défense allemand. Il met en lumière les décisions politiques prises pour moderniser la politique de défense du pays. Néanmoins, certains déséquilibres structurels persistent, comme une bureaucratie lourde et un manque de reconnaissance de la défense en tant que facteur de pouvoir. Le changement de chancelier à l'automne 2021, des coalitions parlementaires et gouvernementales relance-

ront les négociations sur cette thématique pour tenter de faire de l'Allemagne un acteur engagé dans le multilatéralisme européen sur les aspects de défense.

CHINE

Jeff M. SMITH, « [In Age Of China Rising Has US Democracy Promotion Lost Its Edge As Foreign Policy Goal?](#) », *Eurasia Review*, 17 avril 2021.

Jeff Smith, spécialiste des questions relatives à la Chine et à l'Asie du Sud, revient sur les valeurs démocratiques portées par Joe Biden lors de sa campagne présidentielle et la compétition des modèles politiques au prisme des tensions dans l'Indo-Pacifique et de la montée en puissance de la Chine. Le QUAD – alliance entre l'Inde, l'Australie, le Japon et les États-Unis, présentant un cadre de coopération multidimensionnelle – doit permettre de façonner la stratégie générale des États-Unis dans la région et de dépasser la simple représentation du QUAD en tant que blocus face à Pékin. Biden propose une rhétorique de consolidation démocratique soulignée par l'organisation du Sommet de la démocratie de Copenhague en mai 2021. La promotion de la démocratie, entendue comme forme de politique étrangère par laquelle les États-Unis tentent d'exporter leur modèle démocratique dans un environnement étranger pour y amorcer une transformation du système politique, face à la montée des autoritarismes – notamment la Chine qui en offre une forme « viable » – est de plus en plus remise en question à l'heure où le statut même de la démocratie aux États-Unis est contesté. L'expert insiste sur la nécessité pour Joe Biden de redéfinir la stratégie de promotion de la démocratie en l'adaptant aux mutations du XXI^e siècle. Jeff Smith rejette ainsi les critiques qui condamnent les partenaires semi-autoritaires de l'Amérique. Selon lui, la forme du régime n'est qu'une partie de la relation interétatique ; d'autres facteurs entrent en compte, comme les intérêts communs en matière de politique étrangère. Si la rhétorique nationaliste de Joe Biden engagée dans la protection de l'économie nationale a été observée, renoncer sur le plan international à travailler avec des pays non démocratiques et mettre en place des sanctions tous azimuts pourraient entraîner une perte du leadership des États-Unis et de leurs alliés. L'agenda du XXI^e siècle doit donc porter sur la consolidation plutôt que la promotion de la démocratie, de manière à former un ordre régional dans l'Indo-Pacifique pour inclure les régimes semi-autoritaires dans la boucle pour contrer Pékin et sa rhétorique illibérale.

Gabriel PORC
Assistant de recherche

AFGHANISTAN

Daniel L. BYMAN, « [Don't Expect an al-Qaida Reboot in Afghanistan](#) », Brookings Institution, 4 mai 2021.

Dans cet article publié par la Brookings Institution, think tank américain bipartisan, le professeur américain Daniel L. Byman se demande si le retrait américain d'Afghanistan ne va pas conduire à une résurgence d'al-Qaïda. Pour ce spécialiste du contre-terrorisme, la Maison Blanche n'a atteint que partiellement ses objectifs relatifs à la stabilisation et à la sensibilisation des populations dans la région. Usée par des années de guerres, al-Qaïda a perdu de son influence (en moyens et en ressources). Alors que le retrait des troupes américaines pourrait favoriser la résurgence d'al-Qaïda, ses membres ne seraient plus en mesure de mener des attaques terroristes d'une ampleur internationale. Dorénavant, il semblerait qu'ils doivent s'appuyer sur des groupes affiliés pour maintenir leur renommée. Pour Daniel L. Byman, il s'agit désormais de déterminer le rôle que vont jouer les talibans vis-à-vis d'al-Qaïda, l'organisation talibane manquant en effet de transparence quant à ses relations avec le groupe djihadiste. Cependant, bien qu'ils aient abrité Oussama Ben Laden, les dirigeants talibans n'auraient pas toujours été en accord avec les actions d'al-Qaïda : ils se seraient par exemple opposés aux attentats du 11 septembre 2001. Avec le départ des Américains, les bases américaines ne seraient plus mises à profit comme avant (au niveau de l'expertise technique et des moyens humains). Les capacités de projection militaire du Pentagone seront donc réduites. Cela pourrait nuire aux actions locales de contre-terrorisme ; le gouvernement afghan serait susceptible de s'affaiblir plus rapidement et aurait donc naturellement tendance à se tourner vers les urgences les plus prioritaires à la stabilité du pays. Pour l'instant, les revendications talibanes seraient la priorité des autorités afghanes. Pour le professeur Byman, l'État voisin du Pakistan a également un rôle important à jouer. Bien qu'allié des talibans, la position d'Islamabad vis-à-vis d'al-Qaïda est plus facile à cerner : les décisions pakistanaises ne permettraient pas aux djihadistes d'opérer librement dans la région. Le retrait américain a donc des conséquences certaines sur les dynamiques géostratégiques de la zone ; malgré le vide que pourrait laisser le départ des Américains, rien ne suggère pourtant une résurgence prochaine d'al-Qaïda.

TURQUIE

Dalia GHANEM, « [Ankara Maghreb Moment](#) », Carnegie Middle East Center, 4 mai 2021.

Selon Dalia Ghanem, chercheuse résidente au Carnegie Endowment for International Peace, think tank américain bipartisan situé à Washington, non intégré aux initiatives de l'Union européenne, Recep Tayyip Erdogan redirige la diplomatie de son pays vers l'Afrique en priorisant la zone maghrébine. Ankara considérerait en effet le Maghreb comme un point d'entrée sur les nouveaux marchés africains en vue d'amplifier son développement au Sahel. Le président rechercherait de nouvelles opportunités énergétiques proches du bassin méditerranéen afin de moderniser ses capacités de développement. Ainsi, pour Dalia Ghanem, la Turquie d'Erdogan étend sa zone d'influence en Algérie notamment, au travers de partenariats économiques et militaires. En se positionnant face aux Européens, Ankara tente de propager son empreinte politique tout en s'érigeant comme défenseur du monde musulman sunnite ; le chef du régime turc se présente également comme une alternative à la France dans cette région désabusée par sa longue relation avec l'ancienne puissance coloniale. Selon Dalia Ghanem, les investissements économiques turcs en Afrique ont été estimés à 25,3 milliards de dollars pour l'année 2020. Alger est devenu le deuxième partenaire commercial africain d'Ankara après l'Égypte. En Libye, Erdogan s'est démarqué en négociant des accords pétroliers et militaires avec le régime de Fayez al-Sarraj, du gouvernement d'union nationale (GNA). Cette stratégie lui permettrait de s'enraciner dans des pays aux ressources importantes et ainsi de consolider ses intérêts. Outre ses relations privilégiées avec l'Algérie et la Libye, la Turquie a signé de nombreux autres accords avec la Tunisie, le Tchad, le Niger et la Somalie, dans des domaines divers liés à l'économie, la culture, la sécurité, au tourisme, à l'énergie ou encore à l'agroalimentaire. À long terme Erdogan souhaiterait multiplier ses investissements afin de dominer le marché africain de l'armement. Pour ce faire, il renforcerait son réseau de soutiens politiques en Afrique.

IRAQ

Anthony H. CORDESMAN, « [Iraq: The Missing Keystone in U.S. Policy in the Gulf](#) », CSIS, 29 avril 2021.

Selon l'analyste américain Anthony H. Cordesman, spécialiste de la sécurité nationale, depuis l'élection de Joe Biden, les enjeux de politique étrangère des États-Unis se sont portés sur le retrait des troupes américaines d'Afgha-

nistan et sur les négociations relatives à l'accord sur le nucléaire iranien. Par conséquent, l'Irak n'a pas fait partie des priorités du début de mandat du nouveau président. Déstabilisé par trente années de chaos, Bagdad a connu maintes vicissitudes (guerre du Golfe de 1990, guerre d'Irak de 2003 à 2011). Pourtant, l'Irak est un pays clé que Washington devrait remettre au centre de sa stratégie. Il est en effet un État charnière et pétrolifère entouré d'acteurs incontournables dans la région (Turquie, Iran, Syrie, Arabie saoudite). Au cours du mandat de George W. Bush, malgré les multiples interventions de l'armée américaine dans le pays, les troupes n'auraient pas réussi à renforcer l'institution militaire irakienne. En 2011, le départ prématuré de 170 000 soldats américains ainsi que l'abandon de 505 bases militaires américaines n'a fait qu'aggraver la situation locale. Poussés par les figures politiques irakiennes, d'après Anthony H. Cordesman, les Américains seraient partis trop tôt, laissant Bagdad paralysé par les nombreuses divisions ethniques et sectaires ; le régime n'aurait ensuite pas été capable de se défendre seul contre Daech. Face à une situation dégradée, la meilleure option pour Joe Biden serait de réformer en profondeur et sur le long terme les forces de sécurité du pays. Cela permettrait aux armées irakiennes de faire face à la menace des milices ayant prêté allégeance à l'Iran (certaines de ces milices ont noyauté l'appareil sécuritaire irakien). En mettant en place un programme d'aides au développement (*aid*), Joe Biden participerait à la restauration de l'institution de sécurité irakienne et *de facto* permettrait une réduction de l'influence iranienne en Irak. Selon Anthony H. Cordesman, ces aides devraient toutefois être conditionnées à la capacité du régime irakien à assumer ses responsabilités : lutte contre la corruption, utilisation efficace des fonds versés et stabilité politique.

IRAN

Karen KRAMER, « [Outdated U.S. Policies Are Helping Iran Censor Its Citizens](#) », *Foreign Policy*, 6 mai 2021.

Karen Kramer est directrice des publications du Centre pour les droits de l'homme en Iran, situé à New York. Dans cet article de *Foreign Policy*, elle soutient que l'accès à internet ainsi qu'aux outils et services de communication internationaux est un droit fondamental et essentiel de tout être humain. Du fait de la censure du régime d'une part, et des sanctions américaines d'autre part, la société iranienne ne dispose pas de ces accès internet et est donc, selon l'auteure, victime d'une atteinte majeure aux libertés. Les entreprises occidentales qui braveraient les interdictions imposées par les sanctions s'exposeraient à de lourdes amendes ; le risque est tel que la plupart des

sociétés ont, d'après Karen Kramer, quitté l'Iran. Cette situation crée une pénurie qui oblige les Iraniens à recourir à des produits locaux très chers et à trouver des moyens de contourner les sanctions (comme l'usage de VPN) afin d'accéder aux informations non contrôlées par le régime. Pourtant, un accès ouvert à internet serait nécessaire au développement culturel et commercial de la société iranienne. Le gouvernement américain pourrait assouplir sa position en mettant en place des mécanismes juridiques permettant aux entreprises de la tech de contourner les sanctions ; cette évolution permettrait de provoquer un changement drastique au sein de la société iranienne et d'ouvrir la porte à de nouvelles alternatives digitales.

Philippine RAPHANAUD
Assistante de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Global Trends 2040. A More Contested World, National Intelligence Council (NIC), mars 2021.

La 7^e édition du rapport de prospective mondiale du National Intelligence Council (NIC) a été publiée au mois de mars 2021. Ce rapport, dont une nouvelle édition paraît tous les quatre ans depuis 1997, présente les analyses produites par l'équipe du NIC, majoritairement constituée de membres de la CIA. Ce rapport offre une analyse géopolitique prospective ; il n'a pas vocation à prédire l'avenir mais à donner aux acteurs de la politique étrangère les moyens d'analyse nécessaires pour prévoir les différentes tendances du futur dans les domaines politique, économique, militaire ou encore environnemental. Il s'organise en quatre parties majeures : les forces structurelles ; les dynamiques émergentes ; une présentation de cinq scénarios en fonction des différentes évolutions ; et une dernière partie intitulée « Prévisions régionales ».

Ce rapport 2040 s'ouvre sur les limites de l'interdépendance des nations au prisme de la pandémie, notamment en soulignant la crise sanitaire en tant qu'exemple de l'incapacité du système international à répondre promptement à une crise globale ; pandémie qui a fait apparaître des fractures nationales et internationales dans tous les secteurs (économie, polarisations sociétales et hausse des inégalités, ainsi qu'une méfiance accrue envers les États). Ainsi, cette 7^e édition, assez pessimiste, présente cinq thématiques : les défis internationaux (climat, crises financières, émergence des nouvelles technologies) ; la fragmentation des acteurs à différentes échelles (locale, nationale, internationale) ; les déséquilibres entre les enjeux à traiter, les intérêts des acteurs et leurs ressources pour y répondre ; la contestation (des gouvernements, en tant que sentiment engendré par des fractures sociétales, mais aussi la contestation entre grandes puissances type USA-Chine) ; l'adaptation (climat, enjeux environnementaux et démographiques, ainsi que leurs implications économiques). On soulignera enfin l'accent mis sur l'Asie, en particulier la Chine, tout au long du rapport, comme enjeu majeur de l'équilibre du monde, tant dans les aspects structurels que géopolitiques.

La partie « Forces structurelles » a pour but de dessiner les tendances futures en matière de démographie, d'environnement, d'économie et de technologie. Concernant la

démographie, le rapport insiste sur les enjeux de la croissance démographique et du vieillissement de la population : l'urbanisation des pays d'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne soulève la question des investissements dans les infrastructures, ainsi que celle relative au financement des soins et des retraites des personnes âgées alors que la population active serait moins importante. À propos de l'environnement, le rapport revient sur les problématiques sociétales actuelles concernant le réchauffement climatique, la fonte des glaces et la transition énergétique. Cette dernière préoccupation implique un enjeu stratégique : celui de l'accès à de nouvelles ressources et la diversification de l'économie ; enjeu pouvant accroître les tensions interétatiques. Les deux dernières caractéristiques de ces forces structurelles sont l'économie et la technologie, qui sont de plus en plus liées. Si l'augmentation de la dette nationale et le risque de faire défaut encouragent les pays à privilégier leur économie nationale, l'environnement international se voit transformé par l'essor de l'intelligence artificielle (IA) dans tous les domaines d'activités (agriculture, santé, e-commerce...). Le rapport souligne la croissance générée par l'IA ainsi que la compétition accrue entre les États-Unis et la Chine, notamment dans le domaine spatial. L'IA soulève également la question de son emploi militaire, les enjeux éthiques associés et le déséquilibre entre puissances avancées sur la question et celles ne maîtrisant pas encore totalement l'outil.

Le rapport offre une analyse des puissances internationales majeures et leurs perspectives de développement. La Russie, malgré un déclin de sa puissance, resterait un élément disruptif sur la scène internationale, par ses avantages (militaire, nucléaire et énergétique). Le NIC prévoit un renforcement de la présence russe en Afrique par la construction de réseaux d'influence passant par le Moyen-Orient, tout comme une position militaire accrue dans l'Arctique. Néanmoins, il ne mentionne pas les relations avec la Chine. Concernant l'UE, elle conserverait son leadership en tant qu'arène de négociations entre nations. Toutefois, les priorités militaires en lien avec l'OTAN et les actions russes en Europe de l'Est sont concurrencées par les plans de relance post-COVID, qui pourraient être un frein à la dynamique internationale. Le Royaume-Uni resterait un pays important en matière d'investissement et de coopération militaire internationale ; position renforcée par son siège au Conseil de sécurité des Nations unies et sa dynamique *Global Britain*. Enfin, le Japon et l'Inde présentent des enjeux technologiques, commerciaux et démographiques majeurs. Leur capacité d'innovation et les liens avec l'Indo-Pacifique en font des partenaires

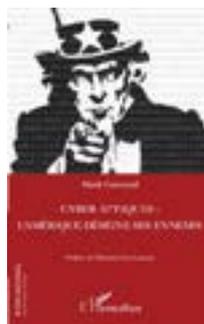
idéaux pour les États-Unis dans leur optique de contre-poids à la Chine. Les défis internes (gouvernance, environnementaux, sociétaux) auxquels est confrontée l'Inde devront être surmontés pour faire du pays une grande puissance à l'horizon 2040.

La partie « Scenarios for 2040 » propose différentes visions malgré l'incertitude. Le monde verrait ainsi une « renaissance des démocraties », portée par les États-Unis et renforcée par l'essor économique et technologique, ainsi que par la confiance envers les institutions étatiques ébranlées par la pandémie. À l'opposé, le monde pourrait être « à la dérive », dominé par la Chine et une coopération internationale limitée se répercutant sur des sociétés polarisées et fortement endettées. Un scénario alternatif, la « coexistence pacifique », envisage une coopération entre les États-Unis et la Chine comme leaders du monde dans lequel les ententes économiques diminuent le risque de conflits. L'enjeu majeur est donc l'équilibre économique entre les États-Unis et la Chine dans le maintien de l'ordre international, tant sur l'aspect économique que géopolitique. Le scénario « silos séparés » de cette partie du rapport projette une fragmentation du monde en plusieurs blocs économiques et sécuritaires de taille et d'influence différentes, centrés majoritairement sur les États-Unis, la Chine, l'Union européenne et la Russie. Ces blocs se focaliseraient sur l'augmentation de leurs capacités d'autosuffisance, de résilience et de défense. Une majorité de modèles politiques présenteront un caractère démocratique couplé à un accroissement de l'autoritarisme, avec une amplification de la surveillance et de la répression. À l'inverse, le scénario « tragédie et mobilisation » prévoit en 2040 une coalition globale, menée par l'Union européenne et la Chine, accompagnée d'organisations non gouvernementales et d'institutions multilatérales dynamiques. Cette partie prédit l'implémentation de nouvelles mesures permettant de contrer le changement climatique, l'épuisement des ressources et l'aggravation de la pauvreté. Les pays les plus riches aideraient les pays pauvres à opérer une transition énergétique afin de pallier les crises futures.

Enfin, le rapport conclut sur les prévisions régionales, centrées sur les évolutions démographiques et de l'économie digitale des zones géographiques ciblées, ainsi que sur l'état de la démocratie. Alors que l'analyse de l'Amérique latine et des Caraïbes est davantage tournée sur l'évolution de la population urbaine et le vieillissement de la population, celle de l'Eurasie se distingue par la caractérisation des formes de régimes politiques, marquée par l'absence de démocratie « libérale ». Aucun pays n'est néanmoins mentionné en exemple des autres formes

(démocratie électorale, autoritarisme électoral, autoritarisme fermé). Ce rapport étant lu par le président américain à son entrée en fonction, puis envoyé aux dirigeants des grandes puissances, il présente donc les futures orientations de la politique étrangère américaine.

Gabriel PORC et Philippine RAPHANAUD
Assistants de recherche



Mark CORCORAL, *Cyberattaques : l'Amérique désigne ses ennemis*, L'Harmattan, 2021, 200 p.

Dans cette étude triplement primée (AEGES, CF2R, IHEDN), Mark Corcoral, doctorant au CERI de Sciences Po et soutenu par l'IRSEM, déploie une analyse éclairante de l'attribution publique des cyberattaques opérée par les États-Unis. L'attribution, en cybersécurité, désigne le processus d'identification des causes et des responsables d'un incident informatique ayant mis en péril la confidentialité, l'intégrité ou la disponibilité des données. Une tension inhérente à cette élucidation provient de la contradiction entre sa dimension technique – cette enquête, dite forensique, contient une part irréfragable d'incertitudes – et son caractère politique puisque l'imputation de responsabilité implique en revanche une formulation binaire et tranchée, afin d'offrir une cible à d'éventuelles sanctions et/ou représailles. Lorsque cette communication est effectuée sur la scène internationale, l'attribution devient publique : entre 2014 et 2020, la Maison Blanche en a publicisé 26, principalement pour viser la Russie, la Chine, l'Iran ou la Corée du Nord. Toutes les cyberattaques ne faisant pas systématiquement l'objet d'une attribution, encore moins d'une publicisation par le gouvernement américain, M. Corcoral s'attelle à découvrir les raisons qui président à ces choix. D'un abord *a priori* technique et circonscrit, cet instrument s'avère en réalité révélateur de la façon dont, d'une part, sur le plan normatif, les États-Unis exercent leur influence pour pousser à la responsabilisation de leurs adversaires selon leur conception du juste déroulement des relations interétatiques dans le cyberspace, et d'autre part, sur le plan stratégique, de la manière dont ils tentent par l'intimidation de les amener à résipiscence voire à renoncer à certaines opérations cyber.

Le chapitre initial s'attache à montrer comment l'attribution publique répond à un impératif moral en participant de la projection d'une image sur la scène internationale. Premièrement, il s'agit de communiquer aux États les

standards de comportement en matière de cyberattaques que Washington entend faire respecter. Pour ce faire, il lui faut définir les secteurs dont la criticité du système informatique rendrait toute attaque inacceptable en la situant hors du jeu « normal » des rivalités internationales. Ainsi, l'attribution publique permet de préciser et promouvoir ses standards à propos, par exemple, des normes de propriété intellectuelle. Elle structure également le débat normatif sur la responsabilité des États pour imposer la conception américaine d'une transposition totale du droit international dans le cyberspace sans que cela nécessite quelque réinvention, à l'inverse du positionnement sino-russe qui milite pour l'instauration de nouvelles règles propres à la conduite des cyberattaques. M. Corcoral souligne pertinemment que l'attribution publique permet dès lors de discréditer une conception purement forensique de l'attribution, en faveur à Pékin et Moscou, afin de banaliser les cyberattaques et ainsi les traiter comme des faits internationaux classiques. Deuxièmement, discréditer l'opinion suivant laquelle l'attribution ne peut être que précaire et contestable implique de crédibiliser la charge, sans en trop révéler au risque de dévoiler sources et méthodes de renseignement. En ce sens, M. Corcoral montre comment l'autocontrainte induite par la publication de l'attribution et la rédaction détaillée d'actes d'accusation individuels permise par sa juridicisation convainquent de la position américaine sur sa faisabilité. Troisièmement, en s'appuyant sur une connaissance précise de l'attaque *WannaCry* de 2017, l'auteur met en évidence un décalage entre la complexité de l'incident – qui avait été rendu possible par la concomitance des agissements de plusieurs acteurs, notamment la conservation clandestine de vulnérabilités informatiques de Microsoft par la NSA – et la simplicité de la réponse – en rendre responsable le seul auteur, la Corée du Nord. Une telle réponse, en appelant à une attribution qui elle-même ne peut être possible qu'à la condition de recueillir nombre de renseignements grâce à la collecte et au non-signalement de vulnérabilités informatiques, impose paradoxalement de privilégier la lutte contre une menace aux dépens du renforcement de la résilience des systèmes informatiques, quitte à perpétuer ce faisant l'environnement qui la rend envisageable. M. Corcoral signale ainsi la teneur éminemment politique de deux aspirations légitimes – éradiquer une menace, préserver la résilience – aux implications prescriptives pourtant contradictoires.

Le second chapitre entend décrire la façon dont l'attribution publique est censée remplir un impératif stratégique en aidant à la projection de puissance étatsunienne. Si les discours relatifs audit impératif le conceptualisent en

général comme une dissuasion, l'auteur précise qu'à son avis la dénomination est impropre de par la nature nécessairement réactive, et non préventive, de l'attribution. Il s'agirait donc davantage d'une tentative d'intimidation au sens de l'amiral Dufourcq, par le triple maniement de la stigmatisation, de la transversalisation du conflit et du regroupement en coalition. La stigmatisation, consubstantielle à la publicisation de l'attribution, a néanmoins eu des effets contraires dans les cas russe et chinois étudiés. Il n'en demeure pas moins qu'elle confère la possibilité d'élargir les options de réponse à une riposte asymétrique. En effet, il est tentant d'user de l'attribution comme d'une pierre angulaire ouvrant la porte à des ripostes judiciaires et financières. De telles sanctions peuvent néanmoins s'avérer elles aussi insuffisantes. C'est pourquoi les États-Unis cherchent à regrouper autour d'eux un groupe informel « d'États partageant la même vision » (*like-minded States*) pour brandir la menace de contre-mesures collectives. Une telle coalition oblige la puissance ayant mené l'attribution à un partage d'information sur ses méthodes – d'où la plus grande promptitude des autres *Five Eyes* déjà associés à appuyer les attributions américaines – qui ne garantit pas *in fine* la participation des partenaires à l'attribution publique. Ceux-ci, dans un cadre d'action qui demeure souple, continuent de disposer de leur souveraineté décisionnelle. Si la volonté américaine semble bien de promouvoir ce front des démocraties libérales sur cet enjeu afin d'imposer collectivement des conséquences, M. Corcoral émet des réserves quant à ses deux présupposés. D'abord, le présupposé stratégique, à savoir l'effet mécanique du nombre, risque d'avoir un rendement mitigé par la tension entre la souplesse du cadre de la coalition et sa finalité dissuasive. Enfin, le vœu de prendre des contre-mesures collectives en cas de cyberattaques présuppose que les États participants bénéficient d'une légitimité claire pour ce faire, alors que le droit international n'est pas fixé sur le sujet. Au contraire, les travaux juridiques en cours d'élaboration semblent pointer vers la non-licéité des contre-mesures collectives : notamment, la règle 24 du Manuel de Tallinn les récuse. Selon M. Corcoral, il serait donc pour le moins paradoxal qu'un front d'États agissant dans le but avoué de protéger la légalité internationale le fasse sans prendre garde de la saper.

L'auteur, on le voit, tout en restant pondéré, conserve un esprit alerte dans le traitement de son sujet. Si celui-ci peut paraître intimidant pour un internationaliste ou un politiste peu versé dans les affaires cyber, il convient de préciser que le lecteur se sent toujours tenu par la main le long d'un raisonnement fort bien construit. De plus, l'as-

similation de nouvelles notions est rendue aisée par une plume allergique au jargon. Cette courte étude pourra autant servir de pied à l'étrier vers les problématiques du cyberspace que de fenêtre sur les paradoxes de la puissance américaine. M. Corcoral signe ainsi précocement un ouvrage de qualité.

Mehdi OULDHEKHM
Assistant de recherche



Graeme SMITH et Terence WESLEY-SMITH (eds.), *The China Alternative: Changing Regional Order in the Pacific Islands*, ANU Press, 2021.

Alors que le Pacifique est devenu le nouveau terrain d'affrontement entre grandes puissances et l'objet de la convoitise chinoise, l'ouvrage *China Alternative* propose de comprendre le

contexte régional d'un autre point de vue : celui des pays insulaires du Pacifique.

Au fil des chapitres, les auteurs se succèdent pour rompre avec la théorie de la menace chinoise, selon laquelle la présence chinoise dans le Pacifique est le résultat de calculs méticuleux et d'une stratégie de long-terme qui viserait à étendre la sphère d'influence de Pékin pour lui garantir ressources naturelles et nouveaux débouchés commerciaux. Le piège de la dette en serait l'ultime preuve. Ainsi, Pékin représenterait un double risque sécuritaire tant pour la souveraineté des États que pour l'ensemble de la région, une vision que l'ouvrage vient contester.

D'après Zhou Fangyin, même si les échanges commerciaux ont connu une croissance rapide, ils partaient d'un niveau très bas et sont inégalement répartis, comme pour les Îles Cook qui ont vu leurs échanges avec la Chine décliner. Du côté des investissements directs étrangers (IDE) et de l'aide publique au développement, les auteurs constatent que ces investissements sont très disparates et irréguliers, ne répondant à aucune logique et sans que l'arrivée des Routes de la Soie (BRI) ne permettent davantage de cohérence. De plus, replacé dans un contexte global, seuls 0,16 % des IDE chinois sont en direction des îles du Pacifique et 12 % de la dette extérieure des pays du Pacifique sont détenus par la Chine, avec un maximum de 3 % pour le Tonga, Samoa et Vanuatu. Pour Henryk Szadziouski, la présence accrue de la Chine dans le Pacifique est davantage le fruit de son émergence économique et de son influence internationale que d'une stratégie centralisée.

En plus de fournir des arguments concrets allant à l'encontre de la menace chinoise, les auteurs dénoncent également cette théorie qui, devenue le principal point d'entrée des analyses, éclipse d'autres problématiques bien plus urgentes. Ainsi, selon Sarah O'Dowd, une crise de la dette est plus susceptible d'être provoquée par une mauvaise gestion intérieure que par une quelconque stratégie chinoise. De même, l'impact environnemental de ces projets est bien plus contestable que leur mode de financement. Face à cette déconstruction, les auteurs proposent une nouvelle perception de la présence chinoise.

Tout d'abord, les auteurs privilégient une approche qui rend aux pays insulaires et aux gouvernements locaux leur capacité de décision et leur liberté de choisir (*agency*). Une réalité dont est témoin le concept de Pacifique bleu adopté en 2017 par le Forum des Îles du Pacifique qui jette les bases d'un discours régional fort. Ainsi, loin d'être des victimes passives, les pays de la région font le choix de coopérer avec la Chine. Choisir la Chine devient alors un moyen pour les pays de la région d'affirmer leur souveraineté et de s'affranchir des chasses gardées australienne ou américaine. Ensuite, l'ouvrage démontre et c'est là toute son originalité, que plusieurs pays de la région exploitent le contexte anxiogène et la compétition entre la Chine et l'Australie pour obtenir des concessions d'autres puissances et des avantages de part et d'autre. À titre d'exemple, le Vanuatu n'aurait jamais obtenu une aide australienne pour des installations de fibre optique s'il ne s'était pas en premier lieu rapproché de Huawei. La présence chinoise a donc permis de redistribuer les pouvoirs en accroissant la marge de manœuvre des pays de la région au détriment de celle des puissances régionales traditionnelles. De ce fait, la Chine apparaît bel et bien comme une alternative rationnelle parmi d'autres.

Agathe ROY
Assistante de recherche

À VENIR

3 juin : Séminaire en ligne « Drones et souveraineté : quels enjeux éthiques pour les démocraties ? », avec Daniel BRUNSTETTER (professeur, University of California, Irvine), 11h à 12h30. Inscription obligatoire.



Les drones armés apportent des capacités nouvelles aux forces armées. Sur ce point, l'usage américain reste controversé dans la mesure où les frappes de drones visant des groupes terroristes violent la souveraineté des États dans lesquels les groupes en question résident. Moralement, deux critiques sont survenues. En premier lieu, concernant le fait que les drones rendraient l'utilisation de la force plus – voire selon certains, trop – facile et, en second lieu, que cela aurait des effets négatifs sur le concept même de souveraineté. Cependant, d'autres États, notamment la France et la Turquie, utilisent les drones de manière différente : la France, pour rétablir ou renforcer la souveraineté des États dans le Sahel et la Turquie, sur son propre sol, pour combattre des groupes armés qui menacent l'État. De fait, comment comprendre la relation entre drones armés et souveraineté ? Surtout, quels sont les enjeux éthiques et stratégiques associés à l'usage des drones ? Cette présentation vise ainsi à analyser et mettre en lumière les implications éthiques des drones armés pour les démocraties et, en cela, cherche à établir un cadre moral pour guider leur utilisation.

7-8 juin : Colloque « Enquêter sur un terrain "sensible". Ficelles méthodologiques, positionnement et dilemmes », organisé par le CERI en partenariat avec l'IRSEM et l'IHEDN. Programme et inscription.



Mener une enquête qualitative sur des terrains considérés comme « sensibles » expose le chercheur à des obstacles, risques et périls qu'il importe de penser.

Par terrain « sensible », les contributeurs à ce colloque entendent toute enquête qualitative réalisée sur un objet affecté par des contraintes d'ordre sécuritaire qui infléchissent la démarche de recherche – par des interdictions, par le secret, par des risques de sanction – et imposent l'adoption de stratégies de contournement ou des accommodements spécifiques.

Ce caractère « sensible » se rattache aussi bien au thème de l'investigation, qu'au positionnement du chercheur sur son terrain, ou encore à son intégrité physique, morale et professionnelle, ainsi qu'à celle de ses enquêtés. Il se décline en un large éventail de situations allant de l'enquête au sein d'administrations responsables de la politique étrangère et de défense d'un pays à l'étude de groupuscules extrémistes violents, en passant par l'observation de mouvements sociaux dans des États totalitaires, ou encore de combattants sur un théâtre de guerre... Cette définition recouvre ainsi des expériences empiriques diverses dont certaines caractéristiques convergent lorsque les chercheurs enquêtent sur le terrain.

L'objectif de ce colloque est alors de réunir des chercheurs français et internationaux afin de les faire dialoguer sur le caractère sensible de leur terrain, de dresser des ponts entre leurs approches, et de fournir des clés méthodologiques pour mieux les appréhender.

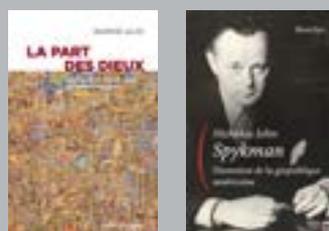
[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Prix, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 19\)](#)

Ordre libéral international, Sécurité européenne, Armée de l'air, Afrique de l'Ouest, États-Unis

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 28\)](#)



VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE



L'IRSEM souhaite la bienvenue à Celine THAM, chercheuse invitée dans le domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides ».

Celine Tham a exercé diverses responsabilités au sein du ministère de la Défense de Singapour. D'abord en tant que chargée de relations médias, elle était responsable de l'ensemble des actions de communication externes visant à faire connaître la politique de défense de Singapour. Elle a assisté les délégués dans leurs fonctions de porte-parole et préparé à ce titre l'ensemble des points presse du ministère. Plus récemment, elle a travaillé sur l'évaluation des besoins, ressources et capacités, actuels et futurs, du ministère dans l'infosphère, afin de s'assurer les moyens d'une communication stratégique efficace. Elle est diplômée en Communication Studies de la Nanyang Technological University de Singapour. Intégrée à l'IR-

SEM pour au moins deux ans, elle travaille principalement sur les manipulations de l'information.

PRIX



Le Prix d'économie de la défense 2020 attribué à Cécile FAUCONNET.

Chaque année, le ministère des Armées délivre un [prix d'économie de la défense](#) d'un montant de 5 000 euros pour récompenser « une thèse, la présentation de travaux scientifiques originaux ou un mémoire universitaire de deuxième ou de troisième cycle pour sa qualité, son originalité et son intérêt vis-à-vis du domaine de l'économie de la défense ». Le prix 2020 a été attribué à [Cécile Fauconnet](#), chercheuse Économie de défense à l'IRSEM, pour sa thèse de doctorat en économie, intitulée *La structuration des bases de connaissances des entreprises de défense*, soutenue en octobre 2019 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Le prix devrait être remis lors d'une cérémonie au mois de septembre. C'est la deuxième fois en trois ans que ce prix revient à un chercheur de l'IRSEM : en 2017, c'est Antoine Pietri,

le prédécesseur de Cécile Fauconnet au poste de chercheur Économie de défense à l'IRSEM, qui l'avait obtenu. Il a depuis été recruté comme maître de conférences en économie à l'université de Montpellier.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Étude n° 81 – 11 juin.

« [La coopération sécuritaire et judiciaire en Afrique de l'Ouest face au défi de la lutte contre les groupes armés jihadistes](#) », par Antonin TISSERON, 80 p.

Ces dernières années, les signes d'une extension de la zone d'action des groupes armés jihadistes dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest frontaliers du Mali et du Burkina Faso se sont multipliés. Cette dimension transnationale de la menace jihadiste, qui n'est ni nouvelle ni spécifique à cette région du monde, pose la question du renforcement de la coopération sécuritaire. Si l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA), la Force conjointe du G5 Sahel et la Force mixte multinationale (FMM) dans le bassin du lac Tchad ont fait l'objet de plusieurs travaux, d'autres organisations et enjeux ont été moins explorés. C'est notamment le cas de l'Initiative d'Accra, un forum sécuritaire créé en 2017 regroupant sept États (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger et Togo) et qui constitue le premier cas de cette étude. Les deux autres cas explorent la coopération entre les États sahéliens et leurs voisins côtiers. Le premier traite de la coopération militaire, non de façon institutionnelle à travers les cadres de coopération, mais sous un angle plus politique à travers le couple que forment la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Plus précisément, en prenant comme point de départ l'opération Comoé 2020, il interroge la singularité de cette relation, ses implications mais aussi ses limites et ses conséquences. Le second aborde la coopération dans le domaine judiciaire en Afrique de l'Ouest en croisant les instruments normatifs et les pratiques des professionnels du droit, et pointe les difficultés rencontrées par les acteurs judiciaires en matière de coopération internationale.



Note de recherche n° 116 – 21 juin.

« [La réserve opérationnelle dans la lutte contre la Covid-19 – De Sentinelle à Résilience, quelle\(s\) évolution\(s\) dans l'emploi de la réserve opérationnelle ?](#) », par Julien VERSTRAETE, 16 p.

Depuis 2015 et l'inscription dans la durée de l'opération Sentinelle, le recours aux réserves est de plus en plus fréquent pour les missions relevant de la protection du territoire national. De 4 à 6 % des effectifs engagés sur l'opération Sentinelle en 2016, les réservistes représentent aujourd'hui 15 à 30 % de l'effectif de l'opération Résilience. Cette note vise à exposer les apports de la réserve mais aussi les défis qu'elle doit encore relever. Si la réserve dispose d'un formidable potentiel et se révèle désormais être un élément essentiel de massification de l'active, son récent déploiement sur l'opération Résilience soulève un certain nombre d'enjeux relatifs à la territorialisation des missions, la fidélisation du personnel ou encore la mise en cohérence entre les compétences et l'emploi de ces forces de réserve. En creux, l'opération Résilience pose la question de la réactivité des réserves en cas de crise ponctuelle majeure et ce, malgré la volonté d'un personnel dévoué et motivé. La réserve demeure un outil en construction dont les orientations restent à préciser.



Brève stratégique n° 23 – 24 juin.

« [Le Barrage de la Renaissance, reflet de la montée des tensions entre l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie](#) », par Anne-Laure Mahé et Hugo Chourabi, 2 p.

Après 10 ans de contentieux, la perspective du second remplissage du Barrage de la Renaissance en juillet alimente les tensions entre l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie. La dégradation récente de la situation découle également du conflit au Tigré, qui a affaibli l'Éthiopie, et du changement de régime à Khartoum, qui a renforcé l'alliance entre l'Égypte et le Soudan.



Étude n° 82 – 29 juin.

« [L'enjeu du soldat augmenté pour les puissances démocratiques : les États-Unis à l'heure du choix](#) », par Pierre Bourgois, 114 p.

Les États-Unis se sont positionnés comme la première puissance en matière de soldat augmenté. La volonté de développer des « super soldats » s’observe effectivement, depuis plusieurs années maintenant, dans la stratégie de recherche et développement du département de la Défense américain (DoD), notamment par le biais de l’Agence pour les projets de recherche avancée de défense (DARPA). Ce travail a pour objectif de mettre en lumière la complexité du phénomène d’augmentation militaire aux États-Unis. De nature ambivalente du fait de ses avantages et de ses nombreux risques associés, le soldat augmenté doit aussi s’analyser à travers le prisme plus global de la compétition entre grandes puissances. Sur ce point, le Pentagone semble pour l’instant privilégier l’aspect stratégique au détriment des considérations éthiques. Pourtant, malgré la pression que font peser des pays tels que la Russie ou la Chine et le contexte actuel de « tech-guerre », la puissance américaine ne peut continuer à éluder les problématiques et enjeux (particulièrement éthiques) qui entourent ce concept, surtout si les démocraties occidentales poursuivent leurs réflexions en la matière et que les pressions internes à la société américaine se multiplient. Un positionnement éthique clair de la part des États-Unis permettrait alors d’envoyer un message important au reste du monde sur le sujet de l’augmentation.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 106 – 1^{er} juin.

« [La supériorité militaire à l'épreuve du temps](#) », avec Alexandre JUBELIN et Olivier SCHMITT, 1 h 19.

« Le Collimateur » remet ses montres à l’heure en posant la question des différentes temporalités de la guerre, des cycles de supériorité militaire jusqu’au tempo des opérations, en compagnie d’Olivier Schmitt, directeur des études de l’IHEDN, et co-directeur, avec Sten Rynning et Amelie Theussen, de l’ouvrage *War Time. Temporality and the Decline of Western Military Power* (Brookings institution/Chatham House).

- 4:00 Le propos de l’ouvrage ancré sur la notion de temporalité.
- 10:00 La question du déclassement militaire de l’Occident.
- 29:00 Les pratiques et normes contemporaines de la guerre, et la fin de la maîtrise occidentale de ces normes.
- 50:00 Le rythme des opérations militaires.
- 53:00 La boucle OODA (Observe, Orient, Decide and Act).
- 1:03:00 L’obsession militaire pour la vitesse.



Dans le bunker #41 – 4 juin.

« [La bataille d'Angleterre](#) », de Guy HAMILTON (1969), avec le colonel Jean-Christophe NOËL, 33 mn.

Le colonel Jean-Christophe Noël, ancien pilote de chasse de l’armée de l’air, vient « Dans le bunker » parler d’un classique des films de guerre et d’aviation, *La Bataille d’Angleterre* de Guy Hamilton, notamment de sa genèse et de ses conditions de tournage.



Épisode 107 – 8 juin.

« [L’OTAN des heurts](#) », avec Alexandre JUBELIN, Amélie ZIMA et Pierre MORCOS, 1 h 05.

À une semaine du sommet de l’OTAN, qui s’ouvre lundi 14 juin à Bruxelles, « Le Collimateur » se penche sur les difficultés actuelles et les défis de l’organisation, entre dissensions internes et menaces externes, en compagnie d’Amélie Zima, postdoctorante à l’Université de Varsovie et autrice d’un récent « Que sais-je ? » sur l’OTAN ; et Pierre Morcos, diplomate français détaché

au CSIS (Center for strategic and international studies) de Washington.

4:00 La reformulation des missions de l'OTAN au moment de la fin de la guerre froide.

9:45 La réintégration de la France dans le commandement intégré de l'OTAN.

12:30 Les élargissements successifs de l'organisation.

17:30 La remontée des tensions avec la Russie.

24:30 Les concepts stratégiques de l'OTAN et leur réactualisation.

30:00 La pomme de discorde du *burden-sharing*.

37:00 Les dissensions internes et le cas de la Turquie.

49:00 Complémentarités et contradictions entre OTAN et défense européenne.

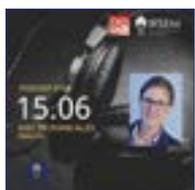
56:00 La problématique chinoise et son inscription à l'agenda otanien.



Dans le viseur #31 – 11 juin.

« [Assaut commando sur une réunion de chefs talibans](#) », avec le capitaine de frégate SÉBASTIEN, 51 mn.

Dans ce nouvel épisode de « Dans le viseur », en partenariat avec l'École navale, le capitaine de frégate Sébastien raconte la célèbre opération « HK35 », un raid de forces spéciales en Afghanistan en 2010, qui se complique progressivement une fois les commandos arrivés dans le village où se trouvent les chefs talibans recherchés.



Épisode 108 – 15 juin.

« [Du "retour du religieux" au "choc des civilisations" la religion dans les conflits contemporains](#) », avec Alexandre JUBELIN et Delphine ALLÈS, 1 h 08.

« Le Collimateur » se penche sur la question de la religion, souvent convoquée comme un motif explicatif des conflits contemporains qui reviendrait sur le devant de la scène depuis quelques décennies, entre les concepts populaires de « retour du religieux » et de « choc des civilisations », en compagnie de Delphine Allès, professeure de science politique et responsable de la filière relations internationales de l'INALCO, auteure de *La part des dieux. Religion et relations internationales* (CNRS Éditions).

23:00 Le retour du religieux comme facteur explicatif des relations internationales et les origines de l'idée d'une séparation entre religion et relations internationales.

32:30 Le cas de l'Indonésie et ce qu'elle montre dans les relations entre politique et religieux.

46:30 L'idée d'un retour du religieux dans les conflits à l'échelle mondiale et le « choc des civilisations ».

54:30 La perméabilité du politique et du religieux dans les conflits et les relations internationales.

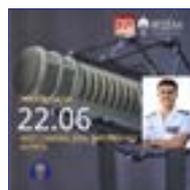
1:00:00 La réelle place du religieux comme facteur de solidarité internationale.



Têtes chercheuses #12 – 18 juin.

« [L'Éthiopie, troubles et influence en Afrique de l'Est](#) », avec Alexandre JUBELIN et Sonia LE GOURIELLEC, 29 mn.

À quelques jours d'élections en Éthiopie et quelques mois après la guerre civile au Tigré, « Le Collimateur » s'intéresse à la situation de l'Éthiopie en Afrique de l'Est avec Sonia Le Gouriellec, maîtresse de conférences à l'Université catholique de Lille, autour d'un de ses articles de 2018, publié dans la revue *International Affairs*, « Regional power and contested hierarchy: Ethiopia, an 'imperfect hegemon' in the Horn of Africa ».



Épisode 109 – 22 juin.

« [Des armées dans le Pacifique](#) », avec Alexandre JUBELIN et l'amiral REY (ALPACI), 1 h 12.

En compagnie de l'amiral Jean-Matthieu Rey, commandant de la zone maritime et des forces armées du Pacifique, « Le Collimateur » se tourne vers l'autre bout du monde : l'océan Pacifique, où les tensions grimpent face à la montée en puissance de la Chine et de sa marine et vers lequel les regards se braquent de plus en plus sur l'émergence des réflexions stratégiques au sujet de l'Indo-Pacifique.

2:30 : L'entrée dans la Marine nationale et les premiers faits d'armes comme commando marine.

9:30 : La découverte du Pacifique.

13:00 : La mise au point des frégates classe « La Fayette » et « Horizon ».

24:30 : Le passage en état-major.

29:00 : Le rôle et les fonctions d'ALPACI et des forces armées françaises dans la zone.

41:00 : La montée en puissance de la Chine et la montée des tensions.

51:45 : Les capacités d'action en cas d'événement en Indo-Pacifique.

59:15 : Le concept d'Indo-Pacifique.

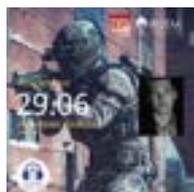
1:03:00 : Les prises de position chinoises en Océanie.



Dans le viseur #32 – 25 juin.

« [Ouverture de théâtre dans le ciel libyen](#) », avec le colonel DAVID, 30 mn.

Dans ce troisième et dernier volet du triptyque de « Dans le viseur » avec le colonel David, de l'armée de l'air et de l'espace, celui-ci raconte son expérience d'ouverture de théâtre, lorsque l'armée de l'air s'est mise en action en 2011 pour neutraliser les forces libyennes du maréchal Kadhafi.



Épisode 110 – 29 juin.

« [Exosquelettes, drogues et implants : tour d'horizon du soldat augmenté et de ses enjeux](#) », avec Alexandre JUBELIN et Pierre BOURGOIS, 1 h 13.

« Le Collimateur » se tourne vers l'avenir et les considérations autour du soldat augmenté, en compagnie de Pierre Bourgois, chercheur postdoctorant à l'IRSEM et auteur de l'étude intitulée *L'enjeu du soldat augmenté pour les puissances démocratiques : les États-Unis à l'heure du choix*.

4:00 La question de l'exosquelette et la définition du soldat augmenté.

12:30 Le programme TALOS et les impasses du développement des super-armures.

25:30 Les augmentations pharmaceutiques et chimiques.

29:00 Les perspectives de neurostimulations.

33:00 Les manipulations génétiques.

39:30 La révolution techno-scientifique et les problèmes organisationnels créés au sein des armées.

50:30 Les conséquences stratégiques de l'utilisation de soldats augmentés.

1:03:00 Le débat éthique sur les conséquences.

1:07:00 Tour d'horizon des expérimentations russes et chinoises.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

ÉVÉNEMENTS

3 juin : Séminaire « [Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques / Drones et souveraineté : quels enjeux éthiques pour les démocraties ?](#) », avec Daniel R. Brunstetter (professeur de science politique à l'University of California, Irvine).



Le 3 juin a eu lieu une nouvelle séance du séminaire mensuel « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques », organisé par [Pierre Bourgois](#) et [Océane Zubeldia](#), avec une présentation du Pr Daniel Brunstetter, « Drones et souveraineté : quels enjeux éthiques pour les démocraties ? »

Les drones armés apportent des capacités nouvelles aux forces armées. Sur ce point, l'usage américain reste controversé dans la mesure où les frappes de drones visant des groupes terroristes violent la souveraineté des États dans lesquels les groupes en question résident. Moralement, deux critiques sont survenues. En premier lieu, concernant le fait que les drones rendraient l'utilisation de la force plus – voire selon certains, trop – facile et, en second lieu, que cela aurait des effets négatifs sur le concept même de souveraineté. Cependant, d'autres États, notamment la France et la Turquie, utilisent les drones de manière différente : la France, pour rétablir ou renforcer la souveraineté des États dans le Sahel et la Turquie, sur son propre sol, pour combattre des groupes armés qui menacent l'État. De fait, comment comprendre la relation entre drones armés et souveraineté ? Surtout, quels sont les enjeux éthiques et stratégiques associés à l'usage des drones ?

Cette présentation visait ainsi à analyser et mettre en lumière les implications éthiques des drones armés pour les démocraties et, en cela, cherchait à établir un cadre moral pour guider leur emploi. L'objectif était, tout d'abord, de définir les contours de l'utilisation des drones armés en évoquant les différents contextes dans lesquels ces derniers sont employés aujourd'hui. Il s'agissait aussi

de revenir sur la définition de la souveraineté, cela dans ses diverses dimensions et à travers les débats qui l'entourent. Bien entendu, la présentation s'est par la suite attachée à analyser les enjeux éthiques liés à l'usage des drones armés. Daniel Brunstetter a ensuite évoqué le précédent américain, de George W. Bush à Donald Trump en passant, bien sûr, par Barack Obama. Cela a notamment permis de revenir sur les nombreux débats ayant nourri la société américaine ces dernières années à ce sujet. Mais la présentation visait également à aller au-delà du précédent américain. Il s'agissait, ainsi, de montrer que les drones peuvent être utilisés dans des cas multiples et à des fins extrêmement diverses, que ce soit pour garantir un avantage militaire, restaurer un ordre souverain, projeter une force impériale ou encore, miner la souveraineté d'un État. À ce titre, il a aussi été question de présenter trois scénarios d'usage des drones armés aujourd'hui peu probables, mais qui nécessitent néanmoins d'être évoqués au vu des nombreux enjeux entourant ce type d'emploi de la force.

L'intervention de Daniel Brunstetter a ainsi permis de mettre en avant la complexité de cette thématique des drones armés. La présentation a été suivie par de nombreuses questions de la part du public et a donné lieu à des échanges permettant de revenir sur plusieurs aspects fondamentaux du sujet.

Pierre BOURGOIS
Chercheur postdoctoral

7-8 juin : Colloque « Enquêter sur un terrain "sensible" : ficelles méthodologiques, positionnement et dilemmes », organisé par le CERI en partenariat avec l'IRSEM et l'IHEDN.

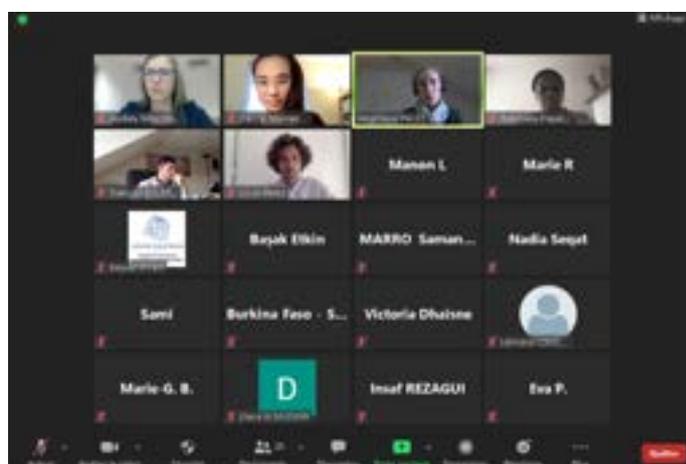


Le 7 et 8 juin, [Emmanuel Dreyfus](#), chercheur Russie à l'IRSEM, Adrien Estève, ATER à l'Université Côte d'Azur, Christelle Calmels et Léonard Collomba-Petteng, docteur au CERI ont organisé, en partenariat avec le CERI, l'IRSEM et l'IHEDN un colloque intitulé « Enquêter en

terrain sensible : ficelles méthodologiques, positionnement et dilemmes ». L'événement, introduit par Roland Marchal (CERI) et conclu par [Jean-Vincent Holeindre](#) (IRSEM), a rassemblé une trentaine de participants et était consacré aux enquêtes de terrain scientifique en milieu « sensible » : zone de conflit, état autoritaire, enquête en terrains familiers et auprès de populations vulnérables. Un ouvrage collectif issu de ce colloque est en cours de préparation.

Emanuel DREYFUS
Chercheur Russie

10 juin : Séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en sciences sociales » : « Bâtir son CV de chercheur et décrocher des financements de recherche (ANR, ERC...) ».



Jeudi 10 juin, le séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en sciences sociales » recevait [François Delerue](#), chercheur Cyberdéfense et droit international à l'IRSEM, et [Angélique Palle](#), chercheuse Énergie et matières premières à l'IRSEM, tous deux membres du projet ANR ARMY. Dans un premier temps, ils sont revenus sur leurs parcours pour présenter les étapes-clés dans la construction d'un CV de chercheur et conseiller les doctorants. Dans un second temps, Angélique Palle et François Delerue ont partagé leur expérience dans la candidature à des financements de projets de recherche notamment ceux de l'Agence nationale de la recherche (ANR) et du European Research Council (ERC), qui peuvent intéresser les doctorants de trois manières : soit en faisant partie d'une équipe qui dépose une candidature pour un financement, ce qui est possible même en tant que doctorant ; soit en postulant, une fois la thèse finie, auprès de projets déjà financés qui recrutent des post-doctorants ; soit pour proposer un jour son propre projet de recherche.

Ce séminaire est organisé par deux doctorants du Centre Thucydide (Paris II) et associés à l'IRSEM, Carine Monteiro Da Silva et Louis Perez. [Pour en savoir plus](#) sur le séminaire ou pour s'inscrire à la liste de diffusion, il suffit d'écrire à carine.monteirodasilva@irsem.fr et perezlouis14@gmail.com.

Carine MONTEIRO DA SILVA
Doctorante

15 juin : Border Seminar « The Russia / North Korea border ».



Le 15 juin s'est tenue la dernière séance du séminaire « Managing borders in Eurasia », organisé par [Emmanuel Dreyfus](#), chercheur Russie à l'IRSEM, et Mélanie Sadozai, doctorante au CREE et à l'INALCO. Rassemblant deux chercheurs russes, Liudmila Zakharova (Russian Academy of Sciences) et Leonid Kozlov (Université russe d'Extrême-Orient, Vladivostok), cette séance était consacrée à la frontière entre la Russie et la Corée du Nord. Les deux chercheurs sont notamment revenus sur leurs terrains respectifs en Corée du Nord et sur les différents projets de coopération économique existant entre les deux pays. Les questions ont entre autres porté sur la place de la Corée du Nord dans le « pivot russe » vers l'Asie et le rôle de la Russie dans les négociations sur le nucléaire nord-coréen.

Emmanuel DREYFUS
Chercheur Russie

17 juin : Séminaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? »



Le domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » de l'IRSEM a organisé la troisième séance du séminaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? » en ligne, le jeudi 17 juin 2021. Ce séminaire est préparé par un groupe de travail restreint composé des membres du domaine, [Paul Charon](#), [Maxime Audinet](#), [Carine Monteiro](#) et [Clément Renault](#), ainsi qu'[Amélie Férey](#), [Colin Gérard](#) et [Damien Van Puyvelde](#). Cette séance a invité également [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#) à prendre part aux discussions.

Après avoir étudié les notions de « menaces hybrides » puis de « mesures actives » lors des précédentes séances, le séminaire a étudié pour cette troisième séance la notion de « guerre politique ». Contrairement aux deux notions étudiées précédemment, la « guerre politique » n'est ni un label exclusivement réservé à l'adversaire, ni une dénomination administrative propre aux pays du bloc de l'Est. Cette notion a notamment été employée par les Chinois, mais aussi par les Britanniques et les Américains.

Les Britanniques établissent un Political Warfare Executive pendant la Seconde Guerre mondiale, chargé notamment des activités de propagande plus ou moins clandestines contre l'ennemi dans le but d'affaiblir le moral de celui-ci et de soutenir l'esprit de résistance des territoires occupés.

Côté américain, le diplomate George Kennan introduit avec son célèbre long télégramme de 1948 la *political warfare* dans les débats internes au sein de l'administration, qu'il définit comme l'emploi de tous les moyens à disposition d'une nation, à l'exclusion de la guerre, pour atteindre des objectifs nationaux. L'expression « guerre politique » (*zhengzhi zhan*) en Chine, dont l'usage remonte au moins à Mao Zedong, fait référence à un type d'affrontement non militaire, n'impliquant pas l'usage de la force violente, qui sert les intérêts stratégiques de l'État et inclut un large spectre d'actions (notamment les « Trois guerres » : guerre de l'opinion

publique, guerre psychologique, guerre du droit) dans une variété de domaines (économie, culture, diplomatie, etc.).

Maxime AUDINET

Chercheur Stratégies d'influence et lutte informationnelle

Carine MONTEIRO DA SILVA

Doctorante

22 juin : Séminaire « [La Russie a-t-elle une idéologie \(à exporter\) ?](#) », IFRI/IRSEM.



Le 22 juin, Tatiana Kastoueva-Jean, directrice du programme Russie/NEI de l'IFRI et [Emmanuel Dreyfus](#), chercheur Russie à l'IRSEM ont co-organisé un séminaire autour du dernier ouvrage de Marlène Laruelle, professeure à l'Université George Washington, directrice de l'Institut pour les études européennes, russes et eurasiennes (IERES), co-directrice du programme PONARS-Eurasia et chercheuse associée au Centre Russie/NEI de l'IFRI. Discuté par Michel Eltchaninoff, rédacteur en chef à *Philosophie Magazine*, le séminaire a porté sur les différentes idéologies produites en Russie post-soviétique et sur leur utilisation comme potentiels vecteurs du *soft power* russe.

Tatiana Kastoueva-Jean a introduit le sujet en citant une récente interview de Vladislav Sourkov (« l'idéologue du Kremlin »), dans laquelle il a rappelé le besoin pour la société russe de se confronter à une pluralité d'idéologies. Ces différentes idéologies (l'eurasisme, la « voie particulière », le « monde russe »), connaissent des échos plus ou moins forts à l'étranger, sans qu'aucune prenne le dessus.

Marlène Laruelle a d'abord discerné les différentes acceptions des termes « Russie » et « idéologie ». Le premier peut désigner la société russe, globalement indifférente

aux questions idéologiques, mais également le Kremlin et les différentes administrations, fédérales et locales. Marlène Laruelle distingue l'idéologie produite pour la consommation populaire, non seulement par l'État (l'État est infaillible, la population doit être patriote, la Russie doit être une grande puissance) mais également par l'Église orthodoxe ou le complexe militaro-industriel, ce qui engendre plusieurs écosystèmes doctrinaux ; et l'idéologie pour la consommation extérieure décrite comme un *soft power* « de niche » fonctionnant selon un principe de « microciblage » (justifiant par cela les contradictions entre les discours, adaptés à chaque destinataire). Marlène Laruelle distingue trois types de discours à exporter : le discours autoréférentiel (la « Russie pour la Russie »), le discours du « joker » (relatifs aux manœuvres de déstabilisation par les médias étatiques RT et Spoutnik) et le discours de production idéologique adaptée à la fois à l'extrême gauche (réhabiliter la Russie comme l'héritière de l'URSS, les discours anticoloniaux) et l'extrême droite (la Russie en tant que puissance conservatrice). Le Kremlin insiste sur son idéologie souverainiste, rejetant le droit d'ingérence, dénonçant la globalisation et réhabilitant l'État-nation sur le plan culturel.

Enfin, l'intervenante a également souligné la pluralité des acteurs, en donnant l'image d'un marché de l'idéologie, fonctionnant selon des « affinités électives ». Les acteurs institutionnels de la diplomatie culturelle russe côtoient ainsi les « entrepreneurs d'influence » et les acteurs locaux indépendants.

Michel Eltchaninoff a notamment évoqué le ralentissement de l'exportation de l'idéologie russe depuis 2018. Les nombreuses questions de l'auditoire ont aussi bien porté sur le contenu des idéologies que sur leur place dans la fabrique de la politique étrangère russe ou encore du rapport à l'Europe dans les narratifs russes.

Gabriel PORC
Assistant de recherche

22 juin : Séminaire de recherche sur la gestion des conflits commerciaux entre la Chine et l'Union européenne.

Les travaux présentés par [Camille Brugier](#), chercheuse Chine à l'IRSEM, portent sur la façon dont la Chine et l'Union européenne gèrent leurs différends commerciaux depuis l'accession au statut de membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de la Chine en 2001. Malgré un volume d'échanges de biens supérieur à celui des échanges États-Unis – Chine et un portefeuille d'exports similaire, le nombre de procédures de contentieux ouvertes auprès

de l'organe de règlement des différends de l'OMC est nettement inférieur côté UE-Chine (14 procédures) que côté États-Unis – Chine (39 procédures). L'Union européenne et la Chine utilisent majoritairement le cadre institutionnalisé de leur relation bilatérale pour désamorcer et trouver des solutions à leurs conflits commerciaux.

L'objectif est de comprendre par quels procédés l'Union européenne et la Chine ont évité l'escalade de conflits qui sont encore aujourd'hui au cœur de la guerre commerciale que se livrent les États-Unis et la Chine.

L'Union européenne et la Chine préfèrent le cadre bilatéral pour le règlement pacifique de leurs conflits commerciaux. C'est cette bilatéralisation qui explique le nombre limité de cas portés auprès des institutions multilatérales. Lorsque l'enjeu économique est très important, par exemple quand tout un secteur est à risque comme dans le cas du contentieux autour des panneaux solaires, la Chine et l'UE choisissent le cadre bilatéral car il permet de trouver une solution moins coûteuse à la fois en temps et en ressources humaines qualifiées que le cadre multilatéral. Lorsque l'enjeu économique est plus limité, la Chine et l'UE bilatéralisent leur conflit pour éviter les pertes de prestige liées à la perte d'un cas dans l'organe de règlement des différends de l'OMC. En effet, la légitimité en interne du Parti communiste chinois est largement déterminée par le positionnement chinois à l'international. Or, perdre un cas peut nuire au positionnement de la Chine. L'Union européenne, quant à elle, cherche à être reconnue comme un acteur à part entière sur la scène internationale. Or, la bilatéralisation des contentieux avec un État comme la Chine contribue au renforcement de l'UE en tant qu'acteur.

La relation fortement institutionnalisée entre l'UE et la Chine qui permet cette bilatéralisation est inexistante côté américain. L'absence de cette spécificité institutionnelle explique pourquoi, maintenant que l'organe de règlement des différends de l'OMC est devenu inopérant depuis que Trump en 2018 – et Biden après lui – a refusé de nommer des juges à la cour d'appel, les États-Unis ont comme seule voie de recours l'unilatéralisme pour gérer les conflits commerciaux qui l'opposent à la Chine.

Camille BRUGIER
Chercheuse Chine

22 juin : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Introduit par le directeur scientifique de l'IRSEM, le Pr. [Jean-Vincent Holeindre](#), le séminaire Jeunes Chercheurs du 22 juin portait sur les travaux en cours de [Camille Brugier](#), chercheuse Chine arrivée en décembre 2020 à l'Institut. À la croisée des recherches en relations internationales et en économie, elle propose un article traitant des conflits commerciaux opposant la Chine à l'Union européenne depuis l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Son axe de travail repose en particulier sur la recherche des causes de la bilatéralisation des conflits commerciaux entre l'Union européenne et la Chine.

Au sein de son analyse, les contentieux commerciaux sont majeurs, avec pour date notable le 11 décembre 2016 et l'échec de la Chine à se faire reconnaître comme économie de marché, cette dernière qualification modifiant les conditions de négociation avec l'UE ou les États-Unis notamment. En conséquence, le recours par la Chine à l'organe de règlements des différends de l'OMC témoigne de cette bilatéralisation des conflits commerciaux, selon la chercheuse, avec les dossiers DS515 Chine c. États-Unis et DS516 Chine c. UE. Le 15 juin 2020, la Chine met fin au contentieux avec l'Union européenne, avec qui elle compte comparativement moins de recours devant l'organe de règlement des différends de l'OMC qu'avec les États-Unis. Les enjeux commerciaux sont principalement relatifs au respect de la propriété intellectuelle, des subventions aux entreprises, à l'exportation et aux appels d'offres des marchés publics. La chercheuse distingue trois types d'outils de règlement : le multilatéral (la plainte directe à l'organe de règlement des différends de l'OMC, l'Accord anti-dumping de l'OMC), la discussion bilatérale et l'unilatéral (les enquêtes et mesures anti-dumping).

La chercheuse montre les différences entre États-Unis et Union européenne dans le traitement des questions com-

merciales, dans leur approche bilatérale. Elle s'interroge sur les raisons qui conduisent l'Union européenne et la Chine à préférer les règlements bilatéraux. Dans ce sens, son analyse repose sur l'étude des cas aux enjeux importants (panneaux solaires, terres rares, textile, acier), des cas miroirs avec les États-Unis et de cas bilatéraux et multilatéraux.

La méthodologie de l'étude proposée s'appuie à la fois sur la documentation grise, l'Union européenne étant transparente quant à ces questions commerciales, ainsi que sur des entretiens de première main avec des personnalités européennes. Il est question également d'entretiens en Chine, auprès de personnalités du ministère du Commerce, des think tanks et d'universitaires. Deux réponses apparaissent en résultat : quand les enjeux économiques sont forts, le bilatéral prime ; la Chine redoute l'organe de règlement des différends de l'OMC, par le coût en prestige qu'induit le recours à ce dernier. Le régime chinois, sans adopter une approche culturaliste, cherche à maximiser son prestige sur la scène internationale et nationale. Enfin, le blocage américain de l'organe de règlement des différends de l'OMC, par leur refus d'y nommer des juges, supprime l'usage possible de cet outil.

[Pierre Haroche](#), chercheur Sécurité européenne à l'IRSEM, a discuté la présentation en soulignant la position avancée du travail de Camille Brugier par rapport à la littérature actuelle. Il a noté l'intérêt du développement empirique de cette étude, en appelant à développer davantage sur l'enjeu de fond qui est la différence dans les relations commerciales Union européenne – Chine et États-Unis – Chine. Il lui a conseillé de se focaliser sur l'approche constructiviste, en complément des autres, ainsi que de mettre en avant la dimension de la légitimité.

Andrea BONADONNA
Assistant de recherche

22 juin : Visite d'une délégation ouzbèke.



Le mardi 22 juin, l'IRSEM a reçu une délégation des forces armées de la République d'Ouzbékistan, menée par le colonel Khasanov, directeur des relations internationales du ministère ouzbek de la défense, accompagné du lieutenant-colonel Mamadaliev, directeur de la formation des cadres militaires et du lieutenant-colonel Ostonov, instructeur au centre d'enseignement et de méthodologie de l'académie militaire des forces armées.

Cette rencontre, qui suivait une visite à l'École de guerre, survenait dans le cadre de la participation à la réunion d'état-major franco-ouzbèke du 23 juin, inscrite au plan de coopération militaire bilatérale. Son objectif était d'initier le dialogue en vue d'une coopération au nom de l'académie militaire des forces armées d'Ouzbékistan, organisme unique de formation pour les cadres de toutes les structures de forces (forces armées du ministère de la Défense, troupes du ministère de l'Intérieur, garde nationale, garde-frontières et unités du ministère des Situations d'urgence) disposant depuis 2018 d'un pôle recherche.

Après les présentations des organismes respectifs, les discussions ont porté sur plusieurs étapes de construction d'une coopération avec l'IRSEM, à commencer par des échanges d'expérience en ligne. Les trois thèmes intéressant la partie ouzbèke sont les suivants : perception de la sécurité régionale en Asie centrale (et ses abords méridionaux), enseignement de l'histoire militaire (surtout des grands chefs militaires) et expérience française dans les opérations antiterroristes (en cadre national et multinational).

Les parties sont convenues de désigner un point de contact dans chaque organisme afin de préciser sujets, calendrier et modalités des futurs échanges en ligne.

Colonel Stéphane SAMARAN
Directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines »

23 juin : Remise des prix IRSEM du meilleur mémoire de l'École de guerre.

La contribution à l'enseignement militaire supérieur est l'une des quatre missions de l'IRSEM – les trois autres étant la recherche, le soutien à la « relève stratégique » et la contribution au débat public. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, de septembre 2020 à juin 2021, l'IRSEM et l'École de guerre ont considérablement accru leurs interactions, dans le cadre d'une réflexion plus large sur le rapprochement des fonctions recherche, doctrine et enseignement au sein du ministère des Armées. Un chercheur de l'IRSEM, [Édouard Jolly](#), était auditeur civil à l'École de guerre, après l'avoir été deux ans auparavant à l'École de guerre-Terre. En plus de contribuer aux enseignements, les chercheurs de l'IRSEM ont également dirigé une vingtaine de mémoires d'élèves officiers de l'École de guerre.

Ce rapprochement a récemment fait l'objet d'une convention par laquelle les deux institutions incarnent cette collaboration dans un certain nombre de mesures. L'une d'entre elles est la création d'un prix, délivré par l'IRSEM, au meilleur mémoire de l'École de guerre dirigé par un chercheur de l'IRSEM. Pour cette première édition, sur la vingtaine de mémoires concernés, un jury composé des six directeurs de domaines de recherche de l'IRSEM et de l'équipe de direction a décidé d'attribuer deux prix ex-aequo. Ils ont été remis par [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM, lors de la cérémonie des prix de l'École de guerre, le 23 juin 2021 en amphithéâtre Foch, à l'École militaire.

Les deux récipiendaires sont :

– le **LCL Romain Desjars de Keranrouë**, pour son mémoire intitulé *La mort à distance. Pour une formation à l'éthique au sein de l'armée de l'Air et de l'Espace*, sous la direction de Jean-Baptiste Jeangène Vilmer. Ancien commandant de l'escadron de drones déployé au Sahel, le LCL Desjars de Keranrouë développe une véritable réflexion éthique sur la moralité de la mort donnée à distance. Son travail réussit le tour de force d'allier expérience vécue, profondeur philosophique, et recommandations pratiques puisqu'il formule également un certain nombre de propositions pour améliorer la formation éthique des pilotes. L'éthique militaire étant traditionnellement dominée par l'armée de Terre, il faut se réjouir de voir les aviateurs investir ce champ, le mémoire du LCL Desjars de Keranrouë faisant suite à celui de son prédécesseur le LCL Florian Morilhat, devenu livre (*Éthique et puissance aérienne*, Economica, 2020).



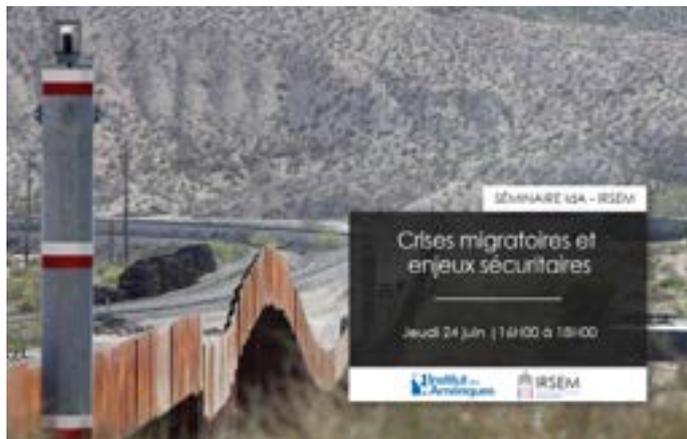
- le **CEN Romain Coponat**, pour son mémoire intitulé *Une culture d'anticipation en gestion interministérielle de crise*, sous la direction d'[Anne Muxel](#), directrice du domaine « Défense et société » à l'IRSEM. Son mémoire apporte des éléments d'analyse et de réflexion tout à fait novateurs et pertinents dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire à laquelle les armées, en appui des forces civiles, sont confrontées à la suite de la pandémie de Covid-19. Les résultats de son investigation, s'appuyant sur un certain nombre d'entretiens bien menés et analysés dans toute leur complexité, trouveront leur place dans le projet de recherche ANR ARMY sur *Le rôle des forces armées dans la crise du Covid-19 et sa perception par les populations* qu'une équipe de chercheurs de l'IRSEM, en partenariat avec le CEVIPOF, développe depuis 2020.



Félicitations aux deux lauréats !

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER
Directeur

24 juin : Séminaire « Enjeux stratégiques dans les Amériques / Crises migratoires et enjeux sécuritaires », Institut des Amériques/IRSEM.



Le 24 juin, le séminaire « Enjeux stratégiques dans les Amériques » organisé conjointement par l'IRSEM et [l'Institut des Amériques](#) visait à recenser les tendances relatives à l'immigration interaméricaine ainsi que les ruptures et les similitudes observées entre les administrations Trump et Biden dans leur gestion des crises migratoires. Cet échange était modéré par Laurent Faret, professeur de géographie à l'université Paris-Diderot, et réunissait Elisabeth Vallet et Adréanne Bissonnette, respectivement directrice et chercheuse à l'Observatoire de géopolitique de la Chaire Raoul-Dandurand. Fortes d'une spécialisation dans l'étude des frontières, elles partageaient leurs conclusions à la suite de plusieurs années de recherches ayant pour objet la politique migratoire promue par les États-Unis.

En guise d'introduction, Elisabeth Vallet a dressé la liste des principaux facteurs d'immigration. Parmi ceux-ci se trouve la dégradation progressive de l'État de droit des démocraties d'Amérique latine, dont les ressortissants souffrent d'une paupérisation croissante. Outre ces premiers éléments, les phénomènes météorologiques violents tels que les sécheresses ou les ouragans ont été responsables d'une augmentation drastique du flux de migrants. Enfin, l'extrême violence des gangs organisés et la recrudescence des féminicides ont poussé un grand nombre de familles à quitter leurs pays d'origine. Loin d'exister individuellement, ces facteurs sont bien souvent liés : les catastrophes environnementales détruisent les récoltes, ce qui provoque l'effondrement de l'économie locale et concorde avec un accroissement de la délinquance. Mme Vallet précise néanmoins que l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche a suscité des incidences plus que néfastes pour les habitants d'Amérique latine. D'une part, sa politique migratoire agressive et conservatrice a incité les États-Unis à couper une large

proportion des fonds alloués aux ONG déployées afin de soutenir les victimes de désastres écologiques. D'autre part, la disparition de programmes anticorruption a en grande partie conforté la gouvernance autoritaire de plusieurs dirigeants sud-américains. De fait, ces décisions ont en grande partie contribué au départ massif de migrants à destination des États-Unis.

Nombreuses sont les différences séparant la politique migratoire des administrations Trump et Biden. Alors que le premier s'était fait remarquer après l'approbation de dispositifs davantage conservateurs et anti-immigration comme le programme *Remain in Mexico* ou encore le *Migrant Protection Protocols*, le second s'est empressé de renverser la vapeur en faveur d'une gestion plus tolérante de l'immigration. Priorité initiale du mandat de Joe Biden, la question migratoire fait l'objet de 6 de ses 17 premiers décrets. Comme l'explique Adréanne Bissonnette, un tel remaniement est allé de pair avec un retour du soutien accordé au programme *Deferred Action for Childhood Arrivals* (DACA). Toutefois, une multitude de continuités ont continuellement rassemblé les administrations de la dernière décennie. À titre d'exemple, Mme Bissonnette a cité une externalisation croissante des frontières où l'immigration est perçue comme un problème dont la solution réside directement au Mexique ou encore dans les pays d'Amérique latine.

À la suite de cet échange initial, plusieurs questions sont venues compléter le débat. [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Espace euratlantique – Russie » de l'IRSEM, a questionné la véritable prise en compte des thématiques climatiques dans la politique migratoire de Joe Biden. Sans appel, Mme Bissonnette a répondu qu'elles demeuraient une préoccupation quasi minoritaire. À ce jour, aucune reconnaissance internationale du statut de réfugié climatique n'existe, qu'il s'agisse du droit international ou du droit américain. Au fil de la discussion, Maud Quessard ainsi que les deux chercheuses se sont entendues sur une sécuritisation croissante de la gestion des flux migratoires. Rien qu'aujourd'hui, 30 % des gardes-frontières américains seraient issus de la guerre d'Irak. De son côté, Jean-Baptiste Velut s'est interrogé sur le rôle que jouent les villes face à l'arrivée massive de migrants. Même en l'absence de pouvoir sur ces compétences fédérales, Mme Bissonnette a signalé que certaines villes ont déjà promu leurs propres agendas politiques. Plusieurs localités du Kansas, État pourtant conservateur, dépendent de l'activité économique issue de l'immigration pour survivre et sont devenues, *ipso facto*, des villes dites « sanctuaires ».

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

29 juin : Workshop « [Transatlantic Relations in an Era of Renewed Great Power Competition](#) ».



Le 29 juin, [Élie Baranets](#), chercheur Sécurité internationale à l'IRSEM, et Andrew Novo, de la National Defense University (NDU/CISA), ont organisé un workshop sur l'impact de la compétition entre grandes puissances sur les relations transatlantiques. L'événement fut introduit par Sir Hew Strachan de l'université St Andrews, qui a proposé un éclairage historique sur les différences entre alliances « hégémoniques » (comme la *Pax Americana*) et celles forgées « par intérêts communs en temps de guerre » (plus volatiles, parfois plus locales). Il s'est attardé sur l'enchevêtrement des notions de compétition et de conflit et sur la transformation des acteurs clés dans les luttes régionales (notamment dans le Pacifique face à la Chine), passant d'acteurs globaux à des puissances régionales. Le workshop s'est ensuite organisé en deux panels : le premier portant sur les acteurs transatlantiques et les compétitions entre grandes puissances, le second se concentrant sur les secteurs clés de cet enjeu.

En termes d'acteurs des relations transatlantiques, les panélistes ont présenté leurs travaux en cours sur l'Union européenne, l'OTAN, la France et le Royaume-Uni. Delphine Deschaux-Dutard (Grenoble Alpes) et Bastien Nivet (EMLV) ont proposé une étude de l'évolution du narratif européen sur le concept de puissance au travers de la « EU Global Security Strategy » et la création d'outils économiques et stratégiques pour projeter un *smart power* européen et ainsi mettre en application la doctrine du *strategic compass* au prisme de l'essor des régimes illibéraux (Russie, Chine, Turquie). Carolyn Davidson (NDU) s'est focalisée sur le concept de *strategic resilience* de l'OTAN, et sur les dynamiques endogènes contribuant à son évolution, notamment face à la Russie, perçue comme l'héritière de la menace soviétique du temps de la guerre froide. Samuel B. H. Faure (Sciences Po St-Germain-en-Laye) a proposé une

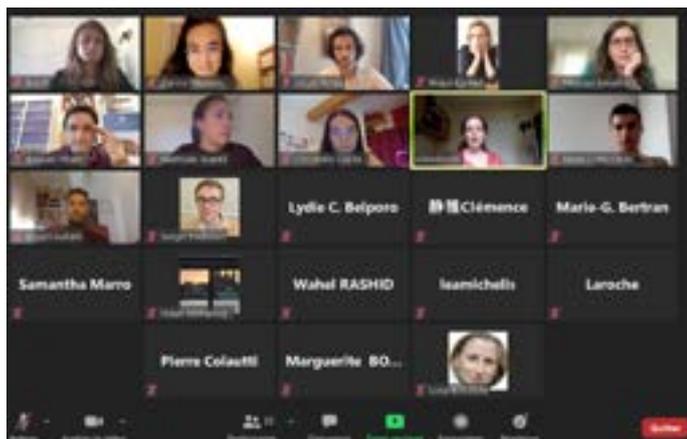
étude de cas sur la politique de défense de la France et l'utilisation des relations transatlantiques par Emmanuel Macron pour construire une stratégie de promotion des intérêts de la France à l'international. L'OTAN devient ainsi une arène d'échanges permettant de redéfinir les relations multilatérales mais aussi bilatérales, justifiant l'utilisation du terme *flexilateralism* pour décrire l'implication de la France dans cette arène contraignante mais essentielle à la projection de la puissance française. Enfin, Thibaud Harrois (Sorbonne-Nouvelle) est revenu sur la « Integrated Review 2021 » du Royaume-Uni, premier document officiel sur la politique étrangère britannique paru depuis le Brexit. Le basculement vers l'Indo-pacifique pour contrer la Chine a été étudié, comme perspective de rayonnement international du pays et d'évolution vers une puissance globale. Néanmoins, alors que ce document devait clarifier la position du Royaume-Uni sur les relations avec l'UE, il reste relativement flou. Les questions de [Pierre Haroche](#) (IRSEM) et d'Alice Pannier (IFRI), ont permis de mettre en avant les dimensions exogènes contribuant à la redéfinition des relations transatlantiques et de revenir sur le rayonnement technologique des puissances.

Dans le second panel, Fabio Cristiano (Leiden University) a proposé une étude des réponses de l'ONU quant aux violations des normes en matière de cybersécurité. Selon l'intervenant, la coopération entre grandes puissances dans ce secteur est un multilatéralisme « de façade ». De plus, les différentes visions des nouvelles technologies et de leur gouvernance ont créé des divisions entre partenaires transatlantiques. Samuel B. H. Faure a repris la parole pour présenter une étude des territoires vers lesquels les entreprises européennes du secteur de la défense s'internationalisent. À cet égard, le marché chinois ne constitue pas le premier territoire d'internationalisation, du fait des faibles ventes d'armes, contrairement au territoire américain. Ainsi, l'essor politique et militaire de la Chine ne se traduit pas encore par une dépendance accrue des entreprises européennes de défense vis-à-vis du marché chinois. L'intervention de Dylan Spence (Queens University) a montré un nouvel angle d'étude des compétitions américano-chinoises : celui du « techno-nationalisme », révélé au prisme des relations houleuses entre Huawei et le gouvernement canadien sur le développement du réseau 5G, marqué par de forts investissements mais également par des affaires judiciaires à la suite de cyber-attaques. Se dessine en creux le futur des relations entre les États-Unis et la Chine, après ces attaques à l'encontre d'un allié. Les questions d'Hugo Meijer (Sciences Po – CERI) ont porté

sur le futur des normes en matière de cybersécurité et sur l'impact de l'embargo européen sur les produits chinois sur les relations commerciales dans le secteur de la défense.

Gabriel PORC
Assistant de recherche

29 juin : Séminaire des doctorants « Travailler dans l'administration après un doctorat ».



Mardi 29 juin, le séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en sciences sociales » recevait Élise Daniel, élève-attachée d'administration (IRA), docteure en droit de l'université Paris 1 Panthéon-Assas et précédemment en poste à la direction des Affaires juridiques du ministère des Armées ; Maya Kandel, responsable des États-Unis et des relations transatlantiques au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère des Affaires étrangères, docteure en histoire de Sciences Po Paris ; et Mélissa Levailant, directrice adjointe de la recherche et des études à l'IHEDN, docteure en science politique de Sciences Po Paris et précédemment en poste à l'IRSEM et à la DGRIS. En revenant sur les expériences personnelles des trois intervenantes, cette séance a permis d'explorer les avantages, inconvénients et possibilités des carrières dans l'administration française après un doctorat.

Ce séminaire est organisé par deux doctorants du Centre Thucydide (Paris II) et associés à l'IRSEM, Carine Monteiro Da Silva et Louis Perez. [Pour en savoir plus](#) sur le séminaire ou pour s'inscrire à la liste de diffusion, il suffit d'écrire à carine.monteirodasilva@irsem.fr et perezlouis14@gmail.com.

Carine MONTEIRO DA SILVA
Doctorante

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Interview : « Pour rester "les premiers dans le cosmos", les Russes vont envoyer une actrice à bord de l'ISS juste avant Tom Cruise », *Uzbek et Rica*, 27 mai 2021.

- Interview : « Centrafrique ; "Touriste", une fiction au service de la propagande russe », RFI, 3 juin 2021.

- Participation au groupe de travail « Russian influence building in Africa » du SAIIA (Afrique du Sud), 14 juin 2021.

- Organisation et participation à la séance 3 du séminaire « Menaces hybrides : un concept heuristique », consacrée à la notion de « guerre politique », 17 juin 2021.

- Interview : « La Centrafrique, théâtre d'une guerre d'influence entre Paris et Moscou », AFP, 17 juin 2021.

- Position de thèse de doctorat publiée dans la rubrique « Recherches – Actualités » de la revue *Le Temps des médias*, 36:1, 2021, p. 246-274.



Élie BARANETS

- Organisation du workshop « [Transatlantic Relations in an Era of Renewed Great Power Competition](#) », IRSEM, 29 juin 2021.



Pierre BOURGOIS

- Publications : [L'enjeu du soldat augmenté pour les puissances démocratiques : les États-Unis à l'heure du choix](#), Étude n° 82, IRSEM, 29 juin 2021.

- Article : « Pourquoi les néoconservateurs se sont-ils opposés à Donald Trump ? Les fondements idéologiques d'un rejet affirmé », *Politique américaine*, n° 36, printemps-été 2021.

- Co-organisation avec Océane Zubeldia de la séance 3 du séminaire mensuel « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », intervention du Pr Daniel Brunstetter « Drones et souveraineté : quels enjeux éthiques pour les démocraties ? », IRSEM, 3 juin 2021.

- Communication : « Reflections about Emerging Military Technologies: The Case of the Enhanced Soldier », The Society for Philosophy and Technology Conference – Technological Imaginaries, Université Catholique de Lille, 28 juin 2021.

- Podcast : « [Exosquelettes, drogues et implants : tour d'horizon du soldat augmenté et de ses enjeux](#) », « Le Collimateur », IRSEM, 29 juin 2021.



Camille BRUGIER

- Modératrice de l'événement WIIS (Women in International Security) « Les 100 ans du Parti communiste chinois : Enjeux et perspectives » avec Alice Ekman, 7 juin 2021.

- Intervention dans « Appel sur l'actualité » au sujet de la Chine et du G7, RFI, 18 juin 2021.

- Présentation de l'article « How the EU and China avoid escalation in the trade sector ? », séminaire de recherche mensuel de l'IRSEM, 22 juin 2021.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Intervention [en ligne] : « Quel avenir pour la dissuasion ? », dans le cadre du séminaire « Géopolitique et défense », ESSEC Business School, 9 juin 2021.



Paul CHARON

- Publication : « Maîtriser le récit : la guerre informationnelle chinoise », entretien avec Léa Robert, *Diplomatie*, Les Grands dossiers n° 62, juin 2021.

- Discutant de la table ronde « Enquêter au sein d'un État autoritaire : regards croisés » dans le cadre du colloque « Enquêter sur un terrain "sensible" : ficelles méthodologiques, positionnement et dilemmes », CERI/IRSEM, 7 juin 2021.

- Conférence : « Introduction à la pensée stratégique chinoise », Académie du renseignement, 8 juin 2021.

- Conférence : « Anticiper les surprises stratégiques : un oxymore indépassable ? », dans le cadre du 73^e cycle IES de l'IHEDN, École militaire, 9 juin 2021.

- Participation à la troisième séance du séminaire fermé du domaine RAMH « Menaces hybrides : un concept heu-

ristique ? » consacrée à la notion de guerre politique [en ligne], 17 juin 2021.

- Formation aux techniques d'analyse structurée au profit des cadres de l'IHEDN, École militaire, 28 juin 2021.

- Modérateur de la table ronde « Guerres hybrides », dans le cadre du Special Operations Forces Innovation Network Seminar, camp de Souge, 30 juin 2021.

- Membre du jury de soutenance de mémoire de Marcello Putorti intitulé « La République populaire de Chine à l'aune du prisme impérial », pour le master 2 Relations internationales de l'université Paris 2, juin 2021.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Cadre de comité de la session internationale Moyen-Orient de l'IHEDN pour le comité « Regional security as a common good in the Middle East », 21-25 juin 2021.

- Participation au webinaire « Sport et jeunesse : MBS passe à l'attaque, l'Arabie saoudite explore le sport mondial », Débats du [CERMAM](#), Université de Genève, 22 juin 2021.

- Entretien avec Julie Ketbi, « [Pour la jeunesse saoudienne, "MBS semble en rupture avec un pouvoir dynastique très impopulaire"](#) », *L'Orient-Le jour* [premier quotidien libanais], 19 juin 2021.

- [Recension par Sarra Griba](#) de l'étude IRSEM n° 80 *Arabie saoudite : le pari sur la jeunesse de Mohamed Bin Salman*.

- Interview : « [L'Arabie saoudite en 100 questions : un ouvrage pour mieux comprendre ce pays en pleine mutation](#) », France Info télévision, 20 juin 2021.



François DELERUE

- Participation à l'émission 28 minutes présentée par Élisabeth Quin sur le thème « [L'espionnage de dirigeants européens](#) », Arte, 1^{er} juin 2021.

- Intervention [en ligne] avec Angélique Palle au séminaire des doctorants, sur le thème « Bâtir son CV de chercheur et décrocher des financements de recherche » organisé par Carine Monteiro et Louis Perez, Centre Thucydide, Université Paris 2, 10 juin 2021.

- Intervention [en ligne] dans le cadre de la table ronde sur le droit international appliqué dans le cyberspace,

cours avancé de cyber diplomatie, organisé par l'IHEDN, l'Institut de Défense nationale portugais et l'European Security and Defence College, 15 juin 2021.

- Intervention sur le thème « Attribuer : nommer l'adversaire, risque juridique et responsabilité politique », séminaire « Zones grises : les outils de l'ambiguïté stratégique », IFRI, 25 juin 2021.



Emmanuel DREYFUS

- Co-organisation avec Adrien Estève, Christelle Calmels et Léonard Collomba-Petteng, du colloque « Enquêter en terrain sensible : ficelles méthodologiques, positionnement et dilemmes », CERI/IRSEM/IHEDN, 7-8 juin 2021.

- Co-organisation avec Mélanie Sadozai de la dernière séance du séminaire « Managing borders in Eurasia », « The Russia / North Korea border », IRSEM/INALCO, 15 juin 2021.

- Discussion d'un séminaire fermé organisé par l'IFRI autour de Matt Rojansky (Kennan Institute, Wilson Center) et Dimitry Trenin (Carnegie Center, Moscou) sur les relations entre les États-Unis et la Russie à la veille du sommet entre Joe Biden et Vladimir Poutine, 15 juin 2021.

- Modération avec Tatiana Kastoueva-Jean d'une table ronde co-organisée par l'IRSEM et l'IFRI autour de Marlène Laruelle, avec comme discutant Michel Eltchaninoff, portant sur la question suivante : « La Russie a-t-elle une idéologie à exporter ? », 22 juin 2021.



Cécile FAUCONNET

- Obtention du [prix d'économie de la défense](#) pour sa thèse intitulée *La structuration des bases de connaissances des entreprises de défense*, juin 2021.



Pierre HAROCHE

- Communication sur l'approche française de la coopération militaire européenne, dans la « Conference Defence and Strategy 2021 », Centre for Security and Military Strategic Studies, République tchèque, 10 juin 2021.

- Discutant sur l'adaptation de l'UE et de l'OTAN dans le cadre du colloque « Transatlantic Relations in an Era of Renewed Great Power Competition », IRSEM, 29 juin 2021.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article : « [A French Opinion on the Ethics of Autonomous Weapons](#) », *War on the Rocks*, 2 juin 2021.

- Présentation du rapport *Effective State Practices Against Disinformation* (à paraître), E12 Disinformation Working Group meeting, European Centre of Excellence for Countering Hybrid Threats, Helsinki [en visio], 10 juin 2021.

- Participation au séminaire interne « Menaces hybrides » sur la guerre politique, IRSEM, 17 juin 2021.

- Présentation du rapport France (à paraître), workshop *Responding to the Covid-19 'infodemic': Foreign information influence activities in Europe and national countermeasures*, organisé par The Hague Program for Cyber Norms et l'université de Leiden [en visio], 18 juin 2021.

- « La place de la société civile dans la lutte contre les manipulations de l'information », intervention pour le groupe d'orientation stratégique militaire (GOSM), Paris, 24 juin 2021.

- Interview sur les drones dans Élise Vincent, « Guerre des drones : la menace des essais », *Le Monde*, 25 juin 2021.



Anne-Laure MAHÉ

- Publication : avec Hugo Chouarbi, « [Le Barrage de la Renaissance, reflet de la montée des tensions entre l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie](#) », Brève stratégique n° 23, 24 juin 2021.



Marianne PÉRON-DOISE

- Intervention : « Assessing emerging risks, threats and future challenges at sea » dans le cadre de la session de l'IHEDN organisée pour le Collège européen de défense et de sécurité sur le thème « The challenges of secu-

ring maritime areas for the European Union », Paris, 1^{er} juin 2021.

- Intervention « La Corée du Nord peut-elle reprendre le dialogue avec l'administration Biden », dans le cadre de la conférence « Quel avenir pour la péninsule coréenne ? » organisée par l'IRIS et l'ambassade de Corée du Sud, Paris, 22 juin 2021.

- Modération du panel « Climate change and maritime security in the Northern Indian Ocean » dans le cadre de la matinée d'étude « Climate Change Impacts on Biodiversity and maritime Security in the Bay of Bengal », organisée par l'Observatoire Défense et Climat piloté par l'IRIS pour la DGRIS, Paris, 25 juin 2021.



Maud QUESSARD

- Comité de suivi de thèse de Joseph Budreau, « L'Économie du *Fact Checking* aux États-Unis », Paris 3 Sorbonne Nouvelle avec Divina Frau-Meigh et Arnaud Mercier, 4 juin 2021.

- Participation à The German Marshall Fund's Brussels Forum [visioconférence], 14-18 juin 2021.

- Conférence : « Stratégies d'influence, soft power, guerres et manipulations de l'information », 73^e cycle IHEDN, École militaire via Livestorm, 22 juin 2021.

- Invitée à l'émission « Le Débat du Jour », de Guillaume Naudin, « [Les démocraties sont-elles en rang derrière Joe Biden ?](#) », avec Laurence Nardon et Maya Kandel, RFI, 22 juin 2021.

- Organisation et présidence du 6^e séminaire « Enjeux stratégiques dans les Amériques », IDA-IRSEM, « Migrations et enjeux de sécurité », avec Elizabeth Valet, Andréanne Bissonnette (Chaire Raoul-Dandurand, UQAM, Montréal) et James Cohen (Université Paris 3-Sorbonne Nouvelle), 24 juin 2021.



Nicolas REGAUD

- Publication du Rapport [France's Indo-Pacific Strategy and its Overseas Territories in the Indian and Pacific Oceans: Characteristics, Capabilities, Constraints and Avenues for Deepening the Franco-Australian Strategic Partnership](#), Australian Strategic Policy Institute (ASPI), 25 juin 2021.

- Communication au webinaire « L'Observatoire Défense et Climat (2016-2021) : quel bilan et quels enseignement ? », IRIS, 23 juin 2021.



Maxime RICARD

- Présentation [en ligne] d'un papier « Order-Making Formulas and Tactician State in Post-conflict Côte d'Ivoire », au séminaire du Groupe de recherche Travail de l'ordre, police et organisations répressives (TOPOR), CERI Sciences Po, 21 mai 2021.

- Intervention dans l'émission « The debate », « [The return of Laurent Gbagbo: Is Ivory Coast ready for reconciliation?](#) », France 24 english, 17 juin 2021.

- Interviewé par Matthieu Millecamps, « [Massacre de Solhan au Burkina : pourquoi l'armée ne parvient pas à protéger les civils](#) », *Jeune Afrique*, 9 juin 2021.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Publication : « La Logistica del general Giap », *Desperta Ferro Contemporanea*, n° 46, « Dien Bien Phu 1954 » [revue militaire espagnole], 30 juin 2021, p. 12-17.



Océane ZUBELDIA

- Article : « La "guerre bactériologique" une réalité mondiale », *Conflicts*, numéro spécial « La géopolitique de la santé », n° 12, juin 2021, p. 22-25.

- Co-organisation avec Pierre Bourgois de la séance 3 du séminaire mensuel « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », intervention du Pr Daniel Brunstetter « Drones et souveraineté : quels enjeux éthiques pour les démocraties ? », IRSEM, 3 juin 2021.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Christophe LAFAYE

- Article : « La bataille du maquis de Saint-Marcel en Bretagne (18 juin 1944), *Mook 1944*, n° 6, Bruxelles, juin 2021, p. 184-204.

- Recension : « *Les Mondes en guerre* t. I à III », *Mook 1944*, n° 6, Bruxelles,

juin 2021, p. 215.

- Article : « L'aviation légère de l'armée de terre au cœur de l'aérocombat », *Défense Expert*, HS n° 1, juin 2021, p. 16-21.

- Article : « Les aigles de Barkhane : l'ALAT en Bande sahélo-saharienne », *Défense Expert*, HS n° 1, juin 2021, p. 10-15.

- Entretien avec Blandine Levite, « [Les Afghans qui ont aidé l'armée française sont abandonnés à leur sort](#) », Radio Télévision Suisse (RTS), [en ligne], 24 juin 2021.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Organisation, avec Louis Perez, de la séance « Bâtir son CV de chercheur et décrocher des financements de recherche (ANR, ERC...) » du séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en sciences sociales » sur Zoom ; intervenants : François Delerue, Angélique Palle, 10 juin 2021.

- Organisation, avec Maxime Audinet, et participation au séminaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? », IRSEM, 17 juin 2021.

- Organisation, avec Louis Perez, et participation au séminaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? », IRSEM, 17 juin 2021.

- Organisation, avec Louis Perez, de la séance « Travailler dans l'administration après un doctorat » du séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en sciences sociales » sur Zoom ; intervenantes : Élise Daniel, Maya Kandel, Mélissa Levailant, 29 juin 2021.



COL Olivier PASSOT

- Article : « ["Opération Daguet" in Kuwait 1991](#) », Université GUST, Koweït, juin 2021.

VEILLE SCIENTIFIQUE

SÉCURITÉ EUROPÉENNE

Séminaire « **Strategic Culture: an elusive but necessary foundation for EU security and defence?** », DGRIS/EUISS, 18 juin 2021.

Le 18 juin s'est tenu un séminaire sous la règle Chatham House intitulé « **Strategic Culture: an elusive but necessary foundation for EU security and defence?** », co-organisé par la DGRIS et l'EUISS. Ce séminaire poursuit une tradition établie depuis maintenant plusieurs années qui voit à chaque semestre les représentants des ministères de la Défense des États assurant la présidence tournante de l'Union européenne se réunir à Paris pour présenter leur bilan pour la présidence sortante et leurs priorités pour la présidence entrante.

Cette année, sont intervenus des représentants du Portugal et de la Slovénie, de la France, des institutions européennes et de divers think tanks. Ont été abordées les questions de la formation d'une culture stratégique européenne à travers la coopération en opération, de la mise en place d'une « Boussole stratégique » de l'Union européenne en matière de défense et de la communication auprès des citoyens.

Pierre HAROCHE
Chercheur Sécurité européenne

ARMÉE DE L'AIR ET DE L'ESPACE



Vortex : une nouvelle revue de l'Armée de l'Air et de l'Espace.

Une initiative du COL (r) Jean-Christophe Noël, qui porte ce projet depuis trois ans, *Vortex. Études sur la puissance aérienne et spatiale* est une nouvelle revue de l'Armée de l'Air et de l'Espace, éditée par le Centre d'études

stratégiques aérospatiales (CESA) et hébergée dans le portail documentaire ARÈS, sur le site internet de l'IRSEM. Son aspiration est de favoriser les échanges sur les aspects politiques, stratégiques, mais aussi opératifs de la puissance aérospatiale, puissance qui a réussi à s'imposer en à peine plus d'un siècle comme un des éléments structurants des guerres et crises modernes. Le tout premier

numéro, paru en juin 2021, est consacré aux opérations multi-milieus/multi-champs. Il est téléchargeable gratuitement, en tout ou partie, à cette adresse : <https://www.irsem.fr/search/vortex.html>.

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER
Directeur

ORDRE LIBÉRAL INTERNATIONAL

Jessica CHEN WEISS et Jeremy WALACE, « **Domestic Politics, China's Rise, and the Future of the Liberal International Order** », *International Organization*, 75:2, 2021, p. 635-664.

La dernière livraison de la revue *International Organization* est un numéro spécial consacré à l'ordre libéral international (OLI) et aux défis auxquels il fait face. Parmi les articles du dossier, celui rédigé par Jessica Chen Weiss et Jeremy Wallace s'intitule « **Domestic Politics, China's Rise, and the Future of the Liberal International Order** ». Il s'interroge sur l'influence de la montée en puissance de la Chine vis-à-vis de l'ordre international en place. Les auteurs considèrent que l'OLI est moins résilient que ce qui est généralement envisagé. D'une part, que la Chine soit à ce point capable de profiter de l'OLI de l'intérieur a érodé le consensus au sein des États-Unis quant à l'opportunité de préserver ledit ordre. D'autre part, certaines caractéristiques du Parti communiste chinois sont incompatibles avec plusieurs principes fondamentaux de l'OLI, mais pourraient s'accommoder d'un retour aux principes de l'ordre westphalien ainsi qu'au principe de marchés liés à des systèmes de contrôle internes. Se pose alors la question du rapport qu'entretiennent des États autoritaires comme la Chine avec les normes et institutions centrales de l'OLI. Pour y répondre, les auteurs élaborent un cadre théorique qui met en avant les deux variables internes que sont la centralité et l'hétérogénéité puis évaluent leur influence sur le comportement de la Chine à l'international. Les auteurs illustrent leurs propos à travers les cas des enjeux du changement climatique, du commerce et des taux d'échange, de la gouvernance d'internet, de la souveraineté territoriale, de la maîtrise des armements, et des interventions humanitaires.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

AFRIQUE DE L'OUEST

Kars de BRUIJNE, « [Laws of Attraction: Northern Benin and risk of violent extremist spillover](#) », *Conflict Research Unit Report, Clingendael – the Netherlands Institute of International Relations*, 10 juin 2021, 42 p.

Dans un rapport conjoint Institut Clingendael-ACLED, Kars de Bruijne analyse le risque de propagation de l'extrémisme violent du Sahel vers le Bénin. Depuis plusieurs années, des organisations extrémistes violentes (OEV) cherchent en effet à s'implanter dans des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Parmi eux, le Bénin partage des frontières au nord avec le Burkina Faso, le Niger et le Nigeria.

Ce rapport analyse les facteurs locaux de vulnérabilité quant à l'implantation d'OEV au nord du Bénin. C'est notamment l'exploitation de ces vulnérabilités locales qui a permis aux OEV de s'étendre au Sahel. Grâce à de nouvelles données collectées par ACLED et un organisme local gardé anonyme, le rapport établit que, depuis mars 2020, les violences communautaires sont concentrées au nord du pays et plus nombreuses que précédemment estimées. Ces dynamiques de violence locale sont alimentées par trois facteurs : les conflits entre agriculteurs et éleveurs, les tensions autour du foncier rural, et la gestion des parcs nationaux du W et de la Pendjari.

Le rapport affirme que ces vulnérabilités sont jusqu'ici peu exploitées par les OEV. Bien que visé comme la Côte d'Ivoire par ces groupes, le Bénin ne fait pas pour l'instant figure de cible prioritaire en tant que telle, mais plutôt d'espace de repli et d'approvisionnement pour les opérations menées au Burkina Faso, Niger et Nigeria (p. 29). L'auteur identifie toutefois trois espaces où la présence temporaire d'OEV est fréquente, dont deux où les intérêts des populations locales et des OEV pourraient converger à la faveur des tensions locales, et ainsi permettre une présence de ces groupes plus durable. Ainsi, le cas des régions frontalières entre l'Atacora béninois et l'est du Burkina est particulièrement intéressant. Dans ces zones de parcs nationaux, l'approche sécuritaire du gestionnaire privé, African Parks Network, crée des tensions avec les communautés locales (accès restreint aux ressources du parc, fermeture des routes de transhumance, notamment) et par là même un point d'entrée pour les OEV.

En marge de l'objet principal de l'étude, le rapport formule une analyse critique de la réponse du régime Talon à la menace de l'extrémisme violent. Les efforts du gouvernement pour empêcher la circulation publique d'informations sur les phénomènes de violence au nord ont

empêché une prise en compte plus précoce des difficultés sécuritaires (p. 9-10). Aussi, la délégation d'activités sécuritaires à African Parks Network – au détriment des forces armées nationales – risque de générer une escalade conflictuelle. Motivée par des intérêts commerciaux, la posture offensive d'African Parks Network pourrait pousser des OEV encore peu actifs au Bénin vers un positionnement plus conflictuel (p. 33-34).

En lien avec cette étude, on pourra lire utilement deux articles portant sur le cas du Burkina Faso. Dans un article de janvier 2020, Tanguy Quidelleur analyse « [Les racines locales de la violence dans l'Est du Burkina Faso](#) », ceci rappelant la situation du nord du Bénin (tensions entre fermiers et éleveurs, gestion des aires protégées, notamment). Un autre article par Nicolas Hubert s'intéresse au rôle spécifique [de la gestion des aires protégées dans l'alimentation de conflits locaux à l'est du Burkina Faso](#). Ces cas d'exploitation par des OEV des conflits liés à la gestion des parcs peuvent présager de ce que pourrait devenir la situation béninoise si le mode de gouvernance n'est pas infléchi.

Hugo CHOUARBI
Assistant de recherche

ESPACE EURATLANTIQUE – RUSSIE

ÉTATS-UNIS

Timothy GREENHAW, Daniel MAGRUDER, Rodrick McHATY, et Michael SINCLAIR, « [U.S. Military Options to Enhance Arctic Defence](#) », *The Brookings Institution*, mai 2021.

Longtemps mise de côté au profit de rivalités stratégiques qu'abritent l'Europe et l'Asie, l'Arctique suscite aujourd'hui les convoitises des superpuissances de notre temps. Dans un Policy Brief du Brookings Institution, les chercheurs Timothy Greenhaw, Daniel L. Margruder, Rodrick H. McHaty et Michael Sinclair s'évertuent à dresser la carte des enjeux que recouvre le « Grand Nord ». Alors que la fonte du pergélisol s'accélère, la Russie et la Chine entendent bien mettre la main sur ce réservoir d'hydrocarbures ainsi que sur de nouveaux couloirs propices au transport de marchandises. Pékin voit d'ailleurs l'Arctique comme le prolongement naturel de son projet des nouvelles routes de sa *Belt and Road Initiative*. Outre ce premier aspect économique, le Kremlin investit davantage dans ses infrastructures de défense afin d'améliorer sa posture militaire dans la région. Partant de ce constat, une série de recommandations sont formulées et destinées à garantir l'éveil militaire américain en Arctique.

D'abord, l'armée américaine doit ouvrir son engagement militaire aux institutions existantes, tel que le Tour de table des forces de sécurité dans l'Arctique (ASFR). Cet organisme de dialogue sur la sécurité où siège la Russie permet de pallier les limites du mandat accordé au Conseil de l'Arctique, dont les questions de défense demeurent absentes. De cette manière, une meilleure transparence sur les intérêts stratégiques de chaque État peut être durablement amorcée. Par ailleurs, l'incorporation officielle de la chaîne de commande relative à l'Arctique au sein du NORTHCOM devrait mettre fin à son découpage sous ses 3 structures actuelles : NORTHCOM, EUCOM et INDOPACOM. L'article préconise également l'organisation d'exercices et d'entraînements conjoints aux alliés des États-Unis. Dans un ordre mondial multipolaire, force est de constater que l'Arctique s'érige comme un nouveau terrain stratégique où les jeux de puissance s'exercent.

Ryan BERG et Hal BRANDS, « [The Return of Geopolitics: Latin America and the Caribbean in an Era of Strategic Competition](#) », Jack D Gordon Institute for Public Policy, 17 juin 2021.

Rédigé par Ryan Berg, chercheur auprès du think tank néoconservateur American Enterprise Institute (AEI), et Hal Brands, professeur à l'université Johns Hopkins, ce rapport pour le Jack D. Gordon Institute for Public Policy soutient l'idée que l'Amérique latine revient sur le devant de la scène internationale. À l'heure où de nouvelles compétitions de pouvoir se cristallisent entre la Chine et la Russie, les États-Unis se doivent de renouer avec cette zone stratégique à leurs intérêts. Rarement considérée comme telle par Washington, l'Amérique latine entretient pourtant une proximité géographique critique à la sécurité des États-Unis. Nombreux sont les facteurs qui concourent à ce désintérêt depuis la fin des années 1990. Aux yeux de Washington, la montée des cartels de drogue s'apparente avant tout à des troubles relatifs au droit interne de chaque État. Du reste, les attaques du 11-Septembre invitent les États-Unis à tourner leur regard en direction du Moyen-Orient. En conséquence, ces événements facilitent l'arrivée de nouveaux concurrents en Amérique latine. Par exemple, la Chine use de sa puissance économique pour s'arroger des concessions territoriales ainsi que d'éroder l'influence de Taïwan dans la zone. Armée d'une dette de 440 milliards de dollars, Pékin est désormais en mesure de réclamer l'acquisition de plusieurs infrastructures sensibles. De son côté, le Kremlin cherche à endommager l'image des États-Unis dans la région par le biais de la désinformation. Ses médias d'État Russia Today en Espanol ainsi que Sputnik Mundo comptabilisent à eux

seuls plusieurs millions de lecteurs quotidiens. Face à de telles menaces, le rapport présente diverses solutions envisageables par Washington afin d'accroître l'influence des États-Unis en Amérique latine. Outre une augmentation des moyens accordés à la diplomatie publique américaine dans la zone, il convient également d'identifier les faiblesses des « ennemis » et de dialoguer davantage avec les gouvernements locaux et leurs populations.

Stephen WALT, « [Exactly How Helpless if Europe?](#) », *Foreign Policy*, 21 mai 2021.

Stephen Walt, célèbre politologue américain et figure de proue de l'école néoréaliste des relations internationales, nous fait part de sa vision du *burden-sharing* actuel entre les États-Unis et l'Union européenne. Alors que la Chine menace toujours plus les intérêts américains dans le reste du monde, M. Walt réitère son appel au désengagement militaire de son pays sur le vieux continent. Aux antipodes du leadership prôné par Joe Biden au Sommet de l'OTAN, ses arguments se font l'écho d'une opposition récurrente de certains cercles d'intellectuels au maintien des troupes américaines en Europe.

« [Transatlantic Trends 2021](#) », The German Marshall Fund of the United States et Fondation Bertelsmann, 7 juin 2021.

« [A Conversation with U.S. Deputy Secretary of State Wendy Sherman](#) », U.S. German Marshall Fund, 9 juin 2021.

Jalon important des relations transatlantiques, le 9 juin marque le lancement de l'étude *Transatlantic Trends 2021*. Menée sous la direction du bureau de Paris du German Marshall Fund of the United States (GMF) et en partenariat avec la Fondation Bertelsmann, cette étude ambitionne de dresser les contours des enjeux futurs de l'Alliance sur la base d'un sondage d'opinion réalisé dans onze pays membres de l'OTAN. Outre le concours de ces deux premières institutions, Mme Irene Braam, directrice générale de la Fondation Bertelsmann, remercie le Business Council of Canada ainsi que la Fondation Konrad Adenauer pour leur participation à cette étude. Souhaitant tirer de premières conclusions des résultats observés, Mme Alexandra de Hoop Scheffer, directrice de l'antenne parisienne du GMF, s'est entretenue avec Mme Wendy Sherman, secrétaire d'État adjointe des États-Unis.

Dans son discours inaugural, Mme Sherman se félicite de la vivacité des relations transatlantiques. De fait, l'étude souligne que la majorité des Américains et Européens

interrogés disent avoir confiance l'un en l'autre. Toutefois, Mme Sherman concède que plusieurs difficultés fragilisent l'Alliance. Contemporaines, celles-ci se déclinent autour des défis posés par la pandémie de Covid-19, le changement climatique ainsi que les positions transatlantiques à l'égard de la Chine. Mme de Hoop Scheffer questionne alors la précarité d'une Union européenne, « prise au piège » dans une nouvelle guerre froide sino-américaine. Catégorique, Mme Sherman répond que les États-Unis n'essaient pas de contenir la Chine, mais plutôt de dialoguer avec elle et l'UE afin que Pékin respecte les principes démocratiques et de l'État de droit. La Turquie serait-elle un danger pour la cohésion de l'OTAN ? Mme de Hoop Scheffer révèle que seuls 23 % des Turcs interrogés disent se fier au leadership américain. En réponse à ces inquiétudes, Mme Sherman se veut apaisante. Si les relations russo-turques et les tendances autoritaires d'Ankara sont préoccupantes, la Turquie demeure une alliée de taille dans la lutte contre le terrorisme. Elle ajoute que l'Alliance peut s'ériger comme l'un des catalyseurs en faveur d'une « vraie démocratie turque », notamment grâce à l'initiative OTAN 2030. En ce qui concerne les difficultés liées à l'épineuse question du *burden-sharing*, Mme de Hoop Scheffer révèle que la perception de l'UE en matière de défense est peu encourageante. En effet, seuls 14 % des personnes interrogées voient l'UE comme l'acteur incontournable de la sécurité de demain (contre plus de 60 % pour les États-Unis et 20 % pour la Chine). Mme Sherman précise néanmoins que l'UE est déjà à la barre dans les Balkans tout comme en Afrique. Peu après, le débat se concentre sur deux autres menaces à la sécurité internationale : la Russie et l'Iran. Pour cette première, Mme Sherman déclare que les États-Unis recherchent avant tout prévisibilité et stabilité dans leurs relations avec le Kremlin. Dans le cas de l'Iran, Mme Sherman rappelle la détermination du gouvernement américain à favoriser le retour de Téhéran au sein du JCPOA. Vecteur utilisé précédemment, la stratégie américaine se fonde sur une réciprocité de la conformité (*compliance for compliance*). Quoi qu'il en soit, l'administration Biden entend bien s'entretenir sur ces sujets dans le cadre de formats multilatéraux attendus, tels que le G7 ou encore un potentiel D-10 (Inde, Corée du Sud et Australie).

Annie PFORZHEIMER, « [Protecting Wider U.S. Interests after a Troop Withdrawal](#) », Center for Strategic and International Studies (CSIS), 26 mai 2021.

Si l'administration Biden s'est engagée à retirer ses troupes d'Afghanistan d'ici le 11 septembre 2021, une telle opération n'est pas sans risques. Publié par le CSIS, l'article

de Mme Annie Pforzheimer, ancienne secrétaire d'État adjointe par intérim pour l'Afghanistan, fait office de mise en garde. Selon elle, tout retrait prématuré risque de laisser le champ libre aux talibans. Accusés d'avoir violé l'accord du 29 février 2020, ils contrôleraient actuellement 22 % des provinces d'Afghanistan et en contesteraient 51 %. Du reste, leur renoncement à participer au sommet de la paix prévu pour avril 2021 à Istanbul et leurs contacts rapprochés avec d'autres groupes terroristes laissent peu d'espoir quant à l'existence de réelles motivations en faveur d'une résolution pacifique. À la lumière de ces événements, Mme Pforzheimer prodigue plusieurs conseils à destination de Washington pour un retrait adéquat. Sans appel, elle avance qu'une mauvaise gestion de celui-ci contribuerait à revitaliser l'action des groupes terroristes présents dans la région et provoquerait un retour prochain des troupes américaines dans le pays.

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

ÉTATS-UNIS/UKRAINE

Peter DICKINSON, « [Blinken Kyiv Visit Analysis: What Next for US-Ukraine Ties?](#) », Atlantic Council, 11 mai 2021.

Dans cet article du think tank atlantiste Atlantic Council, Peter Dickinson, éditeur en chef du magazine *Business Ukraine*, revient sur la visite du secrétaire d'État Antony Blinken à Kiev les 5 et 6 mai 2021, premier membre clé de l'administration Biden à se rendre dans la capitale ukrainienne. Le signal était d'autant plus fort que cette venue s'inscrivait dans le récent contexte d'escalade des tensions à la frontière russo-ukrainienne. Selon les services de renseignement, il y aurait toujours 100 000 soldats des forces armées russes présents sur la ligne de front.

L'article présente quatre visions d'experts issus de think tanks ou du Parlement ukrainien. Selon eux, la visite d'Antony Blinken était importante pour attester la rupture avec l'administration Trump, marquée en Ukraine par le scandale d'enquête sur le fils de Joe Biden au moment de l'investiture du futur président américain. Cette visite a fait passer un double message, celui du soutien indéfectible des États-Unis envers une Ukraine agressée militairement par la Russie et victime de sa désinformation, mais également celui de la nécessité pour le gouvernement ukrainien de montrer des résultats probants quant aux réformes anti-corruption. Les intervenants soulignent ainsi la continuité de l'administration Biden avec la précédente administration démocrate sur la question ukrainienne, avec comme nouvel enjeu la dé-oligarchisation du pays, notamment en limitant le contrôle des médias par

les oligarques comme Viktor Medvedchuk ; ces médias sont en effet propagateurs de désinformation russe sur le territoire ukrainien.

Si les experts expliquent que les futures réformes anti-corruption détermineront le niveau de l'assistance américaine, le caractère atlantiste de Joe Biden et sa volonté d'ancrer l'Ukraine à l'Ouest sont d'ores et déjà affirmés ; il s'est précédemment entretenu avec des représentants du G7, de l'OTAN et de l'UE. Son appel avec le dirigeant russe et la proposition de rencontre en territoire neutre témoignent de l'importance accordée tant à Moscou qu'à Kiev. Washington lance donc un signal à la Russie : le dialogue bilatéral américano-russe impliquera en creux l'ensemble des partenaires européens.

ÉTATS-UNIS/BIÉLORUSSIE

Brian WHITMORE, « [Belarus Sanctions: Time to Target Russia?](#) », Atlantic Council, 5 mai 2021.

Dans son analyse pour le think tank atlantiste, Brian Whitmore, enseignant à l'université du Texas-Arlington, revient sur les sanctions américano-européennes à l'encontre de la Biélorussie. Au vu du rapprochement constant entre Minsk et Moscou, les sanctions imposées envers la Biélorussie apparaissent inséparables des sanctions à l'encontre de la Russie. L'expert souligne l'influence grandissante du Kremlin en Biélorussie par l'utilisation du terme « absorption » de Minsk par Moscou.

Brian Whitmore revient en effet sur le renforcement de la coopération russo-biélorusse dans les domaines énergétique et militaire. L'acquisition de l'entreprise biélorusse Belaruskali, spécialisée dans le raffinement et l'exportation du pétrole, par son homologue russe Uralkali, et les exercices militaires conjoints dans la région de Hrodna, près de la frontière polonaise, sont des exemples illustrant la coopération entre les deux pays.

L'expert insiste sur l'implication des États-Unis dans les sanctions, qui ne sont donc pas uniquement européennes. À la suite de l'élection présidentielle biélorusse de 2006, qui a vu la réélection d'Alexandre Loukachenko, Washington avait imposé des sanctions contre neuf entreprises biélorusses, notamment Belneftekhim, qui opérait 30 % de la production industrielle du pays. Ces sanctions ont été allégées en 2015 après la libération de prisonniers politiques. L'un des enjeux de ces sanctions est de savoir si elles contribuent au rapprochement de Minsk et de Moscou – ne sont-elles pas contre-productives ? Brian Whitmore est clair : l'« axe » Poutine-Loukachenko doit être sanctionné comme une seule et même entité.

Cet article est à mettre en relation avec un travail du même auteur relatif à l'atterrissage d'urgence d'un vol Ryanair le 23 mai 2021 et l'arrestation par les autorités biélorusses du journaliste Roman Protasevitch, critique du pouvoir exilé à Vilnius, et de sa compagne russe Sofia Sapega. Cette affaire suppose une implication de la part de Moscou et renforce l'idée d'une coopération entre les deux pays, Minsk n'ayant pas, selon l'expert, les capacités nécessaires en matière d'influence et de surveillance des opposants à l'étranger pour avoir commandité l'arrestation seule. L'Union européenne a déjà annulé les vols passant par la Biélorussie, isolant un peu plus Minsk. Néanmoins, elle doit comprendre les liens qui unissent Minsk et Moscou, et appliquer des sanctions similaires aux sanctions économiques imposées à la Russie, tout en condamnant le Kremlin pour cette arrestation.

United States Foreign Committee on Foreign Relations, « [U.S. Policy on Belarus](#) », U.S. Senate, 9 juin 2021.

Le 9 juin, le Comité des affaires étrangères du Sénat américain a organisé une audience, présidée par le sénateur Robert Menendez, sur la politique étrangère des États-Unis vis-à-vis de la Biélorussie. Trois acteurs clés de la question ont été entendus : Julie Fisher, ambassadeur des États-Unis à Minsk, Svetlana Tikhanovskaya, leader de l'opposition démocratique en Biélorussie, exilée à Vilnius, et Jamie Fly, président de Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL).

Après un propos introductif de la part du sénateur Menendez, revenant sur l'état de la démocratie en Biélorussie, la persécution des opposants au régime dictatorial d'Alexandre Loukachenko et la condamnation de l'arrestation du journaliste Roman Protasevitch à la suite du détournement d'un vol Ryanair survolant l'espace aérien biélorusse, le comité a réaffirmé le soutien américain à l'opposition démocratique biélorusse et reconnaît Svetlana Tikhanovskaya comme la gagnante légitime des élections présidentielles d'août 2020.

L'ambassadeur Fisher, qui ne peut prendre ses fonctions à Minsk du fait du refus des autorités biélorusses de lui accorder un visa, a centré son discours sur les sanctions économiques mises en place par Washington, ciblant majoritairement les entreprises du secteur pétrochimique. De futures sanctions sont en cours d'élaboration, consistant en des restrictions de visas pour les proches d'Alexandre Loukachenko. Les négociations entre les États-Unis, l'Union européenne et l'OSCE sont en cours pour harmoniser les sanctions, tout en invitant Minsk à prendre part aux discussions pour entamer un dialogue.

Svetlana Tikhanovskaya est revenue sur son histoire personnelle et son exil à Vilnius. Selon elle, de nouvelles élections doivent être organisées, pour permettre au peuple de s'exprimer et renverser Alexandre Loukachenko. Elle souhaite que les États-Unis interviennent davantage en Biélorussie, en imposant des sanctions plus poussées. Le soutien de la communauté internationale est en effet, selon Mme Tikhanovskaya, plus symbolique qu'efficace. Un certain nombre d'acteurs privés en Biélorussie sont soutenus financièrement par le Kremlin et traduisent l'influence de Moscou à Minsk. Pour Svetlana Tikhanovskaya, ces acteurs étrangers doivent être identifiés et sanctionnés.

L'intervention de Jamie Fly a mis en lumière la nécessité de l'indépendance des médias en Biélorussie, et le manque de fonds octroyés aux médias étatiques américains pour contrer les formes de désinformation biélorusse et leurs soutiens russes, prérogatives du département d'État par le biais du Global Engagement Center (GEC) et de l'U.S. Agency for Global Media (USAGM). Les journalistes indépendants biélorusses font partie des milliers de prisonniers politiques et RFE/RL compte désormais principalement sur son antenne Radio Svoboda et les relais des réseaux sociaux, à la suite de la fermeture du média biélorusse indépendant TUT.BY.

Les questions des sénateurs ont permis aux intervenants de préciser leurs propos. Sur le plan militaire, les États-Unis, par l'intermédiaire de l'OTAN, surveillent l'exercice militaire Zapad, organisé par la Russie conjointement avec la Biélorussie pour l'édition 2021. Les nouvelles sanctions soulèvent la question de la nécessité d'adopter un nouveau décret présidentiel pour remplacer celui de 2006 (qui visait déjà les entreprises pétrochimiques). Toujours sur le plan législatif, Jamie Fly soutient l'application du *Magnitsky Act* (contre la violation des droits de l'homme de la part de la Russie) aux autorités biélorusses pour renforcer les sanctions économiques du fait de la corruption endémique.

Séminaire « [Zapad 2021 and the Future of Russia's Force Presence in Belarus](#) », Center for Strategic & International Studies, 15 juin 2021.

Le 15 juin, le think tank américain bipartisan Center for Strategic & International Studies (CSIS) a organisé un séminaire sur les enjeux de l'exercice militaire russo-biélorusse « Zapad 2021 ». Animé par Heather A. Conley, directrice du programme Europe, Russie et Eurasie au CSIS, le think tank a reçu le général Ben Hodges, membre du Center for European Policy Analysis (CEPA) et Michael Koffman, Senior Research Scientist pour le programme Russie au Center for Naval Analysis (CNA).

Le général Hodges a commencé par rappeler le contexte dans lequel cet exercice s'inscrit. Zapad, qui se déroule tous les quatre ans, prend place cette année en parallèle du sommet de l'OTAN et de la rencontre entre les présidents Biden et Poutine. L'exercice constitue ainsi une démonstration de la puissance militaire russe, en parallèle à l'exercice porté par l'OTAN et l'Ukraine en mer Noire (l'exercice OTAN Defender 2021). Michael Koffman a souligné les nombreux exercices militaires tenus par la Russie (un exercice nucléaire aura lieu à l'automne). Zapad sera néanmoins l'occasion pour la Russie de tester sa puissance régionale accrue et sa capacité d'intégration de la Biélorussie dans sa stratégie globale d'expansion. Il permettra à Moscou de faire appel à l'ensemble de ses forces terrestres, navales et aériennes et de mettre en application sa maîtrise des éléments de guerres électroniques. L'exercice doit ainsi être méticuleusement observé par l'Occident, pour prendre la mesure du développement de l'armée russe.

Zapad est l'illustration de la *quick reaction force* de la Russie, durement touchée par la pandémie. Il s'inscrit dans la continuité du renforcement de la présence militaire dans la région de Kaliningrad et à la frontière ukrainienne. La mise en place d'une chaîne logistique de grande ampleur, pour fournir en munitions les forces impliquées dans l'exercice, souligne la préparation de la Russie. Malgré le manque d'information sur le nombre de soldats déployés (3 000 en 2017), six nouvelles divisions militaires ont été créées, suggérant l'accroissement des forces mobilisées, d'autant plus que l'édition 2021 est marquée par la coopération avec Minsk.

Un bilan post-exercice sera dressé par les spécialistes, qui voient déjà une intégration globale des forces aériennes biélorusses à la Russie et la possibilité pour Moscou de mettre en place de nouvelles bases militaires permanentes le long de la frontière biélorusse, non loin de l'Ukraine.

RUSSIE/TURQUIE

Séminaire « [Turkish-Russian Competition in Ukraine and the Caucasus](#) », Atlantic Council, 3 juin 2021.

Le 3 juin, le think tank américain atlantiste Atlantic Council a tenu un séminaire sur les formes de compétition entre Moscou et Ankara dans le Caucase et en Ukraine. Introduit par Defne Arslan, directrice de l'antenne turque de l'Atlantic Council, et Damon Wilson, vice-président du think tank, il a été modéré par Melinda Haring, vice-présidente du Centre Eurasie de l'Atlantic Council. Le séminaire a accueilli Mehmet Fatih Ceylan, ancien sous-secrétaire du

ministère des Affaires étrangères turc, Pavel Felgenhauer, spécialiste des questions de défense basé à Moscou, Yevgeniya Gaber, conseillère aux affaires étrangères du Premier ministre ukrainien et l'ambassadeur américain John Herbst, directeur du Centre Eurasie de l'Atlantic Council.

Les intervenants ont commencé par rappeler l'ambivalence des relations russo-turques, entre coopération stratégique, notamment sur les questions énergétiques, et tensions dans le Caucase du Sud et le bassin de la mer Noire. Mehmet Fatih Ceylan a ainsi souligné la place stratégique de la Turquie au sein de l'OTAN, et le soutien du pays à l'adhésion de l'Ukraine à l'organisation multilatérale de sécurité. Avec Yevgeniya Gaber, ils sont revenus sur le partenariat historique turco-ukrainien, notamment caractérisé en 2011 par la mise en place du Conseil de coopération stratégique. L'annexion de la Crimée en 2014 a renforcé leur coopération dans le domaine militaire. La persécution des Tatars de Crimée, issus de la diaspora turque, et la militarisation du bassin de la mer Noire en prolongement de celle de la mer d'Azov, ont permis aux deux pays de développer leurs relations. Néanmoins, comme l'a expliqué Pavel Felgenhauer, la diplomatie personnelle entre les présidents Poutine et Erdogan, outrepassant les analyses et conseils des membres de leurs administrations, pourrait contribuer à l'éloignement de la Turquie de l'OTAN, et donnerait plus de possibilité à Moscou de jouer de son influence pour contrôler les détroits du Bosphore et des Dardanelles.

Sur un autre théâtre, John Herbst s'est focalisé sur les enjeux soulevés par le conflit du Haut-Karabakh, à savoir les relations azerbaïdjano-turques et russo-arméniennes. Les liens culturels, en particulier linguistiques, entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, s'opposent à la diaspora arménienne à Moscou qui tente d'obtenir la protection de la Russie et le rattachement de la province du Haut-Karabakh à l'Arménie. De plus, la coopération entre la Turquie et la Géorgie constitue un point de rupture avec Moscou, du fait de la guerre en 2008. Ainsi, la compétition russo-turque dans le Caucase du Sud, pour le contrôle de la région et la médiation du conflit historique, reste une source de tensions entre les deux pays. Malgré cela, en 2020, Ankara et Moscou ont conclu une transaction portant sur l'achat de missiles S-400. Des sanctions américaines en avaient découlé, l'acte ayant été jugé comme une menace envers l'OTAN. Néanmoins, les intervenants soulignent l'accroissement de l'autonomie de la Turquie dans le domaine militaire grâce à cet achat.

Les questions de l'auditoire ont permis d'aborder des thématiques annexes au sujet, comme le rôle de la Lituanie et de la Pologne dans le soutien à l'Ukraine et l'inclinaison vers l'OTAN, le projet du canal d'Istanbul et le respect de la convention de Montreux ou encore les relations américano-turques au prisme des violations des droits de l'homme de la part du président Erdogan.

Gabriel PORC
Assistant de recherche

ÉTATS-UNIS/TURQUIE

Michael G. RUBIN, « [Turkey's new drone base is a problem](#) », *American Enterprise Institute*, 30 mai 2021.

Aaron STEIN, « [Say hello to Turkey's little friend: how drones help level the playing field](#) », *War on the Rocks*, 11 juin 2021.

Pour Michael Rubin, millionnaire américain et président de la compagnie de e-commerce Kynetic, la seule stratégie adéquate à adopter face aux Turcs consiste à leur faire comprendre qu'en remettant en cause le *statu quo*, Recep Tayyip Erdogan a bien plus à perdre qu'à gagner. Récemment, de nombreux drones d'attaque turcs, utilisés en Irak et en Libye par les forces armées turques, auraient été déplacés sur une base militaire turque située dans le nord de l'île chypriote. Selon Aaron Stein, directeur de recherche au Foreign Policy Research Institute (FPRI), aidés et épaulés par les Américains, depuis huit ans déjà, les Turcs consolident leur arsenal de drones. Désormais, des modèles améliorés et largement plus performants comme le Bayraktar TB2 s'imposent sur le marché de la vente de drones armés. D'ailleurs, les drones ont considérablement aidé les Turcs à prendre l'avantage en Syrie face aux djihadistes, en Irak face aux Kurdes du PKK ou en Libye face aux forces du maréchal Khalifa Haftar. Aux yeux de nombreux acteurs étatiques, la politique de propagande turque a permis de rendre attractif son modèle d'intervention militaire. L'utilisation de plus en plus stratégique du drone par les armées turques a en effet façonné les récits sur l'efficacité de leurs armements et leurs prouesses sur le champ de bataille. L'intérêt international s'articulant autour des ventes du Bayraktar TB2 semble représenter une victoire pour la base industrielle et technologique de défense turque. Cependant, malgré les avantages et les succès de cet outil ingénieux, ce système de téléguidage autonome ne remplacerait pas pour autant une armée moderne.

ÉTATS-UNIS/IRAN

Jay MENS, « [The Perils of the Iranian Presidency](#) », *Foreign Policy*, printemps 2021, 15 juin 2021.

Selon Jay Mens, directeur général du forum pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, think tank basé à l'Université de Cambridge, l'arrivée au pouvoir d'un nouveau président américain n'engendrerait pas une amélioration des relations irano-américaines. Les élections iraniennes du 18 juin ont mené à la victoire du conservateur Ebrahim Raïssi, chef du système judiciaire iranien. Lui qui entretient d'excellentes relations avec le guide suprême l'ayatollah Ali Khamenei diverge de ses prédécesseurs. Les relations entre les présidents successifs et les deux guides suprêmes Ruhollah Khomeini et Ali Khamenei ont en effet souvent été marquées par une lutte de pouvoir. À l'instar des réformistes Hassan Rohani et Mohammad Khatami, le candidat Ebrahim Raïssi coche toutes les cases pour les conservateurs ; habile bureaucrate, il est un des descendants du Prophète (*sayyid*), est docteur en loi islamique et a obtenu le titre honorifique d'ayatollah. Ses nombreuses compétences pourraient lui permettre de devenir guide suprême. Son nom a en effet déjà été évoqué pour ce poste. La fonction de procureur qu'a exercée Ebrahim Raïssi lui a valu une réputation de conservateur notoire ; il serait considéré comme étant l'une des figures les plus dures du régime. Selon Jay Mens, sa nomination à la tête de l'État risque de renforcer l'autoritarisme déjà prégnant de l'exécutif. La société iranienne se retrouverait davantage contrainte et islamisée. L'élection de Ebrahim Raïssi renforcerait également l'emprise et l'influence des Gardiens de la Révolution, branche conservatrice des forces armées iraniennes, en Irak, au Yémen et au Liban. La potentielle victoire de l'ex-procureur Ebrahim Raïssi ne présage donc rien de bon ni pour la jeunesse iranienne, ni pour l'administration Biden.

ISRAËL/BIDEN

Shibley TELHAMI, « [America must rethink its unique and contradictory advocacy of Israel's jewishness](#) », *Brookings Institution*, 11 juin 2021.

Dans cet article publié par la Brookings, think tank américain bipartisan, Shibley Telhami, professeur et chercheur américano-palestinien, expert de la politique étrangère au Moyen-Orient, affirme que l'administration Biden doit revoir sa stratégie de communication des enjeux israélo-palestiniens. En plaidant pour la judéité d'Israël, le président américain Joe Biden discriminerait les citoyens non juifs de l'État hébreu. La défense de cette judéité représenterait un objectif de la politique étrangère américaine,

souvent mal perçu ou ignoré des médias et think tanks étrangers. Ce plaidoyer américain aurait déformé notre vision de la situation ethnique en Israël et aurait, par inadvertance, enhardi la suprématie du judaïsme dans la région. Avec la formation d'un nouveau gouvernement israélien, l'administration Biden devrait revoir sa stratégie de promotion du privilège juif, afin d'exposer les limites de la judéité de l'État hébreu et de permettre à tous les citoyens, juifs ou non-juifs, d'être traités de manière égale.

Yoel GUZANSKY et Gerald M. FEIERSTEIN, « [The first test of the Abraham Accords](#) », *Middle East Institute*, 1^{er} juin 2021.

Selon Yoel Guzansky, chercheur à l'Institut israélien pour les études sur la sécurité nationale, et Gerald M. Feierstein, ancien ambassadeur américain au Yémen, la récente résurgence du conflit israélo-palestinien représenterait un premier test pour les relations entre Israël et ses partenaires arabes. L'année dernière, Bahreïn, le Maroc, le Soudan et les Émirats arabes unis ont en effet normalisé leurs relations diplomatiques avec le voisin hébreu. Dans ce contexte, certains de ces États arabes espéraient que face aux hostilités, leur silence représenterait une opportunité pour Tel Aviv d'affaiblir le Hamas. Ceux-ci ne souhaiteraient pas voir l'organisation palestinienne sortir renforcée du conflit (notamment à cause de ses liens avec l'Iran et les Frères musulmans). Grâce aux accords d'Abraham, les gouvernements arabes ont fait preuve de neutralité vis-à-vis des dissensions. Certains médias de la zone ont même évoqué leur sympathie pour les citoyens israéliens. Cependant, avec l'ampleur des destructions dans la bande de Gaza, de plus en plus de ressortissants de la communauté du monde arabe auraient commencé à critiquer le gouvernement de Netanyahou. Pour Yoel Guzansky et Gerald M. Feierstein, la fin rapide du conflit aurait permis d'éviter une éventuelle érosion des accords récemment signés. Sans perspective tangible d'une solution au conflit israélo-palestinien, des doutes ont été soulevés quant à la durabilité des relations israélo-arabes. Afin d'assurer leurs arrières, les Israéliens doivent désormais faire preuve d'initiative face à la question de l'impasse palestinienne.

BIDEN ET LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Jim ZANOTTI, « [The Palestinians: Overview, 2021 Aid and U.S. Policy Issues](#) », *Congressional Research Service*, 26 mai 2021.

Jim ZANOTTI et Rhoda MARGESSON, « [U.S. Resumption of Foreign Aid to the Palestinians](#) », *Congressional Research Service*, 14 avril 2021.

James TRAUB, « [What Biden Is – and Isn't – Willing to do for Palestinians](#) », *Foreign Policy*, printemps 2021, 14 mai 2021.

Martin INDYK, « [The U.S. Can Neither Ignore nor Solve the Israeli-Palestinian Conflict: Washington Must Actively Manage a Dispute It Can't End](#) », *Foreign Affairs*, 14 mai 2021.

Selon ces articles et études relayés par *Foreign Policy*, *Foreign Affairs*, et par le Congrès américain, en défendant Israël, Joe Biden se positionne en faveur des Israéliens et fragilise la posture américaine sur la scène internationale. Il a été condamné par une partie de la population civile américaine pour sa gestion des récentes échauffourées israélo-palestiniennes. Un fossé se serait creusé au sein du parti démocrate, divisé entre le leadership et les activistes progressistes, qui considèrent le conflit israélo-palestinien comme un moyen de dénoncer les injustices raciales et sociales des États-Unis. Bien que le président américain ait promis de réviser certains choix politiques de son prédécesseur (remettre en place un bureau de représentation palestinienne à Washington et rétablir le Consulat général des États-Unis à Jérusalem), son niveau d'engagement vis-à-vis de la cause palestinienne reste modeste. Le dirigeant américain aurait pris ses fonctions en annonçant qu'il allait adopter une approche plus souple du conflit. Témoin des précédents faux-pas des secrétaires d'État Hillary Clinton et John Kerry, Joe Biden ne semble pas vouloir s'engager trop hâtivement sur ce terrain sensible. L'aile gauche du parti démocrate a toutefois tenté de sensibiliser le président récemment élu à la cause palestinienne en lui demandant d'être plus ferme vis-à-vis des actions du président israélien sortant Benjamin Netanyahu. D'autres membres du Congrès auraient exprimé leur soutien aux Palestiniens ; le sénateur Bernie Sanders ou encore la parlementaire Alexandria Ocasio-Cortez ont fait savoir leurs inquiétudes quant à la gestion tardive de la crise israélo-palestinienne par le gouvernement américain.

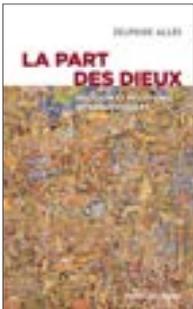
Cependant, Joe Biden resterait un fervent défenseur de l'État israélien ; au vu du contexte actuel, il paraît pertinent de se demander jusqu'où l'administration amé-

ricaine serait prête à aller pour défendre son allié. La cohérence politique au sein du parti démocrate pourrait être en jeu ; Joe Biden avait en effet promis de faire des droits de l'homme une promesse de campagne. Or, la situation humanitaire dans la bande de Gaza paraît aujourd'hui désastreuse. Aux Nations unies, les États-Unis ont voté contre quatre propositions de résolution destinées à instaurer un cessez-le-feu dans la zone ; malgré les tensions internes, Joe Biden aurait tout de même tenté de mettre son homologue israélien en garde contre une escalade incontrôlée des violences. Au final, un consensus politique aura été trouvé : le cessez-le-feu entré en vigueur le 21 mai aurait en partie été obtenu grâce aux efforts de coordination américano-égyptiens. En envoyant ensuite son secrétaire d'État Antony Blinken en tournée au Proche-Orient, la Maison Blanche s'engagerait dans le sens d'une médiation durable du conflit et même si l'administration Biden reste un allié de poids des Israéliens, elle soutient tout de même, du moins financièrement, la Palestine.

Dans la lignée de la tradition démocrate, l'équipe de Joe Biden a en effet promis des aides relatives au développement et au soutien humanitaire. Ainsi, au niveau du Congrès, en avril et mai 2021, l'administration américaine a annoncé vouloir donner 183 millions de dollars au programme de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens (UNRWA), 75 millions de dollars d'aide économique et au développement, 10 millions pour les programmes de paix ainsi que 5,5 millions pour l'aide internationale dans la bande de Gaza. Le montant total de ces aides s'élève donc à 275 millions de dollars, un budget conséquent compte tenu du soutien affiché de l'exécutif américain à Israël. Ces vastes financements montrent bien que malgré la proximité des relations israélo-américaines, la gestion du territoire et de la crise palestinienne reste également une priorité de l'administration Biden.

Philippine RAPHANAUD
Assistante de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Delphine ALLÈS, La Part des dieux : religion et relations internationales, Paris, CNRS Éditions, 2021, 352 p.

La Part des dieux traite d'une lecture confessionnalisée des relations internationales depuis la fin de la guerre froide. Delphine Allès appuie son analyse multi-située sur différents espaces d'institutionnalisation des normes du système

international, de New York à Genève en passant par son terrain de prédilection : l'Indonésie, où elle observe les appropriations, contournements et réinventions des normes.

L'auteure démontre que cette lecture confessionnalisée des normes internationales se fonde sur le mythe du sécularisme, selon lequel le religieux aurait été évacué de la scène internationale, relégué à la sphère privée ou interne depuis le traité de Westphalie (1648), et ce jusqu'à la période communément appelée le « retour du religieux » depuis les années 1990. Or, pour l'auteure, il s'agit d'une lecture erronée de l'évolution des relations internationales puisque la religion ne les a en réalité jamais quittées. Delphine Allès en veut pour preuve le rôle qu'a joué la religion lors de la colonisation et l'usage qu'ont tenté d'en faire les deux blocs durant la guerre froide.

Le fait religieux aurait fait son grand retour dans les années 1990 en surfant sur le succès des thèses huntingtoniennes, pour qui la religion joue le rôle de définition de certaines civilisations. Dès lors, la vision d'une diversité religieuse essentialisée comme conflictuelle et déstabilisatrice de l'ordre international est devenue dominante, avec pour seule solution son enrégimentement par le politique. Si cette lecture a conforté l'ordre international établi, elle n'a pas été sans conséquence.

Tout d'abord, l'approche a participé à un gonflement du facteur religieux au détriment d'autres éléments essentiels à la compréhension de conflits dont la dimension religieuse était souvent secondaire. C'est ainsi, explique Delphine Allès, que le conflit des Moluques, au début des années 2000, a principalement été interprété comme un conflit entre communauté chrétienne et majorité musulmane, alors que ce dernier était davantage lié à des inégalités socio-économiques intercommunautaires. Dans cette province indonésienne, l'élément religieux a aggravé le conflit en renforçant les antagonismes entre les acteurs locaux tout en fournissant des solutions de sortie de crise inadaptées.

De manière générale, la confessionnalisation du monde s'est aussi manifestée par la multiplication des forums de dialogues intercivilisationnels et interreligieux dans le but d'assurer la paix mondiale, à l'image des rencontres d'Assise organisées par le Vatican, du programme « dialogue interreligieux » de l'UNESCO, de la création de l'UNAOOC en 2005 ou de conférences internationales organisées par les grandes organisations islamiques indonésiennes.

Face à ce retour du sacré, les États ont jugé nécessaire de procéder à une actualisation confessionnelle de leur diplomatie. Ainsi, on a constaté une banalisation de la prise en compte du facteur religieux dans la politique internationale des États religieux comme séculiers, mais aussi la tentative de ces derniers de promouvoir leur modèle. Ceci est vrai pour les États-Unis, dont le discours d'Obama au Caire en 2009 à l'attention du monde musulman a marqué un tournant, en France, où la variable religieuse est désormais un élément central de compréhension du monde (CAPS, Institut Pharos) ou l'Indonésie, qui se réapproprie une identité musulmane qu'elle avait jusqu'alors marginalisée afin de s'insérer sur la scène internationale. Mais, sous le regard de l'étranger, Jakarta a également saisi l'opportunité que représentait la confessionnalisation du monde pour sa diplomatie et revendiqué le rôle de pont entre civilisations occidentale et musulmane grâce à son modèle unique de neutralité monothéiste (*Pancasila*, principe garant de l'unité nationale) et son discours d'islam modéré compatible avec un régime démocratique.

Au-delà des États, l'auteure montre que cette grille de lecture confessionnalisée a influencé l'action des organisations internationales et ONG qui ont progressivement intégré les référents religieux à leurs programmes au sein desquels les acteurs religieux locaux sont devenus incontournables dans la localisation de leur action. Dans cette logique, Delphine Allès explique que les groupes autochtones de Papouasie occidentale ont progressivement revu leurs revendications territoriales sous le prisme du religieux pour mieux attirer l'attention de la communauté internationale, provoquant par ce biais un soudain enlèvement du conflit avec les autorités indonésiennes.

En définitive, l'auteur montre dans son ouvrage publié chez CNRS éditions que le discours d'une confessionnalisation du monde a eu un effet performatif : il a été moteur de confessionnalisation des discours et actions des différents acteurs de la scène internationale, dont l'adaptation a souvent été stratégique. Delphine Allès conclut sur l'effet réflexif, c'est-à-dire les ajustements

stratégiques dont sont capables les acteurs locaux et la re-diversification du paysage confessionnel auquel ils participent face à l'homogénéisation des labels religieux au niveau international.

Agathe ROY
Assistante de recherche



Olivier ZAJEC, Nicholas John Spykman. L'invention de la géopolitique américaine, PUPS, 2016, Paris, 601 p.

Olivier Zajec, professeur à l'université Lyon III et directeur de l'Institut d'études de stratégie et de défense (IESD), propose dans sa thèse, publiée aux Presses de l'université Paris-Sorbonne, une étude biographique d'un auteur des relations internationales peu étudié, Nicholas Spykman.

Ce penseur des relations internationales a bien longtemps été réduit à une continuation de la pensée de MacKinder et de son concept d'*Heartland*, à travers sa conception géostratégique de la notion de *Rimland*. Ce théoricien des relations internationales, né aux Pays-Bas en 1893, est fortement marqué par les travaux de l'historien Frederick J. Teggart et du sociologue Georg Simmel.

Après son installation aux États-Unis, il entreprend l'établissement de l'enseignement des relations internationales à l'université de Yale, aidé de son confrère Milton

Conover au milieu des années 1920. Olivier Zajec propose de considérer Spykman comme théoricien des relations internationales, par l'importance qu'il accorde aux définitions des acteurs et des termes du système international, comme il le montre lors de son intervention « *Methods of Approach to the Study of International Relations* » à la Conference of Teachers of International Law de 1933. Il crée par la suite le premier département de relations internationales de l'université de Yale.

En attribuant une place déterminante à la géographie dans son approche, Olivier Zajec montre que Nicholas Spykman développe un véritable modèle théorique de la géopolitique et des relations internationales. Aussi cet ouvrage donne à voir l'œuvre intellectuelle d'un des premiers penseurs des relations internationales, à l'heure des premiers maîtres de l'école réaliste de la discipline. La relation singulière qu'entretient Nicholas Spykman avec les écoles britanniques et allemandes de géographie et de sociologie, au cœur de sa formation universitaire, lui donne un axe de compréhension singulière du système international. Homme de son temps, les mécanismes et les composantes moteurs de son système de pensée sont aujourd'hui toujours d'actualité, dans une lecture bien plus moderne qu'on pourrait en augurer.

Andrea BONADONNA
Assistant de recherche

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Ouvrages publiés par les chercheurs, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 21\)](#)

Sociologie, Femmes et conflits, Dossier Pegasus, Afghanistan, Transatlantique

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 29\)](#)



VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM a connu divers changements au cours de l'été 2021.

ARRIVÉES

Directrice adjointe



L'IRSEM souhaite la bienvenue à [Marjorie VANBAELINGHEM](#), directrice adjointe de l'IRSEM depuis le 1^{er} septembre.

Ancienne élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration, elle est également titulaire d'un doctorat en histoire, culture et littérature du monde anglophone et a été étudiante d'échange à l'Université de Berkeley. Elle a enseigné dans plusieurs universités entre 2001 et 2008. Elle a commencé sa carrière au ministère des Affaires étrangères en 2009 à la Direction des affaires stratégiques puis

elle a été cheffe du bureau de l'innovation et de l'attractivité économique à la Direction générale des entreprises et de l'économie internationale.

Marjorie Vanbaelinghem a eu une première expérience dans le réseau diplomatique comme stagiaire de l'ENA à l'ambassade de France à Tokyo. Elle a également effectué une mission de renfort, comme première secrétaire en charge des affaires stratégiques à l'ambassade de France à Londres. Elle a été ensuite nommée deuxième conseillère (politique) en charge de l'UE et des affaires stratégiques à l'ambassade de France à Madrid (2015-17) et y est devenue ensuite cheffe du service presse et communication (2017-19). Elle parle couramment l'anglais et l'espagnol, et a aussi une bonne maîtrise de l'italien et du japonais. Son dernier poste avant de rejoindre l'IRSEM était en Inde, où elle était consule générale de France à Bangalore, de septembre 2019 à août 2021.

Son profil hybride, sa connaissance de la recherche comme de l'administration, son expérience des relations internationales sont des atouts répondant parfaitement aux attentes suscitées par la création de ce poste d'adjoint.

Chercheuses



[Aurélie BIARD](#) rejoint l'IRSEM comme chercheuse Asie centrale dans le domaine « Espace euratlantique – Russie », après avoir été chargée de cours à l'université George Washington à la suite d'un post-doctorat à l'EHESS. Elle a soutenu en mai 2015 une thèse de doctorat à Sciences po Paris (Centre d'études et de recherches internationales – CERI) intitulée « État, religion et société en Asie centrale post-soviétique. Usages du religieux, pratiques sociales et légitimités politiques au Kirghizstan », sous la direction de M. Patrick Michel. Elle a été boursière auprès de l'IFÉAC, l'Institut français d'études sur l'Asie centrale (Tachkent, Ouzbékistan). Elle a été chercheuse invitée au Kennan Institute du Woodrow Wilson Center à Washington et à l'université George Washington, dans le cadre du Programme Asie centrale, en 2014, 2016 et 2018. Elle a été chargée de cours à l'université George Washington ainsi qu'à l'Institut national des langues et civilisations orientales. Son projet de recherche porte sur les transformations de l'État et la recomposition des légitimités du politique à travers l'émergence d'éthiques islamiques alternatives dénonçant une globalisation perçue comme produite par l'Occident (États-Unis et Europe).



[Sümbül KAYA](#), chercheuse Turquie dans le domaine « Afrique – Asie – Moyen-Orient », est docteure en science politique (Université Panthéon-Sorbonne-Paris I/CESSP). Elle a soutenu en novembre 2013 une thèse intitulée « La production militaire du citoyen. Sociologie politique de la conscription en Turquie »

sous la direction de Gilles Dorronsoro, qui a reçu le prix de thèse de la Fondation Mattei Dogan attribué par l'Association française de science politique (AFSP) dans la catégorie « États et nations dans un monde multipolaire » en 2015. De 2017 à 2021, elle a été pensionnaire scientifique et responsable du pôle des études contemporaines de l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul. Auparavant, elle a été post-doctorante et membre de plusieurs programmes de recherche ANR à l'EHESS et au CERAPS. Elle est membre du comité de rédaction de la revue *European Journal of Turkish Studies* (EJTS) ainsi que de l'ANR CALOT sur les conséquences des loyautés forcées. Elle est co-auteure de l'ouvrage *L'Expérience de la discrimination dans les quartiers populaires* (PUF, 2021) et auteure de nombreux articles. Elle travaille sur l'armée turque, les conflits armés, la justice, la citoyenneté et les discriminations.

Chercheur invité



Olivier CHATAIN, chercheur invité pour l'année universitaire 2021-2022 dans le domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides », est professeur associé à HEC Paris dans le département Stratégie et politique d'entreprise où il enseigne le management stratégique. Il a auparavant été professeur assistant à l'Université de Pennsylvanie (Wharton) et a obtenu son PhD en management à l'INSEAD. Sa recherche concerne les stratégies concurrentielles des entreprises vues sous l'angle de la création et l'appropriation de la valeur. Ses derniers travaux portent sur le partage de la valeur dans les écosystèmes d'affaires ainsi que sur les interactions entre les entreprises et les acteurs étatiques et non étatiques en marge de la sphère économique. À l'IRSEM, il travaillera sur les plateformes numériques et le rôle que jouent leurs modèles d'affaires dans leur vulnérabilité aux menaces hybrides ainsi que dans leur prise en compte de ces menaces.

Doctorant invité



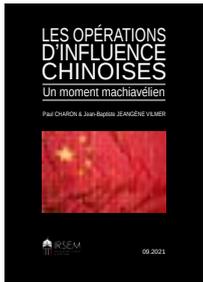
Jérónimo BARBIN est chercheur invité dans le domaine « Stratégies, normes et doctrines » de septembre à décembre 2021. Il est chercheur et doctorant au Centre d'histoire militaire et des sciences sociales de la Bundeswehr (ZMSBw) à Potsdam en Allemagne. Dans le cadre de sa thèse, il étudie le développement de doctrines de contre-insurrection en France et en Allemagne lors de leur engagement respectif en Afghanistan au sein de la FIAS. Diplômé en sciences sociales par l'Université de Strasbourg et en études militaires par l'Université de Potsdam, il a notamment travaillé pour le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères ainsi que pour différents instituts de recherche.

DÉPARTS

L'IRSEM salue le départ en retraite du commissaire général Étienne VUILLERMET qui a exercé pendant 4 ans les fonctions de secrétaire général, et souhaite une bonne continuation à François DELERUE, ex-chercheur du domaine « Stratégies, normes et doctrines » parti pour l'Institute of Security and Global Affairs (Leiden University) ; Cécile

FAUCONNET, ex-chercheuse du domaine « Armement et économie de Défense », entrée à l'ENSTA Paris ; et à ses deux postdoctorants Pierre BOURGOIS et Damien CARRIÈRE, recrutés respectivement comme maître de conférences à l'Université catholique de l'Ouest et comme chargé d'enseignement et de recherche au Groupe EPSI.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Paul CHARON et Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, *Les Opérations d'influence chinoises – Un moment machiavélien*, 20 septembre 2021, 646 p.

Pendant longtemps, on a pu dire que la Chine, contrairement à la Russie, cherchait davantage à être aimée que crainte ; qu'elle voulait séduire, projeter une image positive d'elle-même dans le monde, susciter l'admiration. Pékin n'a pas renoncé à séduire, à son attractivité et à son ambition de façonner les normes internationales, et il reste essentiel pour le Parti communiste de ne pas « perdre la face ». Mais, en même temps, Pékin assume de plus en plus d'infiltrer et de contraindre : ses opérations d'influence se sont considérablement durcies ces dernières années et ses méthodes ressemblent de plus en plus à celles employées par Moscou. C'est un « moment machiavélien » au sens où le Parti-État semble désormais estimer que, comme l'écrivait Machiavel dans *Le Prince*, « il est plus sûr d'être craint que d'être aimé ». Ce qui correspond à une « russianisation » des opérations d'influence chinoises.

Ce rapport s'intéresse à cette évolution, avec l'ambition de couvrir tout le spectre de l'influence, de la plus bénigne (diplomatie publique) à la plus maligne, c'est-à-dire l'ingérence (activités clandestines). Pour ce faire, il procède en quatre parties, présentant successivement les principaux concepts ; les acteurs mettant en œuvre ces opérations, notamment la base 311 de l'Armée populaire de libération ; les actions conduites par Pékin à l'égard des diasporas, des médias, de la diplomatie, de l'économie, de la politique, de l'éducation, des think tanks et en termes de manipulations de l'information, entre autres leviers ; et enfin quelques études de cas (Taïwan, Singapour, Suède, Canada, et les opérations ayant visé les manifestants hongkongais en 2019 ou cherché à faire croire à l'origine américaine de la Covid-19 en 2020). La conclusion revient sur cette « russianisation », qui a trois composantes : Pékin s'inspire de Moscou dans plusieurs

registres, il subsiste évidemment des différences entre les deux, et il existe aussi un certain degré de coopération. Pour finir, le rapport évalue l'efficacité de cette nouvelle posture chinoise qui peut s'enorgueillir de certains succès tactiques, mais constitue un échec stratégique.



LES CHAMPS DE MARS, Revue d'études sur la guerre et la paix, n° 34.

« [Les causes de la guerre](#) », dirigé par Élie Baranets, Presses de Sciences Po, 16 septembre 2021, 206 p.

Peu de phénomènes touchent à autant de dimensions au sein de nos sociétés que la guerre. En étudier les causes n'ouvre pas seulement la voie à une meilleure compréhension des questions internationales et militaires, cela permet de mieux comprendre les mécanismes politiques et sociaux qui opèrent au sein des entités combattantes, États ou non. En outre, les ressorts de la violence physique étant étroitement liés à des variables anthropologiques, analyser les déterminants du recours à la force révèle aussi certaines facettes de la nature humaine.

L'étude des causes de la guerre constitue un thème de recherche qui a montré un dynamisme constant dans les travaux anglophones. C'est moins le cas en France. Ce numéro des *Champs de Mars* a pour but, à son échelle, d'encourager les initiatives francophones qui s'inscrivent dans cette perspective. À cette fin, il met en lumière les travaux de chercheurs qui, en France, étudient les causes de la guerre, tout en proposant un bref panorama de ce qui peut se faire ailleurs. Et puisque la guerre ne regarde pas qu'un seul type de relations, il semblait naturel que ce dossier ne s'inscrive pas de manière exclusive dans un seul champ, ou ne consacre qu'une seule méthode d'enquête. Histoire, philosophie, anthropologie, économie et science politique sont autant de disciplines qui y sont représentées, par le biais d'analyses relevant aussi bien de méthodes qualitatives que quantitatives, et appliquées à des guerres aux caractères variés, survenant à des époques distinctes et dans des contextes propres.



Note de recherche n° 117 – 7 juillet.

« [Sous pression : les défis du secteur de la sécurité en Côte d'Ivoire](#) », par Maxime RICARD, 21 p.

Les mutineries militaires de janvier et mai 2017 en Côte d'Ivoire ont symbolisé la dette politique du président

Quattara envers les anciens rebelles des Forces nouvelles. Ceci a affecté la réforme de l'armée, la question des ex-combattants et les politiques de l'ordre. Le secteur de la sécurité en Côte d'Ivoire est ainsi un champ de pouvoir traversé par des négociations, dans un contexte de jeux d'alliance complexes. Le choc des mutineries de 2017 a été un catalyseur pour accélérer la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes, dont la durabilité reste à vérifier. Si l'investissement public post-conflit dans le secteur a permis d'améliorer les services publics de sécurité, des défis importants demeurent, comme l'inégalité d'accès ainsi que le comportement des agents, en particulier en zone rurale. Dans un contexte de resserrement autoritaire, l'élection de 2020 a été un véritable test pour les forces de sécurité. Face à la pression des groupes armés jihadistes au nord, les forces de défense et de sécurité ont besoin d'améliorer leurs relations avec les populations, tandis que les réponses aux défis ne peuvent se limiter à une dimension purement coercitive.



Étude n° 83 – 12 juillet.

« [Le Lion, l'Ours et les Hyènes. Acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone](#) », par Maxime AUDINET, 94 p.

Après un désengagement brutal à la chute de l'Union soviétique, la Russie reprend pied en Afrique depuis la fin des années 2000. En octobre 2019, le sommet de Sotchi a matérialisé ce retour en force. Si la coopération militaro-technique est le principal marqueur de cette présence rehaussée, l'influence informationnelle déployée par la Russie sur le continent mérite une attention particulière, tant son empreinte s'est élargie et diversifiée ces dernières années. Cette étude met en lumière ses pratiques et son écosystème disparate, ainsi que les contenus produits et diffusés par ses acteurs étatiques, non étatiques et sous-traitants en Afrique subsaharienne francophone. Alors que le président de la République a dénoncé fin 2020 la manière dont Moscou « jou[ait] sur le ressentiment post-colonial » en Afrique pour y attiser un sentiment antifrçais, nous examinons les efforts de diplomatie publique, les opérations de désinformation et les « entreprises d'influence » conduites par les acteurs russes à des fins de dénigrement ou de légitimation. L'étude propose une méthode originale fondée sur l'analyse textuelle et lexicométrique, à partir de deux cas emblématiques : la couverture de l'opération Barkhane et le traitement des actualités en République centrafricaine.



Brève stratégique n° 24 – 22 juillet.

« [Corée du Sud – États-Unis : L'alliance au prisme de l'Indo-Pacifique et du QUAD](#) », par Marianne PÉRON-DOISE, 2 p.

La rencontre des présidents américain et sud-coréen fin mai 2021 a relancé les interrogations sur la posture de la Corée du Sud face au concept d'Indo-Pacifique et du QUAD. Jusqu'à présent, Séoul a défendu l'originalité de sa nouvelle politique du Sud et sa complémentarité avec l'Indo-Pacifique américain, faisant preuve d'une autonomie diplomatique résolue. Au plus fort d'une compétition technologique accrue avec la Chine, Joe Biden cherche à ménager un partenaire industriel essentiel.



Brève stratégique n° 25 – 23 juillet.

« [La singularité militaire – Audition du CEMA Lecointre à la Commission de la Défense nationale et des forces armées](#) », par LTN Camille TROTOUX, 2 p.

Lors de sa dernière audition en tant que chef d'état-major des armées devant la Commission de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, le général Lecointre est revenu sur les éléments qui, selon lui, font la singularité militaire française : réactivité, disponibilité, stricte soumission au pouvoir politique, devoir éthique et exigence de l'honneur.



Étude n° 84 – 25 août.

« [Innovation technologique du secteur Aérospatial et Défense – Une approche comparative par les brevets](#) », par Cécile FAUCCONNET, 58 p.

Dans notre société où l'innovation est un pilier central de notre développement ainsi qu'un enjeu sécuritaire crucial, il est important de se questionner sur la place de l'innovation militaire et des entreprises qui la produisent dans le paysage économique mondial. À l'aide d'une analyse approfondie des données de brevets des plus grandes entreprises innovantes dans le monde, nous caractérisons les innovations des entreprises de défense au regard de critères quantitatifs et des indicateurs de qualité des inventions. Cette étude met en évidence la

place paradoxale des entreprises de défense en comparaison des autres industries dans le monde. Alors que le secteur Aérospatial et Défense n'a qu'un poids marginal en termes de volume d'innovation, celui-ci se distingue par la diversité technologique et la qualité de ses innovations. Ce résultat s'explique par deux facteurs principaux. D'une part, au regard de la taille de secteurs comme ceux des technologies de l'information et de la communication, les entreprises de défense font figure d'acteurs marginaux. D'autre part, la complexité et la diversité des technologies nécessaires à la production des biens militaires combinées aux exigences de l'État client amènent les entreprises à posséder une base de connaissances diversifiée avec de fortes capacités d'absorption et de diffusion.



Étude n° 85 – 27 août.

« [L'influence sécuritaire chinoise à Singapour](#) », par Éric FRÉCON, 62 p.

Singapour, en tant que hub commercial, universitaire, voire stratégique, n'échappe pas aux convoitises. À la différence des États-Unis, Pékin a su y mobiliser une multitude de leviers, à différents niveaux (réseaux personnels, think tanks, universités, médias, partenariats économiques, propagande en ligne, etc.). La Chine a ainsi réussi à peser, souvent en sous-main. Toutefois, les nuances entraperçues dans deux domaines précis – lutte contre la Covid-19 et 5G & big data – tendent à se confirmer au regard des attentes des nouvelles générations de dirigeants et d'électeurs singapouriens. Ce fut d'ailleurs l'une des principales leçons des dernières élections de 2020. L'idée d'une prise de distance vis-à-vis de la Chine ne serait donc pas que conjoncturelle. La vigilance vis-à-vis de Pékin n'aurait en fait jamais totalement cessé, en particulier dans le domaine de la défense et de la sécurité. Afin de veiller à l'évolution de cette tendance forte, il conviendra d'évaluer les luttes de clans au sommet du pouvoir chinois (et leurs impacts sur Hong Kong et la mer de Chine du Sud) ainsi que l'évolution des relations (mésestimées) entre Singapour et Taïwan. La posture des puissances de second rang devrait également s'avérer décisive puisqu'elles font à présent figure d'éléments d'alternative diplomatique entre la Chine et les États-Unis aux yeux de Singapour.



Brève stratégique n° 26 – 24 septembre.

« [Le Japon face au durcissement des initiatives stratégiques américaines dans l'Indo-Pacifique](#) », par Marianne PÉRON-DOISE, 2 p.

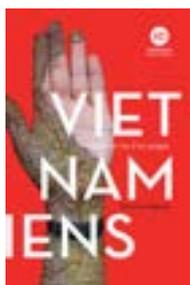
Shinzo Abe a légué un héritage diplomatique fort au Japon. La démission de son successeur après un an d'exercice laisse craindre un affaiblissement du pays alors qu'il doit faire preuve d'un leadership clairvoyant face aux stratégies américaines pour contrer la Chine. Après la reprise en main du QUAD par Joe Biden, Tokyo doit s'adapter à la création d'un partenariat AUKUS résolument offensif.

**OUVRAGES PUBLIÉS
PAR LES CHERCHEURS**



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER et Céline JURGENSEN (dir.), *Imaginaires nucléaires – Représentations de l'arme nucléaire dans l'art et la culture*, Éditions Odile Jacob, septembre 2021, 374 p.

Ce livre s'intéresse aux représentations de l'arme nucléaire dans l'art et la culture, et à la manière dont elles façonnent nos perceptions et notre imaginaire collectif. Réunissant 35 auteurs aux profils et aux modes d'expression très divers (chercheurs, diplomates, artistes, critiques, conservateurs, etc.), tels le dessinateur Plantu ou le réalisateur Antonin Baudry (*Le Chant du loup*), il dresse un vaste panorama invitant à penser la représentation de l'arme nucléaire : lire les œuvres littéraires, les romans, la bande dessinée qui la mettent en scène ; regarder la bombe sur le grand et le petit écran, au cinéma et dans les séries télévisées ; écouter la musique qui en parle ; ou jouer aux jeux vidéo qui la représentent. Ses chapitres s'intéressent aussi à ceux qui montrent la bombe, par la photographie ou l'exposition ; qui bâtissent les villes en fonction de cette menace et les bunkers pour s'en protéger ; qui la promeuvent dans des stratégies nationales ; et la contestent par l'humour, l'art et la culture. Cet ensemble inédit et les 170 illustrations qui l'accompagnent font de cet ouvrage de référence un objet unique en son genre.



Benoît de TRÉGODÉ, *Vietnamiens. Lignes de vie d'un peuple, Les Ateliers* Henry Dougier, septembre 2021, 154 p.

Le Viêt Nam change ! L'avenir de ce pays de bientôt 100 millions d'habitants ne se réduit plus aux tumultes de l'histoire du siècle dernier, ni aux seules logiques de contrôle étatique. Bien sûr le passé, si proche de notre histoire, est encore présent mais se dessine un avenir résolument dynamique et orienté vers l'Asie du XXI^e siècle. Benoît de Tréglodé donne la parole à des hommes et des femmes de tout âge, de toutes conditions, citadins, ruraux, jeunes ou vieux, riches ou pauvres, des personnes proches du pouvoir ou opposants de longue date. Ils nous livrent leur Viêt Nam, tel qu'ils le vivent aujourd'hui.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Dans le bunker #42 – 2 juillet.

« [Greyhound](#) », de Aaron SCHNEIDER (2020), avec François NAROLLES, 24 mn.

Alexandre Jubelin reçoit un habitué du podcast, François Narolles, ancien officier de marine spécialisé dans la lutte anti-sous-marine, pour discuter d'un film récent de sous-marins qui se déroule pendant la Seconde Guerre mondiale, mais qui présente l'originalité de se situer depuis le point de vue des navires de surface : *Greyhound*, écrit par Tom Hanks qui y tient le rôle principal.



Épisode 111 – 6 juillet.

« [La France, sa puissance et sa place dans le monde](#) », avec Alexandre JUBELIN et Frédéric CHARILLON, 1 h 18.

« Le Collimateur » reçoit Frédéric Charillon, professeur de science politique à l'Université de Clermont-Auvergne et ancien directeur de l'IRSEM, pour discuter de son ouvrage *La France dans le monde* (CNRS, 2021).

5:00 Qu'est-ce que la puissance ?
 9:30 La place de la France dans le monde.
 19:00 La possibilité d'une réflexion critique sur son propre pays.
 25:30 La puissance économique de la France.

30:30 Les outils et la puissance diplomatique française.
 40:30 La francophonie.
 46:00 Le statut de la France comme puissance militaire.
 54:30 L'allié américain.
 1:03:30 Les relations avec la Russie et la Chine.



Épisode 112 – 13 juillet.

« [Penser l'arme aérienne et le multi-domaine](#) », avec Alexandre JUBELIN, Jean-Christophe NOËL, Vincent TOURRET et Pierre GRASSER, 1 h 15.

« Le Collimateur » reçoit trois auteurs de la revue *Vortex* de l'armée de l'air : Jean-Christophe Noël, colonel de l'armée de l'air à la retraite, chercheur associé à l'IFRI, rédacteur en chef adjoint de la revue ; Vincent Tourret, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) ; Pierre Grasser, docteur en histoire, spécialiste de la défense russe.

20:00 La création et le propos de la revue *Vortex*.
 26:30 La définition du multi-domaine.
 37:15 Les difficultés d'implémentation, notamment en termes de commandement.
 47:00 Les conceptions chinoise et russe du multi-domaines.
 1:02:30 Les enseignements pour l'arme aérienne de la guerre du Haut-Karabagh.
 1:09:00 Le problème de l'avion de combat léger comme pion capacitaire.



Épisode 113 – 20 juillet.

« [Une vie au rythme de la guérilla](#) », avec Alexandre JUBELIN et Gérard CHALIAND, 1 h 40.

« Le Collimateur » accueille l'écrivain Gérard Chaliand – auteur, entre autres, de *Des guérillas au reflux de l'Occident* (Passés composés, 2020) –, historien, compilateur et stratège, témoin de beaucoup des luttes insurrectionnelles de la seconde moitié du XX^e siècle, pour une discussion revenant sur son parcours personnel et intellectuel.

3:30 La découverte de la lutte pour l'indépendance algérienne.
 14:00 Le maquis en Guinée-Bissau aux côtés d'Hamilcar Cabral, et la découverte de la violence.
 22:30 L'importance de la ruralité et l'héritage maoïste.
 27:00 Le Vietnam à l'époque de la guerre.
 38:00 L'Amérique latine et la diffusion de la révolution cubaine.
 42:30 Colombie et FARC.

- 46:45 Le Paris tiers-mondiste.
- 51:30 Le conflit israélo-palestinien.
- 1:00:30 L'évolution politique.
- 1:09:00 L'entrée dans le monde universitaire.
- 1:15:30 Les relations avec le monde militaire.
- 1:19:20 Le retour en Afghanistan.
- 1:32:30 Le Kurdistan.



Épisode 114 – 7 septembre.

« [Afghanistan : les rouages de la victoire des Talibans](#) », avec Alexandre JUBELIN, Romain MIELCAREK et Wassim NASR, 1 h10.

Dans le premier épisode de la nouvelle saison, Alexandre Jubelin reçoit Romain Mielcarek, journaliste indépendant, et Wassim Nasr, journaliste à France 24, pour parler des rouages de la victoire des Talibans en Afghanistan.

- 4:30 Retour de reportage et impressions de Romain Mielcarek en Afghanistan en pleine percée talibane.
- 10:15 La stratégie militaire talibane.
- 15:15 La rupture au sein de l'armée nationale afghane.
- 23:30 L'offensive de communication de la part des Talibans.
- 33:30 L'arsenal récupéré par les Talibans.
- 40:00 La lutte contre l'État islamique.
- 48:30 Unité et diversité du mouvement taliban.
- 55:30 Les répercussions internationales de la victoire talibane.
- 1:06:00 L'engagement de la Russie et de la Chine sur la scène afghane.



Épisode 115 – 14 septembre.

« [Bons baisers de Bangui : du retour de la Russie aux luttes d'influence en Afrique](#) », avec Alexandre JUBELIN, Emmanuel DREYFUS et Maxime AUDINET, 1 h 13.

Retour sur la montée de la présence russe en Afrique avec Alexandre Jubelin, [Emmanuel Dreyfus](#) et [Maxime Audinet](#), chercheur Russie et chercheur Stratégies d'influence et lutte informationnelle à l'IRSEM.

- 6:00 L'héritage de la présence soviétique en Afrique.
- 12:00 Le départ dans les années 1990, puis le regain d'intérêt.
- 27:00 E. Progojine et l'arrivée de Wagner au premier plan.
- 37:00 Le laboratoire de la présence russe en Afrique : la République centrafricaine.

44:00 Les opérations de lutte informationnelle de la part de la Russie.

- 54:00 Les réseaux sociaux comme champ de bataille informationnelle en Afrique.
- 57:30 Au-delà de la République centrafricaine, les autres tentatives vers des pays africains.
- 1:05:00 Les intérêts de cette présence russe pour les acteurs africains.



Épisode 116 – 21 septembre.

« [Des alliances en sous-marin\(s\)](#) », avec Alexandre JUBELIN, Bruno TERTRAIS et Hervé LEMAHIEU, 57 mn.

Alors que le contrat de vente de douze sous-marins d'attaque entre Naval Group et l'Australie vient d'être rompu au profit du groupe industriel américain Lockheed Martin, Alexandre Jubelin, Bruno Tertrais, directeur adjoint de la FRS (Fondation pour la recherche stratégique) et Hervé Lemahieu, directeur des études à The Lowy Institute (Sydney), reviennent sur l'une des plus grosses crises de l'histoire de l'alliance atlantique.

- 5:30 La situation de l'Australie d'un point de vue naval et capacitaire.
- 9:00 Le contrat de 2016 entre France et Australie et sa philosophie.
- 19:30 La problématique de la prolifération nucléaire.
- 25:00 L'évolution de la situation stratégique australienne depuis quelques années et l'accord tripartite au-delà des sous-marins.
- 33:00 Les pratiques diplomatiques et le choc du point de vue français.
- 47:00 Le refroidissement potentiel des relations et ses conséquences.
- 51:30 La permanence des intérêts français dans le Pacifique sud.



Têtes chercheuses #13 – 24 septembre.

« [Que ferait l'Europe sans l'armée américaine ?](#) », avec Hugo MEIJER et Alexandre JUBELIN, 27 mn.

Dans cet épisode des « Têtes chercheuses », Hugo Meijer (CNRS-CERI) parle de plusieurs articles : Hugo Meijer et Stephen G. Brooks, « [Illusions of Autonomy: Why Europe Cannot Provide for Its Security if the United States Pulls Back](#) », *International Security*, 45:4, printemps 2021, p. 7-43 ; Stephen M. Walt, « [Exactly How Helpless is Europe?](#) », *Foreign Policy*, 21 mai 2021.



Épisode 117 – 28 septembre.

« [Le retour à la haute intensité : un problème de masse – Les impasses des “armées bonzai”](#) » (1/2), avec Alexandre JUBELIN et Élie TENENBAUM, 51 mn.

« Le Collimateur » reçoit pour la première partie de l'épisode consacré aux conflits de haute intensité Élie Tenenbaum, directeur du centre des études en sécurité de l'IFRI, et Joseph Henrotin, rédacteur en chef de *DSI magazine*.

7:30 Le retour du souci stratégique de la haute intensité.

14:30 Les scénarios possibles pour un retour à la haute intensité.

22:00 Historique de la réduction du volume des armées.

34:00 Les capacités des armées françaises en cas de conflit de haute intensité.

39:30 Les limites des armées françaises au quotidien.

47:30 L'importance de la haute intensité dans les armées françaises.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

ÉVÉNEMENTS

8 juillet : Échange [en ligne] entre l'IRSEM et le CVSI.



Le 8 juillet 2021 s'est tenu le premier échange en ligne entre l'IRSEM et le CVSI (Centre d'études militaro-stratégiques du ministère de la Défense de la République du Kazakhstan). Cet organisme, créé en 2008 et implanté dans la capitale Nour-Soultan (anciennement Astana), a pour vocation de faire rayonner les études de défense et de sécurité au Kazakhstan et hors de ses frontières. En plus de ses missions cardinales de recherche et de publication de ses travaux, il assure au profit des forces armées kazakhstanaïses la tâche de produire des certifications techniques.

Cet échange d'expériences, inscrit au plan de coopération militaire bilatérale entre la France et le Kazakhstan pour 2021 comme premier volet d'une série de trois événements en ligne, était dédié au rôle des forces armées, françaises comme kazakhstanaïses, dans la lutte contre la pandémie de Covid-19. Les deux présentations ont mis en évidence de nombreuses similitudes, concernant notamment le rapatriement de ressortissants, le montage d'hôpitaux militaires ou encore la participation à la campagne nationale de vaccination.

Au titre des spécificités kazakhstanaïses, on retient d'abord la montée en puissance des unités de défense NBC, chargées de la décontamination à Nour-Soultan et dans les capitales régionales des bâtiments gouvernementaux et des administrations locales ainsi que sur la voie publique. On note également la participation des unités opérationnelles au bouclage des principales agglomérations du pays dès la mise en place du confinement au Kazakhstan. Parallèlement a été décidé un rappel sélectif de réservistes chargés au niveau local de tâches administratives et logistiques.

Les prochains échanges, dont la reprise est envisagée dès la seconde quinzaine de septembre, traiteront respective-

ment de la situation en Afghanistan et de la perception du soft-power de la Chine.

COL Stéphane SAMARAN

Directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines »

9 juillet : Séminaire Barkhane / stratégie Sahel.

Cette table ronde fermée rassemblait une douzaine de chercheurs et spécialistes du Sahel, ainsi que des officiers et représentants du ministère des Armées. Huit ans après le début de l'intervention française, largement internationalisée à partir de 2013 avec l'engagement de l'Union européenne (entre autres EUTM Mali, EUCAP Sahel Mali, EUCAP Sahel Niger), des Nations unies (MINUSMA) et d'autres acteurs, la situation au Sahel reste préoccupante sur les plans politique, sécuritaire et socioéconomique, notamment au Burkina Faso, au Niger et au Mali.

Les participants ont fait un bilan des 6 mois écoulés, avant de discuter du redéploiement annoncé.

Maxime RICARD

Chercheur Afrique de l'Ouest

1^{er} septembre : Visite du colonel Marat Shaimerdenov.

Le colonel Marat Shaimerdenov, attaché de défense près l'ambassade du Kazakhstan à Paris, a été reçu le 1^{er} septembre à l'IRSEM. Cette visite s'inscrit dans la continuité des liens de coopération établis avec le CVSI (Centre d'études militaires-stratégiques du ministère de la Défense du Kazakhstan).

COL Stéphane SAMARAN

Directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines »

6 septembre : Réunion de rentrée.



La traditionnelle réunion de rentrée, réunissant l'ensemble du personnel de l'IRSEM, s'est tenue le 6 septembre 2021, dans l'amphithéâtre De Bourcet.

7 septembre : Signature de la convention entre l'École de guerre et l'IRSEM.



Le 7 septembre, le général Vigilant, directeur de l'École de guerre, et [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM, ont signé une convention de collaboration. En effet, si l'EDG et l'IRSEM collaboraient depuis longtemps déjà, aucun accord ne formalisait jusqu'ici les contours, les moyens et les objectifs de cette coopération. Cette convention permet d'intensifier les actions en cours, tel l'encadrement des mémoires des élèves officiers de l'EDG par des chercheurs de l'IRSEM ou la contribution de ces derniers à la formation des élèves. Autant de moyens de renforcer la connaissance mutuelle des mondes militaire et de la recherche, et de travailler à une meilleure articulation entre recherche, doctrine et enseignement.

Marjorie VANBAELINGHEM

Directrice adjointe

8 septembre : Petit-Déjeuner Afrique avec le Dr Marine Gassier : « Anatomies de la rébellion en Éthiopie ».



L'IRSEM a reçu, mercredi 8 septembre, le Dr Marine Gassier, docteure en science politique de Sciences Po Paris, dans le cadre des « Petits-Déjeuners Afrique » organisé par [Anne-Laure Mahé](#) et [Maxime Ricard](#). Dans sa présentation intitulée « Anatomies de la rébellion en Éthiopie », la chercheuse s'intéressait à deux questions centrales : pourquoi certains groupes rebelles s'appuient-ils sur les structures de pouvoir en place au niveau local quand d'autres s'efforcent de les remplacer ? Comment ces stratégies influencent-elles l'évolution et le devenir de ces groupes ? Pour y répondre, elle s'appuie en premier lieu sur une nouvelle base de données quantitative incluant 126 groupes rebelles et, en second lieu, sur une étude de cas de la trajectoire du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) lors de la guerre civile éthiopienne de 1974-1991.

L'analyse quantitative permet d'identifier différents facteurs déterminant les stratégies d'implantation locales des groupes rebelles, parmi lesquels leurs priorités (succès militaires ou construction d'une base de soutien locale), le degré d'autorité des élites locales, ou la présence d'une idéologie portée par le groupe rebelle. Il lui permet également de définir quatre types de stratégie d'implantation : cooptation extensive, cooptation limitée, transformation et autonomie. L'étude de cas permet de voir comment se mettent en place très concrètement ces stratégies et montre comment le TPLF s'est distingué des autres groupes rebelles en activité à l'époque pour finalement parvenir à prendre la tête du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRD), une coalition de mouvements politiques qui a dirigé le pays entre 1991 à 2019. Revenir sur la trajectoire du TPLF, ses pratiques de gouvernance locale et ses politiques de mobilisation populaire mises en place pendant et après la guerre permet de mieux comprendre le déroulement du conflit qui oppose le TPLF au gouvernement fédéral éthiopien depuis

fin 2020. La discussion qui a suivi la présentation a permis de soulever plusieurs questions, notamment celles de la reproduction de la mémoire de la guerre civile, du devenir du modèle de fédéralisme ethnique éthiopien et enfin des relations entre les différents mouvements politiques à bases ethno-régionales.

Anne-Laure MAHÉ
Chercheuse Afrique de l'Est

16 septembre : Séminaire « Enjeux stratégiques dans les Amériques / Féminismes et enjeux sécuritaires dans les Amériques », IDA/IRSEM.



De la *Women's March* aux États-Unis au mouvement « Ni Una Menos » dans plusieurs pays d'Amérique du Sud comme l'Argentine ou le Pérou, il ne fait aucun doute que les mouvements féministes incarnent aujourd'hui une force sociétale capable d'influencer le monde politique. Cette influence s'illustre notamment par la capacité de ces mouvements à situer en tant que problème public des questions traditionnellement reléguées au second plan dans l'agenda politique. L'accès aux droits reproductifs et sexuels, dont l'avortement, ou encore la constante augmentation des féminicides dans des pays comme le Mexique, le Pérou ou encore le Brésil, se présentent comme des problématiques de lutte ayant contribué à une redéfinition des enjeux sécuritaires. Le webinaire du 16 septembre 2021, organisé conjointement par l'IRSEM et l'Institut des Amériques, avait ainsi pour objectif d'éclairer ces questions.

Modérée par [Camille Boutron](#), chercheuse en sociologie du genre et des conflits, et Jean-Baptiste Velut, maître de conférences en politique américaine à la Sorbonne Nouvelle, cette séance a vu dialoguer Hélène Quanquin, historienne, professeure à l'Université de Lille et spécialiste des mouvements féministes aux États-Unis, et Priscyll Anctil Avoine, politiste latino-américaniste et doctorante

à l'Université du Québec à Montréal. De leur point de vue interdisciplinaire et transaméricain, ces deux interventions ont permis de souligner les nombreux apports des études de genre et féministes pour repenser les enjeux stratégiques.

L'histoire des féminismes dans les Amériques témoigne ainsi avant tout de leur capacité à influencer le processus de décision politique. Hélène Quanquin a notamment souligné le rôle joué par les femmes dans la révolution américaine. Ce terreau fertile à la polarisation entraîne les femmes américaines dans son sillon. De fait, elles investissent l'espace public et se politisent en vertu d'une « maternité républicaine ». Ces gardiennes de la moralité et éducatrices des futurs citoyens se veulent ainsi l'amorce d'une solidarité qui donnera naissance au premier mouvement féministe étatsunien. À mesure que ces femmes brisent les chaînes d'une société patriarcale, un réel lobby en faveur de leur inclusion au droit de vote se met en place. Toutefois, il reste illusoire de songer à l'avènement d'un groupe féministe global. Selon Mme Quanquin, l'étude de l'histoire montre en effet une pluralité de mouvements féministes, tantôt se nourrissant l'un de l'autre, tantôt luttant pour une hégémonie trompeuse. Si les suffragettes britanniques font état de modèle à suivre outre-Atlantique, leurs homologues étatsuniennes exploitent un racisme latent pour gagner en importance. Ces dissensions attestent d'ailleurs de la porosité entre le féminisme et la politique étrangère. Dès les années 1920, les femmes blanches promeuvent un discours nativiste qui sous-tendra la politique impérialiste américaine. De même, ce discours contribuera à façonner les débats de politique intérieure réservés à l'interdiction de l'avortement. Bien que l'arrêt *Roe v. Wade* fasse triompher les droits sexuels et reproductifs accordés aux femmes, le retour de lois restrictives comme au Texas témoigne des répercussions de ce discours dans la politique intérieure américaine actuelle.

Priscyll Ancil Avoine s'intéresse de son côté aux résistances des femmes et des mouvements féministes en contexte de conflit armé et de sortie de conflit. Ses travaux s'inscrivent à la croisée des études de genre et de sécurité, en envisageant la guerre comme composante structurelle de l'insécurité des féministes. À ses yeux, les questions de genre contribuent à étendre le spectre des études de sécurité, en décentrant le regard sur le rôle de l'État pour observer plus concrètement la façon dont les mouvements sociaux, ici féministes, réussissent à s'imposer en tant qu'interlocuteurs légitimes dans la constitution de l'agenda sécuritaire.

À la suite de ces présentations éclairantes, Jean-Baptiste Velut et [Maud Quessard](#) questionnent l'existence d'une interaction possible entre le féminisme et la politique étrangère. À l'instar de Mme Boutron, tous deux s'accordent pour dire que les féminismes ont gagné en influence dans la politique étrangère d'États sud-américains comme le Mexique. Ces thématiques atteignent aujourd'hui des dimensions mondiales, comme le montre l'agenda Femmes, paix et sécurité de l'Organisation des Nations unies. Selon Mme Quanquin cependant, l'influence du féminisme s'étudie d'abord au niveau de la politique nationale : le *Women, Peace, and Security Act* de 2017 en est un exemple phare. Pour Mme Avoine, il est possible d'en dégager un paradoxe évident. De fait, plusieurs États comme le Mexique disposent d'une politique étrangère en faveur des femmes, mais peinent à garantir la sécurité des femmes qui peuplent leurs territoires.

Cette séance, organisée conjointement par l'IRSEM et l'IDA, est venue clore le cycle de séminaires sur les enjeux stratégiques dans les Amériques pour l'année 2021.

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

17 septembre : Journée des doctorants « Endurer et servir. Expérience(s) de guerre en question ».



Le 17 septembre 2021 l'IRSEM a organisé la journée d'étude des doctorants « Endurer et servir », sur les recherches du phénomène guerrier. Cet événement, organisé en format hybride présentiel-distanciel, a permis aux intervenants de présenter de nouvelles approches culturelles et anthropologiques ayant nourri l'étude de la guerre. Quel est le ressenti des combattants, leurs perceptions, leur expérience de guerre ? Face à ces interrogations, les jeunes chercheurs ont exposé la nécessité d'une approche transversale, qui combine les apports de toutes les sciences sociales et humaines tant sur le plan méthodologique que théorique, confirmant la guerre comme « fait social total » selon l'anthropologue Marcel Mauss.

Le premier panel, présenté par [Jean-Vincent Holeindre](#), directeur scientifique de l'IRSEM, s'intitulait « Penser les

expériences de guerre : disciplines, sources et méthodes ». Mathias Thura, maître de conférences à l'Université de Strasbourg, a présenté son étude de terrain portant sur le suivi de soldats en entraînement et en déploiement sur des théâtres d'opération. Benoît Tahon, professeur agrégé d'histoire, a présenté une communication sur l'environnement sonore des combattants de la Grande Guerre et la nouvelle place centrale du sens auditif en temps de guerre. Une seconde discussion a porté sur la question de la préservation de la mémoire opérationnelle et de celle des individus au combat face à la professionnalisation et aux multiples engagements de l'armée française depuis le début du XXI^e siècle (Christophe Lafaye, docteur en histoire de l'Université d'Aix-Marseille), suivie d'une présentation historique de la première vague d'expansion russe en Sibérie par les Cosaques à la fin du XVI^e siècle et ses concrétisations discursives au siècle suivant (Iris Saada, doctorante en études slaves à Sorbonne Université UMR Eur'Orbem).

Le deuxième panel, « Sur le terrain : La guerre vécue dans toutes ses dimensions », était modéré par Aude Merlin, chargée de cours en science politique à l'Université libre de Bruxelles. Ce panel a été l'occasion d'explorer tant la politisation féminine dans la période des Troubles irlandais (1968-1998) et dans l'Occupation et la fin de la première intifada en Palestine entre 1967 et 1995 (Johanna Masse, doctorante au Département de science politique de l'Université Laval), que l'expérience de la guerre des miliciens dans les colonies françaises d'Amérique en 1759 (Anna Forestier, doctorante, Sorbonne Université). Une discussion a aussi porté sur l'expérience de guerre à travers l'étude de cas d'Italiens engagés dans la Légion étrangère (Mariella Terzoli, doctorante, Centre de recherches historiques) et un exposé sur le frein à la réintégration à la vie civile des militaires que constitue l'état de stress post-traumatique après l'expérience de guerre (Servane Roupnel, doctorante en anthropologie, Université Laval).

Le troisième et dernier panel, discuté par Anthony Guyon, enseignant agrégé d'histoire à Sciences Po, traitait « La guerre partagée : expérience collective, expérience individuelle ». La première discussion a évoqué la mémoire combattante de l'armée libanaise pendant la guerre civile, au travers notamment de la bataille de Souk al-Gharb (Jonathan Hassine, doctorant, Sorbonne Université), ainsi que la question du sentiment de relégation dans l'expérience de guerre commune lors du front des poches de l'Atlantique en 1944-1945 (Théodore Laurent, doctorant en histoire contemporaine, Université de Picardie Jules Verne). La dernière discussion a évoqué

l'expérience de guerre clandestine par les résistants français Jeanne Bohec et Daniel Cordier (Guillaume Pollack, docteur en histoire, Université Paris-Est Créteil), ainsi que les expériences civilo-militaires de la bombe en rapport avec les sites d'essais nucléaires pendant la guerre froide (Clémence Maillolchon, doctorante, Université de Haute-Alsace). La clôture de la journée d'étude a été réalisée avec une intervention de Michel Naepels, directeur d'études à l'EHESS.

Cette journée d'étude des doctorants inaugure la rentrée de l'IRSEM, notamment vis-à-vis des jeunes chercheurs, ainsi que le retour des événements scientifiques en présentiel, sur le site de l'École militaire.

Kevan GAFÀITI
Assistant de recherche

23 septembre : Conférence d'Édouard Jolly, « Violences de guerre », à l'École de guerre.



Édouard Jolly, chercheur en théorie des conflits armés à l'IRSEM, est intervenu jeudi 23 septembre devant l'ensemble des stagiaires de la 29^e promotion de l'École de guerre avec une conférence intitulée « Violences de guerre ». L'objectif était de proposer une interrogation philosophique sur la violence en cherchant ce qui fait le point commun d'une violence de guerre commise, d'une autre subie ou tout simplement de celle qui est perçue. Corporité, temporalité, historicité, responsabilité et liberté furent ensuite les cinq notions et étapes exposées afin de penser ces violences en développant peu à peu une vue synoptique sur le phénomène, attendue du stratège, et non plus seulement le point de vue instrumental du tacticien.

Édouard JOLLY
Chercheur Théorie des conflits armés

24 septembre : Séminaire « Menaces hybrides », séance 4.

Le domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » de l'IRSEM a organisé la quatrième séance du séminaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? » le vendredi 24 septembre 2021. Ce séminaire est préparé par un groupe de travail restreint composé des membres du domaine, [Paul Charon](#), [Maxime Audinet](#), [Carine Monteiro](#) et [Clément Renault](#), ainsi qu'Amélie Férey, Colin Gérard et Damien Van Puyvelde. Cette séance a convié également Olivier Chatain, chercheur invité du domaine RAMH, à prendre part aux discussions.

Lors de cette séance, qui a clos le premier cycle du séminaire, les intervenants sont revenus sur les débats des trois premières séances pour établir plusieurs axes de réflexion saillants autour des modes de conflictualité sous le seuil : généalogie et circulation des notions de l'influence, hybridité et zone grise, typologie des pratiques de conflictualité non cinématique, etc. Sur la base de ces axes, les membres du groupe proposeront une demi-douzaine d'articles collectifs pour un numéro spécial de revue.

Maxime AUDINET
Chercheur Stratégies d'influence et lutte informationnelle

24 septembre : Lancement du livre *Imaginaires nucléaires – Représentations de l'arme nucléaire dans l'art et la culture*, avec le CEA/DAM, Cercle national des Armées.



Le lancement du livre *Imaginaires nucléaires*, publié aux éditions Odile Jacob, sous la direction de Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et de Céline Jurgensen, a eu lieu au Cercle national des Armées, le 24 septembre 2021, en présence du directeur des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, de la

directrice de l'analyse stratégique du CEA/DAM, des directeurs de cabinet du ministère des Armées et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, des auteurs et de nombreux invités.

L'ouvrage, consacré aux représentations de l'arme nucléaire dans l'art et la culture et à la manière dont elles façonnent nos perceptions et notre imaginaire collectif, réunit 35 auteurs aux profils et aux modes d'expression très divers (chercheurs, diplomates, artistes, critiques, conservateurs, etc.), tels le dessinateur Plantu ou le réalisateur Antoine Baudry (*Le Chant du loup*). Il fait suite à un colloque coorganisé par l'IRSEM et le CEA en décembre 2019, en partenariat avec les *Cahiers du cinéma* et le Centre interdisciplinaire d'études sur le nucléaire et la stratégie (CIENS – ENS/PSL).

Dressant un vaste panorama qui invite à penser la représentation nucléaire, *Imaginaires nucléaires* constitue un volume original et unique en son genre, avec 170 illustrations, parmi lesquelles des photographies d'Ewan Lebourdais.

27 septembre : Création du Réseau des instituts européens d'études stratégiques (Network of European Strategic Studies Institutions – NESSI).



L'IRSEM a réuni à Paris le 27 septembre des représentants de 17 instituts européens de recherche stratégique afin de créer un Réseau des instituts européens d'études stratégiques (Network of European Strategic Studies Institutions – NESSI). Pour la plupart étroitement liés ou appartenant aux institutions de défense de leur pays, ils ont souhaité engager des échanges et des coopérations sur une base régulière et ont formalisé leur accord en adoptant les termes de référence du réseau.

Ceux-ci prévoient notamment que NESSI poursuivra les objectifs suivants :

- favoriser les échanges et la coopération entre ses membres afin de contribuer au développement d'une culture stratégique européenne commune ;
- développer les échanges entre ses membres, des projets de recherche et de publication conjoints, des échanges de chercheurs et l'organisation d'événements académiques ;
- échanger, lors des rencontres du réseau, en suivant la règle de Chatham House, tout en diffusant largement ses réflexions et recommandations d'un commun accord afin de contribuer au débat public européen sur les questions de défense et de sécurité ;
- organiser en moyenne une rencontre plénière et un séminaire thématique chaque année, dans le cadre d'une présidence tournante annuelle ;
- ouvrir le réseau à d'autres instituts européens de recherche stratégique, en particulier à ceux appartenant ou étroitement liés aux institutions de défense de leur pays ;

L'Instituto da Defesa Nacional (Portugal) assurera la prochaine présidence en 2022.

Les instituts membres du Réseau sont : National Defence Academy (NDC – Autriche), Centre for Security and Military Strategic Studies (CSMSS – République tchèque), Royal Danish Defence College (FAK – Danemark), International Centre for Defence and Security (ICDS – Estonie), Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM – France), German Institute for Defence and Strategic Studies (GIDS – Allemagne), Institute for Strategic and Defense Studies (ISDS – Hongrie), Istituto di Analisi e Ricerca della Difesa (IRAD – Italie), Norwegian Institute for Defence Studies (IFS – Norvège), The Polish Institute of International Affairs (PISM – Pologne), Instituto da Defesa Nacional (IDN – Portugal), Institute for Political Studies of Defense and Military History (IPSDMH – Roumanie), Instituto Español de Estudios Estratégicos (IEEE – Espagne), Totalförsvarets forskningsinstitut (FOI – Suède), Military Academy -MILAK- at ETH Zurich – Suisse), Development Concepts and Doctrine Centre (DCDC – Royaume-Uni).

Nicolas REGAUD
Délégué au développement international

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Publication : « [Le Lion, l'Ours et les Hyènes. Acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone](#) », Étude n° 83, IRSEM, 12 juillet 2021.
- Entretien en russe : « [Как Россия борется за франкофонную Африку: эксперт Максим Одине о своем исследовании](#) », RFI, 20 juillet 2021.
- Entretien : « [Présence russe en Afrique : "Il y a eu un réinvestissement assez progressif dès la fin des années 90"](#) », RFI Afrique, 19 juillet 2021.
- Publication : « *Russia Today, aux frontières de la diplomatie publique* », in Christian Lequesne (dir.), *La puissance par l'image : les États et leur diplomatie publique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021, chapitre 4, Focus.
- Podcast : avec Emmanuel Dreyfus, « [Bons baisers de Bangui](#) », Le Collimateur de l'IRSEM, 14 septembre 2021.
- Intervention en présentiel au Forum sur la sécurité de Zagreb : « *Russia's information influence in Central African Republic : Actors, practices, contents* », 4 septembre 2021.
- Séminaire « Menaces hybrides », séance 4, IRSEM, 24 septembre 2021.



Élie BARANETS

- Conférence pour le panel « *Democratic Allies and the New Challenges of War* », discutant pour le panel « *International Peacekeeping and Peacebuilding* » et président de séance pour le panel « *Theoretical Insights Into Anger and Violence* » de l'International Political Science Association, 10-15 juillet 2021.
- Publication : Direction pour les *Champs de Mars*, 34, 2020, du dossier « [Les causes de la guerre](#) », comprenant l'[introduction](#), p. 9-15 ; un article intitulé « [Rationalité de l'État et causes de la guerre](#) », p. 35-54 ; la traduction de l'article « [La guerre est-elle dans notre nature ?](#) » de Azar Gat, p. 117-121, et la co-traduction de l'article « [Honneur et prestige : les nations se battent-elles toujours pour les mêmes raisons ?](#) » de Richard Ned Lebow, p. 55-87, septembre 2021.



Camille BOUTRON

- Modératrice de la séance « Féminismes et enjeux sécuritaires dans les Amériques », séminaire conjoint IRSEM/IDA « Enjeux stratégiques dans les Amériques », École militaire, 16 septembre 2021.

- Participation au congrès de l'Institut des Amériques dans le cadre d'une table ronde portant sur le séminaire conjoint IDA/IRSEM « Enjeux stratégiques dans les Amériques », 22 septembre 2021.

- Conférence flash sur le thème de l'agenda international « Femmes, paix et sécurité », École de guerre, 22 septembre 2021.

- Publication : avec M. Manrique, « La historia fabricada: Una mirada interseccional a la encarcelacion de las mujeres (ex)subversivas en Peru », dans R. Bedoya Forno, D. Delacroix, V. Robin Azevedo & T. Romero Barrios, *La violencia que no cesa. Huellas y persistencias del conflicto armado en el Peru contemporaneo*, Lima, Punto cardinal, 2021, p. 153-174.



Camille BRUGIER

- Interview : « [Camille Brugier: "ce qu'il s'est passé avec Jack Ma montre qu'il peut être périlleux de devenir entrepreneur en Chine"](#) », par Bastien Lion, journal en ligne *Les Numériques*, 18 septembre 2021.

- Conférence flash : « La guerre commerciale sino-américaine à l'heure de Joe Biden », École de guerre, 29 septembre 2021.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Chapitre : « L'art et la contestation nucléaire », dans Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Céline Jurgensen (dir.), *Imaginaires nucléaires – Représentations de l'arme nucléaire dans l'art et la culture*, Odile Jacob, 2021, p. 306-324.

- Animation du débat « Le désarmement nucléaire : souhaitable ? faisable ? », Université du Réseau Nucléaire et Stratégie – Nouvelle génération, 23 septembre 2021.



Paul CHARON

- Coordination du numéro d'été de la *Revue Défense Nationale* (RDN) intitulée : « Renseigner au XXI^e siècle : hier ne meurt jamais ? », n° 842, été 2021.

- Publication : « Renseigner au XXI^e siècle : permanences et "surgissement du nouveau" », *Revue Défense Nationale* (RDN), n° 842, été 2021.

- Publication : « Maîtriser le récit. L'enjeu de la guerre informationnelle chinoise », *Diplomatie magazine*, juillet 2021.

- Intervention : « Entre puissance et information. Nouveaux enjeux pour l'étude de la conflictualité ? », dans le cadre du séminaire « Épistémologies de la guerre et des violences » de l'AEGES, discutante : Francesca Musiani (CNRS-CIS), 6 juillet 2021.

- Intervention : « Les stratégies d'influence chinoises », État-major des Armées, 27 août 2021.

- Audition par la mission d'information du Sénat sur les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français, sous la présidence d'Étienne Blanc, Rapporteur : André Gattolin, 2 septembre 2021.

- Intervention : « "Operation Infektion 2.0" A deepening russianisation of China's information manipulation campaigns », Zagreb Security Forum, 3 et 4 septembre 2021.

- Participation au Workshop on Resilient Europe, Hanns-Seidel-Stiftung, 9 septembre 2021.

- Intervention : « How to do research on disinformation? », Patterns of Information Influencing – workshop, EU-HYBNET, 16 septembre 2021.

- Publication : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, [Les opérations d'influence chinoises. Un moment machiavé-lien](#), Rapport IRSEM, 20 septembre 2021, 646 p.

- Intervention dans le journal de France Info, 12h40, 21 septembre 2021.

- Intervention dans le journal de France Inter, 13h, 21 septembre 2021.

- Conférence flash : « Le renouveau doctrinal de l'Armée populaire de libération », École de guerre, 21 septembre 2021.

- Intervention : « Épistémologie et méthode de l'anticipation des surprises stratégiques », dans le cadre du 74^e Cycle Intelligence économique et sécurité de l'IHEDN, 21 septembre 2021.

- Intervention dans l'émission « Décryptage » : « Manipulations, désinformation, contrôle : les opérations d'influence de la Chine passées au crible », RFI, 21 septembre 2021.

- Intervention dans l'émission « C Ce Soir », France 5, 23 septembre 2021.
- Intervention dans l'émission « 64' », TV5 Monde, 23 septembre 2021.
- Colloque : modération de la table ronde « Le 11 septembre et le "nouveau désordre mondial ?" », dans le cadre du colloque coorganisé par l'université Paris I et l'IRSEM, « "L'événement" 11 septembre », 30 septembre et 1^{er} octobre 2021.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Article : « Saudi Arabian Regional Policy, *Orient*, III/2021, 62, German Orient-Foundation, juillet 2021, p. 47-54.
- Émission « Culture Monde » de Florian Delorme, série « Le retour des talibans : l'onde de choc », épisode 1 : « [Pakistan : la stratégie de l'ambiguïté](#) », avec Gilles Dorronsoro et Luc Racine, France culture, 31 août 2021.
- Interview pour : « [Comment les États-Unis ont soustrait le dossier taliban au Qatar](#) » par Armin Arefi, *Le Point*, 6 septembre 2021.
- Conférence : « Arabie saoudite : décryptage des transformations en cours », IRIS, à l'occasion de la publication de l'ouvrage de Louis Blin, *Arabie saoudite : de l'or noir à la mer Rouge* (Eyrolles, 2021), 28 septembre 2021.
- Conférence : « Qui veut la paix au Yémen ? », Forum mondial Normandie pour la paix, Caen, 30 septembre 2021.



Emmanuel DREYFUS

- Podcast : avec Maxime Audinet, « [Bons baisers de Bangui](#) », Le Collimateur de l'IRSEM, 14 septembre 2021.



Cécile FAUCONNET

- Publication : « [Innovation technologique du secteur Aérospatial et Défense – Une approche comparative par les brevets](#) », Étude n° 84, IRSEM, 25 août 2021.



Pierre HAROCHE

- Présentation de travaux sur la Commission européenne et le concept de « Commission géopolitique » aux conférences internationales en ligne du European Consortium for Political Research (ECPR), 31 août 2021, de l'Academic association for Contemporary European Studies (UACES), 7 septembre 2021, et de l'European International Studies Association (EISA), 13 septembre 2021.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Publication : avec Benjamin Loveluck, numéro spécial de la revue *Quaderni*, « [Les ruses du Hacking](#) », n° 103, printemps 2021.
- Invité à l'émission « [Esprit de justice](#) » sur les transformations de la guerre à travers l'affaire Pegasus, France Culture, 8 septembre 2021.
- Invité à l'émission « [Tout un monde](#) », RTS, 16 septembre 2021.
- Intervention dans « [Comment l'usage de drones se banalise dans les conflits](#) » de Hugo Tortel, *La Croix*, 17 septembre 2021.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Livre : avec Céline Jurgensen (dir.), [Imaginaires nucléaires – Représentations de l'arme nucléaire dans l'art et la culture](#), Éditions Odile Jacob, septembre 2021, 388 p.
- Rapport : avec Paul Charon, [Les Opérations d'influence chinoises – Un moment machiavélien](#), IRSEM, 20 septembre 2021, 646 p.
- Rapport : [Information Defense: Policy measures taken against foreign information manipulation](#), Atlantic Council (DFRLab et Europe Center), Washington DC, juillet 2021, 38 p.
- Rapport : [Effective State Practices Against Disinformation: Four country case studies](#), The European Centre of Excellence for Countering Hybrid Threats, Helsinki, juillet 2021, 32 p.
- Article : « [Not So Remote Drone Warfare](#) », *International Politics*, juillet 2021, p. 1-22.

- Auditionné par la mission d'information relative aux influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences, à l'Assemblée nationale, 2 septembre 2021.



Édouard JOLLY

- Participation à la première conférence en ligne entre l'IRSEM et le Centre d'études militaro-stratégiques du ministère de la Défense de la République du Kazakhstan (CVSI), 8 juillet 2021.

- Recension : Sibylle Scheipers, *On small war: Carl von Clausewitz and people's war*, Oxford, Oxford University Press, 2018, viii + 174 p., dans *Les Champs de Mars*, n° 34, 2020/1, p. 189-190.

- Conférence : « Violences de guerre », École de guerre, Paris, 23 septembre 2021.

- Conférence flash : « Démocratie et guerre », École de guerre, Paris, 27 septembre 2021.



Sümbül KAYA

- Chapitre : « [La réfraction politique du champ judiciaire en Turquie](#) » dans Maya Collombon et Lilian Mathieu (dir.), *Dynamiques des tournants autoritaires*, Les croquants, sociopo, août 2021.

- Article : avec Bayram Balci, « [Ideological Interventions in the Covid-19 Health Crisis in Turkey by Power, Politics, and Religion](#) », *Turkish Policy Quarterly*, 20:2, 15 septembre 2021, p. 93-105.



Anne-Laure MAHÉ

- Intervention dans l'émission « [Appels sur l'actualité](#) », RFI, 11 août 2021.

- Intervention dans l'émission « [Appels sur l'actualité](#) », RFI, 1^{er} septembre 2021.

- Co-organisation avec Maxime Ricard du Petit-Déjeuner Afrique « Anatomies de la rébellion en Éthiopie » avec Marine Gassier, 8 septembre 2021.

- Animation de l'émission « Cosmo-Politique », [entretien avec Julie Billaud sur la situation des femmes en Afghanistan](#), Fréquence Protestante, 23 septembre 2021.



Angélique PALLE

- Conférence : avec Florian Opillard, « Bringing the military into Covid-19 crisis management in Europe », EUGEO (Conférence annuelle de l'association des géographes européens), en ligne, 30 juin 2021.

- Article : avec Y. Richard, « [Multilevel Governance or Scalar Clashes: Finding the Right Scale for EU Energy Policy](#) », *Tijdschrift Voor Economische En Sociale Geografie*, 1^{er} juillet 2021.

- Article : « La transition énergétique européenne, changement de ressources, changements d'échelles », *Bulletin de l'association des géographes français*, 2021/1.

- Conférence : « Power issues in energy transitions: change of resource, change of scale », Annual conference of the International Geographical Union, en ligne, 17 août 2021.

- Conférence : avec Florian Opillard, « Bringing the military into Covid-19 crisis management in Europe – local governance issues », Annual conference of the International Geographical Union, en ligne, 18 août 2021.



Marianne PÉRON-DOISE

- Publication : « [Corée du Sud – États-Unis : L'alliance au prisme de l'Indo-Pacifique et du QUAD](#) », Brève stratégique n° 24, IRSEM, 22 juillet 2021.

- Présentation du papier « Maritime security cooperation between the EU and ROK in the Indo-Pacific » dans le cadre du séminaire virtuel « EU-ROK relations under the EU Indo-Pacific Strategy », organisé par l'Institut Sejong et l'Université Libre de Bruxelles, 10 août 2021.

- Présentation du papier « United States and Alliances in the Indo-Pacific » dans le cadre du séminaire virtuel « The relevance of the San Francisco Treaty for the stability of the Indo-Pacific », Fondation pour la recherche stratégique, 26 août 2021.

- Publication : « [Le Japon face au durcissement des initiatives stratégiques américaines dans l'Indo-Pacifique](#) », Brève stratégique n° 26, IRSEM, 24 septembre 2021.

- Contribution : « Les relations Philippines – États-Unis, quel avenir pour la coopération de défense ? » dans le cadre du dossier « L'Asie du Sud-Est, un carrefour d'enjeux politiques », Institut d'études de géopolitique appliquée (EGA), septembre 2021.

- Article : avec Éric Mottet, « Perspectives sur les outils de soft power en Asie dans le contexte de la pandémie de Covid-19 », *Diplomatie*, n° 111, septembre 2021, p. 77-80.



Maud QUSSARD

- Interview : « [Stratégie militaire américaine : vers un changement de cap ?](#) », Institut Montaigne, 27 juillet 2021.

- Article : « L'administration américaine et les GAFAM : de la confiance à la défiance », *Questions Internationales*, n° 109, « Les GAFAM, Une histoire américaine », septembre-octobre 2021, p. 66-68.

- Entretien : « Coordonner les États et protéger les sociétés face aux menaces informationnelles », *Défense*, n° 208, juillet-août-septembre 2021, p. 25-28.

- Organisation avec Camille Bouton et Jean-Baptiste Velut du séminaire « Enjeux stratégiques dans les Amériques / Féminismes et enjeux sécuritaires dans les Amériques », IDA/IRSEM, invitée Hélène Quanquin (Université de Lille), discutante Priscyll Anctil Avoine, 16 septembre 2021.

- Présidence et animation de la table ronde IDA-IRSEM consacrée aux enjeux stratégiques dans les Amériques et à la relève stratégique interdisciplinaire, avec Kevin Parthenay (Université de Tours), Congrès de l'IDA, 22 septembre 2021.

- Conférence : « Les États-Unis et la grande stratégie à l'ère Biden », IHEDN, École militaire, 16 septembre 2021.

- Session intelligence économique « Propagandes et guerres de l'information », IHEDN, École militaire, 27 septembre 2021.



Nicolas REGAUD

- Intervention au webinar « Security Threats Posed by Climate Change and Military response », organisé par le Seoul Defense Dialogue, 8 septembre 2021.

- Intervention au webinar « European Countries Role in Asia-Pacific Maritime Security », organisé par le Beijing Xiangshan Forum, 15 septembre 2021.

- Mission au DCAF (Geneva Centre for Security Sector Governance) en vue de développer les échanges et la coopération avec l'IRSEM, 22 septembre 2021.

- Organisation de la rencontre fondatrice du Réseau des Instituts européens d'études stratégiques (Network of European Strategic Studies Institutions – NESSI) à laquelle ont participé 17 centres européens de recherche stratégique, Paris, Cercle national des Armées, 27 septembre 2021.



Maxime RICARD

- Publication : « [Sous pression : les défis du secteur de la sécurité en Côte d'Ivoire](#) », Note de recherche n° 117, IRSEM, 7 juillet 2021.

- Intervention : « [As rivals Ouattara & Gbagbo meet, is Ivory Coast on a path towards reconciliation?](#) », journal de 20 h, France 24 english, 27 juillet 2021.

- Co-organisation avec Anne-Laure Mahé du Petit-Déjeuner Afrique « Anatomies de la rébellion en Éthiopie » avec Marine Gassier, 8 septembre 2021.

- Conférence (et présidence du panel) : « Negotiations and tensions of order-making: transition of Dozos in post-conflict western Ivory Coast », Panel « Negotiations, Violence and Peacemaking », Conférence annuelle [Conflict Research Society](#), en ligne, 9 septembre 2021.



COL Stéphan SAMARAN

- Participation à la première conférence en ligne entre l'IRSEM et le Centre d'études militaro-stratégiques du ministère de la Défense de la République du Kazakhstan (CVSI), 8 juillet 2021.

- Participation à la première rencontre bilatérale avec le Centre d'études militaro-stratégiques de l'Université nationale de défense « Ivan Tchernyakovsky », à Kiev, mission effectuée par la DGRIS dans le cadre du plan de coopération militaire franco-ukrainienne en 2021, 27-29 septembre 2021.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Livre : *Vietnamiens. Lignes de vie d'un peuple*, Les Ateliers Henry Dougier, 2021, 154 p.

- Publication : Éditorial « L'Asie du Sud-Est, au cœur d'un nouvel ordre international ? », *La revue diplomatique*,

numéro spécial « L'Asie du Sud-Est, un carrefour d'enjeux géopolitiques, n° 14, IGA, juillet 2021.

- Invité à l'émission « Superfail (Viêt Nam, la mère de toutes les débâches) », France culture, 6 septembre 2021.
- Interview sur le Viêt Nam, « Le variant Delta coupe le Vietnam en deux », *Le Figaro*, 31 juillet-1^{er} août 2021.
- Interview sur l'Indo-Pacifique, *Nikkei Asian Review*, 21 septembre 2021.
- Auditionné par la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, dans le cadre de la Mission d'information sur les enjeux de la défense en Indo-Pacifique, 1^{er} juillet 2021.
- Auditionné par l'Inspection générale des affaires culturelles, ministère de la Culture, dans le cadre d'une mission sur le Département de recherches archéologiques sous-marines et sous-marines, 24 juillet 2021.
- Conférence flash sur les enjeux sécuritaires en mer de Chine méridionale, École de guerre, 28 septembre 2021.



LTN Camille TROTOUX

- Congrès : « Le changement au travers de la recherche-action, mission impossible ? Retours sur les pérégrinations de deux chercheuses en SHS au ministère des Armées », Association française de sociologie, 9 juillet 2021.

- Publication : « [La singularité militaire. Audition du CEMA Lecointre à la Commission de la Défense nationale et des forces armées](#) », Brève stratégique n° 25, IRSEM, 23 juillet 2021.



Océane ZUBELDIA

- Modérateur des ateliers thématiques consacrés aux Industries de défense dans le cadre du séminaire franco-allemand « L'architecture transatlantique sécuritaire », Paris – La Défense, 2 juillet 2021.

- Publication : « Autonomie et technologie : quelle puissance militaire pour la Turquie de demain ? », *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, n° 63, août-septembre 2021, p. 88-89.

- Membre du jury de la soutenance de thèse de doctorat d'Alain Zind intitulée « Irak, 2003 : Une expérience de guerre filmée. Les soldats comme acteurs et témoins », Université Paris 8, Vincennes, 30 septembre 2021.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Pierre BOURGOIS

- Présentation vidéo de l'étude n° 82 de l'IRSEM intitulée *L'enjeu du soldat augmenté pour les puissances démocratiques. Les États-Unis à l'heure du choix*. [Vidéo disponible sur Youtube](#).

- Intervention lors de la table ronde IDA/IRSEM, dans le cadre du Congrès de l'Institut des Amériques intitulé « État de recherche sur les Amériques », 22 septembre 2021.

- Intervention (avec John Emery, University of Oklahoma) intitulée « Ethical Reflections on Soldier Enhancements », dans le cadre de l'ISA (International Studies Association) West Annual Conference 2021, 23 septembre 2021.

- Intervention lors de la table ronde « Jeune recherche : insertion professionnelle », dans le cadre du Congrès de l'Institut des Amériques intitulé « État de recherche sur les Amériques », 24 septembre 2021.



Julien FRAGON

- Article : « La "guerre au terrorisme" : "Politiquement, l'usage du mot 'guerre' prend tout son sens" », *Le Monde*, 9 septembre 2021.



Éric FRÉCON

- Publication : « [L'influence sécuritaire chinoise à Singapour](#) », Étude n° 85, IRSEM, 27 août 2021.



Christophe LAFAYE

- Entretien avec Blandine Levite, « [Ces soldats occidentaux qui pensent s'être battus pour rien en Afghanistan](#) », Radio Télévision Suisse (RTS) [en ligne], 29 juillet 2021.

- Article : « Le VBCI du 35^e RI en Afghanistan (2010-2012). Un bond en avant pour les fantassins mécanisés », *Défense Expert*, n° 6, juillet-août 2021, p. 28-35.

- Article : « Jean-François Klein : Théophile Pennequin, le sorcier de la pacification », *Opérations spéciales*, n° 50, juillet-août 2021, p. 70-71.

- Article : « Les Rhinos en route vers la BSS : chronique de la préparation du mandat SOUVIM 13 », *Opérations spéciales*, n° 50, juillet-août 2021, p. 28-31.

- Article : « [Comment les Taliban sont-ils revenus au pouvoir en Afghanistan ?](#) », *Les clés du Moyen-Orient* [en ligne], 20 août 2021.

- Article : « La lutte contre les EEI au sein de l'armée de terre. Un moment de bascule ? », *DSI*, HS n° 79, août-septembre 2021, p. 84-88.

- Article : « [L'engagement de l'armée française en Afghanistan : 90 morts pour rien ?](#) », *The Conversation France* [en ligne], 15 septembre 2021.

- Intervention : « [Garder les traces de l'expérience des combattants. Collecter et archiver l'expérience combattante du XXI^e siècle](#) », colloque « Endurer et servir », organisé par l'IRSEM et le Service historique de la défense (SHD), 17 septembre 2021.

- Article : « Entretien avec Émilie Berthillot. Les espions de Sa Majesté. Une histoire de l'espionnage britannique », *Opérations spéciales*, n° 51, septembre-octobre 2021, p. 78-79.

- Article : « Les Rhinos en route vers la BSS : chronique de la préparation du mandat SOUVIM 13 – 2^e partie », *Opérations spéciales*, n° 51, septembre-octobre 2021, p. 50-53.



Yvan LLEDO-FERRER

- Article : « La coopération internationale, une source de renseignement à part entière ? », *Revue Défense Nationale*, n° 842, été 2021, p. 13-17.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Organisation, avec Maxime Audinet, et participation au séminaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? » du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides », IRSEM, 24 septembre 2021.



Damien VAN PUYVELDE

- Article : « [Gérer la libéralisation du renseignement](#) », *Revue Défense Nationale*, n° 842, été 2021, p. 67-71.

- Article : « [French paramilitary actions during the Algerian War of Independence, 1956-1958](#) », *Intelligence and National Security*, 36/6, p. 898-909, 9 juillet 2021.

- Entretien : Pierre Coudurier, « [L'affaire Pegasus, conséquence de la privatisation du renseignement ?](#) », *Marianne*, 21 juillet 2021.

- Promotion au rang de *Reader* en renseignement et sécurité internationale, Université de Glasgow, août 2021.

- Nomination au comité de rédaction de la revue *Intelligence and National Security*, août 2021.



Joël ZAFFRAN

- Communication : « Pourquoi s'engager ? Éléments de problématisation de l'engagement des jeunes dans l'armée », Congrès de l'AFS, RT8 – Sociologie du militaire : sécurité, armées et société, 7 juillet 2021.

- Communication : « Des jeunes et des armées », session 1 du GT 05 (Forces armées et société), Congrès de l'ALSIF, 15 juillet 2021.

VEILLE SCIENTIFIQUE

SOCIOLOGIE

Congrès de l'Association française de sociologie, 9 juillet 2021.

Du 6 au 9 juillet 2021, s'est tenu le 9^e congrès de l'Association française de sociologie. La thématique « Changer ? » a guidé les discussions des chercheurs parmi lesquels [Camille Boutron](#) et [Camille Trotoux](#). Leur intervention s'est inscrite dans le cadre du réseau thématique « Sociologie du militaire » qui a réuni près d'une trentaine de chercheurs de diverses disciplines (science politique, sciences de gestion, de l'éducation, histoire, sociologie, ethnographie, etc.). Elles ont interrogé la possibilité de mettre en place des dispositifs de recherche-action en contexte militarisé. Leur communication s'est plus particulièrement intéressée aux rapports de force et aux stratégies de connivence qui s'établissent entre les acteurs dans le contexte, très concret, de l'organisation d'un événement à visée scientifique et pédagogique.

Camille TROTOUX
Chercheuse Sociologie militaire

S. WEISS, « Les femmes dans l'environnement des combattants français des fronts de l'Atlantique en 1944-1945 », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 128:1, 2021, p. 159-176.

De septembre 1944 à mai 1945, alors que l'essentiel du territoire français était libéré, la guerre s'est prolongée sur la côte atlantique, au sein de réduits où des garnisons allemandes s'étaient retranchées, de l'estuaire de la Gironde à la Bretagne. Le long siège de ces réduits a majoritairement reposé sur des troupes françaises soit quelque 150 000 hommes. La fonction combattante était alors presque exclusivement masculine. Pour autant, bien que souvent absentes de l'historiographie, des femmes furent présentes en nombre aux côtés de ces combattants ou dans leur environnement social : quelques-unes comme combattantes, davantage comme auxiliaires médicales, d'autres comme animatrices de réseaux d'entraide, comme compagnes ou marraines mais aussi comme sujets de craintes. L'étude du rôle de ces femmes et des représentations dont elles furent l'objet permet d'inscrire celle des fronts de l'Atlantique dans une approche d'histoire sociale dépassant le seul récit des opérations militaires.

Camille BOUTRON
Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

FEMMES ET CONFLITS

R. WOOD & L. ALLEMANG, « [Female Fighters and the Fates of Rebellion: How Mobilizing Women Influences Conflict Duration](#) », *Conflict Management and Peace Science*, première publication en ligne 9 août 2021.

L'article étudie le lien potentiel entre la présence de femmes combattantes dans les groupes armés et la durée des conflits. Il montre que le recrutement de femmes au sein de groupes armés informels prolonge la durée de la guerre de par son impact sur les négociations entre l'État et les rebelles. Le recrutement et le déploiement de combattantes contribuent à une divergence de points de vue entre les rebelles et le gouvernement en place concernant les capacités du groupe rebelle et la profondeur de sa détermination, ce qui entrave la réussite des négociations et prolonge la durée du conflit. Les résultats des analyses de durée utilisant des données sur la prévalence estimée des combattantes dans les groupes rebelles actifs entre 1964 et 2011 soutiennent notre hypothèse centrale et suggèrent que l'utilisation de femmes combattantes est associée à des conflits plus longs.

DOSSIER PEGASUS

Steven FELDSTEIN, « [Governments are Using Spyware on Citizens. Can they be Stopped?](#) » Carnegie Endowment for International Peace, 21 juillet 2021.

En juillet dernier, un consortium de dix-sept médias guidés par Forbidden Stories et Amnesty International a mené une enquête journalistique appelée le Projet Pegasus. Cette étude a permis de décrire l'ampleur de la surveillance digitale utilisée comme outil de contrôle par de nombreux gouvernements, autoritaires notamment.

Steven Feldstein, chercheur associé à la fondation américaine Carnegie, think tank américain spécialisé dans l'analyse des relations internationales, explique qu'une société israélienne prénommée NSO Group, a été mise en cause dans cette affaire. Cinquante mille numéros de portables issus d'une cinquantaine de pays auraient été piratés : la liste est longue et de nombreuses personnalités influentes sont concernées. Bien que le groupe NSO ait affirmé que ses puissants logiciels servaient les causes démocratiques, comme la traque de terroristes ou de trafiquants de drogue, les révélations prouvent que cette technologie n'est pas toujours utilisée à bon escient.

Selon le chercheur, il y aurait trois éléments essentiels à retenir de ces révélations. Premièrement, la prolifération de ce genre de logiciel espion représente une sérieuse menace pour les démocraties qui n'ont pas encore réussi à trouver de parade. Deuxièmement, ce projet témoigne du coût élevé de traiter avec des régimes autoritaires, et troisièmement, ces divulgations prouvent que la Chine n'est pas la seule puissance à exporter des technologies douteuses à des acteurs peu recommandables.

Afin de mettre un terme au manque de supervision de ces outils technologiques, le chercheur recommande aux décideurs politiques de s'ériger en force de proposition quant à l'élaboration d'une base de données répertoriant les ventes ou transferts privés d'équipement de surveillance, dans l'attente de l'instauration de règles communes aux entreprises concernées. L'arrangement de Wassenaar (régime de contrôle des exportations d'armes conventionnelles et de technologies à double usage mis en place en 1996 par trente-trois États) peut par exemple servir de tremplin en faveur de la mise en place de réglementations. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) pourrait également être mis à contribution. Il est possible que les sociétés de surveillance se voient dans l'obligation d'accepter un « code de conduite » commun, les contraignant à ne vendre leurs outils qu'à une certaine catégorie de clients (pro-démocratie).

Pour le chercheur Steven Feldstein, les démocraties devraient profiter de l'actuelle indignation croissante des sociétés civiles à l'égard des logiciels espions pour établir une norme mondiale. Le Sommet pour la démocratie organisé en décembre prochain par le président Joe Biden représente une occasion tangible de sensibiliser les États présents à ce sujet.

Cet été, l'affaire Pegasus aura particulièrement mis à l'épreuve la relation transatlantique et ébranlé le monde de la surveillance numérique. En nous fondant sur cinq articles issus aussi bien de la presse que de think tanks, nous tenterons de donner des clés pour comprendre les enjeux de cette affaire. L'emploi de ces logiciels pose problème à la communauté du renseignement : fuite de l'outil du secteur militaire au secteur civil, questions d'ordre éthique et moral liées aux dérives possibles impliquées, le projet Pegasus met en lumière les dispositifs controversés du monde des armées.

Yossi MELMAN, « [Le scandale Pegasus met en lumière le secteur controversé de la technologie militaire israélienne](#) », *Middle East Eye*, 23 juillet 2021.

Dans cet article paru dans *Middle East Eye*, le journaliste israélien Yossi Melman affirme que le groupe NSO est une entreprise dont les produits sont typiquement issus du secteur de la haute technologie de l'armée israélienne. Les fondateurs de l'entreprise sont d'ailleurs eux aussi d'anciens membres d'une unité de renseignement israélienne. Ce scandale met donc en lumière aussi bien qu'il le met en péril le secteur controversé des moyens militaires de l'État israélien, communément utilisés sur le marché du secteur civil. Bien que ces unités disposent de matériel ultrasophistiqué, pour Yossi Melman, il est désormais temps pour le gouvernement israélien de revoir ses priorités éthiques et morales.

Tamara KHARROUB, « [The Full Story behind the NSO Hack: the Israeli-Military-Allied Surveillance Industry and Transnational Repression](#) », *Arab Center Washington DC*, 28 juillet 2021.

Comme le mentionne Tamara Kharroub dans son article relayé par le centre de recherche américain Arab Center Washington DC, un large réseau d'une centaine de sociétés de surveillance israéliennes évolue en toute impunité. En effet, des entreprises comme Archimedes, Black Cube, Candiru, Carbyne, Cellebrite, Cyberbit et Elbit Systems, pour n'en nommer que quelques-unes, bénéficient d'un savoir-faire issu du tissu militaire israélien. Selon la chercheuse, le ministère de la Défense israélien tirerait parti des contrats du groupe NSO. En contrepartie de la vente d'un logiciel espion, les clients coopéreraient volontiers avec leur fournisseur en leur procurant des renseignements. L'exportation de logiciels malveillants rend donc ces sociétés complices de la surveillance d'activistes partout dans le monde.

Julian SANCHEZ, Patrick G. EDDINGTON et Caleb O. BROWN, « [NSO Group Software Used to Surveil Journalists, Activists and Governments](#) », *Cato Institute*, 22 juillet 2021.

Pour Patrick G. Eddington, *senior fellow* au Cato Institute, outre une multitude de problèmes, ce logiciel expose les vulnérabilités d'entreprises américaines de la Silicon Valley, comme Apple ou Google, sans pour autant qu'il y ait de solution pour instaurer plus de transparence et de contrôle dans le milieu.

Annelise BUTLER et Carolyn MOORMAN, « [Pegasus Spyware Revelations are a Cautionary tale of Digital Authoritarianism](#) », *The Heritage Foundation*, 5 août 2021.

Pour Annelise Butler, chercheuse associée à la Heritage Foundation, Israël s'est emparé du dossier Pegasus en établissant une commission d'enquête censée gérer et évaluer les utilisations du logiciel. Toutefois, ces outils de surveillance étant de plus en plus sophistiqués, ils ne devraient en aucun cas aboutir dans les mains de gouvernants autoritaires. Ils représentent un risque majeur pour la démocratie et pourraient créer un précédent quant à de futurs incidents dans des pays démocratiques. Les révélations faisant suite à l'affaire Pegasus auront considérablement marqué la communauté internationale : celles-ci posent des interrogations d'ordre éthique et moral et mettent à mal de nombreuses personnalités impliquées de près ou de loin dans la vente de logiciels de surveillance. Ce scandale expose également les vulnérabilités d'entreprises numériques de haute technologie (Apple, Google, Facebook) qui peinent à venir à bout de ces nouvelles menaces cybernétiques.

Philippine RAPHANAUD
Assistante de recherche

AFGHANISTAN

Arthur HERMAN, « [The Afghan Tragedy is China's Opportunity](#) », *Hudson Institute*, 20 août 2021.

À l'image de chaque retrait précipité, la défaite américaine en Afghanistan fait flotter sur la communauté internationale comme un léger parfum d'amertume. Arthur Herman, *senior fellow* auprès du Hudson Institute, nous rappelle toutefois que d'autres similitudes inquiétantes unissent ces deux conflits. En 1975, ce premier départ américain laisse le champ libre à la seule puissance capable de rivaliser avec Washington, c'est-à-dire l'Union soviétique. Qu'en est-il aujourd'hui ? Aux yeux de M. Herman, un nouveau candidat semble tout trouvé : la Chine. Le gouvernement chinois entretiendrait d'ailleurs des relations diplomatiques avec les talibans. Déjà le 28 juillet, une rencontre du ministre chinois des Affaires étrangères, Yang Yi, avec 9 représentants talibans, dont Mullah Abdul Ghani Baradar, est une preuve incontournable des velléités chinoises en Afghanistan. Qui plus est, M. Wang s'empresse de reconnaître les talibans comme une force politique légitime dès lors qu'il déclare la Chine « pays amical ».

Pour les talibans comme pour la Chine, l'enjeu est de taille. Première économie mondiale, la Chine dispose

d'investissements capables de sécuriser le pouvoir taliban en Afghanistan. Pour Pékin, l'Afghanistan représente une perle de plus dans son collier des routes de la soie. Le gouvernement chinois s'est déjà proposé d'apporter son aide à la construction de l'autoroute Peshawar-Kaboul, reliant le Pakistan à l'Afghanistan. Il en va également de la construction d'une route cruciale dans le corridor de Wakhan qui relierait directement la province du Xinjiang à l'Afghanistan. Outre l'accroissement du commerce poursuivi par Pékin, il s'agit aussi de se rapprocher davantage de ressources naturelles stratégiques présentes en Afghanistan telles que les terres rares. Toutefois, ce départ représente également une occasion inespérée de mettre la main sur la base aérienne de Bagram. Véritable forteresse, elle est dotée d'une superficie et d'une géolocalisation épousant les rivalités de puissance contemporaines. À près de 400 kilomètres d'Islamabad et 700 kilomètres du Cachemire, elle offre une plateforme unique de projection de puissance tout droit tournée vers l'Inde.

À bien des égards, cet article nous démontre quelles pourraient être les conséquences géopolitiques à long terme du retrait américain. Si l'Occident ne souhaite pas y voir le début d'un monopole chinois en Asie centrale et du Sud, il incombe aux États-Unis de redorer leur blason auprès de l'Afghanistan sans manquer de rassurer les alliés présents dans la région. Cette équation périlleuse requiert néanmoins des États-Unis un degré élevé de pragmatisme dans leurs relations avec les talibans : Washington devra conjuguer les préoccupations de ses alliés avec ses inquiétudes face à une Chine ascendante.

Daniel F. RUNDE, « [Immediate Steps to Respond to the Emergency in Afghanistan](#) », *Center for Strategic & International Studies*, 20 août 2021.

Au lendemain de la crise humanitaire amorcée par le départ américain en Afghanistan, les États-Unis ont une obligation morale de prêter main-forte aux alliés afghans en proie aux talibans. C'est du moins le constat que tire Daniel F. Runde, vice-président sénior et directeur du Projet on Prosperity and Development au sein du CSIS. À la suite de vingt longues années de service, ces agents se compteraient par centaines de milliers, soit bien plus que les 20 000 personnes bénéficiant du *Special Immigrant Visa* (SIV). Conscient des enjeux moraux qui pèsent aujourd'hui sur Washington, M. Runde formule plusieurs solutions à court terme capables de réunir le Congrès et l'administration Biden derrière une même bannière.

D'abord, l'exécutif américain devrait mettre fin à toute forme de triage aux portes des avions présents à Kaboul.

Comme au Vietnam, toute personne en danger se doit de quitter le pays pour, une fois arrivée, examiner les voies légales d'entrée aux États-Unis. En outre, M. Runde préconise la création de nouveaux processus d'accueil. Face à l'arrivée future massive d'Afghans déplacés, les autorités américaines ont le devoir de trouver des conditions légales adaptées à la détresse des réfugiés du pays. D'autant plus que le SIV est un processus chronophage conçu pour fonctionner dans un environnement international stable. L'une de ces conditions pourrait être la création d'un nouveau programme d'immigration calqué sur une « liberté conditionnelle humanitaire » et bénéficiaire des fonds issus du programme américain d'aide aux réfugiés (USRAP). De nombreux sénateurs démocrates comme républicains vantent déjà les mérites d'une telle initiative. Troisièmement, il convient pour les États-Unis de relever leur plafond de réfugiés. Bien que Joe Biden n'ait toujours pas tenu sa promesse de le rehausser à 125 000 réfugiés, la gravité de la situation en Afghanistan doit être le catalyseur nécessaire à cette hausse. Quatrièmement, les autorités américaines doivent impérativement revoir les modalités du processus apposé au SIV. Actuellement, l'interprétation légale émanant du département d'État n'inclut que les agents afghans détenteurs d'un contrat. Or, bon nombre d'entre eux se trouvent également menacés à la suite de subventions ou d'accords de coopération octroyés par des organisations gouvernementales comme non gouvernementales.

Dans un contexte de concurrence entre grandes puissances, la communauté internationale ne manquera pas de juger les États-Unis en cas de manquement à leurs valeurs morales. De fait, il est dans l'intérêt du pays de trouver de nouveaux moyens adaptés à l'arrivée d'agents afghans sur son territoire. Pour les États-Unis, il en va de la crédibilité des États-Unis non seulement auprès des agents locaux présents sur le théâtre opérationnel, mais aussi auprès des agents à venir lors de conflits futurs. Pour Joe Biden, il s'agit d'une chance de s'attirer les faveurs du Congrès américain dans son ensemble à mesure que la crise humanitaire en Afghanistan suscite de vives critiques bipartisans. Bien que cette manœuvre politique risque de lui coûter des voix dans les États conservateurs, le mandat de Joe Biden reste à ses débuts et peut tâcher de les reconquérir progressivement.

Leslie VINJAMURI, « [Afghanistan: the Fate of Biden's Doctrine is Uncertain](#) », Chatham House, 20 août 2021.

Face à l'échec des États-Unis en Afghanistan, une nouvelle chasse aux sorcières risque de saper davantage la crédibilité de l'engagement des États-Unis et de l'Europe à

protéger la démocratie. Les troupes américaines auraient-elles dû rester ? Pour Leslie Vinjamuri, directrice du programme États-Unis et Amériques de Chatham House, la question est ailleurs. Désormais, il s'agit de comprendre pourquoi et comment les prédictions des acteurs américains quant à l'avancée rapide des talibans sont restées infructueuses. Loin des débats de politique intérieure, Mme Vinjamuri enjoint à ses lecteurs de comprendre le contexte global du retrait américain à l'aune d'une interrogation. Ce manque de clairvoyance est-il le fruit d'un échec de la politique américaine, du renseignement américain ou d'une combinaison de ces deux facteurs ? Bien que les services de renseignement soient rarement clairs, force est de constater que la politique américaine souffre d'un biais cognitif néfaste. Ce dernier pousse notamment les décideurs politiques de Washington à sous-estimer la force de ses adversaires, *a fortiori* lorsqu'ils sont non traditionnels. Toutefois, Mme Vinjamuri ne sous-estime pas la capacité d'influence des renseignements américains sur la décision du retrait des troupes. Il est au contraire crucial qu'une enquête complète soit menée afin d'éviter toute tendance à la « partialité », d'autant plus que les élites américaines font depuis longtemps preuve d'un penchant pour le recours à la force militaire. À ce titre, Mme Vinjamuri soutient la préparation d'une évaluation publique et minutieuse du retrait américain permettant de donner un alibi peu ou prou convaincant aux élites et alliés américains.

Aujourd'hui, la confiance dans le leadership américain est érodée. De même, les voix des élites de la politique étrangère américaine s'élèvent de plus en plus pour dénoncer la précocité du retrait américain. De fait, la décision de Joe Biden met à mal sa doctrine encore en gestation. Perçue comme la farouche volonté de ne pas combattre indéfiniment en l'absence d'intérêts majeurs, de ne pas participer à une guerre civile étrangère, ni de s'engager dans la contre-insurrection, celle-ci fait l'objet de nombreuses dissensions tant sur le plan national qu'international. L'appel de Mme Vinjamuri est intéressant : Joe Biden va-t-il courir le risque d'un potentiel second tollé en commandant un tel document ? Outre sa réputation, cette querelle révèle également la compétition entretenue entre les agences de la défense américaine. Dans cette architecture complexe, l'enfer, c'est les autres.

Frederick KEMPE, « [Afghanistan threatens Biden's shot at being a historic foreign-policy leader](#) », Atlantic Council, 22 août 2021.

De toutes les conséquences posées par la décision de retirer les troupes américaines d'Afghanistan, quelle en est la plus néfaste ? C'est précisément la question que pose

Frederick Kempe, président de l'Atlantic Council. À nouveau, son article ne cherche pas à « blâmer Washington » ni à « digérer les leçons apportées par 20 années en Afghanistan », mais entend donner les clés destinées à limiter les dégâts à court terme.

À ses yeux, ces derniers se présentent de diverses natures sur la scène internationale. En effet, à l'échelle nationale comme internationale, l'échec de ce retrait met tangiblement en danger la crédibilité du *America is Back* promu par Joe Biden. Il en va de même pour la fiabilité et la qualité de l'engagement des États-Unis. À terme, ce danger apporterait son lot de défis tels qu'un accroissement de la méfiance ressentie par les alliés, le choix de soutenir ou de s'opposer à une théocratie inamicale, et un regain de défiance de la part des ennemis de Washington dans le reste du monde. De fait, l'échec de l'Afghanistan galvanise déjà les velléités des puissances révisionnistes, dont la Chine et la Russie. À titre d'exemple, M. Kempe reprend l'existence de plusieurs articles américanophones liés à la crédibilité d'une aide apportée par les États-Unis en Ukraine ou à Taiwan. Certes, la rhétorique de l'administration Trump a suscité longtemps des inquiétudes chez les alliés. Toutefois, ses actions seraient quant à elles « rassurantes », soit l'inverse de celles de l'administration Biden. Cette inadéquation engendre à son tour une fragilisation de l'entente transatlantique. Déçu, M. Kempe avance que l'actualité internationale aurait pu faire de Joe Biden un « président transformateur en matière de politique étrangère ». La pandémie, la Chine ou encore l'accent mis sur la démocratie au lendemain de son élection laissent d'abord percevoir un changement tangible. Cela est sans compter sur l'Afghanistan : « le plus grand obstacle » de l'administration Biden. Désormais, il incombe à Joe Biden de soutenir les Afghans, gérer les conséquences de la prise de pouvoir des talibans, tout en faisant face à l'ombre chinoise dans la zone.

Dans un contexte international aussi instable qu'aujourd'hui, il sera intéressant de voir si l'administration Trump finira dans les livres d'histoire comme une administration assez banale malgré des propos incendiaires. Le style et la rhétorique de M. Kempe peuvent surprendre, faisant de cet article une lecture incontournable de l'été.

Stephen M. WALT, « [Afghanistan Hasn't Damaged U.S. Credibility](#) », *Foreign Policy*, 21 août 2021.

Comme à l'accoutumée, le célèbre politologue américain Stephen Walt fait entendre un son de cloche plutôt mitigé du retrait des troupes américaines d'Afghanistan. Véritable pied de nez à une grande partie de la communauté académique, cet article issu de *Foreign Policy* les invite, dans

un style propre à M. Walt, à « respirer profondément et se détendre ».

Bien que les événements soient tragiques, de multiples raisons lui font dire que la crédibilité américaine ne sera pas endommagée pour autant. Rien ne laisse d'abord présager que les capacités militaires américaines se soient amenuisées. Au contraire, il y a fort à parier que les États-Unis combattraient avec vigueur et force dans l'éventualité d'une menace à leurs intérêts stratégiques proches. De même, il est infondé de croire que l'armée américaine ne lutterait pas contre l'hégémonie chinoise lors d'un conflit ou l'armée russe lors de toute menace à l'OTAN. En outre, le départ d'Afghanistan enlèvera aux États-Unis un poids financier et permettra au Pentagone de se concentrer sur d'autres menaces, favorisant un engagement accru des États-Unis dans le reste du monde. À la suite de la défaite américaine au Vietnam, l'OTAN ne s'est d'ailleurs pas arrêtée de « vivre » et les alliés asiatiques ne se sont pas rangés du côté de la Chine. À l'inverse, les États-Unis se sont recentrés sur l'Europe pour mieux préparer la chute de l'Union soviétique. Enfin, il convient de prendre toute critique contre la crédibilité américaine avec beaucoup de précautions. Selon M. Walt, les élites des États dépendants de l'aide américaine ont la fâcheuse habitude de couvrir d'opprobre chaque échec de politique étrangère américaine sans avoir investi quoi que ce soit.

Outre les enjeux de réputation, force est de constater que la fiabilité de l'engagement américain reste intacte. Les doutes se tournent davantage vers la capacité des architectes de la politique étrangère des États-Unis à prendre des décisions difficiles et objectives. Au lieu de maintenir la crédibilité des États-Unis par la conduite de guerres dites « stupides », il convient désormais de punir les personnes responsables d'avoir commis les mêmes erreurs depuis vingt ans. Faisant fi des considérations humanitaires et par le biais de raccourcis historiques discutables, M. Walt ambitionne de dédramatiser le débat houleux sur les conséquences géopolitiques de l'Afghanistan. Il semble toutefois oublier que l'hégémonie américaine n'est plus. Si la Chine peinait à trouver des alliés autrefois, son poids économique et militaire risque de changer la donne.

Pavel K. BAEV, « [Russia and America's overlapping legacies in Afghanistan](#) », *Brookings*, 18 août 2021 ; **Kirill KRIVOSHEEV**, « [Russia May Live to Regret Betting on the Taliban in Afghanistan](#) », *Carnegie Moscow Center*, 18 août 2021.

Ce groupe d'articles représente une association stimulante mettant en lumière les conséquences de l'inter-

ventionnisme non seulement américain, mais aussi soviétique dans les affaires de l'Afghanistan. Face à cette double ingérence, comment est-il possible de procéder à un *nation-building* sur 20 années seulement ? Alors que Joe Biden s'enferme dans une tour d'ivoire, force est de constater que son discours fait abstraction du passé complexe de l'Afghanistan.

Selon Pavel Baev du Brookings Institute, la société afghane ne s'est jamais complètement remise des séquelles laissées par l'Union soviétique. Au contraire, le départ du contingent soviétique en 1988 plonge le pays dans un état de violence sans précédent. L'Union soviétique, comme la Russie plus tard, privilégie alors un renforcement des liens bilatéraux avec l'Ouzbékistan et le Kirghizstan, marginalisant et fragilisant davantage Kaboul. Au lendemain du départ américain, force est de constater que ce scénario se répète. Pendant que les États-Unis se font discrets quant à une reconnaissance officielle des talibans, la Russie entretient un rapport privilégié avec une organisation terroriste qu'elle préfère à l'ancien président afghan. La création d'un gouvernement mélangeant talibans et élites afghanes lui permettrait même de souligner ses talents de négociateur diplomatique à la suite des bons offices offerts par Moscou lors des négociations passées entre ces deux régimes adverses. Comme l'explique Kirill Krivosheev pour le compte du Carnegie Moscow Center, le soutien tacite de Moscou n'est pas sans risque. Le retour de flamme viendra avec l'immigration de masse, pour l'instant limitée par la présence de talibans aux frontières.

Au-delà des propos tenus par ces auteurs, qu'en est-il de la capacité d'un pays en proie aux ingérences de contribuer à son propre *nation-building* ? Lorsque Joe Biden le présente comme une mission impossible, il se garde de mentionner le traumatisme afghan déjà enclenché par l'Union soviétique. Vingt années suffisent-elles à combler *a minima* un demi-siècle de tourments sociétaux, politiques et internationaux, *a fortiori* lorsque le pays est marginalisé par ses voisins proches qui préfèrent un rapport bilatéral avec Moscou à une intégration multilatérale progressive ?

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

Anatol LIEVEN, « [The Taliban Can – and Can't – Be Trusted](#) », Foreign Policy, 19 août 2021.

Vingt ans après la première opération américaine visant à détrôner les talibans, ceux-ci ont de nouveau pris le pouvoir en Afghanistan. Face à un contexte tendu, Anatol Lieven, expert de l'Afghanistan depuis plusieurs décennies

et chercheur associé au Quincy Institute for Responsible Statecraft, think tank américain, s'interroge sur le devenir de la situation politique et sociale afghane. L'analyste met en doute le succès des pourparlers de juillet dernier, à Doha, entre représentants du gouvernement afghan et talibans. L'expert britannique se demande si les insurgés talibans vont entièrement respecter les promesses faites par leur délégation : celles-ci impliquent le soutien financier au terrorisme islamique, l'interdiction de produire de l'héroïne ainsi que le respect des droits de l'homme.

À l'égard du soutien au terrorisme islamique international, les déclarations des talibans sont sans appel. Par peur de représailles américaines, ils ne soutiendront aucun mouvement terroriste. Les représentants talibans ont par ailleurs indiqué aux gouvernements russe, chinois, iranien et pakistanais que leur territoire ne servirait pas de base arrière aux militants respectivement tchéchènes, ouzbeks et ouïgours. Les talibans ont également promis à Téhéran qu'ils ne laisseraient pas l'Afghanistan être utilisé par des militants sunnites, sponsorisés par l'Arabie saoudite pour déstabiliser l'Iran. Enfin, ils se sont engagés auprès du Pakistan à ne pas soutenir de révolte islamique dans leur pays. Cependant, la présence toujours active de l'État islamique en Afghanistan ainsi que celle du groupe Daech-K ont engendré une nouvelle dynamique régionale. La rivalité existante entre les talibans et Daech-K facilite les opérations anti-État islamique ; tous les États environnants semblent prêts à combattre cet ennemi commun en prêtant main forte aux talibans à la condition *sine qua non* que les talibans ne parrainent pas le djihad international. Toutefois, Anatol Lieven affirme qu'un nombre considérable de membres d'al-Qaeda seraient toujours en Afghanistan et conserveraient des liens avec les talibans. Pour Anatol Lieven, il est dans l'intérêt de Kaboul d'obtempérer sinon Téhéran et Islamabad pourraient détruire l'économie afghane en guise de représailles. De plus, encouragés par le Pakistan, les talibans espèrent profiter des gains financiers que leur rapportera le contrat de trois milliards de dollars signé avec Pékin (lié à l'exploitation d'une mine de cuivre afghane, ainsi qu'à la mise à profit de réserves pétrolières et gazières dans le nord du pays). Pactiser avec des djihadistes internationaux pourrait ainsi sérieusement déstabiliser le pays et faire perdre aux talibans des revenus conséquents.

Par ailleurs, en ce qui concerne la production d'héroïne, les talibans se sont engagés à revoir cette activité à la baisse, à condition que des aides financières internationales permettent un dédommagement des agriculteurs concernés. Enfin, au sujet des droits de l'homme (plus particulièrement des minorités ethno-religieuses, des femmes et de la classe

moyenne éduquée) les promesses faites semblent, selon l'auteur, ambiguës, fluctuantes et contradictoires. Certains ultraconservateurs talibans ne sont pas prêts à faire de concessions sur ces problématiques, et il est à craindre que la Chine, la Russie ou le Pakistan n'aient aucun intérêt à faire respecter ces sujets. De plus, les talibans craignent qu'en acceptant trop de compromis, leurs partisans les plus conservateurs rejoignent par dépit les rangs de l'État islamique : il reste encore des talibans fondamentalement opposés à toute concession sur ces questions. Par ailleurs, Daech-K reste fermement engagé à soutenir un djihadisme mondial, ce qui peut attirer certains dissidents du groupe taliban. En revanche, au vu de la proximité culturelle avec l'Iran, si les relations venaient à s'améliorer entre les deux États, les talibans pourraient prendre exemple sur ce pays pour avoir une position plus ouverte sur la place de la femme dans la société (en termes d'accès à l'éducation et à l'emploi).

Par conséquent, il reste encore beaucoup de questionnements quant à la prise de pouvoir des talibans, mais pour le chercheur Anatol Lieven, on peut tout de même leur faire confiance pour mettre en place un régime qui ne parraine pas l'État islamique. Sous la pression des États voisins, on peut penser qu'ils tiendront un certain nombre d'engagements pris au cours des pourparlers de Doha même si la situation des droits de l'homme reste à ce jour préoccupante.

Borzou DARAGAH, « [Iran Spent Years Preparing for a Taliban Victory. It May Still Get Stung](#) », Atlantic Council, 20 août 2021.

Les talibans et l'Iran n'ont pas toujours eu des relations de bon voisinage. Questionnement éclairant, le point de vue de Borzou Daragahi nous invite à comprendre pourquoi la reprise du pouvoir par les talibans pourrait aussi bien apaiser les tensions que les attiser. En effet, fort de ses nombreuses années d'expérience dans la zone, ce correspondant américano-iranien explique dans un article du think tank américain Atlantic Council que les talibans ont mauvaise réputation au sein de la société civile iranienne. Il y a vingt-trois ans, ils auraient tenté de procéder à un génocide ethnique contre les chiites Hazaras afghans, ethnies proches des Perses, créant ainsi un climat hostile dans la région.

Malgré la méfiance de la société civile iranienne envers les talibans, à la suite des victoires récentes du groupe, le gouvernement iranien aurait demandé de faire taire toute critique interne animée par la société civile et jugée trop hostile au groupe, afin de pouvoir entamer un nouveau dialogue avec les chefs politiques afghans. De même, certains anciens dirigeants politiques se sont invités dans le débat, comme l'ex-président Mahmoud Ahmadinejad qui

fait partie de ces voix qui s'élèvent contre un rapprochement entre Téhéran et Kaboul. Il est en effet possible de supposer qu'en vingt ans, les talibans n'ont pas changé et que, une fois l'évacuation du personnel occidental officiellement terminée, la véritable nature des combattants se révélera être sans pitié. Toutefois, en faisant le choix d'entretenir des relations correctes avec ses voisins, et avec Téhéran proche culturellement, les talibans ont tout à gagner. Selon le journaliste américano-iranien, les deux partis ont tout intérêt à s'entendre et restent lucides sur ce point. La frontière irano-afghane, longue de 917 kilomètres, comporte de nombreux passages favorables aux échanges commerciaux. Les tensions n'étant pas propices à la régulation du commerce, il est important que l'Iran manifeste sa volonté de se rapprocher des talibans. Cela lui permettrait par ailleurs d'obtenir un statut privilégié d'interlocuteur auprès des autres grandes puissances régionales, comme l'Inde.

Cependant, en plus des réfugiés afghans déjà installés en Iran, l'actuel afflux de réfugiés en provenance d'Afghanistan crée une pression migratoire supplémentaire, ce qui est difficile à gérer pour le régime qui pâtit déjà des lourdes sanctions américaines. Cette situation pourrait devenir un autre frein au rapprochement Téhéran-Kaboul. Pour Borzou Daragahi, bien que les Iraniens continuent de mal percevoir les talibans, si les liens diplomatiques venaient à se rompre entre les deux gouvernements, les talibans pourraient représenter un risque considérable pour le voisin chiite. Le régime iranien reste donc prudent : il ne veut en aucun cas se mettre à dos le nouveau gouvernement afghan.

Ryan HASS, « [How will China Seek to Profit from the Taliban's Takeover in Afghanistan](#) », Brookings Institution, 18 août 2021.

À la suite du retrait américain, Ryan Hass, ex-conseiller de la politique étrangère américaine en Chine et *senior fellow* au Centre d'études politiques pour l'Asie de l'Est, s'interroge sur les gains que Pékin pourrait tirer de la prise de pouvoir des talibans. Bien qu'il ne s'agisse que de prédictions, Ryan Hass propose un décryptage de la présence chinoise en Afghanistan, éclairé par divers entretiens avec des experts et officiels chinois. Si ce départ peut paraître source d'opportunités pour la diplomatie de Pékin, faibles sont les chances que la Chine cherche à imposer ses ambitions. Toutefois, elle aspire d'abord à conserver ses intérêts stratégiques. Pékin semble en effet principalement préoccupé par les risques sécuritaires que pourrait provoquer l'accroissement de l'instabilité, dans la région du Xinjiang notamment. S'il est difficile d'analyser la percep-

tion chinoise de la prise du pouvoir par les talibans, le chercheur parie sur une primauté du pragmatisme de la part des dirigeants chinois. L'expérience américaine a permis d'envoyer un signal d'alarme aux Chinois quant à un positionnement trop rapide ; avant de promouvoir ses intérêts, Pékin doit s'assurer que ses besoins en matière de sécurité sont satisfaits. Ayant officiellement reconnu le gouvernement afghan, pour le régime chinois il s'agit désormais de répondre au retrait des troupes américaines.

Pour Ryan Hass, le régime chinois pourrait profiter de la prise de contrôle des talibans pour relancer le narratif sur le déclin américain, en interne comme en externe. Les leaders communistes tentent de décrédibiliser les militaires américains en montrant de manière évidente la fin chaotique du règne de Washington dans la région. Face à ces événements, ils remettent en cause l'hégémonie américaine sur la scène internationale.

À la fin de son article, Ryan Hass questionne l'étendue des répercussions du retrait américain sur la sécurité de Taïwan. Si les troupes américaines venaient à se retirer de l'île, Taipei pourrait se retrouver dans une position de grande vulnérabilité. Cependant, Ryan Hass affirme que Taipei n'est pas Kaboul, bien au contraire, c'est une plaque tournante du commerce mondial et une démocratie florissante. Il est donc peu probable que ces événements mettent le gouvernement taïwanais sous pression, en les faisant douter de la fiabilité de la puissance états-unienne. Malgré le retrait américain de Kaboul, la détermination américaine à maintenir un dispositif militaire stable en Indopacifique n'est pas remise en cause. Toutefois, Ryan Hass conclut par le fait que les dirigeants américains devraient continuer de transmettre des messages clairs quant à leurs ambitions de faire respecter la souveraineté taïwanaise, en permettant que les différends concernant le détroit de Taïwan soient résolus de manière pacifique.

Philippine RAPHANAUD
Assistante de recherche

TRANSATLANTIQUE

Cosmina MOGHIOR, « [Protectionism Threatens to Torpedo the Transatlantic Technology Alliance](#) », Center for European Policy Analysis, 11 août 2021.

Qu'il s'agisse de l'Afghanistan ou des relations transatlantiques, le slogan *America is back* peine à convaincre sur le long terme. Certes, les négociations diplomatiques et les sourires sur les photos rompent avec la rhétorique de l'administration Trump. Les vieilles habitudes auraient toute-

fois la peau dure : le *America First* continue de trouver un écho favorable dans la politique de Joe Biden. Détaillé dans l'article de Cosmina Moghior pour le Center for European Policy Analysis, le protectionnisme de part et d'autre de l'Atlantique menace la tant attendue Alliance commerciale et technologique (*Trade and Technology Alliance*).

Bien qu'Anthony Blinken et Margrethe Vestager s'entendent face au besoin de contrer une Chine toujours plus puissante économiquement, nombreux sont les projets de loi qui risquent de creuser le front technologique entre alliés. Comme le montrent la *Supply Chain Disruptions Task Force* et le récent décret *Buy American* ou encore les bénéfices fiscaux attribués aux GAFAM, le doux rêve d'une alliance technologique se morcelle progressivement. De même, la création du cloud européen GAIA-X ainsi que le *Digital Markets Act* cherchent à bâtir une Union européenne numériquement souveraine. Qu'en est-il du retour de l'Amérique en Europe ? Celui-ci ne resterait pour Mme Moghior que de belles paroles lancées à des Européens marqués par les jérémiades de Donald Trump. Bruxelles n'est pourtant pas en reste. Si l'on peut comprendre la Commission européenne lorsqu'elle souhaite contrôler son propre flux de données, la lutte acharnée contre les GAFAM n'a pas que du bon. Au contraire, elle rend difficile la collaboration avec les réseaux sociaux dans la lutte contre la manipulation informationnelle et diminue tout espoir de partenariat renforcé. De même, cette rivalité permettrait à la Chine de poursuivre avec quiétude ses investissements massifs dans le développement de nouvelles technologies de ses infrastructures critiques. Pendant qu'Américains et Européens joutent à coups de lois protectionnistes, Pékin exporte son savoir-faire et concurrence davantage les acteurs numériques occidentaux.

À l'heure où les relations transatlantiques pensaient connaître un nouvel eldorado, cet article nous démontre qu'elles s'inscrivent dans une continuité de plus en plus précaire. Si certains sont tentés de dire que les Américains viennent de Mars et les Européens de Vénus, Mme Moghior invite ces derniers à agir concrètement afin d'éviter que la Chine ne devienne Jupiter.

Dusan BOZALKA
Assistante de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Gérard PRUNIER, *The Country That Does Not Exist: A History of Somaliland*, Londres, Hurst, 2021, 320 p.

Dans son ouvrage *The Country That Does Not Exist: A History of Somaliland*, Gérard Prunier interroge le paradoxe somalilandais. Indépendant *de facto* de la Somalie depuis 1991, le Somaliland a réussi là où cette dernière a échoué :

le territoire somalilandais est largement pacifié, des institutions démocratiques permettent des alternances politiques sans heurts. Pourtant, malgré ces avancées, le Somaliland n'est toujours pas reconnu par la communauté internationale.

L'ouvrage cherche principalement à expliquer la plus grande facilité des Somalilandais à « faire État », soulignant par là même la spécificité du pays par rapport à la Somalie. On retrouvera ici le principal apport du livre : bien que l'histoire du Somaliland croise largement celle de la Somalie, G. Prunier ne traite pas ce territoire comme une excroissance de cette dernière mais comme une des 5 entités à majorité somalie (Somalie, Somaliland, Djibouti, région Somali d'Éthiopie, Nord-Est kényan). Cette approche rappelle que l'union de la Somalie et du Somaliland en 1960 est un projet politique et non un fait naturel.

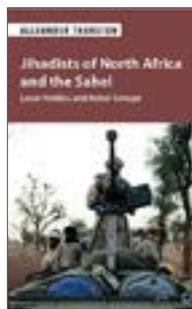
Pour cela, l'auteur fait un retour utile, dans son premier chapitre, sur l'histoire précoloniale et coloniale du peuple somali. Il perçoit ici une différence fondamentale entre Somalie et Somaliland : là où la colonisation italienne largement militarisée a détruit les mécanismes de règlement de conflits interclaniques sur le territoire de l'actuelle Somalie, la négligence de la Couronne britannique sur sa possession, le British Somaliland, a permis à ces derniers de s'y maintenir.

Une fois cette différence posée, G. Prunier déroule le fil de l'histoire somalilandaise. D'abord (chapitres II à V), il dresse le tableau d'un Somaliland marginalisé par Mogadiscio dans son union avec la Somalie, et des premiers temps de la guérilla somalilandaise contre le régime de Siad Barré. Celle-ci rencontre un tournant en 1988 (chapitre VI) : cette année-là, les exactions commises par le régime contre les Somalilandais poussent la guérilla vers la lutte indépendantiste. Dans les derniers chapitres (VII à XI), G. Prunier décrit le chemin vers l'indépendance puis

l'histoire du Somaliland indépendant. On revient ici aux racines de la crise somalienne, et par contraste aux réussites du Somaliland, qui parvient à pacifier les violences de l'après-Barré alors que la Somalie souffre encore des conséquences de l'effondrement du régime.

Bien qu'au cœur du propos du dernier chapitre, l'autre dimension du paradoxe somalilandais – la réticence de la communauté internationale à reconnaître le Somaliland – est traitée de façon plus succincte. Le sujet retrouve pourtant un intérêt accru depuis novembre 2019 : le conflit en Éthiopie ouvre la voie à de possibles revendications autonomistes qui interrogent sur l'avenir du fédéralisme éthiopien. Le cas du Somaliland et de ses relations avec la communauté internationale peut servir de référence, ou du moins d'avertissement, aux autorités tigréennes. La lecture de cet ouvrage pourra donc également intéresser les spécialistes des questions éthiopiennes et, plus largement, celles et ceux travaillant sur la construction de l'État en Afrique.

Hugo CHOUARBI
Assistant de recherche



Alexander THURSTON, *Jihadists of North Africa and the Sahel: Local Politics and Rebel Groups*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020, 324 p.

La croissance et la résilience des groupes djihadistes ces vingt dernières années en Afrique de l'Ouest sont indéniables. Face à ce constat,

Alexander Thurston met en cause l'approche conceptuelle de la *War on Terror*, de par son incapacité à penser ces acteurs djihadistes comme des acteurs politiques. L'auteur propose dans son ouvrage de se défaire de cette lecture par une analyse des pratiques politiques des groupes djihadistes. Dans six pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest, de 1990 à 2019, il examine des formes variées de pratiques politiques djihadistes : les relations de pouvoir au sein des organisations djihadistes, la participation des djihadistes aux dynamiques politiques locales qui les entourent, et l'interaction entre ces sphères politiques internes et externes (p. 3). S'en dégage l'image d'acteurs djihadistes qui manœuvrent à l'intersection de leur doctrine religieuse et des exigences du terrain, proposant une contre-offre politique qui s'adapte aux contextes (p. 10). A. Thurston met en avant le rôle du « commandant de terrain » comme entrepreneur politique, à la fois « idéologue convaincu et politique avisé » (p. 8) à qui revient

cette charge d'adapter la doctrine de l'organisation au terrain qu'il souhaite mobiliser.

Pour souligner ce caractère politique des groupes djihadistes, A. Thurston utilise un cadre théorique singulier qu'il détaille dans la première partie de l'ouvrage. Ceci se caractérise d'abord par un niveau d'analyse méso, au niveau des commandants. Cette échelle évite les écueils des approches micro et macro (qui visent respectivement le combattant individuel, et l'organisation mère/les dirigeants centraux) : l'étude micro empêche de saisir le contexte dans lequel évolue le combattant, là où l'étude macro ne permet pas de distinguer les dynamiques politiques locales de différentes branches d'un mouvement djihadiste global type al-Qaïda, les faisant apparaître comme interchangeables (p. 5). La seconde caractéristique majeure de son cadre théorique est l'aspect localiste : malgré la dominance chez les groupes djihadistes d'une posture discursive globale, il constate que ce sont les espaces locaux et régionaux qui dominent le champ d'action d'un groupe djihadiste. Son choix de mener une étude comparative de groupes djihadistes dans des régions relativement circonscrites doit permettre de mieux rendre compte des dynamiques politiques à l'œuvre entre le groupe et son environnement (p. 21).

La diversité des stratégies adoptées par les groupes djihadistes pour mobiliser souligne à la fois l'importance du contexte local et le travail politique du commandant dans l'adaptation de la doctrine de l'organisation mère. Cette diversité est illustrée par les sept études de cas : chaque chapitre est consacré à l'étude d'une organisation djihadiste dans un cadre local particulier. Il passe en revue les stratégies politiques de ces organisations selon trois axes : le degré de discipline liant le commandant à sa hiérarchie (axe interne vertical), le niveau de coopération avec les autres commandants (axe interne horizontal), et les rapports du groupe aux autres acteurs politiques alentour (axe externe). Il distingue à travers ces 3 grands axes seize stratégies différentes employées par les groupes djihadistes (p. 16-17).

L'apport théorique de chaque cas est systématiquement et clairement souligné par l'auteur. On retrouve par exemple au chapitre III (Ansar al-Din au Mali) un exemple d'interaction mutuellement favorable entre hommes politiques locaux et djihadistes.

Il décrypte ensuite, au chapitre IV (Katiba Macina au Mali), la construction distincte des coalitions djihadistes au Centre Mali par rapport au Nord et ses conséquences en matière d'ethnicisation des violences.

L'étude de cas du chapitre V (EIGS aux frontières du Niger, du Mali et du Burkina Faso) expose les facteurs ayant un temps permis l'exception sahélienne à l'affrontement entre État islamique et al-Qaïda. Ce phénomène rappelle la pertinence de son échelle, puisque temporairement « la compétition globale entre État islamique et al-Qaïda s'est tue au niveau hyper-local » (p. 211). Ce cas d'arrangement entre groupes djihadistes rivaux s'explique par une « saturation djihadiste » (p. 211). À ses débuts, l'EIGS dut composer avec des concurrents djihadistes bien établis, AQMI et ses affiliés, le poussant à trouver une niche à l'extrême Est malien et à coopérer avec ces acteurs préétablis.

Enfin, le septième et dernier chapitre (GSPC/AQMI en Mauritanie) offre l'illustration d'un phénomène de relocalisation d'éléments djihadistes vers un terrain plus favorable. Grâce à une politique d'arrangement, la Mauritanie a réussi à faire échouer la mobilisation djihadiste, faisant quasiment disparaître les violences depuis 2011. Face à l'amenuisement des opportunités et à l'ouverture du conflit au Mali, les djihadistes mauritaniens ont fait le choix de se déplacer vers l'Est. Ce cas illustre le processus de décision mené par les groupes djihadistes dans la relocalisation, loin des images de « diffusion épidémique » du phénomène (p. 268).

A. Thurston, qui a rédigé cet ouvrage entre 2016 et 2019, ne souhaite pas proposer une analyse d'un « présent en constante évolution » (p. 23) mais plutôt un ouvrage d'histoire. Ce travail historique, couplé à un effort d'examen théorique des sept études de cas, assure une pertinence durable à cette lecture. Au-delà des apports théoriques, l'exhaustivité des données historiques dans chacune des parties offre un second intérêt à cette lecture. Celle-ci permet de clarifier les trajectoires de certaines figures djihadistes sahéliennes majeures ainsi que les ramifications et relations complexes entre les nombreux groupes djihadistes qui opèrent en Afrique du Nord et de l'Ouest.

Hugo CHOUARBI
Assistant de recherche



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Octobre 2021

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Ouvrages publiés par les chercheurs, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 19\)](#)

Sécurité globale, États-Unis, Chine

[À VENIR \(p. 23\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM souhaite la bienvenue aux trois nouveaux postdoctorants qui rejoignent respectivement les domaines « Défense et société », « Armement et économie de défense » et « Espace euratlantique – Russie ».



Thibault DELAMARE est postdoctorant à l'IRSEM, rattaché à l'Institut Louis Favoreu, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence, Aix-Marseille Université. Affecté au domaine « Défense et société », il est docteur en droit public de l'Université Aix-Marseille. Ses recherches actuelles portent sur les relations civilo-militaires.

Il a soutenu en mars 2021 une thèse intitulée *Le constitutionnalisme libéral à l'épreuve des relations civilo-militaires. Étude à partir des transitions constitutionnelles marocaine et tunisienne*. Pendant son doctorat, il a enseigné le droit constitutionnel à l'Université Aix-Marseille, la politique comparée à Sciences Po, Campus

de Reims, et les relations internationales à Sciences Po, Campus de Poitiers. Il a fait plusieurs séjours de recherche en se rattachant à différents centres, notamment au Maroc (Centre Jacques Berque, Rabat), en Tunisie (Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, Tunis) et aux États-Unis (George Washington University, Washington D.C.). Il a publié récemment : « Séparation des pouvoirs et relations civilo-militaires en transition politique », *AFRI*, vol. XX, 2019 ; « En Algérie, les cartes du pouvoir face à la mobilisation populaire », *The Conversation*, 27 février 2019 ; « Agir avec plus puissant, plus faible et plus ou moins démocratique que soi d'après la théorie des régimes », *Champs de Mars*, n° 30 (2018/1), p. 457-465.



Adrien ESTÈVE est postdoctorant à l'IRSEM et au CNRS (Centre de recherches internationales [CERI] de Sciences Po). Affecté au domaine « Armement et économie de défense », il étudie actuellement l'implication des acteurs de la sécurité et de la défense dans les politiques climatiques, l'émergence de

réseaux et de forums européens sur la sécurité climatique et les évolutions récentes de la conflictualité (*lawfare*). Il est diplômé de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Pro-

vence (master recherche en expertise politique et internationale) et de Sciences Po Paris (master recherche en science politique – mention théorie politique). Il est responsable du séminaire de recherche « Environnement et relations internationales » du CERI et responsable du groupe de travail « Environnement et climat » de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES). Il a également été doctorant invité au département de science politique de Columbia University pour l'année universitaire 2017-2018 et en avril 2019.



Amélie ZIMA est postdoctorante à l'IRSEM et au Centre Thucydide de l'Université Panthéon-Assas. Affectée au domaine « Espace euratlantique – Russie », elle est docteure en science politique de l'Université Paris-Nanterre. Ses travaux portent principalement sur l'OTAN et les systèmes politiques des pays d'Europe centrale.

Elle enseigne les affaires européennes à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Sa thèse, portant sur le premier élargissement post-guerre froide de l'OTAN, a reçu le premier prix de thèse de l'IHEDN (*D'ennemi à allié. L'adhésion de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque à l'OTAN*, Bruxelles, Peter Lang, 2019). Amélie Zima a été doctorante associée au CEFRES (Centre français de recherche en sciences sociales à Prague), ATER à Science Po Paris et à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et chercheuse au Centre de civilisation française de l'Université de Varsovie (OKF-UW). Elle a publié récemment *L'OTAN*, Paris, PUF-Que sais-je, 2021 ; « When Defence Cooperation Meets Political Uses of the Past: British-Polish Relations in Times of Brexit », *European Review of International Studies*, vol. 7, n° 2, juin 2020, p. 28-51 ; « The Polish Atlantism in the Trump Era: from Worries to Honeymoon? », dans Maud Quessard, Frédéric Heurtebize et Frédéric Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era: America in Retreat*, New York, Palgrave MacMillan, 2020.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Report No. 86 – 4 octobre.

« [Defence cooperation in the 21st century](#) », by Camille MOREL and Friederike RICHTER (eds), 125 p.

This study deals with the diversification of defence cooperation in the 21st century and proposes a typology for today's cooperation. It classifies defence cooperation schemes according to i) their level of cooperation (bi-, mini- or multilateral), ii) their objectives (specific or general), iii) their length in time (transient or permanent), iv) their domain (related to operational aspects or investments), and v) their framework (institutionalised or not). Given the variety of cooperation forms, this study argues that it is necessary to examine their goals. More specifically, do states cooperate to ensure greater legitimacy or greater efficacy? Is it possible to combine the two? If so, what types and formats of cooperation should be favoured to achieve both efficacy and legitimacy? The study covers different defence cooperation schemes in the 21st century and questions their legitimacy and efficacy while taking into account the regional specificities of the cases being analysed.



Étude n° 87 – 11 octobre.

« [Les groupes djihadistes au Sahel – Une communication globale à l'épreuve des réalités locales](#) », par Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS, 75 p.

Cette étude analyse les dynamiques locales qui expliquent la résilience des groupes qualifiés de djihadistes et de terroristes au Sahel. Elle ouvre aussi des perspectives comparatistes avec l'Afrique de l'Est. L'étude montre que le « terrorisme djihadiste » dans cette région du monde relève d'abord de dynamiques insurrectionnelles locales. Il convient à cet égard de distinguer les sources d'inspiration des combattants, qui renvoient à des modèles révolutionnaires globaux, d'une part, et des connexions opérationnelles qui s'avèrent être pour le moins ténues avec le monde arabe, d'autre part. En effet, la circulation transnationale de normes islamiques sujettes à une interprétation guerrière témoigne d'abord de la plasticité d'une tradition prophétique qui peut servir à justifier l'obéissance autant que l'insoumission. Mais la référence à des modèles globaux ne démontre en rien l'existence de transferts d'armes, de combattants et de fonds en provenance du monde arabe.

De plus, elle ne constitue pas la cause d'insurrections dont la genèse doit beaucoup à la mauvaise gouvernance et à la faiblesse des États au Sahel.



Étude n° 88 – 18 octobre.

« [Le ministère des Armées face à l'agenda Femmes, paix et sécurité – Évolution des approches et défis de mise en œuvre](#) », par Camille BOUTRON, 111 p.

Cette étude a pour objectif d'établir un premier état des lieux de la mise en œuvre de l'agenda Femmes, paix et sécurité par le ministère des Armées (MINARM). La résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée en octobre 2000, a signifié un tournant dans la prise en compte des femmes et du genre pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale. Depuis 2000, pas moins de neuf autres résolutions ont été adoptées, conformant l'architecture d'un agenda international Femmes, paix et sécurité (FPS), véritable cadre de référence en matière de participation des femmes à la prévention et résolution des conflits, et plus largement de promotion de l'égalité femmes-hommes face aux enjeux sécuritaires contemporains. L'étude s'appuie sur les constatations effectuées par d'autres chercheurs ayant observé l'existence d'un décalage entre la formulation de politiques de mise en œuvre de l'agenda FPS et leur mise en pratique. Elle montre que si l'agenda fait l'objet d'un véritable investissement de la part des différents acteurs concernés – dont le MINARM –, il reste sous-investi en raison d'un manque de vision globale. En résulte une faible réappropriation de ses enjeux par le monde de la défense, qui l'aborde essentiellement à partir des politiques de mixité ou d'activités de formation et de sensibilisation aux violences de genre en situation de conflit. Ce travail montre ainsi que si plusieurs dispositifs pouvant permettre la mise en œuvre de l'agenda FPS existent au sein des armées, ces derniers restent déconnectés les uns des autres, ce qui en limite l'efficacité.



Étude n° 89 – 20 octobre.

« [Observatoire de la génération Z](#) », par Anne MUXEL, 191 p.

Quelle vision les jeunes ont-ils de la société qui les entoure ? Quelles sont leurs attentes à l'égard du travail ? Leurs relations à la hiérarchie et à l'autorité ? Quels sont leurs sujets d'inquiétude et de préoccupations ? Quels citoyens sont-ils et seront-ils ?

C'est à ces questions qu'une enquête inédite menée dans le cadre de l'Observatoire de la génération Z à l'initiative de la DRH-MD du ministère des Armées, financée par la DGRIS, et réalisée par l'équipe du domaine « Défense et société » de l'IRSEM, auprès d'un échantillon représentatif de 3 000 jeunes âgés de 16 à 18 ans, fournit des éléments de réflexion et ouvre des pistes de réflexion aussi bien dans le champ des études sur la jeunesse que dans le champ de la sociologie militaire.

Les jeunes de 16-18 ans constituent aussi le futur vivier de recrutement des armées. Comment perçoivent-ils l'institution militaire et les métiers qu'elle abrite ? Quelle est leur conception de l'engagement ? À partir de quels liens se définit et s'entretient leur rapport à la nation ?

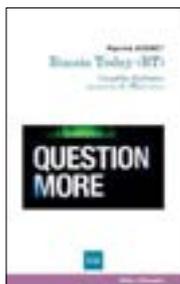
Cette étude dresse un portrait des jeunes de cette tranche d'âge peu étudiée et permet de mieux comprendre la façon dont ils se projettent dans leur vie personnelle comme dans la vie collective.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



Anne MUXEL, [L'Autre à distance – Quand une pandémie touche à l'intime](#), Paris, Odile Jacob, octobre 2021, 304 p.

Ce que nous avons vécu avec la pandémie de Covid-19 est totalement inédit. La distance liée aux restrictions sanitaires, aux confinements et aux gestes barrières a changé les vies familiales, amicales, amoureuses, sociales, professionnelles de chacun d'entre nous. Comment avons-nous vécu cette crise ? Comment nous sommes-nous arrangés des directives imposées ? Quelles traces en restera-t-il ? Ce livre explique les mutations associées à la pandémie en même temps qu'il traque les traces les plus intimes qui affectent nos vies intérieures et nos relations avec les autres. Apprendre, travailler, être soigné et mourir, aimer et se rencontrer, autant de situations où le virus aura eu raison de nos façons d'être et de faire les plus habituelles. L'Autre à distance auquel nous a contraints la pandémie changera-t-il durablement notre intimité, nos manières de vivre et, plus largement, nos façons de faire société ? Un livre document sur l'expérience collective et individuelle qui est désormais la nôtre.



Maxime AUDINET, *Russia Today (RT) : Un média d'influence au service de l'État russe*, éditions de l'INA, coll. « Médias et Humanités », octobre 2021, 240 p.

« La troisième guerre mondiale pourrait advenir si le Pentagone bombarde la chaîne Russia Today [RT] ; je ne doute pas que, dans ce cas, les Russes réagiraient en détruisant CNN », affirme, provocateur, le cinéaste serbe Emir Kusturica en 2015. C'est qu'on ne peut plus parler de « guerre de l'information » sans citer ce média russe lancé au milieu des années 2000.

Fondé sur des bases modestes à l'initiative du Kremlin, d'abord pour améliorer la réputation du pays, le réseau RT est devenu, quinze ans plus tard, un emblème de son influence internationale et de ses mutations à l'ère post-soviétique. Petit à petit, le groupe tente de s'imposer comme une source globale « alternative » capable de concurrencer les « médias *mainstream* » occidentaux. La devise sceptique de RT, *Question more*, l'affiche sans détours. En réalité, son approche éditoriale n'a cessé de s'aligner sur l'action gouvernementale et de répercuter les représentations des élites du pouvoir. Depuis la crise ukrainienne et les accusations d'ingérences russes dans les élections américaine et française, la posture relativiste, corrosive et controversée de RT apparaît même souvent, aux yeux des démocraties libérales, comme une menace à endiguer.

Ce livre dresse une anatomie inédite et méticuleuse du principal média transnational russe, devenu un cas d'étude incontournable pour comprendre les déclinaisons autoritaires de la diplomatie publique et de l'influence informationnelle au XXI^e siècle.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Dans le viseur #33 – 1^{er} octobre.

« [Accident dans la jungle guyanaise](#) », avec le commandant JULIEN, 25 mn.

Pour le retour de « Dans le viseur », en partenariat ici avec l'École de guerre, le commandant Julien nous emmène dans la jungle de Guyane, autour d'un accident impliquant des sapeurs et de ses conséquences.



Épisode 118 – 5 octobre.

« [Le retour à la haute intensité, un problème de masse – Remonter en puissance](#) », 2/2, avec Élie TENENBAUM, Stéphanie PÉZARD, Joseph HENROTTIN et Alexandre JUBELIN, 1 h 11.

« Le Collimateur » reçoit pour la seconde partie de l'épisode consacré aux conflits de haute intensité Élie Tenenbaum, directeur du centre des études en sécurité de l'IFRI, Stéphanie Pézard, senior political scientist à la RAND Corporation et Joseph Henrotin, rédacteur en chef de *DSI magazine*.

- 1:30 L'intégration dans des perspectives de coalition.
- 4:00 Stéphanie Pézard sur les capacités françaises du point de vue américain.
- 16:30 La complémentarité avec le grand allié américain.
- 25:30 Tour d'horizon des problématiques des différentes armées face à la haute intensité.
- 45:30 Le retour de l'échelon divisionnaire pour l'armée de terre.
- 53:00 Les promesses de la technologie pour remédier au problème de la masse.
- 1:01:00 La transmission des savoir-faire et l'entraînement à la haute intensité.



Épisode 119 – 12 octobre.

« [La Chine à l'offensive. Les opérations d'influence chinoises et leurs relais](#) », avec Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, Paul CHARON et Alexandre JUBELIN, 1 h 26.

« Le Collimateur » reçoit [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM et [Paul Charon](#), directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » à

l'IRSEM, auteurs du rapport [Les opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien.](#)

- 4:00 La genèse du rapport.
- 9:00 La méthodologie d'enquête et le choix de l'OSINT.
- 17:00 L'importance de notions pour les manœuvres chinoises : pouvoir discursif, Front uni.
- 25:30 Expliquer l'évolution de l'influence chinoise.
- 31:00 Les « Trois guerres » chinoises.
- 42:00 La collecte d'informations et le ciblage des opérations d'influence chinoises
- 45:30 Les opérations d'influence chinoises dans les universités.
- 53:30 Pressions, influence politique et risques d'ingérence électorale.
- 1:04:00 Regain d'agressivité et « loups guerriers ».
- 1:10:00 Réactions et controverses à la publication du rapport.
- 1:19:30 La Chine et la France, quelles relations ?



Dans le viseur #34 – 15 octobre.

« [Lundi noir en vallée de Bedraou](#) », avec le commandant VIANNEY, 23 mn.

Dans cet épisode en partenariat avec l'École de guerre, le commandant

Vianney raconte une opération de fouille de la zone verte au lever du jour.



Épisode 120 – 19 octobre.

« [Sahel : derrière les succès tactiques, l'impasse politique](#) », avec Niagalé BAGAYOKO, présidente de l'African Security Sector Network (ASSN), et Alexandre JUBELIN, 1 h 32.

- 4:30 Les origines de l'instabilité sahélienne.
- 16:00 L'opération Serval et ses suites.
- 25:30 La galaxie jihadiste au Sahel et les ressorts de sa progression.
- 38:00 Ibrahim Boubacar Keïta, son renversement par des militaires, et les maux de l'armée malienne.
- 45:00 Le G5 Sahel, ses difficultés et les échecs de la coopération militaire.
- 1:00:30 Les tensions actuelles avec le pouvoir malien.
- 1:12:00 Difficultés diplomatiques et arrivée de la Russie dans le jeu malien.
- 1:21:00 Les pistes politiques de sortie de l'impasse.



Épisode 121 – 26 octobre.

« [La Marine nationale, du Super-Étendard au porte-avions du futur](#) », avec l'amiral VANDIER et Alexandre JUBELIN, 1 h 21.

L'amiral Vandier, chef d'état-major de la Marine nationale, évoque la place de la masse dans la stratégie navale, en contexte de retour à la haute intensité.

- 1:30 : Le choix de la Marine et de l'aéronavale.
- 9:30 Les premières années comme pilote dans l'aéronavale et comme officier de marine.
- 15:00 La cellule de crise « Afrique » et le déclenchement de l'opération Serval.
- 22:00 Le commandement du *Charles-de-Gaulle*, son successeur et la place des porte-avions dans les marines mondiales.
- 36:00 L'importance stratégique de l'Indo-Pacifique et les moyens de la Marine, le référendum en Nouvelle-Calédonie.
- 47:00 Les partenariats indopacifiques depuis l'accord AUKUS.
- 56:30 Le retour à la haute intensité et la question de la masse.
- 1:04:00 La perspective de la dronisation en mer.
- 1:12:00 Les ressources humaines de la Marine.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS !](#)

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

ÉVÉNEMENTS

30 septembre-1^{er} octobre : Colloque « “L'événement” 11-Septembre », Paris I Panthéon Sorbonne/IRSEM.



À l'occasion des vingt ans des attentats du 11 septembre 2001, le projet de recherche [DEMOSERIES](#) (hébergé par l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et financé par l'European Research Council et rattaché à l'[ISJPS](#)) s'est associé à l'IRSEM et au CNRS pour organiser un colloque international interdisciplinaire qui a eu lieu les 30 septembre et 1^{er} octobre 2021. Ces deux jours ont été consacrés à étudier les liens entre l'événement lui-même et les séries sécuritaires qui se sont développées *a posteriori*.

Que reste-t-il du 11-Septembre aujourd'hui ? Terrorisme djihadiste, pandémie, mouvances d'extrême droite : les multiples crises auxquelles sont confrontés les régimes démocratiques continuent d'être appréhendées à l'aune du 11 septembre 2001, près de vingt ans après les faits. Les attentats de novembre 2015 à Paris et Saint-Denis sont encore qualifiés de « 11-Septembre à la française », face au choc et aux multiples bouleversements qu'ils ont entraînés. Aux États-Unis, le nombre de morts quotidiens dans la crise de la Covid-19 est régulièrement comparé à celui des victimes du 11-Septembre, pour faire prendre conscience de la gravité de la crise. L'assaut sur le Capitole lancé par les partisans de Donald Trump le 6 janvier 2021 a paradoxalement ravivé le souvenir du 11-Septembre, en rappelant la menace que les différentes mouvances d'extrême droite et/ou complotistes font peser sur la démocratie.

Cette place des attentats de 2001 dans les référents collectifs signale le caractère indépassable de « l'événement » 11-Septembre : en tant que surgissement de l'inattendu, quand bien même la précédente attaque contre le World Trade Center en 1993 et la montée en puissance de la

menace djihadiste incarnée par Al-Qaida auraient pu rendre ces attentats concevables, si ce n'est prévisibles ; en tant que manifestation de la puissance de l'appareil médiatique ensuite, où la couverture en direct, qui participe de l'événement même, fait naître une demande supplémentaire de sens ; en tant que trauma collectif enfin, rappelé par l'état de sidération, puis de grande incertitude, qui fait suite à des attentats, immédiatement perçus sur le mode du film catastrophe et de la fiction.

Événement fondateur et paradigmatique du XXI^e siècle, les attentats du 11-Septembre signeraient ainsi le début d'une nouvelle ère, marquée par la permanence de l'état d'exception, et la prééminence de la raison d'État sur la scène politique internationale et dans l'imaginaire collectif. L'adoption en urgence, dans un grand nombre de pays occidentaux de législations antiterroristes très contraignantes, voire liberticides, signale les profonds bouleversements entraînés par ces attentats dans l'ordre juridique et politique. La transcription dans le droit commun d'une partie de ces mesures, et l'installation durable dans le débat public d'un arbitrage nécessaire entre liberté et sécurité, qui resurgit à chaque attentat, rappelle l'impact durable des attentats de 2001 sur les communautés politiques. L'accroissement considérable des moyens alloués aux agences et services de renseignement pour lutter contre le terrorisme confirme la domination du renseignement dans les appareils de sécurité et de défense post-2001, et avec lui, l'impératif de réduction de l'incertitude dans l'environnement sécuritaire.

C'est aussi une nouvelle ère culturelle qui s'ouvre, le souvenir du 11-Septembre constituant un composant essentiel de la culture médiatique et populaire du XXI^e siècle. Si les attentats sont souvent laissés hors-champ par la création filmique et sérielle, tant leur monstration semble impossible autrement que sur le mode de la citation, les effets (réels ou supposés) du 11-Septembre sur les démocraties continuent de saturer l'espace fictionnel. Le risque de détérioration des régimes démocratiques sous les effets du contre-terrorisme et d'une dérive sécuritaire constitue l'un des ressorts dominants de la création contemporaine, caractérisée par la multiplication de films et de séries télévisées qui font la part belle aux ennemis intérieurs et extérieurs, à des menaces multiformes, et aux différents acteurs (étatiques ou non étatiques) censés les combattre. Outre cette convergence thématique de la fiction post-2001, le rapprochement entre acteurs de la sécurité et créateurs en tout genre, dans les domaines du conseil à l'écriture mais aussi de l'anticipation stratégique, constitue l'un des effets durables du 11-Septembre.

[► Programme.](#)

12 octobre : Établissement d'une relation entre l'IRSEM et l'IDSA (Inde).



À l'occasion d'une mission en Inde, le directeur de l'IRSEM, [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), a rencontré l'ambassadeur Sujan R. Chinoy, directeur général du Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses (MP-IDSA) à Delhi, ainsi qu'une vingtaine de chercheurs de cet institut de recherche relevant du ministère indien de la Défense. Les deux institutions ont amorcé une coopération qui devrait conduire à des échanges de chercheurs ainsi qu'à des événements et des publications conjointes.

13 octobre : Séminaire « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques / Regards croisés sur l'intégration des drones dans l'espace aérien européen : les enjeux de la coordination civile-militaire », avec Chantal Lavallée, professeure au Collège militaire royal de Saint-Jean, Canada.



L'essor grandissant de la technologie des drones ouvre de nouvelles perspectives de réflexion et parallèlement demande des ajustements aux structures existantes liées à l'aviation traditionnelle afin qu'elles puissent les intégrer dans ses activités. À cet effet, l'intégration des drones dans l'espace aérien européen représente un enjeu majeur à plusieurs égards, politique, économique, légal, organisationnel et opérationnel. Chantal Lavallée a rappelé le caractère dual des drones qui nécessite la mise en place d'une coordination civile et militaire. En ce sens,

l'espace aérien représente une « ressource partagée et limitée » supposant *de facto* une utilisation réciproque. L'aviation fait face à un changement de paradigme avec la multiplication des applications et de nouveaux usagers peu habitués et ne connaissant pas forcément les règles de l'air. Pour relever ces défis, l'intervenante a ensuite souligné le renforcement des initiatives européennes au prisme de l'engagement de la Commission européenne et de l'Agence européenne de défense (AED).

Selon Chantal Lavallée, la convergence des initiatives entreprises par la Commission européenne et l'AED permettront d'estomper cette dichotomie entre le civil et le militaire. De plus, cette dynamique encouragera l'assurance d'un accès mutuel et flexible de l'espace aérien avec l'intégration des drones. Elle a ensuite indiqué que les nouvelles configurations d'acteurs seront également prises en compte par le rôle d'interface de l'AED entre la sphère militaire, les institutions et les agences européennes.

L'intervenante a conclu sa présentation en soulignant l'importance de nouveaux mécanismes de coordination civile et militaire. À l'horizon 2023, ils se formaliseront au prisme de la mise en place d'un écosystème, par l'intermédiaire d'U-Space, et d'une politique européenne des drones 2.0, éléments qui sont le gage de la création de synergies, voire la consolidation de l'autonomie stratégique européenne.

La prochaine session aura lieu *via* Zoom le jeudi 18 novembre à 11h-12h30. Nous entendront Marie-des-Neiges Ruffo de Calabre, Université de Namur, sur la thématique « Éthique et informatisation croissante du processus décisionnel en contexte militaire : illustration des logiciels de simulation, d'aide à la décision et de prédiction de crise ».

Océane ZUBELDIA

Chercheuse Drones, innovations et industrie (IRSEM).

Pierre BOURGOIS

Maître de conférences (Université catholique de l'Ouest [UCO], Angers).

19 octobre : Colloque CESA/IRSEM « Éthique de la puissance aérienne et de la maîtrise du domaine spatial », en présence de Mme la ministre des Armées Florence Parly et du général d'armée aérienne Stéphane Mille, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.



Le mardi 19 octobre, s'est tenu à l'École militaire le colloque « Éthique de la puissance aérienne et de la maîtrise du domaine spatial », en présence de la ministre des Armées, Mme Florence Parly, et du chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace, le général d'armée aérienne Stéphane Mille. Cet événement était coorganisé avec le Centre d'études stratégiques aérospatiales (CESA).

En réunissant des militaires et des civils, l'objectif était de définir et de mettre en avant les spécificités d'une éthique des domaines aérien et spatial. Quatre tables rondes se sont succédé au cours de la journée.

La première a ouvert le débat sur l'usage de la force et la proportionnalité. Cette thématique résonne avec une acuité particulière vis-à-vis des effets de l'arme aérienne qui vont de la plus grande précision à la puissance la plus dévastatrice. Le COL Rougier a présenté les trois paradigmes éthiques guidant la prise de décision en opération : la norme, l'action et les valeurs personnelles. En situation de crise, ces référentiels peuvent diverger et le décideur doit faire face à des arbitrages moraux liés à la disproportion entre les moyens employés et la gravité de la menace. Savoir résoudre ces dilemmes est une question éthique fondamentale. Les interventions du GCA 2S Pierre-Henri Mathe et du LCL Morilhat ont fourni des exemples de non-proportionnalité (bombardements stratégiques, frappes nucléaires, attaques chimiques...). Face à ce constat, Mme Heuser a insisté sur la nécessité de continuer à légiférer en respectant l'esprit du droit international public.



Les intervenants de la deuxième table ronde se sont penchés sur les enjeux de la guerre à distance. Du point de vue de la recherche et de M. Longuet, cette thématique se situe au carrefour de plusieurs traditions doctrinales : celle de la puissance aérienne, celle de la contre-insurrection et celle de *l'air control*. Comme l'a expliqué le CRP Lecam, à la faveur des récents progrès technologiques, certaines armées occidentales ont adopté la stratégie du *no boots on the ground*. D'un point de vue moral, cette stratégie présente trois risques : la banalisation par le virtuel, la logique de système en remplacement du jugement humain et la perception de la légitimité dans l'usage d'interfaces technologiques (M. Nal). Concernant l'usage des drones, la capacité de permanence des moyens de surveillance a des implications sur la conduite des hostilités et sur les populations observées. Les tensions entre légalité et légitimité dans les procédures de ciblage soulignent l'importance de la conscience et de la responsabilité individuelle de l'aviateur (LCL Desjars de Keranrouë).

La troisième table ronde était dédiée aux enjeux éthiques de l'automatisation. Le COL Nicolas Guerrero a souligné la distinction entre automatisation et autonomisation des systèmes d'armes et la nécessité de conserver une part de responsabilité humaine dans leur emploi. Les discussions ont permis de comparer les approches française et américaine de l'automatisation, la première étant davantage *human-centered* et la seconde plus centrée sur l'efficacité technologique (Mme Svedin). Enfin, face au risque de voir d'autres acteurs développer des systèmes d'armement létaux autonomes, Mme Thilly-Soussan a appelé à faire le pari de l'intelligence technique tout en conservant les lignes rouges de nos valeurs éthiques. Cet équilibre passe, selon [M. Jeangène Vilmer](#), par un approfondissement du triptyque recherche-formation-doctrine.

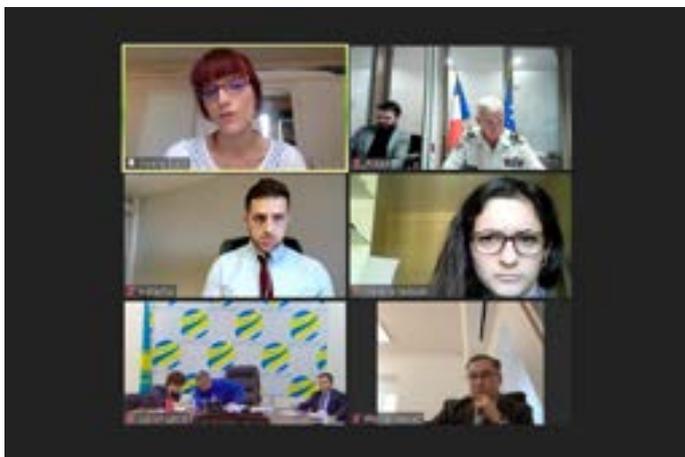
La dernière table ronde était consacrée à l'éthique du domaine spatial. Alors que certaines puissances (Russie,

Chine) ont déjà démontré leurs capacités balistiques, l'Europe est désormais incitée à considérer l'espace exo-atmosphérique comme un nouveau domaine de confrontation (M. Arnould). Le spectre de la militarisation et le caractère hybride des menaces soulignent la nécessité de repenser nos moyens d'appréciation, d'accès et d'action dans l'espace (Mme Sourbes-Verger). L'aspect dual du secteur (enjeux à la fois sécuritaire et économique, financement privé mais à des fins de sécurité) pose aussi des questions quant à la production et l'usage des données spatiales (M. Pasco). Face au poids grandissant des acteurs du *New Space*, la mise en place d'une éthique spatiale européenne à vocation mondiale dépendra essentiellement de la coopération des trois acteurs majeurs que sont l'UE, ses États membres et l'Agence spatiale européenne (GDA 2S Legai).

L'ensemble des réflexions s'est inscrit dans les débats de société relatifs à l'engagement des forces armées, qui relèvent plus particulièrement de la théorie stratégique et morale, de la philosophie et du droit.

Jeanne MONTEUUIS
Assistante de recherche

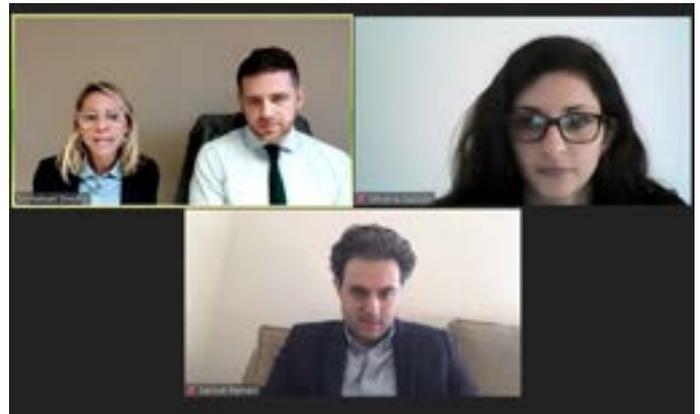
19 octobre : Échange en ligne entre l'IRSEM et le CVSI.



Le 19 octobre 2021 s'est tenu un séminaire en ligne entre l'IRSEM et le Centre d'études militaro-stratégiques du ministère de la défense de la République du Kazakhstan (CVSI). Intitulé « Regards croisés sur la situation en Afghanistan », ce deuxième volet du cycle de conférences inscrit au plan de coopération militaire bilatérale a permis des échanges riches et prometteurs entre les deux organismes partenaires.

COL Stéphan SAMARAN
Directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines »

20 octobre : Séminaire en ligne « La crise afghane vue de Russie et des pays d'Asie centrale », avec Mélanie Sadozai (INALCO) et Samuel Ramani (RUSI).



Le 20 octobre, [Maud Quessard](#) et [Emmanuel Dreyfus](#) ont eu le plaisir d'accueillir Samuel Ramani, Associate Fellow au Royal United Services Institute et Tutor of Politics and International Relations à l'Université d'Oxford, et Mélanie Sadozai, doctorante au CREE et Visiting Fellow au Sigur Center de la George Washington University, dans le cadre d'un webinaire portant sur la crise afghane vue de Moscou et des pays d'Asie centrale.

Au cours de ce séminaire, organisé le même jour que la première conférence tenue à Moscou sur l'Afghanistan depuis la prise de contrôle par les Talibans en août dernier, S. Ramani a d'abord présenté un historique des relations entre Moscou et Kaboul depuis 1990, avant de revenir sur la politique d'« engagement constructif » menée envers le régime taliban depuis 2015. S. Ramani a ensuite présenté les menaces mais aussi les opportunités représentées par l'arrivée au pouvoir des Talibans, la participation de Moscou dans le processus de négociation inter-afghan ainsi que l'impact de la situation en Afghanistan sur les relations entre Moscou et les pays de la région, ainsi que les Occidentaux. S'appuyant notamment sur les résultats de son terrain mené à la frontière entre le Pamir tadjik et l'Afghanistan à l'été 2021, M. Sadozai a tout d'abord souligné les approches différenciées existantes en Asie centrale vis-à-vis de la question afghane, avant de revenir sur les enjeux économiques puis sécuritaires posés par les évolutions en cours en Afghanistan pour les pays d'Asie centrale. Parmi ces derniers figure notamment la volonté des pays centrasiatiques de poursuivre les efforts en vue d'une meilleure interconnectivité régionale, en dépit de la crise afghane.

Les présentations ont été suivies d'échanges portant sur le rôle de la Russie en Asie centrale dans le contexte ouvert par la crise afghane, la place de l'Afghanistan dans

les relations entre Moscou et Washington ou encore la mise en perspective de la politique afghane de Moscou dans la politique plus large menée par la Russie au Moyen-Orient.

Emmanuel DREYFUS
Chercheur Russie

20 octobre : Séminaire sur l'adaptation de l'OTAN à l'affirmation de la puissance chinoise.

Le 20 octobre, s'est tenu à l'IRSEM un séminaire fermé sur l'adaptation de l'OTAN à l'affirmation de la puissance chinoise. Cet événement s'inscrit dans le contexte d'un projet de recherche conjoint entre [Pierre Haroche](#) (chercheur Sécurité européenne à l'IRSEM) et Martin Quencez (directeur adjoint du bureau parisien du German Marshall Fund of the United States). Des praticiens et des chercheurs ont échangé leurs vues sur les dynamiques en cours au sein de l'OTAN et les perceptions européennes et américaines du problème.

Pierre HAROCHE
Chercheur Sécurité européenne

21 octobre : Webinar « State and Law: Discussing the Taliban's return to Power / Le retour des Talibans au pouvoir : la question de l'État et de la justice », avec Gilles Dorronsoro (Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et Adam Baczko (CNRS, CERI).



Le 21 octobre, le webinar en anglais, intitulé « Le retour des Talibans au pouvoir : la question de l'État et de la justice », organisé par [Aurélie Biard](#) (chercheuse Asie centrale à l'IRSEM), a permis à Gilles Dorronsoro (Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et Adam Baczko (CNRS, CERI), de présenter leurs ouvrages respectifs : *Le gouvernement transnational de l'Afghanistan. Une si prévisible défaite* (Karthala, 2021) et *La guerre par le droit. Les tribunaux Taliban en Afghanistan* (CNRS Éditions, 2021).

L'argument qui a guidé la présentation de Gilles Dorronsoro, axée sur l'échec du projet de (re)construction d'un État en Afghanistan par la coalition internationale, s'est déroulé en trois temps. Une première partie a exploré les schèmes de pensée qui ont informé les expertises et les décisions, distribués de façon complémentaire entre un certain néopositivisme et une forme renouvelée d'orientalisme. L'anthropologie imaginaire produite par l'expertise occidentale a décrit une société afghane apolitique, localiste dans ses intérêts et ses loyautés, et « traditionnelle ». Le postulat de la nature pré-politique de la société afghane s'est décliné notamment à travers le thème de l'allergie supposée de cette dernière à l'État. Les opérateurs internationaux ont dès lors systématiquement valorisé le local dans la définition des politiques militaires et civiles, au nom d'une illusoire capacité d'autogouvernement des communautés.

Gilles Dorronsoro s'est ensuite penché sur le gouvernement transnational mis en place par la coalition en Afghanistan (soit une organisation du pouvoir qui accorde une place prééminente à des opérateurs étrangers dans l'élaboration et la mise en place des politiques publiques dans les domaines essentiels : sécuritaire – police, armée, justice, renseignement –, développement, santé, éducation), et ses effets sur la société afghane. Ce gouvernement transnational s'est révélé incapable de coordonner les opérateurs internationaux. Malgré les dizaines de milliards dépensés dans le développement des institutions, au moment du désengagement occidental, l'administration locale n'est pas fonctionnelle, la justice est en déshérence, l'armée et la police sont en voie d'effondrement. Le gouvernement transnational a en outre, ainsi que le souligne Gilles Dorronsoro, vidé les institutions politiques de leur fonction de représentation, interdisant de fait la formation d'un espace réglé de délibération et de contestation.

Enfin, l'exercice de la violence par les forces de la coalition a profondément transformé la dynamique politique en Afghanistan. Elles ont systématiquement pris parti dans des conflits locaux et fourni un appui à des groupes armés dont les exactions ont sapé l'idée même d'une société réglée par le droit. Les éliminations ciblées, par drones et par raids nocturnes, ont installé le sentiment d'une violence arbitraire, hors de tout processus judiciaire.

Adam Baczko, de son côté, s'est penché sur les raisons de la victoire des Talibans, que les défaillances du gouvernement transnational installé par la coalition internationale ont mis en position de réguler les rapports sociaux, via l'établissement, notamment, de tribunaux islamiques en zones rurales.

L'intervention occidentale de 2001 a relancé la lutte autour du droit et de la justice entre le régime qu'elle a installé et le mouvement taliban chassé du pouvoir. L'inadaptation du droit que les pays occidentaux instaurent, celui-ci étant en effet largement dicté par les priorités conjoncturelles des différents bailleurs de fonds, ainsi que le népotisme qui mine la police et la justice aboutissent à un système judiciaire déséquilibré en faveur des dominants et hors d'accès pour la majorité de la population. Juristes, experts, humanitaires, militaires et diplomates occidentaux font promulguer des lois en contradiction avec le reste de la législation afghane, et influent sur les nominations dans les institutions clés. Les militaires occidentaux mettent en outre en place des instances prétendument « coutumières » ou « traditionnelles » qui multiplient les verdicts contradictoires. De statut légal incertain, elles finissent ainsi de miner l'institution judiciaire.

Ce faisant, ainsi que l'a souligné Adam Baczko, le mouvement taliban installe des tribunaux dans les campagnes, village par village et ce, en dépit de ressources limitées et des contraintes de la clandestinité. Les Talibans peuvent se prévaloir d'une double légitimité religieuse et juridique. Le système judiciaire taliban s'appuie en effet sur la double appartenance de ses juges : comme magistrats, au champ juridique et, comme oulémas, au champ religieux. Les Talibans, un mouvement formé au milieu des années 1990 par des mollahs et des oulémas, entretiennent en effet un rapport privilégié avec les madrasas deobandies (de jurisprudence hanafite) de la région frontalière afghano-pakistanaise, parmi lesquelles ils recrutent leurs juges qui partagent, outre un éventail de compétences théologico-juridiques, un même habitus bureaucratique. Ce mécanisme indépendant d'attribution du statut d'ouléma favorise la reconnaissance sociale de leur compétence juridique, par-delà leur nomination par les Talibans. Ainsi, en tant qu'oulémas, ils sont légitimes pour décider les cas qui leur sont soumis, et en tant que juges talibans, ils ont les moyens de faire respecter leur verdict par la contrainte physique. De plus, Adam Baczko a précisé qu'un système de rotation et de surveillance vise, de surcroît, à assurer l'orthopraxie des juges et leur détachement vis-à-vis des enjeux locaux liés aux conflits qu'ils tranchent.

L'intégration des juges dans un système bureaucratique, le recrutement d'un personnel clérical, rompu à un fonctionnement hiérarchique, et l'établissement de procédures régulières permettent aux Talibans de produire, dans les conditions de la guerre, un système juridique relativement prévisible, qui peut être apprécié par la population, notamment en matière de litiges fonciers. La propriété privée est en effet garantie par les Talibans, lesquels com-

battent l'accaparement violent des commandants des années 1990 et des potentats du régime.

Aussi le système judiciaire des Talibans mis en place en zones rurales au cours des vingt années de l'intervention occidentale a-t-il constitué un élément essentiel de la revendication des Talibans d'incarner l'État en Afghanistan.

Aurélie BIARD
Chercheuse Asie centrale

22 octobre : Demi-journée d'étude « Observatoire de la génération Z : résultats, analyses, perspectives », avec Anne Muxel, directrice du domaine « Défense et société » à l'IRSEM, et Antoine Yenk, doctorant associé à l'IRSEM.



Le vendredi 22 octobre, s'est tenue une demi-journée d'étude autour des résultats de l'enquête réalisée dans le cadre de l'Observatoire de la génération Z par l'équipe du domaine « Défense et société » de l'IRSEM, commanditée par la DRH-MD du ministère des Armées et financée par la DGRIS. La présentation des conclusions et des enseignements de cette enquête portant sur 3 000 jeunes de 16 à 18 ans représentatifs de cette tranche d'âge a été assurée par [Anne Muxel](#), directrice du domaine précité à l'IRSEM, Antoine Yenk, doctorant associé à l'IRSEM, et Joël Zaffran, professeur de sociologie à l'Université de Bordeaux.

Animée par Mme Muxel, la table ronde qui a suivi ces présentations a permis de mettre en perspective les résultats de l'étude de l'Observatoire de la génération Z, et leurs implications pour les armées en termes de recrutement. Ont participé à cette table ronde : Thibault de Vanssay de Blavous, directeur de la DRH-MD, du général Daniel Menaouine, directeur de la DSNJ, et de Jean-Pierre Lagrange, chef du service du pilotage des ressources et de l'influence internationale à la DGRIS.

M. de Vanssay de Blavous a d'abord rappelé le besoin de penser la manière dont évoluera le vivier de recrutement des jeunes, lequel fournit l'essentiel des 23 000 personnes rejoignant chaque année les armées. Si l'on continue d'observer des raisons pérennes à l'engagement des jeunes, on constate aussi une volonté de trouver dans les armées un complément de formation professionnelle, de savoir-être et de savoir-faire. Si les jeunes expriment comme le reste de la population une quête d'ordre public, leur attirance pour les armées vient aussi d'une demande d'autorité contractuelle que comble le monde militaire. Ceux qui s'engagent trouvent avec la culture ministérielle du MINARM un environnement humain singulier qui dépasse les armées.

Intervenant sur les difficultés à recruter et fidéliser les jeunes, le général Menaouine a souligné le rôle du déficit d'information dans les difficultés de recrutement. En effet, alors que plus de 800 000 jeunes sont convoqués chaque année dans le cadre des Journées Défense et Citoyenneté (JDC), le général rappelle qu'un quart d'entre eux laissent leurs coordonnées pour être recontactés par les armées par la suite. La proportion d'appelés rejoignant l'armée de terre dans les deux ans est près de dix fois plus élevée parmi les jeunes qui se laissent recontacter qu'il ne l'est chez les autres. De plus, avec les JDC organisées en ligne en 2020 et 2021, le taux d'intérêt pour les armées est passé de 26 à 10 %, ce qui montre toute l'importance dans le processus de recrutement du contact personnel et de la possibilité de nouer un lien physique et direct entre les recruteurs et les jeunes.

S'exprimant sur les besoins spécifiques de la DGRIS, M. Lagrange a précisé que les attentes vis-à-vis de la génération Z résident en premier lieu dans la capacité des jeunes concernés à s'adapter aux changements professionnels qui caractériseront cette génération.

Interrogé par Mme Muxel sur les forces et faiblesses du lien armées-Nation en France, M. de Vanssay de Blavous a estimé que la plus grande force de nos institutions sur ce point est la clarté du contrat qui est proposé. Les jeunes Français entrent dans une institution dont les règles sont assez intemporelles, ils connaissent le sens et la valeur de leur mission, et bénéficient d'un système RH intégral, de la formation à la reconversion. Le général Menaouine a mis en exergue la spécificité française du lien armée-Nation qui se transmet dès l'école avec les classes de défense. Pour sa part, M. Lagrange a insisté sur l'importance de la reconnaissance de l'engagement, notamment par les proches, et sur la quête de sens des jeunes à laquelle peut répondre l'institution militaire.

Enfin, s'agissant du renforcement du recrutement et de la fidélisation des effectifs, M. de Vanssay de Blavous a rappelé la nécessité pour les armées d'anticiper les futurs besoins à l'horizon de dix ans, voire plus. Le général Menaouine a évoqué des avancées possibles en matière d'efficacité dans ce domaine, en insistant notamment sur les questions de temporalités. Il a insisté sur la nécessité de recontacter plus rapidement des jeunes ayant montré leur disposition à s'engager pour éviter qu'ils changent d'avis en fonction des opportunités pouvant se présenter à eux. Certains points liés aux problématiques relevant d'une meilleure conciliation entre vie privée et vie militaire ont été abordés. M. Lagrange a défendu le modèle français de stricte séparation entre théâtre d'opération et vie familiale, malgré le souhait des jeunes de rester connectés à leurs proches.

Entre les résultats de l'enquête réalisée par l'équipe « Défense et société » de l'IRSEM et les réflexions croisées des intervenants de la table ronde, cette demi-journée d'étude a ainsi été l'occasion d'éclaircir les défis et les opportunités auxquelles seront confrontées les armées en termes de recrutement dans les prochaines années. Les jeunes de la génération Z ont une image globalement positive des armées et témoignent envers l'institution militaire d'une confiance élevée. Quatre jeunes sur dix ayant répondu à l'enquête envisagent l'éventualité de s'engager un jour dans les armées. Celles-ci peuvent donc compter sur un réel capital d'attractivité.

Aurélien DUCHÊNE
Assistant de recherche

26 octobre : Séminaire Jeunes Chercheurs « Le numérique contre le politique », avec Antoine Garapon et Jean Lassègue.



Le 26 octobre a eu lieu le séminaire des Jeunes Chercheurs de l'IRSEM animé par Antoine Garapon, magistrat, et Jean Lassègue, philosophe et directeur de recherche au CNRS (EHESS).

Cette rencontre était consacrée à la présentation de leur ouvrage commun, *Le numérique contre le politique – Crise de l'espace et reconfiguration des médiations sociales* (PUF, 2021). Leur travail s'inscrit dans la suite directe de leurs réflexions sur l'impact du numérique sur le droit, en particulier de leur précédent livre *Justice digitale* (PUF, 2018).

Le fil directeur du séminaire s'énonçait en une problématique claire : que fait le numérique au politique ? La révolution du numérique perturbe la construction collective de l'espace. Les chercheurs ont exposé qu'il y a une forme de conflictualité entre la légalité juridique traditionnelle reposant sur un ancrage spatial et de nouvelles règles informatiques d'écriture qui ne sont plus tributaires de cet espace et vont même jusqu'à le dévitaliser. Les exposants ont cherché à mettre au jour les liens profonds entre espace et légalité, ce terme étant entendu comme la contrainte anthropologique fondamentale permettant l'idée de politique.

Le droit se structure classiquement autour de découpages spatiaux (par exemple espace public et espace privé, droit interne et droit international). La révolution numérique vient écartier cette répartition spatiale pour instaurer une nouvelle division plus marquée opposant la totalité de l'espace d'une part et la nouvelle écriture du droit fondée sur le calcul ne relevant pas de l'espace de l'autre : le numérique appréhende l'espace comme un ensemble uniforme.

Les chercheurs ont posé que le numérique entraîne une crise dans l'espace qui rejaillit sur le politique : il y a une hétérogénéité constitutive entre le non-espace du codage informatique et l'espace dans lequel nous évoluons. Le codage insère dans l'espace public un champ masqué, voire hostile dans le sens où il déploie sur lui un contrôle permanent : analyse des tendances générales, ciblage des individus, influence des comportements.

Les auteurs estimaient que cette nouvelle légalité issue de ce nouveau partage est d'un ordre nouveau, d'autant plus difficile à percevoir qu'elle est actuellement en cours de construction. Leur présentation visait à établir que le droit reste le seul moyen d'éviter la propagation de la violence et à souligner la nécessité d'établir une nouvelle pensée de la condition spatiale de l'humanité.

Finalement, ce séminaire s'est conclu par une réflexion avec l'auditoire sur l'apport et les évolutions possibles de cette révolution numérique face au politique, afin qu'elle ne constitue pas un nouveau système de contrainte.

Kevan GAFÀTI
Assistant de recherche

29 octobre : Annual NDC-IRSEM Seminar on the Black Sea Region, NATO Defense College, Rome.



Le 29 octobre s'est tenu à Rome un séminaire organisé conjointement par l'IRSEM et le Nato Defense College. Dans le sillage d'un premier séminaire conjoint organisé en octobre 2019 à Paris sur la région Baltique, l'événement du 29 octobre, introduit par le directeur de l'IRSEM, M. [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#) et le directeur de la division recherche du NDC, M. Thierry Tardy, était consacré aux enjeux de sécurité dans la région mer Noire – présence militaire russe en renforcement continu depuis l'annexion de la Crimée en 2014, instrumentalisation par Moscou des conflits non résolus en Transnistrie (Moldavie), dans le Donbass (Ukraine), en Abkhazie et en Ossétie du Sud (Géorgie) et au Haut-Karabakh (entre l'Arménie et l'Azer-

baïdjan), impact de la relation russo-turque sur la stabilité de la région, enjeux énergétiques. Les échanges ont également porté sur les moyens envisagés pour répondre à ces enjeux par l'OTAN, qui a augmenté sa présence dans la région notamment depuis le lancement de la Tailored Forward Presence décidée au sommet de Varsovie en juillet 2016 et par certains États membres, dont la France. L'une des interventions, spécifiquement consacrée à cette thématique, a ainsi permis de présenter l'approche française vis-à-vis de cet espace, aussi bien à l'égard des pays membres de l'OTAN (Turquie, Roumanie, Bulgarie) et de l'UE (Roumanie, Bulgarie), que des pays partenaires (Moldavie, Géorgie, Ukraine) et de la Russie. Les discussions ont également mis en exergue le rôle croissant joué par la Chine dans la région mer Noire.



La délégation française était composée de plusieurs représentants de l'IRSEM, ainsi que de la Fondation pour la recherche stratégique, de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées ainsi que du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Emmanuel DREYFUS
Chercheur Russie

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Livre : *Russia Today (RT) : Un média d'influence au service de l'État russe*, Bry-sur-Marne, Éditions de l'INA, coll. « Médias et Humanités », octobre 2021, 240 p.

- Coordination et encadrement de l'exercice d'écriture de scénario prospectif organisé par l'IHEDN pour ses auditeurs, 9 octobre 2021.

- Podcast : avec Emmanuel Dreyfus, « [Russie-Afrique : le groupe Wagner, l'ours et les diamants](#) », « La Loupe », *L'Express*, 12 octobre 2021.

- Publication : avec Benjamin Harding, « [En Centrafrique, la Russie externalise son influence](#) », *La Revue des médias*, 13 octobre 2021.

- Intervention : « L'influence informationnelle de la Russie : acteurs, pratiques, déclinaisons », Conférence BNF-FRS « La Russie en quête d'un nouveau modèle », 21 octobre 2021.

- Grand entretien : « [Comment Russia Today \(RT\) est devenue un outil d'influence](#) », *La Revue des médias*, 22 octobre 2021.

- Émission : « [Centrafrique : le virage éditorial pro-russe de Radio Lengô Songo](#) », *L'Atelier des médias*, RFI, 23 octobre 2021.



Camille BOUTRON

- Publication : « [Le ministère des Armées face à l'agenda Femmes, paix et sécurité – Évolution des approches et défis de mise en œuvre](#) », Étude n° 88, IRSEM, 18 octobre 2021, 111 p.



Camille BRUGIER

- Citée par Eva Moysan, « [En Lituanie, vent de fronde contre la Chine](#) », *Alternative économique* [en ligne], 12 octobre 2021.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Présentation sur la maîtrise des armements dans le cadre du séminaire bilatéral Finlande-France sur les questions stratégiques, DGRIS, 6 octobre 2021.

- Présentation sur les questions nucléaires dans le cadre de la formation des attachés du MINARM organisée par l'IHEDN, 7 octobre 2021.

du MINARM organisée par l'IHEDN, 7 octobre 2021.



Paul CHARON

- Entretien : « [Pour la Chine, la France a longtemps été un ventre mou](#) » (avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer), *L'OBS*, 5 octobre 2021.

- Conférence : « Les nouvelles formes de conflictualité au XXI^e siècle », intervention dans le cadre du 3^e cycle « Attachés du ministère des Armées » de l'IHEDN, École militaire, 4 octobre 2021.

- Formation : encadrement de la formation à la construction de scénarios au profit des auditeurs de l'IHEDN, École militaire, 9 octobre 2021.

- Podcast : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « [La Chine à l'offensive. Les opérations d'influence chinoises et leurs relais](#) », *Le Collimateur*, 12 octobre 2021.

- Conférence : « Chinese influence operation: A Machiavellian Moment », présentation du rapport publié avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer devant les membres du Rapid Alert System du Service européen pour l'action extérieure, 13 octobre 2021.

- Radio : « Chine : la stratégie impériale de Xi Jinping », participation à l'émission *L'Invité des Matins* par Guillaume Erner, France Culture, 14 octobre 2021.

- Conférence : « The influence operations of Chinese Communist Youth League », intervention dans le cadre du panel « The Evolution of Chinese Information Operations and the Implications for the G7 », G7 RRM Focal Point Meeting, 14 octobre 2021.



Fatih DAZI-HÉNI

- Interview : « [Géopolitique : Les Émirats arabes unis : une puissance régionale incontournable ?](#) » de Marie-France Chatin, RFI, 2 octobre 2021.

- Participation à l'émission *Géopolitique* de Marie-France Chatin avec Emma Soubrier, Sébastien Boussois : « Émirats arabes unis : Une puissance régionale incontournable ? » RFI, 1^{er} octobre 2021.

- Participation au panel « Qui veut la paix au Yémen ? », animé par Valérienne Gautier, avec Gilles Gautier et Khadidja Al Salemi, France 24, 1^{er} octobre 2021.

- Intervention : « La région ANMO après 10 ans de Printemps arabe », dans le cadre du 3^e cycle « Attachés du ministère des Armées » de l'IHEDN, École militaire, 8 octobre 2021.

- Participation à la conférence : « Qatar : Quel rôle dans le jeu diplomatique moyen-oriental ? » animée par Pierre Haski, avec Benjamin Barthe et Gilles Dorronsoro, Institut du monde arabe, « Rendez-vous de l'actualité », 28 octobre 2021.



Emmanuel DREYFUS

- Podcast : avec Maxime Audinet, « [Russie-Afrique : le groupe Wagner, l'ours et les diamants](#) », « La Loupe », *L'Express*, 12 octobre 2021.

- Article : avec Jules Hugnot, « [Opening the Araxes Rail Link between Armenia and Azerbaijan: Why the EU Should Support the Connection](#) », Policy Memo 713, PONARS Eurasia, George Washington University, 18 octobre 2021.

- Participation au séminaire en ligne avec le Centre d'études militaro-stratégiques du ministère de la défense de la République du Kazakhstan (CVSI) sur le thème Russie/Afghanistan, IRSEM, 19 octobre 2021.

- Cité dans « [La France menacée par l'influence russe dans son pré-carré africain](#) » de Fabrice Deprez, *La Croix*, 19 octobre 2021.

- Participation au séminaire « La crise afghane vue de Russie et des pays d'Asie centrale », IRSEM, 20 octobre 2021.

- Participation au colloque « Securing the Black Sea Region », coorganisé par l'IRSEM et le Collège de Défense de l'OTAN, à l'Istituto Affari Internazionali (IAI), Rome, Italie, 29 octobre 2021.



Pierre HAROCHE

- Participation au séminaire sur l'adaptation de l'OTAN à l'affirmation de la puissance chinoise, IRSEM, 20 octobre 2021.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Podcast : avec Paul Charon, « [La Chine à l'offensive. Les opérations d'influence chinoises et leurs relais](#) », Le Collimateur, podcast de l'IRSEM, 12 octobre 2021.

- Entretien sur l'influence chinoise : « [Pour la Chine, la France a longtemps été un ventre mou](#) » (avec Paul Charon), propos recueillis par Sarah Halifa-Legend et Ursula Gauthier, *L'OBS*, 5 octobre 2021.

- Entretien sur l'influence chinoise dans Isabelle Lasserre, « [L'Occident face aux nouvelles stratégies d'influence chinoises. Ingérence, manipulation, désinformation : un rapport de l'IRSEM décrit le durcissement de Pékin](#) », *Le Figaro*, 11 octobre 2021, p. 4.

- Entretien sur l'opération Barkhane dans « [Ce sable sur lequel on bâtit. La politique française au Sahel](#) » (avec Denis Tull et Thierry Vircoulon), *Esprit*, octobre 2021, p. 89-101.

- Intervention sur « [Éthique et diplomatie des armes autonomes](#) » au colloque « Éthique de la puissance aérienne et de la maîtrise du domaine spatial », organisé par le Centre d'études stratégiques aérospatial (CESA) et l'IRSEM, École militaire, Paris, 19 octobre 2021.

- Introduction au colloque « [L'“événement” 11 Septembre](#) », coorganisé par l'IRSEM et le projet de recherche DEMOSERIES (université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), ASIEM, Paris, 1^{er} octobre 2021.

- Introduction au colloque « Securing the Black Sea Region », co-organisé par l'IRSEM et le Collège de Défense de l'OTAN, à l'Istituto Affari Internazionali (IAI), Rome, Italie, 29 octobre 2021.



Édouard JOLLY

- Podcast : avec Angélique Palle, « [Guerres environnementales et préparation de l'armée au changement climatique](#) », *Plans(B) Cyrus Farhangi*, 16 octobre 2021.



Sümbül KAYA

- Participation au séminaire « Approches plurielles des politiques publiques », École nationale des travaux publics (ENTPE), Vaulx-en-Velin, 5 octobre 2021.

- Participation au workshop « Observatoire de la Turquie », Noria, 6 octobre 2021.

- Interview : « [Que vaut l'armée turque](#) », *Le Figaro*, 20 octobre 2021.



Eveline MATHEY

- Organisation du colloque « Securing the Black Sea Region », co-organisé par l'IRSEM et le Collège de Défense de l'OTAN, à l'Istituto Affari Internazionali (IAI), Rome, Italie, 29 octobre 2021.



Anne MUXEL

- Livre : *L'Autre à distance – Quand une pandémie touche à l'intime*, Paris, Odile Jacob, octobre 2021, 304 p.

- Publication : « [Observatoire de la génération Z](#) », Étude n° 89, IRSEM, 20 octobre 2021, 191 p.

- Entretien : « Une panne d'espérance à laquelle il est compliqué de remédier », *La tribune Fonda*, n° 251, numéro spécial « Impuissance démocratique : comment retrouver le pouvoir d'agir ensemble ? », septembre 2021.

- Nomination en tant qu'expert-référent de la 74^e majeure « politique de défense » de l'IHEDN, session nationale 2021-2022.

- Nomination en tant que membre de la Commission Bronner, « Les lumières à l'ère numérique ».

- Organisation de la demi-journée d'étude « Observatoire de la génération Z : résultats, analyse et perspectives », IRSEM, École militaire, 22 octobre 2021.

- Débat avec Emmanuel Hirsch, « Quels impacts sociaux et humains de la pandémie ? », Université d'automne de la CFDT, « Tirer les enseignements de la crise sanitaire », Paris, 21 octobre 2021.



Angélique PALLE

- Article : « [Bringing geopolitics to energy transition research](#) », *Energy Research & Social Science*, vol. 81, 2021, 102233.

- Podcast : Avec Édouard Jolly, « [Guerres environnementales et préparation de l'armée au changement climatique](#) », *Plans(B) Cyrus Farhangi*, 16 octobre 2021.

- Interview : « [Marché de l'énergie : le grand emballement](#) », *Cultures Mondes*, France Culture, 21 octobre 2021.

- Visiting Fellowship : Trinity College, Dublin, Département de Géographie, Environmental Governance Research Group (sous la direction d'Anna Davies), 11-31 octobre 2021.



Marianne PÉRON-DOISE

- Article : « [The Biden administration and the Strategic Stability of the Korean Peninsula](#) », *Asia Trends*, n° 7, Asia Centre, Paris, automne 2021.

- Participation à l'émission *28 minutes*, « [Pour une justice climatique / Corée du Nord : réunion de l'ONU](#) », Arte, 21 octobre 2021.

- Auditionnée par la Commission de la Défense nationale et des Forces armées de l'Assemblée nationale, dans le cadre de la mission d'information sur les enjeux de la défense en Indo-Pacifique, 22 octobre 2021.

- Présentation : « [La politique indopacifique de la France face au partenariat stratégique AUKUS](#) », Institut d'études de géopolitique appliquée (EGA), Paris, 26 octobre 2021.



Maud QUESSARD

- Conférence : « Les États-Unis et les nouvelles guerres de l'information », École de guerre, École militaire, amphithéâtre Foch, 4 octobre 2021.

- Conférence : « Administration Biden : quelles perspectives pour les relations Europe – États-Unis ? », IHEDN, École militaire, amphithéâtre des Vallières, 7 octobre 2021.

- Entretien avec Nicolas Barotte, « Les limites discernables de la guerre "au-delà de l'horizon" », *Le Figaro*, 10 octobre 2021.

- Workshop : « OTAN-Chine », organisé par Pierre Haroche, IRSEM-GMF, 20 octobre 2021.

- Webinar : « The Afghan Crisis seen from Russia and Central Asia », IRSEM, 20 octobre 2021.

- Webinar : « State and Law: Discussing the Taliban's Return to Power », IRSEM, 21 octobre 2021.



Nicolas REGAUD

- Communication : « Les enjeux de défense du dérèglement climatique », devant les auditeurs du Forum de l'IHEDN sur le continent africain (FICA), 1^{er} octobre 2021.

- Communication à la session « Adaptive Strategies to Address the Impact of Climate Change upon Maritime Security » de l'Indo-Pacific Regional Dialogue, organisé par la National Maritime Foundation (Inde), 27 octobre 2021.

- Participation à la *Vaduz Roundtable*, « A Summer of Discontent. Is Europe Running out of Options? », 22 octobre 2021.



Maxime RICARD

- Article académique : « [Fumoirs et relations d'interdépendance : négocier l'ordre social à Abobo, Abidjan](#) », *Politique africaine*, n° 163, 2021/3, p. 23-43.



COL Stéphan SAMARAN

- Participation à la deuxième conférence en ligne entre l'IRSEM et le Centre d'études militaro-stratégiques du ministère de la Défense de la République du Kazakhstan (CVSI), 19 octobre 2021.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Conférence-signature pour la sortie du livre *Vietnamiens. Lignes de vie d'un peuple*, Librairie Le Phénix (Paris), 1^{er} octobre 2021.

- Conférence pour la sortie du livre *Vietnamiens. Lignes de vie d'un peuple*, Université de Paris, 7 octobre 2021.

- Conférence « Le Viêt Nam chez lui (1946). Paul Mus, entre science et expertise politique », INALCO, 8 octobre 2021.

- Entretien de la semaine, « Vietnam une histoire bouleversée », RCF, 2 octobre 2021 (plusieurs diffusions).

- Invité du Journal en vietnamien pour la sortie du livre *Vietnamiens. Lignes de vie d'un peuple*, RFI, 11 octobre 2021.



LTN Camille TROTOUX

- Coorganisation du colloque conjoint CESA/IRSEM, « Éthique de la puissance aérienne et de la maîtrise du domaine spatial », École militaire, 19 octobre 2021.



Amélie ZIMA

- Intervention : « Union européenne : faut-il craindre un Brexit polonais ? », *20Minutes*, 8 octobre 2021.

- Intervention : « En Pologne, une longue épreuve de force entre le parti conservateur et l'Union européenne », *L'Express*, 11 octobre 2021.

- Intervention dans « [En Pologne, une longue épreuve de force entre le parti conservateur et l'Union européenne](#) », *L'Express*, 11 octobre 2021.

- Participation à l'émission *Affaires étrangères*, « Bruxelles-Varsovie : l'escalade ? », France Culture, 23 octobre 2021.

- Intervention au séminaire « La coopération OTAN-Frontex en Méditerranée orientale », dans le cadre du master International Cooperation and Defence Policies, Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, 27 octobre 2021.



Océane ZUBELDIA

- Modérateur de la deuxième table ronde « Agir à distance », colloque « Éthique de la puissance aérienne et de la maîtrise du domaine spatial » organisé par l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM)

et le Centre d'études stratégiques aérospatiales (CESA), 18 octobre 2021.

- Coorganisation avec Pierre Bourgois de la séance 4 du séminaire « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », avec une présentation de Chantal Lavallée intitulée « Regards croisés sur l'intégration des drones dans l'espace aérien européen : les enjeux de la coordination civile-militaire », IRSEM, 13 octobre 2021.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Pierre BOURGOIS

- Chapitre : « Transhumanisme et démocratie sont-ils compatibles ? Réflexions autour des positions de James Hughes et de Francis Fukuyama », dans Franck Damour et David Doat (dir.), *Quand le transhumanisme interroge*, Namur, Presses universitaires de Namur, 2021.

- Communication : « Le 11 septembre 2001 comme point de départ du second "moment néoconservateur" », dans le cadre du colloque interdisciplinaire de DEMOSERIES et de l'IRSEM, « "L'événement" 11 septembre », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Asiem, 30 septembre et 1^{er} octobre 2021.

- Communication : « Le 11 septembre 2001 et la "fin de l'histoire" », dans le cadre du colloque international « 20 ans après : retours sur le 11 septembre 2001 », Université Toulouse – Jean Jaurès, 7 et 8 octobre 2021.

VEILLE SCIENTIFIQUE

SÉCURITÉ GLOBALE

Global Security Forum, Doha (Qatar), 12-14 octobre 2021.

L'édition 2021 du Global Security Forum organisée par le Centre Soufan, une institution américaine ayant une antenne à Doha, a mis l'accent sur l'identification des défis à venir en matière de sécurité et de gouvernance et sur la nécessité d'équilibrer, à l'heure de la pandémie de Covid-19, la coopération en matière de santé publique, de désinformation, de développement et de lutte antiterroriste entre les grands pays industrialisés et les pays en souffrance en Afrique, Asie, Moyen-Orient. Au cours de cette édition, la situation en Afghanistan et dans les pays africains – Nigeria, Mozambique mais aussi le Rwanda qui fait figure de « Singapour africain » tant son niveau de croissance économique surprend –, ont focalisé l'attention.

Ce qui a retenu notre attention lors de ce colloque très dense et riche est le très net fossé méthodologique qui sépare les représentants institutionnels, qu'il s'agisse de représentants gouvernementaux ou de think tanks partout dans le monde et ceux de la société civile, praticiens de fondations et ONG sur la façon d'appréhender les mécanismes de déradicalisation notamment lorsqu'il s'agit de combattre les discours de haine et les violences de groupes extrémistes et terroristes islamiques. Alors que les premiers insistent sur la nécessité de mettre en place des programmes de type CVE (Combat Violent Extremism), les seconds s'en défendent, considérant que ce concept n'est pas pertinent car il ne fait pas sens sur le terrain. L'essentiel pour ces derniers est d'utiliser tous les moyens pour répondre concrètement aux problèmes sociétaux posés dans un contexte de violence et de conflit, comme l'ont affirmé les panélistes Malik Qudus (Executive Director at Global Lawyers for Refugees), Fatima Akilu (Executive Director Neem Foundation – Nigeria) et Jeppe Albers (Executive Director Nordic Safe Cities).

Ainsi ce n'est pas tant le clivage Nord/Sud mais le décalage saisissant entre une approche institutionnelle mondialisée déconnectée du terrain et celle de sociétés civiles qui interagissent avec l'échelon local, dont il a été question lors de discussions entre officiels, académiciens et praticiens. C'est ce décalage qui a été identifié comme frein essentiel à l'efficacité de la lutte contre les radicalités et la violence. En établissant un lien direct avec la

- Coorganisation avec Océane Zubeldia de la séance 4 du séminaire mensuel « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques », avec une présentation de Chantal Lavallée (professeure au Collège militaire royal de Saint-Jean, Canada) intitulée « Regards croisés sur l'intégration des drones dans l'espace aérien européen : les enjeux de la coordination civile-militaire », IRSEM, 13 octobre 2021.

- Participation à un jury de soutenance de thèse : Méлина Agricole, *La National Endowment for Democracy. La pratique de l'exportation de la démocratie par les États-Unis 1983-2000*, thèse de doctorat en histoire contemporaine, sous la direction du professeur Sébastien-Yves Laurent, soutenue à l'Université Bordeaux Montaigne le 27 octobre 2021.



Julien FRAGONN

- Intervention : « Le 11 Septembre français. Usages discursifs et effets mémoriels du 11 septembre », colloque « "L'événement" 11 septembre », Paris 1 Panthéon-Sorbonne/IRSEM, 30 septembre et 1^{er} octobre 2021.



Christophe LAFAYE

- Article : « Les plongeurs de l'armée de terre face au retour de la haute intensité », *Défense Expert*, n° 7, octobre-novembre 2021, p. 20-27.

- Visioconférence : « Engagement de l'armée française en Afghanistan (2001-2012) » et « L'atelier de l'historien du temps présent », au profit de la classe de 3^e CDSG du Collège Bois de Nèfles (Saint-Denis de la Réunion) dans le cadre de l'appel à projet de la DMPA « Combattre, soutenir, honorer », sous la direction de la professeure d'histoire géographique Nadège Huart, 4 octobre 2021.

Communauté/société, le travail de terrain des réseaux associatifs locaux sont les outils les mieux adaptés pour produire un contre-narratif efficace pour combattre l'extrémisme partout dans le monde.

Fatiha DAZI-HÉNI
Chercheuse Golfe – Moyen-Orient

ÉTATS-UNIS

AFFAIRE AUKUS

Natalie SAMBHI, « [Australia's nuclear submarines and AUKUS: The view from Jakarta](#) », **Australian Strategic Policy Institute**, 20 septembre 2021.

Au lendemain des remous de l'affaire Aukus, Paris n'est pas la seule capitale à se méfier des intentions de ses alliés. Outre le scepticisme émis par Berlin ou encore Kuala Lumpur, Jakarta ne cache pas son malaise face à ce renouvellement de l'équilibre militaire régional. Souhaitant comprendre la nature du vent d'inquiétude qui souffle sur la capitale indonésienne, l'article de Natalie Sambhi publié par l'ASPI entend examiner les conséquences proches et lointaines de ce coup de théâtre géopolitique. Selon cette chercheuse à la Brookings Institution, le développement des capacités maritimes et technologiques de l'Australie risque bel et bien d'accélérer la course à l'armement du côté de Pékin. Or, la situation économique et sanitaire de l'Indonésie ne lui permet pas de moderniser son armée. Bien que le rôle privilégié de l'Australie soit susceptible de pousser Canberra à se rapprocher de Jakarta, la composition du groupe Aukus offre de faibles garanties en termes de coopération. En effet, l'Indonésie y voit davantage la consécration d'un ordre régional dominée par l'Occident et au détriment des États asiatiques. Ces derniers craignent tantôt l'amorce d'une exclusion progressive, tantôt le début d'un concours de courtisanes à l'intention de Washington. Ce faisant, les liens diplomatiques se veulent le reflet de l'importance que l'administration Biden accorde à ses alliés asiatiques. Les refus successifs de Kamala Harris et de Lloyd Austin, pourtant en visite dans le reste de la région, de se rendre à Jakarta contribuent ainsi à y installer une dangereuse rancœur et un sentiment de rejet. Si le rapprochement américano-australien est une nouvelle chance de contenir la Chine, Mme Sambhi nous rappelle à raison que « ce qui permet à Canberra de dormir sur deux oreilles peut provoquer des insomnies pour d'autres ».

Jack ZHANG et Jackson MARTIN, « [AUKUS Needs Economic Multilateralism](#) », **Wilson Center**, 20 octobre 2021.

Les circonvolutions de l'affaire Aukus ne relèvent-elles que de la sphère militaire ? Certes, cette nouvelle alliance occasionne une projection de puissance américaine majeure dans l'Indopacifique. Les États-Unis se sont toutefois gardés de relancer les échanges économiques avec leurs alliés australiens. Aux antipodes de Montesquieu, le commerce à destination de l'île-continent est loin d'être « doux » puisque ses relations économiques avec la Chine fragilisent d'emblée la pérennité de l'architecture multilatérale du groupe. C'est du moins le constat qu'en tirent Jack Zhang, chercheur rattaché au département Asie du Wilson Center, et Jackson Martin, assistant de recherche à l'Université du Kansas. À leurs yeux, seul le bilatéralisme économique des États-Unis est capable d'ériger un rempart solide à la menace chinoise. L'économie australienne demeure en effet fragile face aux pressions chinoises : ce sont plus de 25 milliards de dollars d'exportations qui sont soumis à des restrictions émanant de Pékin depuis le mois de mai 2020. De son côté, l'administration Biden maintient sa réticence à « améliorer les relations dans des contextes bilatéraux et distincts quand bien même un allié proche et cher est soumis à une forme de coercition économique ». Talon d'Achille du groupe Aukus, de l'absence de toute coopération économique formelle entre Washington et Canberra résulte une fissure profitable à la puissance chinoise. Outre l'étude des leviers de pression chinois en Australie, MM. Zhang et Martin entendent ainsi démontrer le manque de clairvoyance d'une administration Biden qui peine à diversifier ses formes d'engagement dans l'Indopacifique.

Alexandra DE HOOP SCHEFFER, Martin QUENCEZ, Mathieu DUCHÂTEL, Jonathan BERKSHIRE MILLER, « [After AUKUS: Which Perspectives for Transatlantic Cooperation in the Indo-Pacific?](#) », **The German Marshall Fund of the United States**, 20 octobre 2021.

Aux premières loges face aux tensions générées par l'affaire Aukus, l'aile parisienne du German Marshall Fund of the United States souhaite clarifier les positions des multiples États liés aussi bien directement qu'indirectement à cette alliance. Pour ce faire, un webinaire daté du 20 octobre 2021 et organisé en collaboration avec l'ambassade du Canada en France a rassemblé les points de vue émis par divers chercheurs spécialistes de l'espace indopacifique et transatlantique. Ils révèlent tour à tour une pléthore de stratégies étonnamment similaires. Bien qu'elles soient présentées comme aux antipodes l'une de l'autre,

les appétences française et américaine pour les alliances bilatérales unissent davantage qu'elles divisent les stratégies de Paris et Washington. De même, tous deux partagent un message commun dès lors qu'ils promeuvent le respect de la navigation en haute mer et le maintien de la sécurité dans l'Indopacifique. Qu'en est-il de pays déjà membres d'alliances formelles avec les États-Unis ? Si le Canada ne craint pas la concurrence entre le groupe d'échange de renseignements « Five Eyes » et l'alliance militaire Aukus, cette nouvelle formation encourage toutefois le pays à s'inspirer des stratégies de l'Union européenne ou de l'ASEAN. Tour d'horizon international, cet événement éclairant est disponible sur la chaîne YouTube du German Marshall Fund of the United States.

POLITIQUE MIGRATOIRE

Jens Manuel KROGSTAD et Ana GONZALEZ-BARRERA, « [Key facts about U.S. immigration policies and Biden's proposed changes](#) », Pew Research Center, 22 mars 2021.

En passe d'atteindre la moitié de son mandat, l'administration Biden fait désormais l'objet de premières statistiques nationales en matière d'immigration. Réalisée par le Pew Research Center, centre de recherche américain spécialisé en statistiques et informations sociales, cette étude synthétise quantitativement les conséquences des mesures migratoires instaurées par Joe Biden. Selon les avis éclairés de Jens Manuel Krogstad et Ana Gonzales-Barrera, tous deux travaillant pour le département responsable de l'immigration hispanophone, l'administration Biden aurait agi sur plusieurs fronts pour saper les restrictions de l'ère Trump. Outre les politiques destinées à stimuler les admissions de réfugiés, il s'agit également d'alléger le nombre d'expulsions touchant les enfants immigrants. Ces objectifs n'ont rien d'un hasard. En raison de restrictions sanitaires, le nombre de cartes vertes distribuées décline de 158 000 entre le deuxième trimestre et le troisième trimestre de 2020. Alors que l'immigration demeure un moteur de croissance économique important, les États-Unis doivent désormais s'efforcer d'inverser la vapeur. L'administration Biden s'attelle en outre à créer un cadre plus favorable à l'accueil de réfugiés politiques. Face au tollé suscité par le départ des troupes américaines du sol afghan, le gouvernement s'est récemment prononcé en faveur d'une augmentation progressive des plafonds de réfugiés pour les années 2021 (62 500) et 2022 (125 000). Anciennement menacés par Donald Trump, les programmes DACA (Deferred Action for Childhood Arrivals) et U.S. Diversity bénéficient à leur tour d'une augmentation. Si ce portrait est élogieux, il ne révèle pas l'entière

vérité sur les aspects plus controversés de la politique migratoire de Joe Biden. Le rapatriement forcé de milliers d'Haïtiens dans un pays en proie à des troubles politiques contraste fortement avec la rhétorique humaniste de ce dernier. Nombreuses sont les voix qui s'élèvent face à une constante discrimination à l'égard d'Haïti, dont moins de 5 % des demandeurs d'asile sont parvenus à obtenir gain de cause au cours des trois dernières années. La gestion des enfants de migrants clandestins reste d'ailleurs similaire à celle de l'administration Trump, dès lors que les camps temporaires destinés à les accueillir sont toujours en opération. Loin de satisfaire les deux factions politiques du pays, la politique migratoire de l'administration Biden mise sur la promotion de valeurs humanitaires qu'elle peine pourtant à respecter.

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

POLITIQUE COMMERCIALE VIS-À-VIS DE LA CHINE

[Remarks As Prepared for Delivery of Ambassador Katherine Tai Outlining the Biden-Harris Administration's "New Approach to the U.S.-China Trade Relationship"](#), Office of the United States Trade Representative, 4 octobre 2021.

Trois éléments doivent être mis en perspective dans le discours relatif à la politique commerciale américaine envers la Chine donné par Mme l'ambassadrice Katherine Tai, représentante américaine au commerce, au Center for Strategic and International Studies (CSIS).

Premièrement, son intervention a fait écho à l'approche du « oui à la concurrence mais pas au conflit » dans les relations sino-américaines énoncée dans [l'appel téléphonique Biden-Xi](#) début septembre. Dans ce discours, l'ambassadrice Tai a souligné que les relations sino-américaines sont « complexes et compétitives ». Washington a besoin, selon Katherine Tai, d'une « approche holistique et pragmatique » pour faire face à ses profondes préoccupations concernant les politiques et pratiques commerciales et économiques de Pékin. Mais « l'objectif n'est pas d'attiser les tensions commerciales avec la Chine ».

Deuxièmement, ses mots résonnent avec l'une des priorités de l'administration Biden de réunir ses alliés et partenaires, partageant les mêmes valeurs et principes (*like-minded partners*), pour faire face aux défis posés par la Chine. Il s'agit d'un aspect distinct par rapport au style plus discrétionnaire adopté par l'administration Trump. À ce titre, l'ambassadrice Tai mentionne par exemple

les [efforts déployés avec l'Union européenne \(UE\)](#) pour lutter conjointement contre les pratiques commerciales et économiques déloyales.

Troisièmement, le contenu de cette déclaration démontre de nombreuses similarités entre la politique commerciale et économique menée par l'administration Biden et celle de la précédente, dans cette soi-disant « nouvelle approche américaine » de ses relations avec la Chine. L'ambassadrice Tai a souligné que l'administration Trump avait opté pour une approche unilatérale des États-Unis à l'égard de Pékin car « ni le dialogue ni les voies d'application ne produisaient de changements significatifs ».

Certains aspects plus concrets et détaillés des moyens d'atteindre les objectifs de la nouvelle approche commerciale des États-Unis vis-à-vis de la Chine décrite par l'ambassadrice Tai sont attendus dans les mois à venir. Par exemple, comment « répondre de manière significative aux préoccupations fondamentales » de Washington vis-à-vis de Pékin si l'[accord de phase 1](#) (2020) n'y parvenait pas – comme indiqué dans la remarque de l'ambassadrice Tai ; ou bien encore comment exhorter la Chine à honorer les engagements de l'accord de phase 1 dans la pratique et comment traiter concrètement les problèmes des relations commerciales et économiques entre les États-Unis et la Chine qui n'ont pas encore été couverts par ledit accord.

Earl WANG

*Chercheur doctorant au CERI-Sciences Po
et associé à l'IRSEM*

dirigeants chinois se sont concrétisés par le biais de politiques d'ouvertures sélectives. Pour ce faire, l'auteur s'appuie sur des travaux de recherche de spécialistes chinois ainsi que sur des sources de première main, en l'occurrence des entretiens ainsi que des documents de propagande. Les résultats de son enquête montrent que les promoteurs de démocratie et les responsables politiques de pays autoritaires n'ont pas les mêmes attentes quant aux effets de réformes démocratiques limitées au sein de pays non démocratiques. Cela permet de tirer des enseignements quant à la stratégie de survie du Parti communiste chinois.

Élie BARANETS

Chercheur Sécurité internationale

CHINE

Sungmin Cho, « [Why Non-Democracy Engages with Western Democracy-Promotion Programs: The China Model](#) », *World Politics*, 73:4, 2021, p. 774-817.

Dans un article paru dernièrement dans la revue *World Politics*, Sungmin Cho étudie la manière dont, entre le milieu des années 1990 et le milieu des années 2000, la Chine s'est ouverte aux propositions occidentales de promotion de la démocratie. Pékin a coopéré avec plusieurs organisations avec pour but affiché de favoriser la règle de droit, les élections au sein de villages, et de mettre en avant la société civile. Pour Cho, si l'État chinois s'est engagé dans cette voie c'est pour utiliser l'aide occidentale à son avantage. Le Parti communiste chinois avait déjà entamé des réformes afin de renforcer sa légitimité, et a jugé que l'aide occidentale pouvait être utilisée comme facilitateur de son projet de changement de gouvernance. L'article montre comment les desseins des

À VENIR

8 novembre : Journée d'étude « Les représentations du monde militaire dans les séries TV et le cinéma », IRSEM/ Demoseries, École militaire, amphithéâtre Lacoste. [Inscription obligatoire.](#)



Cette journée d'étude a pour objet les représentations du monde militaire dans les séries TV et le cinéma. Traitant du contexte sécuritaire contemporain en représentant les institutions d'État ayant la charge de protéger les citoyens, ces œuvres audiovisuelles connaissent un fort succès auprès d'un large public, et s'exportent à l'international. Elles interagissent avec un environnement stratégique spécifique dans lequel les composantes immatérielles de la puissance (représentations, mises en récit, fausses informations) prennent une place décisive. Elles impliquent souvent dans leur réalisation une collaboration entre professionnels du monde de la défense et créateurs. Réunissant des chercheurs en études stratégiques, sociologie, science politique, études culturelles, cinématographiques et philosophie, cette journée d'étude se propose d'étudier les représentations du monde militaire dans les séries TV et le cinéma, à travers une analyse des contenus proposés et des arrangements institutionnels permettant leur production. La journée d'étude se terminera par une table ronde réunissant des scénaristes afin d'interroger les enjeux soulevés par ces productions. Elle se tiendra à l'École militaire, le 8 novembre 2021.

► [Programme.](#)

9 novembre : Webinaire « Endless Wars : Recomposition politique en Irak », avec Arthur Quesnay (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), 10h30-12h30. [Inscription obligatoire.](#)



Face à plusieurs décennies de conflits et d'insurrections, l'État irakien connaît une transformation progressive de sa scène politique. Corollaire direct de la guerre contre l'État islamique, la montée en puissance de milices pro-iraniennes en Irak pousse les partis nationaux à adopter de nouvelles stratégies. Le risque est présent : ces groupes paramilitaires espèrent imposer un nouvel ordre politique et se heurtent à l'hostilité croissante de la population. À l'échelle internationale, cette menace pourrait éroder les relations américano-iraniennes, au moment même où Joe Biden entend ramener l'accord de Vienne sur la table des négociations. Fruit de dix années de recherches sur le terrain, l'ouvrage d'Arthur Quesnay *La guerre civile irakienne, Ordres partisans et politiques identitaires à Kirkouk* offre une nouvelle grille de lecture à la construction de l'État irakien.

Arthur Quesnay est docteur en science politique et affilié à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il vit en Irak depuis 2009 et travaille sur l'insurrection syrienne depuis 2012. Il a notamment publié, *La guerre civile irakienne. Ordres partisans et politiques identitaires à Kirkouk* (Karthala, juin 2021) et publié avec Adam Baczko et Gilles Dorronsoro, *Syrie, anatomie d'une guerre civile* (CNRS éditions, 2016).

18 novembre : Séminaire en ligne « Éthique et informatisation croissante du processus décisionnel en contexte militaire », avec Marie-des-Neiges Ruffo de Calabre (Université de Namur), 11h-12h30. [Inscription obligatoire.](#)



L'emploi des outils informatiques et numériques dans le milieu de la Défense n'est pas nouveau. Plutôt qu'une révolution, l'informatisation du processus décisionnel est une évolution exponentielle, rendue possible grâce aux logiciels dits d'« IA », et plus simplement en recourant à des algorithmes et au Big Data. Cependant, ces avancées techniques ne doivent pas nous mystifier sur l'irréductible persistance du brouillard de la guerre et du phénomène de friction, autrement dit de la résistance de la réalité contre nos planifications. Les illusions que nous pourrions porter sur et/ou à cause de l'usage de la technologie pourraient impacter la prise de décision en un sens défavorable pour le respect de l'éthique, essentiellement si leur emploi devait aliéner le libre-arbitre. Nous l'illustrerons à travers trois types d'usage : les logiciels de simulation, les logiciels destinés à l'aide à la décision, et ceux destinés à la prédiction de crise.

29 novembre : Colloque « Où nous mènent les traces numériques ? Pratiques et apports de l'OSINT aux sciences sociales », organisé par le centre GEODE – géopolitique de la Datasphère et l'IRSEM, avec le soutien de la Fabrique Défense. Uniquement en présentiel. [Inscription obligatoire.](#)



C'est désormais presque un lieu commun de l'affirmer : l'Internet contemporain est devenu un Internet de *tout* (DeNardis), avec non seulement des machines, mais également des humains bardés de capteurs connectés qui produisent une masse grandissante d'informations et de "traces numériques".

Ces traces permettent de documenter toujours plus finement de nombreuses activités humaines, que ce soit dans le cyberspace ou dans le monde physique. On n'hésite d'ailleurs plus à parler de datasphère (Douzet) pour qualifier le nouvel ensemble que suscite l'existence de cette masse de données : à la fois prolongement et reflet du monde physique, cette "sphère des données" est désormais une partie intégrante de l'espace géographique – à l'image de l'hydrosphère ou de la lithosphère (Grumbach). La datasphère devient donc le réceptacle des traces laissées par quantité d'interactions humaines, rendant concevable l'idée d'une quantification de l'information (au sens de Deleuze) comme force structurante des rapports de pouvoir. Ainsi, la plupart des conflits géopolitiques génèrent des traces numériques qui nous renseignent aussi bien sur la situation d'une ligne de front que sur l'existence d'une campagne de manipulation de l'information ou de serveurs engagés dans une cyberattaque, avec une acuité toujours plus forte au fil de la multiplication des capteurs connectés.

La récolte, le croisement et l'analyse de ces traces constituent dès lors un enjeu géopolitique central, en cela qu'il permet de transformer de la donnée brute issue de la datasphère en savoir stratégique ; autrement dit, en

information centrale à l'exercice ou à la contestation du pouvoir (Lacoste). C'est bien l'ensemble des pratiques, techniques et méthodes induisant ce processus de transformation que nous désignons ici sous le terme d'OSINT, ou *Open Source Intelligence* (renseignement d'origine source ouverte).

Volontairement très large, cette définition inclut aussi bien les métadonnées récoltées *via* les réseaux sociaux que les données générées automatiquement par les machines, les tables de routage ou les signaux électroniques ; autrement dit, toutes les données brutes qui, plus ou moins en libre accès, permettent dans leur interprétation et leur inférence d'avoir la vision la plus complète possible d'une situation donnée sur un territoire donné. Cette définition s'écarte quelque peu de l'acceptation qui a cours dans les services de renseignement (Le Deuff), où l'OSINT est définie comme « des informations glanées à partir de données publiques auxquelles tout le monde peut avoir accès par des moyens ouverts, non clandestins ou non secrets » (US Intelligence Community Directive 301), incluant par conséquent tout type de support.

Les démarches OSINT connaissent aujourd'hui un véritable âge d'or, essentiellement portées par des communautés de journalistes, d'activistes et de « bidouilleurs » (le terme n'est en rien péjoratif) qui ont su en faire un puissant instrument politique. À ce titre, la spectaculaire attribution au Service fédéral de sécurité russe (FSB) de la tentative d'empoisonnement d'Alexeï Navalny, grâce à des techniques assez basiques, est un épisode particulièrement révélateur des promesses (mais aussi des dangers) de pratique d'investigations à la portée de toutes et tous.

Pour le chercheur en sciences sociales, *a fortiori* en géopolitique, les pratiques OSINT sont à la fois un objet et un outil. Objet, d'une part, car elles favorisent le décloisonnement de certains savoirs stratégiques qui étaient jadis l'apanage des États : le propre de l'OSINT est en effet de révéler des informations grises ou confidentielles grâce à l'agrégation et le croisement de sources ouvertes. Cette évolution ouvre un vaste champ de réflexions sur les traces numériques comme levier de pouvoir, d'oppression ou d'émancipation. Outil, d'autre part, car ces pratiques permettent d'enrichir considérablement la palette dont dispose le chercheur pour mener son terrain : si la datasphère est devenu le prolongement et le reflet numérique de l'espace géographique, alors l'étude d'un territoire ne peut plus faire l'impasse sur les traces qu'il génère. Par ailleurs, en temps de pandémie, et alors que de nombreuses crises et inflexions autoritaires restreignent l'accès au terrain physique, l'OSINT comme « terrain numérique

» apparaît comme un complément, voire un substitut méthodologique, aux autres pratiques d'investigation scientifique.

Parce qu'elles sont nées au fil des explorations de la datasphère, les pratiques OSINT, du reste en mutation permanente, sont difficiles à cerner. Elles n'ont pas, pour l'instant, de socle théorique ou réflexif commun (sans même parler d'une définition communément admise), sans doute parce que l'espace qu'elles couvrent est trop vaste pour être quadrillé par un seul type d'acteurs. De nombreuses organisations, collectifs ou laboratoires de recherche détiennent ainsi chacun une part de ce savoir collaboratif.

Ce colloque a pour ambition de faire dialoguer ces acteurs, issus de différents pays d'Europe. Il entend rassembler celles et ceux qui mobilisent l'OSINT pour documenter et comprendre des situations géopolitiques complexes (rivalités de pouvoir, stratégies de domination territoriales, etc.), enrichir un travail d'investigation ou porter assistance à l'action publique et à la prise de décision opérationnelle. Il pourra même être le début d'un réseau de réflexion francophone et/ou européen sur la question.

Par ce dialogue, nous espérons amorcer une réflexion méthodologique et épistémologique sur les apports et les perspectives, mais aussi les limites et les dangers qu'offrent les pratiques OSINT dans nos différents milieux d'activité, qu'il s'agisse du journalisme, de la recherche académique ou de la cybersécurité.



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Novembre 2021

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Thèses de doctorat, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 20\)](#)

États-Unis, Armement et économie de défense

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 22\)](#)



VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM félicite la lieutenant [Camille TROTOUX](#), chercheuse du domaine « Défense et société », qui a obtenu son doctorat en science politique, le 24 novembre 2021.



Sa thèse, « Définissez "être aviateur" ? Identités professionnelles militaires et processus décisionnels : une analyse multiniveaux à partir du cas français » (sous la direction de Jean-Vincent Holeindre [Paris 2 et IRSEM] et Christophe Pajon [Centre de recherche de l'École de l'air], Université de Paris 2 Panthéon-Assas), examine l'influence des identités professionnelles sur les processus décisionnels dans la politique militaire, à partir d'une étude sur le personnel militaire de l'armée de l'air. Elle analyse la profession d'aviateur, *a priori* homogène, à partir d'un cadre théorique interactionniste. Celle-ci est traversée par des phénomènes de concurrence entre différents segments qui partagent une identité construite dont celui, dominant, des pilotes. De plus, au vu des multiples corps et spécialités, de la division du travail et de sa perception par les acteurs, la définition d'une identité professionnelle unique est complexe. Toutefois, des marqueurs communs peuvent être identifiés : rapports à la militarité, au milieu, aux systèmes d'armes, etc. Ensuite, la thèse s'appuie sur une approche institutionnaliste centrée sur les acteurs afin d'atteindre un double objectif. Il s'agit d'abord de compléter la démonstration avec une conversion des variables prédéfinies et de nouvelles composantes (normes, orientations et préférences des acteurs). Puis, de proposer une solution théorique multiscalaire qui fasse le lien entre les acteurs individuels et collectifs d'une politique publique.

L'identité professionnelle, envisagée comme variable explicative « transcendante » (Scharpf) à toutes les autres, devient un facteur influençant les processus décisionnels des acteurs. Toutefois, le poids de cette variable identitaire est fonction du contexte : bien que, au sein de l'armée de l'air, les pilotes occupent la plupart des postes à hautes responsabilités, leur influence semble se diluer dans l'espace interarmées.

se concentrent sur la sécurité laissant à d'autres le travail politique. Dans ce contexte, dans quelle mesure la doctrine COIN est-elle toujours valable ?

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Brève stratégique n° 27 – 3 novembre.

« [Vers un retour à la guerre commerciale entre Washington et Pékin ?](#) », par Camille BRUGIER, 2 p.

La stratégie commerciale américaine a été présentée par Katherine Tai lors d'un discours le 4 octobre 2021. Elle s'inscrit dans la continuité de l'administration Trump, confirmant l'accord de phase 1 comme point de départ et démontrant une volonté similaire de limiter l'influence de la Chine sur les normes commerciales internationales.



Strategic Brief No. 26 – 8 novembre.

« [Japan and the Hardening of U.S. Strategic Initiatives in the Indo-Pacific](#) », by Marianne PÉRON-DOISE, 2 p. (Traduction de la Brève stratégique n° 26, parue le 24 septembre 2021, mise à jour le 8 novembre 2021.)

Shinzo Abe has left a strong diplomatic legacy in Japan. The resignation of his successor after one year in office and the arrival of Fumio Kishida, a consensus builder, raise fears that the country has weakened, while it must show clear-sighted leadership in the face of U.S. strategies to counter China. After Joe Biden renewed the commitment to the QUAD format, Tokyo must adapt to the creation of a resolutely offensive AUKUS partnership.



Étude n° 90 – 4 novembre.

« [L'intervention française au Sahel et l'évolution de la doctrine de contre-insurrection](#) », par Michael SHURKIN, 70 p.

La critique des opérations militaires françaises dans la région du Sahel en Afrique soulève des questions sur l'héritage de l'armée française en matière d'opérations coloniales et de contre-insurrection (COIN) et sur sa pertinence aujourd'hui. L'armée française est l'héritière de pratiques et de doctrines issues des opérations coloniales du XIX^e siècle et de la guerre froide. Les caractéristiques communes des approches françaises sont une diminution de la focale sur les opérations militaires et la nécessité d'une approche centrée sur la population qui met l'accent sur les actions économiques, psychologiques et politiques destinées à consolider la légitimité de l'ordre politique colonial. Après la fin de la guerre d'Algérie en 1962, les Français ont maintenu certaines de ces pratiques tout en s'adaptant lentement au contexte politique postcolonial. L'opération Barkhane, qui a débuté en 2014, reflète cette nouvelle doctrine, c'est-à-dire que les militaires français



Research Paper No. 114 – 8 novembre.

« [“Wolf Warrior” diplomacy: a new policy to legitimize the Chinese Communist Party](#) », by Camille BRUGIER, 13 p. (Traduction de la Note de recherche n° 114, parue le 12 avril 2021.)

For several years, and especially since the beginning of the Covid-19 crisis, some Chinese diplomats, commonly called “wolf warriors” by Western media, have adopted a warlike tone in the media and on social networks. While this new practice, heavily criticized by Western and Asian public opinion, reinforces the perception of China as a threat, this paper questions the motives of the Chinese Communist Party (CCP) in perpetuating such a policy. The paradox is that the real target of China's foreign policy are the Chinese themselves, at home or abroad. In line with previous Chinese leaders, the main purpose of this domestically oriented foreign policy is to legitimize the CCP in the eyes of its own citizens. Thus, “wolf warrior” diplomacy does not affect the objectives of Chinese foreign policy. Three elements support this hypothesis: the visibility of the “wolf warriors” in China, the subtle references to the “century of humiliation” and finally the instrumentalization of the cultural divide to alienate democratic regimes.



Research Paper No. 113 – 20 novembre.

« [Nation Building – A key parameter of the new political and strategic context in the Maghreb and Middle-East](#) », by Flavien BOURRAT, 12 p. (Traduction de la Note de recherche n° 113, parue le 29 mars 2021.)

In the Maghreb and Middle-East – amid a strategically tense and unsteady regional context – nation building has either come back or emerged as a central and structuring factor of the functioning of States and societies. The phenomenon, which has been amplified by the uprisings of the last decade in the Arabic world and in Iran, is revealing the new precedence now given to the national framework when conducting domestic and foreign affairs as well as the rejection of both foreign interference and transnational utopias. This global return to the national level triggers enquiries as to what its dynamics are but also as to the contradictions and oppositions it encounters as events and crises stir the whole region. It brings out the tensions between state nationalism and international islamism, the hardships several countries face in the process of becoming viable Nation-States but also hints at a potential return to one or several regional hegemons.



Research Paper No. 112 – 22 novembre.

« [Human shields in contemporary conflicts](#) », by Romain DOUILLARD, 10 p. (Traduction de la Note de recherche n° 112, parue le 12 mars 2021.)

Human shields embody the increasing thinning of the line between civilians and soldiers in asymmetrical wars. They have become key actors of the international strategic landscape in conflicts between States and renegade or terrorist groups. Their use raises a set of strategic, political, legal and ethical problems among the armies that have to face them.



Research Paper No. 110 – 30 novembre.

« [The art of the diplomatic deal: short term bargain or long-term realignment between Israel and Sudan?](#) », by Amélie FÉREY and Anne-Laure MAHÉ, 18 p. (Traduction mise à jour de la Note de recherche n° 110, parue le 16 décembre 2020.)

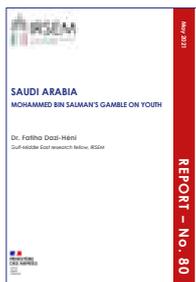
The signing of a joint statement between the United States, Sudan, and Israel on October 23, 2020, appears to usher in a new era in the relations between Tel-Aviv and Khartoum: one of normalization. However, the tangible policies and developments to which this term refers remain vague, especially due to the uncertainty of the Sudanese political situation, as the country began a democratic transition in 2019. What are the consequences and durability of this new iteration of deal diplomacy promoted by Donald Trump? This agreement was made possible by Trump and Netanyahu who – in tandem – were able to capitalize on structural factors making space for a rapprochement between the three states. Its public nature constitutes a break with the covert diplomacy carried out by Israel in the region, and affects the actors involved differently. This publicity stunt diplomacy is sought after by Donald Trump and Benjamin Netanyahu, who are trying to translate these diplomatic successes into domestic political gains. However, it also highlights dissension within the Sudanese political class, some of whom perceive the deal as “black-mail” by the United States in exchange for the country’s removal from the list of state sponsors of terrorism.



Research Paper No. 108 – 22 novembre.

« [Major defence contractors: their role as knowledge architects](#) », by Cécile FAUCONNET, 12 p. (Traduction de la Note de recherche n° 108, parue le 18 novembre 2020.)

This research paper analyses the innovation process occurring in defence companies, from the original perspective of knowledge combinations. It aims at understanding how the specificities of military production influence the architectural knowledge of companies. Using a preliminary statistical study of patent data, we highlight a difference between the practices of civilian and defence companies. More specifically, defence firms are on average proner to explore novel technological combinations and make a greater use of common connections than civilian companies.



Report No. 80 – 30 novembre.

« [Saudi Arabia – Mohammed Bin Salman’s gamble on youth](#) », by Fatiha DAZI-HÉNI, 116 p. (Traduction de l'étude n° 80, parue en mai 2021.)

This study examines the way in which Saudi Prince Mohammed Bin Salman (MBS), designated heir to the throne in 2017, is putting the kingdom’s youth at the heart of his economic and social transformation program, Vision 2030. Lacking support from his family, apart from that of his father, King Salman, which bestows upon him a measure of kingly legitimacy, the Prince chooses to rely on the majority class of the population, young people. He is using the enthusiasm among urban youth for his reform plans to consolidate his power through a communications strategy based on new technologies. By claiming to embody the aspirations of Saudi youth, MBS is laying the groundwork for a new type of governance, which is studied here in parallel with perceptions and expectations among a sample of young urban Saudis in Riyadh. Looking beyond the ultra-repressive authoritarian approach that characterizes the Prince’s governance, this study shows that by gambling on the allegiance of connected young urbanites, MBS is preparing his long-term political future. By reforming school curricula, prioritizing certain career paths, promoting a nationalist narrative and an Islam of the “righteous path”, he is turning away from Wahhabism in order to mold young urban Saudis via Vision 2030.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Dans le viseur #35 – 29 octobre.

« [Un réserviste en OPEX](#) » avec le commandant LAURENT, 21 mn.

À l’occasion des journées nationales des réservistes (jusqu’au 9 novembre), le commandant Laurent raconte le quotidien d’un réserviste ainsi qu’une projection en OPEX, en Côte d’Ivoire.



Épisode 122 – 2 novembre.

« [Anatomies du 13 novembre \(1\) : l’État islamique et son savoir-faire](#) », avec Matthieu SUC et Alexandre JUBELIN, 1 h 01.

Pour le premier volet de « Anatomies du 13 novembre », « Le Collimateur » reçoit Matthieu Suc, journaliste au pôle enquêtes de *Mediapart* et auteur des *Espions de la terreur* (Harper&Collins, 2020).

5:30 L’apparition de la préoccupation du renseignement dans la galaxie jihadiste.

13:00 Les origines de l’enquête sur le savoir-faire jihadiste.

18:00 La transmission dans les milieux jihadistes.

26:00 La structuration des services secrets de Daesh et leur montée en puissance.

38:00 Le savoir-faire organisationnel de l’État islamique.

48:00 La genèse des attentats du 13 novembre.



Dans le bunker #44 – 5 novembre.

« [Dune](#) » roman de Frank HERBERT (1965) et film de Denis VILLENEUVE (2021), par Michel GOYA, 41 mn.

À l’occasion de la sortie en salle de l’adaptation de Denis Villeneuve du roman mythique de Frank Herbert, retour avec Michel Goya sur l’univers guerrier tel qu’il est dépeint dans l’œuvre.



Épisode 123 – 9 novembre.

« [Anatomies du 13 novembre \(2\) : Itinéraires et perspectives](#) », avec Matthieu SUC et Alexandre JUBELIN, 1 h 14.

Pour le second volet de « Anatomies du 13 novembre », « Le Collimateur » retrouve Matthieu Suc, journaliste

au pôle enquêtes de *Mediapart* et auteur des *Espions de la terre* (Harper&Collins, 2020).

1:15 L'important contingent français au sein de l'EI.

10:30 Parcours de jihadistes.

11:30 Abou Obeyda al-Maghrebi.

18:45 Mehdi Nemmouche.

34:30 Tyler Vilus.

52:30 Les perspectives terroristes post-EI.

1:00:00 Les perspectives pour les services de renseignement français.

1:04:30 Le procès et ses apports.

16:30 La victoire communiste de 1949 et l'installation du pouvoir nationaliste chinois à Taïwan.

26:00 Les obligations américaines par rapport à Taïwan depuis le début des années 1980.

30:00 Flux et reflux de la question taïwanaise.

47:00 Le rapport de force militaire entre la Chine et Taïwan.

54:00 Les différents scénarios d'offensive chinois.

1:01:30 L'enjeu stratégique taïwanais pour les États-Unis.

1:09:00 La place de la France et de l'Europe dans cette situation.



Dans le viseur #36 – 12 novembre.

« [La destruction de la flotte libyenne](#) », avec le commandant NICOLAS, 20 mn.

Pour cet épisode en partenariat avec l'École navale, le commandant Nicolas raconte ses missions de patrouille maritime au-dessus de la Libye aux débuts de l'opération Harmattan.



Dans le viseur #37 – 26 novembre.

« [Aux manettes du Tigre](#) », avec le capitaine PIERRE, 48 mn.

Le capitaine Pierre raconte une histoire d'opérations au sein de Barkhane, mais détaille aussi les dessous du maniement des hélicoptères de combat Tigre.



Épisode 124 – 16 novembre.

« [Gazelles, tigres et caïmans : l'ALAT et ses missions](#) », avec le général de division Bertrand VALLETTE D'OSIA, commandant de l'aviation légère de l'armée de terre (COMALAT), et Alexandre

JUBELIN, 47 mn.

1:45 Identité et évolutions de l'ALAT.

13:15 Le baptême du feu.

16:00 Les différentes machines de l'ALAT : Gazelles, Tigres et Caïmans.

25:30 La question de la masse et de la disponibilité des appareils.

34:00 Le rôle de l'ALAT dans un conflit de haute intensité.

38:00 La cohabitation avec les drones.

41:00 Les segments manquants de l'ALAT.



Épisode 126 – 30 novembre.

« [Gouverner et prévoir. L'art de la prospective et la décision publique](#) », avec Florence GAUB, spécialiste de l'anticipation, directrice adjointe de l'EU Institute of Security Studies, et

Alexandre JUBELIN, 52 mn.

1:45 Définition et échelles de l'anticipation.

7:45 Histoire de l'anticipation et liens avec le domaine militaire.

12:00 Méthodes de l'anticipation.

19:00 Les marchés prédictifs.

27:30 Faire entendre l'anticipation.

37:00 Un scénario d'anticipation : une confrontation armée Égypte-Éthiopie.



Épisode 125 – 23 novembre.

« [Taïwan est-elle chinoise ? Les États-Unis, la Chine et l'enjeu stratégique taïwanais](#) », avec Antoine BONDAZ et Alexandre JUBELIN, 1 h 25.

L'invité du « Collimateur » est Antoine Bondaz, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique, directeur du Programme Taïwan sur la sécurité et la diplomatie.

5:00 L'histoire longue des liens entre la Chine continentale et Taïwan.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS !](#)

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

THÈSES DE DOCTORAT

SOUTENANCE



Étienne DIGNAT a soutenu le 26 novembre 2021 sa thèse de science politique, mention théorie politique, dans les locaux de Sciences Po, à Paris. Premier apprenti de l'IRSEM (2016-2017), il a par la suite bénéficié d'une allocation doctorale octroyée par la DGRIS (2017-2021) afin de mener ses recherches sur les enjeux éthico-politiques des négociations d'otages, et notamment sur la valorisation monétaire des vies humaines (*Payer les « terroristes » ? Le dilemme des otages*). Au cours de son doctorat, Étienne Dignat a effectué plusieurs séjours à l'étranger, en particulier à l'Université d'Oxford et à l'Université Columbia. Il a également contribué aux *Champs de Mars* et à *Raisons Politiques*. Son jury de thèse de doctorat était composé d'Ariel Colonomos, Michael Ignatieff, Gilles Ferragu, Kalypso Nicolaidis, Frédérique Leichter-Flack et Jean-Baptiste Jeangène Vilmer.

PRIX

Chaque année, les Prix de thèse de Paris-Est Sup distinguent, pour chacune de ses écoles doctorales, les meilleurs travaux des docteurs du site, présélectionnés parmi les diplômés de l'année précédente pour leur qualité, leur originalité et leur portée vis-à-vis de la société.



Le 16 novembre 2021, Živilė KALIBAITĖ a reçu le prix de thèse de Paris Est-Sup pour l'école doctorale « Organisations, marchés, institutions » (OMI) décerné par un jury en sciences humaines et sociales.

Sa thèse, intitulée « Reconnaissance internationale par la projection de la force armée. Le cas de la politique d'intervention militaire extérieure de la Lituanie (1994-2019) » a été réalisée sous la direction des professeurs Delphine Alles et Thierry Balzacq en cotutelle internationale entre l'Université Paris-Est et l'Université de Namur. Elle a été financée par une allocation doctorale de la DGRIS/IRSEM entre 2016 et 2019.

ÉVÉNEMENTS

8 novembre : Journée d'étude « Les représentations du monde militaire dans les séries TV et le cinéma », IRSEM/ Demoseries (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).



Le 8 novembre a eu lieu une journée d'études organisée par le domaine « Défense et société » de l'IRSEM, en partenariat avec l'IFRI et Demoseries (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), sur les représentations du monde militaire dans les séries et au cinéma.

Comme évoqué en introduction par Sandra Laugier, les séries ont désormais une portée éducative ; contribuant à démocratiser des thématiques comme la lutte antiterroriste, elles fournissent aussi des référentiels communs au grand public.

Le premier panel a été consacré à la manière dont les acteurs institutionnels soutiennent une production artistique essentielle au lien Armées-Nation.

Bénédicte Chéron a rappelé l'histoire des relations entre les mondes culturel et militaire, d'une défiance encore présente dans les années 1990 à une banalisation. Là où les créateurs de contenu se tournent vers les armées pour une assistance matérielle ou du conseil, le MINARM porte un intérêt croissant aux productions permettant de mieux faire connaître les armées. Le MINARM est ainsi passé à une logique de soutien avec la Mission Cinéma, tandis que les milieux culturels sont moins prompts à voir dans les films et séries « sécuritaires » des œuvres de propagande.

Ève-Lise Blanc Deleuze a souligné la subtilité des coopérations entre le MINARM et les créateurs de contenu audiovisuel. Ce sont en général ces derniers qui contactent la Mission Cinéma pour obtenir conseils et assistance, mais celle-ci mène aussi une démarche proactive, allant d'opé-

rations découverte dans les armées à une pépinière de jeunes scénaristes. Les équipes du MINARM conduisent un travail externe face aux mauvaises représentations du monde militaire, mais aussi interne en visant à faire comprendre aux armées l'intérêt des mécanismes propres aux œuvres de fiction.

Enfin, Théo Touret-Dengreville a mis en perspective l'évolution des films de guerre américains depuis la Seconde Guerre mondiale, des œuvres de propagande glorifiant la « bonne guerre » aux œuvres critiques de la « sale guerre » au Viet Nam. Depuis le 11-Septembre, la figure de l'agent a remplacé celle du soldat dans les films et séries américains.

Le second panel a été consacré à la représentation des militaires à l'écran.

Intervenant sur la représentation de l'armée israélienne à l'écran, François Dubuisson distingue successivement un courant national-héroïque qui loue l'armée, le courant de la « nouvelle sensibilité » (après 1970) qui la critique, et la résurgence du national-héroïque au travers des séries sécuritaires dans les années 2010.

S'appuyant sur son expérience de conseiller sur un tournage, Michel Goya a illustré les incompatibilités entre réalité du combat et exigences télévisuelles : outre une méconnaissance répandue de l'histoire et de la condition militaires, les artistes sont souvent conduits à privilégier les besoins esthétiques et scénaristiques sur la fidélité de la reconstitution.

Croisant les regards sur les figures de l'ennemi dans les films et séries, Léa Michelis a dégagé plusieurs problématiques : « mise en personnage » de l'ennemi, définition de l'ennemi dans des situations complexes comme l'asymétrie, ou encore brouillage des frontières avec un ennemi qui peut être un *alter ego* ou se trouver dans les forces amies.

Le panel 3 a interrogé l'existence d'une guerre des récits.

S'appuyant sur l'exemple de *No man's land*, Thibault de Saint-Maurice a défini les séries comme des « opérateurs de familiarité », au sens où elles familiarisent un public sans formation particulière avec des concepts et des éléments de l'actualité, comme la lutte des femmes kurdes contre l'État islamique.

Intervenant sur la puissance chinoise, [Paul Charon](#) a montré à l'appui du blockbuster *The Wandering Earth* comment le régime chinois a renoncé au *soft power* traditionnel au profit du pouvoir discursif, et cherche à promouvoir le message d'une Chine œuvrant pour toute l'humanité (sous-entendu à la différence des États-Unis).

À cette promotion d'un récit alternatif s'ajoute une dimension coercitive, Pékin faisant censurer des éléments qui lui déplaisent dans des productions étrangères.

Avec l'exemple de la série israélienne *Fauda*, Amélie Férey a exploré le « chaos des subjectivités ». Si elle revalorise le rôle des Israéliens originaires du monde arabe, *Fauda* véhiculerait une vision « orientaliste » des Palestiniens et promouvrait une lecture pro-israélienne du conflit, en négligeant parfois la complexité de son contexte. Il s'agit là d'une bonne illustration de la « guerre des perceptions ».

La table ronde finale a été l'occasion pour des scénaristes ayant travaillé sur des séries sécuritaires d'échanger sur les enjeux de la représentation des militaires.

Pour la scénariste israélienne Leora Kamenetzky, la fascination pour le Mossad et le Shin Bet au cinéma et à la télévision serait liée au souhait du public de voir les « coulisses » de cet univers. L'écriture des séries permet aussi de mener des recherches auprès des milieux concernés et d'éclairer leurs activités sous un jour nouveau.

Christian Brugerolle, créateur d'une série sur le renseignement diffusée sur France Culture, a mis en exergue les problématiques liées au secret entourant la documentation : le fait de se limiter aux seules sources ouvertes n'empêche pas de représenter le monde du renseignement de manière réaliste.

Martin Douaire, créateur de la série *OVNIS*, a détaillé en quoi une fiction fondée sur les activités méconnues du GEPAN (Groupe d'études des phénomènes aérospatiaux non identifiés) dans les années 1970 a permis de renouveler la représentation du milieu du renseignement.

Enfin, Thibault Valetoux, créateur de la série *Les Sentinelles* qui sera diffusée en 2022, a évoqué sa collaboration avec la DICOD qui lui a permis de rencontrer des personnels des armées pour mieux comprendre le monde militaire, et insisté sur la manière dont cette collaboration a pu changer son regard sur les militaires et donc la manière de les représenter à l'écran.

Ainsi que l'a rappelé [Anne Muxel](#) dans sa conclusion, l'enjeu des séries n'est plus seulement culturel, mais aussi sécuritaire et politique. Vectrices à la fois de conscientisation (en sensibilisant aux problématiques contemporaines) et d'aliénation (avec la guerre des récits), les séries contribuent à réinventer l'espace public. Les créateurs comme les institutions (tel le MINARM en France) l'ont bien compris, ainsi que le montre leur intrication croissante.

Aurélien DUCHÊNE
Assistant de recherche

9 novembre : Séminaire d'automne « Économie de défense et des conflits », IRSEM/ENSTA Paris.



Co-organisé par l'IRSEM et l'ENSTA Paris, le séminaire d'automne « Économie de défense et des conflits » s'est tenu le 9 novembre dernier à l'École militaire. Il a réuni une vingtaine de chercheurs issus à la fois d'institutions publiques (IRSEM, Agence de l'innovation de défense – AID, Observatoire économique de la défense – OED, Chaire Économie de défense de l'IHEDN) et d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche (Unité d'économie appliquée de l'ENSTA Paris, Laboratoire d'économie d'Orléans, Centre d'études et de recherche sur le développement international – université de Clermont-Ferrand, Centre de recherche en gestion – École polytechnique). Cette rencontre, instituée depuis 2017 (et qui n'a pas pu avoir lieu l'année dernière), est l'occasion de faire le point sur les avancées en économie de défense et des conflits et d'ouvrir à des coopérations potentielles entre pairs.

Sept recherches en cours ont ainsi été présentées et discutées, couvrant un champ très large d'objets d'étude intéressant la défense : les déterminants de l'autonomie stratégique des nations pour l'innovation et ceux des exportations d'armes de la France depuis la fin de la guerre froide ; une analyse des préférences des États dans l'acquisition d'avions de chasse ; la mesure de l'impact local de la défense ; une analyse en théorie des jeux de l'impact de la guerre sur les élections et une autre (en théorie des graphes) des réseaux de gangs ; la dynamique des conflits entre éleveurs et agriculteurs au Niger/Nigeria. Ces interventions ont laissé une très large place aux jeunes chercheurs ou apprentis chercheurs (et aussi à des chercheurs plus confirmés) : Eva Szego, Dorgyles Kouakou et Alexis Poindron de l'ENSTA Paris ; Laure Noel et Jade Guiberteau de la Chaire Économie de défense de l'IHEDN ; Camille Laville du CERDI ; Jessie Lerousseau

de l'OED ; Maxime Menuet de l'université d'Orléans. Les échanges très féconds sur chacune des présentations ont permis, par le regard croisé de spécialistes de disciplines économiques différentes, de faire avancer ces travaux en cours.

Deux éléments ont été marquants au cours de cette journée. D'une part, la grande variété des thématiques abordées démontre (si besoin était) que l'économie de la défense et des conflits offre une approche générale et un cadre d'analyse qui permet d'appréhender un spectre très large de questions intéressant la défense. D'autre part, le panel de ces sept présentations a témoigné d'une diversité assez inédite de disciplines, de méthodologies et d'outils utilisés pour résoudre (ou tout du moins circonscrire) les questions posées : macro- et microéconomie ; économie(s) industrielle, internationale, du développement ; théorie des jeux et théorie des graphes ; économétrie ; etc. Ils traduisent d'une certaine façon la puissance d'une approche économique des questions de défense et du recours aux outils proposés par les sciences économiques pour aborder ces questions. *In fine*, ce qui sera retenu de cette journée, c'est sans doute la richesse des discussions et le dynamisme de l'ensemble de cette communauté de recherche – en particulier celui des jeunes chercheurs – qui s'investit pleinement pour défricher de nouveaux terrains de recherche et améliorer les outils nécessaires à cette recherche, c'est-à-dire pour faire avancer la science.

Benoît RADEMACHER
*Directeur du domaine « Armement
et économie de défense »*

9 novembre : Séminaire hybride « Endless Wars : Recomposition politique en Irak », avec Arthur QUESNAY (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).



Le 9 novembre dernier [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Espace euratlantique – Russie », et [Sümbül Kaya](#), chercheuse du domaine « Afrique – Asie – Moyen-Orient », ont organisé un séminaire hybride (à l'IRSEM et en ligne) consacré à la situation politique en Irak aux lendemains d'élections cruciales pour l'avenir de la région particulièrement sous-tension. Face à plusieurs décennies de conflits et d'insurrections,

l'État irakien connaît en effet une transformation de sa scène politique. Corollaire direct de la guerre contre l'État islamique, la montée en puissance de milices pro-iraniennes en Irak pousse les partis nationaux à adopter de nouvelles stratégies. Le risque est présent : ces groupes paramilitaires espèrent imposer un nouvel ordre politique et se heurtent à l'hostilité croissante de la population. À l'échelle internationale, cette menace pourrait éroder les relations américano-iraniennes, au moment même où l'administration Biden peine à poursuivre les négociations sur le nucléaire iranien (JCPOA).

À partir d'une longue immersion sur le terrain, leur invité Arthur Quesnay, docteur en science politique à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, auteur de *La guerre civile irakienne. Ordres partisans et politiques identitaires à Kirkouk*, a présenté ses conclusions. Pour ce chercheur de terrain, les deux décennies d'insurrections amènent en Irak une transformation progressive en trois phases de sa scène politique. À la chute de Saddam Hussein en 2003, les organisations politiques chiites et kurdes s'installent au cœur du pouvoir. Les institutions étatiques perdent leur autonomie par rapport aux partis politiques qui s'imposent comme producteurs de la violence et intermédiaires obligés entre la population et les institutions étatiques. Parallèlement, l'Irak se transforme en une machine bureaucratique défaillante : ses 4 millions de fonctionnaires en font un chemin fastidieux où passe-droits et corruption sont la règle. Corollaire direct de la guerre contre l'État islamique, la montée en puissance de milices chiites pro-iraniennes bouleverse l'échiquier politique irakien. Ces milices favorisent en effet la reconquête du territoire national, dont la ville de Kirkouk, au sein duquel elles créent leurs propres formations politiques. D'abord insignifiantes, celles-ci se rassemblent au sein de l'Alliance Fatah qui se hisse à la seconde place avec 57 représentants lors des élections législatives de 2018. Outre les pressions exercées sur la population, cette ascension s'explique par une maturité et une connaissance fine de ces partis et milices pro-Iran à l'égard du système politique irakien. Le vent finit toutefois par tourner : elles sont victimes d'une perte de vitesse lors des élections de juin 2021 alors que l'Alliance Fatah n'obtient plus que 17 élus parlementaires. Cette défaite est en réalité la conséquence d'un manque de leadership suscité par la nature du système politique irakien. De fait, avec la réforme du système électoral, l'Alliance Fatah peine à s'unir et propose plusieurs candidats par district, ce qui fractionne les résultats obtenus à un scrutin pourtant nominatif. Ceci reste, selon M. Quesnay, à relativiser. Bien qu'il se positionne en faveur d'un Irak libre de toute ingérence,

Le parti pro-Iran de Moqtada al-Sadr demeure le premier parti du pays avec 73 députés. Ce faisant, l'existence de cette double porosité politique avec la République islamique fait toujours de l'Alliance Fatah une menace tangible pour la stabilité de l'Irak. Les milices pro-Iran ne sont d'ailleurs pas en reste, comme le montre la récente attaque au drone visant le Premier ministre Al-Kadhimi. Peu optimiste, M. Quesnay voit dans le futur de l'Irak un gouvernement de consensus où le *statu quo* primera sur les crises économiques et sociales pesant sur la population. L'Irak est certes un pays touché par plusieurs vagues d'ingérences, mais qu'en est-il de la cohésion nationale ainsi que de la présence turque au nord du pays ? C'est la question que pose Mme Sömbül Kaya, chercheuse Moyen-Orient/Turquie à l'IRSEM. M. Quesnay dépeint une société irakienne pacifique, où le communautarisme et la haine de l'autre restent rares. En ce qui concerne l'ingérence turque, la réponse de M. Quesnay se veut moins positive. Ainsi, les partis kurdes irakiens seraient pris en étau entre les pressions émanant de la part des milices chiites au sud, mais aussi de la Turquie au nord du pays.

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

16 novembre : Conférence « La politique étrangère de Biden : la continuation de Trump par d'autres moyens ? », avec Charles-Philippe DAVID (Université du Québec à Montréal), séminaire Jeunes Chercheurs.



La politique étrangère de Joe Biden est-elle encore guidée par la quête d'un « intérêt national » ? C'est la question que pose [Charles-Philippe David](#), professeur émérite de science politique à l'Université du Québec à Montréal et président de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM, dans sa conférence donnée dans le cadre du séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM. Pour y

répondre, il convient à ses yeux d'étudier le remaniement progressif de la politique étrangère américaine sous l'ère Trump, fondée exclusivement sur des déterminants intérieurs. C'est précisément l'objectif de cette conférence organisée, le 16 novembre, conjointement par [Maud Quessard](#), directrice du domaine Espace euratlantique – Russie (EER) de l'IRSEM, et [Élie Baranets](#), chercheur en sécurité internationale à l'IRSEM.

L'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche a cristallisé l'hyperpolarisation de la société américaine et occasionné un remaniement sans précédent de la conduite de la politique étrangère américaine et de l'ordre international hérité de la Seconde Guerre mondiale. Rappelant l'échec de la Récession wilsonienne, le rejet partiel de l'internationalisme libéral américain gravé dans le marbre de l'*America First* a enclenché un processus de restructuration des composants qui entrent en jeu dans la création d'une politique étrangère, où calculs politiques et considérations électoralistes s'offrent une place de premier rang. Ce faisant, la Maison-Blanche doit désormais jouer avec le phénomène de *war fatigue* qui s'est emparé de ses électeurs et renoncer au *nation-building*, du moins à l'étranger. Sans appel, le Pr David nous signale ici l'achèvement d'une rupture responsable d'une aliénation de la politique étrangère américaine aux déterminants issus de la politique intérieure des États-Unis. Les intérêts américains ne seraient ainsi plus en accord avec la tenue d'interventions à l'étranger ou encore le rayonnement des valeurs démocratiques qui constituent la politique étrangère américaine des dernières décennies. Malgré son expérience, Joe Biden n'est pas parvenu à un changement de paradigme tel qu'espéré par les alliés traditionnels des États-Unis. Pour cause, l'absence de toute stratégie lors du retrait d'Afghanistan est venue illustrer l'incapacité du nouveau président à satisfaire les demandes de l'opinion publique, et témoigne également d'une rupture entre le militaire et le politique. De même, le clivage politique sur les dossiers phares de la politique étrangère américaine empêche Joe Biden d'y faire de quelconques progrès. Qu'il s'agisse d'Israël, de Cuba, de la construction d'un mur frontalier ou encore de l'immigration en provenance d'Haïti, l'administration actuelle a les mains liées face à l'opposition républicaine au Congrès. Seule exception, un dossier bénéficie aujourd'hui d'un consensus bipartisan : la Chine. En conséquence, le Congrès américain n'hésite pas à creuser le sillon du *china-bashing* popularisé sous l'ère Trump. Alors qu'il est utilisé à outrance dans les cercles politiques américains, le Pr David nous met en garde contre les retombées de cet axe porteur chez l'électorat américain. Il est en effet dans l'intérêt des États-Unis

de ne pas se lancer dans une « nouvelle guerre froide » en raison des enjeux économiques unissant ces deux pays. Peu optimiste, il conclut que la transformation du parti républicain laisse une large part au courant nationaliste au détriment des internationalistes et des hamiltoniens. À terme, ceci laisserait peu d'espoir à un retour de l'hégémon américain et parachèverait la désagrégation du multilatéralisme.

À la suite de cette conférence se tient une discussion et une séance de questions-réponses, avec M. Baranets, présidée par Mme Quessard. Le premier cherche d'abord à relativiser les causes d'une prétendue rupture. L'histoire des États-Unis, à l'image de Pearl Harbor, montre que l'opinion publique joue depuis toujours un rôle prépondérant dans la politique étrangère américaine. Aux yeux de Pr David, cette rupture se présente cependant sous la forme d'un changement structurel, en opposition avec l'exceptionnalité de l'entrée en guerre des États-Unis. Qu'en est-il du piège de Thucydide, théorie d'un conflit inéluctable entre une puissance ascendante et une puissance dominante ? Cette théorie serait-elle la toile de fond des rivalités sino-américaines, ou pourrait-elle au contraire céder le pas à un apaisement progressif ? En réponse à ces questions d'Élie Baranets, le Pr David cite la pensée de Robert Gilpin, son directeur de thèse. Ce dernier tendrait davantage à soutenir la possibilité d'une entente entre la Chine et les États-Unis, ce que le Pr David corrobore. Toutefois, les facteurs de projection de puissance sont aujourd'hui bien différents. Si Robert Gilpin souligne en son temps l'importance de l'assise économique, de l'avantage technologique ainsi que des capacités similaires, le Pr David penche davantage en faveur de la définition des normes internationales fondées sur les valeurs.

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

16 novembre : Rencontre entre le domaine « Espace euratlantique – Russie » (EER) et une délégation canadienne.



Guidé par l'objectif d'approfondir ses liens avec la communauté de défense de pays de l'espace euratlantique, le domaine EER de l'IRSEM s'est entretenu le 16 novembre avec une délégation canadienne. Cette dernière était composée d'universitaires spécialisés en études stratégiques, pour la plupart issus du Réseau d'analyse stratégique (RAS), et de représentants du ministère canadien de la Défense. La délégation était conduite par Jean-Christophe Boucher, codirecteur du Réseau canadien sur l'information et la sécurité, Stéphanie von Hlatky et Justin Massie, codirecteurs du RAS.

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

18 novembre : Colloque « Éthique et informatisation croissante du processus décisionnel en contexte militaire : illustration des logiciels de simulation, d'aide à la décision et de prédiction de crise », avec Marie-des-Neiges RUFFO DE CALABRE (Université de Namur).



L'IRSEM a accueilli Marie-des-Neiges Ruffo de Calabre (Université de Namur) dans le cadre du séminaire mensuel « Nouvelles technologies militaires et puissances

démocratiques », organisé par Pierre Bourgois et [Océane Zubeldia](#). L'intervenante a rappelé que l'emploi des outils informatiques et numériques dans le milieu de la Défense n'était pas nouveau. En ce sens, selon elle, plutôt qu'une révolution, l'informatisation du processus décisionnel est une évolution exponentielle, rendue possible par les logiciels dits d'« IA », et plus simplement en recourant à des algorithmes et au Big Data. Cependant, selon Mme Ruffo de Calabre, ces techniques ne doivent pas nous mystifier sur l'irréductible persistance du brouillard de la guerre et du phénomène de friction, autrement dit de la résistance de la réalité contre nos planifications. En effet, a-t-elle observé, les illusions que nous pourrions entretenir sur et/ou à cause de l'usage de la technologie pourraient impacter la prise de décision en un sens défavorable pour le respect de l'éthique, essentiellement si leur emploi devait aliéner le libre-arbitre. Cette présentation cherchait ainsi à illustrer cette idée à travers trois types d'usage : les logiciels de simulation, les logiciels destinés à l'aide à la décision, et ceux destinés à la prédiction de crise. L'intervention a été suivie par de nombreuses questions de la part du public et a donné lieu à des échanges permettant de revenir sur plusieurs aspects fondamentaux du sujet.

Pierre BOURGOIS
Maître de conférences (Université catholique de l'Ouest [UCO], Angers).

22 novembre : Réunion du conseil scientifique.



La réunion annuelle du conseil scientifique de l'IRSEM s'est tenue le lundi 22 novembre, en format hybride. La séance était présidée par le professeur Philippe Boulanger. Parmi les membres du conseil, étaient présents Catherine Tessier, Fanny Coulomb, Beatrice Heuser, Olivier Schmitt, Thomas Lindemann et Claude Weber. Étaient excusés Olivier Forcade, Julia Grignon et Stéphanie

Balme. L'Institut était représenté par le directeur, [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), la directrice adjointe, [Marjorie Vanbaelinghem](#), le directeur scientifique, le professeur [Jean-Vincent Holeindre](#), le délégué au développement international, [Nicolas Regaud](#), la secrétaire générale, [Caroline Verstoppen](#), et [les six directeurs de domaine](#).

Le directeur de l'IRSEM a commencé par présenter les nouveaux membres du conseil scientifique : Stéphanie Balme, Catherine Tessier et Olivier Schmitt.

Puis le directeur et directeur scientifique ont fait le point sur l'attribution des allocations postdoctorales en 2021 et sur la reprise de l'activité scientifique de l'IRSEM en présentiel après la crise de la Covid-19. La hausse significative des formats longs (études) au cours de l'année écoulée a été mentionnée.

Les six directeurs de domaine ont tour à tour fait le bilan de l'activité scientifique de leur domaine, avant d'exposer leur programmation pour l'année à venir. Ils ont souligné qu'en 2021, les travaux des chercheurs se sont inscrits dans une plus grande transversalité qu'au cours des années passées : de nombreux événements et études ont été réalisés de manière conjointe, démontrant la complémentarité des domaines de l'IRSEM.

Puis Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Jean-Vincent Holeindre ont échangé avec le conseil scientifique sur les pistes d'évolution du travail de l'IRSEM. La grande visibilité du site internet de l'IRSEM ainsi que la possibilité d'élargir la diffusion des travaux en langue anglaise ont été constatées.

Enfin, les membres du conseil scientifique ont formulé leurs avis et commentaires sur le bilan scientifique annuel. Ils ont unanimement salué le nombre et la qualité des publications, ainsi que la résilience de l'Institut en période Covid.

Pour conclure, Nicolas Regaud, délégué au développement international, a fait part des avancées des projets en cours, dont l'institutionnalisation d'un réseau des centres de recherche européens pour contribuer à l'établissement d'une culture stratégique européenne (NESSI) ainsi que le projet de convention avec les Unités mixtes des instituts français de recherche à l'étranger (UMIFRE) pour apporter un soutien matériel et scientifique aux chercheurs de l'IRSEM sur leurs terrains en partenariat avec les chercheurs du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Kevan GAFÀITI
Assistant de recherche

29 novembre : Colloque « Où nous mènent les traces numériques ? Pratiques et apports de l'OSINT aux sciences sociales », GEODE/IRSEM.



Le lundi 29 novembre s'est tenu un colloque coorganisé par le centre Géode – Géopolitique de la datasphère et l'IRSEM. Il se proposait d'examiner « où nous mènent les traces numériques », en posant les jalons d'une réflexion collective sur la place de l'OSINT (*Open Source Intelligence*, ou renseignement d'origine source ouverte) dans les sciences sociales. L'événement, volontairement transversal et transdisciplinaire, a rassemblé quinze intervenants – chercheurs, doctorants, journalistes, analystes, acteurs associatifs – représentatifs de la « communauté OSINT » francophone.

Les discussions permettent en définitive de soulever quatre enjeux. D'abord celui d'une absence de consensus autour de la définition de l'OSINT. Si l'on a entendu des phrases comme « on a longtemps fait de l'OSINT sans savoir que l'on en faisait » ou « tout le monde fait de l'OSINT à partir du moment où il consulte un moteur de recherche », on a aussi entendu que l'on sortait de ce champ dès lors que l'accès à l'information se fait par « la ruse et le stratagème ». Plusieurs difficultés existent autour de la notion d'OSINT. L'usage du terme « renseignement » produit un certain malaise chez plusieurs acteurs ; quant à la notion de « sources ouvertes », la question du degré d'accessibilité à celles-ci, notamment en matière de gratuité, continue de faire débat. La question des contours et des frontières de l'OSINT n'est donc pas encore nette, de même que la qualification de ses méthodes.

L'usage et la maîtrise des méthodes de recherche en sources ouvertes constituent un deuxième enjeu. Si celles-ci ont d'abord intéressé les services de renseignement, comme l'a expliqué Fabien Laurençon, elles suscitent désormais un engouement populaire dont il serait dommage de se passer, par exemple en matière de cybersécurité ou de lutte contre la désinformation. C'est tout le projet d'associations telles qu'Openfacto ou OSINTFR, qui proposent des formations spécifiques. Le coût d'entrée à un usage efficace et pertinent de l'OSINT, autrement dit une démarche de sélection, d'archivage, de hiérarchisation et de mise en récit de ces sources, est en effet particulièrement élevé. Pour les sciences sociales, l'OSINT ne saurait être employé à bon escient sans un solide bagage linguistique. Des connaissances informatiques poussées sont également nécessaires, comme on le voit au travers des solutions proposées par les sociétés Maltego ou Preligens ; ce qui entraîne dès lors des interrogations sur la commercialisation de l'OSINT.

Le troisième enjeu soulevé par les intervenants est celui de la légalité et de l'éthique de l'enquête en source ouverte. Il faut là encore un certain niveau de perfectionnement pour éviter d'entrer dans le champ de l'illégalité, en particulier en matière de protection des données personnelles. De plus, comment les fuites de données pourraient-elles être utilisées si cela est considéré comme du recel dans certains pays ? Pour se prémunir de sortir de la légalité, une prise de conscience préalable des cadres juridiques et de l'environnement dans lequel l'utilisateur de l'OSINT agit est impératif, pour se protéger et protéger ses sources. Plusieurs intervenants ont témoigné des risques que ces pratiques comportent : campagne de cyberharcèlement, procédures légales en diffamation pouvant menacer le modèle économique des entreprises ou procédures bâillon à répétition générant de l'autocensure. Plusieurs structures publiques ou privées, comme Viginum, Preligens et OSINTFR de chartes, se dotent ainsi de services juridiques ou de comités et chartes éthiques.

Enfin, la légitimité de la « démarche » OSINT reste débattue. Au sein du journalisme, l'opportunité de cette méthode interroge, comme le souligne Romain Mielcarek : quelle place lui accorder face au poids de la culture du reporter « qui sait mieux que les autres car il a éprouvé le terrain » ? Comment l'intégrer aux pratiques des rédactions sans courir le risque de déconnecter les journalistes de leurs autres réflexes professionnels ou de tenter des rédactions sous pression d'économiser leurs ressources ? Cet outil représente pourtant pour la profession journalistique une nouvelle méthode de fabrication de l'information et une manière de réinterroger le

propos journalistique, selon Rayya Roumanos. L'apport considérable des sources ouvertes aux sciences sociales est unanimement reconnu. Une démarche OSINT normée et structurée offre l'opportunité de traiter la masse d'informations produite par la prolifération des données. En ouvrant la possibilité d'une enquête en « terrain numérique », l'OSINT permet aussi de surmonter une partie des obstacles rencontrés sur les « terrains difficiles » (Boumaza & Campana) ou dangereux, comme l'ont illustré Marie-Gabrielle Bertran et [Paul Charon](#) dans leurs travaux respectifs. En géopolitique, Kevin Limonier a montré qu'il était possible concevoir avec l'OSINT une prolongation de l'étude des conflictualités et des rivalités de pouvoir dans l'espace de la « datasphère ». Pour autant, le terrain numérique ne saurait entièrement se substituer au terrain « physique » (à commencer par l'observation participante ou l'entretien ethnographique) lorsque ce dernier reste possible. La primauté symbolique des recherches menées « sur le terrain », à partir duquel le chercheur tire souvent sa légitimité, reste très forte au sein des sciences sociales, comme l'a souligné [Maxime Audinet](#) dans sa conclusion. C'est finalement la combinaison de composantes physiques et numériques qui permet, à travers l'OSINT, un véritable enrichissement méthodologique pour le chercheur.

Choé GONDAT
Assistante de recherche

Maxime AUDINET
Chercheur Stratégies d'influence

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Publication : « Entre fidélisation et influence : Novoïe Pokolenie, le programme russe de young leaders », in *Russie 2021 : Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, L'Inventaire, novembre 2021.
- Intervention : « Le soft power russe en Europe », Festival de géopolitique Sciences Po Lille, 5 novembre 2021.
- Interview : « [“RT France a aujourd’hui plus de mal à trouver sa place dans le paysage médiatique”](#) », France Info, 16 novembre 2021.
- Intervention : « Lutte informationnelle : le cas de la Russie en Afrique subsaharienne », European Cyber Week, Rennes, 17 novembre 2021.
- Présentation du livre *Russia Today (RT) : Un média d'influence au service de l'État russe* (INA, 2021), au séminaire « Politiques et géopolitiques des États post-soviétiques » (CRPM/Geode), Université Paris Nanterre, 18 novembre 2021.
- Organisation et conclusion du colloque « Où nous mènent les traces numériques ? Pratiques et apports de l'OSINT aux sciences sociales » ; modération du 3^e panel consacré à l'épistémologie, IRSEM/GEODE, 29 novembre 2021.



Élie BARANETS

- Conférence flash : « Chine/États-Unis : la course à quoi ? », École de guerre, 3 novembre 2021.
- Conférence : « Les formes contemporaines de la conflictualité », IHEDN, 15 novembre 2021.
- Discutant pour la conférence « La politique étrangère de Biden : la continuation de Trump par d'autres moyens ? », IRSEM, 16 novembre 2021.
- Conférence : « Retour d'expérience pédagogique », intervenant pour la table ronde « Les liens entre pratique et science politique : regards croisés », Sciences Po Paris, 26 novembre 2021.
- Conférence : « La compétition des grandes puissances au XXI^e siècle », IHEDN, 29 novembre 2021.

- Publication : « La guerre n'a pas le temps », dans Jean Belin, Sébastien-Yves Laurent, Anne-Marie Tournepiche (dir.), *La conflictualité armée : approches interdisciplinaires*, Paris, Pédone, 2021.



Camille BOUTRON

- Intervention : « Aborder la violence politique au prisme de l'expérience combattante féminine. Enjeux épistémologiques et empiriques », dans le cadre du séminaire du CEDREF (Centre d'enseignement et de documentation et de recherches pour les études féministes), Paris, 15 novembre 2021.

- Animation d'une table ronde portant sur la féminisation des armées de l'OTAN, organisé dans le cadre de la Fabrique Défense par le Quartier général du corps de réaction rapide-France, l'état-major interarmées de la zone de défense et sécurité Nord, les Jeunes IHEDN Hauts-de-France et Avec les femmes de la défense, Université de Lille, 23 novembre 2021.

- Participation, en tant que keynote speaker, sur la question du genre dans la lecture des articulations entre guerre et paix au colloque « Femmes, genre et conflits armés », organisé au Centre Panthéon Assas par WIIS France, l'ÆGES et le Centre Thucydide, 25 novembre 2021.



Camille BRUGIER

- Publication : « [Vers un retour à la guerre commerciale entre Washington et Pékin ?](#) », Brève stratégique n° 27, IRSEM, 3 novembre 2021.

- Publication : « ["Wolf Warrior" diplomacy: a new policy to legitimize the Chinese Communist Party](#) », Research paper No. 114 [traduction de la NR 114, parue le 12 avril 2021], IRSEM, 8 novembre 2021.

- Participation à l'émission *Décryptage*, « [Chine/États-Unis : Vers une nouvelle guerre commerciale ?](#) », RFI, 16 novembre 2021.

- Organisation de la première séance du workshop doctoral sur les terrains difficiles, « Enquêter en terrain difficile », IRSEM, 16 novembre 2021.

- Participation à la table ronde « Chine et nouvel ordre mondial : simple reclassement de puissances ou reconfiguration des règles du jeu ? », organisée par le bureau des

jeunes chercheur.e.s du réseau GIS Asie, centre Lourcine (Université Panthéon-Sorbonne), 29 novembre 2021.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Présentation : « Enjeux de la conférence d'examen du TNP de 2022 », à la conférence de l'Association française des Nations unies (AFNU) « L'ONU et le désarmement », Université Paris II Panthéon-Assas, 19 novembre 2021.

- Conférence flash : « À quoi sert le TIAN ? », École de guerre, 23 novembre 2021.

- Participation au webinar « P5 Track 1.5 – the NPT and the P5 process », organisé par la Fondation pour la recherche stratégique, 24 novembre 2021.

- Citée par Florent Corda, « [Et la dissuasion nucléaire devint le socle de la défense française](#) », *Esprit défense*, 2, automne 2021.



Paul CHARON

- Intervention : « China's strategies toward European countries », conférence organisée par l'université Rey Juan Carlos de Madrid et la Banco Santander, 5 novembre 2021.

- Intervention : « La mise en récit cinématographique de la puissance chinoise : du soft power au pouvoir discursif », colloque « Les représentations du monde militaire dans les séries TV et le cinéma », organisé par l'IRSEM et Demoseries, École militaire, 8 novembre 2021.

- Audition par les députés Bérengère Poletti et Buon Tan, dans le cadre d'une mission d'information sur la politique de la France et de l'Union européenne à l'égard de la Chine, Assemblée nationale, 15 novembre 2021.

- Intervention : « L'anticipation dans les services de renseignement : le cas des États-Unis », dans le cadre de la session « Comment analyser les situations locales et anticiper les crises ? Retour sur les débats académiques et institutionnels », table ronde intitulée : « Anticiper les crises : Une revue multidisciplinaire des approches », Journée d'étude de l'Agence française de développement (AFD), Paris, 18 novembre 2021.

- Intervention : séance de travail sur la subversion avec le comité 8 des auditeurs de la session nationale Politique de défense de l'IHEDN, Paris, 18 novembre 2021.

- Intervention : « Introduction to China's intelligence apparatus », dans le cadre de la formation « Intelligence security in the EU: Challenges and opportunity », Collège européen de sécurité et de défense, Bruxelles, 25 novembre 2021.

- Participation à l'émission *Soft Power* de Frédéric Martel, France culture, Maison de la radio, 28 novembre 2021.

- Intervention : « Que peuvent les traces numériques en contexte autoritaire : une évaluation de l'apport de l'OSINT à la sinologie », colloque « Où nous mènent les traces numériques ? Pratiques et apports de l'OSINT aux sciences sociales », organisé par Geode et l'IRSEM, Campus Condorcet, 29 novembre 2021.

- Intervention : « Les opérations d'influence chinoises : un moment machiavélien », présentation du rapport de l'IRSEM, conférence organisée par le CERI et l'INALCO, discutants : Stéphanie Balme et Jean-François Huchet, CERI, 30 novembre 2021.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Participation à l'émission *Enjeux internationaux* de Julie Gacon, « [Arabie saoudite/Iran : un dégel, vraiment ?](#) », France culture, 3 novembre 2021.

- Participation à l'émission *Grand angle*, « [Pourquoi l'Arabie saoudite abandonne le Liban et discute avec l'Iran ?](#) », avec Slimane Zéghidour, TV5 Monde, 7 novembre 2021.

- Article : « [Riyad-Beyrouth, les coulisses d'une rupture](#) », *Orient XXI*, 22 novembre 2021.

- Modération du panel sur l'Iran au Dialogue stratégique franco-qatari piloté par la DGRIS, 25 novembre 2021.

- Participation au webinar Chatham House, « Algeria-GCC Relations: Geopolitics, Energy, Security (LSE MEC Webinar) », 29 novembre 2021.

- Présentation de l'IRSEM devant la National Defense University saoudienne, Direction de l'enseignement militaire supérieure, 30 novembre 2021.



Thibault DELAMARE

- Intervention : « Études stratégiques et interdisciplinarité : outils d'étude des exportations d'armes en appui aux sciences juridiques », au colloque « [Exportations d'armements et droit](#)

public », organisé par le centre de droit international de l'Université Nanterre, 18 novembre 2021.



Emmanuel DREYFUS

- Article : « [Military Police: A Crucial Tool in Russia's Syria Policy](#) », ISPI, 10 novembre 2021.

- Participation à la [2^e session internationale sur les Balkans](#), IHEDN, 4 novembre 2021.



Pierre HAROCHE

- Intervention dans le cadre d'une table ronde sur l'avenir des relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, University of London Institute in Paris, 17 novembre 2021.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Membre du jury de soutenance de la thèse de Camille Trotoux, *Définissez "être aviateur" ? Identités professionnelles militaires et processus décisionnels : une analyse multiniveaux à partir du cas français*, Université Paris 2 Panthéon-Assas, 24 novembre 2021.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Audition sur les systèmes d'armes létaux autonomes à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, bureau de Paris, 5 novembre 2021.

- Présentation de l'avis du Comité d'éthique de la Défense sur l'intégration de l'autonomie dans les systèmes d'armes létaux, colloque « [Les enjeux de l'autonomie des systèmes d'armes létaux](#) », organisé par le Centre de recherche des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan (CREC) et la Croix-Rouge française au ministère des Armées, Paris, 9 novembre 2021.

- Panel « Countering hybrid threats and building resilience », 2021 Conference of NATO Communicators, siège de l'OTAN, Bruxelles, 10 novembre 2021.

- Intervention sur « les manipulations de l'information » dans le cours de Pierre Gresser à l'École de journalisme de Sciences Po, Paris, 15 novembre 2021.

- Intervention sur le rapport *Les opérations d'influence chinoises* et les priorités de la présidence française de l'Union européenne en matière de défense et de sécurité, avec l'ambassadeur Étienne de Gonville, pour le Swedish Atlantic Council, à la résidence de France, Stockholm, 25 novembre 2021.

- Membre du jury de soutenance de thèse en science politique d'Étienne Dignat, *Payer les « terroristes » ? Le dilemme des otages*, avec Ariel Colonos, Michael Ignatieff, Gilles Ferragu, Frédérique Leichter-Flack et Kalypso Nicolaïdis, à Sciences Po, CERI, 26 novembre 2021.

- Présentation et discussion du rapport *Les opérations d'influence chinoises*, avec Paul Charon, séminaire co-organisé par le CERI/Sciences Po et l'INALCO, avec Alain Dieckhoff, Stéphanie Balme et Jean-François Huchet, CERI, Paris, 30 novembre 2021.



Édouard JOLLY

- Conférence : « Désarmer la terreur ? 13 novembre 2015, Paris », colloque « [L'ONU et le désarmement](#) », organisé par l'Association française pour les Nations unies (AFNU) en partenariat avec le Centre Thucydide, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et le

Geneva Centre for Security Policy, Centre Panthéon, Paris, 19 novembre 2021.

- Discutant de la présentation de Jérónimo Barbin, « La culture stratégique allemande pendant la guerre froide », séminaire de recherche, IRSEM, Paris, 23 novembre 2021.

- Conférence : « Philosophie de la technique, philosophie de la guerre », intervention dans le cadre de la formation continue des enseignants de philosophie de l'académie de Clermont-Ferrand, Clermont-Ferrand, 25 novembre 2021.



Sümbül KAYA

- Discutante au séminaire « *Endless Wars* : Recomposition politique en Irak » avec Arthur Quesnay, 9 novembre 2021.

- Participation au colloque « Le courant eurasiste et la stratégie du président

Erdogan », Institut français de géopolitique, Université Paris 8, 25 novembre 2021.



Anne-Laure MAHÉ

- Participation à l'émission *Géopolitique* de Marie-France Chatin avec Roland Marchal et Marc Goutalier, « [Soudan : une révolution pour rien ?](#) », RFI, 5 novembre 2021.

- Présentation de l'article « Military purges in autocratic Sudan, 1989-2019 », Congrès annuel de l'African Studies Association, en ligne, 18 novembre 2021.

- Conférence : « De la révolution au coup d'État : (géo) politique de la transition soudanaise », Académie militaire interarmées d'Arta, Djibouti, 21 novembre 2021.

- Participation aux Rendez-vous de l'actualité de l'Institut du monde arabe : « Soudan, la fin d'un printemps ? », avec Abdelmageed Adam Salih et Lucie Revilla, 25 novembre 2021.

- Publication de la recension de l'ouvrage *War and Genocide in South Sudan* de Clémence Pinaud (Cornell University Press, 2021, 330 p.), *Politique étrangère*, 86:3, automne 2021.



Anne MUXEL

- Invitée à l'émission de Marc Weizmann, *Signes des temps*, France Culture, 14 novembre 2021.

- Participation au débat « Élysée 2022 » organisé par Sciences Po Alumni, 23 novembre 2021.

- Article : « Cette génération aspire à davantage de responsabilités », *L'Obs*, dossier « Abaisser le droit de vote à 16 ans : démocratique ou démocratique ? », 21 novembre 2021.

- Conférence : « Oser rêver, oser se projeter : les imaginaires des jeunes pour la vie future », Entretiens d'Auxerre, 20 novembre 2021.



Florian OPILLARD

- Animation de la réunion « L'armée et le territoire national », en présence du colonel Patrick Gindre (COMTN) et de la commissaire Laurine Contin (COMTN) ; interventions de Grégory Bailly et de

Victor Martignac (chercheurs financés par la DGRIS), Club Phoenix, 26 novembre 2021.



Angélique PALLE

- Présentation et animation de la séance « Modélisation des systèmes d'accès aux ressources, apports des sciences sociales », séminaire [en ligne] [Groupe des jeunes chercheurs sur les ressources](#), 12 novembre 2021.

- Participation au comité scientifique de la conférence [Archipel 2022](#) (INRIA-STEEP), « Risques systémiques, trajectoires et leviers d'action transdisciplinaires », 16 novembre 2021.

- Conférence, IHEDN, 128^e Cycle Jeunes, Géopolitique de l'énergie en Europe, Paris, 30 novembre 2021.



Marianne PÉRON-DOISE

- Participation à l'émission *Cultures Monde*, « [Corée du Nord, provoquer pour exister](#) », France Culture, 2 novembre 2021.

- Publication : « [Japan and the Hardening of U.S. Strategic Initiatives in the Indo-Pacific](#) », Strategic Brief No. 26 [traduction mise à jour de la BS 26 parue le 24 septembre 2021], IRSEM, 8 novembre 2021.

- Présentation dans le cadre de la conférence « La France et l'Union européenne dans le jeu des puissances de l'Indo-Pacifique : alignement ou troisième voie », organisée par les Jeunes internationalistes Panthéon-Assas, Paris, La Fabrique Défense, 8 novembre 2021.

- Article : « [La stratégie Indo-Pacifique de l'Union européenne au risque de la compétition Chine/États-Unis](#) », *Diplomatie*, n° 112, « Caucase : un territoire stratégique au carrefour des empires », novembre-décembre 2021, p. 22-26.

- Conférence : « L'Indo-Pacifique des stratégies et des acteurs multiples » dans le cadre du cycle de formation des attachés du MINARM organisé par l'IHEDN, 19 novembre 2021.

- Participation à la matinée d'études « Indo-Pacifique », organisée par l'EMA, Balard, 23 novembre 2021.



Maud QUESSARD

- Conférence : « Les nouvelles guerres de l'information », IHEDN, session Intelligence économique, École militaire, 3 novembre 2021.

- Lancement, organisation, modération du premier séminaire de la série « Endless Wars », « Les recompositions politiques en Irak », avec Arthur Quesnay, 9 novembre 2021.

- Organisation et présidence de la conférence de Charles-Philippe David « La politique étrangère de Joe Biden : la continuation de Trump par d'autres moyens », IRSEM, 16 novembre 2021.

- Organisation et présidence de la rencontre du domaine EER avec une délégation canadienne, 16 novembre 2021.

- Intervention : « La grande stratégie américaine en Indopacifique », table ronde avec les équipes EER-AAMO autour du programme Chine et des enjeux en Indopacifique, Balard, 24 novembre 2021.

- Entretien avec Valentin Cebron, « [Le risque d'une confrontation entre la Chine et Taïwan augmente](#) », *Le Vif* (Bruxelles), novembre 2021.



Benoît RADEMACHER

- Intervention dans le cadre du 4^e cycle de formation des attachés d'administration du ministère des Armées organisé par l'IHEDN, École militaire, 16 novembre 2021.

- Modérateur de la table ronde « Prise en compte de la pensée militaire dans les développements capacitaires », colloque du CICDE « Quelle pensée militaire pour l'élaboration de la stratégie de défense ? », École militaire, 22 novembre 2021.



Nicolas REGAUD

- Article : « Enjeux de coopération de défense et de sécurité dans l'Indo-Pacifique pour l'Europe et la France », *Revue Défense nationale*, 844, « L'Indo-Pacifique : un espace stratégique sous tension », novembre 2021, p. 45-50.

- Participation au workshop « Climate Change and Security Sector Governance in East Asia » organisé par le DCAF

(Geneva Centre for Security Sector Governance), 15-16 novembre 2021.

- Participation au Public webinar « Climate Change and Security Sector Governance in East Asia » organisé par le DCAF, 18 novembre 2021.



Maxime RICARD

- Article : avec Kouamé Félix Grodji, « [Collaborative Policing and Negotiating Urban Order in Abidjan](#) », *Africa Security Brief*, 40, Africa Center for Strategic Studies, 2021, p. 1-8.

- Cité par Justine Brabant, « [Drogues : l'Afrique au-delà des discours prohibitionnistes et eurocentrés](#) », Mediapart, 2 novembre 2021.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Compte rendu de lecture « [Cœur des ténèbres, En mars, fusils brisés de Cao Xuan Huy](#) », *L'Histoire*, novembre 2021.

- Conférence : « Vietnamiens. Lignes de vie d'un peuple. Écrire sur le Viêt Nam contemporain (à l'époque du Covid) »,

Association française des Amis de l'Orient, 4 novembre 2021.

- Invité du journal télévisé de 14h sur TV5 pour présenter le livre *Vietnamiens. Lignes de vie d'un peuple*, 14 novembre 2021.

- Conférence : « Recherche et prospective sur l'Asie, de la théorie à la pratique », Sciences Po-Lyon, 29 novembre 2021.



LTN Camille TROTOUX

- Soutenance de thèse et obtention du grade de docteur ès science politique : « Définissez "être aviateur" ? Identités professionnelles militaires et processus décisionnels : une analyse multiniveaux à partir du cas français », Université de

Paris II Panthéon-Assas, 24 novembre 2021.

- Conférence flash : « Bourdieu et l'armée de terre. Déconstruire le capital combattant », École de guerre, 30 novembre 2021.



Océane ZUBELDIA

- Organisation avec Pierre Bourgois de la séance 5 du séminaire « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », avec une présentation de Marie-des-Neiges Ruffo de Calabre intitulée « Éthique et informatisation

croissante du processus décisionnel en contexte militaire : illustration des logiciels de simulation, d'aide à la décision et de prédiction de crise », IRSEM, 18 novembre 2021.

- Conférence flash : « La technologie comme instrument de puissance dans les relations internationales », École de guerre, 29 novembre 2021.

- Conférence : « La numérisation dans le secteur de la défense : le cas appliqué à la réalité augmentée » dans le cadre du cycle de conférences organisé par l'Université catholique de l'Ouest (UCO), Angers, 30 novembre 2021.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Jeronimo BARBIN

- Intervention : « Les évolutions de la culture stratégique allemande au temps de la guerre froide », séminaire de recherche, IRSEM, 23 novembre 2021.



Jordan BECKER

- Article : avec J. Paul Dunne, « [Military Spending Composition and Economic Growth](#) », *Defence and Peace Economics*, 14 novembre 2021, p. 1-13.

- Recension : « [Ideology and International Institutions by Erik Voeten](#) (Princeton University Press, 2021, 242 p.) », *Strategic Studies Quarterly*, 19 novembre 2021.



Pierre BOURGOIS

- Organisation avec Océane Zubeldia de la séance 5 du séminaire « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », avec une présentation de Marie-des-Neiges Ruffo de Calabre intitulée « Éthique et informatisation croissante du processus décisionnel en contexte militaire : illustration des logiciels de simulation, d'aide à la décision et de prédiction de crise », IRSEM, 18 novembre 2021.



Léa MICHELIS

- Communication : « Regards croisés sur les figures de l'ennemi dans les séries TV : l'autre et soi en question », Journée d'études « Les représentations du monde militaire dans les séries TV et le cinéma », IRSEM/Demoseries, 8 novembre 2021.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Intervention : « La "lutte dans le domaine cognitif" dans la pensée stratégique chinoise », Cognitive Cyber Threats Seminar, European Cyber Week, Rennes, 17 novembre 2021.



Christophe LAFAYE

- Article : « Une armée française forger au feu en Afghanistan (2001-2014) », *Opérations spéciales*, 52, novembre-décembre 2021, p. 56-60.
 - Interviewé par Nicolas Barotte, « Démineur, le danger au bout des doigts », *Le Figaro*, 9 novembre 2021, p. 18.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ÉTATS-UNIS

Joseph MAJKUT et Nikos TSAFOS, « Life after COP26 », Center for Strategic & International Studies, 19 novembre 2021.

À chaque année sa COP, ses promesses et ses désillusions. Cette 26^e édition n'échappe pas à la règle, mais elle donne lieu néanmoins à une rupture inédite. En effet, le Pacte de Glasgow annoncerait en grande pompe le retour d'une diplomatie climatique mondiale. C'est du moins l'hypothèse que défend l'article de Joseph Makjut et Nikos Tsafos, tous deux chercheurs en sécurité énergétique pour le CSIS. Certes, l'objectif reste la neutralité carbone d'ici 2050 et une augmentation des températures fixées entre 2 et 1,5 degré Celsius. Les décisions des Émirats arabes unis, de la Russie et de l'Inde d'arriver à ce résultat avec leur propre échéancier en sont des développements encourageants. Toutefois, les négociations en amont se démarquent cette année par une multitude d'accords bilatéraux ou multilatéraux. Ce faisant, MM. Makjut et Tsafos défendent l'avènement d'une « coalition de volontaires » destinée à se substituer à un multilatéralisme inclusif. L'annonce d'un accord de commerce américano-européen sur l'aluminium dont les clauses incluent le taux d'émissions carbone en est un exemple criant. Les États-Unis parviennent ainsi à briller par le biais d'avancées enregistrées sur des enjeux précis, tels que la gestion des émissions de méthane. De même, l'article souligne un retour de la diplomatie américaine « appréciée par la communauté internationale », et ce après quatre années de rhétorique incendiaire sous l'ère Trump. Ce retour s'analyserait à l'aune de la diplomatie climatique promue par Joe Biden, le seul terrain d'entente sino-américain autrement mis à mal par des rivalités économiques et géostratégiques. Si cet article permet d'extraire les grandes tendances de la diplomatie climatique de demain, ils se fourvoient sur le caractère prétendument unique des événements récents. D'une part, les gouvernements occidentaux agissent depuis toujours de concert pour inciter le reste du monde à se tourner vers une économie plus respectueuse de l'environnement. Ils n'y sont d'ailleurs pas très adroits, comme le montre l'incapacité des pays riches à fournir des financements en faveur de la transition écologique des pays plus défavorisés. Le Pacte de Glasgow ne fait d'ailleurs aucunement mention de compensations pour les pertes que la neutralité carbone amène avec elle. D'autre part, les engagements pris lors de la COP26 ne se veulent pas

synonyme d'un succès du *leadership* américain. Selon que l'on soit activiste ou diplomate, les dispositions du Pacte de Glasgow paraissent « trop peu » ou peu satisfaisantes. En effet, les changements de dernière minute apportés par l'Inde et soutenus par la Chine réussissent à passer d'une « sortie » à une « diminution du charbon », ce que la diplomatie américaine ne parvient pas à éviter. L'article se garde enfin de formuler toute recommandation sur l'architecture même de la COP, affaiblie par l'absence d'un mécanisme de contrôle formel. Révélateur mais trompeur, cet article révèle l'autosatisfaction de Washington pour sa diplomatie perçue comme « satisfaisante », ainsi que la complaisance des Européens dans une rhétorique américaine nouvellement « enjolivée ».

Michael SHOEBRIDGE, « [Biden and Xi, Kerry and Xie: monologues, not dialogue](#) », *Australian Strategic Policy Institute*, 17 novembre 2021.

Entre dialogue et monologue, il n'y a qu'un pas dans la relation sino-américaine. Comme l'explique Michael Shoebridge, directeur du programme Défense, stratégie et sécurité nationale de l'ASPI, dans son article, les communiqués publiés à la suite du sommet entre Joe Biden et Xi Jinping présentent des perceptions bien différentes. Ainsi, le communiqué chinois omettrait volontairement les demandes de Joe Biden concernant Taïwan, la conflictualité en mer de Chine méridionale, les droits de l'homme dans le Xinjiang ainsi que l'utilisation du commerce comme levier de pression contre les alliés des États-Unis. Incapable de dialoguer, Xi Jinping verrait dans ce sommet « une reconnaissance mondiale de la Chine en tant que grande puissance ainsi qu'un moyen d'obtenir des concessions de la part de Washington ». Selon M. Shoebridge, le ton employé par la Maison-Blanche est trop conciliant avec Pékin. Pire encore, il conforte Xi Jinping dans son incapacité à tenir les promesses faites au cours des cinq dernières années. Quoi qu'il en soit, cet article souligne un point de vue complémentaire et enrichissant à l'égard de nos débats stratégiques européens. Il faut dire que les préoccupations stratégiques de l'Australie sont davantage marquées en raison de la menace chinoise planant sur la zone indopacifique. Ce faisant, la politique étrangère de Joe Biden y serait perçue comme ambivalente. Contrastant avec les positions issues du sommet de l'OTAN et du G7, l'accord Kerry-Xie conclu en amont de la COP26 s'inscrirait ainsi dans un rapport asymétrique dangereux entre la Chine et les États-Unis. De fait, les engagements américains seraient trop nombreux comparés ce que le gouvernement chinois entend apporter et risqueraient d'ouvrir la voie à un G2 où Pékin

et Washington donneraient le *la* au reste de la communauté internationale. Sans appel, M. Shoebridge invite Joe Biden à mettre de côté John Kerry pour que « Kurt Campbell et Jake Sullivan soient les principaux exécutants » du président. Oscillant entre paranoïa et réalisme, cette critique fait toutefois fi des avantages offerts par la diplomatie climatique sino-américaine. À l'heure où les discours consacrent l'avènement d'une « nouvelle guerre froide », cette dernière demeure le seul terrain d'entente capable de favoriser un apaisement entre les deux pays.

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE

3^e Forum Innovation Défense (FID), Espace Champerret, Paris, 25-27 novembre 2021.

Du 25 au 27 novembre 2021 s'est tenu le troisième Forum Innovation Défense (FID) organisé par l'Agence Innovation de Défense (IAD) à l'espace Champerret (Paris). En plus de célébrer les 60 ans de la Direction générale de l'armement (DGA), cet événement a rassemblé les meilleurs projets supportés par le ministère des Armées. Dans ce cadre, plus de 110 innovations ont été mises à l'honneur de manière non exhaustive, allant de la démonstration d'un drone biomimétique inspiré du vol des oiseaux (BionicBird) à une lance à incendie sobre en eau (Deltea) en passant par la découverte du développement de peau artificielle pour les grands brûlés (*Human Plasma Based Epidermal Substitute*, HPEBS), autour de cinq univers dédiés : « S'imposer – Gagner la guerre avant la guerre », « Accompanyer – soutenir le combattant », « S'adapter – Innover pour se transformer », « Imaginer – Anticiper les ruptures », « Fédérer – Construire ensemble ». Parallèlement, les visiteurs ont pu approfondir leur réflexion lors de tables rondes traitant de l'intelligence artificielle, des technologies dronique, robotique et quantique, du *new space*, etc.

Le FID 2021 mise aussi sur la jeunesse en donnant la possibilité aux étudiants d'échanger avec les professionnels et d'expérimenter par exemple des *Serious gaming* (c'est-à-dire des jeux en réseau) qui servent à compléter la préparation opérationnelle des forces de l'armée de l'air et de l'espace.

La préparation de la défense française de demain semble bien en marche, et dans ce contexte particulier l'innovation de rupture (comprenant à la fois le secteur militaire

et celui du civil) occupe un rôle de premier plan. D'ailleurs, le projet de loi de finances des armées 2022 (année 4) prévoit un budget de 41 milliards d'euros tandis que l'innovation devrait profiter d'un milliard d'euros.

Même si la mobilisation est importante, des efforts sont encore à fournir au prisme de la compétition mondiale. Dans cette course de fond technologique, il faudra éviter de prendre la dernière place.

Océane ZUBELDIA
Chercheuse Drones, industries et innovation

Charles JOSEPH
Assistant de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Rob JOHNSON, Martijn KITZEN, Tim SWEIJTS, *The Conduct of War in the 21st Century: Kinetic, Connected and Synthetic*, Londres, Routledge, mars 2021, 324 p.

En partant du constat que la guerre au XXI^e siècle est une course pour le contrôle du cyberspace et de l'information, à la fois objets de convoitise et vecteurs de propagande, Rob Johnson (directeur du Centre de recherche relatif au programme du caractère changeant de la guerre à l'Université d'Oxford), Martijn Kitzen (professeur associé aux études de guerre [*War Studies*] à l'Académie de défense des Pays-Bas), et Tim Sweijts (directeur de recherche au Centre d'études stratégiques de La Haye) proposent un ouvrage, tout à fait pertinent, de dix-neuf chapitres thématiques qu'il est possible de comparer à un véritable manuel théorique pour faire face aux défis posés par les conflits présents et futurs.

Pour révéler les mutations de la guerre, la thèse défendue dans l'ouvrage confronte la réflexion autour des notions de cinétique (cyber et guerre de l'information), de connectivité (liée au C4ISR : Commander, Contrôler, Communiquer, Cyber/Renseignement, Surveillance, Reconnaissance), et de guerre synthétique (incluant l'intelligence artificielle (IA), l'apprentissage machine, les drones et les robots). La conduite de cette guerre implique que les états-majors prennent conscience de la nécessité de mettre en œuvre des réajustements stratégiques structurels. À ce titre, le chapitre 2 souligne le retard des armées occidentales. Entre la fin du XX^e siècle et les deux dernières décennies, elles ont subi des échecs cuisants à cause de leur incapacité à contrer un adversaire optant à la fois pour des méthodes de guérilla et de guerre hybride. Ce contexte s'explique par la connaissance erronée du théâtre d'opérations, notamment sur les plans géographique, ethnique, religieux ou sociétal, ou encore à cause du choix de techniques contre-insurrectionnelles contre-productives. De nombreux exemples sont cités comme les Balkans, l'Afghanistan et la Crimée. Les États ayant choisi de penser leur stratégie militaire sur la guerre hybride confèrent à leurs forces armées un avantage significatif sur ceux n'ayant pas fait ce choix. Ainsi, combiner des formes guerrières traditionnelles (centralisation opérationnelle et politique) et non conventionnelles ont permis d'impacter psychologiquement l'adversaire en le dissuadant d'entreprendre

une réponse militaire proportionnée, procédé qui est largement utilisé par des groupes armés non étatiques.

Pour aller plus loin dans la réflexion, le chapitre 6 montre l'apparition de compétitions portant sur les nouvelles technologies en termes de robotique, d'intelligence artificielle (IA) et d'apprentissage machine tandis que le chapitre 9 met en avant la place dominante des drones, mais souligne toute l'importance de l'homme au cœur de la boucle de décision ; parallèlement cette réflexion implique une utilisation particulière de l'IA et de l'apprentissage machine. Le chapitre 13, quant à lui, met en lumière la centralité du droit international humanitaire (DIH), et plus spécifiquement le droit des conflits armés (DCA). Cependant, le droit n'est pas un moyen infailible puisqu'il possède encore des carences concernant la caractérisation des attaques effectuées sans moyens létaux, telles que les cyberattaques. Elles se placent en dessous du seuil d'attaque, rendant complexe leur qualification et de ce fait alimentant le flou juridique.

En conclusion, les auteurs rappellent que la guerre du XXI^e siècle reste une guerre traditionnelle dans laquelle le rôle de l'humain est prépondérant. De ce fait les aspects émotionnels et psychologiques sont déterminants comme la compréhension des clivages sociétaux, ethniques et religieux, de même que le contrôle des populations demeure encore capital pour remporter une guerre. L'ouvrage renvoie, dans cette optique, à la pensée clausewitzienne soutenant que les « émotions » (chapitre 18) sont un facteur essentiel pour mener à bien une stratégie de dissuasion ou de fin de la guerre. À cet effet, il expose habilement et de manière globale les différents facteurs et les technologies mobilisables pour mener les combats du XXI^e siècle ; une guerre cinétique, connectée et synthétique. Mais également une guerre traditionnelle caractérisée par l'incertitude, les passions et l'usage de la violence pour atteindre des objectifs politiques.

Charles JOSEPH
Assistant de recherche



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Décembre 2021

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 2\)](#)

Décret du 24 décembre 2021, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 14\)](#)

Histoire contemporaine, Guerre de l'information, États-Unis

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 17\)](#)



MEILLEURS
VOEUX

2022

#makelovestudywar

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM

DÉCRET DU 24 DÉCEMBRE 2021



À compter du 1^{er} janvier 2022, l'IRSEM rejoint l'établissement public expérimental (EPEX) « Université Paris-Panthéon-Assas » (qui succède à l'Université Paris-II) comme institut-partenaire, aux côtés d'établissements-composantes que sont la Grande École de management et communication interculturels (ISIT), l'École d'ingénieurs généraliste du numérique (EFREI Paris), le Centre de formation des journalistes (CFJ) et l'École W. La masse et la complémentarité des expertises que ce regroupement permet offrent du point de vue de l'IRSEM plusieurs avantages : l'EPEX donne la possibilité de postuler à davantage d'appels à projets de recherche nationaux et européens exigeant des compétences transverses, et il contribue à l'intégration universitaire de l'institut, comme à l'émergence en France d'une filière de *War Studies* par l'intérieur, c'est-à-dire par l'université, de façon complémentaire aux autres actions déjà conduites par le ministère.

Voir le [décret du 24 décembre 2021](#) portant création de l'Université Paris-Panthéon-Assas et approbation de ses statuts, publié au *Journal officiel* le 28 décembre 2021.



Note de recherche n° 118 – 10 décembre.

« [Wir sind nicht im Krieg / Nous ne sommes pas en guerre – Le rôle de l'armée allemande face à la pandémie de Covid-19](#) », par Édouard JOLLY, Émilie LEFER et Hélène WEBER, 26 p.

L'Allemagne a été présentée comme un modèle de gestion de la crise permettant, à travers une organisation efficace, d'assurer une sécurité sanitaire, d'éviter l'effondrement économique et social mais surtout d'épargner un grand nombre de vies. Alors que le président français déclarait le 16 mars 2020 que la France était en « guerre » contre le virus, l'Allemagne s'est distinguée par une forte mobilisation de ses forces armées pendant la crise sanitaire, sans déclaration de guerre : Angela Merkel avait prononcé son discours deux jours après celui d'Emmanuel Macron, affirmant que le problème devait « être pris au sérieux », suggérant par là qu'il fallait se préserver de toute *Kriegsrhetorik*. Pourtant, la gestion de la pandémie en Allemagne, en plus d'être politique et sanitaire, autrement dit « biopolitique », a déclenché l'intervention de la Bundeswehr. L'objectif de cette note de recherche consiste ainsi à expliquer le rôle et la fonction de l'armée allemande contre la pandémie, suivant trois moments : biopolitique, juridique et opérationnel.



Note de recherche n° 119 – 22 décembre.

« [Kaliningrad, miroir des ambitions militaires russes d'aujourd'hui](#) », par Malcolm PINEL, 23 p.

L'oblast de Kaliningrad, enclave russe dans l'Union européenne, a fait l'objet d'une remilitarisation croissante, qui alimente les tensions entre les États baltes, la Russie et l'OTAN. Il revêt un caractère stratégique pour Moscou car il offre un accès permanent à l'océan Atlantique *via* la Baltique en s'affranchissant des brise-glaces nécessaires pour naviguer en tout temps par la route du Nord. La modernisation de ses capacités militaires, qui s'est faite progressivement, est représentative des difficultés auxquelles a été confrontée l'industrie de défense russe à la suite de la crise économique et des conséquences des sanctions qui la touchent depuis 2014. La récente restructuration du 11^e corps d'armée stationné

à Kaliningrad, regroupant l'ensemble des forces armées de l'oblast, lui permet de disposer d'un panel de capacités opérationnelles avérées allant de l'assaut amphibie à la défense multicouche de ses espaces terrestres, aériens et maritimes.



Report No. 91 – 22 décembre.

« *Facing a pandemic: African armies and the fight against Covid-19* », by Anne-Laure MAHÉ and Nina WILÉN (eds), IRSEM/EGMONT, 78 p.

The COVID-19 pandemic saw armed forces play an important role in the implementation of policies aimed at fighting the spread of the virus, or at alleviating the side effects of COVID-related restrictions. In many countries, they have engaged in humanitarian, policing or medical interventions, sometimes in rupture with their traditional tasks, and sometimes in continuity as was the case for African states that had been affected by Ebola. This report studies the domestic deployment of militaries to manage the pandemic on the African continent and analyzes the COVID-19 crisis as a case study of continuity and change: both within civil-military relations more broadly and within the armed forces in particular. It report focuses on four cases: Sierra Leone by Maggie Dwyer and Osman Gbla; Burkina Faso by Aboubacar Maïga; Uganda by Moses Khisa; and South Africa by Lindy Heinecken. In those four cases, military engagement in the pandemic go from being out of the ordinary, to cases where it followed previously established norms. These case studies provide explanations for these variations, highlighting the importance of history and context in shaping civil-military relationships and the military's place within the broader security apparatus. It also points to the short and long term impact of the pandemic on the armed forces' professional identity, and to the vulnerabilities they experienced due to their living conditions and their broad range of tasks.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Dans le bunker #45 – 3 décembre.

« [Les Chevaliers du ciel](#) » de Gérard Pirès (2005), par David PAPPALARDO, 44 mn.

Retour sur un film qui a marqué une étape dans la coopération entre les armées françaises et la production cinématographique, aux images sublimes – en compagnie du colonel de l'armée de l'air et de l'espace et ancien pilote de chasse, David Pappalardo.



Épisode 127 – 7 décembre.

« [Le Vietnam, de la colonisation française aux rivalités en mer de Chine du Sud](#) », avec Benoît de TRÉGLODÉ, IRSEM, et Alexandre JUBELIN, 1 h 11.

3:00 La naissance du Vietnam par opposition à l'occupation et à la présence chinoise.
 8:30 L'arrivée de la France et la parenthèse coloniale française.
 18:30 La montée du communisme au Vietnam.
 23:00 L'indépendance vietnamienne et la bipartition à la sortie de la guerre d'indépendance.
 31:00 La sortie de la guerre du Vietnam et l'occupation du Cambodge.
 46:00 Les mues de l'appareil militaire vietnamien et la réorientation vers la mer.
 49:30 La question posée en mer de Chine du Sud.
 59:00 Le Vietnam et les puissances régionales face à la montée chinoise.



Dans le viseur #38 – 10 décembre.

« [Attaque sur les arrières au nord-Mali](#) », avec le colonel FRANÇOIS, 28 mn.

Dans cet épisode, Alexandre Jubelin reçoit le colonel François, de l'armée de terre, pour nous parler d'une opération de 2016 au nord-Mali, où il a dû gérer comme chef de corps une attaque sur ses bases arrière.



Épisode 128 – 14 décembre.

« [Mercredi noir en Afghanistan](#) », avec LCL Vincent LAZERGES et Alexandre JUBELIN, 1 h.

Vincent Lazerges, lieutenant-colonel dans l'armée de terre, est l'auteur de *Mercredi soir à Mobayan* (Éditions de l'École de guerre).

2:30 Le projet du livre et les sources écrites pour reconstituer l'événement.

9:30 Le « moment Kapisa » pour les armées françaises.

21:30 Les modes d'action locaux.

26:30 Les objectifs de l'opération.

30:00 Le déclenchement.

45:00 Les renforts américains.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).



Dans le viseur #39 – 17 décembre.

« [Noël en mer pour opération surprise](#) », avec le contre-amiral BEAUDONNIÈRE, 13 mn.

Dans cet épisode en partenariat avec l'École navale, le contre-amiral Beaudonnière, directeur de l'École, se remémore un Noël prévu à terre alors qu'il était commandant du *Jean Bart*, annulé au dernier moment dans le cadre de la tentative de libération de Denis Alex.



Épisode 129 – 21 décembre.

« [Russie-Ukraine : le réchauffement d'un conflit gelé](#) », avec Marie DUMOULIN et Alexandre JUBELIN, 1 h 34.

Marie Dumoulin, diplomate et chercheuse, est la directrice du programme « Europe élargie » à l'ECFR.

5:30 Perceptions mutuelles et vision de l'histoire russo-ukrainienne.

13:00 L'importance politique et stratégique de l'Ukraine au sein de l'URSS.

18:30 La dislocation de l'URSS et les relations russo-ukrainiennes se mettant en place à l'époque.

28:45 L'éloignement progressif de l'Ukraine et de la Russie.

40:30 La révolution de 2013-2014 et la réaction russe.

52:30 Le cessez-le-feu et ses dispositions dans le Dombass.

1:07:00 La montée en puissance des effectifs russes près de la frontière.

1:16:00 Les objectifs russes.

1:21:00 Les leviers de négociation américains.

ÉVÉNEMENTS

2 décembre : Visite du colonel Gabin Chahounka (Bénin).



Le 2 décembre 2021 a été reçu à l'IRSEM le colonel Gabin Chahounka, conseiller terre du chef de l'état-major particulier du président de la République du Bénin. Breveté de la 21^e promotion

de l'École de guerre, le COL Chahounka était invité par la DGRIS dans le cadre du programme « personnalités d'avenir défense » (PAD). Les entretiens avec le colonel [Stéphan Samaran](#) et [Maxime Ricard](#), chercheur Afrique de l'Ouest, ont porté sur les questions de sécurité avec un accent particulier sur la sensibilité des frontières, en lisière immédiate de la zone d'action de l'opération Barkhane.

COL Stéphan SAMARAN
Directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines »

2 décembre : Séminaire fermé « L'opération Barkhane et la stratégie française au Sahel ».

Tous les six mois, l'IRSEM organise un séminaire fermé réunissant une douzaine de chercheurs et acteurs de terrain spécialistes du Sahel, civils et militaires du MINARM, du MEAE et de plusieurs institutions, pour discuter de l'opération Barkhane et de la stratégie française au Sahel. L'objectif est de prendre le pouls du terrain et des analyses en cours ainsi que de confronter les points de vue, pour en tirer des enseignements. Huit ans après le début de l'intervention française, largement internationalisée à partir de 2013 avec l'engagement de l'Union européenne (entre autres EUTM Mali, EUCAP Sahel Mali, EUCAP Sahel Niger), des Nations unies (MINUSMA) et d'autres acteurs, la situation au Sahel reste préoccupante sur les plans politique, sécuritaire et socioéconomique, notamment au Burkina Faso, au Niger et au Mali. Ce séminaire a permis de réaliser le bilan des six mois ayant suivi l'annonce de la reconfiguration de la présence militaire française au Sahel et de formuler des pistes de stratégie.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

6 décembre : Workshop « La puissance chinoise comme facteur de transformation ».



Organisé dans le cadre du programme transversal Chine, le séminaire fermé du lundi 6 décembre visait à faire le bilan des enjeux stratégiques chinois existant chez certains des voisins et concurrents de la Chine. Au cours de quatre interventions modérées par [Camille Brugier](#) et [Pierre Haroche](#), respectivement chercheuse Chine et chercheur sécurité européenne, chaque participant était chargé de présenter les différents défis régionaux et thématiques impliquant la puissance chinoise.

Dans un premier temps, le colonel [Stéphan Samaran](#), directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines », s'est penché sur les transformations amorcées par la présence chinoise dans les pays d'Asie centrale. Pierre Haroche s'est ensuite intéressé aux diverses perceptions que l'OTAN et ses membres réservent au gouvernement chinois. Quelle place occupe la Chine dans l'ordre économique international ? C'est la question que Camille Brugier a cherché à développer à la lumière du poids de l'économie du pays. Enfin, Earl Wang, doctorant associé au domaine « Espace euratlantique-Russie », a exposé les premiers résultats de ses recherches sur l'évolution du discours des institutions européennes tourné sur Pékin et l'influence économique chinoise au sein de l'Union européenne.

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

7 décembre : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Mardi 7 décembre s’est tenu le séminaire Jeunes Chercheurs de l’IRSEM, modéré par le directeur scientifique de l’Institut, le Pr [Jean-Vincent Holeindre](#). Le séminaire a été animé par Felix Enault (« Aspects de la guerre irrégulière dans l’Antiquité grecque et romaine (VI^e-II^e siècles av. J.-C. »), éléments de stratégie et de tactique chez Thucydide, Xénophon, Énée le Tacticien et Polybe) et Jeronimo Barbin (« De la stabilisation à la contre-insurrection : changement doctrinal en France et en Allemagne »).

Felix Enault (Sorbonne Université) a présenté ses recherches en rapport avec sa thèse sur la guerre irrégulière dans l’Antiquité grecque. Son travail s’est articulé entre deux parties : l’étude des occurrences dans les textes latins et grecs sur la guerre irrégulière, afin d’étudier les variations linguistiques du champ ; l’analyse croisée des textes au regard du contexte général mais aussi des spécificités propres à chaque auteur antique, offrant une typologie des conflits irréguliers et des stratégies déployées.

L’intervenant a relevé la difficulté de définir la guerre irrégulière puisque beaucoup de variables juridiques, sociales ou encore politiques interviennent, d’autant que la civilisation grecque antique n’est pas monolithique. L’approche retenue se fait au prisme de la stratégie avec, comme définition de la guerre irrégulière, l’évitement de la bataille frontale pour entraîner la destruction morale de l’adversaire. M. Enault a relevé un renouveau des travaux portant sur la pensée stratégique antique, permis par de nouvelles études sur leurs techniques de guerre (à l’image de la guerre de l’information, de la piraterie, de la théorie de la guerre antique, à laquelle a notamment contribué le Pr Holeindre).

Le directeur scientifique de l’IRSEM a ensuite ouvert une discussion avec Felix Enault, relevant la nécessité de définir plus précisément la guerre irrégulière. Cette dernière est une notion par défaut, puisque la guerre régulière

grecque antique se caractérise par la stratégie hoplitique. L’inflexion à poursuivre étant de ne pas essentialiser la culture stratégique antique, sans faire l’économie de la réflexion sur les catégories et leur portée.

Jeronimo Barbin (Université Helmut-Schmidt de Hambourg) a par la suite évoqué le changement doctrinal des forces armées en France et en Allemagne face à la contre-insurrection. L’étude de cas de l’intervention occidentale en Afghanistan a été proposée. L’intervenant a relevé que, bien qu’il y ait une convergence croissante des doctrines militaires française et allemande, avec le déploiement conjoint de leurs forces lors d’opérations multinationales et à la suite du travail doctrinal multinational, de nombreuses différences de fond et de forme subsistent toujours entre leurs doctrines militaires.

Les travaux présentés visent à déterminer pourquoi l’ajustement doctrinal contre-insurrectionnel des forces armées allemandes et françaises s’est déroulé si différemment, bien qu’elles aient été confrontées aux mêmes défis sur le terrain lors de l’engagement de la Force internationale d’assistance et de sécurité (FIAS) en Afghanistan à partir de 2006. Un des enjeux de cette recherche est notamment de participer à l’appréhension des conditions d’émergence de doctrines militaires en Allemagne et en France, afin de créer de la transparence dans un domaine qui se trouve pour l’instant caractérisé par son opacité.

Le Pr Holeindre a souligné l’intérêt qu’aurait appelé l’étude du passage de grands modèles culturels et politiques à l’élaboration des doctrines d’emploi à proprement parler. L’étude du passage de la politique générale à la doctrine spécifique permettrait d’avoir une approche plus exhaustive de ce champ.

Kevan GAFÄITI
Assistant de recherche

9 décembre : Réunion avec le général Gyllensporre (Suède).



Le général Dennis Gyllensporre (Suède) a partagé l'expérience de ses trois années comme commandant de la force onusienne (COMFOR) MINUSMA au Mali. Il a été reçu par le colonel [Stéphan Samaran](#), directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines » et [Maxime Ricard](#), chercheur Afrique de l'Ouest à l'IRSEM.

Le général Gyllensporre a une vaste expérience opérationnelle internationale, notamment en tant qu'agent de liaison en Bosnie-Herzégovine pendant l'opération SFOR dirigée par l'OTAN en 1997-1998 ; comme vice-président et chef des opérations à la Commission militaire mixte des monts Noubas, au Soudan, de 2002 à 2003, comme chef de la division Doctrine et concepts de l'État-major de l'Union européenne de 2005 à 2008 ; et comme chef d'état-major du commandement régional au nord de la FIAS, opération dirigée par l'OTAN en Afghanistan en 2008.

Au cours d'un échange avec plusieurs chercheurs de l'IRSEM, le général a notamment discuté du contexte politique malien actuel, et des défis auxquels il a fait face lors des deux coups d'État de 2020 et 2021 pendant son mandat de COMFOR. Il a analysé la question des relations entre les acteurs internationaux et la transition malienne. Il est aussi revenu sur les enseignements de son engagement en Afghanistan pour le cas malien, les similitudes et les différences de ces deux théâtres d'opération. Concernant son expérience opérationnelle au Mali, il a notamment expliqué comment la force MINUSMA s'adapte aux différentes situations conflictuelles selon les régions (nord, centre, Liptako-Gourma), en analysant notamment les évolutions des menaces pour améliorer la protection des civils au Mali. Il a souligné la difficulté de la lutte contre la désinformation dans le contexte malien, mais aussi l'apport de l'opération

Barkhane et de la force opérationnelle Takuba. Il a enfin analysé les défis liés à la reconfiguration de l'opération Barkhane pour la Minusma.

Maxime RICARD,
Chercheur Afrique de l'Ouest

9 décembre : Lancement du Rubicon (lerubicon.org), plateforme francophone dont l'IRSEM est l'une des trois institutions fondatrices.



Lancé le 9 décembre 2021 à Ottawa en ouverture du colloque annuel du Réseau d'analyse stratégique (RAS) canadien, en présence de [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM, Justin Massie, co-directeur du RAS, et Ryan Evans, président fondateur de *War on the Rocks* (WOTR), *Le Rubicon* est une initiative internationale portée par l'IRSEM, le Centre Thucydide de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas et le RAS, en partenariat avec WOTR.

Inspiré de ce site de référence en langue anglaise, *Le Rubicon* est une plateforme francophone d'analyse des questions internationales, principalement de sécurité et de défense, mais aussi de politique étrangère, avec un intérêt particulier pour la guerre dite hybride, les cyberattaques, la lutte informationnelle et le renouveau de la conflictualité dans les différents espaces physiques. L'objectif est d'offrir aux auteurs francophones s'intéressant à ces questions un débouché équivalent à WOTR, réactif et de qualité, pour publier dans leur langue.

Les auteurs publiés dans *Le Rubicon* sont aussi bien des universitaires que des praticiens du milieu de la défense, de la sécurité nationale et des affaires étrangères. La plateforme applique les standards internationaux de scientificité : les articles font tous l'objet d'une évaluation anonyme par les pairs et les auteurs doivent répondre aux relectures critiques de leur texte pour l'améliorer.

L'équipe du *Rubicon* est composée d'une cinquantaine d'experts appartenant à certaines des principales institutions de la recherche francophone dans les domaines des relations internationales, des questions de défense et de sécurité. Ils sont répartis en un Comité de direction, un Comité éditorial et un Conseil scientifique. Ces hommes et femmes d'une dizaine de nationalités différentes (France, Canada, Côte d'Ivoire, Belgique, Allemagne,

Hongrie, Italie, Bénin, Argentine) sont localisés en Europe, en Amérique du Nord, en Afrique et en Amérique latine. Cette équipe est intrinsèquement pluraliste, dans ses profils comme dans ses approches disciplinaires et méthodologiques.

Les trois institutions fondatrices du *Rubicon*, le Centre Thucydide, l'IRSEM et le RAS, contribuent au projet en fournissant les ressources humaines. Les trois codirecteurs du *Rubicon* sont les directeurs ou co-directeurs de ces institutions. Les trois co-éditeurs du *Rubicon* sont trois postdoctorants de ces mêmes institutions. Par ailleurs, le RAS a également bénéficié d'un financement du ministère de la Défense nationale du Canada à travers le programme MINDS, qui a servi à créer le site internet.

Le Rubicon jouit d'une indépendance éditoriale totale. Les textes publiés n'engagent que leurs auteurs et aucunement les institutions auxquelles ils appartiennent, ni les institutions fondatrices que sont le RAS, l'IRSEM et le Centre Thucydide. Ni le ministère de la Défense nationale canadien, ni le ministère des Armées français n'exercent le moindre contrôle sur le contenu.

Enfin, si le partenariat avec WOTR permet de réaliser des co-publications, en français sur *Le Rubicon* et en anglais sur WOTR, ce dernier n'exerce aucune influence sur le contenu original du *Rubicon*, qui est le fruit d'un processus de sélection rigoureux et des orientations des membres de l'équipe.

Que vous soyez un chercheur, un militaire, un analyste, un diplomate ou autre, si vous avez quelque chose à dire sur les questions qui intéressent *Le Rubicon*, n'hésitez pas à proposer un texte ! Le processus de soumission et les normes éditoriales sont détaillés sur le site : <https://lerubicon.org/soumettre-un-article/> Si l'article est retenu après l'évaluation anonyme par les pairs, *Le Rubicon* s'engage à le publier rapidement et en accès libre.

14 décembre : Atelier de modélisation stratégique.



Mardi 14 décembre s'est tenue la première séance de l'atelier de modélisation stratégique de l'IRSEM, organisé par [Édouard Jolly](#) et Léa Michelis. À cette occasion, les participants ont eu l'opportunité d'utiliser le support [FITNA](#), développé par Pierre Razoux et commercialisé chez Nuts Publishing. FITNA propose plusieurs scénarios qui modélisent différentes hypothèses de conflits armés classiques au Moyen-Orient. Il permet de visualiser les logiques territoriales et politiques dans la région, tout en s'initiant à la prise de décision au niveau politico-militaire. La séance a porté sur la question de la création fictive d'un Kurdistan indépendant. Le scénario a ainsi mis en jeu les Kurdes unifiés, luttant pour le maintien d'une zone de souveraineté, contraints de négocier et de s'adapter aux enjeux défendus par la Turquie, la Syrie et l'Irak. Dans une ambiance bienveillante et pédagogique, les participants ont ainsi pu apprendre le fonctionnement de la modélisation et tenter de remplir leurs différentes conditions de victoire. Cette séance d'initiation a permis d'ouvrir l'atelier au sein des membres de l'IRSEM pour ensuite le programmer à fréquence régulière en 2022. L'objectif sera de s'exercer sur d'autres supports qui modélisent des niveaux de commandement différents ainsi que des théâtres d'opération divers (par exemple, les supports Distant plain, South China Sea, etc.).

Léa MICHELIS
Doctorante résidente

15 décembre : Séminaire « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques / L'Ampel-Koalition et le dialogue franco-allemand : quelles perspectives à la veille de la présidence française du conseil de l'Union européenne ? » avec le Dr Laurent Borzillo, chercheur postdoctoral à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), au Réseau d'analyse stratégique (RAS) et au Cepel (Université de Montpellier).



La 6^e séance du séminaire [en ligne] « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques », organisé par [Océane Zubeldia](#) (IRSEM) et Pierre Bourgois (Université catholique de l'Ouest, Angers), a eu lieu le 15 décembre, avec une présentation du Dr Laurent Borzillo, chercheur postdoctoral à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), au Réseau d'analyse stratégique (RAS) et au Cepel (Université de Montpellier), intitulée « L'Ampel-Koalition et le dialogue franco-allemand : quelles perspectives à la veille de la présidence française du conseil de l'Union européenne ? »

Tout d'abord, selon Laurent Borzillo, un état de l'art de la réflexion stratégique et plus spécifiquement une analyse sur le Livre blanc allemand (juillet 2016) témoigne des choix présents et à venir. Ainsi, l'Allemagne a pour priorité d'occuper une place plus centrale sur la scène internationale en termes de responsabilité. Dans cette perspective de politique étrangère, Laurent Borzillo a abordé la notion de *Ampel-Koalition* qui signifie « coalition en feu tricolore » du fait de la réunion des partis politiques allemands entre le SPD, FDP et les Verts constituant le nouveau gouvernement Scholz. Laurent Borzillo a souligné dans ce cadre les questions épineuses autour des drones armés, du partage nucléaire au sein de l'OTAN, et pour finir la stratégie interministérielle de sécurité nationale, (*Ressortübergreifenden nationalen Sicherheitsstrategie*). Toutefois de nombreuses orientations restent en suspens (l'Indopacifique, exercice en Australie [2022], Aukus, etc.).

Dans un second temps, il a porté la réflexion sur les coopérations industrielles et l'acquisition d'armement,

notamment au prisme du projet de coopération franco-allemand, des difficultés et des défis à relever. À titre d'exemples, le programme Tigre, le char franco-allemand de KNDS, le système de combat aérien du futur (SCAF), ou bien encore les drones armés. La velléité allemande est de restreindre les exportations d'armement. L'ensemble de ces domaines portent à s'interroger sur l'autonomie stratégique européenne et plus généralement de l'Union européenne (UE), d'où l'importance entre autres du Fonds européen de défense.

Laurent Borzillo a conclu ses propos en soulignant l'importance d'encourager, en plus des relations officielles, le développement des relations informelles (conférences, voyages d'études, partenariats académiques, etc.) pour consolider le dialogue franco-allemand.

Océane ZUBELDIA
Chercheuse Drones, industries et innovation

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Intervention : « Russian media influence in words », Panel « Media, cyber, disinformation », séminaire de l'IISS « Statecraft and Influence Network », Berlin, 7 décembre 2021.
- Intervention devant les étudiants du master de journalisme de CY Cergy Paris Université, présentation du livre *Russia Today (RT) : Un média d'influence au service de l'État russe*, 10 décembre 2021.
- Entretien : « Comment RT France, média d'influence du Kremlin, veut s'inviter dans la présidentielle », *Télérama*, 12 décembre 2021.



Camille BRUGIER

- Co-organisation, avec Pierre Haroche, du workshop « La puissance chinoise comme facteur de transformation », IRSEM, 6 décembre 2021.
- Organisation du séminaire mensuel sur les « terrains difficiles » avec les doctorants financés par le ministère des Armées, IRSEM, 7 décembre 2021.



Paul CHARON

- Media : interview « 颠覆国际秩序是中共维持专制制度的需要 », RFI, 30 novembre 2021.
- Publication : « Séduction ou coercion ? La stratégie d'influence chinoise », entretien avec Judith Geng, *Esprit*, décembre 2021.
- Cité dans Nicolas Quénel, « La France, décor autorisé pour un film de propagande chinoise avec José Garcia », *Marianne*, 17 décembre 2021.
- Intervention : présentation du rapport *Les Opérations d'influence chinoises, un moment machiavélien* au profit de plusieurs représentations diplomatiques européennes, ambassade de Belgique, 2 décembre 2021.
- Intervention : « L'innovation dans les services de renseignement chinois », dans le cadre du colloque de l'AEGES

« Innovation(s), guerre et paix », Grenoble, 3 décembre 2021.

- Intervention : conférence « L'anticipation en Chine et aux États-Unis », *Futuribles*, 7 décembre 2021.
- Intervention : « Les méthodes d'anticipation dans les services de renseignement américains », dans le cadre des « Rencontres prospectives de l'École militaire » organisées par le pôle Études et prospective du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC), École militaire, 9 décembre 2021.
- Conférence : « Nature et *modi operandi* des opérations des services de renseignement chinois », dans le cadre du 4^e cycle « Cadres du ministère des Armées (DRSD) » assuré par l'IHEDN, 16 décembre 2021.
- Intervention sur la question de l'influence chinoise dans l'émission *Les dessous de l'info*, RFI, 17 décembre 2021.
- Séance de travail avec le comité 8 des auditeurs de la session nationale politique de défense de l'IHEDN sur le thème de la subversion, 17 décembre 2021.



Thibault DELAMARE

- Recension : « [Amélie Zima, OTAN \(Que sais-je\)](#) », *Défense et sécurité internationale*, n° 156, novembre-décembre 2021.



Emmanuel DREYFUS

- Intervention : « Colored Revolutions seen from Russia: the Kremlin evolving Views and Strategies toward 'Regime Changes in former Soviet Eurasia », dans le panel « How Strong is Civil Society in Russia and East Central Europe? », à la [53^e édition de l'Association for Slavic, East European and Eurasian Studies](#), 3 décembre 2021.
- Participation au séminaire Russia Strategy Group, organisé par le programme Wider Europe de l'ECFR, avec le soutien du ministère allemand des Affaires étrangères, Paris, 15-16 décembre 2021.
- Entretien : « [Wagner: instrument au service du Kremlin ou outil lucratif ?](#) », Institut Montaigne, 10 décembre 2021.

- Entretien : « [Les liens de la société de sécurité privée Wagner avec le gouvernement russe](#) », Radio Télévision suisse (RTS), 13 décembre 2021.

- Entretien : « [Wagner, ce groupe paramilitaire russe qui inquiète l'Occident](#) », pour le podcast quotidien « Sur le fil », AFP, 20 décembre 2021.



Pierre HAROCHE

- Modération, avec Camille Brugier, du séminaire « La puissance chinoise comme facteur de transformation », IRSEM, 6 décembre 2021.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Chapitre : « France: A 'light footprint' approach to information manipulation », in Sophie Vériter, Monica Kaminska, Dennis Broeders and Joachim Koops (eds), [Responding to the COVID-19 'infodemic': National countermeasures against information influence in Europe](#), The Hague, The Hague Program for Cyber Norms, Universiteit Leiden, décembre 2021, p. 11-17.

- Chapitre : « Election Disinformation in France », in William T. Adler and Dhanaraj Thakur, [A Lie Can Travel: Election Disinformation in the United States, Brazil, and France](#), Center for Democracy & Technology / Konrad Adenauer Stiftung, décembre 2021, p. 38-50.

- Article : « ["La violence clandestine et dispersée" : penser la dilution de la guerre](#) », *Cités*, n° 88, 2021/4, décembre 2021, p. 139-145.

- [Entretien sur le rôle de l'IRSEM dans la diplomatie de défense](#), Les Jeunes IHEDN, 5 décembre 2021.

- Présentation et lancement de la plateforme francophone d'analyse des questions internationales, de sécurité, de défense et de politique étrangère, [Le Rubicon](#), en ouverture du colloque annuel du Réseau d'analyse stratégique (RAS), Queen's University / Université du Québec à Montréal (UQAM), Ottawa, Canada, 9 décembre 2021.

- Article : « [Introducing Le Rubicon](#) » (avec Julian Fernandez et Justin Massie), *War on the Rocks*, 9 décembre 2021.

- Membre du jury de la thèse de doctorat en philosophie politique de Maira dos Santos Matthes da Costa, [Les raisons de la guerre : le jus ad bellum entre le pacifisme libéral et la guerre juste](#), soutenue le 11 décembre 2021 à l'Université de Paris.

- Article : « [L'influence chinoise au Canada](#) », *La Presse*, 12 décembre 2021.

- Présentation et discussion du rapport [Les opérations d'influence chinoises](#), Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à Montréal (UQAM), avec Frédérick Gagnon, Charles-Philippe David et Yann Roche, Montréal, Canada, 14 décembre 2021.

- Launch event of the report [A Lie Can Travel: Election Disinformation in the U.S., Brazil, & France](#), organized by the Center for Democracy & Technology and Konrad-Adenauer-Stiftung USA, webinar, 15 décembre 2021.

- « Éthique et dissuasion nucléaire », intervention dans le séminaire « Pourquoi la dissuasion ? » de Mélanie Rosselet, École normale supérieure Ulm [en ligne], 15 décembre 2021.

- Présentation et discussion du rapport [Les opérations d'influence chinoises, École supérieure d'études internationales, Université Laval](#), avec Jonathan Paquin et Louis Bélanger, Québec, Canada, 16 décembre 2021.

- Entretien sur le droit d'ingérence, in Marc Semo, « [Les derniers feux du droit d'ingérence](#) », *Le Monde*, 18 décembre 2021, p. 34.



Édouard JOLLY

- Audition parlementaire par la Commission de la défense nationale et des forces armées, pour les députés Patricia Mirallès et Jean-Louis Thiériot, co-rapporteurs d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité, Assemblée nationale, 1^{er} décembre 2021.

- Publication : avec Émilie Lefer et Hélène Weber, « [Wir sind nicht im Krieg \(nous ne sommes pas en guerre\), le rôle de l'armée allemande dans la lutte contre la pandémie de COVID-19](#) », Note de recherche n° 118, IRSEM, 10 décembre 2021, 26 p.

- Co-organisation, avec Léa Michelis de l'Atelier de modélisation stratégique, IRSEM, 14 décembre 2021.

- Conférence : « La "guerre" contre le coronavirus, rôle et action des armées (France, Allemagne, Europe) »,

Conférence du soir du Centre d'études de sécurité et de défense, Institut supérieur royal de Défense, Bruxelles, Belgique, 16 décembre 2021.



Anne-Laure MAHÉ

- Publication : avec Nina Wilén (eds), [Facing a pandemic: African armies and the fight against Covid-19](#), report No. 91, IRSEM/EGMONT, 22 décembre 2021, 78 p.



Maxime RICARD

- Publication de la traduction en français et en portugais de l'article « [Collaborative Policing and Negotiating Urban Order in Abidjan](#) », *Africa Security Brief 40*, Africa Center for Strategic Studies, « [Police collaborative et négociation de l'ordre urbain à Abidjan](#) » ; « [Vigilância colaborativa e negociação da ordem urbana em Abidjan](#) », décembre 2021.

- Organisation du séminaire fermé « L'opération Barkhane et la stratégie française au Sahel », IRSEM, 2 décembre 2021.

- Intervention sur la méthodologie qualitative/ethnographique en thèse, dans le workshop doctoral sur les terrains difficiles, IRSEM, 7 décembre 2021.



Marianne PÉRON-DOISE

- Présentation : « Indian governance and maritime security » dans le cadre du séminaire maritime Europe/Inde organisé par la National Maritime Foundation et l'European Council on Foreign Relations (ECFR-Paris), [en ligne], 2 décembre 2021.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Podcast : « [Le Vietnam. De la colonisation française aux rivalités en mer de Chine du Sud](#) », « Le Collimateur », 7 décembre 2021.

- Podcast : « [Quels enjeux pour l'Indo-Pacifique ?](#) », « Le Périscope », épisode 1, Centre d'études stratégiques de la marine (CESM), 9 décembre 2021.

- Publication : avec Valérie Niquet, « [L'Asie face à l'AUKUS : interrogations et attentismes prudents](#) », Note 42/21, Fondation pour la recherche stratégique (FRS), 9 décembre 2021.

- Présentation : « French and European Indo-Pacific Strategies and China: a mirroring effect? » dans le cadre de la Conférence de [l'Observatoire franco-allemand sur l'Indo-Pacifique](#) organisée par le CERI Sciences Po et le GIGA Hambourg, Paris, 9-10 décembre 2021.



Nicolas REGAUD

- Intervention à la « *Franco-German Observatory on the Indo-Pacific Conference* » [en ligne], 9-10 décembre 2021.



Amélie ZIMA

- Intervention : « How to end Soviet domination in Central Europe? Between strategies of cooperation and logics of differentiation », colloque international « The Strategic and Military Consequences of the End of the Cold War », organisé par le Centre d'histoire de SciencesPo, le Service historique de la défense et le King's College, Paris, SciencesPo, 13-14 décembre 2021.

- Intervention dans l'émission « Culture Monde », « [Russie-Otan, le casus belli ukrainien](#) », France Culture, 10 décembre 2021.



Océane ZUBELDIA

- Intervention : « Les puissances militaires et la technologie des drones armés : un changement de paradigme ? », table ronde « Les puissances militaires et l'enjeu de l'innovation », colloque annuel de l'Association

pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES), « Innovation(s), guerre et paix », Université Grenoble, 2 décembre 2021.

- Présentation : « Réflexions sur les avancées technologiques taiwanaises et leurs impacts » dans le cadre du programme transversal Chine, workshop IRSEM, École militaire, 6 décembre 2021.

- Organisation avec Pierre Bourgois de la séance 6 du séminaire « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », avec une présentation de Laurent Borzillo intitulée « *L'Ampel-Koalition* et le dialogue franco-allemand : quelles perspectives à la veille de la présidence française du conseil de l'Union européenne ? », IRSEM [en ligne], 15 décembre 2021.

- Communication : « L'enjeu du soldat augmenté pour les puissances démocratiques », Conférence de garnison de l'École du Génie à Angers, 13 décembre 2021.

- Organisation avec Océane Zubeldia de la séance 6 du séminaire « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », avec une présentation de Laurent Borzillo intitulée « *L'Ampel-Koalition* et le dialogue franco-allemand : quelles perspectives à la veille de la présidence française du conseil de l'Union européenne ? », IRSEM [en ligne], 15 décembre 2021.

- Communication : « L'enjeu du soldat augmenté pour les puissances démocratiques : les États-Unis à l'heure du choix », dans le cadre d'une réunion de travail interne de la Chaire Éthique, Technologie et Transhumanismes (ETHICS) de l'Université catholique de Lille, 21 décembre 2021.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Jeronimo BARBIN

- Intervention : « La réorganisation de la politique de défense allemande après la guerre froide », Séminaire Jeunes Chercheurs, IRSEM, 7 décembre 2021.

- Intervention : « The reorganization of German defense policy after the Cold War. Change or continuity of German strategic culture? », Colloque « The Strategic and Military Consequences of the End of the Cold War », organisé par le Service historique de la Défense, le Centre d'histoire de Sciences Po Paris et le Sir Michael Howard Centre for the History of War, King's College London, 14 décembre 2021.



Pierre BOURGOIS

- Communication : « Le soldat augmenté : un enjeu stratégique pour les puissances militaires », dans le cadre du panel « Les puissances militaires et l'enjeu de l'innovation », co-organisé avec Johanna Möhring lors du Colloque annuel de l'Association pour les études

sur la guerre et la stratégie (AEGES), consacré au thème « Innovation(s), guerre et paix », Université Grenoble Alpes, 2 et 3 décembre 2021.



Léa MICHELIS

- Co-organisation, avec Édouard Jolly, de l'Atelier de modélisation stratégique, IRSEM, 1 décembre 2021.



Malcolm PINEL

- Publication : « [Kalininograd, miroir des ambitions militaires russes d'aujourd'hui](#) », Note de recherche n° 119, IRSEM, 22 décembre 2021, 23 p.

- Article : avec Xavier Rival, « [Aspects qualitatifs de l'intervention russe en Syrie](#) », *Vortex – Études sur la puissance aérienne et spatiale*, « Les effets de la puissance aérienne », n° 2, décembre 2021, p. 135-153.

VEILLE SCIENTIFIQUE

HISTOIRE CONTEMPORAINE

Soutenance de thèse de doctorat en histoire contemporaine : Julia MASPERO, « L'administration des personnes déplacées dans les zones françaises d'occupation en Allemagne et en Autriche : une politique de la France en contexte de guerre froide (1945-1951) », EHESS, 9 décembre 2021.

Jury : Aline Angoustures, responsable mission Histoire et archives de l'OFPRA, chercheuse associée de l'Institut des sciences sociales du politique ; Catherine Gousseff (directrice de thèse), directrice de recherche, CNRS ; Alain Blum, directeur d'études, EHESS, directeur de recherche, INED ; Daniel G. Cohen (rapporteur), Associate Professor, Rice University ; Patrick Farges (rapporteur), professeur des Universités, Université de Paris ; Anouch Kunth, chargée de recherche, CNRS.

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, environ onze millions de civils déplacés à travers l'Europe du fait de la guerre sont libérés par les Alliés. Huit millions d'entre eux se trouvent en Allemagne et un peu plus d'un million en Autriche. L'administration de ces personnes déplacées (DPs, *Displaced Persons*) s'inscrit dans le cadre des politiques d'occupation des trois alliés occidentaux, et leur rapatriement et émigration soulèvent des débats et des tensions entre les différents acteurs institutionnels et étatiques concernés. Cette thèse étudie les politiques adoptées par l'un de ces acteurs vis-à-vis de la présence des personnes déplacées dans ces deux pays : la France.

De 500 000 à la libération, les DPs, parmi lesquelles sont représentées plus d'une vingtaine de nationalités, ne sont plus que 65 000 fin septembre 1945 dans la zone d'occupation française en Allemagne (ZFO), puis environ 20 000 en juillet 1950. En septembre 1950, il reste encore 12 000 personnes en zone française d'Autriche (ZOF), contre environ 25 000 à l'automne 1945. Du printemps 1945 à la fermeture des services français en charge des personnes déplacées et réfugiées (PDR) en 1951, l'administration française des DPs a connu trois grandes phases : au regroupement des DPs, alors que les militaires français doivent improviser pour mettre de l'ordre dans le chaos de la sortie de guerre, succède le rapatriement comme réponse à la question DP tandis que les premiers pas des administrations PDR s'accompagnent du difficile partage de

leurs responsabilités avec l'organisme onusien, l'UNRRA. Dans un troisième temps, le recrutement des déplacés ou leur installation sur place apparaissent comme des voies à suivre tandis que les autorités françaises tentent d'être autonomes vis-à-vis des autres occupants et de l'organisme qui prend la succession de l'UNRRA à la mi-1947, l'IRO.

D'abord désintéressées de la question DP, les autorités françaises s'en emparent finalement pour limiter l'influence de l'UNRRA, organe principalement financé par les Américains et les Britanniques, et qui risquerait de fragiliser la légitimité de la France comme puissance occupante. Par ailleurs, pour la France, les DPs représentent une potentielle main-d'œuvre utile au pays. Aussi, à la suite de la signature le 29 juin 1945 d'un accord franco-soviétique de réciprocité dans les rapatriements, le retour des ressortissants français en France est conditionné par le rapatriement de toutes les DPs revendiquées comme soviétiques par Moscou, ce qui inclut les Ukrainiens occidentaux et les Baltes. Cette situation oblige la France à choisir entre cet accord diplomatique et les engagements qu'elle a pris auprès des Nations unies en février 1946 protégeant les réfugiés réfractaires au rapatriement. Elle implique également la détermination de la nationalité des DPs et donc à définir sa position vis-à-vis de l'expansion soviétique à l'Ouest. De fait, la question des nationalités se retrouve au cœur du sort des DPs et des politiques nationales et diplomatiques de la France. L'assignation d'une nationalité à chaque DP oblige les Français à composer avec les pratiques bureaucratiques et le vocabulaire des divers acteurs impliqués dans l'administration de cette population : les DPs elles-mêmes, les officiers de rapatriement ou de liaison, les agents de l'UNRRA puis de l'IRO, et les divers services français qu'ils fonctionnent en France, à Berlin et à Vienne, dans les quartiers généraux des zones ou directement auprès des DPs.

L'analyse de l'administration des DPs permet d'apprécier la place des zones d'occupation dans la diplomatie française en cette période de début de guerre froide. Alors que les relations entre Paris et Moscou ou Varsovie sont paralysées, notamment après l'éviction des communistes du gouvernement et l'affaire Beauregard, les zones d'occupation françaises servent de zones de détente. Des contacts fréquents et des négociations en faveur des Malgré-nous y sont encore possible. En outre, entre 1949 à 1952, étant les seules zones d'Allemagne et d'Autriche à accueillir sans interruption les missions soviétiques, elles font office de pont entre l'Est et l'Ouest. La question DP permet donc de décentrer le regard tradi-

tionnel sur la place de la France dans la guerre froide : jusqu'en 1952, dans ce régime de blocs, les Français ont cherché à construire une politique autonome et à rester à la marge.

Julia MASPERO

GUERRE DE L'INFORMATION

The Graphika Team, « [Viral Vendetta](#) », Graphika, 1^{er} décembre 2021.

Depuis quelques années, les théories conspirationnistes suscitent en Europe la formation de nouveaux groupes complotistes, dont chacun adopte sa propre idéologie selon les intérêts défendus. Comme le montre le dernier rapport du groupe d'analystes Graphika, le mouvement « V_V » promeut quant à lui un narratif dit « antiautoritaire ». En effet, les démocraties européennes sont accusées de favoriser la mise en place d'un « nazisme médical » au travers de la vaccination obligatoire. Bien que l'idéologie du groupe soit similaire à la lignée anti-litiste et populiste des groupes américain (QAnon) et allemand (Querdenken), le mouvement « V_V » parvient tout de même à se démarquer. De fait, le narratif employé s'éloigne des théories satanistes et de l'État profond (*deep state*) pour davantage mobiliser l'histoire et l'imagerie de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, il s'agit de révéler et de combattre la mise en place d'une « dictature sanitaire nazie » désirée par les élites occidentales autoritaires.

D'abord apparu en Italie durant la seconde moitié de 2020, le mouvement recense aujourd'hui des milliers de partisans en Allemagne, France, Espagne, au Royaume-Uni et en Irlande. Tirant profit des avantages offerts par les nouvelles technologies, les membres du groupe se rassemblent en grande majorité sur les plateformes Telegram, mais n'excluent pas les possibilités de recrutement offertes par YouTube, Twitter et TikTok. Au niveau organisationnel, le mouvement innove à nouveau par le biais d'une procédure sélective et fermée à quelques groupes Telegram. *Via* un lien posté sur les réseaux sociaux traditionnels, les membres sont d'abord invités à rejoindre un premier groupe « transitoire » où des narratifs sont disponibles sous forme de contenus « éducatifs », permettant après consultation de passer un examen écrit. Une fois cet examen réussi, les membres sont promus au rang de « guerrier ». Ils disposent en outre d'un numéro d'identification et sont ajoutés à des groupes conspirationnistes de plus grande envergure.

Chaque « guerrier » s'attèle ensuite à suivre les tâches formulées par la direction dudit groupe. Afin de garantir l'expansion du mouvement, ses membres recourent régulièrement à des phénomènes d'amplification classiques : l'identification de personnes issues du cercle amical et familial sur les publications du groupe ou encore le détournement massif de mots-dièse (*hashtag hijacking*). Le mouvement V_V peut toutefois employer des pratiques plus coercitives, à l'image du harcèlement régulier de journalistes et de figures politiques, ainsi que la falsification des algorithmes de YouTube en signalant et en votant « je n'aime pas » sur les vidéos dont le contenu est en désaccord avec son idéologie (*down-rating*). D'autres occurrences incluent également la manipulation de sondages gouvernementaux en ligne, ainsi que la réservation massive et trompeuse de rendez-vous vaccinaux. Loin de se limiter à la sphère cyber, des cas de vandalisme sont également recensés et des flyers propagandistes auraient déjà été distribués en Italie.

Quoi qu'il en soit, l'apparition de ce nouveau groupe entérine bel et bien la transnationalité des théories conspirationnistes, celles-ci couvrant un pays européen après l'autre. Le contexte culturel reste un facteur déterminant du développement potentiel de l'idéologie complotiste promue : force est de constater que le mouvement V_V prolifère essentiellement dans des pays marqués par le régime nazi. Le concours des nouvelles technologies soulève par ailleurs des préoccupations sécuritaires émanant des dangers qu'incarnent les phénomènes de « bulle de filtrage », capable d'enfermer les utilisateurs dans un écosystème informationnel fermé ainsi que d'accélérer la radicalisation. Bien que Facebook ait supprimé la plupart des groupes V_V de sa plateforme, l'application de messagerie chiffrée Telegram demeure libre de tout contrôle. Empruntant aux phénomènes propres aux guérillas, le mouvement V_V et son *modus operandi* incarnent un renouvellement préoccupant de la sphère conspirationniste.

ÉTATS-UNIS

Stephen WALT, « [Biden's Democracy Summit Could Backfire](#) », *Foreign Policy*, 8 décembre 2021.

Le sommet pour la démocratie va-t-il réellement apporter des changements concrets ? Stephen Walt, célèbre politologue et penseur de l'école néoréaliste des relations internationales, nous met en garde dans son article pour *Foreign Policy* contre un retour de flamme amer pour l'administration Biden. Écrit à la veille dudit sommet, son article permet de rendre compte des préoccupations observées en amont de cet événement. En l'absence d'objectifs clairs, couplée à des inconsistances dans la liste d'invités, Walt nous explique déjà que ce projet phare de la politique étrangère de Joe Biden risque d'être voué à l'échec. Sans résultats concrets, ce sommet pourrait même apporter de l'eau aux moulins des régimes politiques alternatifs prônant l'inadaptabilité du modèle démocratique aux enjeux contemporains. Ces inquiétudes se sont d'ailleurs partiellement reflétées dans les échanges tenus lors du sommet, pendant lequel les États-Unis n'étaient alors plus perçus comme les « bons élèves » de la démocratie.

Par ailleurs, Stephen Walt met déjà en évidence l'ambivalence de la Maison-Blanche face aux défis contemporains de la démocratie. Si les États-Unis se positionnaient réellement en opposition aux pays autoritaires, comment expliquer leur soutien à l'Égypte, l'Arabie saoudite, ou encore leur tolérance aux tendances liberticides observées en Turquie et en Hongrie ? Selon lui, l'administration Biden peinerait en outre à définir des concepts clés pour privilégier des valeurs vagues, ce qui empêcherait Joe Biden de les matérialiser. Toutefois, Walt omet le rôle prépondérant que joue la politique intérieure. De fait, la prévalence des valeurs relève davantage d'un calcul, permettant à Joe Biden de maintenir une marge de manœuvre en dépit du clivage politique entre Républicains et Démocrates. De même, Walt oublie que le dossier Chine est l'un des seuls à bénéficier d'un soutien bipartisan. Ce faisant, il paraît aujourd'hui logique que l'administration Biden surenchérisse sur le combat des valeurs de concert avec ses alliés européens et asiatiques face à la montée de Pékin. L'auteur ajoute ensuite que les États-Unis devraient arrêter de se focaliser sur « le respect des droits humains en Malaisie » pour se focaliser sur les difficultés éprouvées par la société américaine. En conséquence, Stephen Walt semble postuler qu'une meilleure cohésion nationale serait la condition *sine qua non* pour justifier une promotion de la démocratie à l'étranger sur la base de ses valeurs. S'il est vrai que les États-Unis se doivent de

redorer leur blason, le non-investissement de Washington sur ces dossiers, tel que promu par l'auteur, ne peut que laisser le champ libre à une Chine subversive sur le long terme.

Maya KANDEL, « [Le Sommet pour la démocratie de Biden, un projet en panne d'ambitions ?](#) », Institut Montaigne, 2 décembre 2021.

Le projet phare de la politique étrangère de Joe Biden est-il en panne d'ambitions ? Selon Maya Kandel, directrice du programme États-Unis de l'Institut Montaigne, le sommet pour la démocratie est loin de faire l'unanimité. Le basculement en faveur d'un sommet « en ligne », de même que la prise en compte des réserves émises par les pays asiatiques et européens, traduisent un clair manque d'ambitions de la part du département d'État.

L'enjeu est de taille : faire progresser la démocratie sans donner l'impression à Pékin d'être confronté à une nouvelle coalition formée par les pays démocratiques. Cette idée ne serait d'ailleurs pas si inconcevable et ferait directement écho à la « Communauté des démocraties » chère à Madeleine Albright ou encore à la présidence du Canada lors du G7 de 2019.

L'objectif, quant à lui, est longtemps resté flou. Faut-il encore que les États-Unis demeurent les grands promoteurs de la démocratie ? Il est certes vrai que 75 % de la population vivent dans des pays frappés par un recul démocratique. Toutefois, cette position est difficile à assumer lorsque les derniers rapports de Freedom House classent les États-Unis à la 61^e place du classement des démocraties. En cause, le redécoupage électoral (*gerrymandering*), la politisation du processus de nomination et confirmation des juges, ainsi que le poids de l'argent des industries dans les campagnes présidentielles. La liste des invités laisse d'ailleurs transparaître les priorités stratégiques contemporaines de Washington : Ukraine, Philippines, Taiwan, Chine, Russie et Pakistan. Nommé « Sommet pour la démocratie », et non pas « des démocraties », on s'étonnera tantôt de l'invitation de la Pologne et tantôt de l'absence de la Hongrie, cette dernière étant idéologiquement proche de Donald Trump. Après le tollé suscité en Afghanistan et certains renoncements en matière de politique étrangère, Joe Biden ne pouvait toutefois pas faire l'impasse sur l'une de ses grandes promesses de campagne. Pour l'heure, l'histoire en retiendra un événement confus, imprécis, et dont l'objectif était de réaffirmer l'importance des valeurs, quitte à confesser le recul démocratique américain.

Webinaire « U.S. Speaker Series: Biden's Vision for the Summit for Democracy – What to expect? », German Marshall Fund of the United States, 30 novembre 2021.

Webinaire « [The Summit for Democracy: A Transatlantic Readout](#) », German Marshall Fund of the United States, 14 décembre 2021.

Quels premiers éléments de conclusion pouvons-nous tirer du sommet pour la démocratie de Joe Biden ? Cherchant à esquisser les enjeux présents dans le combat des valeurs portées par la Maison-Blanche, le German Marshall Fund of the United States (USGMF) s'est penché sur la question grâce à l'organisation de deux webinaires modérés par Alexandra de Hoop Scheffer, directrice de l'antenne parisienne du USGMF, mercredi 30 novembre et mardi 14 décembre.

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Barbara JANKOWSKI, Anne MUXEL et Mathias THURA (dir.), *La sociologie militaire : héritages et nouvelles perspectives*, Oxford, Peter Lang, 2021, 468 p.

Les armées restent relativement peu étudiées par la sociologie en France : *La sociologie militaire*, premier ouvrage généraliste sur le sujet depuis plus de dix ans, entend combler ce manque. Rassemblant les travaux de vingt-cinq chercheurs français et étrangers sous la direction d'Anne Muxel, Barbara Jankowski et Mathias Thura, l'ouvrage aborde un grand nombre de thématiques avec une approche sociologique convenant à une institution militaire qui est tout sauf isolée de la société.

La première partie de *La sociologie militaire* (à laquelle participent aussi Bénédicte Chéron, Claude Weber et les chercheurs allemands Markus Steinbrecher et Heiko Biehl) s'intéresse à la transformation des représentations des armées et de leurs fonctions sociales. Anne Muxel montre que les jeunes substituent l'image du soldat protecteur et défendant les droits humains à celle du guerrier, quand Camille Boutron détaille trois facteurs rendant irréversible la féminisation des armées dans le monde, de l'intégration des femmes au marché du travail en passant par leur rôle d'opérateurs stratégiques lors des conflits.

La deuxième partie de l'ouvrage (à laquelle contribuent aussi Christophe Lafaye et les chercheurs canadiens Nancy Otis, Irina Goldenberg et Joelle Laplante) est dédiée aux réalités des métiers militaires. Mathias Thura étudie ainsi leur « contenu » sous l'angle de la sociologie du travail en considérant le soldat comme un travailleur. Utilisant la sociologie interactionniste, Camille Trotoux et Christophe Pajon soulignent l'aspect parfois concurrentiel de la segmentation professionnelle chez les officiers de l'armée de l'air. Édouard Jolly discute les principes de la légalité du principe de discrimination entre civils et combattants, et sa légitimité éthique.

La troisième partie (à laquelle participent aussi Sami Makki et Sébastien Jakubowski) s'intéresse aux relations des militaires entre eux ou avec d'autres acteurs publics ou privés. En interrogeant la place des chefs militaires français dans les processus décisionnels en amont des interventions, Barbara Jankowski montre que les relations politico-militaires sont moins verticales que le laisse penser le principe de subordination, et moins conflictuelles par

exemple qu'aux États-Unis. Étudiant l'externalisation dans le domaine sécuritaire, Cyril Magnon-Pujo estime que les relations public-privé prennent la forme d'« assemblages » dont le secteur privé participe à l'élaboration.

La quatrième partie du livre s'intéresse à la manière dont les politiques et militaires font face aux menaces terroristes. Recourant à l'approche cognitiviste, Julien Fragnon et William Leday analysent la transition de la lutte anti-terroriste française, du refus d'une approche strictement militaire dans les années 2000 à l'actuelle « guerre au terrorisme » ; Gregory Daho étudie le cadrage antiterroriste et l'évolution des relations politico-militaires en France en partant de l'hypothèse d'une intrication des milieux politiques, administratifs et militaires trop souvent présentés comme des « blocs ». Suscitant une comparaison avec la France, Delphine Resteigne se penche sur les missions de police de l'armée belge depuis 2015 ; l'approche sociologique montre que l'identité des militaires freine la « polycisation » de leurs missions.

La cinquième et dernière partie est consacrée aux rapports entre la sociologie, la pratique et la stratégie militaires. Joseph Soeters énonce un certain nombre d'enjeux sur lesquels les sociologues peuvent être directement utiles aux actions militaires. Pascal Venesson quant à lui montre ce que la sociologie, qui a intégré des éléments du raisonnement stratégique, peut apporter à ces dernières.

Couvrant des thématiques et des approches scientifiques variées, l'ouvrage dirigé par Anne Muxel *et alii* renouvelle l'approche de la sociologie militaire – souvent considérée comme un domaine singulier du fait de la particularité de son objet – en la réintégrant dans le cadre de la sociologie générale.

Aurélien DUCHÊNE
Assistant de recherche



Frédéric DABI, Stewart CHAU, *La Fracture*, Paris, Les Arènes, 2021, 288 p.

Cet ouvrage rend compte d'une vaste enquête de l'IFOP portant sur 1 500 jeunes Français représentatifs des 18-30 ans. Les auteurs défendent l'idée de l'existence d'un hiatus entre les jeunes de cette tranche d'âge et leurs aînés sur certains sujets clés du

débat public, et affirment la réalité d'une « fracture » concernant notamment les enjeux de société suivants.

Tout d'abord les jeunes auraient une perception plus marquée du défi majeur que représentent les menaces liées

au réchauffement climatique et témoigneraient d'une relative désillusion vis-à-vis de la capacité des responsables politiques à le relever. Une désillusion généralisée, à laquelle s'ajoute une relativisation de l'importance de la démocratie (47 % des jeunes adhèrent à l'idée d'un pouvoir autoritaire, 34 % adhèrent à celle de l'éventualité de la mise en place d'un pouvoir militaire) et une défiance envers l'État. Sur ce dernier point, les 18-30 ans se montrent plus favorables (60 %) au libéralisme économique que leurs aînés.

Résultat plus attendu, les jeunes font preuve d'un plus grand libéralisme sociétal que les générations précédentes. La nouveauté tient à leur perméabilité aux thèses dites *woke* (comme l'idée d'un « racisme d'État »), en rupture avec le modèle républicain tel que le conçoivent encore les plus de 30 ans. Les jeunes ont intégré davantage que leurs aînés la réalité d'une France multiculturelle et adhèrent plus volontiers à un modèle de laïcité ouverte, mettant en avant les questions d'égalité et de respect des différences, et une attention plus marquée aux minorités et aux questions identitaires. Ainsi, une part croissante des jeunes pense que c'est à la République de s'adapter aux minorités : s'agissant par exemple de la critique des religions, 35 % des jeunes de moins de 25 ans soutiennent la publication de caricatures de Mahomet dans les journaux, contre 59 % de l'ensemble des Français. Néanmoins, les auteurs notent des clivages au sein même de la jeunesse sur ces questions, entre ceux qui sont acquis à une conception multiculturelle de la société, et ceux qui s'y opposent, parfois dans une logique identitaire. S'il y a « fracture » intergénérationnelle, celle-ci est aussi traversée de clivages intragénérationnels pouvant venir la brouiller.

Aurélien DUCHÊNE
Assistant de recherche